Élie Tenenbaum

PARTISANS ET CENTURIONS

Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle

PERRIN

Élie Tenenbaum

PARTISANS ET CENTURIONS

Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle

Ouvrage publié avec le concours
du Centre national du livre

PERRIN

© Perrin, un département de Place des Editeurs, 2018

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

ISBN : 978-2-262-07739-6

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Crédit couverture : Une unité de SAS, © akg-images

Sommaire

Couverture

Titre

Copyright

- Signification des acronymes
- Préface
- Introduction. L'Occident face à la guerre irrégulière
  - *Une modernité occidentale de la guerre*
  - *À l'ombre des batailles, la guerre irrégulière*
  - *Au crible de l'espace et du temps*
  - *Partisans et centurions, une odyssée irrégulière au XX^e^ siècle*
- Chapitre 1. Aux sources de la guerre irrégulière moderne (1914-1940)
  - *La Grande Guerre et l'échec de la linéarité*
  - *Les intuitions de Lawrence en Arabie*
  - *La révolution russe et la grande « peur rouge »*
  - *Les expériences coloniales de l'entre-deux-guerres*
  - *Le terreau britannique de l'action subversive*
  - *La drôle de guerre irrégulière*
- Chapitre 2. La Seconde Guerre mondiale irrégulière (1940-1946)
  - *« Mettez le feu à l'Europe »*
  - *La propagande subversive de la France libre*
  - *La guerre psychologique américaine*

« L'Action » de la France libre

Des partisans américains ?

La génération « Jedburgh »

La grande démobilisation

Chapitre 3. Guerre froide, propagande et subversion (1946-1954)

La guerre psychologique, expression centrale de la guerre froide

Une coopération anglo-américaine « proche et continue »

La lente insertion de la France dans la stratégie occidentale

L'Alliance atlantique face à la subversion

Chapitre 4. Guérilla contre guérilla (1946-1954)

« Stay-behind » ou le spectre de l'Europe occupée

L'avènement de la « guerre spéciale » aux États-Unis

L'utopie d'une libération des « nations captives »

De l'endiguement à la contre-guérilla

Britanniques et Américains dans la guerre civile grecque

Chapitre 5. La révolution stratégique maoïste (1927-1953)

De la révolution à la guerre révolutionnaire

Un modèle stratégique transposable ?

L'Occident dans la guerre civile chinoise

« L'ennemi commun est arrivé à nos frontières »

La guérilla dans la grande stratégie occidentale en Asie

Guerre psychologique et aide au développement

Chapitre 6. La fin de l'Indochine française (1945-1954)

D'une guerre à l'autre

L'échec de la pacification

Les premiers contre-maquis sous auspices américains

L'action spéciale en Indochine

La guerre psychologique sous influence américaine

La guerre des sectes en Cochinchine

Au Tonkin, de l'autodéfense aux 5e bureaux

Vers une théorie de la guerre révolutionnaire

Chapitre 7. Les fantômes de Diên Biên Phu (1954-1960)

La mission Lansdale à Saigon

L'expérience TRIM : entre transfert d'expérience et rejet du passé

Lansdale et l'école des Philippines

Le processus d'américanisation

La question laotienne et la renaissance des maquis

Chapitre 8. L'école de Malaisie (1948-1960)

Une insurrection au piège d'un « maoïsme ethnique »

L'état d'urgence et le primat du politique

L'adaptation tactique à la contre-guérilla

Les débuts du rayonnement international

L'école de Malaisie après Diên Biên Phu

Chapitre 9. Décolonisation ou subversion ? (1953-1962)

Décolonisation, guerre froide et subversion

Le Moyen-Orient au défi du nationalisme

L'Amérique latine entre révolution et répression

L'entente antisubversive en Afrique anglophone

La contre-subversion en Afrique francophone

Les débuts de l'action clandestine américaine en Afrique

Chapitre 10. L'Algérie dans la guerre révolutionnaire (1954-1962)

L'Algérie, un front de la guerre froide ?

L'adaptation tactique de l'armée française en Algérie

La guerre contre les cadres : renseignement et mesures d'exception

La guerre pour les populations : le contrôle des corps et des esprits

Les débuts de l'école française à l'étranger

Chapitre 11. Kennedy et l'âge d'or de la contre-insurrection (1961-1963)

La naissance d'une communauté

Au Pentagone, une transformation sous influence

Les think tanks dans la communauté de la contre-insurrection

Chapitre 12. Le test vietnamien (1961-1963)

Kennedy et la question vietnamienne

L'école de Malaisie et la mission britannique au Vietnam

L'influence française au Sud-Vietnam : un levier politique ?

Le programme des hameaux stratégiques et la chute de Diêm

Chapitre 13. Les larmes de Saigon (1964-1973)

L'escalade conventionnelle

Le lent reflux de l'influence britannique

La rémanence d'une influence stratégique française

À l'ombre de l'« autre guerre »

La relance de la pacification

La stratégie de la dernière chance

Chapitre 14. Une contre-subversion globale ? (1964-1975)

Les arcades institutionnelles

La nébuleuse antisubversive : du paravent aux groupes renégats

Coopérations et influences en Amérique latine

L'Afrique, champ de bataille

Chapitre 15. Le crépuscule de la guerre irrégulière (1964-1975)

Le danger intérieur et ses périls politiques

Le retour à la marginalité doctrinale

La Détente et l'effacement du paradigme subversif

Chapitre 16. La guerre irrégulière introuvable (1975-2001)

*Guérilla globale et « **freedom fighters** »*

Terrorisme et contre-terrorisme

Les « guerres nouvelles » de l'après-guerre froide

Épilogue. L'éternel retour de la guerre irrégulière

Archives et collections consultées

Remerciements

Notes

À la mémoire de mon grand-père, Henri Jablon, dit « Claude »,
Franc-Tireur et Partisan de la M.O.I.,
qui le premier m'a initié aux combats irréguliers

Signification des acronymes

AEF	Afrique équatoriale française
AFL	American Federation of Labor
AID	Agency for International Development
ALAT	Aviation légère de l'armée de terre
ALN	Armée de libération nationale
AMAG	American Mission to Aid Greece
ANZUS	Australia New Zealand United States (traité)
AOF	Afrique occidentale française
APL	Armée populaire de libération
ARPA	Advanced Research Projects Agency
ARVN	Armée de la République du Vietnam
BBC	British Broadcast Company
BCRA	Bureau central de renseignement et d'action
BRIAM	British Advisory Mission to Vietnam
CDC	Combat Development Command
CEAA	Centre d'études africaines et asiatiques
CEFEO	Corps expéditionnaire français d'extrême-orient

CED	Communauté européenne de défense
CENTO	Central Treaty Organisation
CFA	Committee to Free Asia
CFLN	Comité français de libération nationale
CGSC	Command and General Staff College
CGT	Confédération générale des travailleurs
CIA	Central Intelligence Agency
CIDG	Civilian Irregular Defense Forces
CIIAP	Centre interarmées d'instruction à l'action psychologique
CLI	Corps léger d'intervention
CIPCG	Centre d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla
CHPT	Compagnies de haut-parleurs et de tracts
COI (US)	Coordinator of Information
COI (GB)	Central Office of Information
COINTELPRO	Counter-Intelligence Programs
CORDS	Civil Operations and Revolutionary Development Support
CRS	Compagnies républicaines de sécurité
DOP	Dispositif opérationnel de protection
DGER	Direction générale des études et de la recherche
DGSS	Direction générale des services spéciaux
DPU	Dispositif de protection urbaine
DST	Direction de la surveillance du territoire
ECA	Economic Cooperation Administration
EH	Electra House (Foreign Office Department)

ELAS	Ellinikos Laïkos Apeleftherotikos Stratos
ESG	École supérieure de guerre
EWS	Eastern WarfareSchool
FAR	Forces armées royales (Laos)
FARELF	Far East Land Forces
FBI	Federal Bureau of Investigation
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FFL	Forces françaises libres
FICS	French Indochina Country Section
FLN	Front de libération nationale (Algérie)
FM	Field Manual
FNL	Front national de libération (Vietnam)
FOIA	Freedom of Information Act
FTUC	Free Trade Union Committee
GAMO	Groupements administratifs mobiles opérationnels
GCMA	Groupements commandos mixtes aéroportés
CGPL	Groupements commandos parachutistes (Laos)
GMI	Groupe mixte d'intervention
GPRA	Gouvernement provisoire de la république algérienne
GS1	Gustav Siegfried Eins
GS(R)	General Staff (Research)
HUAC	House Committee on Un-American Activities
ICA	International Cooperation Agency
ICEX	Infrastructure Coordination and Exploitation
IFRI	Institut français des relations internationales
IPA	International Police Academy

IRA	Irish Republican Army
IRD	Information Research Department
JUSMAG	Joint Unites States Military Advising Group
KLFA	Kenya Land and Freedom Army
LOK	Lohos Oreinon Katadromon (commando royaliste grec)
LRDG	Long Range Desert Group
MAAG	Military Assistance Advisory Group
MACV	Military Assistance Command, Vietnam
MATA	Military Assistance Training Advisors
MEW	Ministry of Economic Warfare
MI(R)	Military Intelligence (Research)
MO	Morale Operations
MOI	Ministry of Information
MRLA	Malayan Races Liberation Army
NATIS	NATO Information Service
NCFE	National Committee to Free Europe
NPFF	National Police Field Forces
NSAM	National Security Action Memorandum
NSC	National Securty Council
OAS	Organisation de l'armée secrète
OG	Operational Groups (OSS)
OIDP	Overseas Internal Defense Policy
OISP	Overseas Internal Security Program
OLI	Officier de liaison instructeur
ONU	Organisation des Nations unies
OPC	Office of Policy Coordination

OPS	Office of Public Safety
OSS	Office of Strategic Services
OTAN (NATO)	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
OTASE (SEATO)	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est
OUN	Organisation des nationalistes ukrainiens
OWI	Office of War Information
PARU	Police Aerial Reinforcement Unit
PCC	Parti communiste chinois
PCM	Parti communiste de Malaisie
PEO	Programs Evaluation Office
PIC	Province Interrogation Center
PROVN	Program for the Pacification and the Long-term Development of Vietnam
PRU	Provincial Reconnaissance Unit
PSB	Psychological Strategy Board
PWB	Psychological Warfare Branch
PWD	Psychological Warfare Division
PWE	Political Warfare Executive
QDR	Quadriennal Defense Review
RAF	Royal Air Force
RAND Corp.	Research and Development Corporation
RC	Route coloniale
RD	Revolutionary Development
RDA	Rassemblement démocratique africain
RDV	République démocratique du Vietnam

RFE	Radio Free Europe
RIC	Régiment d'infanterie coloniale
RIO	Regional Information Office
RPC	Régiment de parachutistes coloniaux
RUC	Royal Ulster Constabulary
SA	Service Action
SAC	Service d'action civique
SAS (Algérie)	Section administrative spécialisée
SAS (GB)	Special Air Service
SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage
SFG	Special Forces Group
SFHQ	Special Forces Headquarters
SG (CI)	Special Group (Counter-Insurgency)
SGPDN	Secrétariat général permanent à la défense nationale
SHAEF	Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force
SHAPE	Supreme Headquarters Allied Powers Europe
SIG	Senior Inter-departmental Group
SIS	Special Intelligence Service (MI6)
SMM	Saigon Military Mission
SNS	Special Night Squads
SO	Special Operations
SOE	Special Operations Executive
STS	Special Training School
SSU	Strategic Services Unit
SWAT	Special Weapons And Tactics

SWEC	State War Executive Committee
TRADOC	Training and Doctrine Command
TRIM	Training Relations and Instruction Mission
TSF	Transmission sans fil
TTA	Texte toutes armes
UMDC	Unités mobiles de défense des chrétientés
UNI	Union nationale inter-universitaire
UPC	Union des populations du Cameroun
USA	United States of America
USIA	United States Information Agency
USIS	United States Information Service
USOM	United States Operations Mission

Préface

Les ouvrages solides sur la guerre irrégulière, cette forme de conflit qui occupe une place prépondérante et quasi exclusive depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont relativement rares. Presque tous traitent d'une guérilla spécifique, non d'un phénomène général dans lequel la guerre psychologique joue un rôle essentiel.

Avec *Partisans et centurions*, Élie Tenenbaum, chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) a choisi une approche globale qui a l'originalité de montrer les interactions au fil des conflits entre Britanniques, les plus innovants, Américains, dotés de moyens considérables, et Français. Cela suppose un important travail de recherches, synthétisées de façon claire, lucide et critique. Tout commence à prendre forme à l'heure de la guerre de masse (1914-1918) dans le domaine de la guerre psychologique et, par la suite, avec Mao Zedong et la révolution chinoise, qui innove avec la transformation de la guérilla en guerre révolutionnaire. Cette dernière est destinée non à affaiblir uniquement une armée régulière, mais de façon ultime, à s'emparer du pouvoir. Cette technique, fondée sur l'administration des populations et leur mobilisation, s'est par la suite imposée, avec ou sans l'idéologie marxiste-léniniste.

L'auteur analyse les raisons du succès : Grèce, Philippines, Malaisie, Kenya et dégage les leçons des échecs occidentaux de plus en plus nombreux à partir des années soixante du siècle dernier. Le cas de la Malaisie, souvent présenté comme un modèle de réussite contre-insurrectionnelle, est trop spécifique. Celle-ci est menée par une armée coloniale de professionnels installés sur la durée connaissant le terrain

physique et social, et se comportant sans prédation en tant qu'outils d'une administration non corrompue. Le programme est d'accorder l'indépendance à la majorité des Malais et à leurs notables dès que la contre-insurrection sera parvenue à réduire une petite minorité de Chinois. Tout ceci dans le cadre d'un état d'urgence et de regroupement de populations (hameaux stratégiques) intelligemment menés. Où de telles conditions ont-elles existé ?

Le panorama historique et géographique présenté par Élie Tenenbaum est large : Russie, Irlande, Ukraine, Europe centrale, Proche-Orient, Amérique latine, Afrique, Asie du Sud-Est. Il évoque quelques-unes des figures qui, depuis un siècle, ont joué, à des degrés divers et des fortunes contrastées, un rôle dans ce type de conflit : T. E. Lawrence, Sandino, Orde Wingate, Lansdale, Guevara, sans négliger quelques-uns de ceux qui ont tenté de penser avec plus ou moins d'acuité la stratégie de cette sorte de guerre : T.E. Lawrence, Karl Schmidt, Gwynn, Robert Thompson, Bernard Fall, Camille Rougeron, Roger Trinquier et bien entendu David Galula, qu'il situe justement comme un remarquable passeur et non comme le « Clausewitz de la contre-insurrection » comme on l'a écrit.

Partisans et centurions est une contribution originale et intelligente à l'étude d'un phénomène majeur qui a marqué notre époque, où l'idéologie joue un rôle fondamental et dont l'usage n'est pas prêt d'être épuisé. La nouveauté de la guerre irrégulière n'est pas qu'elle soit désignée aujourd'hui comme « hybride » (terme dont l'auteur a dénoncé avec raison l'inutilité dans *Focus stratégique*), mais dans le fait que nous ne les gagnons plus. Emporter la première bataille est facile compte tenu de notre supériorité technologique ; une fois au sol, pour de multiples raisons (méconnaissance du terrain culturel, appui d'un gouvernement corrompu et réticence de nos opinions publiques devant les pertes), nous ne pouvons faire mieux, en Afghanistan comme au Sahel, que d'empêcher l'adversaire de gagner. Cela mérite réflexion. Cet ouvrage nous y invite. Élie Tenenbaum s'impose comme un des rares chercheurs originaux de sa génération.

Gérard CHALIAND

INTRODUCTION

L'Occident face à la guerre irrégulière

Le 4 juin 2007 dans le XV^e^ arrondissement de Paris se tenait à l'Institut français des relations internationales (Ifri) une journée d'étude consacrée à la contre-insurrection, concept militaire alors en plein renouvellement[1]. Empêtrée dans le bourbier irakien, l'administration de George W. Bush désespérait de stabiliser le pays qu'elle avait envahi quatre ans plus tôt. L'ombre du Vietnam planait à nouveau sur l'Amérique et déjà, sur le Capitole, les sénateurs les plus sages préconisaient un retrait anticipé des troupes[2]. Imperturbable, le Pentagone avait pourtant refusé de s'avouer vaincu et renchéri la mise : 30 000 hommes supplémentaires seraient envoyés en Irak pour y appliquer la nouvelle doctrine de contre-insurrection, fruit d'une intense réflexion des Marines et de l'US Army et d'un véritable bouillonnement intellectuel dans les milieux de la défense autour du général David Petraeus et des principaux centres de réflexion stratégique[3]. Les Britanniques, fidèles seconds de la république impériale, lui avaient emboîté le pas, ressortant de leurs archives les enseignements des campagnes d'Irlande du Nord, du Kenya et de Malaisie. Le reste des alliés s'étaient, quant à eux, contentés de traduire les nouveaux concepts dans le langage abscons et impersonnel de la bureaucratie otanienne.

C'est dans ce contexte qu'officiers et stratèges américains et britanniques viennent à l'invitation de l'Ifri tester leurs idées auprès des Français, ceux-là même qui ont dit « non » à l'aventure irakienne un matin de février 2003. Paris n'a pas pour autant tourné le dos à l'Alliance atlantique : bien au contraire, le nouveau président, Nicolas Sarkozy, ne

cache pas son ambition de rejoindre le commandement intégré et d'accroître la présence française en Afghanistan. À cette réunion informelle de la triade anglo-franco-américaine se sont joints quelques Allemands et un Italien. Était-ce par flatterie envers leurs hôtes ou par réelle admiration intellectuelle que les Américains, à peine installés à leurs pupitres, convoquent la figure du théoricien français David Galula, bientôt affublé du ronflant titre de « Clausewitz de la contre-insurrection[4] » ? Toujours est-il que la réaction dans l'assistance hexagonale, experts reconnus, civils et militaires, est édifiante : un silence gêné face à cet illustre inconnu dont personne n'a, de ce côté-ci de l'Atlantique, entendu parler. La surprise est tout aussi désarmante pour les Américains qui se figuraient à cette occasion rendre justice à un éminent penseur allié. Le mystère est bientôt éclairci : Galula, officier saint-cyrien à la carrière discrète, passé par la Chine de la guerre civile et commandant d'une compagnie en Algérie, s'est expatrié en 1962 aux États-Unis où il a écrit et publié l'essentiel de son œuvre, en anglais, sans jusqu'alors avoir jamais été traduit dans sa langue natale[5].

Par-delà l'anecdote, la figure de David Galula soulève la question du caractère transnational de la pensée stratégique, du rôle des échanges et des transferts d'expérience dans la formulation de la doctrine et de leur influence sur les pratiques militaires. Intimement liée à ces enjeux, se trouve la problématique de la guerre irrégulière et de son interaction avec l'Occident, qui malgré une longue expérience en la matière semble reproduire sans cesse les mêmes erreurs. Des déserts du Sahel aux monts du Yémen, de la morne plaine de Mésopotamie aux vallées afghanes, des marais ukrainiens à la jungle des Philippines, chancelleries et états-majors sont chaque jour mis en échec par la complexité de ces conflits mêlant civils et combattants, nationaux et étrangers, idéologie et géopolitique.

Nonobstant ce métissage stratégique, le « modèle occidental de la guerre[6] » continue de véhiculer un *ethos* du soldat que reflète la sacralité de sa mort autant que la technicité de son art. Sous de tels auspices, la soumission du guerrier aux aléas de la politique est souvent apparue comme une souillure, un outrage à la pureté de sa caste[7]. Cette dichotomie opposant le profane-politique au sacré-guerrier n'est sans doute pas étrangère à la propension des armées occidentales à honnir la « petite guerre » qui tourne la bataille en escarmouche, l'attaquant en bandit, le défenseur en policier et le stratège en administrateur.

Une modernité occidentale de la guerre

En tant qu'activité humaine, la guerre ne saurait exister hors du contexte politique, social, économique et culturel qui l'engendre. Il n'y a donc rien de surprenant à ce que la conception de la guerre qui prévaut, encore aujourd'hui, en Occident se soit progressivement forgée, comme la plupart de nos grands concepts, au cours de la période dite moderne, allant du début du XVI^e^ siècle à la fin du XVIII^e^ avant de se prolonger jusqu'à l'époque la plus contemporaine. Cette modernité occidentale de la guerre est le fruit d'un long processus au cours duquel des normes de différentes natures se sont agrégées pour former un ensemble relativement cohérent que les études sur la guerre ont pris pour habitude de qualifier de « guerre régulière », c'est-à-dire soumise à des règles, à la manière d'un ordre monastique.

La première règle est d'ordre tactique : il s'agit de l'accroissement continu de la puissance de feu. Depuis l'introduction de la poudre noire à la fin du Moyen Âge jusqu'à l'arme nucléaire, la civilisation occidentale a graduellement étendu sa capacité à détruire ses adversaires par sa maîtrise de la chimie des explosifs et des lois de la balistique. Le développement dans les dernières décennies du XX^e^ siècle des munitions de précision a accru en qualité la puissance de feu là où les évolutions précédentes l'avaient nourri en quantité. La « révolution dans les affaires militaires[8] » célébrée en grande pompe dans les années quatre-vingt-dix n'est en ce sens que la dernière des « révolutions militaires[9] » successives (artillerie de siège, feu mobile, tir indirect, arme atomique, etc.) qui ont certes bouleversé la tactique occidentale par des bonds en avant successifs, mais toujours dans la même direction.

Un corollaire de cette évolution est l'adoption de formations linéaires (lignes, carrés, colonnes) sur le champ de bataille. Si ces dernières se revendiquent des schémas antiques (légions, phalanges), tombés en désuétude au Moyen Âge et réhabilités par les stratèges humanistes de la Renaissance, elles sont surtout le fruit d'un esprit rationaliste cherchant à maximiser les effets destructeurs de la puissance de feu, comme pour le feu roulant, imaginé par Maurice de Nassau au XVII^e^ siècle, qui introduit la disposition en ligne sur trois rangs[10]. Ces formations linéaires permettent un

déploiement et une progression ordonnés des forces armées, qui en combinant le feu et le mouvement, donnent ainsi naissance à la manœuvre moderne, portée à son apogée par des figures, telles que Frédéric II ou Napoléon. Enfin, l'avènement de la guerre de masse à l'âge des nations aux XIX^e^ et XX^e^ siècles va densifier ces lignes jusqu'à donner naissance à la notion de *front* et, par opposition, à celle d'*arrière*, qui vont par la suite tant peser sur l'imaginaire occidental de la guerre.

Au moment même où naît la discipline tactique sur le champ de bataille, une discipline politique s'impose à l'emploi de la force armée. C'est le second attribut de la guerre régulière. La « curialisation des guerriers[11] » à l'époque moderne, si bien décrite par Norbert Elias, correspond à un mouvement plus général de soumission du corps militaire à l'autorité politique, d'abord royale, puis nationale. L'État moderne acquiert peu à peu le monopole de l'emploi de la force, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. C'est ce même édifice politico-juridique qui conduit à l'encadrement de la violence armée *via* l'érection du droit de la guerre (*jus in bello*)[12]. Édifié en réaction aux excès de la guerre de Trente Ans, mais puisant ses racines dans le vieux projet grégorien d'encadrement de la violence laïque par l'Église, ce régime juridique se fonde notamment sur la distinction entre combattants et non-combattants. La protection des civils, des prisonniers et des blessés de guerre demeure ainsi au fondement de la modernité occidentale de la guerre, de Grotius jusqu'aux Conventions de Genève. Combinant la soumission politique de l'armée et sa séparation juridique de la société civile, le port de l'uniforme, qui se généralise avec Gustave-Adolphe de Suède au XVII^e^ siècle, est à lui seul un puissant symbole de la guerre réglée.

La troisième et dernière grande catégorie de normes de la guerre moderne se situe sur le plan de la stratégie, c'est-à-dire de la rationalité instrumentale reliant les fins politiques aux moyens militaires. Bien qu'infiniment variée, la stratégie dominante de la guerre régulière se donne pour but principal la destruction des forces armées de l'adversaire. Dans ses premiers écrits, Clausewitz assimile ainsi l'armée au *Schwerpunkt*, sorte de centre de gravité du dispositif ennemi, la destruction duquel doit entraîner l'effondrement de sa volonté de combattre[13]. La bataille, jugement des dieux depuis l'Antiquité, se voit ainsi perpétuée comme l'objectif ultime

vers lequel tendent les belligérants, le combat quasi eschatologique dont dépend l'issue du conflit. Cette centralité des moyens militaires pour la réalisation d'objectifs politiques renvoie à ce que le général Beaufre appelait la « stratégie directe[14] » et qu'illustre à merveille la culture de guerre occidentale.

Ainsi se complète l'étrange trinité présidant à l'idée de guerre régulière. Celle-ci demeure toutefois un idéal-type, un concept absolu, construit par les historiens et les théoriciens pour mieux approcher un phénomène social nécessairement complexe. Sur le champ de bataille, la réalité est plus bigarrée, et bien peu de conflits répondent, dans leur complexité, à l'intégralité des critères de la guerre réglée. Elle correspond toutefois à un ensemble cohérent de représentations, c'est-à-dire à un imaginaire social accompagné de pratiques, qui conduisent à rejeter dans l'ombre les modes de conflictualité qui s'en éloignent trop profondément.

À l'ombre des batailles, la guerre irrégulière

Par construction, la guerre irrégulière prend le contrepied de la modernité occidentale. Là où la guerre régulière met en avant la puissance de feu et les formations linéaires, la guerre irrégulière lui préfère la mobilité, le combat de tirailleurs et la guérilla, « alternance inopinée de l'attaque et de la retraite[15] ». Ses principales expressions sont le raid et l'embuscade, pratiqués depuis des temps immémoriaux par les forces légères contre des unités lourdes, moins mobiles et aux déplacements plus prévisibles. Quoique connus en Occident, pratiqués et même recommandés par certains tacticiens, ces schémas non linéaires y furent souvent mal aimés, dénoncés comme méprisables et déshonorants au regard d'une conception de la valeur militaire associée à la violence frontale, sans ruse ni retraite[16].

De même, alors que la guerre régulière se fonde sur la séparation du civil et du militaire et respecte un ordre international fondé sur les États, la guerre irrégulière se joue de ces catégories. Elle mêle les combattants aux populations et laisse la violence se développer au sein même des sociétés et non seulement entre les nations. Ce refus de la linéarité politico-juridique est typiquement incarné par l'absence d'uniforme chez l'irrégulier,

caractéristique du « Partisan » dans la *Théorie* éponyme de Carl Schmitt[17]. En se cachant parmi la population, il expose les civils à la répression et transforme son adversaire en policier – un « travail de flic » avait dit le colonel Bigeard lors de la bataille d'Alger. Dès lors qu'une armée régulière émane d'une conception moderne de l'État comme dépositaire du monopole de la violence légitime, toute action armée non étatique apparaît, de fait, comme irrégulière. Si l'intensité de son engagement distingue généralement le combattant irrégulier du vulgaire brigand, la réhabilitation politique de la figure du bandit conduit toutefois à nuancer toute barrière trop nette entre activités criminelles et guerre irrégulière[18].

La motivation politique du partisan le distingue en revanche du soldat moderne, technicien de la violence, toujours soumis à l'autorité civile[19]. L'engagement est bien souvent indissociable du « tellurisme », autre particularité du partisan selon Schmitt qui désigne l'attachement à la terre, le « lien avec le sol, avec la population autochtone et avec la configuration géographique du pays[20] ». Cette symbiose ancre sa cause politique, voire idéologique, dans de profondes racines sociales et engendre une asymétrie face au soldat régulier qui apparaît alors comme un corps étranger, rejeté par la terre qu'il occupe. Il en découle une posture stratégique différente de celle de la guerre régulière. Au lieu de fonder son succès sur la destruction des forces armées ennemies, l'irrégulier privilégie l'érosion de la volonté de l'adversaire, la sape de ses « arrières », qu'ils soient militaires (guérilla), logistiques (sabotage) ou psychologiques (propagande, terrorisme).

Confrontée à la modernité occidentale, la stratégie irrégulière se mue ainsi en une « contre-révolution militaire », qui contourne la puissance des armées conventionnelles et déjoue les règles qu'elles se sont imposées. Elle devient dès lors la stratégie de l'insurrection, la seule qui permette au faible de tenir tête au fort. Mais elle est aussi l'une des voies de la « stratégie indirecte » qui, selon les termes de Beaufre, « attend l'essentiel de la décision de moyens autres que la victoire militaire[21] ». Historiquement, cette dernière a pris un rôle central avec la paralysie de la stratégie directe née de la double aporie de la guerre totale et de la dissuasion nucléaire. En ce sens, la guerre irrégulière n'est donc pas seulement l'expression d'une lutte entre dominés et dominants mais *aussi* celle d'un conflit par procuration entre adversaires ne pouvant ou ne voulant s'affronter

directement. C'est à la confluence de ces deux problématiques que se déploie l'histoire globale de la guerre irrégulière au XX^e siècle.

Au crible de l'espace et du temps

Les travaux historiques ayant trait à la guerre irrégulière se situent à la croisée de deux grands champs de recherche : l'histoire militaire, et plus largement l'histoire de la guerre d'une part, et l'histoire coloniale, d'autre part. Après avoir été longtemps dominée par les témoignages et les récits journalistiques, souffrant de biais idéologiques autant que de lacunes documentaires, l'histoire de ces « guerres de l'ombre[22] » s'est considérablement étoffée au cours des vingt dernières années, mettant à profit l'ouverture des archives et les nouvelles dynamiques historiographiques. Amorcée dans les années quatre-vingt, cette première génération de travaux scientifiques s'est presque toujours inscrite dans la perspective d'une histoire nationale, avec, en ligne de mire, la volonté de passer au crible de la rigueur historienne des conflits qui résonnaient encore douloureusement à la mémoire des sociétés occidentales.

Ce nécessaire travail d'histoire nationale a progressé en l'espace de trois décennies au-delà de toute attente, laissant apparaître, par-delà les péripéties propres à chaque expérience, des similarités frappantes. Quelques travaux se sont d'ores et déjà penchés sur l'influence réciproque ou sur les éventuelles coopérations bilatérales en matière de guerre irrégulière. Ainsi la « relation spéciale » de la Grande-Bretagne et des États-Unis a-t-elle pu être étudiée dans des domaines étroitement associés à la guerre irrégulière comme le renseignement, les opérations clandestines, la politique de propagande, ou encore la guerre du Vietnam, mais ces travaux n'ont jamais abordé frontalement la question des liens entre les deux modèles[23]. Les dimensions internationales de la politique française en Indochine et en Algérie ont également été abordées, mais sous un angle plus diplomatique que stratégique[24]. Une enquête journalistique et une thèse de doctorat ont enfin ouvert la voie en se penchant sur la question de l'influence de la doctrine française de guerre révolutionnaire en Amérique du Sud, mais sans la confronter à celle des autres alliés[25]. Rares sont pourtant les tentatives qui

proposent une lecture globale des chemins occidentaux de la guerre irrégulière[26].

Le recours aux méthodes de l'histoire dite globale ou encore « connectée[27] » doit permettre de dépasser le compartimentage des histoires nationales. Elle se présente en cela comme une tentative de sortir de l'impasse de l'histoire comparée qui néglige les contacts et les circulations entre les espaces concernés et privilégie les différences au détriment de grandes convergences, jugées parfois évidentes et pourtant rarement interrogées[28]. Au cœur de cette histoire connectée se trouvent les « passeurs stratégiques », individus ou institutions, dont l'activité crée du lien entre les espaces, suscite les comparaisons et les analogies, incite aux échanges et à la circulation internationale des idées. Ces passeurs seront le « fil rouge » de notre enquête sur l'expérience occidentale de guerre irrégulière : diplomates, officiers de liaison, experts internationaux, chercheurs, éditeurs ou même idéologues, ils se situent bien souvent à l'interface de différents champs, favorisant le dialogue entre les théâtres et donc leur convergence sous l'effet des influences croisées.

L'histoire globale aime à se présenter comme une « histoire à parts égales[29] », récusant la centralité de l'Occident dans les échanges internationaux. L'angle de cet ouvrage pourrait sembler prendre le contre-pied de cette nouvelle injonction et s'exposer ainsi à la critique de l'ethnocentrisme. Un tel reproche ne serait qu'en partie justifié. En premier lieu, si les historiens peuvent débattre de ses causes et de sa chronologie, nul ne saurait contester la portée de la domination occidentale sur le reste du monde, devenue sans partage au XIX^e^ siècle et qui l'est restée jusqu'à la fin du XX^e^ siècle[30]. Cette domination justifie en soi qu'une histoire des trois principales puissances occidentales – la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis – puisse dessiner les contours d'une histoire globale. Les guerres de la Grande-Bretagne se font sur les côtes de la Manche autant que dans les maquis grecs, la jungle de Malaisie et les forêts du Kenya. Pour la France, c'est la Résistance qui exporte ses méthodes en Indochine et la guerre d'Algérie qui prolonge ses intrigues jusqu'en Afrique équatoriale. Enfin, les États-Unis, héritiers ambigus de leurs prédécesseurs européens, étendent leur ombre bien au-delà du Vietnam, affrontant sans relâche les

focos irréguliers d'Amérique latine et d'Afrique australe tout en menant leur propre subversion par-delà le rideau de fer.

Assurément, une autre histoire, elle aussi globale, aurait pu être écrite en miroir de la nôtre : celle de ceux qui mirent l'Occident au défi. Elle partirait de l'influence soviétique sur les mouvements insurgés d'Europe occidentale et méridionale avant de s'étendre vers la Chine populaire et les intenses connexions transnationales qui lient sa doctrine politico-militaire à tout le Sud-Est asiatique[31]. Elle se poursuivrait dans une étude des échanges entre peuples colonisés : du Vietnam de Giáp à l'Algérie de Ben Bella, en passant par la Guinée-Bissau d'Amilcar Cabral et au Cuba de Castro et Guevara, tous réunis à la conférence tricontinentale de La Havane en 1966[32]. Elle se conclurait peut-être dans un méandre de la guerre civile angolaise ou sur la voie solitaire des indépendantistes palestiniens ou irlandais – à moins bien sûr qu'elle ne se prolonge jusqu'aux nouveaux insurgés, djihadistes et guérilleros, d'ici ou d'ailleurs, qui n'ont pas encore déposé les armes. La globalisation s'est exercée dans les deux sens et le camp de l'insurrection est, au XX^e^ siècle, aussi connecté que celui de la répression. Cette autre histoire globale reste à écrire.

Une fois le choix de l'Occident posé, reste le problème de sa définition, qui varie selon les auteurs et les époques[33]. Si les deux guerres mondiales et plus encore la guerre froide ont contribué à faire de l'Occident une réalité géopolitique, les trois nations considérées en forment effectivement le cœur inaltérable – du point de vue de l'histoire diplomatique et militaire tout du moins. Qu'on interprète le XX^e^ siècle au prisme de la lutte entre démocratie libérale et totalitarisme ou bien de l'impérialisme contre le Tiers Monde, la géographie du *camp*, de l'*Ouest* pour les uns, du *Nord* pour les autres, ne varie qu'à la marge. Certes, une histoire exhaustive de la guerre irrégulière occidentale aurait exigé d'en dire davantage sur l'expérience des Néerlandais en Indonésie, des Belges au Congo, des Portugais en Afrique lusophone, et des Latino-Américains sur leur propre sol. Les archives italiennes et allemandes auraient sans doute eu aussi beaucoup à nous apprendre sur leur expérience de la Seconde Guerre mondiale, tout autant que sur leur lutte antiterroriste entre 1968 et 1989. Tous ces théâtres ne seront qu'épisodiquement abordés dans cet ouvrage déjà bien long.

Partisans et centurions, une odyssée irrégulière au XX^e^ siècle

L'ouvrage qui suit n'est pas l'histoire d'une guerre en particulier, mais celle d'une odyssée stratégique, qui traverse les mers et les conflits du siècle dernier, aussi bien dans les corps que dans les esprits. Partisans et centurions en sont les principaux témoins, bien souvent les acteurs et parfois les théoriciens. Le partisan, on l'a vu, est l'incarnation de l'irrégularité : s'il n'est encore au XVII^e^ siècle que le membre d'un « parti », c'est-à-dire d'un petit détachement dédié à la reconnaissance ou au harcèlement, son sens a évolué avec l'éveil des sentiments nationaux. Il est devenu celui qui « prend parti » et fait le choix, éminemment politique, du combat. Le cosaque de 1812, le milicien allemand du *Landsturm* et bien sûr le guérillero espagnol forment les premières images du partisan moderne. De patriote, celui-ci se fera révolutionnaire au cours du XIX^e^ siècle, avant de combiner les deux au temps des guerres de libération nationale. En partie refoulée à l'ère des idéologies, la religion viendra plus tard, elle aussi, abonder aux causes qui sans cesse le poussent à prendre les armes.

Face à lui se dresse le centurion. L'analogie, proposée en 1960 par l'écrivain français Jean Lartéguy, avec l'officier des anciennes légions romaines n'a rien de fortuit[34]. À l'instar des antiques soldats, les forces régulières de l'Occident sont confrontées aux maintes révoltes et rébellions qui éclatent aux confins de l'empire, formel ou informel, sur lequel s'étend la puissance à laquelle elles ont prêté serment. Mais, comme à Rome, les centurions se retournent parfois vers leur capitale, qui se refuse à reconnaître leur sacrifice ; s'étant faits prétoriens, ils menacent alors la République et proclament de nouveaux empereurs. Partisans et centurions se combattent donc, mais ils circulent aussi, ils pensent, ils théorisent leur art de la lutte irrégulière. À l'occasion, ils inversent les rôles : les partisans victorieux se font centurions, souvent plus redoutables encore que leurs anciens adversaires dans leur répression, eux qui connaissent bien le « prix du sang et des larmes ». Les centurions aussi deviennent parfois des partisans : vaincus ou en infériorité, ils prennent le maquis, et emploient les armes qu'ils avaient appris à redouter, la guérilla, la subversion et le terrorisme.

Leur odyssée moderne se déroule en quatre temps. Le premier voit assez naturellement l'émergence d'une communauté stratégique irrégulière en Occident. Née sur les décombres de la Grande Guerre, elle se développe au gré des expériences révolutionnaires et coloniales de l'entre-deux-guerres. *Primus inter pares*, la Grande-Bretagne sert d'incubateur à ses alliés. Durand la Deuxième Guerre mondiale, elle contribue à former un réseau générationnel qui sera ensuite le support social des échanges à venir. Après la démobilisation au lendemain du conflit, cette communauté de pratiques est réactivée par l'irruption de la guerre froide et de la thématique de la « menace subversive ». La guerre psychologique s'émancipe alors de la simple propagande pour constituer un élément à part entière de la stratégie générale de guerre froide. Quant à l'action clandestine, elle se mue progressivement en contre-guérilla sous l'effet de la posture défensive d'endiguement du bloc occidental.

Si dans le premier acte l'Occident se découvre à lui-même, le second moment est celui de la rencontre avec l'autre : l'Asie émerge comme le vrai laboratoire stratégique de la guerre irrégulière. Dans la lointaine Chine, les maoïstes ont raffiné les pratiques irrégulières et mis au point de nouvelles techniques révolutionnaires qui gagnent bientôt toute la région. Alors que les Occidentaux prennent acte de ce qu'ils perçoivent rapidement comme une menace commune, les échanges se multiplient pour chercher une parade. Américains aux Philippines, Britanniques en Malaisie et Français en Indochine mettent en place un bassin d'expériences croisées et commencent à constituer un répertoire tactique commun. Les succès britanniques de Malaisie érigent peu à peu cette campagne en modèle de pacification, tandis que l'échec des Français en Indochine amène les Américains à prendre le relais, sans pour autant liquider la totalité de leur héritage stratégique.

Le troisième temps est celui de la globalisation des savoirs stratégiques irréguliers. Tandis que le phénomène de décolonisation et d'émancipation s'étend à tout le Tiers Monde, les puissances occidentales ont tôt fait de l'assimiler à une vaste subversion globalisée. Les tactiques venues d'Asie sont alors décontextualisées et théorisées en vue d'une application à d'autres théâtres mais aussi de leur érection au rang de véritable doctrine. La France est la première à suivre ce schéma en promouvant auprès de ses alliés sa doctrine de guerre révolutionnaire, qu'elle applique en Algérie en dépit de toute rationalité politique. À peine connaît-elle sa némésis que le

flambeau est repris par les États-Unis, sous l'impulsion de l'administration Kennedy, qui regroupe alors l'essentiel des activités de guerre irrégulière sous la notion de contre-insurrection.

Le quatrième et dernier temps est celui de l'effacement progressif de la grande stratégie irrégulière occidentale. À bien des égards, le Vietnam constitue le test stratégique idéal pour en analyser le mécanisme, tant il demeure au cours de ces années le lieu d'application privilégié des stratégies nées de l'intense circulation des savoirs irréguliers. À la lumière de cet échec, l'idée même d'une contre-subversion globale apparaît ainsi, graduellement, comme une dangereuse utopie, en contradiction avec la culture stratégique occidentale et les valeurs mêmes de la démocratie libérale qu'elle entendait défendre. Ce recul n'est pourtant que relatif. La guerre irrégulière survit *mezzo voce* jusqu'à la fin du siècle, entretenue en secret par l'action clandestine et de façon plus tonitruante par le terrorisme international. En se tenant au seuil de notre contemporanéité, ce dernier n'apparaît dès lors plus que comme le ressac stratégique d'un éternel retour.

Chapitre 1

Aux sources de la guerre irrégulière moderne (1914-1940)

Deux coups de feu auront suffi. L'archiduc François-Ferdinand, prince héritier de l'empire d'Autriche-Hongrie, et sa femme sont morts. En ce matin de juin 1914 à Sarajevo, le jeune nationaliste serbe Gavrilo Princip n'a pas encore vingt ans et il vient de frapper à la porte de l'Histoire. Son action a été rendue possible par la Main noire, une organisation paramilitaire et clandestine manipulée par les services secrets serbes qui lutte pour l'unification de tous les Slaves des Balkans. Si la guerre qui s'annonce verra s'opposer, à une échelle encore inédite, des armées en uniforme et des lignes de front s'étendant à perte de vue, il n'est pas anodin que le geste qui l'a déclenchée ait été mûri par des combattants de l'ombre, terroristes pour les uns, partisans pour les autres.

Le spectre de la guerre irrégulière plane désormais sur le siècle. Le phénomène assurément est ancien. On l'atteste aussi loin qu'il est possible de trouver des sources écrites. Il n'est pourtant rarement plus qu'un simple pis-aller, antique collection de stratagèmes auxquels peut recourir le faible lorsqu'il est confronté au fort. Il faut attendre le choc de la Première Guerre mondiale pour que soit remise en cause la grande « révolution militaire » qui, depuis le XVI^e^ siècle, avait permis à l'Occident d'assurer progressivement sa domination du monde. Le sentiment d'absurdité très tôt

associé à ce conflit est intimement lié à l'impasse stratégique à laquelle semble avoir mené la guerre *régulière*, c'est-à-dire linéaire, industrielle et étatique. Tout en constituant un horrifique apogée de la modernité occidentale, l'expérience de guerre totale a ainsi ouvert la voie à un effacement – oserions-nous dire une subversion ? – des grandes catégories de régulation de la violence que sont les distinctions entre civils et militaires, front et arrière, guerre et paix. Fruit de la stratégie indirecte qui vient précisément embrasser ce renversement des valeurs, la guerre irrégulière, jusqu'alors jugée *sauvage*, n'apparaît plus comme une régression, mais comme un dépassement de la modernité.

La Grande Guerre et l'échec de la linéarité

La Première Guerre mondiale offre l'ultime épisode du concept de « ligne », qui avait si longtemps pesé sur l'art de la guerre occidental. Déjà mise à mal lors de la guerre de Sécession américaine, la logique de l'ordre serré conduit dès 1914 à l'immobilisation totale des forces à l'échelle d'un théâtre entier[1]. Cette situation résulte notamment de ce que la mobilité stratégique des arrières, assurée par les routes et les chemins de fer, surpasse de loin la mobilité tactique du champ de bataille, écrasée sous la puissance de feu[2]. En conséquence, aucune offensive ne peut « percer » suffisamment loin et atteindre un objectif décisif avant que les renforts adverses ne viennent combler la brèche. La paralysie du front n'en rend que plus évidente la centralité de l'arrière, résultat de l'industrialisation des combats et de l'enrôlement des masses, qui sera ensuite théorisée par le concept de guerre totale[3]. La seule destruction des forces armées ennemies est ainsi devenue vaine, ne serait-ce que par l'efficacité du système de mobilisation qui permet d'en renouveler les ressources aussi longtemps que l'adversaire en a la volonté. Il apparaît alors que seul un choc systémique, frappant l'appareil de commandement, voire la base industrielle ou politique de l'ennemi, pourrait permettre la victoire.

Certaines innovations techniques et tactiques vont alors répondre à la question lancinante des modalités d'attaque sur les arrières. La première réside dans les tactiques d'infiltration développées par les corps francs français, mais surtout par les troupes d'assaut (*Sturmtruppen*) allemandes,

expérimentées à partir de 1915 par le capitaine Willy Rohr[4]. Composées d'hommes jeunes, triés sur le volet, hébergés derrière le front, mieux équipés, nourris et entraînés que l'infanterie classique, ces unités ont pour rôle de conduire des assauts dans la profondeur du dispositif ennemi, acceptant la vulnérabilité des flancs en laissant derrière eux d'importantes poches de résistance, au profit de l'attaque des arrières immédiats de l'adversaire – arrière-garde, dépôts, états-majors de tranchée. De telles tactiques exigent une importante décentralisation de l'autorité sur ces groupes de combat qui, une fois enfoncés dans la profondeur opérationnelle, sont privés de moyens de communication avec le commandement. À cette fin, Rohr insiste sur la grande autonomie opérationnelle dont ils doivent disposer, donnant ainsi la priorité au résultat sur les moyens (*Auftragstaktik*). De par leur sélection exigeante, leur entraînement poussé, l'action en profondeur et l'autonomie qui les caractérisent, les *Sturmtruppen* allaient exercer par la suite une grande influence sur le concept de forces spéciales, irriguant jusqu'à aujourd'hui la pratique occidentale de la guerre irrégulière.

Afin d'être soutenables, ces tactiques d'infiltration sont combinées à partir de 1917 à l'emploi du feu dans une profondeur encore inégalée[5]. L'artillerie lourde et le tir indirect, qui introduisent pour la première fois la troisième dimension dans l'art de la guerre, sont bientôt complétés par les développements spectaculaires de l'aviation, qui contribue également à s'affranchir de la linéarité du front. Pratiquant l'appui rapproché au profit de la progression de l'infanterie, les premières forces aériennes s'essayent aussi à des frappes d'interdiction sur les lignes de communication et de ravitaillement adverses bien au-delà de la portée des plus puissantes batteries d'artillerie. La combinaison de l'innovation techno-stratégique de l'aviation avec l'innovation tactique des *Sturmtruppen* devait plus tard conduire les stratèges – soviétiques et allemands pour les plus précoces – au développement des premières forces aéroportées et, par-delà, à la transformation radicale de la guerre irrégulière *via* le ravitaillement aérien de forces spéciales et de partisans.

Enfin les premiers raids stratégiques sur Londres et la Ruhr dès 1916 inaugurent l'attaque sur l'arrière industriel et politique de l'adversaire. Théorisé au lendemain de la guerre par l'Italien Giulio Douhet dans son ouvrage *La Maîtrise de l'air*, le bombardement stratégique entend atteindre

la victoire par l'attrition économique et le choc psychologique sur les arrières. En sus des bombes, le largage de tracts, inauguré par les Français, vise aussi à démoraliser la population ennemie[6]. L'essor de la radiodiffusion au cours des premières décennies du XX^e^ siècle offrira un moyen supplémentaire pour les belligérants de « s'adresser » à l'arrière, pénétrant jusqu'au cœur des foyers. La Grande-Bretagne se démarque très tôt par son intérêt pour l'« arme psychologique » : créé en 1918, le comité de propagande, établi à Crew House, étudie sous la direction de lord Northcliffe les facteurs favorables à la création d'une atmosphère dite de « prépropagande » (rumeurs, opinion publique) et travaille à la « personnalisation » des récits *via* la création de personnages fictifs auprès desquels le public allemand peut s'identifier[7]. La propagande contribue considérablement à l'effacement des frontières entre front et arrière, combattants et non-combattants. Elle jette la suspicion sur le civil, ainsi exposé au message de l'ennemi et pose avec une acuité nouvelle la question de la subversion. C'est logiquement en Allemagne, particulièrement exposée à la *Papierkrieg*, dénoncée sans relâche par Erich Ludendorff dans son livre *La Guerre totale*, que se développe la légende du « coup de poignard dans le dos ».

Étroitement associés à cette idée de « front intérieur », l'espionnage et plus encore le sabotage, connaissent un essor sans précédent au cours de la Première Guerre mondiale[8]. Les Allemands en sont cette fois les promoteurs davantage que les victimes comme l'indiquent les nombreuses intrigues menées, dès le début du conflit, aux États-Unis, encore neutres, contre les intérêts alliés. La plus célèbre est sans doute celle qui mène à la spectaculaire explosion du dépôt de munitions de Black Tom, dans le New Jersey, en juillet 1916, qui fit quatre morts et des centaines de blessés. Une véritable panique s'empare alors du pays où résident dix millions de citoyens d'origine allemande, soudainement suspectés de sédition. C'est aussi à cette époque qu'émergent des associations telles que la National Security League qui se font fort de mener la chasse aux espions et aux saboteurs, tandis que l'administration Wilson, ayant obtenu du Congrès l'entrée en guerre, fait voter l'*Espionnage Act* en 1917 et le *Sedition Act* en 1918[9].

Plus encore que le sabotage, l'incitation à la révolte est également utilisée comme une arme pour saper les arrières de l'adversaire. Aussi l'Irlande, éternelle rebelle, apparaît-elle comme un atout à jouer pour les empires centraux contre la Grande-Bretagne. Contacté à l'entrée en guerre par le nationaliste Roger Casement, le gouvernement du Reich annonce dès le 20 novembre 1914 son soutien à l'indépendance de l'île. Les Allemands permettent ainsi à ce dernier de recruter une « brigade irlandaise » parmi les prisonniers de guerre britanniques et iront jusqu'à envoyer un sous-marin pour lui livrer clandestinement 20 000 fusils et leurs munitions en vue de l'insurrection de Dublin, planifiée pour la Pâques 1916[10]. Après avoir écrasé la révolte dans le sang, les Britanniques n'en vont pas moins s'exercer, eux aussi, au jeu de la sédition.

Les intuitions de Lawrence en Arabie

Alors même que le thème de l'importance des arrières émerge sur le front occidental, une autre forme de dépassement de la linéarité se manifeste sur le théâtre levantin, personnifié à jamais par la figure de Thomas Edward Lawrence, officier de renseignement en mission de liaison auprès de la révolte arabe du Hedjaz contre l'Empire ottoman, allié des empires centraux. Après l'échec du débarquement des Dardanelles en 1915 et en attendant la montée en puissance d'une armée britannique en Égypte capable de percer le front du Sinaï, l'état-major du Caire a en effet décidé de recourir à la subversion pour affaiblir son adversaire turc. Pour ce faire, des discussions ont été ouvertes dès 1915 avec le chérif hachémite de La Mecque, Hussein ben Ali, dont l'inimitié vis-à-vis du gouverneur ottoman du Hedjaz est notoire. La révolte est déclenchée en juin 1916 et parvient facilement à s'emparer de La Mecque, petite garnison isolée qui n'offre guère de résistance. Elle piétine en revanche à Médine, place forte bien armée et ravitaillée par le célèbre chemin de fer du Hedjaz dont elle est le terminus. Lorsque Lawrence rejoint Fayçal, fils aîné d'Hussein qui a pris la tête des opérations, il est frappé par l'asymétrie des moyens entre les 100 000 hommes de l'armée turque et les combattants arabes, peu nombreux, mal équipés et sans discipline tactique. Le Britannique estime vain de chercher à suivre un schéma de guerre traditionnel visant

l'anéantissement des forces armées ennemies par une bataille décisive ainsi que le suggèrent les grands stratèges de l'époque. Plus d'un siècle après les épisodes de soutien britannique à la guérilla antifrançaise en Espagne, Lawrence va devenir le premier Occidental à reprendre à son compte la pratique de la guerre irrégulière dans la perspective d'une stratégie d'approche indirecte destinée à affaiblir les arrières de l'adversaire.

Il consignera quelques années plus tard les enseignements de sa campagne dans une série d'écrits d'où il dégage les facteurs qui lui ont permis de compenser ses faiblesses matérielles. Tout d'abord, le refus du combat frontal, en agissant « de manière plus indéfinie, comme une influence, une idée, une chose invulnérable, intangible, sans front ni arrière, évanescente comme un gaz[11] ». Si l'évitement est une ruse ancienne, déjà pratiquée par Fabius Cunctator dans la seconde guerre punique, Lawrence propose une véritable théorie de la non-linéarité, comme une alternative aux formations lourdes et lentes qui caractérisent les armées européennes de l'époque. Cette mobilité lui permet de s'attaquer avec succès aux arrières de l'armée turque sans avoir à l'affronter. Il souligne aussi l'importance du sabotage comme tactique de guerre irrégulière : jouant sur la dépendance logistique des armées modernes et sur l'impossibilité de défendre des milliers de kilomètres de chemins de fer, dépôts et lignes de télégraphe, il s'emploie à isoler son ennemi dans des places fortes qu'il lui laisse « occuper jusqu'à ce que la paix ou le Jugement dernier [lui] démontrent la futilité de s'y agripper ainsi[12] ».

De telles attaques nécessitent un renseignement sans faille et un haut degré de sécurité opérationnelle (confidentialité des plans), tous deux obtenus par la complicité de la population. L'officier britannique insiste en effet sur la nécessité d'« organiser les esprits en ordre de bataille avec autant de soin et de rigueur qu'en mettent les autres officiers à disposer les effectifs ». Bien que la nature du travail de propagande auquel se livrent les insurgés arabes reste rudimentaire, il n'en demeure pas moins pour Lawrence le critère même de son succès : « une province ne nous était acquise que lorsque nous avions appris aux habitants à mourir pour notre idéal de liberté[13] ». La mobilisation totale de la société n'est donc pas l'apanage des États modernes et se pratique avec d'autant plus de force en Arabie que l'absence de front contribue à mêler combattants et non-combattants.

Bien que Lawrence fût le premier à reconnaître sa marginalité, présentant son action comme « l'à-côté d'un à-coté », son héritage stratégique ne passe pas inaperçu. Écœuré par l'hécatombe du front de l'Ouest, le stratège britannique Basil Liddell Hart voit en Lawrence l'incarnation de la stratégie indirecte qu'il appelle de ses vœux[14]. Dans la biographie qu'il lui consacre, Liddell Hart envisage la fusion progressive du régulier et de l'irrégulier, imaginant même combiner « des attaques locales et limitées montées par surprise sur les points faibles de l'adversaire [et] l'emploi de l'artillerie et de l'aviation pour harceler les voies d'approvisionnement et les arrières de l'ennemi […] en une forme de super-guérilla[15] ». Si ces idées ne reçoivent qu'un écho limité dans l'entre-deux-guerres, les intuitions de Lawrence ont semé les graines d'un renouveau de la pensée irrégulière en Occident.

La révolution russe et la grande « peur rouge »

La remise en cause des principes occidentaux de la guerre régulière franchit une nouvelle étape avec la prise de pouvoir par les bolcheviques en Russie et l'éclatement de la violente guerre civile qui s'ensuit. Loin d'être un simple épisode de la Première Guerre mondiale, la révolution russe va profondément imprimer sa marque sur le XX^{e} siècle en offrant le tout premier exemple d'une « guerre civile internationalisée » – irrégulière par définition – à l'image de nombreuses autres qui présideront après elle à la formation d'États communistes en Yougoslavie, en Chine, à Cuba, au Vietnam ou même en Angola.

À peine installés, Lénine et ses partisans doivent en effet faire face à l'opposition des armées blanches commandées par l'amiral Koltchak en Sibérie et les généraux Ioudenitch sur la Baltique, Kornilov et Denikine en Ukraine, aidés par les cosaques de Wrangel sur la Volga. Choqués par la paix séparée de Brest-Litovsk signée avec l'Allemagne en janvier 1918, les Alliés occidentaux – Français, Britanniques, Américains et même Japonais – interviennent à leur tour contre les révolutionnaires. La confusion, presque immédiate, entre guerre civile et guerre étrangère, participe là encore d'un brouillage des anciennes catégories qui vient

conforter au demeurant la lecture marxiste des rapports de force, fondée sur la lutte des classes à l'intérieur de chaque société[16].

Attaqué de toute part, le jeune pouvoir moscovite met sur pied un appareil politico-militaire radicalement nouveau. La Garde rouge, milice révolutionnaire composée d'ouvriers, paysans et déserteurs de l'armée tsariste, est réorganisée en Armée rouge par Léon Trotski, qui s'assure de son encadrement permanent par des commissaires politiques. À ce titre, il se méfie des bandes de guérilla et entend mettre fin à « l'esprit partisan » (*partisanchtchina*) qu'il considère tout à la fois comme trop empreint de romantisme et teinté de banditisme, le rendant impropre à la révolution. La guerre de partisan n'en est pas moins un trait important du conflit : l'armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne de l'anarcho-nationaliste Nestor Makhno mérite à cet égard d'être mentionnée puisqu'elle fut en grande partie la cause de l'effondrement de Denikine, dont elle sape méthodiquement les arrières à partir de l'automne 1919. Comptant plus de 25 000 hommes à son apogée, le mouvement périclite face à l'Armée rouge qui, après une alliance d'opportunité, se retourne contre Makhno dans une brutale répression – la première d'une longue série – qui fit plus de 200 000 morts[17].

Si la guérilla est vite effacée de la doctrine de guerre bolchevique, il n'en va pas de même de la propagande, qui acquiert en Russie une dimension inédite, tant elle devient indissociable de toute action politique ou militaire. L'Agitprop, nom contracté désignant le département pour l'Agitation et la Propagande, a pour but d'approfondir la révolution dans le pays. Il prend le contrôle de la presse, faisant de la *Pravda* la principale source d'information écrite disponible, et envoie des équipes d'agitateurs prêcher la parole bolchevique jusque dans les campagnes les plus reculées. En parallèle de ces outils incitatifs, un redoutable outil répressif est créé avec la Tchéka – acronyme de la Commission extraordinaire pour la répression de la contre-révolution et du sabotage – dirigée par Félix Dzerjinski, qui organise la surveillance systématique de la société et abat la « terreur rouge » sur tous les opposants à la révolution. Les conservateurs (Blancs) mais aussi les armées paysannes (Verts) de même que nombre de concurrents et rivaux (mencheviks, anarchistes ou socio-révolutionnaires) sont les premières victimes des arrestations extrajudiciaires, des interrogatoires brutaux, de l'internement en camps de rééducation ou des

exécutions sommaires perpétrées par le jeune régime. De façon plus ou moins paradoxale, ces dispositifs allaient par la suite fasciner, et bien souvent inspirer, maints thuriféraires de la croisade anticommuniste, convaincus de la nécessité de retourner contre l'ennemi ses propres méthodes[18].

Pour les Occidentaux confrontés à ce nouvel adversaire, le décalage avec la guerre à laquelle ils ont été formés ne saurait en effet être plus complet. Le capitaine Colin Gubbins, futur père de la guerre irrégulière britannique, sert alors comme aide de camp du général Ironside, chef des armées alliées débarquées au port d'Arkhangelsk. Fasciné par les méthodes bolcheviques, il constate « l'effet dévastateur des méthodes subversives et paramilitaires sur des forces régulières[19] ». L'espionnage et la propagande incessante auprès des troupes vont bien vite faire craindre aux Alliés le risque de contagion révolutionnaire, déjà attesté par la mutinerie en mars 1919 de la flotte française en mer Noire, menée entre autres par André Marty et Charles Tillon. Et pour cause, Lénine n'a pas encore renoncé à exporter sa révolution. Malgré la guerre civile, il réunit en mars 1919 le premier congrès de l'Internationale communiste, vite connue sous le nom de *Komintern*. La révolution mondiale fait long feu cependant : l'insurrection spartakiste est écrasée à Berlin tandis qu'en Hongrie, les communistes de Bela Kun sont chassés du pouvoir au bout de quelques mois seulement. Plus à l'ouest, les mouvements ouvriers renoncent à passer à l'action. Le second congrès du Komintern, convoqué à l'été 1920, se fera donc plus pragmatique : la priorité ira désormais à la propagande subversive et à l'organisation politique, éventuellement clandestine *via* la pratique de l'entrisme dans les syndicats. La question coloniale est également abordée, préparant en cela la conférence de Bakou, qui annonce en septembre la grande convergence avec la lutte pour les indépendances[20].

La portée internationale de la révolution russe va avoir un impact considérable sur la pensée stratégique occidentale, prolongeant dans le sillage de la Grande Guerre l'affaissement des catégories traditionnelles. En France comme en Grande-Bretagne, la menace soviétique qui polarise longtemps la politique extérieure devient indissociable des tensions intérieures qui les traversent. Espions, policiers et soldats se voient obligés de coopérer face à un adversaire qui les attaque sur tous les fronts. Paris et Londres vont même jusqu'à créer un bureau commun de renseignement

pour surveiller les agissements en Occident des militants communistes et syndicaux[21]. Aux États-Unis, les années d'après-guerre sont marquées par la première « peur rouge » sur laquelle se fonde l'ascension de John Edgar Hoover à la tête du FBI, avant que n'émergent d'autres figures de l'« ennemi intérieur » – anarchistes, gangsters, nazis. Dans l'ombre, les services de renseignement militaire et ceux de l'US Navy travaillent pour leur part à l'émergence du concept de « sécurité nationale[22] », qui couronne la logique de fusion entre front et arrière, civil et militaire, guerre et paix.

Les expériences coloniales de l'entre-deux-guerres

Les nouvelles méthodes insurrectionnelles suggérées par la révolte arabe et la révolution russe ne tardent pas à se combiner avec les aspirations émancipatrices nourries par l'impérialisme européen des siècles précédents. C'est en Irlande que les innovations de la guerre irrégulière se mettent pour la première fois au service de la cause des indépendances[23]. Tirant les leçons de l'échec du soulèvement de Pâques 1916, l'Irish Republican Army (IRA) de Michael Collins adopte, dès la proclamation d'indépendance du Daíl Éireann en 1919, une stratégie résolument clandestine. Elle fonde son action sur un vaste réseau de renseignement implanté en profondeur dans l'appareil de sécurité gouvernemental. L'IRA s'attaque d'ailleurs directement aux forces de l'ordre (Royal Irish Constabulary) et aux services de renseignement, à l'encontre desquels est organisée une redoutable campagne d'assassinats ciblés. Ce faisant, il provoque le pouvoir par l'agitation et les troubles à l'ordre public, capitalisant sur les erreurs d'une répression aveugle[24]. La guérilla est entretenue dans les campagnes par les « colonnes volantes » qui mènent des embuscades contre les patrouilles de l'armée et de la police. Pour la première fois, des forces occidentales doivent affronter la redoutable combinaison de la « subversion organisée[25] », jusqu'alors l'apanage de groupuscules révolutionnaires ou de puissances étrangères, et d'une révolte populaire, jadis spontanée et mal préparée.

Si l'historiographie nationaliste a souvent exagéré l'efficacité et le professionnalisme de l'IRA – dont le succès repose avant tout sur la lassitude de Londres et la libéralité de Lloyd George, qui signe en 1921 le

traité de Londres donnant naissance à l'État libre d'Irlande –, la guerre d'indépendance n'en marque pas moins une étape importante dans la « transition qui fait passer la guerre irrégulière d'une activité instinctive à une stratégie planifiée fondée sur une théorie[26] ». Le War Office britannique publie d'ailleurs en 1922 un *Rapport sur la rébellion irlandaise*, qu'il diffuse largement « dans l'éventualité où des situations similaires devaient survenir dans d'autres portions de l'Empire[27] ». Le document y insiste sur le rôle de la propagande et du renseignement dans le succès de l'insurrection ainsi que sur l'importance du soutien populaire et des cellules clandestines. Il souligne également l'attention nouvelle à apporter à la sécurité et au secret des opérations compte tenu de l'espionnage. Il recommande enfin de mesurer le poids politique et non seulement militaire de chaque action[28].

L'empire colonial britannique est alors à son apogée et les « petites guerres » (*small wars*) de conquête cèdent désormais la place aux « opérations de police » (*imperial policing*) selon la terminologie du général Gwynn. Ce dernier rappelle en préambule de son célèbre manuel de pacification que « le contrôle civil établi [dans les colonies] repose sur des fondations fragiles » et met en garde contre « des mouvements subversifs de formes et d'intensité variées qui présentent des problèmes militaires bien différents de ceux des petites guerres[29] ». De fait, les rébellions ne manquent pas au cours de la période. Aux Indes tout d'abord, les nationalistes inspirés par Gandhi se livrent à la violence dans les rues d'Amritsar, conduisant le gouverneur du Pendjab à instaurer la loi martiale et à laisser libre cours à une répression qui fait plusieurs milliers de morts. En Irak ensuite, où les Arabes chiites et les Kurdes se soulèvent en 1920 contre le mandat britannique qui leur a été imposé par la Société des Nations. Dix ans plus tard, c'est au tour de la Birmanie de se dresser contre le raj. Emmenés par le moine bouddhiste Saya San, les *dacoïts* (bandits) ne plient qu'après deux années de lutte et la mobilisation de 10 000 hommes de l'armée des Indes. Enfin, en 1936 éclate la grande révolte arabe de Palestine qui remet une fois de plus en cause l'autorité mandataire de Londres, dans l'espoir de mettre un terme à l'immigration juive dans le pays, légitimée depuis 1916 par la déclaration Balfour. À chacune de ces convulsions, il apparaît plus clairement que le temps des jacqueries coloniales, désorganisées et faciles à disperser, est désormais révolu[30].

Les Britanniques ne sont pas les seuls à subir cette nouvelle vague insurrectionnelle. Français et Espagnols sont pour leur part confrontés à la formidable résistance du caïd Abdelkrim, qui va tenir tête aux deux armées européennes pendant plus de cinq ans. Là encore, la révolte ne ressemble plus aux soulèvements populaires et spontanés des guerres coloniales de la fin du XIX^e^ siècle : la mobilisation politique nationale et internationale, l'usage de la propagande et l'organisation militaire d'Abdelkrim en font un adversaire d'un genre nouveau, annonciateur d'un rééquilibrage stratégique qui sera fatal aux empires européens. Après avoir sévèrement battu les Espagnols à la bataille d'Anoual, le chef rifain proclame le 1^er^ février 1922 la République confédérée des tribus du Rif. Elle inquiète en cela la tutelle française au Maroc qui craint de voir le mouvement s'étendre au-delà de la zone d'occupation espagnole. Le 12 avril 1925, une force de quelque 8 000 Rifains s'emparent d'une quarantaine d'avant-postes français établis au nord du Ouargha, dans une zone revendiquée par Abdelkrim. Accusant près de 3 000 morts ou disparus, les coloniaux doivent battre en retraite. Le résident-général, Hubert Lyautey, grande figure de l'école française de pacification coloniale, ne peut venir à bout de la révolte, malgré les 60 000 hommes dont il dispose. Il faudra que Paris double ce nombre pour que son successeur, le général Pétain, écrase finalement la révolte dans une manœuvre en tenaille avec les Espagnols de Primo de Rivera[31].

La guerre du Rif est observée attentivement de l'autre côté de l'Atlantique. Alors que des volontaires américains s'engagent aux côtés de la France pour former une escadrille chérifienne, le War Department dépêche deux officiers de renseignement pour observer la campagne. L'un d'eux, le capitaine Charles Willoughby, déjà connu à l'époque pour ses sympathies fascistes, voit dans toute l'affaire la conséquence directe de « la diffusion de la doctrine démocratique qui permet à chaque guerre coloniale de se faire passer pour une lutte pour la liberté et à chaque sauvage mal léché [*sic*] de se poser en héraut de l'indépendance[32] ». De fait, les États-Unis sont, eux aussi, impliqués depuis la fin du XIX^e^ siècle dans une série d'aventures coloniales en Amérique centrale, aux Caraïbes et aux Philippines.

Conduites pour l'essentiel par le corps des Marines, ces expéditions furent le plus souvent confrontées à des bandes armées éparses, à l'instar

des *cacos* haïtiens ou des *pistoleros* mexicains de Pancho Villa. Au Nicaragua cependant, les Marines doivent faire face en 1926 à leur première insurrection moderne sous la conduite d'Augusto Sandino, qui parvient à rallier le soutien des populations locales et même à s'attirer une certaine audience internationale : le Komintern lui apporte son soutien en 1928 et il reçoit l'appui du révolutionnaire salvadorien Farabundo Martí ; en Chine, Chiang Kaï-shek ira même jusqu'à baptiser une division à son nom. Ses tactiques et la formation de ses troupes se révèlent également plus poussées que ce à quoi les Américains ne s'étaient attendus, les obligeant à recourir à l'aviation et à l'artillerie. Tandis que la guerre traîne en longueur et devient de plus en plus impopulaire, le président Hoover s'engage à retirer les troupes après les élections. Un accord est alors en passe d'être trouvé avec Sandino, lorsqu'il est finalement assassiné en 1934 par les hommes d'Anastasio Somoza, chef de la garde nationale formée par les Américains et dont la dynastie allait ensuite diriger le pays jusqu'en 1979[33].

Les réponses que les Britanniques, Français et Américains – mais aussi Espagnols, Belges, Italiens – vont apporter à cette nouvelle génération d'insurgés demeurent dans l'ensemble empreintes des traditions coloniales, fondées sur la brutalité exemplaire, les expéditions punitives et le refus catégorique de toute concession politique. Certains stratèges ne sont pourtant pas dupes et vont tirer de ces expériences quelques idées nouvelles qui ne porteront véritablement leurs fruits qu'après la Seconde Guerre mondiale. Sur le plan tactique tout d'abord, l'aviation donne à la pacification une nouvelle dimension. Les Britanniques vont y recourir en Irak et en Somalie dès 1920, à des fins de renseignement et de surveillance mais aussi de répression. Ils en tirent la notion d'*air control*, confinant à l'« occupation aérienne » d'une zone insurgée[34]. Français et Espagnols se reposeront également sur l'arme aérienne contre Abdelkrim, tout comme les Américains qui y auront recours pour bombarder El Chipote, la forteresse où s'était réfugié Sandino en 1927.

Suivant un schéma bien connu qui fait de l'imitation de l'adversaire le premier vecteur d'adaptation, il n'est pas surprenant que les campagnes impériales de l'entre-deux-guerres aient vu apparaître de nouveaux procédés tactiques inspirés de ces mêmes pratiques irrégulières auxquelles elles ont été confrontées[35]. L'une des illustrations les plus emblématiques est sans aucun doute la création dans la Palestine mandataire des Special

Nights Squads (SNS) par le capitaine Orde Wingate. Cet officier hétérodoxe, cousin de T. E. Lawrence et correspondant de Liddell Hart, a très tôt démontré son intérêt pour la guerre irrégulière. Affecté en Palestine lors de la révolte arabe, il doit faire face à l'infiltration de petites unités de partisans, venues de Syrie et du Liban pour mener des attaques contre les implantations juives et les infrastructures britanniques, parmi lesquelles l'oléoduc Kirkuk-Haïfa. Wingate s'emploie alors à former un « gang » de jeunes juifs nationalistes, arabophones et capables de s'introduire sur les arrières de leurs adversaires pour leur tendre des embuscades et les débusquer dans leurs bases villageoises. Opérant de nuit, suivant des tactiques de guérilla, les SNS vont par la suite exercer une influence considérable sur le développement d'unités similaires au cours de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que sur la création du Palmach, précurseur des forces spéciales israéliennes[36].

Sur un plan stratégique enfin, nombreux sont les stratèges qui évoquent la nécessité d'apporter une réponse plus politique aux défis coloniaux. Charles Gwynn insiste à partir de la révolte birmane du début des années trente sur l'intégration entre autorités civiles et militaires dans une optique nouvelle de limitation de la violence (*minimum force*) et de maintien de l'État de droit qui émergera par la suite comme l'un des éléments fondamentaux de la doctrine britannique[37]. C'est en un sens aussi l'objectif des officiers des Affaires indigènes, mis en place par Lyautey au Maroc, qui ont pour tâche de veiller à la portée politique des opérations militaires en prenant en compte les relais locaux (caïds, chefs de tribu). Enfin, on trouve dans les enseignements de la lutte contre les sandinistes, consignés par le corps des Marines dans le *Small Wars Manual* de 1940, des idées d'avant-garde au regard de la pensée militaire de l'époque. Une section est par exemple consacrée à la « dimension psychologique » des opérations qui préconise de « réfréner les passions des locaux en faisant montre de courtoisie, d'amitié et de justice » et de respecter les coutumes locales, ajoutant même que « le but des petites guerres n'est pas la destruction matérielle, [mais] le développement social, économique et politique des populations[38] ».

Le terreau britannique de l'action subversive

En dépit de ces développements coloniaux, rares sont encore les états-majors qui, en Occident, s'intéressent aux développements de la guerre irrégulière à la fin des années trente. L'Allemagne nazie, l'Italie fasciste, le Japon de l'ère Showa ou même l'URSS de Staline semblent autant de titans d'acier qui ne sauraient être ébranlés par quelques guérillas insurrectionnelles. Seule la Grande-Bretagne, dont le gouvernement de Neville Chamberlain restera célèbre pour sa politique d'apaisement, travaille en secret au développement d'outils de subversion à l'encontre de ces nouveaux régimes totalitaires. Trois « officines » apparaissent à la fin des années trente, qui seront ensuite à l'origine de l'ensemble des principaux concepts de guerre irrégulière. La première vise à recréer un appareil de propagande de guerre dans le sillon tracé par lord Northcliffe en 1918. La crise de Munich et la crainte du déclenchement d'une guerre imminente est vraisemblablement à l'origine de la constitution, en 1938, d'une petite officine partagée entre le Foreign Office et le Secret Intelligence Services (SIS), connue sous le nom de département EH, d'après les initiales de son quartier général à Electra House. Le bureau nourrit évidemment ses études de l'essor spectaculaire de la propagande dans les nouvelles dictatures totalitaires fasciste, nazie et soviétique, mais s'intéresse également aux progrès des moyens de télécommunications et aux nouveaux enjeux de la radio, démocratisée par la banalisation des postes TSF[39].

Parallèlement, une seconde officine émerge dans la même année sous le nom de section D. Ce modeste bureau du SIS a pour rôle d'« étudier toutes les possibilités d'attaques des ennemis potentiels par des moyens autres que militaires[40] ». Derrière ces termes sibyllins se cache essentiellement un programme de recherche sur le sabotage, dans sa dimension physique tout autant que morale, *via* la diffusion de rumeurs, fausses nouvelles et autres agents de défaitisme – activités bientôt désignées par le terme de propagande noire. L'idée de combiner en une seule manœuvre subversive les effets physiques et psychologiques de l'attaque sur les arrières est alors en pleine expansion : Ludendorff, dans son ouvrage de 1935, avait fait de la « cohésion animique » de la Nation la principale ressource de la guerre

totale, et le général franquiste Emilio Mola s'était rendu célèbre, lors de la bataille de Madrid en 1936, en affirmant qu'une « cinquième colonne » sapait de l'intérieur les défenses de la capitale[41]. Le major Grand, responsable de la section D, imagine utiliser contre le futur adversaire allemand les minorités susceptibles de s'opposer au régime hitlérien – les communistes et les juifs –, véhiculant ainsi un principe d'instrumentalisation des tensions sociales internes, bien connu de l'école coloniale, et qui devait ensuite être utilisé systématiquement au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide.

Si le travail de la section D converge en partie avec celui du département EH, il croise aussi les recherches d'un troisième organisme, placé quant à lui sous la tutelle du War Office : le General Staff (Research) ou GS(R), qui a pour tâche de dégager les enseignements des opérations militaires les plus récentes et à la tête duquel est nommé le major John Holland en décembre 1938, bientôt rejoint par le capitaine Gubbins[42]. Le premier a côtoyé Lawrence en Arabie tandis que le second a pu observer les méthodes des bolcheviques en Russie. Tous deux sont passés par l'Irlande et manifestent un vif intérêt pour les enjeux nouveaux de la guerre irrégulière telle qu'elle se pratique à ce moment même en Espagne et en Chine[43]. En mars 1939, le GS(R), bientôt rebaptisé Military Intelligence (Research) ou MI(R), entre en contact avec la section D pour présenter conjointement aux chefs d'état-major les opportunités subversives présentées par l'occupation allemande de la Tchécoslovaquie. Holland et Grand y proposent « une méthode de défense alternative [par] la résistance armée sur la base de notre expérience en Arabie, en Irlande et en Russie, c'est-à-dire par la combinaison de méthodes de guérilla et des tactiques [subversives] de l'IRA[44] ». Le corpus de réflexions et de procédés irréguliers progressivement accumulés depuis plus de vingt ans se cristallise ainsi, annonçant un emploi beaucoup plus systématique à l'avenir.

De fait, le MI(R) reçoit pour instruction de l'état-major impérial d'entamer des recherches visant à produire « une documentation sur la guérilla incorporant des instructions techniques et tactiques pour chacun des pays envisagés[45] ». Le rapport produit en retour par Holland conclut très positivement à l'intérêt doctrinal de la guérilla qui, « lorsque coordonnée avec les opérations régulières, devrait, en des circonstances favorables, causer une telle diversion de la force ennemie, qu'elle présente une

opportunité décisive pour son adversaire[46] ». Pour hétérodoxe qu'elle soit, l'idée d'instrumentaliser des mouvements de résistance n'est pas neuve, comme l'ont montré les appuis étrangers aux révoltes arabes et irlandaises, ou même un siècle plus tôt, les soutiens anglais à la chouannerie ou à la guérilla espagnole au cours des guerres révolutionnaires et napoléoniennes. En revanche, la perspective d'une liaison opérationnelle étroite avec les forces régulières dans une manœuvre commune est une véritable innovation. Un tel degré de coordination, jusqu'alors impensable, semble désormais possible par les progrès technologiques de l'aviation, de la radio et de la cryptographie.

Pour illustrer son travail, Holland demande à Gubbins de rédiger deux brochures qui allaient profondément influencer la théorie et la pratique occidentale de la guerre irrégulière. Le premier document, intitulé *The Art of Guerrilla Warfare*, cherche à établir les principes généraux de l'action subversive. Gubbins y affirme d'emblée que « tout l'art de la guérilla consiste à frapper l'ennemi là où il s'y attend le moins, et pourtant là où il est le plus vulnérable […] : ses lignes de communication par route, rail ou voies d'eau[47] ». Constatant à la suite de Lawrence que « les armées modernes dépendent entièrement d'une chaîne d'approvisionnement en nourriture, munitions, pétrole, etc. », il propose de les attaquer en mettant à profit l'avantage de forces irrégulières en matière de *mobilité*, d'*information* et de *moral*[48]. Cette trinité opérationnelle, illustrée sur tous les théâtres de l'entre-deux-guerres, constitue le fondement de la pratique moderne de la guerre irrégulière. Le différentiel de mobilité est certes relatif et se manifeste surtout à l'échelon tactique sur des terrains accidentés. L'avantage informationnel et psychologique est en revanche considéré comme absolu et résultant du lien entretenu par les combattants avec « la population, généralement hostile à l'ennemi[49] » occupant son territoire.

Le lien avec la population locale est davantage souligné dans le second texte produit par Gubbins, *The Partisan Leader's Handbook*. Il y explique que « l'aide des habitants » peut être cultivée par l'entretien du « patriotisme et la haine de l'ennemi[50] ». Se remémorant les conséquences des représailles collectives appliquées en Irlande ou en Birmanie, Gubbins imagine même pouvoir capitaliser sur de telles exactions pour bâtir ses relais auprès de la population. Le travail de propagande s'inscrit également dans le cadre de la guerre extérieure, dans la perspective d'une libération

prochaine dont il a pour rôle d'entretenir l'espoir. Il doit par conséquent chercher à « convaincre que l'occupation n'est que temporaire » et qu'il n'y a rien à gagner à collaborer. Tout comme en Irlande ou dans la Russie de la guerre civile, la propagande s'accompagne d'ailleurs d'un volet répressif à l'encontre des informateurs qui « doivent être liquidés à la première occasion[51] ». On retrouve ici la marque des méthodes brutales mais efficaces ayant permis à l'IRA de garantir sa sécurité opérationnelle. Bien qu'elle reste minoritaire, voire marginale, dans les réflexions d'état-major, cette première codification doctrinale n'en vient pas moins couronner l'entrée officielle de la guerre irrégulière dans le répertoire tactique à la disposition du gouvernement britannique.

La drôle de guerre irrégulière

Les prévisions de Holland et Gubbins ne tardent pas à se réaliser alors que l'armée polonaise s'effondre face à la Wehrmacht. Envoyé dans la précipitation auprès de la mission militaire britannique en Pologne pour préparer l'inévitable occupation du pays, Gubbins est surpris par la vitesse de l'avance allemande et doit se réfugier en Roumanie avant d'avoir pu commencer à mettre en place une structure clandestine. Rapatrié à Paris et chargé d'y maintenir la liaison avec les missions polonaises et tchécoslovaques en exil, il voit son action largement ralentie par la mainmise du SIS sur les premiers réseaux de résistance militaire polonaise et par la léthargie politique de la drôle de guerre[52].

Il faut attendre le printemps 1940 et l'invasion éclair du Danemark et de la Norvège pour que l'activité irrégulière du MI(R) reprenne du terrain. À la demande de l'état-major, Holland fait revenir Gubbins de Paris afin de préparer des plans de harcèlement en vue de ralentir l'avance allemande en Norvège, tandis que des forces expéditionnaires alliées débarqueraient en différents points de la côte. À cet effet, Holland et Gubbins proposent la création d'unités spéciales composées de volontaires avec pour rôle de mener la guérilla sur les arrières de l'adversaire. Le projet est accepté et cinq de ces « Independent Companies » sont débarquées dans la région de Mosjøen, sous le commandement de Gubbins. Le manque de préparation, la vitesse de l'avance allemande et le rapide réembarquement du corps

expéditionnaire ne permettent pourtant pas à ces premières forces d'obtenir les résultats escomptés. Contrairement à leur but initial, celles-ci sont employées comme des troupes d'infanterie légère, le général Auchinleck, commandant l'opération, estimant que « pour réussir, un guérillero doit se battre dans son propre pays[53] », précepte qui devait bientôt être appliqué auprès des résistances européennes.

Rentrées en Grande-Bretagne au mois de mai 1940, les Independent Companies sont dirigées vers un centre d'entraînement installé en Écosse, dans le manoir d'Inverailort, réquisitionné par le MI(R) et où Holland espère pouvoir les porter à 3 000 hommes, répartis en dix compagnies d'assaut. Convaincu de ce que la mentalité conventionnelle des officiers de carrière ne pouvait convenir à la conduite de la guérilla, Holland favorise le recrutement de personnalités originales issues de la réserve ou du monde civil parmi lesquels David Stirling, alpiniste de renom et futur fondateur des SAS, Peter Fleming, écrivain et frère du célèbre auteur de romans d'espionnage et même l'acteur David Niven, de retour d'Hollywood[54].

Entre-temps, le déclenchement de la grande offensive allemande à l'Ouest a radicalement transformé la situation. La percée des Ardennes et le « coup de faucille » du général Guderian prenant à revers le gros des troupes alliées en Belgique et dans le nord de la France provoquent le choc opératif recherché[55]. La défaite spectaculaire de la France va priver la Grande-Bretagne de son seul véritable allié continental, la renvoyant à une situation d'isolement stratégique inédite depuis les guerres napoléoniennes. La perspective d'une invasion imminente de l'archipel est alors un scénario très sérieusement envisagé par les autorités britanniques. La guérilla imaginée quelques semaines encore auparavant sur les monts de Norvège ou de Bohême se prépare désormais dans le bocage anglais. Inquiet de cette menace d'invasion, Winston Churchill, nommé Premier Ministre, s'enquiert des contre-mesures possibles auprès du commandant en chef du front intérieur, le maréchal Ironside[56]. Ce dernier propose alors de mettre en place des unités spéciales de contre-sabotage, vraisemblablement inspirées des escouades de Wingate en Palestine[57]. Pour ce faire, Ironside confie à Gubbins, son ancien aide de camp de 1919, la tâche de monter le noyau d'une organisation de résistance en cas d'occupation d'une partie du territoire[58].

Prenant le relais d'un projet de réseau dormant lancé en secret par la section D mais qui avait éveillé les soupçons des autorités locales, Gubbins repique de ses Independant Companies de retour de Norvège une douzaine d'officiers, auxquels il confie le commandement d'unités dites « auxiliaires » organisées explicitement sur le « modèle irlandais ». Ces phalanges secrètes se voient attribuer des secteurs répartis le long des côtes anglaises. Elles sont composées de civils locaux, hâtivement formés à l'action clandestine et à la disposition desquels sont mis des caches d'armes[59]. Les unités auxiliaires allaient persister dans leur préparation d'une invasion potentielle jusqu'au débarquement de Normandie et à leur dissolution finale au mois de novembre 1944. Cette expérience originale et méconnue constitue le préalable immédiat à l'émergence du dispositif subversif majeur que sera le Special Operations Executive. L'isolement stratégique de la Grande-Bretagne à l'été 1940 et le déséquilibre des forces en sa défaveur auront eu raison des réticences à l'égard de la forme de guerre peu chevaleresque (*ungentlemanly*) imaginée par les pionniers de l'irrégularité. Pour la Grande-Bretagne, la stratégie indirecte n'est plus un choix, mais une nécessité.

Chapitre 2

La Seconde Guerre mondiale irrégulière (1940-1946)

Fruit d'une lente maturation née des lendemains de la Grande Guerre, le principe britannique d'une stratégie d'approche indirecte débouche à la veille du second conflit mondial sur une conception radicalement nouvelle de la guerre irrégulière, qui lui confère le rôle d'adjuvant stratégique majeur. Porté par la mondialisation du conflit, ce creuset britannique va servir de modèle à l'émergence d'appareils irréguliers similaires chez les principaux alliés occidentaux. En dépit de situations géopolitiques pratiquement opposées, la France combattante et les États-Unis vont partager, dans le domaine de la guerre irrégulière, une même tutelle doctrinale britannique. Formée côte à côte dans un système d'instruction interallié d'une portée encore inédite, une nouvelle génération de partisans va contribuer à l'émergence d'une communauté stratégique, ancrée dans une fraternité d'armes dont l'ombre devait porter bien au-delà de la fin de la guerre. C'est cette expérience fondatrice qui va ensuite constituer, tout au long de la guerre froide, le ferment d'une conception occidentale de la guerre irrégulière.

« Mettez le feu à l'Europe »

Alors même que la chute de son allié français et le triomphe allemand plongent l'Angleterre dans son « heure la plus sombre », Churchill n'a jamais cessé de manifester sa volonté de maintenir l'initiative, notamment par le biais d'actions offensives à l'encontre des territoires nouvellement conquis par les Allemands. Le concept d'approche indirecte, élaboré dans l'entre-deux-guerres comme un outil de diversion et de manœuvre secondaire, apparaît, au lendemain de la bataille de France, comme le seul mode d'action possible pour le Royaume-Uni. Pressé par le Premier Ministre de ne pas céder à « la posture exclusivement défensive qui a ruiné la France[1] », le comité britannique des chefs d'état-major se livre à l'analyse suivante :

> La seule opportunité de succès qui s'offre à nous consiste à saper l'Allemagne de l'intérieur et à agir dans les territoires occupés. L'agression allemande nous offre, en fait, une opportunité historique de mettre à bas une grande puissance agressive par le biais d'opérations irrégulières, de propagande et de subversion et plus largement d'activités rebelles. […] Dans cette perspective, [la poursuite de] la guerre pourrait être envisagée comme une série de guerres d'indépendance interconnectées[2].

La référence aux concepts, jusqu'alors issus de l'univers colonial, d'« activités rebelles » et de « guerre d'indépendance » dans un contexte de guerre totale atteste de la fertilisation de la pensée militaire classique par l'expérience irrégulière. L'état-major en dégage deux axes de mise en œuvre : d'une part, l'organisation de « compagnies de frappe », sur le modèle des corps francs de Norvège, et d'autre part, la constitution d'une organisation clandestine pratiquant la subversion et le renseignement, puis, avec le temps, la mobilisation des habitants en vue d'une insurrection des territoires occupés.

Le premier axe est le plus rapide à initier. Alors même que débute la bataille d'Angleterre, Churchill demande au général Ismay de veiller à la planification de raids « par des troupes spécialement entraînées à la manière de chasseurs, et à même de faire régner la terreur le long des côtes [de l'Europe occidentale] suivant le modèle des expéditions punitives coloniales[3] ». De fait, la campagne de Norvège avait déjà stimulé l'imagination d'un officier d'état-major d'origine sud-africaine : le colonel

Dudley Clarke. Nourri aux récits des Kommandos, petites unités légères de cavalerie ayant immobilisé des divisions entières de l'armée britannique lors de la guerre des Boers, Clarke imagine que de telles forces pourraient harceler la Wehrmacht par une succession « de piqûres de moustique […] qu'invitaient l'étirement des lignes allemandes de Narvik à Biarritz[4] ». L'idée ne pouvait déplaire à Churchill, qui avait lui-même été confronté à l'efficacité des Kommandos dans le Transvaal. Le Premier Ministre approuve le concept et confie à Clarke sa mise en œuvre, non sans avoir au préalable rectifié l'orthographe en « commando », à consonance moins germanique. Composé d'une dizaine de « *troops* » d'environ soixante hommes, le commando est avant tout conçu comme un « bassin de spécialistes dans lequel des unités irrégulières, de toute taille et de tout type, sont amenées à être créées pour entreprendre une mission particulière[5] ».

Formés, comme les Independent Companies, sur les hautes terres écossaises d'Inverailort, les commandos reçoivent un entraînement très poussé, destiné à développer leur esprit d'initiative et leur endurance physique et mentale[6]. Leur instruction n'a rien à voir avec celle des unités régulières, centrée sur la discipline et la manœuvre collective. Les commandos, au contraire, mettent en avant des compétences individuelles comme le « tir instinctif » ou le « *silent killing* », technique de corps à corps dérivée des arts martiaux d'Extrême-Orient par William Fairbairn, un ancien policier de Shanghai devenu instructeur à Inverailort[7]. La capacité d'adaptation à différents milieux est également testée : la natation de combat en vue des assauts amphibies, le saut en parachute pour l'infiltration par les airs, ou encore le ski de fond norvégien dans la perspective d'expéditions en Arctique[8].

Après quelques premiers raids peu concluants menés dans l'hiver 1941 – sur les îles Lofoten notamment –, c'est en Afrique du Nord que les commandos connaissent leurs actions les plus spectaculaires, où ils reçoivent pour mission de ralentir l'offensive de l'Afrikakorps contre les positions britanniques en Égypte. Les résultats sont toutefois à nouveau décevants, attestant surtout d'un manque de compréhension du concept par l'état-major du Caire, qui tend à les employer comme des forces d'assaut sur le front alors qu'elles sont supposées cibler les arrières logistiques de l'adversaire[9]. Frustré par cette situation, le lieutenant commando David Stirling propose de créer une nouvelle force, plus réduite mais mieux à

même de s'infiltrer en profondeur : il fonde, à l'été 1941, le célèbre « L Detachment [de la] Special Air Service Brigade[10] » bientôt connu sous l'acronyme de SAS. Formés à la navigation désertique par l'explorateur Ralph Bagnold, les SAS s'infiltrent sur les arrières en utilisant les étendues sahariennes pour manœuvrer : ils connaissent leurs premiers succès en Libye, avec des raids osés contre les terrains d'aviation allemands et italiens, loin derrière les lignes. Après avoir joué un rôle de premier plan dans les succès de la contre-offensive du général Montgomery, l'unité voit ses effectifs croître rapidement. Avec l'appui de Winston Churchill, dont le fils Randolph a rejoint l'unité, le détachement prend le titre de 1er régiment de SAS. En dépit de la capture de Stirling par les Allemands en 1943, l'entreprise allait rester dans la postérité et peser longtemps sur la pratique des forces spéciales[11].

Commandos et SAS ne sont pourtant que le pan le plus conventionnel de la stratégie irrégulière britannique. Un dispositif de mobilisation clandestine est également mis en place pour opérer plus profondément encore et étendre la guérilla à des populations entières. Dans la foulée des propositions de juin 1940, les autorités britanniques décident de se doter d'une « organisation nouvelle qui coordonnera, animera, contrôlera et aidera les nationaux des pays opprimés à être eux-mêmes les acteurs de [leur libération][12] ». Le projet implique la fusion des trois organes préexistants et chargés à des degrés divers de ces questions : le département EH du Foreign Office, la section D du SIS et le MI(R) de l'état-major impérial. Le nouvel organisme est officiellement créé le 22 juillet 1940 sous le nom de Special Operations Executive (SOE)[13]. Afin d'éviter les luttes fratricides entre le Foreign Office et le War Office, l'agence est placée sous l'autorité d'un nouveau « ministère de la Guerre économique » confié à un proche de Churchill, sir Hugh Dalton[14]. Installé dans ses célèbres locaux de Baker Street, le SOE est initialement composé de trois sections : le SO1, héritier du département EH et responsable de la « propagande subversive » dans les pays occupés ; le SO2, cumulant des éléments de la section D et du MI(R), consacré au sabotage physique et à la guérilla ; enfin le SO3, qui se révélera mort-né, avec pour fonction la recherche et la planification.

Le SO1 est initialement confié à Reginald Leeper, diplomate de carrière en charge du renseignement depuis 1938, qui ne tarde pas à entrer en conflit avec les « opérationnels » du SO2[15]. À ces divergences, accrues par

l'inimitié entre Dalton et Leeper, s'ajoutent des disputes bureaucratiques avec le ministère de l'Information (MOI) de Duff Cooper, chargé de maintenir le moral des sujets britanniques, mais qui contrôle aussi les émissions de la BBC diffusées vers l'Allemagne et les pays occupés[16]. Ces tensions provoquent, à terme, la dissociation des deux composantes du SOE et l'autonomisation du SO1 sous le nom de Political Warfare Executive (PWE) en septembre 1941. D'abord maintenu sous la tutelle du ministère de la Guerre économique, le PWE est finalement transféré au ministère de l'Information au départ de Dalton en 1942. La consolidation d'un pôle de propagande unique accélère la coopération des différents organes. Au sein de ce dispositif, le PWE supervise la rédaction des tracts largués par avion *via* une coopération, souvent orageuse, avec la RAF. Il reçoit aussi la charge de la « propagande noire », prétendant émaner d'une source adverse avec pour but de diffuser rumeurs et fausses nouvelles ou simplement de décrédibiliser le discours officiel. À partir de mai 1941, le journaliste germanophone Sefton Delmer lance ainsi la première station pirate, Gustav Siegfried Eins (GS1), émettant sur les ondes allemandes et donnant sa voie au personnage fictif du « Chef », officier prussien réactionnaire se livrant à une critique corrosive de la déchéance morale du régime hitlérien[17]. À l'exception de la propagande noire, l'approche britannique repose toutefois sur une « politique de vérité[18] ». Quoique biaisées dans leur présentation des faits, les informations diffusées par les services de guerre psychologique font en sorte de ne jamais être démenties par la réalité, à la différence des appareils de propagande nazis ou soviétiques misant sur la seule mobilisation des masses au détriment de la véracité, voire de la crédibilité.

Sur le plan du lien avec les mouvements de résistance, le PWE manifeste en revanche un certain scepticisme. Sa crainte principale est de s'aliéner les gouvernements en exil et les populations occupées en suscitant de vains espoirs de libération et en incitant à une insurrection nationale que l'Angleterre n'aurait pas les moyens de soutenir militairement. Il n'aurait alors pu en résulter qu'une répression dont la responsabilité ultime serait inévitablement retombée sur Londres. C'est paradoxalement la BBC, et notamment la direction des émissions européennes de Douglas Ritchie, qui s'est montrée la plus déterminée à utiliser la propagande comme arme de mobilisation des résistances populaires. Au début de l'année 1941, Ritchie

prend l'initiative de lancer la « campagne des V » en Belgique, aux Pays-Bas et dans le nord de la France, incitant à couvrir les murs de graffitis subversifs en soutien aux Alliés. Il crée également le personnage du colonel Britton, appelant à la désobéissance civile et au sabotage. Inquiet des actions prématurées qu'une telle harangue risquerait de susciter, le PWE fait cesser la campagne, avant de la reprendre à son compte un an et demi plus tard en préparation du Débarquement. Cette approche prudente, largement partagée par le SIS, constitue également une caractéristique de l'action clandestine britannique qui se veut professionnelle et se méfiera toujours des mouvements populaires trop spontanés[19].

Mais c'est le SO2, la section du SOE destinée aux opérations paramilitaires, qui constitue le cœur battant de la stratégie irrégulière britannique. Son premier directeur, Frank Nelson, est un ancien officier de l'armée des Indes devenu homme d'affaires puis consul britannique et agent du SIS à Bâle. Pour le seconder, Dalton obtient du War Office le détachement de Colin Gubbins. Ce dernier doit servir de liaison auprès de l'armée et notamment avec la Royal Air Force et la Royal Navy dont le SOE dépend pour infiltrer ses agents et ravitailler ses opérations derrière les lignes ennemies[20]. Également en charge de la formation des agents, Gubbins va occuper une place de plus en plus prépondérante dans la structure au fur et à mesure que ses opérations se développent, pour finalement en prendre la direction en 1943.

Comme pour les autres branches de la stratégie irrégulière, les débuts du SOE sont laborieux. Loin de susciter un mouvement de résistance spontané à travers l'Europe occupée, la série de victoires allemandes a surtout eu pour effet d'étourdir les populations qui, dans leur immense majorité, ne songent nullement à reprendre les armes[21]. Vu de Londres, il apparaît très vite que, comme lors des guerres contre la Révolution française, ce sont les « exilés » qui, de par leurs connaissances et leurs relais sur le continent, seront le meilleur vecteur de subversion. À l'instar aussi de la rébellion irlandaise, dont Gubbins estime qu'elle a « largement été encouragée depuis les États-Unis[22] », ces contingents en exil vont avoir la tâche centrale de coordonner et, dans la mesure du possible, d'insuffler le vent de la révolte contre les régimes de collaboration qui s'installent à travers l'Europe.

Selon une procédure qui ne se standardisera jamais totalement, ces opérateurs clandestins, recrutés sur une base individuelle ou collective, seront formés suivant un cursus dont la sophistication allait s'accroître au cours des années, en vue d'être ensuite infiltrés dans leur pays d'origine par voie maritime ou aérienne, avec pour mission d'y recruter d'autres agents ou de contacter les résistances locales qui émergent peu à peu. Ils sont munis de directives organisationnelles et opérationnelles, et surtout de moyens de communication avec Londres, sous la forme de postes radio cryptés mis au point par la section technique du SOE. Un système de ravitaillement par parachutage clandestin devait également venir compléter ce dispositif. De par sa nature même, la stratégie irrégulière de la Grande-Bretagne implique donc une coopération étroite avec les alliés vaincus, une fraternité d'armes qui allait perdurer bien des années après la guerre.

La propagande subversive de la France libre

Si la défaite de juin 1940 peut être considérée comme le véritable point de départ de la grande stratégie irrégulière britannique, elle fixe aussi l'année zéro d'une nouvelle pensée stratégique française, inscrite par le général de Gaulle dans la poursuite de la guerre par d'autres moyens. L'évidente faiblesse matérielle et humaine de la France libre à ses débuts sonne comme un appel impérieux à une stratégie d'approche indirecte. La guerre irrégulière, et notamment la guerre psychologique, ne font pourtant pas partie des armes auxquelles sont habitués les cadres de la France libre, souvent issus de la plus pure tradition militaire. Mais, comme l'écrit Jean-Louis Crémieux-Brilhac, « de Gaulle a beau affirmer […] qu'il ne croit pas à la propagande, elle est pendant les deux premières années son arme principale[23] ».

La manifestation la plus célèbre de la propagande de la France libre est sans aucun doute la mise en place dès l'été 1940 de « Radio Londres » sur les ondes de la BBC[24]. Sous la direction de Michel Saint-Denis, dit Jacques Duchesne, la station est animée par une section française de la BBC composée de réfugiés français sous contrat britannique, sans lien organique avec l'entité gaulliste, à laquelle ne sont accordées que cinq minutes d'antenne par jour, sous le contrôle étroit du ministère britannique de

l'Information. Ces brèves communications sont suivies de la grande émission de Duchesne, au titre resté célèbre : *Les Français parlent aux Français*[25]. Alors que les premiers effets de l'action psychologique se font sentir début 1941 – au travers notamment de la « campagne des V » –, de Gaulle nomme Georges Boris, ancien directeur de cabinet de Léon Blum et gaulliste de la première heure, responsable des liaisons avec la BBC afin d'influencer la stratégie britannique. Boris se voit cependant refuser l'accès à la réunion hebdomadaire au cours de laquelle des représentants du PWE et du MOI dispensent les directives à la section française de la BBC[26]. De même, la coopération de Boris avec la rédaction des *Courriers de l'Air*, principaux tracts aériens en français du PWE, devait rester minimale jusqu'à la fin de la guerre. Ces derniers sont, là aussi, rédigés par des « Français indépendants » sous contrat avec les Anglais, dont les vues sont parfois très éloignées de celles des gaullistes[27].

La situation évolue à partir de juin 1941 lorsque le PWE, encouragé par les résultats de la station pirate GS1, crée deux « postes noirs » de langue française : Radio Gaule et France catholique. Prétendant émettre en secret depuis la France occupée, ces derniers sont installés dans la centrale clandestine du PWE à Woburn et opérés par trois militaires de la France libre, inaugurant ainsi la première véritable coopération entre les deux organismes. En dépit des tensions franco-britanniques conduisant à la disparition de Radio Gaule après le débarquement en Afrique du Nord, les propagandistes de la France libre vont progressivement accroître leur maîtrise de la guerre psychologique et développer leurs propres moyens, sur le modèle britannique[28].

Ayant cherché dès ses débuts à disposer de l'« indépendance radiophonique », de Gaulle avait établi à Brazzaville un émetteur diffusant *La voix de la France libre*. Limité aux ondes courtes et à faible puissance, ce dernier ne fonctionnera correctement qu'à partir de juin 1943[29]. Après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, le nouveau Comité français de libération nationale (CFLN) acquiert à Alger l'émetteur Radio France avec une aide technique américaine[30]. Si le largage de tracts leur reste encore largement inaccessible, en l'absence de bombardiers lourds, les propagandistes de la France libre bénéficient en revanche d'un soutien croissant du PWE dans le développement de la presse clandestine, qui joue un rôle de plus en plus important dans la mobilisation des populations

contre l'occupant. En coopération avec les services spéciaux gaullistes, le PWE forme plusieurs « agents de propagande » parachutés en France, où ils mettent leurs savoir-faire au profit des mouvements de résistance[31].

La guerre psychologique américaine

Si l'appareil américain de guerre psychologique suit un chemin très différent de celui de la France libre, il partage avec elle l'influence du modèle britannique. Tout comme les gaullistes, les Américains sont largement dénués de capacité de guerre irrégulière au début de la Seconde Guerre mondiale. Dès 1940, la montée des périls conduit Washington à se tourner vers la Grande-Bretagne. Sous l'influence de William Stephenson, représentant du SIS aux États-Unis, le secrétaire à la Navy, Frank Knox, désigne son camarade républicain, l'avocat new-yorkais William Donovan, pour une mission d'information en Angleterre[32].

Arrivé à Londres le 14 juillet 1940, alors que le spectre d'une invasion allemande plane plus dangereusement que jamais sur la capitale, Donovan rencontre les responsables de la défense physique et psychologique du pays. Impressionné par le dispositif de sécurité et de contre-propagande britannique, il revient à Washington, persuadé de la nécessité pour les États-Unis de se doter d'une capacité similaire. Aidé du journaliste Edgar Mowrer, il publie à ce propos un livret intitulé *Cinquième Colonne : les leçons à tirer pour l'Amérique* dans lequel il met en garde contre la stratégie d'Hitler consistant à employer la « propagande pour briser l'ennemi psychologiquement avant même que ses armées ne se soient mises en marche[33] ». Le mythe de la cinquième colonne apparaît ainsi comme un facteur d'imbrication de la propagande, du sabotage et de l'espionnage. Début 1941, Donovan est renvoyé en mission d'observation, mais cette fois sur le théâtre méditerranéen où la guerre fait rage contre les Italiens. Il y établit un premier contact avec le SOE qui l'encourage à formuler, dès son retour, une proposition visant à établir des services spéciaux analogues aux États-Unis. Sous l'influence de Stephenson, Donovan obtient alors de Roosevelt la création du poste de Coordinator of Information (COI) en juillet 1941[34]. Il s'agit d'un large portefeuille cumulant les fonctions de renseignement, de propagande et d'action clandestine. Dès l'entrée en

guerre des États-Unis en décembre 1941, Donovan demande à ce que le COI soit placé sous l'autorité des chefs d'état-major et soutient l'idée d'une intégration de la propagande à une stratégie plus large de « guerre psychologique » :

> L'emploi de la propagande est le vecteur de pénétration initiale, permettant de conditionner et de préparer les populations et les territoires à envahir. C'est la première étape, suivie du travail de cinquième colonne, puis des commandos militarisés, et seulement enfin des divisions régulières[35].

Un tel continuum irrégulier-régulier n'est pourtant pas du goût de tous et la crainte d'une militarisation de la propagande vient vite entraver le projet de Donovan. C'est en partie pour cette raison qu'est créé en juin 1942 un nouvel organe civil chargé de coordonner la propagande à l'intérieur comme à l'étranger sur un mandat très proche du MOI britannique : l'Office of War Information (OWI). Conscients de leur retard dans le domaine, les propagandistes américains mettent toute la puissance médiatique des États-Unis au service de l'effort de guerre. La radio apparaît naturellement comme le premier pas vers la formation d'un appareil de propagande avec la création de Voice of America en février 1942, fruit de la volonté de disposer d'une « BBC américaine[36] ». Suivant la voie tracée par les Britanniques, l'OWI adopte une « politique de vérité » et propose une information rigoureuse des évènements du conflit[37].

Parallèlement au travail de l'OWI, Donovan obtient de Roosevelt le maintien d'une capacité de guerre psychologique au sein d'un nouvel organisme qui remplace le COI à partir de juin 1942 : l'Office of Strategic Service (OSS). Ce dernier conservera jusqu'à la fin de la guerre le monopole sur l'espionnage et les opérations clandestines. Désignée « *morale operations* » (MO), la section de l'OSS en charge de la guerre psychologique s'attache surtout à la « propagande noire ». Là encore, l'influence britannique est primordiale, comme en témoigne le détachement à l'été 1942 d'un agent de l'OSS auprès du PWE pour en étudier l'organisation et les méthodes[38]. L'OSS-MO participe ainsi, sous tutelle britannique, à la création de Soldatensender Calais, station-pirate qui succède fin 1943 à Gustav Siegfried Eins[39]. La section a aussi d'autres activités proches de celles du PWE comme la rédaction de tracts ou encore

la diffusion de rumeurs au moyen d'agents infiltrés et de documents falsifiés[40].

Dans la dernière partie de la guerre, la guerre psychologique américaine est complétée par l'irruption de l'US Army comme troisième acteur, à côté de l'OSS et de l'OWI[41]. Après avoir longtemps résisté, les militaires américains finissent par accepter le principe d'une action psychologique opérationnelle – c'est-à-dire coordonnée étroitement avec les opérations régulières[42]. À l'approche du débarquement en Afrique du Nord, le grand état-major crée une Psychological Warfare Branch (PWB) sous le commandement du général Robert McClure, ancien attaché militaire à Londres et futur père des forces spéciales américaines[43]. L'organisme s'affirme, dès ses débuts, comme résolument interallié, intégrant officiers et civils de l'OWI, de l'OSS, du PWE et du MOI, et même, à partir de 1943, une « section d'attaque du moral des armées ennemies » de l'état-major de la France libre[44].

Sous la férule de McClure, le capitaine britannique Con O'Neill, rattaché à la section allemande du PWE, met ainsi au point les premières « équipes de propagande de combat », sur le modèle desquelles la PWB développe ensuite des compagnies chargées d'accompagner les divisions régulières en appui aux opérations en Afrique du Nord puis en Italie[45]. Déployées au plus près des combattants, ces unités ont pour mission d'inciter l'ennemi à la reddition par différents moyens de façon à affaiblir sa volonté de combattre. Les résultats positifs de cette expérience interalliée conduisent à l'expansion de la PWB au théâtre européen sous le nom de Psychological Warfare Division (PWD), placée en février 1944 sous l'autorité du grand quartier général d'Eisenhower.

« L'Action » de la France libre

Aux yeux de certains membres de la France libre, l'action paramilitaire clandestine est vite apparue comme un outil unique pour s'assurer un rôle central en dépit de la faiblesse de ses moyens matériels[46]. Suivant le schéma déjà tracé par Churchill, la stratégie française de guérilla se développe sur deux axes : d'une part, le grand-œuvre stratégique, consubstantiel à l'identité de la France libre, que fut le développement de la Résistance ; et

d'autre part, le développement d'un outil militaire spécialisé dans l'action non linéaire, largement formé et encadré par les Britanniques.

En ce qui concerne la Résistance, il convient d'emblée de rappeler que l'action violente et le sabotage sont restés minoritaires au regard des autres formes de mobilisation, et même parmi ces opérations, seule une partie devait résulter de l'action extérieure du SOE et de la France libre. Dès l'invasion de l'URSS au printemps 1941, les « groupes spéciaux » du parti communiste français, vite rebaptisés Francs-tireurs et partisans, sont en effet pris en main par Charles Tillon pour inaugurer une lutte armée qui demeurera sans lien avec les anglo-gaullistes jusqu'à leur intégration aux Forces françaises de l'intérieur (FFI) en 1944. D'une manière plus générale, l'historiographie a depuis longtemps souligné les limites de l'influence gaulliste sur la Résistance, « née spontanément des entrailles de la société[47] ».

Si l'on se concentre néanmoins sur la guerre subversive menée depuis Londres, celle-ci fut principalement le produit des services spéciaux, fondés à l'été 1940 sous le terme militaire traditionnel de « 2e Bureau » et confiés à un jeune polytechnicien du nom d'André Dewavrin, plus connu sous son pseudonyme de Passy[48]. Initialement présentée comme un service de renseignement, l'officine s'étend au printemps 1941 au domaine de « l'Action », ce dont témoigne l'adoption l'année suivante du nom de Bureau central de renseignement et d'action (BCRA). Dès ses débuts, « l'Action » est entièrement dépendante du SOE, depuis la formation de ses agents jusqu'à leur rapatriement, en passant par leur équipement, leur infiltration et leur transmission. La liaison avec les Britanniques est assurée à partir de juin 1941 par la section dite « RF », placée sous la direction d'un officier britannique francophile, Eric Picquet-Wicks. Le gaullisme apparaît alors comme un vecteur de pénétration utile au SOE pour le développement d'une résistance patriotique légitime aux yeux des Français.

La dépendance de la France libre à l'égard du SOE n'a pourtant rien de réciproque : avant même l'établissement de la section RF, une section F avait été mise en place pour développer unilatéralement l'action en France[49]. Incarnée par la figure de Maurice Buckmaster, son chef à partir de la fin 1941, cette branche indépendante entretint logiquement avec le BCRA et la section RF des relations difficiles marquées par la méfiance et les rivalités[50]. Qu'il s'agisse d'opérateurs du BCRA ou d'agents français de

la section F, le concept d'emploi de l'Action clandestine reste donc marqué par le modèle britannique. Ce transfert de savoirs s'effectue *via* le système de formation mis en place dès l'automne 1940 par Colin Gubbins, déjà auteur des manuels britanniques sur la guérilla[51].

Le cursus des Special Training Schools (STS) était commun, pour l'essentiel, aux Britanniques, Français, Belges, Néerlandais, Norvégiens, Polonais, Tchèques, Serbes, Grecs ou encore Albanais impliqués dans le SOE[52]. Il impliquait généralement un entraînement commando à la STS 21 d'Arisaig House en Écosse, complété par un stage de parachutisme à l'école de saut Ringway (STS 51), avant de s'achever sur les « *finishing schools* » (STS 31 à 37), situées près de Beaulieu dans le sud de l'Angleterre, qui dispensaient une formation approfondie à la clandestinité. Les futurs agents y apprennent par exemple les principes du secret et de la sécurité opérationnelle (cloisonnement des cellules, fausses identités), l'organisation des mouvements de résistance et des organes de répression (Gestapo, Abwehr, etc.) ainsi que leurs méthodes, y compris les interrogatoires, et l'attitude à adopter en cas d'arrestation. Des éléments de cryptologie ou encore de formation à la propagande y sont également dispensés par le PWE[53].

La STS 36, créée par le capitaine Bergé, premier agent du BCRA à être parachuté en France en mars 1941, est spécifiquement dédiée aux Français. Quoique essentiellement britannique dans sa conception, elle est placée sous le double contrôle du BCRA et du SOE, attestant ainsi, par-delà les tensions politiques, d'une réelle intégration en termes de doctrine[54]. Cette formation de plusieurs mois n'a rien de commun avec l'entraînement militaire minimaliste dont jouissent alors l'essentiel des combattants de la Seconde Guerre mondiale. Les Français passés par ce système de formation en resteront marqués à jamais[55]. L'impact émotionnel sur ces jeunes volontaires et les liens noués alors avec leurs instructeurs et camarades britanniques vont constituer un important support social de la communauté de pratiques irrégulières en Occident.

S'il est nécessaire de les distinguer des forces clandestines, le développement des « forces spéciales » leur est inextricablement lié. Ainsi, alors que les Français développent *via* le SOE leurs moyens d'action subversive, ils bénéficient de l'apport britannique dans le domaine des commandos. C'est ainsi qu'il faut comprendre la création au sein des

Forces françaises libres (FFL) de la première Compagnie d'infanterie de l'air (CIA), formée à l'automne 1940 comme une unité parachutiste mais dont les membres sont employés en mars 1941 pour réaliser une mission BCRA-SOE[56]. C'est au retour de cette mission que la 1re CIA est envoyée sur le théâtre méditerranéen, où elle intègre le tout nouveau régiment des SAS sous la forme d'un French Squadron. Entraînés, équipés et opérationnellement intégrés avec les Britanniques, ces combattants français obtiennent, à partir de l'été 1942, des résultats très importants sur les arrières allemands en Crète et en Libye, s'attaquant avec succès aux terrains d'aviation[57]. Ce premier exemple de forces spéciales françaises devait faire florès après le débarquement allié en Afrique du Nord, à la suite duquel est créé, sous l'impulsion du général Giraud, un corps franc d'Afrique pour prendre part aux combats de Tunisie. Il engendre à son tour les commandos d'Afrique, entraînés à l'été 1943 par les Britanniques au Club des Pins près d'Alger, qui n'est autre qu'une école de formation du SOE.

Un autre exemple emblématique de cette influence britannique est sans doute la création au printemps 1942 du premier commando français de fusiliers marins, sous le patronage de l'amiral Muselier et de l'enseigne de vaisseau Philippe Kieffer[58]. Entraînés au camp écossais d'Achnacarry, les hommes de Kieffer intègrent le commando 10 (inter-allié) et participent au raid sur Dieppe en août 1942. En dépit de leur affiliation administrative à la France libre, les « *troops* » de Kieffer demeurent, au point de vue opérationnel et même culturel – devise, port du béret, traditions régimentaires –, une unité entièrement britannique jusqu'aux opérations en Hollande au printemps 1945[59].

C'est aussi le cas des « SAS français », rapatriés d'Afrique du Nord et intégrés en 1943 à la nouvelle brigade SAS[60]. Ces derniers sont commandés par des personnalités qui vont marquer l'histoire française de l'après-guerre : Pierre Fourcaud, issu du BCRA et futur fondateur du service Action (SA) ; Pierre-Yvon Château-Jobert dit « Conan », officier phare des campagnes d'Indochine et d'Algérie devenu renégat dans l'OAS ; Jacques Pâris de Bollardière, futur commandant des troupes aéroportées en Indochine et en Algérie ; ou encore Pierre Dabezies, futur officier du service Action[61]. Entièrement intégrés eux aussi à la chaîne de commandement britannique, ils sont parachutés en France dès le 6 juin 1944. Bien qu'à la différence des agents clandestins, les SAS portent

l'uniforme, leur proximité avec les maquis les rapproche souvent des opérateurs du SOE, du BCRA et de l'OSS, nouveau venu américain dans l'action clandestine[62].

Des partisans américains ?

Si, à partir de 1944, la contribution militaire américaine à l'effort de guerre général dépasse celle des Britanniques, cette assertion mérite d'être nuancée dans le domaine de l'action clandestine et paramilitaire. Deux années d'expérimentation ont donné aux Britanniques une avance considérable en la matière. Comme dans le cas de la guerre psychologique, c'est le colonel Donovan qui joue un rôle de précurseur dans le choix américain d'adopter les procédés britanniques. Avant même l'entrée en guerre des États-Unis, Donovan envoie en Grande-Bretagne un de ses associés, Millard Goodfellow, pour y observer les pratiques et l'instruction du SOE. Espérant faire « bonne impression » sur les Américains et ainsi obtenir un soutien matériel, les Britanniques n'hésitent pas à partager leurs savoirs[63]. À l'automne 1941, le SOE prépare même la création d'une Special Training School au Canada dans l'optique de recevoir d'éventuels stagiaires américains[64]. Construite sur les terres inhospitalières de l'Ontario comme une réplique miniature de l'ensemble des écoles du SOE, la STS 103, également connue sous le nom de « camp X », ouvre ses portes le 9 décembre 1941, à point nommé pour former les nouvelles « forces de guérilla » proposées par Donovan au président Roosevelt au lendemain de l'attaque de Pearl Harbor[65]. Même après la mise en place par la branche « *special operations* » (SO) de l'OSS de centres de formation sur le territoire américain, le cursus reste calqué sur celui des STS et continue de bénéficier d'instructeurs britanniques[66]. Un rapport de l'OSS de juillet 1943 va même jusqu'à affirmer que « le déploiement sur le terrain d'agents n'ayant subi que le seul entraînement de l'OSS serait suicidaire[67] ».

En parallèle, l'armée régulière s'est elle aussi laissée séduire par l'idée de forces spéciales. En avril 1942, le général George Marshall, chef d'état-major de l'US Army, décide de détacher un officier américain, le colonel Lucian Truscott, pour piloter une mission de liaison auprès des commandos britanniques qu'il a eu l'occasion d'observer à l'entraînement. Après

quelques semaines, Truscott propose d'adopter le modèle et de créer des « commandos américains ». Eisenhower, encore adjoint de Marshall au War Department, juge le terme de « commando » trop britannique et propose de lui substituer celui de « *ranger* », en référence aux irréguliers de Robert Rogers lors de la guerre d'indépendance[68]. Ce vernis folklorique ne peut pourtant pas cacher les origines britanniques du concept d'emploi de la nouvelle unité. Officiellement créé en juin 1942, le 1st Ranger Batallion est immédiatement envoyé au château d'Achnacarry pour y suivre l'instruction des commandos britanniques. Alors que trois autres bataillons sont créés en prévision du débarquement de Normandie, l'Écosse reste un passage obligé, contribuant à forger l'identité tactique de l'unité ainsi que ses liens interalliés[69]. Dans la pratique cependant, et contrairement aux forces spéciales françaises, les rangers ne sont pas intégrés aux forces britanniques et ne combattent que rarement aux côtés des commandos – à l'exception du raid sur Dieppe qui constitue également leur premier fait d'armes[70].

De même, les interactions entre OSS-SO et SOE sont limitées par un partage géographique organisé par l'accord signé entre les deux organisations en septembre 1942 en vertu duquel les Britanniques gardent la primeur en Asie du Sud-Est, en Afrique subsaharienne et dans les Balkans, tandis que les Américains ont la main sur la Chine, le Pacifique et l'Afrique du Nord[71]. Le théâtre européen en revanche est une responsabilité partagée, qui voit la mise en place en janvier 1944 d'une direction conjointe sous le titre de Special Forces Headquarters (SFHQ). Cette fusion permet ainsi aux Américains de « faire leur entrée dans de nombreuses sections du SOE, leur intelligence, leur enthousiasme et leur originalité compensant leur manque d'équipement, de formation et d'expérience[72] ».

La génération « Jedburgh »

Alors que l'occupation allemande en Europe de l'Ouest se fait de plus en plus insupportable (rationnement, travail forcé, exactions, déportations), une nouvelle forme de résistance se développe, notamment en France, sous le nom de « maquis ». Ces zones de guérilla rurale sont surtout le produit de l'afflux de réfractaires du Service du travail obligatoire (STO). Pour spontanés qu'ils soient, les maquis correspondent précisément aux

développements envisagés dès 1939 par les manuels de Gubbins. Établis dans des reliefs accidentés ou des forêts, ils atteignent début 1944 un effectif remarquable de 40 000 hommes, répartis sur tout le territoire français[73]. Pour le BCRA, qui entend les contrôler par l'intermédiaire des Mouvements unis de la Résistance (MUR), il n'est cependant pas question de donner libre cours à l'« insurrection nationale » que réclame Emmanuel d'Astier de La Vigerie, fondateur de *Libération-Sud* et commissaire à l'Intérieur. La liquidation brutale du maquis des Glières par la Wehrmacht au printemps 1944 est un douloureux rappel de la précarité de ces forces irrégulières face à une armée moderne[74].

À la différence de ce que l'on peut observer dans les Balkans et, dans une moindre mesure, sur le front de l'Est, l'objectif opérationnel des maquis en Europe occidentale n'est donc pas de libérer des régions entières, mais de servir de forces d'appoint, jouant un rôle de ralentisseur, de diversion ou de renseignement au profit des troupes régulières dont le débarquement approche à grand pas. C'est dans cette optique qu'est montée l'opération *Jedburgh.* Développée initialement par le seul SOE, puis en coopération avec l'OSS et le BCRA, elle a pour principale mission de développer le potentiel militaire des maquis en vue de fixer les forces de l'Axe loin des côtes au moment du débarquement de Normandie. L'équipe Jedburgh est composée de trois membres : un officier anglais (SOE) ou américain (OSS), un officier français dépendant du BCRA – bientôt rebaptisé Direction générale des études et recherches (DGER) – ainsi qu'un opérateur radio de l'une des trois nationalités. Au nombre de quatre-vingt-treize, ces équipes spéciales sont parachutées en Bretagne et en Normandie dès le 6 juin 1944, puis sur l'ensemble du territoire, pour établir une liaison radio permanente entre le SFHQ et les groupes de résistants de manière à permettre une planification et surtout une manœuvre hybride combinant les actions régulières et irrégulières[75].

Les Jedburghs ne sont certes pas les seuls à pratiquer la guérilla au cours de la bataille de France, les SAS franco-britanniques ou encore les Operational Groups (OG) de l'OSS opèrent en formations plus importantes d'une trentaine d'hommes, soit en autonomie, soit en liaison avec les maquis sur des objectifs sensibles qu'ils ne sauraient atteindre seuls[76]. Les Jedburghs ont cependant une mission plus large et de plus long terme visant à « s'intégrer aux maquis locaux, former des combattants, à l'origine des

civils sans instruction militaire, et les mener au combat[77] ». Cette dimension à la fois irrégulière, presque politique – dans le Morbihan, un officier Jedburgh assurera même la fonction de directeur du comité départemental de libération[78] – et en même temps profondément militaire – recrutement limité aux officiers et sous-officiers, port de l'uniforme, etc. – fait de l'expérience Jedburgh une passerelle unique entre centurions et partisans qui devait laisser des traces institutionnelles bien plus durables que leur seul impact opérationnel.

L'autre dimension notable de l'opération *Jedburgh* est son caractère intégralement interallié, depuis le recrutement et l'entraînement jusque dans le commandement et les opérations. À la suite d'un premier tri opéré par le SOE, l'OSS et la DGER en accord avec leurs états-majors respectifs, les candidats volontaires suivent le cursus habituel des formations commandos en Écosse avant d'être acheminés, à partir de décembre 1943, au manoir de Milton Hall, dans le Cambridgeshire, spécialement réquisitionné pour l'opération. Pour des raisons de sécurité ce dernier ne devait pas recevoir la nomenclature STS, même s'il a toutes les caractéristiques des « *finishing schools* » du SOE[79]. Une spécificité notable de Milton Hall est le mode de formation des équipes, laissé au choix même des futurs opérateurs, en fonction de leurs affinités personnelles. L'ancien Jedburgh français Jean Sassi se souvient ainsi que « sachant qu'il devait obligatoirement y avoir un Français par trio, il revenait aux deux autres, Américain et/ou Britannique, de le courtiser[80] ». Ce mode de sélection hétérodoxe devait encore renforcer le sentiment de fraternité d'armes interalliée entre les différents opérateurs et explique en partie le maintien de ces liens après guerre. L'expérience séminale de la « génération Jedburgh » devait en effet se prolonger bien au-delà de la victoire du 8 mai et persister au cours des années, voire des décennies suivantes, comme un modèle occidental de stratégie irrégulière.

La grande démobilisation

En dépit de son ombre portée considérable, la première génération d'organismes occidentaux de guerre irrégulière ne va pas survivre à la cessation des hostilités en 1945. Peu enclin à prendre en compte les innovations stratégiques de ces agences, hors normes au regard des activités

traditionnelles de la diplomatie et de la défense, l'establishment politico-militaire occidental procède rapidement au démantèlement de cette jeune communauté, sacrifiée sur l'autel de la démobilisation et du retour à la paix. Ce reflux procède aussi de ce que les services et unités de guérilla, d'action clandestine ont souvent érigé en identité leur non-conformisme et leur large autonomie opérationnelle, renvoyant ainsi aux yeux de nombreux décideurs la désagréable image d'« armées privées », assez opaques et à la loyauté institutionnelle douteuse. Il en va de même des différents organes de propagande et de guerre psychologique qui sont systématiquement démantelés sous la pression de la presse et de l'opinion publique, voyant dans le « maintien d'agences destinées à la manipulation de l'opinion […] l'apanage de dictatures totalitaires[81] ».

Le Royaume-Uni qui s'était très tôt illustré par le développement d'un appareil stratégique de guerre irrégulière est aussi l'un des plus prompts à le démanteler. Sur le plan militaire, la brigade SAS est la première à disparaître, victime de l'establishment militaire qui lui reproche un élitisme dangereux pour la cohésion de l'armée, une tradition d'autonomie opérationnelle et un manque de discipline inacceptable pour l'institution, ainsi qu'un coût d'entraînement et d'équipement exorbitant au regard de ses effectifs. Plaidant pour sa cause, le général Calvert, commandant la brigade, n'obtient pas davantage qu'un accord de principe sur le maintien d'un régiment de réserve. Dès septembre 1945, les 3e, 4e et 5e régiments SAS sont réintégrés aux armées françaises et belges. Quant aux 1er et 2e régiments, intégralement britanniques, ils sont dissous le 4 octobre 1945[82].

Un sort similaire attend le SOE, quintessence du modèle britannique de guerre irrégulière, qui paye en 1945 le prix de ses inimitiés bureaucratiques[83]. Né d'une fusion entre certains services du SIS d'une part, et du War Office d'autre part, le SOE cristallise les appétits et le ressentiment de ces deux institutions qui tolèrent mal ses attributions aussi bien politiques que militaires sous le seul contrôle du Premier Ministre[84]. En dépit de son plaidoyer en faveur d'un maintien du service pour trois ans, lord Selborne, ministre de tutelle du SOE, est incapable de convaincre Whitehall de l'utilité de son organisme dans le monde de l'après-guerre. La défaite de Churchill aux élections générales en juillet fait également perdre à l'organisation l'un de ses plus fervents défenseurs. Sur décision d'un

comité *ad hoc* présidé par Victor Cavendish-Bentinck, diplomate de carrière hostile depuis longtemps à Baker Street, il est proposé que le SOE soit intégré au SIS. Mais le désintérêt de l'Intelligence Service pour l'action paramilitaire est si évident que sa première décision est de créer un « *liquidation party*[85] », qui limoge la quasi-totalité des effectifs et prononce la dissolution définitive du SOE le 15 janvier 1946[86].

Quant au PWE, petite sœur du SOE dédiée à la propagande subversive, il est également dissous[87]. Lorsqu'à la fin août 1945, le nouveau Premier Ministre Clement Attlee se voit proposer de maintenir une capacité résiduelle de propagande clandestine au sein du SIS, il répond n'avoir « aucun désir de présider à un quelconque Komintern britannique[88] ». Ses employés rejoignent pour certains le monde de la publicité, du marketing et de la communication, tandis que les autres réintègrent la BBC, le Foreign Office ou les services de renseignement. Le démantèlement de l'appareil de guerre psychologique touche également le ministère de l'Information remplacé en décembre 1945 par un Central Office of Information (COI), « simple organisation technique[89] » ayant pour tâche de relayer les informations administratives et non plus de délivrer un message politique.

Aux États-Unis, un phénomène similaire vient frapper les organes de propagande nés de la Seconde Guerre mondiale[90]. Sous la pression conjuguée du Congrès et de la presse, le président Harry Truman signe dès le 31 août 1945 le décret de dissolution de l'Office of War Information (OWI). Seule une petite partie du personnel est transférée au Département d'État, dont les programmes d'information subissent également des coupes sombres[91]. La radio Voice of America, qui émettait en 1945 dans plus de quarante langues, se voit réduite à vingt-trois langues et amputée des deux tiers de ses crédits[92]. L'OSS, qui assurait pendant la guerre les fonctions de service de renseignement aussi bien que d'opérations spéciales et de guerre psychologique, ne s'en tire guère mieux. Malgré les efforts de Donovan pour sauver le service spécial, ce dernier est entièrement dissous par décret le 27 août 1945[93]. Tout comme en Grande-Bretagne, l'équipe au pouvoir s'est renouvelée et le nouveau président, peu rompu aux affaires internationales, se méfie de la relation privilégiée que Donovan entretenait avec son prédécesseur. L'OSS se heurte enfin lui aussi à des jalousies bureaucratiques du War Department et du State Department, ainsi que du FBI de Hoover.

Truman et son entourage sont pourtant bien conscients de la nécessité de conserver dans le monde de l'après-guerre un service assurant au moins des fonctions de renseignement extérieur[94]. Un organe résiduel est créé sous le nom de Strategic Services Unit (SSU), mais celui-ci est entièrement tourné vers le renseignement. Les branches « *special operations* » (SO) et « *morale operations* » (MO) qui comptaient encore quelques mois plus tôt des milliers d'opérateurs, sont ainsi réduites à un nombre dérisoire de « trois personnes » ayant pour tâche de « compiler et d'étudier les développements étrangers dans le domaine de la propagande et du sabotage et de préserver les techniques mises au point par l'OSS[95] ». William Colby, ancien Jedburgh et membre de la branche SO, témoigne ainsi de l'état d'esprit de l'époque :

> Les agents paramilitaires, les guérilleros comme […] moi-même, on ne voyait vraiment pas ce que nos talents pouvaient apporter aux services secrets du temps de paix : on nous donna donc le choix entre la poursuite d'une carrière militaire traditionnelle ou la démobilisation[96].

Seuls certains aspects militaires de la guerre psychologique américaine subsistent. Créée en 1944, la Psychological Warfare Division du général McClure voit sa mission prolongée en Allemagne de l'Ouest où elle s'engage activement dans la campagne de dénazification. Jusqu'à la fin 1946, McClure y supervise l'ensemble des médias allemands (presse, radio, théâtres, cinémas, éditeurs et librairies). Néanmoins, le gouvernement militaire américain abandonne progressivement ces tâches au fur et à mesure que se reconstruit un État allemand et que la démobilisation suit son cours[97].

La France enfin, n'échappe pas à la règle. Certes, le Gouvernement provisoire de la République française avait initialement affiché de réelles ambitions en matière de propagande. Bâtissant sur les structures de la Résistance et de la France libre, toutes deux empreintes de l'importance de la guerre psychologique, un ministère de l'Information est créé sous la direction de Pierre-Henri Teitgen avec des moyens considérables et de larges attributions (autorisations de paraître, rationnement du papier, services d'information à l'étranger, etc.). Jacques Soustelle, successeur de Teitgen, convoque chaque matin les directeurs de la radiodiffusion française et de l'Agence France-Presse pour leur donner ses « commentaires sur

l'actualité[98] ». Il ne parvient pourtant pas à éviter « la ruine du ministère de l'Information tel qu'il avait été envisagé à la Libération et la dispersion presque totale au sein des ministères spécialisés, des services qui lui étaient rattachés[99] ». Si le titre de ministère est maintenu, il est largement vidé de sa substance et de ses crédits. Cette dissolution se fait sans regret tant elle semble s'inscrire dans le mouvement général de la démobilisation et épouser des aspirations libérales du nouvel ordre démocratique[100].

En ce qui concerne l'action paramilitaire, on assiste là aussi à une quasi-liquidation du service Action de la DGER. De fait, ce dernier avait multiplié les inimitiés auprès de la hiérarchie militaire ainsi que du service de renseignement, son *alter ego* et rival. Alors que la DGER est rebaptisée Service de documentation et de contre-espionnage (SDECE) en janvier 1946, une violente campagne de presse vient accuser son directeur, le colonel Dewavrin, chef historique des services spéciaux de la France libre, d'avoir détourné des fonds durant la guerre pour financer le mouvement gaulliste. Passy est alors remplacé par Henri Ribière, député socialiste de l'Allier, qui fait vite savoir son opposition au principe d'un SA pratiquant la subversion et la guérilla dont il estime qu'elles sont des missions relevant avant tout des forces armées[101].

Certains espèrent cependant mettre « sous cocon » les savoir-faire développés au prix fort au cours de la guerre. En novembre 1945, l'ancien Jedburgh Paul Aussaresses est ainsi affecté à un centre de démobilisation situé à Pezou dans le Loir-et-Cher, où il est placé sous l'autorité du colonel Éon, proche de Dewavrin. L'idée d'Éon est de « repiquer », parmi les vétérans du SA, les cadres d'une hypothétique 24^{e} division aéroportée, formant l'embryon de futures forces spéciales. Pour constituer ce fichier, Aussaresses établit un questionnaire « inspiré par [son] passage aux Jedburghs [en demandant] à chaque membre du détachement de désigner leur chef éventuel ou leur second, ce qui permettait d'esquisser la formation d'équipes[102] ». Ce projet ne résiste pourtant pas aux lois de dégagement des cadres militaires de novembre 1945 et d'avril 1946 qui conduisent à une réduction drastique du volume d'officiers.

Au printemps 1946, les organismes de guerre irrégulière nés de la Seconde Guerre mondiale sont donc pratiquement tous liquidés ou mis en sommeil par les trois puissances occidentales. En dépit d'un lobbying intensif, leur marginalité doctrinale et bureaucratique ne leur permet pas de

survivre à la méfiance des institutions traditionnelles à l'égard de ces « armées privées ». Un savoir-faire résiduel est cependant conservé sous la forme d'organisations croupions ou d'associations de vétérans, plus ou moins formelles, destinées à permettre une rapide réactivation de ces réseaux en cas de menace. L'avènement de la guerre froide et la prise en compte d'un péril soviétique global va en permettre la résurrection.

Chapitre 3

Guerre froide, propagande et subversion (1946-1954)

L'expérience de la Seconde Guerre mondiale a fait de la propagande un mal nécessaire aux yeux des démocraties occidentales, un instrument des dictatures totalitaires qu'il convenait de retourner contre ses auteurs. Il n'est donc pas surprenant que le premier réflexe à la fin des hostilités ait été d'y mettre un terme et de revenir à une pratique plus libre de l'information. Pourtant, si les principaux organes de la guerre psychologique sont démobilisés, la mise en place de la guerre froide va vite freiner cet élan. Dès lors que le traumatisme des guerres totales et la crainte progressive d'une apocalypse nucléaire interdit toute confrontation directe entre les blocs, c'est sur un mode indirect que les camps vont désormais s'affronter, avec des moyens, non plus conventionnels, mais politiques, économiques et, le cas échéant, paramilitaires ou clandestins. Dans ce nouvel arsenal de guerre froide, la propagande et la subversion émergent vite comme des instruments stratégiques de premier ordre en vue de « renforcer [la] volonté de vaincre et d'affaiblir le moral de l'ennemi[1] ». Pour y parvenir, les nouvelles formes de guerre psychologique vont s'adresser à la population de manière directe par le biais de la propagande, qui reste leur arme première, mais également de manière indirecte en exerçant une influence sur les « corps intermédiaires » (partis politiques, syndicats, médias ou

intellectuels), contribuant ainsi à immiscer le conflit dans toutes les sphères de la société civile.

La guerre psychologique, expression centrale de la guerre froide

Les tensions diplomatiques nées des grandes conférences de la paix de 1945 et 1946 et de l'inquiétude des autorités militaires alliées face aux « prises de gage » soviétiques en Europe centrale ne sont pas les seules causes de la guerre froide. Celle-ci trouve ses racines dans une lutte idéologique ancienne, entamée dès 1917, entre communisme et démocratie libérale et où la propagande a toujours fait figure d'arme primordiale dans ce qui fut très tôt perçu comme une « bataille de l'esprit[2] ». Et pour cause, déjà en 1919, Georges Clemenceau inventait l'idée d'un « cordon sanitaire » autour de la Russie bolchevique pour empêcher toute propagation de sa révolution. Diplomate américain à Moscou, George Kennan ne dit pas autre chose dans son « long télégramme » de 1946 au cours duquel il affirme pour la première fois la nécessité d'un endiguement (*containment*) de l'Union soviétique[3]. Mais si dans les années vingt, la marge de manœuvre révolutionnaire demeurait étroite, le chaos politique de l'après-guerre et l'héritage des occupations allemandes bouleversent profondément le rapport de force idéologique. Le prestige du communisme, né de son rôle de premier plan dans les résistances européennes comme du prix exorbitant payé par l'Union soviétique dans la lutte contre l'Allemagne hitlérienne, rend plus efficace encore la puissante machine de propagande à la disposition de Moscou.

Si la convalescence matérielle de l'URSS et le monopole atomique des États-Unis semblent écarter pour l'heure une menace militaire, les renseignements américains estiment dès 1946 que la stratégie soviétique est désormais de « saper l'unité de pays étrangers en discréditant leur gouvernement, de fomenter la discorde et de promouvoir l'agitation intérieure de façon à réduire leurs forces économiques et militaires et à [obtenir] l'adoption de politiques étrangères favorables à l'URSS[4] ». Les services britanniques arrivent à la même conclusion, mettant eux aussi en garde contre une stratégie d'« extension de l'influence [soviétique] partout

où cela sera possible, sans provoquer de guerre ouverte[5] ». La France accepte en revanche plus difficilement l'idée d'une menace subversive soviétique. En 1946, ses diplomates s'en tiennent toujours au maintien de l'alliance russo-occidentale, posture qui s'explique en partie par les impératifs intérieurs du tripartisme avec des ministres communistes au gouvernement[6]. Cet entre-deux ne survit pas à l'année 1947 qui voit la France « entrer en guerre froide » sous les influences conjuguées de la guerre d'Indochine dès janvier, du plan Marshall et de l'exclusion des ministres communistes en juin, de la création du Kominform en septembre, et enfin de l'affaire du camp de Beauregard en novembre, sur fond de « grèves insurrectionnelles » encadrées par la CGT, qui conduisent le ministre de l'Intérieur Jules Moch à réquisitionner l'armée pour venir en aide à la police dépassée[7]. Ces mouvements sociaux réactivent en France le mythe d'une « cinquième colonne », profondément ancré dans la mémoire collective de la défaite de 1940[8].

Champions du monde occidental, les États-Unis sont les premiers à reconnaître l'importance de l'enjeu psychologique dans le nouvel affrontement. Dans son discours au Congrès de mars 1947, Truman avait proclamé haut et fort sa volonté de résister à l'expansionnisme soviétique en Grèce et en Turquie. Il apparaît pourtant vite que la stratégie de *containment* n'est pas seulement d'ordre géopolitique. Convaincu du caractère essentiellement idéologique du régime soviétique ainsi que de la vulnérabilité des sociétés démocratiques à sa propagande, l'architecte de la doctrine Truman qu'est George Kennan entend bien tirer parti des méthodes de « guerre politique[9] » (*political warfare*) pour s'opposer aux menées communistes aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des pays menacés. Ce continuum correspond à l'arrivée à maturité d'une réflexion entamée dès la fin de la Première Guerre mondiale autour du concept de « sécurité nationale[10] » qui brouille les catégories traditionnelles de la guerre et de la paix. Cette mutation est incarnée par le vote en juillet 1947 du *National Security Act*, qui crée d'un même coup le National Security Council (NSC), le département de la Défense et la Central Intelligence Agency (CIA), trois organes chargés d'adopter une vision englobante de la politique de sécurité. C'est dans ce nouveau cadre que sera désormais élaborée la grande stratégie américaine, combinant pour la première fois en temps de paix, ou plus

exactement de « guerre froide », les activités politiques, diplomatiques et militaires de l'État fédéral.

La première manifestation de cette grande stratégie américaine est la mise en œuvre du plan Marshall. Conscient de ce que la précarité économique et sociale de l'Europe servait directement les intérêts des communistes, le secrétaire d'État George Marshall se propose d'employer toute la puissance financière des États-Unis pour ramener la prospérité en Europe[11]. La réaction est vive du côté soviétique, qui voit dans ce programme une tentative de mainmise économique sur l'Europe. Avant même l'adoption du plan par les gouvernements européens, Moscou déclenche une offensive psychologique majeure soutenue par ses relais politiques et syndicaux et coïncidant avec la création du Kominform, annoncé à la conférence des partis communistes européens de Szklarska Poreba en septembre 1947. Alors que se répand l'agit-prop communiste, Washington fait de la guerre psychologique une priorité. L'une des premières décisions du National Security Council est la mise en place d'une « politique d'information » reposant sur deux volets (NSC 4 et NSC 4-A) : d'une part, une campagne publique de contre-propagande conduite par le Département d'État, qui se dote pour l'ocasion d'un sous-secrétaire d'État aux Affaires publiques en la personne d'un ancien fonctionnaire de l'OWI, Edward Barrett ; d'autre part, une stratégie clandestine de guerre psychologique assurée par la CIA. Ce système bicéphale, recréant la séparation entre OWI et OSS, atteste nettement de la volonté de réactiver les méthodes acquises au cours de la dernière guerre[12].

Au Royaume-Uni également, la menace communiste suscite une réaction dans le domaine de la propagande. De fait, dans les années d'immédiat après-guerre, le Commonwealth a été ciblé par Moscou avec beaucoup plus de véhémence encore que les États-Unis. Renouant avec leurs vieilles rivalités géopolitiques en Perse et en Méditerranée orientale, les deux empires s'affrontent une fois de plus dans un « grand jeu » qui privilégie les approches indirectes. L'idée de réactiver un organe de « guerre politique » vient alors naturellement aux anciens membres du Political Warfare Executive restés dans l'institution, à l'instar de sir Ivone Kirkpatrick, qui siège désormais au « comité Russie[13] » du Foreign Office, ou encore par certaines personnalités influentes, tel sir Basil Liddell Hart, qui écrit en septembre 1947 :

> Nous devons organiser un service de guerre politique [Political Warfare Service] de premier ordre […]. Le fait est que nous sommes d'ores et déjà en guerre avec la Russie, mais que le Kremlin emploie une arme – la religion du Communisme – que nous ne cherchons pas à contrer comme nous devrions, et pourrions, le faire avec notre arme correspondante : la religion de la Liberté[14].

L'officialisation du Kominform et le durcissement des relations diplomatiques convainquent Bevin, jusqu'alors réticent, de relancer un appareil de propagande britannique. C'est au sein même du Foreign Office et dans le plus grand secret que naît en janvier 1948 l'Information Research Department (IRD)[15]. L'héritage de la Seconde Guerre mondiale est patent : placé sous la direction de Ralph Murray, ancien haut responsable du PWE, le bureau se construit rapidement à partir d'un personnel essentiellement issu des milieux de la propagande du temps de guerre. Le principe du secret de la source – les productions de l'IRD sont non attribuables – combiné à la « politique de la vérité » est directement inspiré de l'expérience de guerre, tout comme la décision rapide d'établir un lien étroit avec la BBC. Mais l'IRD inaugure également de nouvelles techniques, plus indirectes, visant à façonner les opinions publiques sur le temps long en promouvant des ouvrages ou des films susceptibles d'attiser les sentiments anticommunistes. C'est par exemple à ce titre que les ouvrages de George Orwell comme *La Ferme des animaux* ou *1984* voient leur diffusion sponsorisée par l'IRD[16].

Il n'existe initialement en France aucune réaction de la sorte. Si le gouvernement Ramadier procède à l'exclusion des communistes du gouvernement en mars 1947, la fin des années quarante ne voit pas pour autant l'adoption d'une politique de contre-propagande assumée. Ainsi, la Radiodiffusion française, quoique sous l'autorité théorique du ministère de l'Information, ne cède pas sur la liberté d'expression et continue à donner une voix aux communistes sur ses ondes[17]. Cette réticence à embrasser la guerre psychologique est moindre chez les militaires, auprès desquels le mythe de la « cinquième colonne » est particulièrement répandu, pour cette nouvelle problématique. Un Service d'information militaire est ainsi créé dès le mois de décembre 1946, au sein duquel une « section de protection psychologique [est] destinée à s'opposer aux tentatives de déstabilisation dont pourraient être victimes les forces armées[18] ». En mars 1948, la *Revue Défense nationale* publie pour sa part l'un des tout premiers textes de

réflexion sur la « guerre psychologique[19] » signé de la plume d'un jeune polytechnicien, le capitaine Antoine Argoud, conseiller technique à l'état-major du général de Lattre, qui se fera par la suite connaître pour son action en Algérie et dans l'OAS. En se fondant sur les travaux de la « psychologie objective » de Pavlov, Tchakhotine et Le Bon, il entend « appliquer à des masses ou à des foules la théorie des réflexes conditionnés » et en appelle à un réveil de la France, qui doit, selon lui, emboîter le pas aux autres nations et s'engager, elle aussi, dans la guerre psychologique.

Une coopération anglo-américaine « proche et continue »

Tandis que le monde s'enfonce dans la guerre froide sous l'impact successif du coup de Prague et du blocus de Berlin en février et juin 1948, l'appareil américain de guerre psychologique réactive les savoir-faire liquidés en 1945 et déploie des moyens considérables. Sous l'égide d'Edward Barret, les programmes de Voice of America à destination du bloc de l'Est se développent quantitativement, avec l'installation de plus d'un millier d'émetteurs radio tout autour du bloc communiste (« *Ring Plan* ») qui visent à submerger le brouillage défensif soviétique. Les progrès sont aussi qualitatifs avec l'arrivée d'exilés d'Europe de l'Est et de meilleurs renseignements permettant de mieux adapter les programmes à leur audience[20].

La guerre psychologique fait également des progrès du côté de l'action clandestine. Alors qu'à sa création en septembre 1947, la CIA ne devait être consacrée qu'au renseignement et à l'analyse, l'adoption dès le mois de décembre de la directive NSC 4-A implique que l'Agence a vocation à se doter d'une capacité d'action clandestine, reprenant toutes les attributions de l'OSS d'avant 1945. Il faut cependant attendre l'été 1948 pour que soit créé l'Office of Policy Coordination (OPC), sous la direction de Frank Wisner, ancien chef de l'OSS dans les Balkans. L'OPC émerge alors comme un organe hybride, plus ou moins autonome de la CIA, à laquelle il n'est rattaché que nominalement. Il a pour tâche de réintroduire les « *morale operations* » et les « *special operations* » pratiquées pendant la guerre. Suivant une directive de George Kennan, devenu directeur du Policy Planning Staff, l'OPC est notamment chargé de procéder à la création de

« comités de libération[21] » formés d'exilés anticommunistes susceptibles de « servir de noyau à un mouvement de libération » des pays occupés par l'Union soviétique. C'est ainsi qu'en mai 1949 naît le National Committee to Free Europe (NCFE). Établi à New York sous le haut patronage de Kennan, ainsi que du secrétaire d'État Dean Acheson et du sous-directeur de la CIA, Allen Dulles, le NCFE s'affiche comme une association privée et indépendante dont le but n'est ni plus ni moins que de « préparer la restauration des libertés sociales, politiques et religieuses en Europe de l'Est[22] ». Sa présidence en revient à DeWitt Clinton Poole Jr., un ancien responsable de l'OSS, bon connaisseur de la Russie et des questions de propagande auquel va rapidement succéder Charles D. Jackson, ancien cadre de la Psychological Warfare Division devenu directeur de Time-Life International. En l'espace de quelques mois, le NCFE va rassembler de nombreux exilés de tous les pays d'Europe centrale et orientale et de toutes les tendances – à l'exception bien entendu des communistes[23].

À l'été 1950, le comité se dote d'un puissant outil de propagande : Radio Free Europe (RFE), une station non attribuable au gouvernement américain et disposant par conséquent d'une plus grande liberté opérationnelle que Voice of America[24]. Par ce biais, l'OPC entend faire souffler sur les démocraties populaires un vent de résistance et de subversion. Afin de justifier le financement de RFE qui s'installe à Munich dans des locaux dernier cri, le NCFE organise une vaste campagne de levée de fonds baptisée « *Crusade for Freedom* » mobilisant de célèbres figures, à l'instar des généraux Dwight Eisenhower ou encore Lucius Clay, le « vainqueur » du blocus de Berlin. Le but affiché est de sensibiliser le public à la situation des « nations captives » d'Europe de l'Est, selon une expression en vogue à l'époque[25].

En avril 1950, Truman annonce le lancement à grand frais de la « *Campaign of Truth* » qui vise à répondre à la campagne menée par le Mouvement mondial des partisans de la paix suite à l'appel de Stockholm, et étroitement contrôlé par le Kominform[26]. Orchestrée par les services d'information du Département d'État, la « contre-offensive psychologique » se heurte cependant au manque de coordination entre l'OPC, le Pentagone et l'Economic Cooperation Administration (ECA), responsable de la mise en œuvre du plan Marshall[27]. C'est afin de remédier à cette cacophonie institutionnelle qu'est créé en janvier 1951 le Psychological Strategy Board

(PSB) que Truman décrit alors comme le nouveau « quartier général de la guerre froide[28] ». Dépendant directement du National Security Council, le PSB a pour tâche de superviser l'ensemble des activités de propagande et de guerre psychologique, publiques ou clandestines, visant à lutter contre le communisme. À sa tête est nommé Gordon Gray, ancien secrétaire à l'Army et proche des réseaux militaires du Pentagone. Ce choix n'a rien d'un hasard : l'éclatement de la guerre de Corée en juin 1950 a en effet conduit l'US Army à recréer, elle aussi, une « organisation de guerre psychologique » qui avait été démantelée en 1945. Lorsque les GI's débarquent à Inchon, l'armée américaine ne compte guère plus qu'une demi-douzaine d'officiers qualifiés en matière de guerre psychologique : les compétences tactiques en matière de tracts aéroportés et de propagande opérationnelle ont pratiquement disparu. Face à un adversaire fortement idéologisé, motivé par d'omniprésents commissaires politiques, l'absence de moyens américains de guerre psychologique apparaît problématique.

Gordon Gray décide, dès janvier 1951, de nommer le général McClure – ancien commandant de la PWD en Europe – « chef de la guerre psychologique » pour l'US Army. Doté d'un petit département au Pentagone, ce dernier reçoit pour mission d'établir les concepts et de formuler des plans en vue de la mise en œuvre d'opérations psychologiques en temps de guerre. Mais McClure s'emploie surtout à mettre sur pied un Psychological Warfare Center, capable de bâtir une spécialité durable au sein de l'appareil de défense américain. C'est à Fort Bragg, en Caroline du Nord, qu'est inauguré en mai 1952 ce lieu crucial pour le développement des savoirs stratégiques irréguliers américains et occidentaux. Il y systématise, sur le modèle des unités de la PWD, le concept de compagnie haut-parleurs et de tracts (Loudspeaker and Leaflet Company), dont la première est envoyée en Corée à l'automne. Ces unités à vocation tactique sont complétées par un groupe de radiodiffusion et de tracts (Radiobroadcasting and Leaflet Group) à vocation plus stratégique – rédaction des tracts eux-mêmes, émissions radio destinées non seulement aux forces ennemies mais également à sa population. L'installation à Fort Bragg est enfin l'occasion pour McClure de récupérer de nouveaux crédits en matière de recherche opérationnelle. Il signe ainsi dès 1952 un contrat avec l'université Johns-Hopkins en vue de préparer des études à caractère

sociologique et culturel pour chacun des pays où les États-Unis seraient susceptibles de mener des opérations[29].

Les moyens considérables dédiés par les Américains à la guerre psychologique convainquent Londres de donner, dès l'automne 1949, la priorité à « la plus étroite association avec les États-Unis » dans ce domaine. En janvier 1950, le diplomate britannique Adam Watson est désigné comme représentant de l'IRD auprès du Psychological Strategy Board[30]. Ce dernier revient justement de quatre années à Moscou, où il s'est lié à George Kennan et Walter Bedell-Smith, nouvellement nommé directeur de la CIA. Dès son arrivée, Watson note le prestige dont la propagande britannique continue de jouir auprès des Américains[31]. Le sous-secrétaire d'État américain aux Affaires européennes, Llewellyn Thompson, rapporte ainsi que « les conclusions pénétrantes de M. Watson fondées sur l'expérience et la pratique britanniques […] rendront nos efforts plus efficaces[32] ». Les Britanniques sont pourtant déconcertés par l'énorme budget – 120 millions de dollars par an – que les États-Unis consacrent désormais à la guerre psychologique[33]. Il semble vite évident que le déséquilibre des moyens va profondément altérer la nature de leur coopération. Cette perspective de déclassement inquiète naturellement Whitehall, qui juge « primordial de pouvoir influencer les États-Unis dans leur propagande de la même manière que nous influençons leur politique étrangère[34] ». Le secrétaire d'État Dean Acheson rappelle d'ailleurs à Londres que « tous [ses] plans comptent lourdement sur la [capacité] britannique de guerre psychologique[35] ». L'érosion budgétaire ne permettra pourtant pas au Royaume-Uni de retrouver la place de mentor dont il jouissait jusqu'alors dans le domaine. C'est d'autant plus vrai qu'il n'est désormais plus seul aux côtés des Américains : depuis le début de la décennie 1950, la France a peu à peu émergé comme la troisième puissance de guerre psychologique occidentale.

La lente insertion de la France dans la stratégie occidentale

Si des signes avant-coureurs sont apparus en 1946 et 1947, c'est au cours de l'année 1948 que l'ingérence occidentale dans le domaine de la propagande fait son entrée massive sur le territoire français. Alors que la

jeune République ne semble pas capable de mettre en place de défense psychologique pour faire face aux entreprises de déstabilisation communistes, le représentant de l'IRD à Paris, Peter Tennant, estime que l'heure est venue d'agir sur le sol français :

> Si la détérioration se poursuit, le risque est grand que les Russes parviennent à leur fin de ruiner la France […]. Les mois à venir seront cruciaux, car si la France ne parvient pas à recouvrer une stabilité politique et économique, tous nos plans pour l'Europe tomberont à l'eau […]. Compte tenu de la détérioration de la situation politique et économique intérieure de la France, il faut examiner avec attention le travail que nous y faisons dans le domaine de l'information et voir comment nous pourrions, avec les meilleures chances de succès, contribuer au rétablissement du moral[36].

Le Royaume-Uni entend coopérer, dans cette perspective, avec son allié américain. Le diplomate britannique affirme ainsi avoir « consulté [son] collègue américain, William Tyler [agent de la CIA sous couverture diplomatique à Paris[37]], afin d'étudier la possibilité de mener une action commune ». La nouvelle coopération anglo-américaine dans le domaine de la propagande s'exprime ainsi en France dès 1948 dans le but d'éviter au pays de basculer dans le chaos. Il apparaît alors aux Anglo-Saxons que « seul un très grand effort de notre part pourrait produire quelque effet, or, un tel effort ne saurait résulter d'une action directe[38] ». C'est donc une « action indirecte » sur les corps intermédiaires (intellectuels, presse, syndicats, etc.) et non une campagne de propagande auprès de la population que tâchent d'entreprendre Britanniques et Américains pour contrer l'influence communiste en France.

Les entreprises américaines d'influence sur la société civile française sont aujourd'hui relativement bien connues et couvertes par la littérature. Trois axes d'efforts peuvent être identifiés : les syndicats, les intellectuels et le monde politique. L'action syndicale est la plus précoce. Elle débute dès 1945, lorsque le syndicaliste américain Irving Brown débarque à Paris pour y lutter contre la nouvelle Fédération syndicale mondiale (FSM), sous influence communiste. Ancien membre de la Labor Division de l'OSS, Brown vient tout juste d'être nommé délégué pour l'Europe du Free Trade Union Committee (FTUC), organe international de l'American Federation of Labor (AFL), principale centrale syndicale américaine, connue pour ses liens étroits avec l'administration Roosevelt[39]. Brown prend alors contact

avec des opposants français à la mainmise communiste sur la CGT, parmi lesquels Léon Jouheaux, fondateur en 1944 de la faction Force ouvrière et Robert Bothereau, à la tête de la faction Résistance ouvrière[40]. À la faveur des tensions engendrées par les grèves de 1947, Bothereau et Jouheaux parviennent à créer à la fin du mois de décembre une nouvelle centrale sous le sigle CGT-FO. Manquant cruellement de fonds pour son fonctionnement, FO reçoit, par l'intermédiaire d'Irving Brown, une importante aide financière du plan Marshall, mais aussi de l'OPC qui s'engage dès sa création dans le soutien aux syndicats non communistes dans toute l'Europe occidentale[41].

L'action sur les intellectuels français est particulièrement connue grâce aux travaux de Pierre Grémion sur le Congrès pour la liberté de la culture[42]. Il s'agit initialement d'un évènement regroupant à Berlin cent dix-huit intellectuels et personnalités non communistes, comme Arthur Koestler, Vladimir Nabokov, Karl Jaspers ou encore Bertrand Russell. Derrière son apparente spontanéité, cette initiative est en fait impulsée par un émigré estonien, Michael Josselson, ancien membre de la PWD et recruté par l'OPC en 1948[43]. L'une des conséquences du Congrès est le lancement à Paris de la revue *Preuves*, dont le premier numéro sort en mars 1951. Dirigée par François Bondy et activement soutenue par Raymond Aron, la revue devient vite le point de ralliement des intellectuels anticommunistes français. Grémion a mis en évidence les différents points qui sous-tendent la ligne éditoriale de la revue : « défendre l'Europe en appui sur les valeurs européennes » ; « éviter l'esprit de croisade […] mais donner des "preuves" de la situation du stalinisme » ; « penser le totalitarisme », concept qui, dans la lignée des travaux d'Hannah Arendt, permet de souligner les convergences entre communisme et fascisme ; et, enfin, offrir un « lieu de débat transatlantique », ainsi que l'illustre une première série de débats entre Raymond Aron et George Kennan[44].

Enfin, l'action américaine sur le monde politique français doit également être prise en compte, quoiqu'elle soit plus difficile à délimiter. Sur le plan de la guerre psychologique *stricto sensu*, il convient au moins de mentionner le lancement par le PSB, dès la fin de l'année 1951, d'une « stratégie d'opérations psychologiques pour la limitation du pouvoir communiste en France » connue sous le nom de plan Cloven[45]. Si les détails

de cette entreprise restent classifiés à ce jour, un rapport du PSB daté de septembre 1951 en fixe une liste d'objectifs très clairs :

> Détruire les positions privilégiées tenues par le parti communiste en France […] en induisant le gouvernement à priver le parti communiste de ses ressources matérielles ; réduire la puissance communiste au sein du mouvement syndical ; éliminer les communistes des postes à responsabilité dans les administrations publiques et l'économie nationale ; faire interdire les organisations communistes internationales et étrangères ainsi que les organisations écran[46].

La Grande-Bretagne poursuit, elle aussi, une action d'influence indirecte sur la société civile française. Par l'intermédiaire de son bureau à Paris, l'IRD met en place à la fin 1948 un réseau de *provincial information officers*, chargés de relayer la documentation anticommuniste de l'IRD auprès de la presse locale[47]. Paris n'est d'ailleurs pas dupe de ces influences extérieures. Ainsi lorsque l'« affaire Kravtchenko[48] » révèle pour la première fois au public français l'existence du goulag, le diplomate Jean Laloy demande à Tennant s'il ne pourrait pas l'aider à « faire baisser le ton[49] » aux journalistes trop véhéments. Cette demande, incongrue de la part d'un diplomate français à un confrère britannique, démontre bien que Paris n'ignore rien des ingérences de ce dernier.

L'absence d'entrain du gouvernement français à s'engager activement dans la lutte anticommuniste ne satisfait cependant pas les Anglo-Saxons. En mars 1949, l'ambassadeur américain Jefferson Caffery invite le président du Conseil Henri Queuille à « passer à l'offensive[50] » pour endiguer le succès grandissant du Mouvement de la Paix, lancé un an plus tôt par Charles Tillon, et qui se déchaîne alors contre le projet d'Alliance atlantique. Queuille rétorque qu'il ne dispose pas pour l'heure des moyens de lancer une contre-campagne mais promet d'y remédier très bientôt. La signature du traité de Washington en avril 1949 coïncide en effet avec un engagement plus profond de la France dans la guerre psychologique. C'est à cette époque par exemple que le SDECE établit « une section d'action psychologique assistée d'un comité scientifique réunissant d'éminentes personnalités[51] ». Le principal service de renseignement français revendique alors d'importants contacts avec ses homologues britanniques et américains, se fondant sur les réseaux de la Résistance dont sont issus un grand nombre de ses cadres.

Prolongeant ces développements confidentiels, le ministre de la Défense, René Pleven, fonde en février 1950 un bureau spécialisé de protection psychologique en charge d'élaborer des concepts stratégiques et opérationnels[52]. Devenu président du Conseil quelques mois plus tard, il ordonne la création d'un service d'information générale et d'action psychologique au sein du nouvellement créé secrétariat général permanent à la défense nationale (SGPDN). Le nouveau service se met alors en quête de concepts proprement français dans ce domaine, où la France « apparaît moins assurée que [ses] alliés anglo-américains[53] ». Il établit ainsi une distinction entre « l'action psychologique à l'étranger [qui] s'appelle plus communément la guerre psychologique, dans la terminologie interalliée de la dernière guerre, "*Psychological Warfare*" ou "*Political Warfare*" » et « l'action psychologique à l'intérieur, dans un pays dont la cohésion idéologique n'est pas totale (cas de la France ou de l'Italie) »[54]. La présence d'un « péril subversif » intérieur en France rend plus problématique l'emploi du mot de « guerre » – sauf à admettre la guerre civile – d'où le terme d'action psychologique qui va demeurer dans les années à venir l'une des spécificités conceptuelles françaises au sein de l'Alliance.

L'une des premières « actions psychologiques » du gouvernement Pleven est la création, à l'été 1950, de l'association Paix et Liberté. Il s'agit d'une officine « grise », non officielle, capable de porter le message anticommuniste avec plus de virulence que ne pourrait le faire un organe gouvernemental[55]. Pleven en confie la direction à un de ses proches, le député-maire radical de Mantes-la-Jolie Jean-Paul David, qui s'implique activement dans l'impression et la diffusion de tracts et d'affiches. Sous perfusion de Matignon, Paix et Liberté va vite compléter ses ressources par une aide financière américaine : dès son lancement, le président du Conseil a en effet fait savoir au représentant du plan Marshall à Paris – un autre vétéran de l'OSS du nom de David Bruce – que le soutien de Washington serait le bienvenu[56]. À l'invitation du National Committee to Free Europe, Jean-Paul David entreprend d'ailleurs en janvier 1952 un périple aux États-Unis, au cours duquel il rencontre les plus hauts responsables américains, dont le secrétaire d'État John F. Dulles[57].

Une autre officine anticommuniste française naît à cette époque, à l'initiative de Georges Albertini, ancien socialiste proche de Marcel Déat, connu pour son passé collaborationniste, puis reconverti dès la Libération

dans la défense des valeurs occidentales[58]. Suite à sa rencontre avec le communiste repenti et directeur de l'Institut d'histoire sociale Boris Souvarine, Albertini lance le *Bulletin d'études et d'informations de politique internationale*, qui sera plus tard rebaptisé *Revue Est et Ouest*. Grâce aux contacts de Souvarine, qui a passé la guerre aux États-Unis et entretenu des liens avec certains membres de l'OSS, Albertini s'envole en janvier 1951 pour Washington et New York, d'où il revient avec une mystérieuse « aide extérieure », signalée dans les comptes annuels de la revue, et constituant plus du quart de ses revenus[59]. Par ailleurs, une lettre plus tardive, adressée par Albertini à l'agent de la CIA William Tyler, atteste des liens professionnels et amicaux entre les deux hommes remontant à cette même période[60]. Très bien introduit dans les cercles politiques ainsi qu'auprès des services de renseignement, auxquels il fait part de ses analyses, Georges Albertini émerge alors comme une figure centrale de la guerre psychologique française.

L'Alliance atlantique face à la subversion

Dans un contexte où les lignes de front de la guerre froide en Europe se stabilisent et où chacun privilégie l'approche indirecte, la guerre psychologique semble plus utile que jamais. Dès 1948, elle apparaît comme une dimension importante du traité de Bruxelles, qui associe la France, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux au sein d'une nouvelle union occidentale. Prenant acte de l'article III du traité engageant les signataires à « amener leurs peuples à une compréhension plus approfondie des principes qui sont à la base de leur civilisation[61] », un groupe de travail sur « l'Union spirituelle » des parties au traité est mis sur pied avec le soutien de l'IRD. Ses productions s'attachent à établir « les principes de la démocratie occidentale » en mettant l'accent sur « l'État de droit », « la liberté d'expression [et] de culte » et « le lien indissociable entre liberté politique et liberté économique » afin de répondre point par point à « l'argumentaire communiste totalitaire »[62]. Par-delà l'anticommunisme, ces travaux reflètent aussi la volonté de construire politiquement l'idée d'Occident en l'ancrant dans une identité à la fois culturelle, économique, idéologique, géopolitique et stratégique[63].

Suite à la signature en avril 1949 du traité de Washington, c'est l'Alliance atlantique qui va progressivement récupérer la charge de coordonner cette entreprise de consolidation psychologique, notamment par le biais de son organisation intégrée. L'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) offre en effet un forum d'échanges interalliés idoine au développement et à la standardisation des politiques anticommunistes propres à chaque État membre. Comme l'affirme Ernest Bevin dès la fondation de l'Alliance : « ayant fermé la porte principale à une agression communiste, nous devons désormais nous atteler à la porte de service[64] ». Deux approches de lutte psychologique émergent alors : l'une, défensive ou encore de contre-subversion, entend limiter les moyens d'influence communiste au sein de l'Alliance en mêlant des méthodes de répression policière et de contre-espionnage à un travail de décrédibilisation politique ; l'autre, offensive, tend à offrir une alternative positive au moyen d'une contre-propagande politique et militaire à même de remporter la « bataille de l'esprit ».

La politique de contre-subversion s'exprime dès le mois de juin 1951 avec la constitution d'un comité tripartite sur la sécurité, où siègent les seuls représentants des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne. Lors d'une séance de cette même année, les représentants américains y exposent à leurs deux alliés les mesures qu'ils ont eux-mêmes mises en place « au sujet du loyalisme […] en particulier sur le filtrage de tous les candidats civils à un emploi dans le gouvernement fédéral [ainsi que] les procédures de suspension et de licenciements. […] Un exposé a été fait sur l'histoire, la puissance et les activités du Parti Communiste aux États-Unis et sur les mesures prises à son encontre ». Se posant en exemple à suivre, les Américains invitent les membres du comité à développer à leur tour des mesures pour garantir l'absence d'éléments subversifs dans leur administration. Si les représentants français soulignent qu'« aucune loi n'existe en France, permettant de licencier un officier ou un fonctionnaire pour des opinions politiques », ils assurent que le gouvernement s'efforce d'« éliminer, en exploitant toutes les possibilités des règlements actuels, les fonctionnaires ou employés anti-nationaux ou subversifs et d'écarter en tout cas des postes de confiance les individus qui ne peuvent être éliminés ». Dans le même ordre d'idée, quoique sur un ton moins répressif, les représentants britanniques assurent que « des

instructions concernant l'anti-sabotage ont été diffusées par le Service de Sécurité [MI5][65] ».

Il faut toutefois attendre le printemps 1952 pour qu'émerge une véritable volonté d'utiliser l'OTAN comme lieu de promotion de la lutte antisubversive, à la suite d'un mémorandum soumis au Conseil de l'Atlantique-Nord par la délégation danoise appelant à la création d'un nouvel organe ayant pour but de « réunir, d'analyser, et, le cas échéant, de distribuer […] les renseignements d'ordre général sur la tactique employée dans chaque pays par les communistes[66] ». Le projet est salué par lord Ismay, ancien chef d'état-major particulier de Churchill, tout juste nommé secrétaire général :

> L'efficacité des activités de la cinquième colonne nazie n'a été que trop démontrée au cours de la dernière guerre. Une attaque des Soviets surviendrait-elle, le danger serait infiniment plus grave. Il n'est pas exagéré de dire que les activités des cinquièmes colonnes soviétiques, si elles n'étaient pas sévèrement contrecarrées, pourraient paralyser l'effort de guerre tout entier. Il faut donc prendre des dispositions pour « neutraliser » les personnes animées d'intentions hostiles dès les premières heures de l'agression et les mettre hors d'état de nuire[67].

Cet appel résonne particulièrement pour la Grèce, intégrée cette même année dans l'Alliance atlantique, qui sort alors d'une terrible guerre civile l'ayant confrontée à une insurrection communiste. Reprenant à son compte les propos d'Ismay quant à « l'existence d'un réseau communiste puissamment organisé et prudemment gardé en réserve », la délégation hellénique propose d'établir « un complément indispensable au système de défense militaire […] en vue de rendre inopérante […] toute entraide des agents communistes, d'un pays à l'autre, à des fins subversives ». Le gouvernement du général Papagos recommande une série de mesures policières (« surveillance de la circulation d'individus suspects d'actions subversives », « communication de casiers judiciaires des personnes inculpées d'actes subversifs ») et législatives (« rendre punissable devant les tribunaux […] tout acte tendant à organiser une activité subversive sur le territoire d'un pays de l'OTAN ») en vue de renforcer la coopération des puissances occidentales dans ce domaine[68].

Tous les États membres n'adhèrent pas à ce projet ambitieux de dispositif répressif transnational. Les Britanniques, pourtant peu soupçonnables de complaisance à l'égard du communisme, répugnent à

soutenir la proposition grecque qu'ils voient comme une tentative d'« instrumentaliser la machinerie de l'OTAN pour assurer la déportation et le retour en Grèce de certains opposants ». Or, Londres se refuse à abandonner sa tradition séculaire d'asile politique, rappelant que « des individus ne peuvent être déportés depuis le Royaume-Uni, aussi indésirables fussent-ils, s'ils risquent l'emprisonnement ou pire, à leur retour en Grèce[69] ». Soutenue par les Américains, la démarche grecque finit pourtant par porter ses fruits avec la création à l'automne 1952 d'un comité spécial d'information ayant pour rôle de « servir de centre d'échange des renseignements dont disposent les gouvernements nationaux sur les méthodes employées par les éléments hostiles pour s'infiltrer [et] se livrer à des activités subversives ».

Composé d'experts issus des services de renseignement nationaux, le comité peut « présenter des recommandations sur les mesures à prendre […] contre ces activités subversives, soit au conseil, soit directement au gouvernement[70] ». Quoique moins ambitieux que le projet initial, ce plan constitue une tentative unique d'harmonisation des politiques antisubversives. Rebaptisé simplement « comité spécial » en décembre 1952, cet organe interallié existe encore à ce jour et a même connu un regain d'activité à partir des années soixante-dix, dans le cadre de la coopération antiterroriste[71]. Au cours des premières années, les réunions portent essentiellement sur l'activité des organisations paracommunistes ainsi que sur la circulation d'individus clés, considérés comme vecteurs de la subversion. En revanche, son action paraît ne jamais avoir eu de dimension normative ou, *a fortiori*, opérationnelle, et s'être toujours limitée à des échanges et des recommandations.

Si la lutte contre la subversion est le premier élément d'une réponse intégrée, il apparaît vite que seule une véritable stratégie de contre-propagande permettra aux alliés de proposer une alternative idéologique au discours communiste. Le Département d'État américain a fait circuler dès le mois d'avril 1950 un mémorandum visant à promouvoir davantage de « coopération avec les Britanniques, les Français et les autres pays du traité de l'Atlantique Nord pour un emploi plus efficace de la propagande […] et ainsi prendre l'initiative psychologique ». Tout en réfutant l'idée d'une agence centralisée jouant le rôle d'un « anti-Kominform », le sous-secrétaire d'État américain à l'Information Edward Barrett propose

d'« établir un mécanisme de coordination au sein de l'OTAN pour procéder à des échanges et coordonner la politique d'information des États membres[72] ». À Londres, l'IRD partage cette volonté de tirer profit du nouveau cadre otanien pour « stimuler les [alliés] à la traîne et leur faire bénéficier de [son] expérience et de [ses] techniques[73] ».

Un nouveau service d'information de l'OTAN (NATIS) est ainsi créé au mois d'août 1950, avec des attributions étendues dans le domaine de la communication et de la contre-propagande. Le NATIS est pourtant bien loin du projet imaginé par Barrett : il ne dispose là encore d'aucune compétence opérationnelle, ni de budget propre mais d'un personnel limité à une demi-douzaine de personnes. Ce manque de dynamisme peut sans doute être imputé à la réticence de certains États membres, politiquement mal à l'aise à l'idée du projet et ne disposant bien souvent d'aucun équivalent national, mais il exprime aussi les craintes britanniques à l'égard d'une coordination multilatérale qui risquerait de leur lier les mains et de compromettre l'exclusivité de leur relation avec les États-Unis[74].

Convaincus de l'importance de donner une impulsion à la politique d'information de l'OTAN, les Américains convoquent en avril 1951 une réunion des chefs des services d'information des pays membres dans le but d'« établir un front commun face aux campagnes idéologiques d'inspiration soviétique et de procéder dans un esprit d'assistance mutuelle à des ventilations de renseignements "psychologiques", susceptibles d'accroître la cohésion morale des États membres[75] ». Une « charte des échanges » est établie, ainsi que des sous-sections (presse, radio, cinéma, liaison, contre-propagande) où diverses techniques sont mises en avant, à l'instar de celles du mouvement Paix et Liberté de Jean-Paul David, lui-même membre de la délégation française[76].

Il faut cependant attendre le printemps 1952 et la création d'un secrétariat général de l'OTAN disposant d'un budget et d'un personnel permanent pour voir les activités de propagande prendre un réel essor. Avec la nomination de lord Ismay à sa tête, la politique d'information se développe *via* l'établissement d'un groupe de travail sur l'information en vue de « rassembler les idées qui devraient être répandues parmi les peuples de la Communauté atlantique[77] ». Ses activités couvrent un large spectre : des besoins les plus primaires en matière de communication, comme la création d'une salle de presse au nouveau siège parisien de l'organisation, à

des « projets spéciaux » comme la « Caravane de la Paix », une exposition itinérante qui va recevoir plusieurs millions de visiteurs à travers l'Europe (France, Italie, Grèce, Turquie). Cette dernière est destinée à se positionner sur le créneau pacifiste, dominé depuis l'appel de Stockholm par les « organisations paracommunistes[78] ».

Le groupe de travail soutient aussi une mission internationale de Jean-Paul David sur « les aspects psychologiques de l'effort de défense des pays de l'OTAN[79] ». La mission est suivie de près par les autorités américaines et notamment par l'agent de la CIA en charge de la guerre psychologique à Paris, William Tyler, qui enjoint Washington de soutenir l'entreprise[80]. Ses recommandations sont présentées lors d'une session du Conseil atlantique en présence des ministres des Affaires étrangères de l'Alliance, et unanimement saluées, notamment par le secrétaire d'État John F. Dulles[81]. Les résultats concrets tardent cependant à se matérialiser, vraisemblablement du fait de l'opposition britannique à toute formalisation excessive[82].

Cette inertie va avoir des conséquences similaires dans la sphère militaire de l'alliance qui cherche elle aussi à développer la coopération interalliée dans le domaine. Le souci d'élaboration d'une doctrine militaire de guerre psychologique dans le cadre OTAN débute dès 1951 avec la mise en place du grand quartier général interallié en Europe (SHAPE), dont le premier commandant n'est autre que le général Eisenhower. À peine nommé, il met en place une Psychological Warfare Branch (PWB), dont le nom est une référence transparente à la division placée sous son autorité lors de sa campagne de libération en Europe en 1944-1945[83]. La PWB n'est cependant en réalité qu'une petite section, composée de quatre officiers, deux Américains, un Français et un Britannique, nullement équipée pour conduire des opérations de guerre froide. De fait, SHAPE n'a pas de rôle opérationnel en temps de paix. Sa mission est d'établir des plans et des directives pour mettre en œuvre la guerre psychologique en cas de conflit[84].

Afin de justifier son implication dans ce nouveau domaine de la planification opérationnelle, Eisenhower fait rédiger un mémorandum sous le titre *Wartime Psychological Warfare in Europe*. Se fondant explicitement sur « l'expérience alliée de la Seconde Guerre mondiale », il souligne la « valeur militaire » des opérations psychologiques et l'importance d'un « contrôle centralisé » des thèmes de propagande. S'ensuit une série de

définitions de la « guerre psychologique », de la « propagande blanche [dont la provenance est reconnue], noire [attribuée à l'ennemi] ou grise [sans attribution] », de la « guerre psychologique stratégique [contre la population ennemie] ou tactique [contre les unités ennemies] », ou encore de la « guerre psychologique de consolidation », destinée au front intérieur. Celle-ci implique notamment « la direction, l'entretien et le contrôle des installations de haut-parleurs, de stations de radiodiffusion, […] de la presse locale, […] des cinémas locaux, […] la distribution de livres, etc. ». Enfin, le mémorandum mentionne aussi l'élaboration de « plans et de directives pour la mobilisation de groupes de résistance destinés à opérer en appui des forces », attestant ainsi du lien intrinsèque entre guerre psychologique et opérations spéciales[85].

En mai 1952, Eisenhower demande explicitement au groupe permanent de l'OTAN d'autoriser « les membres de son état-major à établir des contacts directs avec les organismes nationaux de guerre psychologique [et] à l'autoriser à constituer en temps de paix un potentiel militaire restreint de guerre psychologique susceptible de se développer rapidement en cas de guerre ». Cette demande a naturellement des conséquences pour les autorités militaires nationales, en France notamment, où elle a l'effet d'une sonnette d'alarme face au retard de l'armée en la matière. Le SGPDN – dont la guerre psychologique est désormais l'une des attributions – appelle à prendre les mesures nécessaires à l'érection de la France au rang de « puissance psychologique[86] » et notamment au lancement d'une campagne de formation accélérée de personnels capables de s'adapter aux futurs besoins de l'OTAN en la matière :

> Sur la base des besoins de SHAPE […], l'État-major français devrait être amené à effectuer la sélection et l'entraînement d'un personnel technique destiné à encadrer, en temps de guerre, les unités de guerre psychologique dont la composition théorique aura été arrêtée et le règlement d'emploi défini. Ce personnel pourrait être individuellement entraîné dans des stages initialement organisés aux USA ou en Grande-Bretagne[87].

Une fois de plus, les Anglo-Saxons apparaissent comme les mentors de la France en termes de guerre et d'action psychologique. La tradition britannique héritée de la Seconde Guerre mondiale et l'avance prise par les États-Unis dans l'institutionnalisation de la « *PsyWar* » au sein de son appareil militaire font en effet de ceux-ci de véritables précurseurs.

L'OTAN quant à elle, en tant que forum interallié, sert d'incubateur et d'incitateur dans l'optique d'une mise à niveau. Dès le mois de juin, l'état-major français souligne « la nécessité d'une réponse » et de « la constitution d'une section de guerre psychologique ». C'est ainsi sous l'influence de ses alliés anglo-saxons que la France met en place les premiers linéaments de son action psychologique militaire en métropole. De fait, la note ne cache pas la volonté de suivre le modèle américain « en demandant au Ministre comme mesure urgente l'envoi de quelques officiers aux USA pour y suivre les cours de *PsyWar*[88] ». Au printemps 1952, le commandant Jacques Rousset est ainsi le premier officier français à être formé au Psychological Warfare Center, nouvellement créé à Fort Bragg, en Caroline du Nord[89]. S'étendant sur plus de trois mois, le stage présente les différentes couches de la guerre psychologique américaine : depuis ses échelons les plus stratégiques, avec une visite au siège de Voice of America, jusqu'au niveau le plus tactique, soulignant par exemple le rôle de « la compagnie de haut-parleurs et de tracts[90] », qui sera ensuite adoptée à grande échelle par les Français en Indochine et surtout en Algérie.

Pendant ce temps, la nouvelle section de l'état-major rassemble d'ailleurs une importante littérature d'origine anglo-saxonne sur la question[91]. Forte de ces lectures et des premiers stages américains, elle décide le 14 juin 1954 d'ouvrir à Paris un « stage d'introduction aux études de guerre psychologique » visant à l'intégration systématique de ce thème dans l'enseignement militaire supérieur. Si l'influence de la guerre d'Indochine peut déjà se faire sentir, elle n'est pas encore déterminante. L'Alliance atlantique en revanche apparaît comme la véritable justification de ces efforts. La note introductive à ce premier stage français rappelle ainsi que si « la guerre psychologique est déjà considérée comme une arme importante dans les forces armées des USA […], l'état-major français aborde seulement et pour la première fois les principes de base de la guerre psychologique dans son organisation[92] ». Ce stage propose « aux officiers stagiaires un premier dossier comprenant : *La Propagande politique* de J.-M. Domenach, la traduction du *Manuel de guerre psychologique des armées US* (FM 33-5), une conférence de M. Crossman [ancien membre du PWE], et une note sur l'opinion publique en Russie soviétique ». Parmi les conférenciers se trouvent un certain « colonel Davis » assurant un cours sur l'organisation de la guerre psychologique aux États-Unis, ainsi que le

capitaine de vaisseau Smith-Hutton délivrant un exposé sur Radio Free Europe – les autres conférenciers sont pour l'essentiel français, militaires mais aussi civils, tels que Raymond Aron ou Jean-Baptiste Duroselle.

Alors que se termine l'année 1954, les appareils de guerre et d'action psychologique semblent donc avoir atteint une certaine maturité et occupent désormais une place centrale dans la stratégie occidentale de guerre froide. C'est pourtant loin des états-majors et des capitales européennes que les principales innovations stratégiques sont introduites. Les conflits connectés associés à la prise du pouvoir des communistes en Chine continentale, ainsi qu'à la décolonisation de l'Asie du Sud-Est, ont en effet su produire des leçons nouvelles qui vont transformer en profondeur le contenu des stratégies psychologiques occidentales, jusqu'alors calquées sur le modèle de la Seconde Guerre mondiale.

Chapitre 4

Guérilla contre guérilla

(1946-1954)

Au tournant des années 1946-1947, l'ordre d'après guerre cède la place à un conflit larvé entre l'Union soviétique et les puissances occidentales. Par-delà leur grande stratégie d'endiguement du communisme, ces dernières s'emploient à réactiver les méthodes irrégulières élaborées au cours de la Seconde Guerre mondiale. Prolongements paramilitaires de la guerre psychologique et de la propagande subversive, la guérilla et les opérations spéciales se montrent elles aussi des outils particulièrement adaptés aux contraintes de la nouvelle compétition internationale. De par leur caractère clandestin, ces modes d'action se prêtent d'emblée à la stratégie indirecte, jouant des dissidences locales comme effet de levier à faible coût et à rendement élevé. À ce jeu cependant, l'Occident n'est ni le seul, ni le meilleur. Si les forces de l'Axe s'étaient largement reposées sur des troupes régulières, s'aliénant les populations par la brutalité de leur occupation, l'Union soviétique se montre un adversaire plus habile, promouvant, partout où il ne règne pas, l'espoir révolutionnaire d'un nouvel ordre social. Dans une étrange inversion des rôles, les partisans de naguère vont alors progressivement endosser le rôle de centurions et ainsi prendre la tête d'une nouvelle stratégie de contre-guérilla.

« Stay-behind » ou le spectre de l'Europe occupée

En Europe, l'optimisme confus de l'après-guerre cède bien vite la place à un conflit larvé entre l'Union soviétique et les puissances occidentales. Malgré ses effroyables pertes humaines et matérielles, l'URSS apparaît aux yeux des Occidentaux comme un mastodonte militaire dont nul ne connaît la limite de l'appétit territorial[1]. Les tensions diplomatiques croissantes lors des conférences de Potsdam, Londres et Moscou mais surtout l'observation du régime d'occupation militaire en Europe centrale ne font que renforcer la crainte d'une volonté soviétique d'expansion vers l'ouest. Si la précarité matérielle de l'URSS conduit les états-majors occidentaux à estimer que Staline ne pourrait s'engager dans une nouvelle guerre avant cinq à dix ans, ils n'en sont pas moins convaincus que le rapport de force conventionnel leur est profondément défavorable[2]. En avril 1948, le Joint Intelligence Committee britannique se livre ainsi à une analyse qui laisse poindre un scénario rejouant, presque point par point, les grandes phases de la Seconde Guerre mondiale en Europe :

> L'Armée rouge et les forces aériennes soviétiques sont capables de s'emparer de l'Europe continentale en l'espace de quelques mois […]. Les forces soviétiques pourraient alors tenir le territoire européen pendant au moins deux ans avant que les États-Unis et leurs alliés ne puissent assembler une force assez puissante pour tenter une invasion continentale[3].

On ne peut qu'être frappé par le poids de la Seconde Guerre mondiale dans l'esprit des stratèges, qui semblent ici se préparer à en reproduire les différentes phases – invasion, refoulement, débarquement, reconquête –, avec l'URSS dans le rôle de l'Allemagne nazie. L'influence conceptuelle, mais également émotionnelle, du dernier conflit sur les acteurs du début de la guerre froide est un élément central dans le développement de stratégies irrégulières reproduisant ainsi des schémas opérationnels passés dont il s'agit désormais de tirer les leçons, en évitant les improvisations coûteuses de 1940.

Du fait de sa situation géostratégique, mais surtout de son expérience de quatre années d'occupation, la France est l'un des premiers pays à envisager sérieusement l'emploi de forces irrégulières en cas d'une nouvelle invasion de son territoire. En 1947, le général de Lattre de

Tassigny, chef d'état-major de l'armée de terre, imagine un système d'« autodéfense des points sensibles [qui] en cas d'invasion […] devra amorcer l'organisation de la résistance intérieure, par constitution de réseaux d'agents et de maquis[4] ». L'occupation du pays, qui demeurait jusqu'en 1940 un tabou stratégique, constitue désormais une part importante de la réflexion doctrinale. Tout en en soulignant les risques juridiques, le chef d'escadron Philippe Gouraud, rédacteur dans la *Revue Défense nationale*, rappelle l'importance des « enseignements de la lutte clandestine sur les fronts de l'intérieur et […] l'aide que peuvent apporter aux forces armées des éléments opérant dans les régions du territoire national que l'ennemi aurait pu momentanément occuper[5] ». Toujours en 1947, le stratège français Camille Rougeron critique pour sa part vertement « la répugnance du militaire professionnel pour la guérilla », alors qu'elle est pourtant « devenue une partie intégrante de la guerre moderne, au même titre que la préparation d'artillerie [ou] le bombardement stratégique[6] ».

C'est sans doute à ces réflexions qu'il faut associer la réémergence d'un appareil français d'action clandestine. L'idée vient du directeur technique du SDECE, Pierre Fourcaud, ancien des corps francs et des SAS, qui souhaite ardemment rétablir une capacité opérationnelle[7]. Ses liens avec le général Revers, chef d'état-major, et surtout avec Paul Ramadier, président du Conseil, lui permettent de procéder à la résurrection du service Action *via* la création d'une unité militaire *ad hoc*, le bataillon parachutiste de choc n°11 – dit 11e choc[8]. La direction en est confiée à Henri Fille-Lambie, dit Jacques Morlanne, ancien chef du SA en Indochine, qui bénéficie pour ce faire de la liste établie par Aussaresses et Éon dans le cadre de la liquidation des réseaux Action en 1945. Faute de doctrine nationale préexistante, Morlanne confie à d'anciens officiers français passés par le SOE la tâche de reconstituer l'instruction dont ils ont bénéficié en Grande-Bretagne. Aussaresses est ainsi « chargé d'exploiter tous les documents anglo-saxons concernant les parachutistes [et] l'instruction des troupes aéroportées[9] ». Le lieutenant Robert Maloubier, un ancien des réseaux Buckmaster, se voit ainsi confier la tâche de rédiger des règlements sur des sujets tels que les explosifs brisants ou le tir instinctif[10].

Maloubier est par la suite envoyé à la citadelle de Mont-Louis, dans les Pyrénées-Orientales, où il retrouve les capitaines René Bichelot, Marcel Chaumien et René Obadia, ainsi qu'une dizaine d'autres officiers, sous-

officiers et militaires du rang, tous issus des services spéciaux, des SAS ou d'autres unités parachutistes[11]. Le commandement est assuré par le capitaine Edgar Mautaint, secondé du capitaine Robert Rivière, deux anciens Jedburghs[12]. Partout l'influence britannique est palpable. Maloubier et Bichelot reconstruisent par exemple « le parcours du combattant [qu'ils ont] appris en Angleterre », tandis que Mautaint fait adopter des pratiques britanniques, comme le port du béret rouge ou encore la devise « Qui ose gagne », traduction française du *motto* des SAS, « *Who dares wins*[13] ». Lorsque le 1er mai 1947 Aussaresses est finalement nommé par Morlanne à la tête du bataillon, il se presse de reproduire sa formation de Jedburgh, à Milton Hall :

> J'étais très inspiré par l'instruction que j'avais reçue en Angleterre et mon inspiration était partagée par le capitaine [Louis] L'Helgoualch, un saint-cyrien brillant, qui avait été l'un des plus anciens Jedburghs […]. L'Helgoualch rédigea lui-même l'instruction du 11e choc en tenant compte de l'instruction que nous avions, lui et moi, reçue en Angleterre. […] Il y avait un entraînement très poussé sur le physique mais également à la clandestinité, au sabotage, au *silent killing*, ainsi qu'un entraînement au tir sur des armes étrangères et notamment allemandes[14].

La reproduction de la formation britannique de 1944 trouve cependant quelques limites : ainsi le lieutenant Jean Sassi, affecté au 11e choc après être également passé par les Jedburghs et le SA d'Indochine, se rappelle que « l'instruction était loin d'être aussi pointue qu'à Milton Hall. Certes, nous nous inspirions de l'exemple anglais, mais en gommant toute la violence spécifique aux Jeds […]. Les exercices ne se faisaient pas à balles réelles ; le *silent killing* était moins brutal[15] ». La différence fondamentale tient bien entendu au contexte d'entraînement : là où les équipes Jedburghs se destinaient à un emploi immédiat dans une guerre totale, le 11e choc s'inscrit dans un temps de paix, en dépit des fortes tensions internationales, et dans un cadre légal plus strict. L'entraînement du 11e choc s'inscrit également dans le cadre d'exercices interalliés en participant, par exemple, en 1949 « aux grandes manœuvres interalliées de Moselle [afin] de travailler avec profit l'étude détaillée des opérations de guérilla[16] » dans la perspective d'un conflit européen.

Parallèlement au 11e choc, l'armée française développe d'autres unités, rassemblées sous le terme flou de « commandos », à la charnière des forces spéciales et des troupes d'assaut[17]. C'est le cas des anciens groupements

SAS français qui rejoignent en Indochine le 5e régiment d'infanterie coloniale. Ils y conservent la dénomination anglophone jusqu'en 1947 dans le cas du groupement autonome du commandant Ponchardier, et jusqu'en 1948 dans le cas de la 1re demi-brigade de commandos parachutistes qui donne naissance à la première unité de « parachutistes coloniaux ». C'est à cette même époque que sont recréés les fusiliers-commandos de la Marine nationale. Cette unité de la France libre, fondée en 1941 par le commandant Kieffer sur le modèle des commandos britanniques, avait été dissoute à l'issue de la guerre[18]. À la demande de l'amiral Lemmonier, le War Office dépêche au printemps 1946 une équipe de six instructeurs au centre Sirocco – ancien siège du quartier général du SOE en Algérie – pour y former les Français aux « actions subversives depuis la mer[19] ». La mission se prolonge jusqu'à l'été 1947, date à laquelle les premiers fusiliers marins commandos, dits « Fumacos », sont envoyés en Indochine, où ils renouent bien vite avec les actions de guérilla.

Alors même qu'ils continuent à exercer outre-Manche une influence considérable sur les concepts opérationnels irréguliers, les Britanniques prennent peu à peu conscience de leur utilité pour leur propre stratégie de guerre froide. Et pour cause, ces derniers avaient très tôt imaginé la possibilité d'une nouvelle occupation de l'Europe, cette fois-ci par l'URSS. En novembre 1945, le SOE avait ainsi émis une directive pour sa branche autrichienne, anticipant une réactivation de ses activités :

> [Il faut] créer une organisation capable de s'étendre rapidement en cas de guerre. Ceci nécessiterait le maintien de contacts clandestins, la collecte de renseignements à jour en vue d'opérations SOE ainsi que la préparation de communications secrètes adéquates. […] Afin de mettre en place ces missions le SOE a accordé la priorité aux pays les plus susceptibles d'être envahis dans les premières phases d'un conflit avec la Russie, mais n'étant pas aujourd'hui sous domination russe[20].

Ce plan du SOE ne fut bien sûr jamais mis en œuvre, du fait de la dissolution définitive du service en janvier 1946. Mais la perspective d'une nouvelle guerre et d'une occupation de certains territoires, voire de la Grande-Bretagne elle-même, vient bientôt remettre en cause cette dissipation. À l'automne 1947, le cabinet du Premier Ministre, Clement Attlee, émet la demande inhabituelle de réaliser une étude historique sur « le plan qu'avait mis en place le général sir Colin McVean Gubbins pour le

développement de partisans britanniques en cas d'une invasion allemande du pays en 1940[21] ». Mais cette réflexion britannique sur la guérilla s'étend vite au-delà des frontières du pays. C'est désormais au SIS – organe liquidateur du SOE en 1946 – qu'il incombe de planifier de telles opérations outre-mer. En février 1947, le chef du service secret de Sa Majesté contacte par exemple son homologue norvégien, Vilhelm Evang, pour lui proposer de travailler avec lui à développer des moyens de « défense en cas d'occupation ennemie[22] ». Le SIS commence alors à recruter des cellules dites « *stay-behind* » dans les territoires à risque en cas d'offensive soviétique, de façon à éviter la précipitation de 1940 pour recruter des partisans après l'effondrement des lignes alliées[23].

C'est également dans le cadre de ces réflexions que le Special Air Service (SAS) va renaître de ses cendres lorsqu'à l'été 1946, le War Office reconnaît son « besoin d'unités spéciales […] organisées pour la pénétration en profondeur derrière les lignes ennemies, la collecte d'informations, les démolitions et le harcèlement[24] ». Le document évoque aussi l'importance d'inclure un entraînement en matière de coordination avec des unités de partisans et de capitaliser sur les « leçons acquises par les SAS en France ». C'est sur la base de ces recommandations qu'est créé en janvier 1947 le 21st SAS Regiment[25]. Il ne s'agit cependant que d'une unité de réserve dont la fonction n'est pas, en temps de paix, de mener des opérations mais d'entretenir les savoir-faire issus de la Seconde Guerre mondiale. Sous le commandement du lieutenant-colonel Brian Franks, aussi président de l'association régimentaire des SAS et officier d'active à l'état-major, l'unité multiplie les exercices et réactive les contacts avec les alliés. En mars 1950, elle contacte par exemple la 2e demi-brigade française de commandos parachutistes – créée à partir d'anciens éléments des SAS français – pour l'inviter à se joindre à un exercice de traversée de la Manche en canoë[26]. Le scénario, habituel durant la Seconde Guerre mondiale, impliquant l'infiltration de forces spéciales en liaison avec des alliés sur le terrain, semble en effet reprendre de son actualité face au renouveau d'une menace continentale soviétique.

L'avènement de la « guerre spéciale » aux États-Unis

Aux États-Unis aussi, le souvenir de la Seconde Guerre mondiale justifie la réactivation de certains savoir-faire irréguliers. Dès la création de la CIA en septembre 1947, son directeur pose la question de la vocation de l'agence à « s'engager […] dans les activités connues durant la guerre sous le nom de SO [*special operations*] qui incluaient les raids de rangers et de commandos, le sabotage derrière les lignes ennemies et le soutien aux opérations de guérilla[27] ». Hostile à l'idée de voir le service de renseignement se doter d'une capacité opérationnelle, paramilitaire qui plus est, le Pentagone retarde autant que possible la renaissance d'un appareil clandestin sur les lignes de l'ancien OSS. La création en juin 1948 de l'Office of Policy Coordination (OPC), émanation semi-autonome de la CIA dont les attributions en matière d'action psychologique s'étendent aux opérations de guérilla, va pourtant rendre ces lettres de noblesse à la pratique américaine de la guerre irrégulière[28]. L'une des premières mesures de son directeur, Frank Wisner, est justement de réengager un maximum d'anciens membres de l'OSS-SO, réaffectés ou simplement démobilisés en 1945. Dans les deux ans qui suivent sa création, les effectifs de l'OPC sont pratiquement décuplés et son budget multiplié par vingt[29]. C'est ainsi au cours de cette période que William Colby, ancien Jedburgh démobilisé en 1945, est « repêché » *via* son réseau d'anciens combattants, avant d'être envoyé à Stockholm pour y dresser les plans d'une éventuelle « guérilla scandinave » en cas de conflit ouvert avec l'Union soviétique :

> Il fallait implanter, dans tous les pays d'Europe occidentale qui semblaient menacés, des capacités de résistance et de sabotage qui n'entreraient en action qu'après l'éventuelle invasion. […] Il fallait ensuite coordonner ces réseaux avec les plans de l'OTAN, fournir des équipements (radio, armes, etc.) et construire les dépôts clandestins. […] Il fallait aussi dresser la liste des points névralgiques (ponts, lignes de chemins de fer, fleuves, détroits), choisir les sites les plus favorables à l'implantation de caches et de camps retranchés pour les futurs guérilleros ; concevoir les programmes d'entraînement des futurs dirigeants de la résistance ; présenter, enfin, des estimations temporelles et budgétaires[30].

En dépit de la prééminence de l'OPC en matière de guérilla, le Pentagone ne lui a pas entièrement abandonné la question. En octobre 1949, l'US Army confie au colonel Russell Volckmann la tâche de rédiger deux

manuels dédiés à la guérilla et à la contre-guérilla[31]. Cet officier de carrière, diplômé de West Point en 1934, n'est pas un vétéran de l'OSS : posté aux Philippines en 1940, il a fait le choix de rester sur l'archipel après son évacuation par les forces américaines au lendemain de Pearl Harbor, et d'y organiser la résistance à l'occupant japonais. Nullement entraîné à la guérilla, il s'y est formé seul, au contact des populations locales. Libéré en 1945 par le même MacArthur qu'il avait quitté quatre ans plus tôt, il participe ensuite à la démobilisation des différents mouvements de résistance antijaponais, dont certains, communistes, menacent déjà les plans américains pour l'archipel. À peine a-t-il le temps de soumettre son premier manuel que la guerre de Corée éclate. Les troupes communistes de Kim Il-Sung ont avancé à grande vitesse et les poches de résistances sud-coréennes offrent l'occasion d'attaquer les arrières de l'ennemi par des actions d'arrière-garde. MacArthur, qui commande, le théâtre fait venir Volckmann dans l'idée de lui confier la direction des opérations de paramilitaires derrière les lignes ennemies[32].

Malade, Volckmann doit cependant quitter la Corée six mois seulement après son arrivée. À son retour aux États-Unis, il achève son deuxième manuel, publié en octobre 1951 sous le titre *Field Manual 31-21, Organization and Conduct of Guerrilla Warfare*. Comme le premier opus, ce texte est largement inspiré de la Seconde Guerre mondiale, de la guérilla aux Philippines mais aussi des opérations du SOE et de l'OSS en Europe occidentale. Il y affirme notamment que « pour être efficace, des forces de guérilla doivent recevoir un appui administratif, logistique et opérationnel substantiel de la part des forces régulières[33] ». L'influence de la Seconde Guerre mondiale, et notamment du modèle britannique est sensible à travers l'organisation du commandement proposée d'un Special Forces Command sur le modèle explicite du SFHQ de la Seconde Guerre mondiale, à côté et non subordonné aux commandements terrestres, navals et aérien. Enfin, Volckmann systématise le concept de « *stay-behind* », prévoyant que des « détachements soient libérés du contrôle des forces régulières avant toute retraite […]. Ils s'orienteront alors vers une base clandestine d'où ils organiseront un système de renseignement et de sécurité afin de commencer leur mission ».

Suite à la rédaction de ce texte, Volckmann est approché par le général McClure, chef du nouveau bureau de guerre psychologique de l'US Army.

Convaincu que l'on ne peut séparer la guérilla de la guerre psychologique, McClure cherche alors à se doter d'un volet paramilitaire au côté de sa capacité *PsyWar*. Rattaché à ce nouveau pôle irrégulier, Volckmann fait la rencontre d'un autre officier, le capitaine Aaron Bank, ancien Jedburgh ayant réintégré l'US Army après la grande démobilisation. Les deux hommes travaillent ensemble à l'élaboration d'une capacité militaire américaine en matière de guérilla[34]. Ils proposent à McClure un modèle inspiré des deux unités type de l'OSS : d'une part, les équipes Jedburghs, composées de trois opérateurs et destinées à encadrer la guérilla locale, et d'autre part, les *operational groups*, d'une trentaine d'hommes, capables d'agir en autonomie tactique. À partir de ce modèle, Bank propose la constitution de *A-teams* autour d'une quinzaine d'hommes, de sorte qu'en « combinant deux "*A-teams*", on obtienne un *operational group* et qu'en en scindant une, on s'approche d'une équipe Jedburgh[35] ».

Le terme de *rangers* ayant été définitivement écarté – il sera par la suite réservé aux troupes d'assaut –, McClure retient finalement celui de Special Forces, déjà proposé par Volckmann dans son manuel[36]. Le 14 avril 1952 est ainsi inauguré à Fort Bragg le 10th Special Forces Group, dont Aaron Bank prend immédiatement le commandement[37]. Il ne dispose alors que d'une centaine d'hommes, avec lesquels il commence un entraînement dont il n'est pas surprenant qu'il soit, là encore, fortement inspiré de celui qu'il a lui-même reçu en Angleterre. En novembre 1953, le groupe est déployé en Allemagne de l'Ouest pour y tenir garnison dans la petite ville bavaroise de Bad Tölz. Il aura pour mission de s'y préparer aux opérations de guérilla derrière les lignes ennemies dans l'hypothèse d'une guerre majeure contre l'Union soviétique[38].

L'utopie d'une libération des « nations captives »

La stratégie occidentale de guérilla qui émerge au début de la guerre froide n'est pas uniquement fondée sur la perspective d'activation de réseaux « *stay-behind* » en cas d'invasion de l'Europe de l'Ouest. Dès les premiers temps de l'après-guerre, certains des partisans de la guerre irrégulière imaginent employer leurs savoir-faire à la « libération » des territoires à l'Est passés sous contrôle communiste. Dans ce scénario

l'analogie avec la Seconde Guerre mondiale joue également un rôle fondamental, l'expérience du soutien allié aux mouvements de résistance servant de modèle à l'appui clandestin aux opposants au pouvoir communiste derrière le rideau de fer.

Ce sont les Britanniques qui les premiers ont jeté les jalons d'une telle stratégie, lorsque le SIS prend contact, dès 1944, avec certains groupes nationalistes polonais, baltes et ukrainiens farouchement antisoviétiques. En ce qui concerne les Baltes, la principale organisation est connue sous le nom générique de « Frères de la forêt[39] ». Formés au lendemain de l'invasion des trois républiques par l'Union soviétique en 1940, nombre d'entre eux se sont cependant compromis avec l'Allemagne nazie dans le sillage de l'opération *Barbarossa* au printemps 1941. Nationalistes lettons et estoniens iront même jusqu'à participer à la formation d'une division de la *Waffen-SS*, se signalant notamment par leur lutte impitoyable contre les partisans juifs et communistes[40]. Lors de la reconquête de l'Armée rouge en 1944-1945, un grand nombre de ces partisans prennent le maquis tandis que d'autres, fuyant vers l'ouest, se voient internés à la fin de la guerre dans les très nombreux camps de personnes déplacées, administrés par les armées alliées. Ils attirent alors sans difficulté l'attention des renseignements militaires britanniques et américains.

Dès le mois d'octobre 1945, le SIS entreprend, avec l'aide des services suédois, l'infiltration clandestine d'une petite équipe de partisans, débarquée par un bateau de pêche sur les rives de la Courlande. Il ne s'agit encore que de recueillir des renseignements sur cette région reculée de la Baltique, mais alors qu'apparaît la brutalité de l'occupation soviétique, naît l'idée d'un soutien à la libération des peuples baltes. Pourtant peu enclin à l'action paramilitaire, le SIS renoue avec les méthodes de guerre du SOE allant jusqu'à reproduire pour ces derniers les entraînements commandos en Écosse et les formations à la clandestinité dans des manoirs victoriens de la basse Angleterre[41]. Soutenus par une part importante de la population locale, les Frères de la forêt parviennent peu à peu à s'organiser, rassemblant vers 1948 jusqu'à 50 000 partisans. Ils attirent alors l'intérêt de la CIA qui apporte son soutien au général Povilas Plechavičius, ancien chef de l'armée lituanienne d'occupation et leader de l'un des plus virulents groupes nationalistes.

Le manque de perspective stratégique de la guérilla et la réticence à provoquer Moscou trop frontalement dans une zone aussi cruciale pour ses intérêts stratégiques incitent cependant les services secrets britanniques et américains à modérer leur soutien. De fait, il s'agit plus pour Londres et Washington d'utiliser les Frères de la forêt comme une source de renseignement que de poursuivre une véritable stratégie de libération des pays baltes. Les luttes intestines entre les différents groupes expliquent en partie le manque de coordination anglo-américain. Il faut ainsi attendre l'été 1950 pour que le responsable britannique du SIS pour l'Europe du Nord, Harry Carr, rencontre son homologue Harry Rositzke, qui pilote l'opération pour le compte de la CIA[42]. De fait, le gros de la résistance est brisé dès 1950 sous le coup de la violente campagne de contre-guérilla de l'Armée rouge, qui fait plusieurs dizaines de milliers de morts et provoque la déportation de plus de 250 000 Baltes[43].

L'appui à l'armée insurrectionnelle ukrainienne suit un schéma similaire. Née de l'Organisation des nationalistes ukrainiens, fondée à Vienne dans les années vingt, la guérilla entretint elle aussi des relations sulfureuses avec le Troisième Reich lors de la Seconde Guerre mondiale, alternant entre opposition franche et collaborations ponctuelles, notamment dans le massacre des populations juives et polonaises[44]. À l'issue de la guerre, son principal leader Stepan Bandera, embastillé puis relâché par les nazis, serait rapidement entré en contact avec le SIS, qui lui aurait apporté un soutien discret dès 1946. Les effectifs de ses partisans, opérant essentiellement dans les Carpates orientales, seraient alors de plusieurs dizaines de milliers d'hommes[45]. Les Américains, pour leur part, jugent Bandera politiquement infréquentable, moins pour son passif de criminel de guerre que pour son projet politique d'une Ukraine indépendante soumise à son parti unique. Dès 1947, la CIA apporte en revanche son soutien à un groupe dissident mené par Mykola Lebed[46]. Comme dans les pays baltes pourtant, les Occidentaux resteront globalement sceptiques sur les perspectives de tels mouvements et les soutiendront davantage dans une logique de renseignement que de guerre irrégulière. Les luttes intestines, le manque de moyens et l'enclavement géographique vouent à l'échec l'entreprise insurrectionnelle, qui ne tarde pas à péricliter[47].

L'année 1948 voit pourtant les deux puissances anglo-saxonnes commencer véritablement à envisager l'idée d'une subversion plus

systématique en Europe afin de détacher certains pans du bloc de l'Est[48]. C'est la thématique de la « libération des nations captives » déjà évoquée dans le champ de la guerre psychologique. L'appel de George Kennan à créer des « comités de libération » susceptibles de « servir de noyau à des mouvements de libération » se traduit dès l'année suivante par la naissance du National Committee to Free Europe et de sa Radio Free Europe, dont l'OPC espère qu'elle saura jouer auprès des Européens de l'Est un rôle similaire à celui de la BBC pour les populations occupées durant la dernière guerre. Cette politique de soutien aux « émigrés » a aussi une dimension paramilitaire, avec le soutien à certaines entreprises privées à l'instar de celle du général polonais Władysław Anders, établi à Londres, qui prétend être capable de soulever pas moins de six millions d'hommes et femmes derrière le rideau de fer[49]. C'est aussi dans ce contexte qu'il faut comprendre le vote de la loi Lodge-Philbin en juin 1950 autorisant des combattants étrangers à intégrer l'armée américaine[50]. Les Special Forces vont logiquement offrir le principal lieu d'accueil de ces exilés qui apportent avec eux de réelles compétences en matière de guerre irrégulière, à l'instar de l'ancien partisan tchetnik Slavko Bjelajac, lequel rejoint Fort Bragg, où il deviendra l'une des figures de proue de la guerre non conventionnelle[51].

En Grande-Bretagne également, certains se montrent dès 1948 favorables à une posture plus offensive vis-à-vis de l'URSS, non pas dans le but de contenir le communisme mais bien de le vaincre par la subversion[52]. C'est le cas du maréchal John Slessor, commandant de l'Imperial Defence College, qui regrette « la rapidité avec laquelle [le] personnel SOE a été retiré des anciens pays occupés et libérés par les Russes[53] ». En principe, cette capacité a été maintenue au sein du SIS, mais l'intérêt de celui-ci pour l'action clandestine demeure faible, à en juger par les échanges de Slessor avec son directeur (« C »), Stewart Menzies :

> J'ai été atterré par la conception [de Menzies] quant à l'échelle des opérations [de type] SOE qu'il envisage. Selon lui tout dépend de l'argent que le gouvernement voudrait bien cracher. […] Je pensais tout de suite à quelque chose de l'ordre de 10 millions de livres par an, le minimum pour ce type d'opérations. […] « C » n'envisageait qu'un demi-million, ce qui me semble ridiculement insuffisant[54].

Avant tout préoccupé de renseignement, le SIS a toujours été réticent aux aventures paramilitaires. Il accepte cependant de lancer une opération « afin de contenter les ex-SOE jouissant encore d'une certaine influence dans les clubs associés au monde du renseignement[55] ». L'idée qui germe au cours de l'année 1948 dans l'esprit des partisans de la guerre irrégulière est de s'attaquer au régime communiste d'Enver Hoxha en Albanie[56]. Plusieurs raisons expliquent ce choix. Il s'agit tout d'abord pour Londres de peser sur la guerre civile grecque, Tirana ayant laissé les communistes grecs y établir des bases arrières sur son territoire. Ensuite, l'ouverture géographique du pays sur la Méditerranée offre une bonne perspective de soutien logistique au profit d'une éventuelle guérilla. De plus, l'Albanie est géographiquement isolée du bloc soviétique depuis la rupture entre Tito et Staline, prémunissant ainsi le pays contre une intervention intempestive de l'Armée rouge. Enfin, l'importance des liens tissés depuis les années trente avec la résistance royaliste albanaise assurait à Londres une bonne connaissance du terrain et du personnel politique[57].

C'est assez logiquement à David Smiley et Julian Amery, deux anciens officiers du SOE ayant opéré en Albanie durant la guerre, qu'est confiée la tâche de mettre sur pied, sous l'autorité du SIS, un mouvement fondé pour l'essentiel par des partisans du roi Zog, en exil depuis 1939[58]. Dès les premiers préparatifs cependant, il apparaît que la Grande-Bretagne n'aura pas les moyens financiers de mener à bien l'opération. C'est la principale raison pour laquelle les États-Unis sont invités à se joindre au projet, qui arrive à point nommé pour l'OPC, tout juste créée et dont la guérilla derrière le rideau de fer est l'une des attributions[59]. Wisner s'empresse de constituer, sur le modèle du NCFE, un comité national pour la libération de l'Albanie destiné à donner un visage démocratique à l'opposition. L'opération *Valuable/Fiend* débute à l'été 1949 : Smiley s'installe à Malte pour y diriger un camp d'entraînement sur le modèle des anciennes Special Training Schools du SOE, en vue de la réinfiltration des partisans albanais. D'autres sont également formés dans le secteur britannique de Berlin par le colonel Franks, commandant du 21e SAS. Les Américains enfin, forment leurs propres partisans, sélectionnés en Bavière, dans les camps de personnes déplacées sous leur contrôle.

Les premiers groupes de guérilla débarquent sur la côte albanaise en octobre 1949. Les suivants sont soit infiltrés depuis la Grèce, soit déposés

sur le rivage ; seuls les Américains en parachutent certains. En dépit de quelques opérations spectaculaires, le mouvement demeure néanmoins dépourvu de dynamique populaire et ne parvient pas à déstabiliser le régime. Il faut aussi reconnaître qu'il souffre d'une terrible brèche de sécurité menant à la capture de nombreux opérateurs sur la base des renseignements transmis à Moscou par Kim Philby, légendaire espion soviétique infiltré au sein du SIS[60]. Enfin, comme en Ukraine ou dans les pays baltes, l'absence de projet politique et les luttes internes entre les différentes factions vouent le mouvement à l'échec. Six mois à peine après le lancement de l'opération, Bevin semble déjà vouloir s'en laver les mains, constatant l'inutilité de l'entreprise faute d'alternative crédible au régime d'Hoxha[61]. La crainte principale de Londres est désormais que ces opérations de déstabilisation n'inquiètent Tito et ne le conduisent à revenir sur le schisme yougoslave, qui demeure alors le principal succès occidental dans la région. L'OPC, réintégrée à la CIA en 1951 sous le nom de direction aux Plans, va désormais prendre en charge le plus gros de l'opération, mais sans plus de succès. En avril 1954, s'ouvre à Tirana le procès de partisans capturés et débouche sur une vaste campagne de terreur et de répression qui signe la fin de la guérilla albanaise[62].

L'échec de l'aventure albanaise inaugure un désaccord grandissant entre Américains et Britanniques quant à la stratégie de libération. Convaincu depuis la « *Crusade for Freedom* » de la popularité de la cause des « nations captives », Eisenhower mène au cours de l'année 1952 une campagne présidentielle sur le thème du « refoulement » (*rollback*) de l'Union soviétique par opposition au simple « endiguement » (*containment*) prôné par la doctrine Truman. Il est poussé dans cette voie par les faucons du parti républicain, parmi lesquels son futur secrétaire d'État John F. Dulles et son conseiller C. D. Jackson, président du NCFE[63]. Sous l'influence de Winston Churchill, réélu Premier Ministre en octobre 1951, les Britanniques se montrent au contraire de plus en plus sceptiques à l'idée d'une subversion trop aggressive, dont ils craignent qu'elle ne provoque inutilement Moscou et ne suscite de faux espoirs en Europe de l'Est[64]. Londres reproche aux Américains leur trop grande confiance envers les activistes anticommunistes exilés qui vitupèrent chaque jour sur les ondes de Radio Free Europe, bientôt rejointe en 1953 par Radio Liberty, adressée à l'audience russophone. Le directeur de l'IRD, Ralph Murray, invoque son

expérience au sein du PWE lors de la dernière guerre pour rappeler aux Américains que « les émigrés perdent étonnamment vite le contact avec la réalité de leur pays d'origine et tendent à être motivés par des considérations souvent plus personnelles que réellement patriotiques[65] ».

Malgré ses postures bravaches, l'administration Eisenhower est en réalité moins aventureuse que ne le laisse supposer sa propagande. Si elle multiplie les opérations clandestines en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient et en Amérique latine, la branche opérationnelle de la CIA se contentera en Europe d'une stratégie déclaratoire largement démilitarisée[66]. Le décalage entre la rhétorique de libération et la pratique va s'avérer particulièrement saillant lorsqu'au lendemain de la mort de Staline en mars 1953, Washington renonce à soutenir concrètement les soulèvements qui surviennent en Allemagne de l'Est et en Pologne, et ce malgré les encouragements de Radio Free Europe[67]. La désillusion allait se révéler plus tragique encore avec l'« abandon » des dissidents hongrois qui s'emparent du pouvoir à Budapest en 1956[68]. Après l'écrasement dans le sang de la révolte par l'Armée rouge, sans qu'aucun appui clandestin n'ait été tenté, Frank Wisner, toujours directeur des opérations à la CIA, sombre dans une grave dépression nerveuse, née de son incapacité à mettre en œuvre la grande stratégie de libération à laquelle il avait œuvré sans cesse depuis 1948[69]. À l'aune de la nouvelle coexistence pacifique en Europe, Washington abandonne l'idée d'une libération des territoires européens par la subversion, lui préférant désormais une « libéralisation », par l'entremise de relations commerciales et culturelles qui feront le succès de la politique de coexistence jusqu'à la fin des années soixante-dix.

De l'endiguement à la contre-guérilla

L'Occident libéral n'a pas l'apanage de la guérilla, bien au contraire. Nombre de mouvements de résistance de la Seconde Guerre mondiale étaient d'obédience communiste, et l'URSS elle-même s'est engagée sur le front de l'Est dans une guerre de partisans à une échelle encore inédite. Et pour cause, les communistes semblent les mieux taillés pour cette forme de lutte : des décennies d'agit-prop révolutionnaire à travers l'Europe les ont dotés d'une culture de la clandestinité qui en fait de redoutables adversaires

irréguliers. En France, en Italie, en Yougoslavie, en Grèce, mais aussi en Chine et en Asie du Sud-Est, le prix qu'ils ont payé à la répression de l'Axe et le bilan militaire de leurs opérations, souvent bien supérieur à celui des autres résistances, leur ont conféré un prestige et une influence auprès des populations libérées que les puissances occidentales redoutent de voir servir les intérêts soviétiques[70].

Tout comme la guérilla fait figure d'un instrument privilégié du *rollback*, la contre-guérilla va donc jouer un rôle central dans la stratégie de *containment*, qui demeure en réalité la principale ligne suivie par les puissances occidentales tout au long de la guerre froide. La contre-guérilla n'est pas inconnue des Occidentaux, mais elle est généralement associée aux méthodes de pacification coloniale et, dans une moindre mesure, au maintien de l'ordre en métropole. Pourtant, les conflits de l'après-guerre présentent des caractéristiques bien différentes des « petites guerres » du XIX^e^ siècle et des « opérations de police » du début du XX^e^ siècle. En 1949, la nouvelle édition d'un manuel de l'armée de terre britannique évoque ainsi l'émergence d'une nouvelle forme de menace, en prise directe avec la guerre froide :

> Par le passé, le désordre, les révoltes et la criminalité étaient largement les produits de causes locales. Aujourd'hui, bien que l'influence locale reste présente, elle se mêle à des influences extérieures, ne ratant aucune occasion de déclencher des troubles. Ces influences extérieures reposent sur le Communisme (dont le Kominform), les enjeux raciaux et religieux ainsi que les méthodes de « cinquième colonne » et se fondent sur des organisations clandestines, vestiges laissés par la dernière guerre[71].

Encore marginale dans la pensée stratégique occidentale, la problématique de la contre-guérilla n'est pourtant pas mise en avant sur le plan conceptuel et doctrinal dans les toutes premières années de la guerre froide, hormis les réflexions tactiques qui émanent des acteurs engagés dans les opérations elles-mêmes, en Grèce, en Palestine et surtout en Asie du Sud et de l'Est. L'année 1950 constitue assurément un tournant : après avoir constaté la puissance de l'insurrection communiste en Chine, en Corée et en Indochine, mais aussi enregistré les premiers succès de la contre-guérilla en Grèce, en Malaisie et aux Philippines, les États-Unis estiment nécessaire d'amorcer une réflexion sur ce phénomène nouveau. Sur les recommandations de Philip Jessup, ambassadeur plénipotentiaire et proche

conseiller du secrétaire d'État Dean Acheson, le National Security Council émet la directive NSC 90 appelant à une meilleure collaboration avec les alliés sur les opérations contre les guérillas :

> Bien qu'il y ait déjà eu un certain nombre d'échanges de vues entre représentants militaires, comme dans le cas des Britanniques et des Français en Asie du Sud-Est, aucun effort organisé n'a été fait pour rassembler les procédés et techniques parmi les nations amies ayant un intérêt commun à défaire ce genre d'activités. […] Il semblerait approprié d'étendre l'ampleur d'une telle coopération de manière à remédier au problème avec les moyens les plus efficaces de la contre-guérilla[72].

Le département de la Défense s'engage en conséquence à développer un « programme mettant à la disposition de [ses] amis et alliés un fonds commun de savoirs relatifs à la stratégie, aux tactiques et techniques des activités de contre-guérilla[73] ». La directive du NSC propose à ce titre d'inclure dans le processus deux pays disposant d'une « expérience considérable dans les activités de contre-guérilla » : l'Allemagne et le Japon. Pour ce faire, les différentes branches militaires des forces armées sont d'ailleurs invitées à recourir à « leurs sections de recherche historique[74] ». Davantage que l'expérience française et britannique, encore limitée dans les premiers temps de la guerre froide, c'est donc les savoirs des forces de l'Axe, et notamment de l'Allemagne, qui vont constituer un premier corpus à partir duquel s'établit une doctrine occidentale de contre-guérilla.

La première expérience occidentale en matière de contre-guérilla moderne est peu connue : elle date de l'entrée des armées alliées sur le territoire du Reich, lorsque, dans une tentative désespérée de ralentir l'avance ennemie, la Waffen-SS avait imaginé bâtir un maquis depuis différents réduits, notamment dans les Alpes bavaroises et autrichiennes. Baptisée *Werwolf,* l'opération est montée fin 1944, elle s'inspire officiellement du Landsturm de 1813, mythique mouvement de résistance nationale au temps des guerres napoléoniennes, mais porte en réalité surtout la marque des actions de partisans auxquelles les Allemands ont été eux-mêmes confrontés sur le front de l'Est[75]. Face à cette menace, les Alliés ne disposent d'aucune doctrine à jour de pacification. Dans une troublante inversion des rôles, bon nombre d'officiers du grand état-major allié se proposent alors de reprendre les méthodes allemandes d'occupation dont ils

affirment qu'elles sont parvenues à des « résultats remarquables[76] ». Ainsi dès le mois de novembre 1944, le SHAEF se met en tête de débriefer d'anciens résistants français, polonais et tchèques pour en tirer des enseignements en matière de maintien de l'ordre[77]. L'US Army diffuse également un certain nombre de notes sur les méthodes allemandes de contre-guérilla, comme ce manuel de lutte antipartisans traduit en anglais sous le titre *Fighting the Guerrilla Bands*[78]. Alors que le monde découvre à peine l'étendue des crimes de guerre nazis, certains cercles militaires alliés se penchent avec intérêt sur les « problèmes rencontrés par les Allemands et les mesures employées par eux pour contrer la guerre de partisans [car] il est bien possible qu'une guerre future nous pousse à occuper un pays ennemi où il existe une résistance active[79] ».

À l'été 1945, la section historique de l'US Army en Europe s'engage dans un ambitieux travail de débriefing des officiers supérieurs allemands, connu sous le nom de German Military History Program[80]. Initié par une série d'interviews sur le modèle de ce qui avait été fait auprès des prisonniers de guerre japonais, ce projet consiste à faire rédiger à d'anciens officiers de la Wehrmacht leurs « retours d'expérience » sous forme de rapports que la section historique américaine traduit et diffuse ensuite au sein de l'institution. Si, au cours des deux premières années, les études sont avant tout consacrées au front occidental, elles accordent à partir de 1947 une attention croissante aux opérations du front de l'Est, au point de prendre, au début des années cinquante, la forme de « quasi-manuels de lutte contre l'Armée rouge[81] ». Capitalisant sur l'anticommunisme des officiers allemands, la section historique développe une proximité avec ces prisonniers, qui endossent progressivement le rôle de véritables consultants en contre-guérilla.

La question apparaît dès 1948 *via* un rapport du maréchal de l'air Albert Kesselring consacré à la lutte antipartisan. Il y insiste sur des points généraux tels que la « qualité des hommes », la « stricte planification des opérations » ou l'importance des « missions de reconnaissance ». Il développe également la problématique des représailles sur les populations selon trois types de mesures : douces (« couvre-feu, recensement, interdiction de circuler à bicyclette, etc. »), sévères (« tenir la population responsable de la protection de certaines installations ») et extrêmes (« rafles, prises d'otages, exécutions de suspects »)[82]. À la suite de ce

premier rapport, de nombreux autres textes liés à la guerre de partisans se succèdent. Sur les 721 études produites au tournant de la décennie, 21 sont dédiées à la guerre de partisans et 44 autres l'abordent à des degrés divers[83]. En février 1952, les Américains vont jusqu'à confier à un groupe de six anciens généraux la tâche d'analyser et de critiquer le manuel général *FM 100-5 Operations* de l'US Army en vue de sa prochaine révision[84]. Le problème de la contre-guérilla y est abordé en détail :

> Le *FM 100-5*, exactement comme notre propre manuel avant guerre, ignore la présence de population civile habitant la zone de combats. […] La population d'une zone touchée par la guerre posera, non seulement au commandement mais aussi aux forces de combat, de nombreux problèmes, […] le principal étant celui de la guerre de partisans. Aujourd'hui un manuel se doit de couvrir pleinement cet aspect. Son exposition au chapitre « Opérations spéciales » est trop réduite et ne l'aborde qu'en surface[85].

De fait, le groupe d'officiers allemands attache une telle importance à cette dimension qu'il se propose de réécrire entièrement la section concernée dans le projet de manuel américain. Son influence n'est pas flagrante dans la mise à jour du *FM 100-5 Operations*, publié en 1954, même s'il est possible de noter certaines convergences[86]. D'autres documents sont en revanche plus teintés des leçons de la Wehrmacht, à l'instar du premier manuel de contre-guérilla de l'US Army, rédigé en 1950 par le colonel Volckmann qui puise un grand nombre d'éléments dans un rapport du German Military History Program[87]. Dans son manuel, Volckmann revendique d'ailleurs le fait de tirer les leçons de l'expérience allemande en affirmant par exemple que « si utilisées intelligemment, les conditions sociales et politiques [en Russie] auraient permis à Hitler de détacher les masses du gouvernement stalinien et ainsi de défaire l'URSS[88] ». C'est précisément l'argument martelé par les officiers allemands, qui cherchent alors à présenter l'image, fallacieuse mais qui fera florès, d'une « Wehrmacht aux mains propres », dont les résultats militaires auraient été dévoyés par la politique nazie[89].

Le manuel Volckmann décompose la contre-guérilla en trois phases opérationnelles : la séparation des partisans du reste de la population, la destruction des bases de guérilla et la poursuite des bandes isolées. Le premier objectif implique une action politique et administrative mêlant surveillance et coercition. Volckmann reprend ici l'ensemble des méthodes

proposées par Kesselring dans son étude de 1950 : « recensement ; cartes d'identification ; contrôle des allers et venues ; couvre-feu ; […] contrôle de la nourriture et rationnement ; évacuation complète de certaines zones désignées ; prise d'otages ». En ce qui concerne la destruction des bases de partisans, le manuel recommande l'encerclement tactique comme « la méthode la plus efficace pour une destruction complète[90] ». Ce principe est repris là encore d'un manuel allemand de contre-guérilla traduit en 1944 par l'US Army, dont Volckmann va jusqu'à reproduire les schémas à l'identique[91]. Enfin, en ce qui concerne la phase finale, il préconise l'emploi d'« unités spéciales d'anti-guérilla[92] » constituées en équipes d'une vingtaine d'hommes, bien entraînés et avec l'expérience des terrains difficiles. Le concept évoque clairement les « commandos de chasse » (Jagdkommandos) de la Wehrmacht, dont le rôle est décrit dans une autre étude historique consacrée à la guerre de partisans dans les Balkans :

> Une arme offensive extrêmement efficace fut trouvée avec les Jagdkommandos destinés à chercher et détruire les bandes de guérilla. Ces détachements étaient composés de jeunes soldats aguerris, physiquement endurcis et formés à vivre en autonomie pendant de longues périodes, ne dépendant ainsi que peu des lignes d'approvisionnement. […] Lorsque la situation l'exigeait les chasseurs pouvaient revêtir des habits civils et se déguiser en Tchetniks ou en partisans [communistes] afin de mieux s'approcher de l'ennemi. […] Malgré leurs succès, les commandos de chasse ne furent cependant pas assez nombreux pour changer l'issue de la campagne[93].

Le principe de telles unités de chasse avec des caractéristiques similaires à celles des partisans – les Américains emploient le terme de « *rangers* » dans leur traduction – renvoie à une forme de mimétique qui n'a rien de surprenant. Déjà en 1945, lord Selborne, plaidant pour le maintien du SOE, avait avancé l'argument de la contre-guérilla en rappelant que « les anciens braconniers font de meilleurs garde-chasses[94] ». Il n'est pas surprenant, à ce titre, que Russell Volckmann, lui-même ancien guérillero et grand promoteur des Special Forces, rédigeant simultanément un manuel de guérilla et de contre-guérilla ait été séduit par cette logique en miroir. Ce modèle fut d'ailleurs aussi remarqué chez d'autres alliés. Ainsi en France, où le souvenir des Jagdkommandos est encore vivace, certains stratèges y voient la preuve que « l'occupant n'est pas si désarmé contre la guérilla [car] on oppose très bien le corps franc au corps franc, et les Allemands avaient fini par avoir des troupes spécialisées qui étaient loin

d'être inefficaces[95] ». Cette influence allait s'exercer jusque dans la création, des années plus tard, des « commandos de chasse » en Algérie. Français et Américains sont d'ailleurs en contact étroit dans leurs réflexions doctrinales. Plusieurs études américaines sur la contre-guérilla sont envoyées par l'US Army à l'état-major à Paris. À l'automne 1950, les Français reçoivent ainsi la plupart des rapports du German Military History Program ainsi que le « projet de règlement sur les opérations de contre-guérilla[96] » qui n'est autre que le manuscrit du futur manuel Volckmann. Mais c'est sans doute avec le vieil allié britannique que les échanges sont les plus intenses, moins sur le plan des études historiques que d'une véritable coopération opérationnelle dans le cadre de la première grande campagne de contre-guérilla en Europe qu'est la guerre civile grecque.

Britanniques et Américains dans la guerre civile grecque

Dès la libération du pays à la fin de l'année 1944, l'Armée nationale de libération hellénique (ELAS), fortement liée au parti communiste grec (KKE), a tenté un coup de force contre le gouvernement de Papandréou, à peine rentré de son exil à Londres. Auréolé du prestige de la résistance, l'ELAS s'estime seule légitime à occuper le pouvoir en Grèce. Après une certaine temporisation en 1945, un épisode de « terreur blanche » et des élections grossièrement truquées provoquent la reprise de la lutte armée au printemps 1946. Si elle peut compter sur un solide sanctuaire yougoslave et albanais, la guérilla communiste ne bénéficie que d'une aide très limitée des Soviétiques, et ce au nom des accords de 1945 au cours desquels Staline avait « cédé » la Grèce à Churchill en échange d'une influence prépondérante sur le reste des Balkans[97].

Le gouvernement royaliste peut effectivement compter sur l'appui de Londres, qui a fait débarquer en septembre 1944 un corps expéditionnaire de 75 000 hommes sous le commandement du général Reginald Scobie. Parmi eux, certains anciens commandos, à l'image du Major Roy Farran des SAS, participent dès le mois de décembre aux combats de rue qui éclatent suite à la tentative de coup d'État de l'ELAS[98]. Alors que la guérilla communiste abandonne les villes pour les campagnes, la mission militaire britannique suggère de recourir aux tactiques coloniales pratiquées depuis

des décennies à travers le Commonwealth[99]. Elles consistent notamment en de grandes opérations de balayage destinées à disperser les insurgés et à empêcher la formation de forces à potentiel militaire[100]. Cette méthode employée depuis le XIXe siècle pour contrer des révoltes locales et spontanées se révèle pourtant insuffisante à dissiper une guérilla moderne, disposant d'une base populaire solide et d'une organisation politique clandestine. À l'été 1946, l'armée nationaliste tente une vaste contre-offensive, à grands renforts d'artillerie et de manœuvres enveloppantes, sur le modèle des opérations de la Wehrmacht. Bien rompus à ces techniques auxquels ils ont déjà dû faire face durant l'occupation du pays, les partisans du KKE parviennent le plus souvent à s'extirper des nasses, larges et lentes, formées par une armée grecque en proie à « l'inertie et au manque de combativité[101] ».

Face à ces échecs répétés, la mission britannique, qui assure désormais un rôle de conseil militaire auprès des forces royalistes, se met en quête de nouvelles conceptions tactiques susceptibles d'améliorer la performance de la contre-guérilla. Convaincu par le lobbying d'anciens membres des SAS et du SOE de l'intérêt des forces spéciales dans une telle optique, le général Rawlins, commandant la mission militaire, demande au War Office d'envoyer une quinzaine de vétérans SAS, pour assister l'armée nationale grecque en matière de « guerre irrégulière[102] ». En janvier 1947 commence ainsi, sous les auspices britanniques, la formation de 2 000 « commandos » grecs baptisés Lochoi Oreinon Katadromon (LOK). Placés sous le commandement du général Papagos, ces unités sont destinées à « s'infiltrer en profondeur dans les zones contrôlées par les bandits pour y mener des missions de reconnaissance afin de localiser une bande et de la maintenir en observation jusqu'à ce que la formation la plus proche puisse venir l'attaquer[103] ».

Parallèlement à ces adaptations tactiques, la mission militaire encourage le gouvernement royaliste à mettre en œuvre des politiques répressives visant au démantèlement de l'organisation insurgée au moyen d'opérations de police[104]. Il s'agit aussi d'exercer une pression sur la base populaire du mouvement communiste : sur les deux années 1947 et 1948, pas moins de 75 000 suspects de sympathies communistes sont arrêtés et hâtivement jugés par des tribunaux d'exception[105]. Des déplacements de populations

sont organisés afin de les « relocaliser » en dehors des zones d'influence de la guérilla, faisant ainsi écho à des pratiques coloniales britanniques remontant à la guerre des Boers et à la pacification birmane de 1931[106]. La Grèce vient donc jeter les bases d'un nouveau « modèle britannique » de contre-insurrection que l'on retrouvera en Malaisie dès 1948. Mais ces éléments se diffusent également auprès des Américains, qui s'impliquent directement dans le pays à partir du milieu de l'année 1947.

Confronté à une crise économique et budgétaire de grande ampleur, le gouvernement de Sa Majesté fait savoir dès le début 1947 qu'il ne pourra maintenir son soutien à la Grèce au-delà du printemps. Convaincu que le pays ne saurait triompher du communisme sans aide extérieure, Truman rompt alors définitivement avec l'idée d'un éventuel retour à l'isolationnisme d'avant guerre et demande au Congrès de l'autoriser à apporter à la Grèce une aide économique et militaire à hauteur de 400 millions de dollars. Entre août et décembre 1947, plus de 75 000 tonnes d'équipement militaire américain sont débarquées[107]. Afin de superviser le bon usage de ce matériel, une American Mission to Aid Greece (AMAG) est créée sous la direction de l'ancien gouverneur du Nebraska, Dwight Griswold, et du général William Livesay. Ce dernier insiste dès son arrivée sur l'importance d'entretenir une collaboration étroite avec les Britanniques sur les questions de contre-guérilla[108].

L'attitude des Américains à l'égard des commandos LOK est, à ce point de vue, déterminante. La mission américaine s'est en effet d'emblée montrée enthousiaste à l'égard de ce projet. Dans un télégramme au secrétaire d'État, George Marshall, Griswold souligne ainsi ses convergences de vues avec le général Rawlins en faveur des « tactiques de commandos », estimant qu'un « usage plus important devrait être fait […] des "tactiques de bandits" contre les bandits[109] ». Pour autant les LOK ne semblent pas donner entière satisfaction au cours de leur première année d'existence. Ceux-ci sont en effet surtout utilisés dans un rôle d'infanterie d'élite ou de troupes de choc, et non de forces spéciales opérant sur les arrières de l'adversaire. Griswold se plaint à plusieurs reprises auprès de ses collaborateurs que « les commandos ne sont pas employés efficacement[110] ». Des rapports négatifs parviennent également aux autorités britanniques et, au début de l'hiver, Rawlins va jusqu'à mettre en garde le général Yiadzis, chef d'état-major de l'armée grecque, que « si une dernière

tentative [de revoir leur emploi] échouait, les commandos devraient être dissous[111] ». Cette menace, combinée au travail de formation par les ex-SAS au nouveau centre de Vouliagmeni, semble avoir porté ses fruits quand, au début de l'année 1948, les LOK sont réorganisés dans une optique de reconnaissance et d'action en profondeur[112].

Entre-temps, l'attitude américaine a changé suite à la transformation, au mois de décembre 1947, de l'AMAG en Joint US Military Advisory Group (JUSMAG), vite placé sous le commandement du général James Van Fleet. Ce vétéran des deux guerres mondiales entend revoir l'ensemble de la formation de l'armée grecque en la modelant sur les structures de l'armée américaine – un schéma qui sera repris en Corée par la suite[113]. En dépit des succès auxquels les LOK sont enfin parvenus, Van Fleet s'y montre hostile, considérant que « leur efficacité est obtenue au détriment des unités régulières[114] ». Cet argument, traditionnel chez les opposants aux forces spéciales[115], explique le rendez-vous manqué entre un modèle britannique innovant mais brouillon et une réflexion stratégique américaine encore hésitante sur la réponse à apporter au défi de la guérilla.

Les évènements donnent raison à Van Fleet lorsqu'à la fin 1948, le parti communiste abandonne de lui-même sa stratégie de guérilla. Se sentant suffisamment fort pour passer à l'offensive, le KKE réorganise ses bandes de partisans en brigades conventionnelles, moins mobiles et plus dépendantes de la logistique. Ils font ainsi une cible aisée pour la nouvelle armée nationaliste entièrement rééquipée par les Américains. Par ailleurs, ayant opté en faveur de l'URSS dans la dispute entre Tito et Staline, le KKE se retrouve privé de ses bases arrières en Yougoslavie. La fermeture des frontières en juillet 1949 sonne le glas des forces communistes. Celles-ci sont finalement liquidées à la bataille du mont Grammos au cours de laquelle 150 000 soldats des forces nationalistes écrasent 20 000 partisans communistes acculés à la frontière albanaise[116]. Parmi les observateurs de cette bataille finale se trouve le lieutenant français David Galula, membre du comité spécial des Nations unies pour les Balkans, qui présentera par la suite la guerre civile grecque comme un « cas d'école de tout ce qui peut aller de travers dans une insurrection[117] ».

Les conditions politiques et militaires ne seront cependant pas toujours aussi favorables au camp occidental. Alors que sur le théâtre européen les lignes d'affrontement se figent progressivement le long du rideau de fer,

neutralisant de part et d'autre les entreprises subversives trop ambitieuses, la faille se déplace vers l'Asie, où est déjà en train de s'écrire un nouveau chapitre de l'histoire de la guerre irrégulière.

Chapitre 5

La révolution stratégique maoïste

(1927-1953)

Qu'elle soit irrégulière ou conventionnelle, la pensée stratégique n'échappe pas à la tentation de l'orientalisme[1]. Le déploiement de la guerre froide en Asie est l'occasion pour les puissances occidentales d'une rencontre mêlée de crainte et de fascination avec une altérité stratégique radicale sous la forme de la doctrine maoïste de la guerre révolutionnaire. Cet orientalisme ne repose pourtant pas seulement sur un fantasme : il procède également de l'identité bien particulière du théâtre asiatique dans la guerre froide, caractérisé par l'apparition de stratégies particulièrement originales et sophistiquées. Fondée sur la fusion organisée de la société civile et du monde combattant, la stratégie de la guerre révolutionnaire offre un prolongement imprévu à la forme européenne de la guerre totale, telle qu'elle s'est déployée au cours du premier XX^e^ siècle[2].

Tandis qu'en Europe, l'Union soviétique fait peser une menace aussi bien militaire que subversive sur les nations occidentales, la Chine communiste vient en Asie jouer un rôle géostratégique similaire, quoique considérablement renforcé par le crépuscule du colonialisme européen dans la région. Bien davantage qu'à l'Ouest, le communisme prend, en Asie, le visage du nationalisme et se pose en alternative à une domination occidentale qui a négligé pendant près d'un siècle les aspirations politiques

des communautés locales. Or, c'est la doctrine maoïste de la guerre révolutionnaire qui, sous couvert d'une technique de libération nationale, va servir de principal vecteur de diffusion du communisme asiatique. Il importe de s'y intéresser afin de comprendre la dynamique à laquelle sont confrontées les puissances occidentales pour prendre ensuite la mesure de leur réaction.

De la révolution à la guerre révolutionnaire

Dans son ouvrage de référence sur les origines de la révolution chinoise, Lucien Bianco affirme sans ambages que « l'Armée rouge a conquis la Chine et [que] cette révolution ressemble fort à une domination[3] ». Cette vision martiale s'oppose à la tradition révolutionnaire européenne, remontant au moins à 1789, de l'insurrection ou du coup de force, qui frappe le pouvoir politique directement à sa tête – à la manière de la prise de Petrograd par les bolcheviques, du soulèvement spartakiste à Berlin ou du coup d'État de Bela Kun à Budapest. Prenant modèle sur ses prédécesseurs européens, le Parti communiste chinois (PCC) a initialement fondé ses espoirs sur des actions de ce type, comme lors des grèves insurrectionnelles à Shanghai ou de la « commune de Canton » en décembre 1927. Mais face à la répression du Guomindang nationaliste de Chiang Kaï-shek et au manque d'effet d'entraînement, les communistes doivent se résoudre à en passer par une lutte prolongée depuis les campagnes. Mao n'est alors qu'un dignitaire parmi d'autres. De 1927 à 1933, il assiste impuissant à l'effondrement des soviets du Jiangxi, province de Chine mériodionale, sous le coup des cinq « campagnes d'encerclement et d'anéantissement » orchestrées par Chiang Kaï-shek[4]. C'est au cours de la Longue Marche de 1934-1935, retraite légendaire visant à déplacer la base du mouvement dans le Shaanxi, une région reculée du nord du pays, que Mao prend une place prépondérante au sein du parti et met au point sa pensée stratégique à partir des leçons de la défaite dans le sud.

Cherchant à justifier par la théorie sa divergence croissante avec le modèle bolchevique, Mao établit qu'en Chine, c'est la guerre et non le coup d'État, qui doit être la voie principale de la révolution. Au cœur du maoïsme stratégique se trouve donc l'idée que « la tâche centrale et suprême de la

révolution [en Chine], c'est la conquête du pouvoir par la lutte armée, c'est-à-dire la solution de ce problème par la guerre[5] ». Il explique cette spécificité par le caractère « semi-colonial et semi-féodal » du pays : alors que dans l'Europe industrielle et centralisée, le pouvoir se trouve en ville et le plus souvent dans la capitale, dans la Chine du premier XX^e siècle, le pouvoir politique s'est effondré et la gouvernance, décentralisée, se disperse dans les campagnes : la lutte ne peut y être aussi soudaine et précipitée qu'en ville mais doit prendre l'aspect d'une guerre prolongée. En 1938, alors qu'il s'oppose à des tendances prosoviétiques au sein du PCC, Mao réaffirme qu'en Chine, « la tâche essentielle du Parti communiste n'est pas de passer par une longue lutte légale pour aboutir à l'insurrection et à la guerre, ni d'occuper d'abord les villes et ensuite les campagnes, mais de procéder en sens inverse. […] En Chine, la forme principale de la lutte, c'est la guerre[6] ».

Une fois la guerre déclarée, demeure la question des modalités de victoire. Loin de voir dans la destruction de l'adversaire le « centre de gravité » du conflit, le maoïsme articule sa théorie stratégique autour des notions de « base populaire » et de « ligne de masse », toutes deux développées au cours de la période des soviets du Jiangxi et que Mao imposera par la suite à tout le parti. L'idée sous-jacente est que le parti doit dépasser l'idéal léniniste d'avant-garde du prolétariat éveillant par son action violente la conscience de classe ; il s'agit désormais d'en faire un instrument d'organisation politique et sociale des masses en vue de garantir leur mobilisation totale au profit de la guerre révolutionnaire[7]. La ligne de masse vise à l'embrigadement généralisé des populations et émerge comme un véritable ressort stratégique à l'issue de la Longue Marche, lorsque Mao affermit sa domination sur le parti. Dans un texte de 1936, ce dernier affirme que la condition « la plus importante » pour remporter la victoire sur ses adversaires nationalistes est « l'aide active apportée par la population civile[8] ».

Cette dimension est renforcée à partir de 1937 lorsque la logique de guerre révolutionnaire cède le pas à une démarche de guerre de résistance contre l'empire du Japon. Après avoir poussé son impérialisme à travers la Mandchourie, le mikado menace de s'emparer du reste du pays. Contraint plus que convaincu par ses conseillers d'abandonner son projet de mise à

mort d'un PCC aux abois, Chiang Kaï-shek se résout à former un front commun avec ce frère ennemi pour faire face au péril impérialiste. Cette alliance de circonstance n'empêche pas le Japon de mener une offensive éclair qui s'empare en quelques mois, à l'été et l'automne 1937, de l'essentiel du littoral chinois. Paradoxalement, la guerre sino-japonaise va sauver la mise aux communistes, qui se trouvent alors dans une situation des plus précaires[9]. Le ressort nationaliste de la lutte contre l'envahisseur va également faciliter sa création de bases populaires solides dans les régions où il est implanté (Shanxi, Hebei, Shandong). C'est dans un pamphlet de cette période que l'on trouve l'une des expressions les plus célèbres sur le lien entre guérilla et soutien populaire :

> Nombreux sont ceux qui croient impossible pour des partisans de survivre longtemps derrière les lignes ennemies. Une telle croyance révèle un manque de compréhension de la relation qui doit exister entre le peuple et les troupes. L'un peut être comparé à l'eau et l'autre aux poissons qui y vivent. Comment prétendre que ces deux éléments ne peuvent coexister ? Seules les troupes sans discipline font du peuple leur ennemi et, comme les poissons hors de leur milieu naturel, ne peuvent survivre[10].

Mao est pourtant peu prolixe sur les moyens d'engendrer une telle osmose. La base populaire des communistes est en effet loin d'être acquise : dès l'époque des soviets du Jiangxi, le leader chinois avait constaté avec dépit que les masses restaient « froides et réservées[11] » face au programme de réforme prôné par le parti. La décennie d'échecs qui s'ensuit pousse le PCC à développer son appareil de mobilisation. En 1938, Mao souligne ainsi l'importance d'« exposer au peuple les buts politiques de la guerre […] par la parole, les tracts et les affiches, par les journaux, les brochures et les livres, par le théâtre et le cinéma, en utilisant les écoles, les organisations populaires et les cadres[12] ». Ces techniques de propagande, venues pour partie d'URSS, font du PCC un incubateur précoce de la guerre psychologique, à une époque où elle commence à peine à être systématisée en Occident.

Mais la « ligne de masse » va plus loin en proposant une politisation systématique de toute la société[13]. Cette dimension est bien exprimée dans une conférence de Liu Shaoqi, alors secrétaire général du PCC, donnée en mars 1938[14]. Il y explique comment encadrer la population par des « organisations de masse » couvrant l'ensemble du corps social : les

« syndicats de travailleurs » réunissant les ouvriers et autres petits employés pour les encourager à la production de guerre ; les « associations paysannes » regroupant l'ensemble des travailleurs agricoles afin de ravitailler les troupes ; les « associations de marchands » veillant à l'asphyxie économique des villes tenues par les Japonais ; les « mouvements de jeunesse » destinés à encadrer les écoliers et les étudiants, ainsi que les « organisations de femmes » que le PCC prétend vouloir émanciper de leur rôle traditionnel[15]. Ces structures se rajoutent à celles de l'administration locale des « zones libérées », ainsi qu'à la hiérarchie de l'armée et des milices d'autodéfense. Toutes sont étroitement contrôlées par le parti et irriguées par sa propagande. Ainsi tissé, ce mécanisme assure non seulement un soutien mais également une surveillance et un contrôle sans précédent de la société rurale.

L'infrastructure décrite par Liu Shaoqi montre bien à quel point le soutien des masses est une chose trop sérieuse pour être laissée à leur bon vouloir. Il s'agit bien ici de *conquérir* la population comme une ressource stratégique majeure, par la contrainte si nécessaire. Faute de pouvoir exploiter la fibre sociale ou patriotique des paysans, la coercition est en effet l'ultime outil d'encadrement des populations. Là encore, si la répression politique maoïste semble devoir beaucoup au modèle stalinien des purges, son extension à l'ensemble de la population sous la forme de « mouvements de rectification[16] », où l'autocritique est systématisée jusqu'au plus bas niveau, constitue un mode de mobilisation inédit et un implacable instrument de répression. Celle-ci s'accroît encore durant la dernière phase du conflit lorsque, après la défaite du Japon, la guerre civile reprend entre le PCC et le Guomindang. Face à cet adversaire nationaliste, aussi chinois et victorieux que le sont les communistes, leur légitimité n'est plus aussi évidente. La « terreur rouge » est alors incontestable : « dans chaque village, elle frappe les plus riches [ainsi que] les villageois qui ont fait bon accueil aux armées nationalistes[17] ». Si les maoïstes parviennent à conserver le soutien populaire, c'est en partie du fait de la réaction des troupes du Guomindang, qui « se révèlent effectivement pires : moins sélectifs dans leurs massacres, manifestant, dans leur panique, un plus grand mépris de l'existence des villageois[18] ». Ainsi pris entre deux feux, les paysans choisissent donc les communistes, poussés dans leurs bras par la

« terreur blanche » autant que par la corruption et l'incompétence endémique de la République de Nankin.

Souvent obsédée par l'aspect populaire de la révolution chinoise, la littérature stratégique en oublie parfois son articulation nécessaire avec une dimension plus conventionnelle. Dès la période du front commun antijaponais, Mao se refuse en effet à voir dans la guerre de partisans la forme décisive de la guerre révolutionnaire : « si nous aspirons à transformer toutes les forces régulières en partisans, et n'espérons pas gagner au moyen de forces régulières, il faudra alors nous attendre à un échec[19] ». Selon lui, seule la « guerre de mouvement » permet la victoire finale. Cette conception est clairement énoncée dès 1938, dans un essai qui formalise la division de la guerre révolutionnaire en trois phases :

> La première étape sera celle de l'offensive stratégique de l'ennemi et de notre défensive stratégique ; la deuxième, celle de la consolidation stratégique des positions de l'ennemi et de la préparation de notre contre-offensive ; la troisième, celle de notre contre-offensive stratégique et de la retraite stratégique de l'ennemi. […] La forme essentielle des opérations dans la première étape sera la guerre de mouvement, et les formes auxiliaires la guerre de partisans et de position. […] La forme principale de la [deuxième étape] sera la guerre de partisans alors que la guerre de mouvement jouera un rôle auxiliaire. […] Enfin, la guerre de mouvement sera, dans cette [troisième] étape la forme principale de nos opérations mais la guerre de position prendra aussi de l'importance[20].

L'important est ici le caractère évolutif (ou « prolongé ») de la manœuvre : alors que dans la conception occidentale, la guerre irrégulière est adossée à des formations régulières, voire suscitée par celles-ci, la théorie maoïste inverse la proposition et fait de la guerre de mouvement le résultat du succès irrégulier. Telle la mue du papillon, les bandes de partisans se métamorphosent en une « armée moderne » et victorieuse. C'est à peu près ce à quoi l'on assiste à partir de la reprise de la guerre civile en 1946 : concentrant ses efforts sur la Mandchourie, dont les ressources matérielles lui permettent de passer à la guerre de mouvement (ou « guerre de matériel »), l'Armée populaire de libération (APL) reste fidèle aux idées prônées par Mao deux décennies auparavant[21].

Un modèle stratégique transposable ?

Bien qu'initialement pensé dans le seul cadre chinois, le scénario de la guerre révolutionnaire va donc rapidement devenir l'un des grands dogmes stratégiques de très nombreuses guérillas en Asie et à travers le monde. Si cette influence au-delà des frontières chinoises peut paraître naturelle compte tenu de l'internationalisme inhérent à la pensée communiste, elle se heurte pourtant à toute une série de spécificités chinoises et de contingences historiques et géographiques. Mao fut d'ailleurs le premier à souligner les « particularités de la guerre révolutionnaire en Chine [dont] les lois […] ne peuvent être transposées mécaniquement d'une guerre à l'autre[22] ». Ces précautions sont pourtant vite oubliées au lendemain de la victoire sur les nationalistes. En effet, dès 1949 apparaît l'idée d'étendre ces méthodes à l'ensemble du monde colonisé, et notamment à l'Asie du Sud-Est. C'est, entre autres, le sens des déclarations de Liu Shaoqi lors de la conférence des syndicats d'Asie et d'Australie tenue en novembre 1949 :

> La lutte armée doit être la principale forme de lutte du mouvement de libération nationale dans la plupart des colonies […]. C'est la voie fondamentale suivie par le peuple chinois pour obtenir la victoire dans son propre pays. C'est la voie de Mao Zedong. Elle peut être la voie fondamentale à suivre pour les peuples colonisés dans leur lutte pour la libération[23].

Le revirement maoïste en faveur d'un « modèle universel » tient davantage à la place du PCC au sein de l'Internationale communiste qu'à ses conceptions stratégiques proprement dites. En effet, quand dans les années trente Mao met en avant les « particularités de la guerre révolutionnaire en Chine », il cherche à justifier par avance son hétérodoxie face au schéma léniniste prôné par Moscou[24]. En 1949, au contraire, il a pour lui le prestige du vainqueur et une position bien plus confortable pour promouvoir son expérience comme un modèle révolutionnaire alternatif à celui de l'URSS. C'est fort de son triomphe militaire que Pékin va progressivement construire son influence stratégique à travers sa sphère d'intérêts traditionnelle qu'est l'Asie du Sud-Est, avant d'essaimer au-delà des horizons régionaux, à travers tout ce que l'on appellera bientôt le Tiers Monde[25].

Alors que s'achève la guerre civile chinoise, des insurrections communistes éclatent dans pratiquement toute l'Asie du Sud-Est – Indochine et Philippines dès 1946, Malaisie, Birmanie et Indonésie en 1948. L'idée selon laquelle ces « tentatives […] révolutionnaires pour s'emparer du pouvoir […] appliquaient la stratégie révolutionnaire de Mao Zedong[26] » est longtemps apparue comme une évidence aux observateurs occidentaux. Elle s'insert dans une grille de lecture de guerre froide qui véhicule l'idée d'une « directive insurrectionnelle » diffusée par Moscou lors de la conférence de la Jeunesse d'Asie du Sud-Est, tenue à Calcutta en février 1948. En réalité les responsables soviétiques du Kominform n'ont nullement incité les partis communistes asiatiques à prendre les armes – bien au contraire, Staline semble avoir toujours été sceptique sur la capacité des peuples colonisés à se libérer eux-mêmes du joug européen. Néanmoins le contexte international, et notamment la proclamation de la doctrine Jdanov en septembre 1947, qui réfute la possibilité d'une coexistence entre les deux blocs et proclame la solidarité au sein du camp socialiste, a largement pesé dans le choix des chefs communistes locaux de se lancer dans la bataille – persuadés qu'ils étaient d'avoir l'aval tacite de Moscou[27]. La question de l'influence chinoise sur les conceptions stratégiques de ces insurrections reste en revanche peu couverte par la littérature. Elle constitue pourtant la pierre angulaire de la perception occidentale d'une « menace révolutionnaire » commune, dont la Chine, plus encore que la Russie, serait l'épicentre et l'Asie du Sud-Est le premier terrain d'extension[28].

L'Occident dans la guerre civile chinoise

Bien que la dernière phase de la guerre civile chinoise demeure une lutte essentiellement interne, les puissances occidentales, et notamment les États-Unis, y jouent un rôle considérable en y prenant, contraints et forcés, le parti des nationalistes du Guomindang. Fortement engagés auprès de Chiang Kaï-shek durant la guerre contre les Japonais, les Américains maintiennent cette alliance après la fin des hostilités, tout en insistant sur la nécessité de réformer la gouvernance. Déjà en 1945, le général Stilwell, commandant les forces américaines en Chine, et son successeur, le général

Wedemeyer, avaient pointé du doigt l'incompétence et la corruption endémique du régime de Chiang Kaï-shek. Dans un premier temps, Truman se montre favorable au maintien du front uni avec les communistes et envoie même le général Marshall pour tenter de trouver un accord entre les deux frères ennemis[29]. L'échec de ces négociations à l'hiver 1946 conduit à la reprise des hostilités, et notamment à la bataille décisive pour la Mandchourie, alors occupée par les Soviétiques.

L'aide militaire américaine se limite initialement à la livraison de matériels promis dans la lutte contre les Japonais. Mal à l'aise vis-à-vis du régime de Chiang Kaï-shek, dont l'inertie administrative et l'intransigeance politique les irritent, les Américains tardent à offrir leurs conseils militaires à Nankin tout en sous-estimant la force du mouvement communiste[30]. Il faut attendre l'automne 1947 pour voir se mettre en place un US Army Advisory Group, sous l'autorité du général David Barr, en charge de conseiller Chiang Kaï-shek dans sa lutte contre les communistes – un dispositif directement adapté de la mission militaire établie en Grèce quelques mois plus tôt. Prenant conscience de la nature hybride de la stratégie communiste, Barr estime d'emblée que les troupes chinoises devraient être formées à des opérations à la fois régulières et irrégulières au moyen de divisions mobiles[31]. Il fustige l'immobilisme des armées nationalistes et les invite à adopter le « concept américain [consistant à] trouver, fixer, et détruire l'ennemi[32] ». Mais au-delà de ces considérations tactiques, certains observateurs entrevoient déjà, avec une perspicacité qui n'eut d'égal que leur isolement, la nature plus profonde de la guerre menée par les communistes. Ainsi, le général Wedemeyer, envoyé spécial de Washington à l'été 1947, livre son analyse au gouvernement nationaliste :

> Les communistes ne peuvent être vaincus par l'emploi de la force. Aujourd'hui, la Chine n'est plus envahie par des forces militaires étrangères mais par une idée. La seule manière de la combattre est de lui opposer une autre idée qui saura gagner le soutien du peuple. Cela signifie que le gouvernement doit mettre fin à sa corruption et à son incompétence et garantir au peuple, et en particulier aux paysans, une justice égalitaire et la protection des libertés individuelles[33].

Le concept développé ici par Wedemeyer d'une « guerre des idées », qui passe évidemment par la propagande mais aussi au travers de réalisations très concrètes en matière de gouvernance, atteste assurément d'une juste compréhension du mécanisme de la guerre révolutionnaire. La

dimension coercitive et totalisante du contrôle des populations par le camp maoïste semble toutefois échapper au militaire américain, de même que la sophistication théorique de cette nouvelle doctrine et ses conséquences en termes de diffusion régionale. Sans avoir la stature institutionnelle de Wedemeyer, un autre officier américain reconnaît à l'époque la nouveauté stratégique radicale du modèle de guerre maoïste. Le colonel Samuel Griffith, du corps des Marines, connaît bien la Chine pour y avoir servi comme officier de liaison entre 1937 et 1939. Il a ramené de ce séjour le pamphlet sur la guérilla attribué à Mao Zedong et dont il publie une traduction en 1940[34]. L'année suivante, il compte parmi les deux premiers officiers américains à recevoir l'entraînement commando dans le centre de formation d'Achnacarry en Écosse, avant de s'illustrer en 1942 à Guadalcanal[35]. De retour en Chine en 1945, il poursuit ses recherches et sera même l'auteur d'une thèse remarquée sur Sun Zi. Ses appels à l'étude des textes maoïstes resteront pourtant sans écho jusqu'au début des années soixante.

Quoique avec des moyens infiniment moindres, la France s'intéresse également de près aux évolutions liées à la guerre civile en Chine. Aux prises avec le Vietminh dès 1945, Paris s'inquiète en effet de la progression vers le sud des communistes chinois. Dès la reprise de la guerre civile, le lieutenant-colonel Jacques Guillermaz est envoyé comme attaché militaire français auprès du gouvernement de Nankin, avec pour mission de découvrir « si les armées communistes avaient quelques chances de se présenter un jour sur la frontière de l'Indochine et dans quels délais cet évènement pourrait se produire[36] ». Bon connaisseur du pays, où il a déjà passé dix ans, Guillermaz souligne dans ses rapports la force morale du camp maoïste en insistant notamment sur « l'organisation en profondeur et en surface des populations soumises à une intense propagande politique, s'appuyant sur des mesures coercitives mais aussi sur une réforme agraire séduisante ». Son adjoint à Pékin, le jeune lieutenant David Galula, s'intéresse tout particulièrement aux techniques de guerre maoïstes[37]. En avril 1947, il visite seul la région du Shanxi et se fait capturer à deux reprises par l'APL, qui le libère aussitôt. Il peut à cette occasion s'entretenir avec certains cadres du PCC, dont le général Chen Geng – futur conseiller militaire de Giáp au Vietnam[38]. Il est frappé par la « force morale » des

communistes qu'il impute à l'« endoctrinement idéologique des troupes[39] », ainsi que par l'efficacité de l'encadrement administratif :

> En 1947, lorsque [Galula] fut capturé par les communistes chinois à la chute de Hsinkiang [Xinjiàng], dans la province du Shansi [Shanxi], il remarqua qu'une équipe de fonctionnaires communistes avait aussitôt pris la tête de l'administration de la ville qui était le siège d'un *hsien* (comté). Ces officiels lui dit-on, avaient été désignés de longue date pour cette tâche et avaient fonctionné comme un gouvernement parallèle au sein des unités de guérillas actives dans la région[40].

À l'été 1949, le sinologue Roger Lévy fait paraître dans la *Revue Défense nationale* une première analyse des causes de la victoire communiste. Deux ans plus tard, le général de corps aérien Lionel-Max Chassin se rend célèbre par la publication d'une série d'articles et d'un livre remarqué sur la « conquête de la Chine par Mao[41] », témoignant ainsi de l'intérêt grandissant de la pensée militaire française pour la doctrine de la guerre révolutionnaire.

La Grande-Bretagne est évidemment, elle aussi, attentive aux développements de la guerre civile en Chine du fait de ses intérêts commerciaux anciens dans le pays, incarnés entre autres par sa présence sur l'île de Hong Kong[42]. Par-delà le caractère stratégiquement novateur des techniques du PCC, Londres s'inquiète surtout de l'impact régional de la victoire maoïste, comme l'évoque ce rapport du Joint Intelligence Committee d'avril 1949 :

> Depuis les six derniers mois, la stratégie communiste visant à créer un front actif à travers l'Extrême-Orient s'est continuellement développée. Les succès des communistes chinois ont fait franchir une grande étape à ce plan. […] Bien qu'il n'en existe aucune preuve, de fortes présomptions indiquent que la Russie a délégué au PCC la charge de bâtir ce que Mao Zedong appelle « un fortin du communisme mondial en Asie ». […] Avec ses branches et cellules au Siam, en Indochine, en Malaisie, en Indonésie, aux Philippines, en Birmanie et à Hong Kong, le PCC se trouve dans une position unique pour contribuer à la rapide expansion du communisme. Il existe encore peu d'informations sur l'aide directe de ces cellules d'outre-mer aux partis communistes locaux, mais l'on peut s'attendre à ce qu'elle se développe rapidement ; nous en voyons déjà les signes en Indochine, en Malaisie et aux Philippines[43].

Ce regard britannique tourné vers l'Asie du Sud-Est et l'impact de la révolution chinoise sur les possessions coloniales occidentales dans la région annonce d'ores et déjà la perception d'une menace commune à

l'ensemble du camp occidental sous la forme d'une subversion régionale animée par Pékin. Cette réflexion incarne également le mélange entre la peur du communisme qui se répand alors en Europe et le mythe, plus ancien, du « péril jaune », qui trouve ici un nouvel écho dans l'imaginaire collectif occidental.

« L'ennemi commun est arrivé à nos frontières »

Lorsqu'en mars 1948 est signé le pacte de Bruxelles instaurant une « Union occidentale » face à la menace communiste en Europe, nul n'oublie les implications asiatiques d'une telle alliance. La France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, tous trois signataires du traité, sont aussi les puissances coloniales historiques d'Asie du Sud-Est. Dès les premières discussions multilatérales, l'Union occidentale souligne la nécessité de mieux coordonner la lutte « contre les activités subversives dans les territoires dépendants [et notamment] en Asie du Sud-Est[44] ». En décembre 1948, le sous-secrétaire d'État britannique à l'Extrême-Orient prône également un partenariat plus étroit avec la France et les Pays-Bas, « au-delà du seul constat des liens entre le communisme asiatique et Moscou ». Il rappelle au passage que « les Américains ne considérant pas la région comme relevant de leur responsabilité », il est de celle de Londres de coordonner la défense de la région[45].

Les autres puissances européennes se félicitent d'ailleurs que « l'Angleterre ait pris conscience qu'un danger grave pesait sur l'Asie du Sud-Est et [veille à ce que] la solidarité occidentale dans cette région s'affirme comme jamais auparavant[46] ». Diplomatiquement isolée du fait de l'arrivée au pouvoir de nationalistes anticoloniaux en Inde, en Birmanie et en Thaïlande, la France cherche d'autant plus à renforcer son alliance avec la Grande-Bretagne qu'elle est la dernière autre puissance coloniale de la région après le retrait des Néerlandais d'Indonésie à l'été 1949[47]. De son côté, Londres semble également attachée au maintien de la présence française en Indochine, convaincue de son rôle stratégique pour la sécurité des intérêts britanniques[48]. En novembre 1949, le commissaire général britannique pour l'Asie du Sud-Est, Malcolm MacDonald, se rend au Vietnam pour « s'entretenir avec le haut-commissaire français à propos de

l'arrivée imminente des troupes communistes chinoises à la frontière[49] ». Peu après, c'est au tour du général Carpentier, commandant du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient, de rendre visite au quartier général britannique de Phoenix Park, à Singapour[50]. Il s'y accorde avec son homologue sur la « création d'un état-major combiné […] en cas d'attaque chinoise ». Dans une formule géographiquement paradoxale mais idéologiquement révélatrice, les deux alliés affirment que « l'ennemi commun est désormais arrivé [aux] frontières du monde occidental[51] ».

L'entente franco-britannique ne suffit pourtant pas à assurer la défense de la région face à la menace maoïste. Confrontées à de graves contraintes budgétaires, les deux puissances coloniales concluent vite que seule l'implication directe des États-Unis permettrait d'entreprendre « la tâche formidable d'arrimer l'Asie du Sud-Est à l'Occident et de créer quelque forme d'association régionale capable de faire pièce à l'expansion communiste[52] ». La victoire des communistes en Chine va précisément déclencher cette intervention et ainsi achever l'entrée de la région en guerre froide. Et pour cause, la « perte de la Chine » à la fin de l'année 1949 a provoqué un tollé dans les milieux diplomatiques et militaires américains. Bien que désabusées sur les chances de succès de Chiang Kaï-shek, les plus hautes autorités à Washington n'avaient pas évalué la gravité de la situation et l'imminence de sa défaite[53]. Alors que la prise de pouvoir communiste fait souffler un vent de panique sur l'Amérique, le Département d'État tente d'élaborer dans l'urgence une stratégie d'endiguement asiatique sur le modèle de ce qui a été fait en Europe depuis 1947, renforçant à cette fin tous les acteurs susceptibles de s'opposer au communisme, par-delà toute autre considération[54].

Cette évolution va cependant à l'encontre de la traditionnelle posture anticoloniale des États-Unis, qui s'était notamment manifestée au détriment de la reconquête française de l'Indochine en 1945. Le 15 décembre 1949, le ministre plénipotentiaire Philip Jessup, proche conseiller du secrétaire d'État Dean Acheson, entame une tournée de quatorze pays asiatiques en vue d'y évaluer la situation[55]. Lorsqu'il arrive en Indochine en janvier 1950, Paris vient tout juste de ratifier l'accord de l'Élysée, signé en mars 1949, qui reconnaît l'indépendance formelle du Vietnam au titre d'« État associé » à l'Union française. Jessup se félicite de la reconnaissance par la France de l'inéluctabilité du mouvement des indépendances en Asie, espérant ainsi

priver les communistes du monopole du discours sur l'émancipation nationale. Il se dit « prêt à recommander, non seulement la reconnaissance du [nouveau] régime, mais aussi une aide substantielle à l'Indochine, en y incluant les troupes de l'Union française[56] ». Aussi lorsque Pékin et Moscou reconnaissent en janvier 1950 la République démocratique du Vietnam, c'est-à-dire le régime vietminh de Hô Chí Minh, comme seul gouvernement légitime, Truman n'hésite pas une seconde à apporter sa voix au gouvernement de Saigon, placé sous la tutelle de l'ancien empereur d'Annam, Sa Majesté Bảo Đại. C'est aussi à cette date que le président américain signe la directive NSC 64, qui étend pour la première fois le principe de *containment* au continent asiatique :

> Il est primordial pour les intérêts sécuritaires des États-Unis que toutes les mesures possibles soient prises pour empêcher une plus grande expansion communiste en Asie du Sud-Est. L'Indochine est une région-clé […] aujourd'hui immédiatement menacée. Si elle devenait communiste, la Thaïlande et la Birmanie voisines viendraient certainement à tomber. L'équilibre de l'Asie serait alors en grand danger[57].

Cette directive est l'une des premières expressions de la célèbre « théorie des dominos[58] », qui prône l'interdépendance totale de la sécurité des différents pays d'Asie. Dans le même souffle, Washington accorde à la France une aide militaire de 94 millions de dollars en vue de son effort de guerre en Indochine[59]. Des aides de même nature, quoiqu'en quantité inférieure, sont accordées à la Birmanie, aux Philippines, à la Malaisie, à Taiwan et à la Thaïlande[60]. Suite à ces décisions, le diplomate John Melby et le général Graves Erskine du corps des Marines sont envoyés dans la région afin d'y conduire un audit précis des besoins de chacun[61]. Au même moment, la situation générale s'aggrave brusquement avec l'invasion en juin de la Corée du Sud par les armées de Kim Il-Sung, suivie de près par l'intervention américaine et l'envoi des « volontaires » chinois aux côtés des nordistes. La guerre de Corée va jouer un rôle de catalyseur du sentiment de solidarité entre puissances occidentales. Ainsi pour l'ambassadeur de France aux États-Unis, « si la situation [en Asie] s'est aggravée, elle a également, semble-t-il, aidé l'opinion américaine à mieux comprendre la réalité de la menace communiste en Extrême-Orient et à apprécier à sa juste valeur la contribution de notre pays[62] ». L'influence chinoise, parfois surestimée au point d'en négliger les dynamiques internes

aux différents théâtres, apparaît ainsi comme un facteur déterminant dans l'émergence d'une représentation occidentale commune des enjeux stratégiques en Asie.

La guérilla dans la grande stratégie occidentale en Asie

La victoire des forces communistes en Chine continentale à l'automne 1949 crée un parallèle entre la situation de l'Asie et celle de l'Europe depuis la fin de l'année 1946. Certes, les moyens de la jeune République populaire sont difficilement comparables à ceux de la puissante Union soviétique, mais les forces occidentales en Asie sont, elles aussi, bien moindres qu'en Europe, de sorte que l'équilibre militaire entre les blocs y est similaire, c'est-à-dire globalement favorable au camp socialiste. Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, la perspective d'une guérilla alliée sur les arrières de l'Armée rouge en Europe en cas d'invasion vient faire écho à des projets analogues en Asie.

Dès le mois de septembre 1949, alors que la victoire des maoïstes en Chine ne fait plus de doute, le chargé d'affaire américain dans le pays évoque la présence de « 500 000 [nationalistes du Guomindang] regroupés en unités de guérilla derrière les lignes communistes[63] » et s'interroge sur la possibilité de les y maintenir sous la forme d'un foyer de résistance. L'Office of Policy Coordination (OPC), agence américaine dédiée aux opérations clandestines, amorce une aide à ces groupes dès le début de l'année 1950[64]. Mais c'est le déclenchement de la guerre de Corée et, plus encore, le franchissement du fleuve Yalou par les « volontaires » chinois, qui ouvre la voie à une plus grande implication américaine[65]. John F. Dulles, alors consultant au Département d'État, recommande de « stimuler des activités de guérilla en Chine contre le gouvernement communiste[66] » dans l'espoir de détourner une partie de l'effort de guerre chinois en Corée vers l'intérieur de son territoire.

L'île de Taiwan, où s'est réfugié le gouvernement de Chiang Kaï-shek, est évidemment le point de départ pour le ravitaillement de ces forces irrégulières, notamment à la suite de l'acquisition par la CIA d'une compagnie aérienne prétendument privée, la Civil Air Transport (CAT) dirigée par le général Claire Chennault[67]. Néanmoins, il apparaît rapidement

que seuls des points d'appuis continentaux permettent d'offrir un sanctuaire durable aux partisans anticommunistes. Dans cette perspective, les Français en Indochine et les Britanniques à Hong Kong apparaissent comme deux soutiens nécessaires. Le « front commun » occidental va pourtant toucher ici ses limites. C'est avec la Grande-Bretagne que le désaccord est le plus frappant, alors que Londres cherche précisément à éviter un choc frontal avec Pékin dans la perspective du maintien de ses intérêts économiques à Hong Kong et soutient la reconnaissance de la République populaire à l'ONU. Le Premier Ministre Clement Attlee fustige quant à lui « les mesures [américaines] de subversion qui ne sont que des piqûres d'épingles et ne peuvent mener à aucun règlement[68] ».

La situation est plus ambiguë en Indochine où les maquis nationalistes dans les régions voisines du Yunnan, du Guangdong et du Guangxi semblent initialement offrir un certain intérêt. Ainsi, le capitaine Paul Aussaresses, ancien membre du service Action affecté à l'état-major opérationnel des troupes aéroportées d'Indochine, se souvient avoir apporté un appui discret à un maquis nationaliste du Guangxi en échange de son aide contre un camp d'entraînement vietminh, également installé derrière la frontière[69]. Ces coopérations ponctuelles vont pourtant faire long feu. En 1951, le général nationaliste Li Mi, refugié en Birmanie, tente une invasion du Yunnan avec le soutien des États-Unis. Il est vite repoussé par les communistes et contraint de battre en retraite en franchissant avec armes et bagages la frontière indochinoise. Le général de Lattre, alors chef des forces françaises dans le pays, n'a pas de mots assez durs pour condamner, auprès des Américains, ces « fauteurs de troubles » qui provoquent l'ire de Pékin, alors même que la France cherche précisément à limiter l'engagement chinois aux côtés du Vietminh[70].

Afin de mieux coordonner leurs actions, les alliés occidentaux décident de mettre en place des instances diplomatiques et militaires pour une défense collective de la région[71]. Cherchant à conjurer son éviction du nouveau dispositif américain qui se profile dans le Pacifique avec le traité d'alliance militaire ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis), le commissaire général Malcolm MacDonald suggère alors que les Américains rejoignent les rencontres annuelles franco-britanniques dans le cadre d'une grande conférence tripartite[72]. Les Français sont également favorables à une meilleure concertation avec les États-Unis dans le cadre de leur diplomatie

de défense visant à assurer leur place dans le « directoire stratégique occidental[73] ». À la demande de leurs alliés européens, les Américains se prêtent au jeu de cette conférence, qui se déroule à Singapour du 15 au 18 mai 1951[74]. L'épineuse question des maquis anticommunistes dans la région y suscite « la plus expresse réserve[75] » de la part du général de Lattre, représentant la France, qui considère que « l'arrière-pensée maîtresse des Américains est la réalisation [d'un] système de guérillas contrôlé par eux » et s'oppose catégoriquement à ce que ces derniers puissent procéder, depuis ses bases en Indochine, à des opérations clandestines contre la Chine. Les Britanniques rejettent eux aussi cette idée, craignant de provoquer l'invasion chinoise qu'ils tentent précisément d'éviter[76].

La question de la guérilla n'est plus directement abordée lors des conférences interalliées qui se poursuivent néanmoins au cours de l'année 1952, à trois puis à cinq – l'Australie et la Nouvelle-Zélande ayant obtenu le statut d'observateurs[77]. Il faut attendre l'ouverture des négociations en vue d'un armistice en Corée pour la voir ressurgir. Les Américains craignent alors de voir basculer l'effort de guerre chinois de la Corée à l'Indochine[78]. C'est dans cette perspective que se tient la conférence interalliée de Pearl Harbor en avril 1953, visant à établir « des mesures pour s'opposer à une agression communiste chinoise en Asie du Sud-Est ». Parmi ces mesures se trouve l'idée de « conduire les opérations de guérilla[79] ». Tout en reconnaissant qu'une coordination à cet égard ne pourrait « prendre effet qu'après le déclenchement de l'agression chinoise[80] », un groupe de travail n'en est pas moins chargé d'en élaborer les contours[81]. Une première série d'études topographiques atteste ainsi que « la zone considérée est très propice à la conduite de guérilla ». En revanche, une mise en garde est adressée quant au terrain humain :

> Dans la plupart des cas, les motifs qui stimuleront les activités de guérilla ne se rapporteront ni à l'intérêt d'une victoire alliée, ni à l'attachement pour une quelconque nation blanche, ni à une antipathie particulière pour le communisme, mais simplement au désir de se débarrasser de l'ennemi et de retrouver un mode normal d'existence. Certes, les éléments d'extrême droite et les nationalistes anticommunistes pourraient faire exception, mais dans l'ensemble, nous ne devons pas nous faire d'illusions sur le peu d'intérêt que ces guérilleros porteront à notre cause[82].

À travers cette analyse des motivations des combattants irréguliers, il est évidemment possible de voir la marque de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale et du caractère parfois extrêmement temporaire de la convergence des intérêts entre les irréguliers et les puissances étrangères soutenant leur activité. Elle atteste également d'une reconnaissance de la dimension « tellurique » du partisan, et donc d'une prise en compte des dynamiques non militaires de la guerre irrégulière. Au cours des travaux de la « commission guérilla », différentes aires géographiques sont particulièrement visées pour harceler les troupes chinoises en cas d'invasion. La Chine du Sud ou encore la Birmanie du Nord sont particulièrement mises en avant du fait de leur « solide tradition de banditisme[83] ». Par ailleurs, c'est aussi à cette époque que la CIA commence à imaginer une « géopolitique clandestine des minorités thaïes[84] » en Birmanie, au Laos et au Vietnam, en préparant la mise en place de maquis portés par cette minorité ethnique en cas d'occupation chinoise de la péninsule. Pris dans leur ensemble, ces plans de guérilla ne sont pas sans rappeler la structure des réseaux « *stay-behind* » établis en Europe occidentale dans la perspective d'une invasion soviétique, portés dans un cas comme dans l'autre par l'analogie avec la Seconde Guerre mondiale.

Guerre psychologique et aide au développement

Les groupes de travail de la conférence interalliée de Pearl Harbor se penchent également sur l'autre pan de la stratégie irrégulière à travers la question de la guerre psychologique. Selon les états-majors occidentaux, cette dernière « peut et doit jouer un rôle appréciable dans toute action visant à s'opposer à une agression communiste chinoise en affaiblissant la volonté de l'ennemi [et] en stimulant celle de nos amis ». Reprenant à la lettre les définitions adoptées dans le cadre des premières études de l'OTAN, les alliés se penchent sur les problèmes d'adaptation de l'outil psychologique au scénario d'une guerre régionale contre la Chine. Au contraire du cas de la guérilla, la guerre psychologique apparaît comme « une arme qui peut être utilisée dès à présent, en marge de toute agression ». La commission appelle dans cette perspective à « un échange complet et continu des informations nécessaires à la conduite de la guerre

psychologique [telles que] les connaissances des populations de la région, les points faibles de l'ennemi, les tabous, etc.[85] ».

Au demeurant, de tels échanges sont déjà à l'œuvre. Dès 1948, Malcolm MacDonald avait suggéré à l'Information Research Department (IRD) « l'établissement d'un Regional Information Office (RIO) en charge de tout le Sud-Est asiatique[86] », dont la responsabilité serait également de se coordonner avec les puissances alliées. Le consul général britannique à Saigon obtient immédiatement d'inclure les Français dans la boucle[87]. Mais c'est avec les Américains que se nouent les échanges les plus fructueux[88]. C'est Joseph Burkholder Smith, jeune agent recruté par la CIA à sa sortie de Harvard, qui est choisi pour assurer depuis Singapour « la liaison avec l'IRD et le MI6 [SIS] dans le domaine de la propagande noire et de la guerre psychologique[89] ». Parallèlement à ces activités clandestines, les Américains installent à Manille un Far East Regional Production Center, organe miroir du RIO qui reçoit par la même occasion un officier de liaison britannique[90].

La coopération anglo-américaine en Asie du Sud-Est dans le domaine de la guerre psychologique n'est pourtant pas sans nuage. Le différend politique lié au choix britannique de reconnaissance de la Chine populaire ne tarde pas à influer sur la stratégie psychologique. Représentatif de ce désaccord, le cas de Hong Kong apparaît vite comme un point de contentieux entre les deux alliés. Craignant de mettre en danger le statut précaire de leur possession, les Britanniques leur font clairement comprendre qu'ils ne toléreront pas « l'emploi de la colonie comme un avant-poste anticommuniste[91] ».

Un autre point litigieux est la création en 1951 du Committee to Free Asia (CFA), rebaptisé plus tard Asia Foundation. Bâti sur le modèle du National Committee to Free Europe, le CFA est officiellement une organisation non gouvernementale, quoiqu'en réalité financée et téléguidée par la CIA[92]. Dirigée depuis San Francisco par Robert Blum, un ancien responsable de l'Economic Cooperation Administration (ECA), cette organisation diffuse à travers l'Asie un message à forte teneur anticolonialiste, qui n'est pas sans poser problème aux autorités britanniques, lesquelles s'échinent à « atténuer les effets d'une telle propagande en exerçant une influence modératrice auprès des représentants américains[93] ».

L'activité du CFA démontre également la volonté de combattre l'influence communiste en Asie, non plus par la seule propagande, mais à tous les niveaux du tissu économique et social. L'argument n'y est plus celui de la reconstruction, comme pour le plan Marshall, mais ce que l'on commence à peine à appeler l'aide au développement[94]. Les Britanniques jouent à cet égard un rôle pionnier avec le lancement en janvier 1950 du plan de Colombo, reposant sur l'idée que « la seule vraie défense contre le communisme réside dans la lutte contre les conditions sur lesquelles il fleurit ». Vus de Londres, les succès communistes résultent en effet d'une « exploitation paramilitaire de masses appauvries aux marges de la société[95] » et devraient donc pouvoir être contrés par un vaste processus d'aide au développement économique de la région. Proclamé en janvier, le plan se traduit d'abord par un comité consultatif composé du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Inde, du Pakistan, de la Malaisie et de Ceylan. Il remet en septembre 1950 un rapport proposant un plan d'aide au développement pour les six prochaines années[96].

Derrière cette stratégie économique d'endiguement du communisme, la Grande-Bretagne cherche évidemment à maintenir une certaine influence sur son Commonwealth asiatique et à y garantir la protection de ses intérêts[97]. Son engagement dans un programme d'aide régionale paraît pourtant peu crédible alors qu'elle-même est endettée auprès de ses propres dominions et dépend du plan Marshall pour assurer sa stabilité financière. C'est la raison pour laquelle Bevin avait lui-même pensé le programme de sorte qu'il « soit plus facile pour les Américains d'y participer[98] ». Les États-Unis qui se sont jusqu'alors concentrés sur le redressement économique de l'Europe, et, dans une moindre mesure, du Japon, s'inquiètent justement de la situation du Sud-Est asiatique au lendemain de la victoire communiste en Chine. Parallèlement à la mission politique de Philip Jessup, une mission économique sous la direction d'Allen Griffin fait d'ailleurs une tournée de la région, à la recherche des politiques d'aide qui pourraient être engagées[99]. Après quelques négociations quant à la forme et aux limites géographiques du plan – Washington exigeant que ce dernier ne soit pas limité aux pays du Commonwealth –, Londres parvient donc à s'assurer du soutien américain[100]. Bientôt rejoint par les États associés de l'Indochine française, ainsi que par les Philippines, le plan de Colombo se déploie à partir de 1951 sur deux axes : l'Economic Development Program,

dédié au développement d'infrastructures lourdes (installations hydroélectriques, autoroutes, etc.), et le Technical Cooperation Program, centré sur la formation professionnelle, l'équipement technique et les projets de moindre ampleur[101]. Contrairement au plan Marshall, qui avait sa propre logique économique et commerciale – assurer des débouchés européens aux produits américains –, la politique d'aide au développement en Asie résulte d'une analyse essentiellement stratégique, ainsi que le reconnaît lui-même le directeur de l'ECA :

> Presque tous ces peuples sont des nations nouvellement indépendantes. […] Les habitants de ces nouveaux pays attendent un développement économique rapide et l'amélioration de leur niveau de vie. Mais leurs gouvernements sont accablés de problèmes qu'ils jugent difficiles, sinon impossibles, à régler sans aide extérieure. […] Dans ces conditions, ils offrent une cible idéale pour les puissances communistes soviétiques et chinoises. La technique communiste habituelle de la subversion contribue à exploiter la xénophobie inhérente aux mouvements d'indépendance et à tirer profit du contraste entre la détresse économique actuelle et les espérances des peuples. C'est notre *intérêt sécuritaire* qui nous dicte d'aider ces gouvernements à se défendre contre cette attaque de l'intérieur[102].

Ce raisonnement proprement stratégique vient se combiner à une idéologie américaine de la croissance et de la « modernisation » héritée du XIX^e^ siècle et considérablement accentuée par sa confrontation avec la théorie marxiste du « matérialisme historique » qui lui oppose un autre scénario des grandes phases de développement économique. La nécessité de proposer une théorie capitaliste du « décollage » débouchera à la fin de la décennie sur les travaux de Walt W. Rostow dont l'influence sera déterminante par la suite[103].

La combinaison du messianisme politico-économique américain et de l'intérêt sécuritaire bien compris ne va pourtant pas sans poser de problème aux autres puissances alliées d'Asie du Sud-Est. En Indochine notamment, l'implantation d'une mission de l'ECA devient vite insupportable à l'ancienne puissance coloniale. En 1952, sur les 65 millions de dollars d'aide américaine à l'Indochine, près de la moitié est versée dans l'aide économique[104]. Cette dernière a des manifestations concrètes : elle permet par exemple, dans le quartier de Cholon à Saigon, la construction d'un millier de logements sociaux, immeubles commerciaux, écoles, dispensaires et même d'un poste de police, ce qui provoque la fureur du haut-

commissariat au prétexte que de tels projets ridiculisent les Français aux yeux des Vietnamiens[105].

En dépit de la formule, répétée à l'envi par la légation américaine, selon laquelle la mission américaine consiste à « suppléer et non supplanter[106] » la présence française, la question de l'aide économique devient rapidement une source de tensions dans les relations franco-américaines. Ainsi le préfet Bolotte, responsable de la sûreté au sein du cabinet civil du général de Lattre, estime-t-il à la fin de l'année 1951 que « les agents américains, tout en accomplissant leur mission officielle d'aide économique, […] cherchent à introduire leurs activités dans tous les domaines et à implanter la présence américaine en Indochine le plus profondément possible[107] ». Face à cette attitude « antifrançaise », de Lattre obtient même le renvoi du directeur de la mission, Robert Blum, qui devait devenir par la suite directeur du Committee to Free Asia où il continuerait à prêcher la théorie américaine de la modernisation.

Prenant acte de la dimension « intégrale » des techniques maoïstes de guerre révolutionnaire, l'Occident s'efforce ainsi d'élaborer dans cette Asie des débuts de la guerre froide une grande stratégie régionale intégrant ses ressources militaires à des outils clandestins, psychologiques ou économiques dont la combinaison dessine les linéaments d'une nouvelle approche occidentale de la guerre irrégulière.

Chapitre 6

La fin de l'Indochine française

(1945-1954)

Alors que les chancelleries échafaudent de grands plans d'endiguement du maoïsme stratégique, les combattants occidentaux sont confrontés dans les territoires d'Asie du Sud-Est à la pratique quotidienne de la guerre révolutionnaire, prenant à rebours leurs certitudes tactiques et opérationnelles héritées d'une culture militaire conventionnelle. Ces armées régulières n'étaient formées jusqu'alors qu'à deux types d'opérations : une guerre de haute intensité contre un ennemi bien identifié et en ordre de bataille, ou des actions de pacification en environnement colonial face à des bandes rebelles éparses et souvent mal organisées. Aucun de ces deux modèles ne correspond aux conflits qui éclatent en Indochine, en Malaisie, aux Philippines et ailleurs au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Dans ce tableau général, la guerre d'Indochine tient une place à part. Commencée comme une opération de *reconquista* coloniale dans le sillon du reflux japonais, elle révèle vite sa véritable nature de guerre de libération nationale, dont l'échelle et l'intensité sont sans équivalent ailleurs en Asie. Par-delà la lenteur française à reconnaître les aspirations nationales vietnamiennes et l'intransigeance du Vietminh dans sa lutte pour l'indépendance, ce sont les enjeux géopolitiques qui contribuent à faire de ce conflit le théâtre principal de la guerre froide en Asie du Sud-Est. Avec la

victoire des forces communistes en Chine, l'Indochine, et singulièrement le Vietnam, émerge comme la « clé de voûte » du système de défense occidental dans la région. Loin d'être uniquement une guerre française, elle prend vite la forme d'un véritable laboratoire tactique où les puissances alliées se mesurent, testent et innovent pour répondre au défi posé par la stratégie de la guerre révolutionnaire.

D'une guerre à l'autre

Restée fidèle au régime de Vichy proclamé à l'été 1940, l'Indochine est placée dès l'automne sous la « protection » de l'empire du Japon, allié du Troisième Reich. Si les apparences du régime de l'amiral Decoux sont sauves, la colonie française va dès lors jouer un rôle de base arrière pour le mikado, lui permettant notamment de préparer les offensives de décembre 1941 contre les possessions américaines aux Philippines et celles des Britanniques en Malaisie et en Birmanie. Une discrète résistance gaulliste est très tôt amorcée sous la houlette du baron de Langlade, propriétaire d'une plantation de caoutchouc en Malaisie, qui prend langue avec l'antenne du SOE en Asie, connue sous le nom de Force 136, au sein de laquelle il établit, au nom de la France libre, une section pour l'Indochine française (FICS)[1]. Le principe d'une action subversive planifiée n'apparaît cependant qu'à l'été 1943 lorsque le lieutenant-colonel Paul Huard, officier colonial et bon connaisseur des minorités ethniques du Vietnam, rédige à l'état-major d'Alger une « note sur les conditions de mises en œuvre des commandos français dans l'hinterland indochinois[2] ». Combinant ses connaissances ethnographiques avec les concepts militaires britanniques, il imagine une « action subversive » sur les arrières japonais, à partir des complicités des populations locales habitant les monts de la cordillère annamitique. C'est dans cette optique que lui est confié en novembre 1943 le commandement d'un corps léger d'intervention (CLI) d'un millier d'hommes, ayant pour tâche de reprendre pied en Indochine par l'action indirecte[3].

On ne saurait souligner assez l'influence qu'exerce sur ces projets l'expérience des « Chindits » du général Wingate qui opèrent en 1943 et 1944 dans la jungle birmane[4]. Baptisées du nom d'un animal fantastique de

la mythologie bamare, ces troupes légères ont pour rôle de s'infiltrer en masse derrière les lignes japonaises et d'y aider à la formation d'une résistance locale tout en maintenant un important noyau de troupes régulières, ravitaillées et occasionnellement appuyées par les appareils de la Royal Air Force. Même si les deux uniques opérations de ces forces spéciales n'eurent pas les résultats escomptés, elles démontrent la possibilité d'infiltrer de grandes unités – 3 000 hommes pour l'opération *Longcloth* en 1943 et 9 000 pour l'opération *Thursday* en 1944 – dans des zones tropicales à la végétation dense et de les y ravitailler par voie aérienne pendant plusieurs mois. Malgré leurs moyens limités, les Français espèrent ainsi pouvoir faire de même en Indochine[5].

Au moment même où le CLI est formé, le colonel Jean-Marie Boucher de Crèvecœur est envoyé aux Indes britanniques pour y soumettre au chef de la mission locale du SOE un plan d'opération reprenant les idées de Huard[6]. Il reçoit alors pour mission de mener l'avant-garde du CLI à la tête d'un « service français d'action subversive [SA] en étroite liaison avec la FICS[7] ». Il faut toutefois attendre l'automne 1944 pour que soient montées les premières opérations du SA d'Indochine. Arrivant au compte-gouttes d'Europe et d'Afrique du Nord, ses membres reçoivent des Britanniques un équipement et un entraînement spécifiques à la guerre en brousse. Le SOE a installé à quelques kilomètres de la ville indienne de Poona, sur le plateau du Deccan, une Eastern Warfare School (EWS) qui a pour rôle de former les futurs opérateurs du SOE[8]. Les stagiaires français, déjà passés par les centres de formation commandos écossais, y reconstituent pendant six semaines un entraînement similaire auquel s'ajoutent des séances de survie et de navigation en jungle[9]. Comme dans le système des STS de Grande-Bretagne, la formation se poursuit avec un stage de parachutisme, puis avec une *finishing school* au siège du SOE à Kandy, sur l'île de Ceylan[10]. Baptisés « *Gaurs* », du nom des buffles d'eau de la région, les Français de la Force 136 sont parachutés avec parcimonie dans la colonie occupée. Ils sont extrêmement contraints par le manque de moyens humains et matériels, et surtout par leur dépendance totale à l'égard du transport aérien britannique, lui-même limité par les pressions américaines à l'encontre d'une entreprise de « reconquête coloniale » condamnée par Roosevelt[11].

Cette situation est brusquement transformée par le coup de force japonais du 9 mars 1945, au cours duquel le régime de l'amiral Decoux est

renversé par les forces nipponnes, qui proclament à sa place un « État indépendant du Vietnam » sous l'autorité de l'empereur d'Annam, Bảo Đại[12]. Les hommes du mikado agissent avec célérité et anéantissent en l'espace de quelques jours les forces françaises. Le corps des officiers est décimé, certains d'entre eux décapités au sabre, et les contacts avec les groupes SA du Cambodge et du Vietnam sont perdus. Seuls demeurent les maquis laotiens, abrités par les populations montagnardes, Hmongs et Thaïs, historiquement favorables aux Français. Pendant ce temps à Kandy, le quartier général du SA est renforcé par de nouveaux opérateurs issus des équipes Jedburghs transférées en Extrême-Orient après la capitulation allemande. C'est aussi un ancien du BCRA, Jacques Morlanne, qui y prend la direction de l'action subversive[13].

La résistance en Indochine n'a cependant rien des réseaux organisés de la France de 1944, et c'est directement auprès des populations locales, travaillées au corps par des « groupes d'action psychologique[14] », que s'intègrent les officiers du SA. Jean Sassi, ancien Jedburgh, parachuté au Haut-Tonkin en juin 1945, explique ainsi que l'action politique leur a permis de « tiss[er] notre toile d'araignée. Les notables locaux et les chefs de village, gagnés à notre cause, nous fournissaient recrues et agents, informations et personnels. Sans eux, nous n'étions rien[15] ». Ce lien étroit avec les communautés locales inaugure ici une convergence inédite entre les savoirs coloniaux, pratiquant le ralliement des populations depuis Gallieni, et les nouvelles méthodes britanniques de guerre irrégulière[16].

À l'été 1945, la Birmanie est libérée et à la conférence de Potsdam, Churchill a finalement convaincu Staline et Truman de reconnaître les droits français sur l'Indochine. Le commandant en chef des forces alliées en Asie du Sud-Est, lord Mountbatten, s'accorde avec le général Blaizot, nommé à la tête des forces expéditionnaires françaises d'Extrême-Orient, sur les préparatifs d'envoi du CLI en vue d'une reconquête de l'Indochine. Sous l'influence de Mountbatten, le Français réorganise d'ailleurs le CLI « sur le modèle des commandos britanniques[17] », mais le manque d'effectifs et l'impréparation matérielle ne lui permettent pas d'embarquer immédiatement. Les Alliés désignent alors une force internationale d'occupation, au sud par les Britanniques sous le commandement du général Gracey, au nord par les Chinois sous le commandement du général Lu Han, gouverneur de la province voisine du Yunnan.

La situation générale du pays est alors des plus chaotiques, de nombreux acteurs politiques ayant profité du vide institutionnel pour s'emparer du pouvoir. Le plus puissant d'entre eux est la Ligue pour l'indépendance du Vietnam, dont l'abréviation locale est « Vietminh », coalition indépendantiste bâtie en 1941 autour du parti communiste indochinois de Hô Chi Minh[18]. Avec l'aide de son conseiller militaire, le général Võ Nguyên Giáp, ce dernier a monté des unités de partisans et rédigé le premier manuel vietnamien de guérilla, suivant des préceptes appris au cours de ses nombreux séjours en Chine[19]. C'est également à cette époque que sont adoptées au Vietnam les techniques maoïstes de mobilisation des masses, avec la création d'« associations de femmes, de paysans, de jeunes, de vieux, […] infiltrés à tous les échelons par les communistes[20] » dans une large coalition appelée Lien Viêt. L'influence chinoise est particulièrement forte sur le secrétaire général du parti communiste, Truòng Chinh, dont le nom de guerre même signifie « Longue Marche », en hommage à la retraite stratégique de Mao Zedong. Laissant à Hô Chi Minh le souci d'incarner un « Vietnam éternel », Truòng Chinh n'hésite pas à adopter les méthodes maoïstes de « rectification », ainsi qu'un programme de réforme agraire calqué sur celui du PCC des années quarante[21].

La double opposition du Vietminh à l'impérialisme japonais et au colonialisme français lui a attiré l'appui d'un allié de poids : les États-Unis, dont la politique générale est alors notoirement hostile à l'entité gaulliste ainsi qu'à l'idéologie coloniale, et en particulier à un retour de la France en Indochine. Les premiers contacts ont été établis par Charles Fenn, un des rares opérateurs de l'OSS à s'être maintenu dans le pays après le 9 mars 1945. Une liaison permanente est ensuite établie avec la mission du commandant Archimedes Patti qui, outrepassant les directives de Washington, détache auprès du Vietminh un petit contingent de six hommes, sous le commandement du major Allison Thomas, en vue d'aider la guérilla à former et encadrer un maquis d'une centaine d'hommes. À la manière des Français de la Force 136, Patti et Thomas appliquent ainsi eux aussi les méthodes héritées des Britanniques, mais auprès d'un camp politique opposé[22].

Bien que l'alliance américano-vietminh n'ait duré que quelques mois, elle devait laisser un souvenir amer dans les relations interalliées. Thomas

participe en effet à la prise de la garnison de Hanoï par Hô Chi Minh fin août 1945 et assiste, en compagnie de Patti, à la proclamation de la République démocratique du Vietnam, le 2 septembre[23]. Parallèlement, un certain nombre d'incidents viennent émailler les opérations supposément bénignes de libération de prisonniers de guerre. Une de ces missions de sauvetage menée par la Force 136 débouche ainsi sur l'exécution par le Vietminh du lieutenant français Francis Klotz, sous les yeux complices du commandant Reeves, de l'OSS, en dépit des protestations du chef britannique de la mission[24]. À la même période, l'équipe de Jean Sassi se heurte à des nationalistes laotiens soutenus par son ancien camarade Jedburgh et futur patron des Bérets verts, Aaron Bank[25]. Le ressentiment des Français à l'égard de cette collaboration américaine avec le Vietminh devait longtemps rejaillir sur la qualité des relations entre les deux pays.

L'échec de la pacification

Début octobre 1945, le 5e RIC débarque à Saigon sous le regard bienveillant des autorités britanniques. Avec le groupement mobile du lieutenant-colonel Massu, issu de la célèbre 2e division blindée, il forme le gros du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (CEFEO) placé sous les ordres du général Leclerc, tout juste revenu d'Allemagne. Rayonnant à partir de Saigon, les Français se livrent à des opérations de « reconquête » qui visent essentiellement à refouler les forces vietminh ayant profité du vide laissé par la reddition japonaise pour s'installer dans les campagnes. Les unités mécanisées venues d'Europe découvrent alors le manque d'infrastructures routières rendant les blindés inadaptés et de plus en plus dépendants du génie, confrontés partout à des obstacles dont les communistes font un usage ingénieux. Les unités légères, et notamment les parachutistes, obtiennent en revanche de bien meilleurs résultats. Parmi elles se trouvent les bataillons SAS, bientôt rebaptisés « parachutistes coloniaux », et les commandos Ponchardier qui s'emploient à « seme[r] la terreur chez les rebelles[26] ». En retournant contre le Vietminh les tactiques de harcèlement apprises durant la Seconde Guerre mondiale, ces unités incarnent la transition de la guérilla à la contre-guérilla si caractéristique du destin des forces spéciales occidentales[27].

Avec l'arrivée progressive des renforts, le CEFEO parvient en janvier 1946 à aligner 45 000 hommes, un effectif suffisant pour reprendre pied au Cambodge et en Annam. Au Laos et au Tonkin en revanche, les troupes chinoises du général Lou Han continuent de lui barrer la route, laissant le Vietminh renforcer son emprise. Ce n'est qu'au terme de longues négociations que les Français obtiennent le 16 mars 1946 de débarquer à Haiphong puis d'entrer dans Hanoï avec un petit détachement blindé. Peu après, Français et Vietnamiens entament des discussions en vue d'un *modus vivendi*. Le 24 mars en baie d'Along, Hô Chí Minh rencontre l'amiral Thierry d'Argenlieu, haut-commissaire de la République française en Indochine. Les négociations se poursuivent en avril à Dalat, puis en juillet à Fontainebleau. Un accord est finalement trouvé le 14 septembre selon lequel Hô Chí Minh reconnaît à la France le droit à conserver d'importants intérêts économiques, politiques et culturels en échange d'un accès rapide à l'indépendance. Mais, sur le terrain, les tensions ne cessent de s'accroître du fait de la mauvaise volonté de chacun des camps. Le 20 novembre des incidents graves à Haiphong viennent émailler les relations franco-vietminh, qui se détériorent jusqu'au soir du 19 décembre, lorsque le général Giáp donne l'assaut contre les cantonnements français de Hanoï. La guerre va désormais s'étendre à travers toute la péninsule.

Après avoir aisément chassé le Vietminh de la capitale du Nord et sommairement repris le contrôle des principales localités du delta du fleuve Rouge, le CEFEO s'efforce d'appliquer les méthodes traditionnelles héritées de la période coloniale. Comme le souligne le général Morlière en 1947, « l'armée française ne fait pas ses classes en matière de pacification[28] ». Pourtant, l'armée d'Indochine n'est plus ce qu'elle était avant guerre : la plupart des cadres n'ont pas survécu à la double liquidation qu'ont constitué successivement le coup japonais du 9 mars 1945 et l'épuration gaulliste de l'automne suivant. Issues pour l'essentiel de l'armée de la Libération, les unités du CEFEO demeurent sans réelle connaissance du pays. Par ailleurs, la vieille technique de la « tache d'huile[29] » se révèle insuffisante face à un adversaire plus mobile et mieux organisé que les rébellions d'antan. Dans les deux premières années de la guerre, les Français s'épuisent à contrôler des axes routiers en les saupoudrant de petits postes, qui offrent au Vietminh autant de proies faciles et privent l'armée de la masse de manœuvre nécessaire à des actions offensives[30].

Malgré ces faiblesses, les positions françaises ne sauraient encore être véritablement mises en danger par la guérilla du Vietminh. Cette certitude va se dissiper avec la victoire de Mao Zedong en Chine. L'arrivée en décembre 1949 des troupes communistes sur la frontière du Tonkin offre à l'insurrection de nouvelles perspectives en matière de soutien militaire et logistique. Et pour cause, Hô n'a pas attendu un seul instant pour demander le soutien de Pékin, qui y répond favorablement en dépêchant au Tonkin le président de la commission militaire centrale du PCC, Luo Guibo. Au début de l'année 1950, ce dernier négocie l'envoi d'« une mission chinoise d'assistance militaire comportant des conseillers d'état-major, trois divisions d'infanterie et une école de formation d'officiers[31] ». Le général Chen Geng, nouveau gouverneur de la région frontalière du Yunnan, se rend aussi auprès de l'état-major vietminh en tant que conseiller militaire[32].

Au printemps 1950, alors même qu'éclate la guerre de Corée, le Vietminh se lance dans la « bataille des frontières » qui vise à s'emparer des positions françaises situées entre ses maquis du Tonkin et la Chine populaire afin de se raccorder définitivement au « grand arrière socialiste[33] ». Malgré une défense courageuse de ses postes, méthodiquement isolés par la guérilla, l'armée française doit se résoudre à une retraite désastreuse le long de la route coloniale 4 où elle subit, selon la célèbre formule de Bernard Fall, « sa plus grande défaite coloniale depuis la mort de Montcalm devant Québec[34] ». Afin de redresser la situation, Paris décide l'envoi en urgence d'un nouveau responsable politique et militaire en la personne du général de Lattre de Tassigny.

Les premiers contre-maquis sous auspices américains

L'attitude américaine vis-à-vis de la politique française en Indochine a bien changé depuis l'épisode douteux de 1945[35]. Le retournement est sensible dès le mois de novembre 1949 à l'occasion d'une rencontre entre le haut-commissaire français Léon Pignon et l'ambassadeur des États-Unis en Inde, Loy W. Henderson. Ce dernier assure ne plus avoir « à être convaincu du caractère communiste d'Hô Chi Minh [et] compare la situation de l'Indochine à celle de la Grèce, il y a deux ans[36] ». La priorité désormais donnée à la lutte contre le communisme renvoie au second rang la

traditionnelle politique anticoloniale de Washington. Il faut dire que la France fait des efforts pour sauver les apparences et atténuer son image de puissance impérialiste. Au terme de longues négociations, Paris a décidé d'accorder une indépendance nominale au Vietnam ainsi qu'au Laos et au Cambodge dans un cadre institutionnel garantissant le maintien de ses intérêts. Au Vietnam, c'est l'ancien empereur d'Annam, Bảo Đại, déjà mis en avant par les Japonais, qui prend la tête du futur « État associé ». Le transfert progressif des compétences aux nouvelles autorités est engagé dès la ratification des accords de l'Élysée, au mois de janvier 1950.

Dans la foulée, Truman reconnaît le régime de Bảo Đại et accorde à la France une aide militaire substantielle en vue de son effort de guerre en Indochine[37]. Il en résulte l'installation à Saigon du Military Assistance and Advisory Group (MAAG) en charge de superviser l'utilisation du matériel militaire américain au profit d'une stratégie adéquate[38]. L'activité du MAAG, suivant un schéma déjà observé en Grèce et en Chine, demeure d'une nature essentiellement conventionnelle (assistance technique, instruction de la nouvelle armée nationale vietnamienne sur le modèle divisionnaire américain). Mais cette fois les États-Unis entendent la compléter en matière de guerre irrégulière et notamment de contre-guérilla. En effet, selon Philip Jessup, conseiller de Dean Acheson au Département d'État, « les Français reproduisent en Indochine les mêmes erreurs que le général Braddock au cours de la guerre de Sept Ans[39] ». Il est convaincu qu'un « meilleur usage doit pouvoir être fait des compétences acquises dans les tactiques de guérilla durant la dernière guerre[40] ». Cette idée ne peut surprendre compte tenu de la dynamique de réactivation des savoirs en matière de guérilla alors à l'œuvre aux États-Unis, et dont l'Indochine allait devenir l'un des premiers terrains d'expression.

C'est dans cette perspective qu'à l'été 1950, le représentant américain à Saigon, Edmund Gullion, se propose d'encourager la formation de « forces vietnamiennes non régulières » dont l'emploi « donnerait de la substance à l'idée que l'Indochine mène une guerre du peuple contre une invasion communiste[41] ». Les forces françaises s'étaient justement illustrées dans de telles opérations irrégulières, au Laos notamment où la DGER et la Force 136 avaient cinq ans plus tôt levé des partisans contre les Japonais. Un avocat franco-américain du nom de Thibaut de Saint-Phalle est alors missionné par la CIA pour mettre au point un protocole d'accord avec le

haut-commissaire Pignon sur l'action clandestine en Indochine. Issu d'une ancienne famille d'aristocrates français émigrés aux États-Unis, Saint-Phalle avait reçu une formation de l'OSS pour être parachuté en France occupée mais fut finalement envoyé en Chine, où il a travaillé avec Stilwell et Chennault à appuyer les partisans antijaponais[42]. Arrivé à Saigon à l'automne 1950, il reçoit l'accord de Pignon pour mener une enquête de faisabilité sur le terrain en compagnie du lieutenant-colonel français, Jean Carbonel[43]. Ancien membre du SA d'Indochine, cet officier avait quant à lui développé des idées bien précises sur la « création d'unités de partisans encadrés par des Européens [ou] des chefs locaux en pays Thaï, Nung et Méos[44] ».

L'idée d'employer contre le Vietminh ces populations montagnardes, traditionnellement hostiles à l'ethnie Viêt, dominant les plaines et majoritaire au sein du Vietminh, vient naturellement à celui qui avait vu l'efficacité d'une telle alliance contre les Japonais. Adoptant le concept de Carbonel, Saint-Phalle propose à Pignon de bâtir un « centre d'instruction américain[45] » pour y former des cadres irréguliers locaux susceptibles d'organiser ces populations montagnardes. En dépit des réticences de Pignon, le projet obtient un franc succès auprès de l'empereur Bảo Đại, qui connaît bien les ethnies montagnardes pour les utiliser comme pisteurs lors de ses parties de chasse. Ayant reçu de Saint-Phalle la promesse d'associer au futur centre des instructeurs français, un accord tripartite est signé en décembre 1950 portant création d'un centre de contre-guérilla au Cap-Saint-Jacques sous le nom de couverture assez comique d'« école de police, de génie rural et d'éducation physique[46] ».

Succédant à Saint-Phalle, le colonel Merritt Booth, également de la CIA, arrive en décembre 1950 en Indochine avec pour ordre d'établir le concept d'emploi de ces forces irrégulières en lien avec l'état-major des troupes aéroportées en Indochine, sous le commandement du colonel de Bollardière – lui-même ancien patron des SAS français[47]. Booth se livre alors à « une prospection pour récupérer d'anciens agents de "l'Action" et contacter les chefs des minorités qui auraient offert de se rallier[48] ». Le capitaine Paul Aussaresses, ancien Jedburgh passé par le 11e choc, se souvient que Booth avait « recensé les officiers français ayant appartenu à un service Action interallié [au cours de la dernière guerre] et se trouvant en service en Indochine » afin de les sonder sur l'intérêt de monter une

opération sur les arrières vietminh : « Tout le monde marchait parce que l'on y voyait la promesse d'une abondance de moyens que n'avait pas l'armée française en Indochine[49]. » Fort de ces contacts prometteurs et du protocole signé par Pignon et Bảo Đại, Booth soumet à l'état-major du CEFEO un mémorandum de six pages sur « l'organisation de forces spéciales anticommunistes en Indochine, sous les auspices des États associés, de la France et des États-Unis[50] ». C'est le projet d'une véritable opération irrégulière interalliée comme il n'y en a pas eu depuis la Seconde Guerre mondiale – à l'exception peut-être de la campagne de subversion anglo-américaine en Albanie.

Ces plans vont cependant rester lettre morte du fait de la prise de fonction du général de Lattre à la Noël 1950 au double poste de haut-commissaire et de commandant en chef du CEFEO. Dès son arrivée à Saigon, ce dernier va s'opposer à ce qu'il perçoit d'emblée comme une « tentative d'intrusion [américaine] en Indochine[51] ». Avec l'aide du colonel Belleux, chef des services spéciaux en Indochine, il parvient à convaincre le nouveau directeur du SDECE, Pierre Boursicot, d'intervenir directement auprès de la CIA pour réduire sa participation au projet[52]. Il obtient de Langley un « accord de principe » en vertu duquel l'agence américaine s'engage à « fournir une aide matérielle [et] à détacher un officier américain de liaison spécialiste "Action" auprès du colonel Belleux[53] » mais renonce à envoyer ses propres opérateurs pour former et encadrer les futurs irréguliers vietnamiens.

Le projet américain de contre-maquis n'a donc pas été abandonné ; il a en fait été « nationalisé » par l'équipe du général de Lattre, qui signe en avril 1951 l'acte de (re)création d'un service Action en Indochine sous la forme du Groupement de commandos mixtes aéroportés (GCMA)[54]. L'unité est placée sous la tutelle du commandant Edmond Grall, lui-même issu, avec les capitaines Aussaresses et Desfarges, de l'état-major opérationnel de troupes aéroportées[55]. On ne peut, une fois de plus, qu'être frappé par le parallèle avec le *modus operandi* de la Seconde Guerre mondiale, et il n'est pas surprenant de retrouver au GCMA nombre d'anciens opérateurs français de l'action clandestine venus des réseaux BCRA, Jedburgh, SAS et Force 136. Certes, comme le souligne Déodat du Puy-Montbrun, aide de camp du général de Lattre, le GCMA ne saurait être assimilé à une simple réplique des maquis français ou birmans car il va emmener les forces

spéciales bien plus loin, dans le domaine de l'action psychologique et de l'encadrement des populations[56]. La généalogie conceptuelle du projet n'en porte pas moins la trace des schémas opératifs britanniques de Gubbins et de Wingate, perpétués tant par les Américains que par les Français. Par-delà les dissensions politiques ayant empêché l'émergence du service Action interallié proposé par Booth, le dialogue stratégique indochinois doit ainsi être compris comme le nouveau chapitre d'une histoire connectée de la guerre irrégulière.

L'action spéciale en Indochine

Alors qu'en 1951 les arrières vietminh constituaient encore « un monde inconnu, sur lequel [les Français] n'avaient pratiquement pas de renseignements[57] », les « maquis » du service Action vont progressivement rallier des milliers de partisans dans les régions reculées du Haut-Tonkin et de la cordillère annamitique. Ces derniers obtiennent à partir de 1953 des résultats importants, réalisant de vastes opérations de diversion en appui d'unités régulières et freinant la poussée du Vietminh vers le Laos en contrôlant le massif du Tran Ninh. L'entreprise est cependant difficile et demande une connaissance fine et détaillée des enjeux politiques et économiques locaux. Le GCMA aura par exemple recours à l'achat de l'opium, production principale des Hmongs et des Thaïs de la Haute Région, qui en font une condition de leur engagement aux côtés des Français. L'écoulement des cargaisons dans les tripots du « Grand Monde », la pègre interlope de Saigon, à des fins de financement occulte du service Action allait d'ailleurs provoquer un scandale qui coûtera son poste et sa carrière au commandant Grall[58]. La procédure de création des maquis, mise au point par Roger Trinquier, son successeur à la tête du GCMA, est résumée comme suit :

> Premièrement, l'antenne [du GCMA] devait déterminer le degré de subversion de la population locale. Dans un second temps, elle devait *déplacer* les locaux, hors de l'influence Vietminh. Troisièmement, il fallait établir une confiance mutuelle, et enfin construire une organisation des populations permettant d'en exercer le contrôle[59].

Au-delà de l'attaque dans la profondeur et de la levée de guérillas sur les arrières de l'ennemi, le GCMA pousse donc plus loin encore la stratégie irrégulière de par son imbrication totale avec les populations : contrairement aux maquis de la Résistance, il ne s'agit plus uniquement d'implanter des forces exogènes destinées à faire le « coup de main » dans des espaces isolés, mais d'impliquer une population entière dans une lutte irrégulière, sur le modèle même des formes de mobilisation prônées par le maoïsme stratégique. Ce mimétisme est d'ailleurs revendiqué par les cadres du GCMA qui entendent « s'align[er] sur [le Vietminh] en adoptant ses méthodes : contre le mouvement populaire, seul le mouvement populaire peut vaincre[60] ».

Si les Américains ont été évincés par de Lattre de la direction opérationnelle de l'action spéciale en Indochine, ils conservent une influence considérable, notamment sur le plan matériel. Le GCMA n'échappe pas à la dépendance qui caractérise le reste des forces régulières françaises et vietnamiennes à l'égard du soutien américain qui couvre, à partir de 1952, plus des deux tiers du coût de la guerre. Au cours de cette même année, la CIA livre ainsi aux forces spéciales françaises une « centaine de postes radio[61] », quelques centaines de « fusils à lunette avec silencieux [pour certains] munis d'un dispositif de visée à infra-rouge », mais surtout du matériel aérien avec deux C-47 Dakota et d'un hélicoptère Sikorski H-19[62]. De son côté, Washington n'a vraisemblablement pas renoncé à l'idée d'organiser, ou, à tout le moins, de soutenir, sans concertation avec les Français, certaines formations irrégulières issues des milieux nationalistes[63]. La CIA entreprend par exemple de constituer au Vietnam un corps d'aviateurs volontaires sur le modèle des « Flying Tigers » du général Chennault en Chine, en vue de « les aider à développer leurs propres moyens de guerre non conventionnelle[64] ». Ce type d'activités, admirablement décrites dans le roman de Graham Greene, *Un Américain bien tranquille*, persiste jusqu'au mois d'avril 1953, date à laquelle « les Français découvrent une opération paramilitaire dirigée contre le Vietminh dont l'Agence [CIA] ne les avait pas informés[65] ». Sous la pression du Département d'État, la CIA cesse alors ces manœuvres unilatérales.

Afin de combler ce déficit de communication sur la question de l'action clandestine, un nouvel accord de liaison est passé et deux officiers de l'US Army sont dépêchés au mois de décembre 1953 auprès du service Action.

En contrepartie, « deux officiers français spécialistes Action [sont envoyés] auprès du chef de service américain correspondant en Corée[66] ». Pierre Dabezies, lieutenant au GCMA, se souvient ainsi avoir « été de ceux qui, à titre d'échange, ont été envoyés dans les "Special Forces" en Corée, intégrés dans le cadre américain[67] ». De même, le commandant Trinquier est « invité à visiter des centres d'entraînement à la contre-guérilla en Corée et au Japon[68] ». Mais l'influence américaine sur les pratiques françaises de guerre irrégulière est surtout notable dans le domaine de la guerre psychologique, appliquée à une échelle sans précédent en Corée, et qui s'érige bientôt en modèle pour l'armée française en Indochine.

La guerre psychologique sous influence américaine

Lorsque débute la guerre d'Indochine, la France accuse encore un retard considérable sur ses adversaires, mais également sur ses alliés anglo-saxons en matière de guerre psychologique. Plus encore que la métropole, l'Indochine est le lieu d'un important effort de rattrapage qui voit en l'espace de quelques années l'outil militaire français s'approprier l'arme psychologique comme un élément clé de sa stratégie visant à contrer la guerre révolutionnaire maoïste[69]. Il est vrai que le Vietminh démontre jour après jour sa maîtrise de l'art de la propagande, qu'il applique autant à ses propres troupes (Bình Văn) à des fins de consolidation du moral, qu'aux populations civiles (Dăn Văn) dans le but de les rallier et les mobiliser, et qu'à l'adversaire (Dìch Văn) en vue de le démoraliser[70].

Face à ce dispositif complet, le CEFEO n'a pas grand-chose à opposer. Fin 1945, le général Leclerc avait bien mis en place au sein de son état-major un 5e bureau inspiré des sections « G-5 » des corps d'armée américains de la Seconde Guerre mondiale, décrits comme « une sorte de fourre-tout, abritant en particulier les affaires politiques et sociales ainsi que la propagande[71] ». L'organisme est cependant dissous dès le mois de juillet 1946 par le successeur de Leclerc, le général Valluy, qui ne goûte pas que l'armée se mêle de politique. Un certain nombre d'initiatives se succèdent alors entre un service presse-information commun au haut-commissariat et au CEFEO ainsi que des « sections de propagande » dépendant des 2e bureaux à l'échelon territorial[72]. Ces dispositifs restent cependant limités

et dépourvus de doctrine, à l'image de la situation de la guerre psychologique en métropole.

Cette lacune n'échappe pas aux Américains, qui cherchent, dès 1950, à « établir des relations étroites avec les Français en vue d'une nouvelle approche générale de la propagande et de la guerre psychologique[73] ». Ils proposent notamment de détacher auprès de Bảo Đại un expert américain en relations publiques, espérant ainsi « faire profiter les Français du savoir-faire américain dans le domaine publicitaire[74] ». Dans le même ordre d'esprit, le chargé d'affaire américain à Saigon, Donald Heath, suggère la création d'un « comité mixte franco-américain de guerre psychologique », qu'il imagine en ces termes :

> Notre conception est que la guerre psychologique conjointe [avec les Français] ne doit pas être uniquement dirigée contre le Vietminh mais aussi destinée à convertir les indécis et les francophobes. […] Si nous pouvons persuader les Français que la guerre psychologique n'est pas une activité secondaire mais le fer de lance de toute stratégie politique, nous pourrions accomplir beaucoup[75].

L'absence de réaction française s'explique entre autres par la détérioration rapide de la situation militaire à la fin de l'année 1950. L'arrivée du général de Lattre et ses succès face à l'offensive du Vietminh sur le delta du Tonkin vont en revanche donner l'occasion de relancer l'effort de propagande. Au cours de sa visite à Washington en septembre 1951, de Lattre concède à ses alliés qu'« une plus grande importance devrait être accordée à la guerre psychologique afin de rallier le soutien de l'opinion mondiale, du peuple français et de celle des États associés[76] ». En dépit des instructions qu'il laisse avant son départ vers la France, de Lattre n'aura pourtant pas le temps de tenir ses promesses – il meurt en décembre 1951 d'une tumeur à la hanche. D'aucuns lui attribuent cependant la paternité du service de propagande du CEFEO, créé au mois de février 1952 par son successeur, le général Salan[77].

Ce nouvel organisme devient vite un acteur clé des échanges franco-américains en matière de guerre psychologique. Son directeur, le colonel Clément, s'intéresse tout particulièrement aux résultats obtenus par l'US Army en Corée suite à la création, en janvier 1951, du bureau de guerre psychologique du général McClure. Clément étudie l'organisation et les moyens mis en œuvre en Corée (tracts, avions haut-parleurs, groupes de

radiodiffusion, etc.) dont il juge les résultats « sinon brillants du moins extrêmement encourageants[78] » :

> En Corée les Américains ont spécialisé un important personnel et le chef du « *PsyWar* » [McClure] dispose d'importantes ressources. Tous les renseignements parvenus […] confirment le rendement et le bas prix de revient de cette arme. Les Américains s'étonnent que nous n'ayons pas encore développé un tel procédé et semblent disposés, avec les Anglais et les États associés, à créer un « front psychologique » commun pour combattre la propagande ennemie à laquelle le Vietminh sacrifie des moyens importants. […] Or nous n'avons rien, […] mon personnel est très réduit et je n'ai aucune ressource[79].

Les échanges d'information et la circulation entre les théâtres apparaissent ici comme le moteur du développement de la doctrine. Dès l'été 1951, Clément propose de transformer son service de propagande en bureau de guerre psychologique sur le modèle coréen, avec davantage de moyens et une planification plus transversale[80]. Après de longues tergiversations, Salan donnera finalement son accord à la création d'une telle structure, dont il confie le commandement au chef d'escadron Albert Fossey-François[81]. Officiellement mis en service le 1er janvier 1953, ce dernier marque l'entrée définitive de la guerre psychologique française dans le domaine opérationnel, suivant en cela le modèle venu des États-Unis. Les représentants américains à Saigon notent alors avec satisfaction « les bons développements du programme de guerre psychologique de l'armée française » et évoquent « une prise de conscience croissante du besoin de rallier les populations locales à la cause anticommuniste[82] ». À la même époque, et comme pour bien souligner l'influence du contexte international, Jean Letourneau accepte la proposition formulée deux ans plus tôt d'un comité de liaison pour l'information et l'action psychologique qui accueille les chefs des services d'information français, vietnamiens, américains et même britanniques[83].

Malgré ces progrès, l'action psychologique française en Indochine continue de souffrir d'un cruel manque de vision politico-stratégique. C'est en substance ce que regrette le nouveau chef des services d'information américains, George Hellyer, qui attribue, en février 1953, ces difficultés à la « mentalité coloniale » des Français, qui les rend selon lui réticents à toute promotion active du régime de Bảo Đại, pourtant seul axe possible face à l'argumentaire du Vietminh. Par ailleurs, il constate le retard en matière de

« guerre psychologique tactique », dont il déplore que « même les thèmes employés par les avions haut-parleurs, récemment livrés [par les Américains] restent généraux, sans être spécifiquement dirigés contre le groupe ciblé[84] ». Hellyer se plaint aussi de ce qu'« aucun officier de propagande français n'ait suivi de formation à la guerre psychologique » et ironise sur le commandant Fossey-François, qu'il présente comme un simple « professeur de lettres[85] », omettant au passage son titre de Compagnon de la Libération et son implication dans les maquis de l'Armée secrète. Il salue en revanche le prochain retour des États-Unis de trois officiers français et vietnamiens qui achèvent alors une formation au Psychological Warfare Center de Fort Bragg, en vue de constituer le noyau d'une école de propagande en Indochine sur le modèle américain[86].

Ces innovations sont toutefois bien tardives pour un conflit qui s'étend depuis 1946 et n'auront jamais les effets escomptés : au printemps 1954, le gouvernement français entame à Genève des négociations en vue d'un cessez-le-feu. Bien qu'elle ait vu ses crédits multipliés par sept et sa reconnaissance institutionnelle bénéficier d'une « promotion incontestable », la guerre psychologique ne sera jamais l'arme secrète imaginée par les Américains pour sauver l'Indochine de l'alternative entre colonialisme et communisme. Pour autant, l'influence considérable exercée par ces derniers sur l'émergence d'un appareil français de propagande opérationnelle ne devait pas rester sans conséquence. Alors même qu'un nouveau conflit se profile en Afrique du Nord, l'action psychologique est désormais ancrée dans la pensée stratégique française, au point d'en devenir bientôt l'un de ses éléments constitutifs.

La guerre des sectes en Cochinchine

Parallèlement à la guerre psychologique *stricto sensu*, les forces françaises introduisent en Indochine d'autres procédés de « guerre politique », nés d'une tentative d'adaptation de la tradition coloniale aux défis de la guerre révolutionnaire. Avant que ces deux évolutions ne convergent en une forme de syncrétisme doctrinal au cours de la guerre d'Algérie, il convient de souligner l'émergence d'un répertoire tactique

français, qui n'emprunte pas à l'influence des Américains mais suscite, au contraire, de par son originalité, un réel intérêt de la part de ces derniers.

C'est d'abord au sud, en Cochinchine, qu'émergent de nouveaux modèles de pacification. Cette région se caractérise par un paysage social, religieux et économique particulièrement diversifié, voire fragmenté, qui en rend la gouvernance difficile, mais qui freine également la progression du Vietminh. Loin de ses bases, adossées à la frontière chinoise, ce dernier n'y est qu'un mouvement parmi d'autres. En plus des procédés militaires traditionnels, la stratégie française de pacification se caractérise ici par une action politique visant à rallier à sa cause les différentes minorités. On distingue généralement trois principaux groupes socio-politiques : les Caodaïstes, les Hòa Hảo et les Bình Xuyên. Les deux premiers sont des sectes religieuses syncrétiques – à tendance chrétienne pour la première et bouddhiste pour la seconde – farouchement nationalistes ; tandis que les derniers relèvent davantage de l'organisation criminelle, contrôlant le territoire autour de Saigon et disposant d'une branche paramilitaire.

Selon le général Salan, grand partisan de ces alliances, l'ensemble de ces groupes aurait drainé « plus de deux millions de personnes[87] », un chiffre considérable qui, s'il est vérifié, aurait représenté près de la moitié de la population de Cochinchine[88]. Ces alliances ne se prêtent cependant pas aisément à une intégration dans la chaîne de commandement militaire franco-vietnamienne[89]. S'il existe quelques cas d'incorporation d'officiers supérieurs comme le général Trân Văn Soái des Hòa Hảo, ou encore la nomination au grade de colonel puis de général du chef des Bình Xuyên, l'ancien bagnard Lê Văn Viên, dit Bay Viên, il serait erroné d'en déduire que les sectes offrent un appui sans faille au dispositif de sécurité franco-vietnamien en Cochinchine. De par leur large autonomie et leur loyauté douteuse, sujette à des retournements et des trahisons, souvent liées à des épisodes sanglants, ces forces rappellent en permanence la fiction de l'État du Vietnam dans ces territoires, même lorsque ceux-ci sont à l'abri de la subversion communiste[90].

Il faut ajouter à ces alliances incertaines l'action française auprès des minorités catholiques, à l'initiative originale d'un officier franco-vietnamien du nom de Jean Leroy. Après s'être illustré en 1945 par des actions de harcèlement contre les Japonais, ce jeune capitaine est nommé en 1946 à la tête du secteur de Mytho, petite île au cœur du delta du Mékong.

Il découvre alors que « le Vietminh, en s'implantant, y a fait disparaître les conseils [assemblées traditionnelles villageoises] pour les remplacer par sa propre organisation[91] ». Jouant sur un certain charisme personnel ainsi que sur l'identité catholique de la région, Leroy met en place un système de milice villageoise appelée Bao An (« protecteurs de la paix ») guettant toute intrusion étrangère dans le hameau. Il se vantera ensuite de ce que, « grâce à cette méthode, fin 1947, pas un seul Vietminh, collecteur d'impôt, propagandiste ou agent de liaison ne pouvait plus pénétrer dans l'île de nuit sans être aussitôt signalé et arrêté[92] ». Ayant eu vent de ces résultats, le général Boyer de Latour, commandant les forces d'Indochine du Sud, décide d'étendre le procédé des Bao An sous le nom d'unité mobile de défense des chrétientés (UMDC), dont il confie le commandement à Leroy. Bientôt, plus de 500 000 âmes vivent sous le règne du colonel, qui y instaure une sorte de régime néoféodal jusqu'à son départ pour l'École supérieure de guerre de Paris en 1953, date à laquelle la situation se dégrade aussitôt[93].

Le succès des UMDC va aussi attirer l'attention de l'ambassadeur américain, Donald Heath, qui en prend connaissance en juin 1950 au détour d'une discussion avec l'archevêque de Vinh Long, M^gr^ Ngô Đình Thuc[94]. Après avoir rencontré Leroy sur son île, Heath affirme que « les UMDC représentent aujourd'hui peut-être la force indigène la plus efficace du côté anti-Vietminh en Indochine et méritent à ce titre tout notre soutien économique et militaire[95] ». Leroy recevra en effet quelques mois plus tard la visite d'Allen Griffin, directeur de la division asiatique de l'ECA, l'agence américaine d'aide économique, pour développer l'agriculture de sa province. D'une façon plus générale, le monde des sectes attire beaucoup d'activité de la part des Américains. La Sûreté française note ainsi, non sans agacement, qu'« à la fin 1951, Caodaïsme, Hòa Hảo et UMDC intéressaient particulièrement les Américains [dans la perspective] d'une "troisième force", en garantissant contre les éventuelles visées françaises leur future indépendance[96] ». Cet intérêt devait se poursuivre de manière relativement constante jusqu'au cessez-le-feu de 1954, à la suite duquel le soutien aux sectes deviendra l'une des principales pierres d'achoppement des relations franco-américaines.

Au Tonkin, de l'autodéfense aux 5*e* bureaux

Le concept du ralliement des communautés catholiques s'étend rapidement au Centre-Vietnam et même au Tonkin, où un groupement d'UMDC est créé en novembre 1949 autour du diocèse de Phát Diệm, dans le sud du delta du fleuve Rouge[97]. Dans le même ordre d'esprit, les forces françaises procèdent à la création d'unités de « partisans indochinois » dont la tâche principale est de libérer une partie des effectifs du CEFEO immobilisés par la stratégie des postes. Adaptées de la tradition coloniale des troupes supplétives, ces « forces irrégulières » sont mises en place dès lors que « les progrès de la pacification et l'extension des zones contrôlées imposent un concours des populations autochtones[98] » :

> Au cœur de leur emploi se trouve le concept d'autodéfense, c'est-à-dire la défense du village par les villageois. […] Au fur et à mesure que la pacification progresse, les partisans civils doivent se fondre avec les « gardes d'autodéfense des villages ». Ceux-ci, en dehors des servitudes de sécurité auxquelles ils sont astreints, mènent une vie et une activité normales et sont indemnisés pour leurs services sur les ressources communales[99]. Levées par les troupes de secteur, ces milices ont pour principale tâche de monter la garde et de renseigner le chef de poste sur tout ce qui se passe dans leur zone : villageois suspect, arrivée d'éléments nouveaux dans le village, mouvements viêt-minh[100].

Afin de renforcer l'efficacité de cette surveillance accrue des villages par les gardes d'autodéfense, le colonel Battisti, commandant le secteur de Tourane en 1950, souligne « la nécessité absolue de rassembler les habitations et de clôturer les villages et hameaux[101] ». De même en 1951, deux jeunes officiers, les capitaines Jacques Hogard et Albert Souyris entendent « organiser la population de façon à l'obliger à prendre parti pour le gouvernement […] et pour cela, regrouper les habitants afin de constituer des agglomérations importantes, et placées en des endroits faciles à surveiller[102] ». Présageant des camps de regroupement qui devaient apparaître par la suite en Algérie, ces mesures rappellent également les « nouveaux villages » mis en œuvre par les Britanniques en Malaisie à la même époque. Au contraire de ces derniers, les opérations françaises de regroupement semblent toutefois n'avoir été accompagnées d'aucune mesure humanitaire ou de développement économique au profit des populations.

L'approche française de la pacification gagne en sophistication au contact de l'adversaire vietminh, dont l'efficacité des procédés de mobilisation ne cesse d'impressionner les Français. Dans une instruction générale sur la pacification du Tonkin, le général de Linarès, commandant des forces terrestres au Nord-Vietnam, identifie clairement « l'organisation politique et administrative communiste[103] » comme le principal vecteur de « pourrissement » du delta du fleuve Rouge. Cette subversion en surface de territoires théoriquement sous contrôle des Français a pour effet d'annuler tous les bénéfices des victoires remportées sur le « corps de bataille vietminh », comme à Vĩnh Yên en 1951 ou encore à Hòa Bình en 1952. Afin d'y remédier, l'état-major entend procéder à l'encadrement des populations au moyen d'une « organisation administrative vietnamienne plus solide et plus compétente, disposant des forces de police renforcées ainsi que des moyens d'action politique et sociale ». Ce sera le rôle des groupements administratifs mobiles opérationnels (GAMO), qui constituent sans doute la forme tactique la plus aboutie de la pacification au Tonkin[104]. Employées pour la première fois dans la province de Thái Bình en mars 1952, ces unités dépendant de l'État vietnamien sont composées d'une centaine de gardes nationaux, policiers, infirmiers et agents de propagande avec pour mission de restaurer l'ordre au nom du gouvernement national dans les territoires fraîchement reconquis. Leur travail se situe dans l'intervalle « entre l'achèvement des opérations militaires et l'implantation d'une autorité administrative régulière, […] car l'expérience a montré qu'à la faveur du vide créé entre le départ des troupes et l'installation d'un chef de district, les rebelles cherchent toujours à revenir[105] ».

Si elle est avant tout axée sur la propagande, l'action des GAMO a également une dimension répressive, puisqu'elle contribue à « l'épuration des éléments rebelles qui se dissimulent dans la population, mesures indispensables à l'efficacité de nos opérations de pacification[106] ». Pour ce faire, les équipes vietnamiennes collaborent avec les détachements opérationnels de protection (DOP), unités françaises de renseignement ayant pour fonction de « déceler et de neutraliser les agents et l'action des services spéciaux ennemis[107] ». Travaillant sans relâche au démantèlement des réseaux clandestins du Vietminh dans les campagnes, les DOP reprennent ici une part des tâches contre-subversives de l'ancienne Sûreté coloniale, largement décapitée lors du coup de force japonais du 9 mars

1945. Encore assez réduits dans leurs moyens, les DOP devaient être généralisés en Algérie, pour y devenir l'un des principaux dispositifs de la stratégie française.

Pour accompagner les GAMO, Linarès met également sur pied un 5e bureau « chargé des rapports avec l'administration vietnamienne et la population[108] ». Ce nouveau concept, qui deviendra lui aussi célèbre en Algérie, prévoit « un personnel spécialisé dans la connaissance des problèmes vietnamiens et de la politique française à l'égard du Vietnam[109] ». Bien qu'il soit possible de lui trouver des antécédents coloniaux (Bureaux arabes de Bugeaud en Algérie, Affaires indigènes de Lyautey au Maroc), ce dispositif, développé spécialement pour contrer le système de mobilisation vietminh, est un élément central de ce qui apparaîtra bientôt comme la marque distinctive de la doctrine française, laquelle donne au militaire toute la charge de la pacification, transformant ainsi l'officier en administrateur, voire en « commissaire politique », à l'instar des Cán Bộ du Vietminh.

Vers une théorie de la guerre révolutionnaire

Par-delà la mise en place de nouveaux concepts tactiques et opérationnels, la lutte contre le maoïsme stratégique en Indochine a aussi conduit à l'émergence d'une pensée stratégique originale, visant à élaborer une « théorie de la victoire[110] » radicalement différente de celle véhiculée par le modèle occidental de la guerre moderne. L'une des figures les plus influentes en la matière est sans aucun doute le colonel Charles Lacheroy, officier de carrière issu de l'armée d'Afrique, qui prend au mois de février 1951 le commandement du secteur de Biên Hòa en Cochinchine[111]. Dans une conférence du mois de novembre 1952, il expose à ses officiers subalternes son analyse de la stratégie du Vietminh qu'il estime avoir percée à jour suite à la capture d'un commissaire politique vietminh en possession de « documents présentant l'organigramme complet de l'organisation en Cochinchine[112] ». Lacheroy dégage alors la notion de « hiérarchies parallèles » qui met en évidence l'importance des procédés de mobilisation des masses inspirés du maoïsme de guerre et adaptés au terrain indochinois :

> Au Sud-Vietnam, les habitants […] sont enfermés dans un système de coercition d'une perfection machiavélique […] à l'intérieur duquel il n'y a de place que pour le dévouement ou au moins l'obéissance. Ce système est celui des hiérarchies parallèles[113].

Les hiérarchies parallèles seraient donc une arme permettant au Vietminh de s'assurer le contrôle et, dans une certaine mesure, le soutien de la population. Reprenant les différents procédés de mobilisation bien connus, Lacheroy dégage trois types de hiérarchies. La première est une « hiérarchie d'association : […] jeunesse masculine, jeunesse féminine, vieillard, paysans, non-paysans ». Elle a pour but d'encadrer les populations en fonction de leur place dans la société. Vient ensuite s'ajouter une deuxième hiérarchie, définie comme « territoriale », s'exerçant verticalement au niveau du village, du district, de la province, et fonctionnant comme un gouvernement clandestin assurant les principales fonctions régaliennes (finances, police, justice, information). Enfin, une troisième hiérarchie, politique celle-ci, vient parachever la prise en main du peuple. Il s'agit de celle du parti communiste, une « hiérarchie de sélection » par excellence car le dévouement que l'on y montre permet ou non l'ascension au sein des autres hiérarchies.

Lacheroy définit ce système comme « une dictature populo-politico-militaire, relativement pure, toujours dure, et quand il le faut cruelle » où la propagande et l'action psychologique renforcent le contrôle sur les corps. Le corollaire de ce raisonnement s'imagine aisément. Si le Vietminh gagne par son organisation de la population, il faut lui opposer une « mobilisation totale et dure des arrières », une contre-organisation, elle aussi dictatoriale, qui puisse lui ravir le contrôle des habitants. Il appelle donc le gouvernement du Vietnam et l'état-major français, qui en est encore le bras armé, à s'en emparer, à « se servir de l'arme vietminh des hiérarchies parallèles », sous peine de perdre la guerre. Puisant ses racines dans la notion de « guerre totale », la logique vise à transformer la société en arme de guerre, la dictature n'apparaissant ici que comme le moyen le plus efficace d'y parvenir. Cet ancrage dans une pensée de guerre totale, pourtant en décalage stratégique avec les intérêts limités alors en jeu pour la France, est précisément le noyau dur de la doctrine française de la guerre révolutionnaire et sa spécificité vis-à-vis de ses équivalents étrangers.

Nonobstant l'échec final de la France en Indochine, cet espace n'en est pas moins devenu un laboratoire privilégié pour l'élaboration d'une réponse occidentale au défi maoïste de la guerre irrégulière. C'est au Vietnam que les Français testent et adoptent de nouveaux concepts de pacification, qui, bien qu'ancrés dans l'héritage colonial, se distinguent déjà par une ambition théorique, source d'intérêt pour de nombreux étrangers, mais aussi cause de l'échec final de la France en Algérie. Ce « bouillonnement » doctrinal n'intervient pourtant pas dans un environnement intellectuellement clos. Une part importante des concepts tactiques d'action clandestine et de guerre psychologique est développée sous l'influence des Américains dont l'ombre plane déjà fortement sur l'Indochine. La période qui va s'ouvrir au lendemain de Diên Biên Phu va accélérer ces échanges et laisser éclater au grand jour le processus d'internationalisation des méthodes de guerre irrégulière.

Chapitre 7

Les fantômes de Diên Biên Phu

(1954-1960)

La portée de la reddition de la garnison française dans la vallée encaissée de Diên Biên Phu au matin du 7 mai 1954 dépasse la seule histoire de la présence coloniale en Indochine. Pour l'ensemble des acteurs de la guerre froide, la victoire du général Giáp, ainsi consacrée par l'une de ces batailles rangées tant valorisées par la culture militaire occidentale, sonnait aussi paradoxalement comme le triomphe de la guerre irrégulière sur des armées modernes. La maîtrise du combat interarmes par les tacticiens vietnamiens semble en effet valider la vision de Mao Zedong selon laquelle la guerre révolutionnaire permet le passage de la guerre de partisans à la « guerre moderne », seule susceptible, selon lui, d'emporter la décision.

Pour la communauté stratégique occidentale, cette victoire éclatante d'un adversaire jusqu'alors considéré comme inférieur marque une rupture profonde dans la perception de l'ennemi. Les méthodes irrégulières de la subversion et de la guérilla apparaissent désormais comme capables de faire tomber à elles seules des pans entiers du bloc occidental, et de transformer ainsi l'équilibre global. Et pour cause, la défaite militaire de Diên Biên Phu se double d'un recul politique à Genève, qui met l'Occident – et singulièrement les États-Unis – devant un nouveau dilemme. Soit

l'Amérique se résout à abandonner à son propre sort cette partie du monde et accepte, compte tenu des rapports de force, son inévitable basculement dans l'orbite communiste ; soit elle met tout son poids dans le soutien aux nouveaux espaces « neutres » nés de la conférence de Genève, au premier rang desquels le Vietnam du Sud, en vue de les ériger en bastions du « monde libre ». Une telle entreprise implique pourtant d'y remplacer la France, puissance tutélaire historique, garante des accords de Genève et à ce titre de la réunification du Vietnam. Cette situation engendre une ambivalence des Américains entre l'adoption de pratiques et de concepts opérationnels français et la liquidation de cet héritage, que certains rendent responsable de l'échec de 1954.

La mission Lansdale à Saigon

La période s'étendant de la bataille de Diên Biên Phu à la consolidation d'un Sud-Vietnam indépendant et républicain a été maintes fois mise en avant comme celle d'une passation de pouvoir, contrainte et forcée, entre la France, puissance coloniale déclinante, et les États-Unis, nouveaux champions de l'Occident globalisé. Si ce face-à-face en tant que tel n'est pas notre propos, il offre l'arrière-plan du transfert de savoir-faire irréguliers entre les deux alliés. Les derniers mois de la guerre d'Indochine sont en effet marqués par une intensification du dialogue franco-américain. Dans le domaine de l'action clandestine, la CIA comme le Pentagone tentent de faire pression sur les Français pour obtenir une meilleure coopération « en vue de l'intensification de la guerre non conventionnelle[1] ». Cette évolution apparaît dès le mois de janvier 1954 lorsqu'au cours d'une réunion du National Security Council, le directeur de la CIA « s'interroge si un officier [spécialiste de la] guerre non conventionnelle, en l'occurrence le colonel Lansdale, ne pourrait pas être adjoint aux cinq officiers de liaison acceptés par le général Navarre[2] ».

Après un début de carrière en Californie dans le monde de la publicité, Edward G. Lansdale a mis ses talents au service de la section psychologique de l'OSS. Versé dans l'US Air Force mais bientôt détaché auprès de la CIA, il est envoyé aux Philippines en mars 1950 pour y appuyer le gouvernement nouvellement indépendant dans sa campagne de répression contre la

guérilla communiste Hukbalahap, déclenchée quelques années plus tôt sur l'île de Luzon. Il se fait alors connaître pour ses nombreuses opérations psychologiques, certaines peu orthodoxes, n'hésitant pas à recourir au folklore local et aux tendances superstitieuses de guérilleros, pour susciter la peur ou la dissension dans leurs rangs. Mais sa plus grande réussite est sans aucun doute sa promotion politique du ministre de la Défense philippin, Ramón Magsaysay, qu'il parvient à rendre populaire et fait même accéder à la présidence de la République, proposant ainsi une alternative crédible et désirable au projet politique communiste[3]. Selon Lansdale, c'est le secrétaire d'État John F. Dulles en personne qui l'aurait informé de sa nouvelle affectation, avec comme seule feuille de route de « faire [au Vietnam] ce qu'il avait fait aux Philippines[4] ».

Lansdale arrive à Saigon au début du mois de juin 1954, en pleine conférence de Genève, pour y prendre le poste d'assistant attaché de l'Air à l'ambassade américaine[5]. Bien qu'il soit effectivement colonel dans l'Air Force, il est en réalité toujours détaché auprès de la CIA[6]. Sa tâche consiste alors à établir la Saigon Military Mission (SMM), une petite équipe d'action clandestine distincte de la « station régulière de la CIA », mise en place au même moment et chargée des fonctions plus traditionnelles de renseignement et d'analyse[7]. La mission principale de Lansdale est d'« assister les Vietnamiens dans la guerre non conventionnelle, les Français devant être conservés comme des alliés amicaux autant que possible[8] ». La place de l'ancienne puissance coloniale dans le dispositif de guerre irrégulière en Indochine ne permettait cependant pas de la tenir longtemps à l'écart de ces activités.

La première interaction intervient dès l'arrivée à Saigon du second membre de la SMM, un spécialiste de questions paramilitaires du nom de Lucien Conein. Américain né de parents français émigrés au Kansas, il avait rejoint l'OSS et avait été parachuté comme Jedburgh dans le sud de la France. Il avait ensuite été envoyé en Indochine où il s'était assuré de l'amitié des Français en tant que l'un des « seuls maquisards américains à n'avoir pas pris part à la mission Patti [auprès d'Hô Chí Minh][9] ». Dès son arrivée courant juillet 1954, Conein retrouve son ancien camarade de lutte antijaponaise, Nguyên Van Vy, devenu entre-temps l'un des officiers parachutistes les plus décorés de l'armée nationale vietnamienne[10]. C'est par l'intermédiaire de Vy qu'il fait la connaissance du colonel Jean

Carbonel, chef du 2e bureau qui avait déjà accueilli en 1950 la mission Saint-Phalle. Vraisemblablement mis en confiance par ce dernier, « Carbonel propose [à Conein] d'établir un maquis[11] » dans les régions du Nord, abandonnées au Vietminh. Selon toute probabilité, l'officier français cherche alors à obtenir des États-Unis, non signataires des accords de Genève, le maintien d'un soutien aux partisans montagnards du GCMA à un moment où Paris a donné l'ordre de « mettre en sommeil les maquis[12] ». De nombreux officiers français sont réticents à l'idée d'abandonner des populations entières, qui en ralliant leur cause se sont exposés aux représailles du Vietminh[13]. À Washington, Conein se heurte cependant à un mur : « le Pentagone ne voulait avoir affaire à aucun organisme français et l'offre fut rejetée[14] ».

Parallèlement à ces actions clandestines, la SMM s'investit également dans les questions de guerre psychologique. À l'été 1954, le général Nguyên Van Hinh, alors chef d'état-major de l'armée nationale vietnamienne, demande à Lansdale de l'assister dans la gestion de son 5e bureau, créé un an plus tôt sur le modèle du Bureau français d'action psychologique[15]. Cette petite section est commandée par le capitaine Giai, premier officier vietnamien à avoir suivi le cours de guerre psychologique de Fort Bragg en 1953. Sous l'influence de Lansdale et du capitaine Arundel, un autre membre de la SMM passé par les Philippines, Giai monte une « compagnie de propagande armée », calquée sur le modèle préconisé par le Psychological Warfare Center[16]. Celle-ci a pour tâche de se rendre dans les zones du Sud-Annam et de Cochinchine récemment évacuées par le Vietminh en application des accords de Genève et d'y reconquérir « les cœurs et les esprits » des populations. Giai se lie alors avec Rufus Phillips, un jeune agent de la CIA, fraîchement diplômé de Yale, dont c'est la première affectation[17]. Sans formation en matière de guerre psychologique, Phillips se souvient avoir été favorablement impressionné par les compétences de Giai, qui l'initie à certaines idées françaises en matière de pacification[18].

De fait, dès la fin de l'été 1954, Français et Américains se retrouvent sur une action psychologique commune autour de la question des réfugiés. Les accords de Genève permettaient en effet à tout citoyen vietnamien de rejoindre la zone de son choix dans les trois cents jours suivant la signature de l'armistice. En plus des 70 000 soldats vietnamiens et de leurs familles,

dont il était prévisible qu'ils cherchent à fuir la prise de pouvoir vietminh, les principaux candidats à l'exil sont les populations catholiques du Nord-Vietnam, dans l'ensemble moins favorables au Vietminh, réputé athée et anticlérical[19]. Les Américains perçoivent très vite tout l'intérêt politique d'un tel exode de populations fuyant le communisme. Ils estiment de plus qu'il viendrait renforcer l'assise du nouveau Premier ministre du Sud-Vietnam, le très catholique Ngô Đình Diêm, soutenu de longue date par les États-Unis[20]. De son côté, le général Ély, remplaçant de Navarre à la tête du CEFEO, rapporte que « les Français poussaient également les Tonkinois à l'exode pour des raisons sentimentales et politiques. Il leur répugnait d'abandonner à l'ennemi ceux qu'ils avaient appris à aimer […] ; par ailleurs sur le plan de la propagande un transfert massif de populations était un camouflet pour l'adversaire[21] ».

En dépit des désaccords politiques grandissants entre les deux alliés – liés notamment à la francophobie de Diêm, symbole d'indépendance aux yeux des Américains, de menace aux yeux des Français –, ils élaborent ensemble, à l'automne 1954, les linéaments d'une « action psychologique commune en faveur du Vietnam national[22] ». Le SDECE souligne l'avantage de s'associer à un partenaire américain capable de faire bénéficier la France de « son expérience approfondie des méthodes et des procédés de l'action psychologique, de ses moyens matériels [et] de son personnel ». Le service français ne peut cependant réprimer une certaine méfiance, jugeant que « dans tous les cas connus où les Américains financent une opération dans laquelle leurs services spéciaux entrent en jeu, ils en prennent tôt ou tard la direction effective[23] ».

De fait, les Américains multiplient déjà les opérations clandestines au Nord. Mettant en pratique les techniques mises au point durant la Seconde Guerre mondiale ainsi qu'aux Philippines, Lansdale et Conein inondent le pays de tracts et de rumeurs rapportant pêle-mêle une invasion chinoise, un bombardement atomique de Hanoï, la nationalisation de tous les biens ou encore l'interdiction de la pratique religieuse. Des astrologues sont même engagés pour réaliser des prédictions catastrophiques sur l'avenir du régime vietminh publiées dans des almanachs spécialement conçus pour l'occasion[24]. Les bureaux français d'action psychologique apportent eux aussi leur soutien à l'opération, en jouant sur les relais de pouvoir

catholiques, à l'instar de l'évêque de Phát Diêm, qui annonce au cours d'une messe que « le Christ et la Vierge étaient déjà partis pour le Sud[25] ».

La coopération franco-américaine se manifeste aussi à l'endroit du transport des réfugiés. Baptisée *Passage to Freedom*, l'opération mobilise les marines des deux alliés ainsi que l'armée de l'air française, qui établit un pont aérien entre le port de Haiphong et Da Nang au Sud-Vietnam. En moins d'un an, plus de 900 000 personnes sont ainsi déplacées à grand renfort de battage médiatique[26]. Leur réinstallation est principalement assurée par des capitaux américains, prélevés sur une aide de 100 millions de dollars à l'Indochine dispensés par l'United States Operations Mission (USOM), branche locale de l'agence américaine d'aide au développement. Le gouvernement français y contribue aussi, offrant aux réfugiés plusieurs milliers d'hectares de terres rachetées à des colons français en partance pour la métropole[27].

En dépit de ce succès politico-médiatique, le partenariat franco-américain tourne court face aux désaccords politiques. À la fin du mois de novembre 1954, le SDECE ne croit plus à la bonne volonté des Américains, estimant qu'ils « usent de tous leurs moyens pour implanter à notre insu, conjointement à l'organisme commun, un appareil clandestin parallèle afin d'atteindre des buts spécifiquement américains[28] ». Ces accusations témoignent de l'amertume des vaincus, ainsi que d'une paranoïa grandissante de la part des services français qui tendent à voir la main américaine dans chaque expression du reflux de leur puissance[29]. Ces tensions se cristallisent notamment sur la personne de Diêm, farouchement soutenu par les Américains, et dont le programme vise à une liquidation systématique de la présence historique, économique et culturelle française. Face au « clan des Ngô » – composé de Diêm et de ses frères, parmi lesquels son principal conseiller Ngô Đình Nhu, ainsi que l'archevêque de Vinh Long, Ngô Đình Thuc – Paris soutient l'ancien Premier ministre Tran Van Huu et compte sur ses relais militaires pour maintenir son influence. Les principaux cadres de l'armée nationale vietnamienne sont effectivement de formation, de culture, et pour certains même de nationalité française[30].

La confrontation franco-américaine n'empêche cependant pas les savoirs stratégiques de circuler et pour Lansdale et ses comparses de s'approprier certains procédés français de guerre irrégulière développés au cours du conflit. L'un des exemples les plus frappants est le cas des UMDC

du colonel Leroy. Celles-ci apparaissent avoir un potentiel évident pour Diêm, dans l'optique de la consolidation de sa base populaire catholique. Au départ de Leroy en 1953, ces milices représentaient une force politique importante en Cochinchine. Mais à son retour au pays, au printemps 1954, il retrouve avec horreur sa province natale de Bên Tre aux mains du Vietminh : « sur les 137 villages […] jadis entièrement ralliés, huit seulement […] reconnaissaient encore le gouvernement vietnamien[31] ». Leroy entreprend aussitôt d'y rétablir son autorité, tandis que les UMDC – dont il est nommé inspecteur – sont intégrées à l'armée nationale vietnamienne.

C'est à ce titre que Lansdale lui rend visite dès son arrivée en juin 1954, découvrant non sans admiration son œuvre politico-militaire. Les deux hommes entament alors une collaboration sur des bases incertaines[32]. Lansdale qui ne connaît pas le Vietnam découvre ici la complexité du pays, et notamment de la mosaïque politico-religieuse de la Cochinchine dans laquelle « le colonel Jean Leroy fut [son] premier guide[33] ». Lansdale s'intéresse tout particulièrement aux « mesures prises par Leroy pour gagner la sympathie et le soutien des masses, la première d'entre elles consistant à armer et entraîner de façon adéquate les unités d'autodéfense des villages[34] ». Leroy, pour sa part, se présente aux Américains comme un chef de guerre, capable de lever au moins 30 000 hommes et auquel « le général Trân Văn Soái des Hòa Hảo, l'ensemble des Cao Daï et des Bình Xuyên seraient prêts à se soumettre ». De telles affirmations semblent outrancières à l'ambassade américaine, qui juge ces promesses « peu crédibles dans un pays aussi divisé[35] ». Après quelques mois de collaboration, Leroy commence à prendre ses distances et bien qu'il affirme dans ses mémoires y avoir été poussé par sa fidélité à la France, il semble que ses ambitions personnelles furent déterminantes dans son choix de s'opposer finalement à l'entreprise de Lansdale.

Alors qu'en octobre 1954, les trois « sectes » forment un front unifié pour pousser Bảo Đại à démettre Diêm, Lansdale multiplie les visites à Leroy cherchant à le faire basculer dans son camp, allant jusqu'à lui offrir le poste de chef d'état-major de l'armée nationale[36]. Sur les conseils insistants du général Ely, Leroy refuse pourtant la proposition. Ses contacts avec Bảy Viễn, le chef des Bình Xuyên, et son conseiller français, le colonel du SDECE Antoine Savani, le font pencher du côté des sectes. Mais après de

longs mois d'un imbroglio meurtrier dans toute la Cochinchine, les sectes sont finalement défaites par Diêm au cours de la « bataille de Saigon » qui oppose les diverses factions dans les rues de la capitale en mars 1955. La violente répression qui s'ensuit conduit Leroy à quitter le pays, emportant avec lui les restes de sa « stratégie communautaire » de pacification[37]. Ayant ainsi éliminé tous les obstacles à sa prise de pouvoir, Diêm saisit l'occasion du référendum d'octobre 1955 pour destituer l'empereur et proclamer la république du Vietnam, dont il devient aussitôt le président.

L'expérience TRIM : entre transfert d'expérience et rejet du passé

Parallèlement à la montée des tensions autour des sectes, et par-delà l'impitoyable guerre des clientèles que se livrent Paris et Washington, la collaboration technique entre les deux puissances persiste et avec elle la circulation des méthodes de guerre irrégulière. Le principal cadre de ces échanges est la mission franco-américaine de formation de l'armée vietnamienne. Baptisée Training Relations and Instruction Mission (TRIM), elle est née en janvier 1955 sous la double tutelle du général Ely et du général O'Daniel, commandant du MAAG[38]. Le principe était, dans les termes enthousiastes de l'ambassadeur Collins, d'amener à ce que « Français et Américains travaillent ensemble et aident les Vietnamiens à prendre le contrôle de leurs propres affaires[39] ».

En dépit de ce concept initial, la TRIM devient vite un nouvel espace de rivalité entre Français et Américains : par-delà les enjeux politiques déjà évoqués, les différences en matière de doctrine, de procédure, d'instruction, et même de critères d'efficacité ne manquent pas de susciter des frictions entre les deux partenaires. Le mélange d'amertume et de ressentiment entre certains officiers vietnamiens et leurs anciens supérieurs français, prenant occasionnellement les Américains à témoin de querelles politiques ou personnelles, contribue aussi à accroître les tensions[40].

Même si le bilan général de la TRIM reste celui d'une marginalisation assez rapide de l'héritage stratégique français, des contre-exemples existent néanmoins. La division navale de la TRIM semble ainsi faire exception grâce au lieutenant-colonel Victor Croizat. Ce jeune officier du

corps des Marines est né en 1919 dans une vieille famille savoyarde émigrée aux États-Unis. Après avoir combattu dans le Pacifique, il est sélectionné pour suivre les cours de l'École supérieure de guerre à Paris en 1949. Francophone et francophile, il va découvrir au Vietnam les concepts français de contre-guérilla fluviale. À l'inverse du mépris que se plaisent à afficher ses collègues, Croizat se passionne pour ces procédés inconnus des Américains :

> Tirant les enseignements de ses années d'opérations de guerre sur les voies fluviales, la marine française a développé le concept de Dinassaut (division navale d'assaut). Cette unité composite comprenant différents types de barges de débarquement […] est particulièrement bien adaptée à toutes les formes d'opérations fluviales. Nous n'avons pas d'unités ou d'organisations comparables dans notre corps [des Marines] ou notre Navy. Alors que nous cherchons à « vendre » le corps des Marines [au Vietnam] nous devrions, nous aussi, être prêts à « acheter » certains concepts auprès d'autres[41].

Les Dinassaut devaient demeurer longtemps l'un des principaux héritages français au Vietnam. La région du delta du Mékong ne disposant que de peu de voies carrossables, les Français avaient vite appris à recourir aux voies fluviales pour les patrouilles, voire comme axe de pénétration. Finalement adopté par la jeune marine vietnamienne, le concept devait pourtant tomber en désuétude sous l'effet d'une culture navale américaine donnant la priorité à la haute mer (*blue navy*) sur les fleuves (*brown navy*)[42]. De retour au Vietnam dix ans plus tard, Croizat devait à nouveau se faire le champion de ces techniques françaises, contribuant à leur retour sous la forme de la Mobile Riverine Force.

La division navale n'est pas la seule section de la TRIM à bénéficier de l'apport français. Dès le début des négociations entre Ely et O'Daniel, les Américains ont obtenu le transfert de Lansdale et de son équipe auprès d'une division consacrée à la pacification[43]. Suivant le principe de la parité franco-américaine, Lansdale reçoit pour adjoint un officier parachutiste français, le lieutenant-colonel Jacques Romain-Desfossés, ancien du service Action d'Indochine en 1945 et futur membre de l'OAS. Ayant servi auprès de Bollardière dans les troupes aéroportées et passé près de vingt ans au Vietnam, il est vite considéré par ses homologues américains comme un « expert dans le domaine de la guerre irrégulière[44] ». Le jeune agent de la CIA Rufus Phillips se souvient ainsi d'un homme « très sympathique,

toujours positif, n'hésitant pas à inviter chez lui des Américains lors de petites réceptions informelles destinées à renforcer les liens interalliés[45] ». La coopération semble avoir été initialement fructueuse, comme le laisse entendre Lansdale dans l'un de ses premiers rapports :

> Notre travail d'équipe avec les Français, compagnons occidentaux en terre asiatique, a fait de bons progrès en dépit de nombreux handicaps. Ce travail d'équipe évolue de plus en plus vers une sorte d'arrangement tripartite. Dans la pratique, nous prenons en compte et incorporons une large part des réflexions et concepts français dans nos propres plans et conseils, à la différence de l'arrangement bipartite initialement prévu dans lequel nous étions censés nous contenter d'informer les Français de nos intentions avant d'entreprendre les Vietnamiens. Une telle approche aurait conduit à répéter les erreurs passées […] et à adopter des méthodes bien connues des communistes et de leur « guerre de résistance des masses, totale et prolongée[46] ».

Ce témoignage va clairement à l'encontre d'une idée généralement admise selon laquelle l'anticolonialisme viscéral de Lansdale aurait systématiquement nui à la circulation des savoirs entre les deux puissances occidentales au Vietnam. La coopération va pourtant vite pâtir de la dégradation des rapports franco-américains au moment de l'éradication des sectes par le gouvernement de Diêm au printemps 1955, avec le soutien de Lansdale[47]. À bien des égards, ce sont les Vietnamiens qui vont ensuite jouer le rôle de courroie de transmission lorsque le dialogue entre les deux partenaires occidentaux se crispe. Rufus Phillips rencontre ainsi un officier franco-vietnamien du nom de Lê Văn Kim, qu'il décrit comme « ayant une très bonne connaissance des précédents efforts des Français en termes de pacification[48] ». Phillips planifie avec lui l'opération *Giai Phong* visant à la réoccupation par l'armée vietnamienne d'une large zone du Centre-Vietnam évacuée par le Vietminh, en application des accords de Genève. En prévision de cette réoccupation, Phillips prépare, avec l'aide de Kim, un cours intensif pour les officiers vietnamiens sur « l'action morale et la guerre psychologique » destinée à « gagner le soutien et la loyauté des citoyens au niveau du village[49] ». Tout comme dans le cas du capitaine Giai, Kim est un exemple parfait du rôle de passeur de savoirs qu'ont souvent su jouer les Vietnamiens entre leurs anciens colonisateurs et leurs nouveaux alliés.

Lansdale a également l'occasion de revenir dans le cadre de la TRIM sur le bilan des groupes administratifs mobiles constitués au Tonkin dès

1952. Stimulé par ce concept qui recoupe certains aspects de l'action civique qu'il a contribué à mettre en œuvre aux Philippines, Lansdale s'en sert de base pour créer une nouvelle unité sous le nom d'équipes d'action civique. Placées sous la tutelle de Kiêu Công Cung, ancien militant vietminh rallié au régime sudiste, ces dernières sont chargées d'encadrer les zones intermédiaires, délaissées par l'armée et encore sous-administrées, afin d'y « encourager l'autonomie, l'auto-suffisance et l'autodéfense[50] ». Vêtues, à la manière du Vietminh, dans le simple calicot noir des paysans vietnamiens, ces petites unités politico-militaires sont aussi le produit de l'éternelle mimétique entre partisans et centurions. Progressivement abandonnée sous le règne de Diêm, l'expérience devait être réactivée en 1964 par la CIA.

La réalité de l'influence française sur les pratiques et concepts opérationnels américains au Vietnam ne peut pourtant pas cacher la dynamique majeure de la seconde moitié de la décennie, qui reste celle d'une liquidation globale de l'héritage stratégique français. Si les emprunts relevant de la stratégie de guerre irrégulière existent bien, ils sont généralement restés discrets et n'ont pu compenser l'entreprise de table rase stratégique née de la volonté – américaine tout autant que diémiste – de rompre avec un héritage colonial jugé responsable de la défaite.

Lansdale et l'école des Philippines

Selon les termes d'un ancien opérateur de la CIA, une idée répandue parmi les premiers conseillers américains au Vietnam était que « la pratique française [de la guerre irrégulière] n'avait rien d'autre à apporter que des exemples à éviter[51] ». À bien des égards, et en dépit des quelques exceptions déjà évoquées, le colonel Lansdale est certainement représentatif d'un tel état d'esprit. Son rôle de « faiseur de roi » à Manille et ses liens privilégiés avec le président Magsaysay devaient le pousser à essayer de nouer au Vietnam une relation similaire[52]. Dès la nomination de Diêm au poste de Premier ministre, Lansdale se présente à lui pour l'entretenir de ses projets pour le Sud-Vietnam. En dépit de la barrière de la langue, l'Américain semble avoir laissé au leader catholique une première impression positive, au point de le revoir à plusieurs reprises dans les jours

suivants. Il présente alors à Diêm un programme fortement inspiré de son expérience passée et dont la première étape est « l'adoption en urgence de la Constitution des Philippines et des pouvoirs spéciaux établis là-bas[53] ».

S'il en est évidemment le champion, Lansdale n'est pas le seul à mettre en avant l'analogie avec les Philippines. Ainsi l'amiral Radford, président du comité américain des chefs d'état-major, affirme-t-il lors de sa première rencontre avec Diêm que « les conditions actuelles [au Vietnam] lui semblent très proches de celles ayant prévalu aux Philippines en 1950 et 1951 […] et lui suggère d'étudier les méthodes employées par le président Magsaysay pour y restaurer la stabilité interne[54] ». De même, l'ambassadeur à Saigon, Donald Heath, se permet de contacter personnellement Magsaysay pour lui demander s'il accepterait de faire participer son pays à l'effort de formation de l'armée vietnamienne. Enthousiaste et bon connaisseur des questions militaires, le Philippin n'hésite pas à entrer immédiatement dans les détails d'une telle formation :

> Les Vietnamiens devraient, selon lui, suivre le modèle appliqué aux Philippines dans la pacification des Huks [désignation usuelle du mouvement insurrectionnel communiste Hukbalahap lancé en 1946 et dont la défaite était considérée comme acquise en 1954]. Il recommande l'emploi de l'armée comme agence principale, non seulement dans la répression des éléments rebelles, mais aussi dans la gestion des problèmes liés aux déplacements de population, à la construction de route et à la participation aux travaux publics destinés à la relocalisation des réfugiés. […] Alors que nous discutions des types d'entraînement que les Philippins pouvaient offrir, il a évoqué les questions […] de campagne psychologique visant à accroître le moral des Vietnamiens et à combattre la propagande communiste[55].

Dès le mois d'août 1954, le Département d'État valide le principe d'un appel à des experts philippins en aide aux « opérations paramilitaires et de guerre psychologique en Indochine[56] ». Le projet bénéficie de l'aide active de l'attaché militaire philippin à Saigon, le colonel José Banzon, beau-frère de Magsaysay, vétéran de la campagne anti-Huks et observateur attentif des méthodes de contre-guérilla en Malaisie et en Indochine[57]. Une première délégation de six officiers et fonctionnaires vietnamiens s'envole en octobre 1954 pour un séjour de formation aux Philippines[58]. Les Vietnamiens ont le loisir de visiter les colonies bâties pour les ex-combattants huks ralliés au gouvernement, ainsi que d'assister à différentes opérations psychologiques auprès des populations locales. Ils sont reçus à la direction des Affaires civiles du ministère de la Défense et par le Magsaysay lui-même. Selon

Phillips, cette visite redonne confiance à l'élite vietnamienne, « étonnée de voir tant de choses accomplies par des Asiatiques, aux commandes des opérations – ils s'étaient jusqu'alors imaginé que les Américains restaient aux manettes[59] ».

L'expression la plus célèbre de l'influence philippine sur la stratégie américano-vietnamienne de guerre irrégulière est certainement l'opération *Brotherhood,* lancée au cours de la réoccupation de l'ancien fief vietminh de la péninsule de Ca Mau, à l'extrême sud du pays. Face à la situation humanitaire désastreuse de la région, Saigon perçoit vite le potentiel psychologique d'une aide médicale aux populations. La Croix-Rouge française et le service de santé du CEFEO proposent bien leur aide, mais celle-ci est déclinée par Diêm au motif que « les agitateurs vietminh exploiteraient la présence française aux côtés de l'armée vietnamienne[60] ». Le commandant Charles Bohannan, ex-adjoint de Lansdale aux Philippines désormais en poste à Saigon, y voit l'occasion de montrer le soutien de l'« Asie libre » tout en marquant des points dans la guerre de propagande contre le Nord. Avec l'aide d'Oscar Arellano, un jeune architecte philippin de la Chambre internationale de commerce, il organise l'intervention d'une centaine de docteurs et d'infirmiers philippins au secours des populations[61]. Habilement intégrée à la progression de l'armée, l'opération sera plus tard considérée par Lansdale comme l'un de ses plus grands succès et « un facteur majeur dans la victoire sur l'encadrement politique des communistes[62] ».

Les docteurs et les infirmières de l'opération *Brotherhood* ne sont pas les seuls Philippins mobilisés. Toujours sous l'influence de Lansdale, un groupe d'anciens combattants philippins, vétérans des campagnes antijaponaises et anti-Huks fondent en novembre 1954 une société de sécurité privée du nom de Freedom Company avec pour vocation de « défendre la cause de la liberté à travers l'Asie[63] ». Parmi eux se trouve un proche du commandant Bohannan, le colonel Napoleon Valeriano, créateur dès 1949 d'un commando de chasse anti-guérilla[64]. Ce dernier arrive à Saigon au milieu de l'année 1955 avec la charge de procéder à la formation d'une « garde présidentielle » pour le président Diêm[65].

L'influence des Philippines devait pourtant finir par décroître à partir du milieu de l'année 1956, date à laquelle des problèmes financiers empêchent soudainement Manille d'accueillir de nouveaux stagiaires vietnamiens[66].

Par ailleurs, il semble que les relations entre les deux pays ne reflétaient pas nécessairement la « solidarité asiatique » idéalisée par Lansdale. L'un des représentants de la CIA à Saigon, Paul Harwood, se souvient ainsi des remarques désobligeantes de Diêm et de son frère Nhu à l'égard des « chemises flottantes », sobriquet donné aux conseillers philippins du fait de leur habillement décontracté[67]. Mais le facteur principal est certainement le départ de Lansdale, qui quitte le pays à la fin 1956[68]. La disparition de Ramón Magsaysay quelques mois plus tard dans un accident d'avion élimine un autre moteur de la philippinisation de la stratégie au Sud-Vietnam. Dès cette époque, c'est en fait d'abord et avant tout le processus d'américanisation de l'appareil de sécurité vietnamien qui explique la véritable liquidation de l'héritage stratégique français.

Le processus d'américanisation

Le printemps 1956 voit le départ des derniers éléments militaires français[69]. En contravention des accords de Genève, la TRIM avait introduit les Américains dans le dispositif de formation, tâche réservée en principe aux Français. La transformation de la nouvelle armée de la République du Vietnam (ARVN) est la manifestation la plus évidente du processus d'américanisation des premières années de l'indépendance. La « chasse aux pro-*Français* », qui s'était traduite dès 1954 par l'évincement de personnalités réputées francophiles telles que le général Nguyên Van Hinh, prend vite le tour d'une purge d'un pouvoir désireux de montrer son indépendance à l'égard de ses anciens maîtres. Ce passage de relais forcé est symbolisé dès le mois de janvier 1956 par une série de « cérémonies célébrant la substitution des nouveaux insignes de grade, inspirés de ceux de l'armée américaine, aux anciens insignes français[70] ». Le général Trân Văn Đôn, major général de l'ARVN présidant à la cérémonie, procède même à l'autodafé de ces « derniers vestiges d'un régime dépassé ». Ce changement de main dans la formation des officiers vietnamiens se confirme à l'été 1956 lorsque les Français se voient effectivement signifier « la décision par les autorités vietnamiennes […] de suspendre l'envoi en France de tous les stagiaires militaires vietnamiens et de rappeler ceux qui s'y trouvent[71] ».

Face à la réduction des effectifs français, Washington exprime pourtant le souhait que « malgré [les] présents besoins en Algérie, des officiers qualifiés français fussent renvoyés le plus tôt possible à Saigon afin de continuer, de concert avec leurs collègues américains, à former les cadres de la nouvelle armée vietnamienne[72] ». Dans une réponse toute diplomatique, et dont la bonne foi peut légitimement être mise en doute, Paris rétorque que « la déflation de [sa] mission au Vietnam n'est que très partiellement la conséquence de nos besoins en Afrique du Nord mais résulte du fait que, de plus en plus, [on] relègue les officiers français à des fonctions secondaires, pour ne pas dire passives[73] ».

Quelle qu'en fût la raison, la réduction de la présence militaire française se traduit par un effacement incontestable de la problématique irrégulière. En juin 1957, l'attaché militaire français à Saigon rapporte que « la section "Pacification" qui existait dans l'organisation TRIM a été supprimée, ses attributions sont désormais exercées par la section "Aide directe" qui n'emploie plus que trois ou quatre officiers[74] ». De fait, le départ de Lansdale a coïncidé avec une perte d'intérêt du MAAG pour ces enjeux. Son nouveau commandant, le général Sam Williams, encourage la création d'unités lourdes, endivisionnées sur le modèle américain. Ignorant les nécessités tactiques de la contre-guérilla, Diêm interprète lui-même le biais historique donné à l'ARVN en faveur de l'infanterie légère comme le fruit du mépris des Français pour les forces locales. Les impératifs de la contre-guérilla pèsent alors bien peu face au prestige social des armées conventionnelles[75].

La lutte contre la subversion communiste est progressivement laissée à la garde civile, créée de toutes pièces par Diêm dans un objectif de maintien de l'ordre. Dès l'ajournement définitif par Diêm du référendum prévu par les accords de Genève sur la réunification du pays, la garde civile devient l'instrument d'une répression féroce, qui s'abat alors contre les communistes du Sud. Face à la fermeture de toute perspective de victoire par les urnes et au recul de leur influence dans les années 1957-1958, les communistes du Sud vont s'en remettre au courant de Lê Duân, qui à Hanoï prône la relance de la lutte armée. Ce dernier fait voter en janvier 1959 la « résolution 15 » qui va dans ce sens, en dépit de l'opposition de Giáp, ministre de la Défense, et de Truong Chinh, encore pour un temps secrétaire général du Lao Dong. Après un an de montée en puissance logistique et

d'infiltration, les attaques commencent en janvier 1960. Lê Duân procède alors à la création du Front national de libération (FNL), vite baptisé Viêt-Công par ses adversaires[76].

Ce retour progressif à une stratégie de guerre révolutionnaire au Sud met en avant les carences de la formation du MAAG. L'ambassadeur de France, Roger Lalouette, note ainsi qu'au moment même où le général Williams quitte ses fonctions à l'été 1960, « l'armée qu'il a contribué à former fait la cruelle expérience de son inadaptation à la lutte de contre-guérilla[77] ». Désormais en charge des opérations spéciales au Pentagone, Lansdale note pour sa part que « les États-Unis disposent en réalité de fort peu d'officiers expérimentés dans ce domaine, nos expériences grecques et coréennes n'ayant finalement que peu à apporter face à une guérilla autochtone soutenue par les masses locales, comme c'est le cas au Vietnam[78] ». Regrettant que le MAAG n'ait pas jugé bon de répertorier les techniques de contre-guérilla développées par les Français, il suggère « que le Special Warfare Center [ancien Psychological Warfare Center de Fort Bragg, rebaptisé en 1956] détache de petites équipes auprès du MAAG […] avec pour tâche d'y apprendre les tactiques de contre-guérilla en opérant aux côtés des Vietnamiens ». Il estime notamment que l'entraînement des Bérets verts à la guérilla devrait leur permettre de basculer aisément vers des missions de contre-guérilla.

La question laotienne et la renaissance des maquis

Si le Sud-Vietnam constitue le principal espace d'échanges entre Français et Américains, les autres territoires de l'ancienne Indochine française ont également leur importance. Immédiatement rattaché à l'orbite sino-soviétique, le Nord-Vietnam se situe évidemment en dehors de la sphère d'influence des puissances occidentales. Le Cambodge, pour sa part, s'engage très tôt sur la voie du neutralisme sous l'influence de Norodom Sihanouk et reste, dans un premier temps, peu perméable à l'influence américaine. En dépit de l'installation d'un MAAG sur le modèle de celui de Saigon, la formation des forces de sécurité y reste avant tout française, l'académie militaire khmère « s'inspirant pour la conduite de son instruction des méthodes et traditions de l'école spéciale [de Saint-Cyr][79] ».

Il en va différemment au Laos en revanche, où Français et Américains vont devoir à nouveau cohabiter, donnant lieu à d'intéressantes circulations en matière de guerre irrégulière.

Les accords de Genève réservaient explicitement et exclusivement à la France la tâche de former les nouvelles forces armées royales à partir d'une mission militaire d'environ 1 500 hommes, issus pour la plupart de l'état-major des forces du Laos[80]. Paris exerce alors une influence politique considérable au travers d'un certain nombre de personnalités, dont la plus éclatante est sans doute Jean Deuve, ancien agent de la Force 136, ayant fait souche dans le pays et devenu influent conseiller auprès du Premier ministre neutraliste Tiao Souvanna Phouma[81]. En dépit de cette prééminence française, les États-Unis entretiennent pour leur part des relais auprès de la droite nationaliste du général Phoumi Nosavan, dont ils soutiennent l'ascension et qu'ils font bénéficier de leurs relations privilégiées avec la dictature militaire de Phibun en Thaïlande. Dès le mois de décembre 1955, Washington établit une mission d'assistance militaire, composée d'officiers théoriquement radiés des cadres de l'armée, sous le nom de couverture civile de Programs Evaluation Office (PEO). Son action se limite cependant à un rôle de soutien matériel et logistique, sans participer à la formation des forces[82].

De leur côté, les communistes du Pathet Lao, dirigés par le « prince rouge » Souphanouvong, ont obtenu à Genève l'occupation de deux provinces limitrophes du Nord-Vietnam, Sam Neua et Phong Saly. Or, ces régions montagneuses, essentiellement peuplées de minorités thaïs et hmongs étaient également les principales zones des GCMA. Les maquis laotiens n'ont pas été liquidés avec le même empressement qu'au Tonkin, mais ont été transférés aux FAR sous la forme du groupement commando parachutiste lao (GCPL), encadré par quelques anciens officiers du service Action affectés à la mission militaire française, parmi lesquels l'ancien Jedburgh Jean Sassi[83]. Au printemps 1955 néanmoins, les derniers cadres français font leurs adieux à leurs partisans méos, les abandonnant à leur propre sort. Certains envisagent alors de leur substituer une aide américaine. L'ambassadeur américain au Laos, Charles Yost, rencontre ainsi le chef hmong Touby Ly Fung qui l'informe que « ses partisans dans la province de Sam Neua sont prêts à s'engager dans une action de guérilla[84] » contre le Pathet Lao. Le vieux contrebandier avait été l'un des premiers

alliés des Français en 1945 et avait ensuite soutenu activement la formation des GCMA. En janvier 1956, le prince Savang fait quant à lui part aux Américains d'un projet de groupes d'autodéfense qui ressemblent à s'y méprendre aux anciens maquis pilotés par les Français :

> Le terme d'autodéfense […] se réfère à l'organisation par des agents de l'armée laotienne et certains chefs tribaux des provinces de Phong Saly et Sam Neua de petits groupes de résistance destinés à entreprendre des actions de faible ampleur contre des cibles dans les zones occupées par le Pathet Lao. Le prince Savang a été depuis le printemps 1955 le principal avocat du développement de cette force de semi-guérilla. Il prône l'emploi de ces forces comme une alternative à une offensive frontale de l'armée laotienne, privilégiant l'attaque des lignes de communication dans les provinces disputées et empêchant la consolidation de l'emprise communiste sur la population locale[85].

Avant même que le projet n'aboutisse, un accord politique survient au mois de janvier 1956 prévoyant d'intégrer les forces du Pathet Lao à l'armée royale, tandis que l'organisation communiste accepte de jouer le jeu de la légalité. S'ensuit une période de calme relatif qui débouche sur la victoire partielle des communistes aux élections provinciales de mai 1958. Cette évolution inquiète fortement l'administration Eisenhower, qui fait alors pression en faveur de la démission du Premier ministre Souvanna Phouma au profit de Phoui Sananikone, lui-même appliquant une politique plus intransigeante face au Pathet Lao tandis que, de leur côté, les Nord-Vietnamiens multiplient les incursions à la frontière.

Face à la montée des périls, les États-Unis en appellent à l'article 2 du traité de l'Asie du Sud-Est qui prévoit une solidarité mutuelle en cas d'agression de l'un des États associés. Tiraillée entre la volonté de justifier sa place dans l'OTASE et la faiblesse de ses moyens en Extrême-Orient, la France est contrainte d'accepter l'aide américaine au Laos. Au mois d'août 1958, quatre Mobile Training Teams américaines et soixante-douze techniciens philippins débarquent dans le pays[86]. Ces équipes, connues sous le nom de White Star, sont issues du 7th Special Forces Group de Fort Bragg et totalisent fin 1959 une centaine d'hommes. Vêtus en civil et officiellement cantonnés à un rôle de soutien logistique, elles assurent en fait un rôle de formation, en contact étroit avec le PEO et l'antenne locale de la CIA[87]. La France envoie de son côté soixante-cinq cadres instructeurs parmi lesquels un certain nombre de « spécialistes commandos venus

d'Algérie [dédiés] à l'instruction de la guérilla[88] ». Comme au Vietnam, les relations franco-américaines sont marquées par des rivalités de pouvoir et de clientèles. Des échanges n'en ont pas moins lieu entre les deux. Les Français introduisent ainsi les équipes White Star auprès des tribus montagnardes ayant participé aux GCMA/GCPL[89]. Pour leur part, les officiers américains des forces spéciales sont vite séduits par leurs compétences tactiques.

Au mois d'août 1960, l'ordre civil est renversé lorsqu'un jeune capitaine neutraliste du nom de Kong Lê déclenche un coup d'État et ramène au pouvoir Souvanna Phouma[90]. Refusant de reconnaître le nouveau gouvernement, les généraux Phoumi Nosavan et Ouane Rattikone se replient vers le Sud, où ils font sécession avec le soutien des équipes White Star – mais sans leurs homologues français. Phoumi et les Américains reçoivent aussi l'appui de la Police Aerial Reinforcement Unit (PARU), une unité paramilitaire de la police thaïlandaise créée sept ans plus tôt par un officier de la CIA du nom de Bill Lair[91]. Formée à la guérilla en jungle à partir de l'expérience birmane de la Seconde Guerre mondiale, la PARU a dans l'idée d'étendre son dispositif à toutes les populations thaïes du Sud-Est asiatique afin de les organiser en maquis dans l'hypothèse d'une invasion chinoise. Spécialiste de la guérilla, Bill Lair se serait intéressé très tôt à l'expérience française du GCMA[92]. C'est aussi le cas de son homologue à Vientiane, Stuart Methven qui se souvient avoir reçu du général Ouane l'idée de réactiver les anciens maquis dissous cinq ans plus tôt :

> Lors d'une discussion sur les Montagnards, le général Ouane, alors chef de l'armée laotienne me dit : « Pourquoi ne faites-vous pas avec eux ce que les Français ont fait ? Il suffirait de quelques millions de dollars pour réunir les chefs montagnards en leur achetant tout leur opium. » Nous l'enverrions théoriquement vers la France, mais en réalité nous le jetterions ensuite dans l'océan, l'important étant d'avoir acquis les Méos[93]. J'ai donc proposé cela à Washington. Bill Colby [alors chef de station à Saigon] soutint le projet, et tout le monde à Washington était très enthousiaste à ce propos. C'est ce que nous avons fait. Mais les Français l'avaient fait avant nous[94].

La procédure rapidement évoquée ici de ralliement des populations hmongs par l'achat de leur production d'opium suit effectivement les méthodes du service Action en Indochine. Methven rencontre pour la

première fois des responsables hmongs au cours de la fin de l'année 1960. Alors qu'à Washington, l'administration Eisenhower s'apprête à laisser la place à celle de Kennedy, Methven entreprend de négocier les conditions d'un soutien de la CIA à de nouveaux maquis hmongs. Au tout début du mois de janvier 1961, il présente Bill Lair à un jeune officier hmong du nom de Vang Pao. Né dans un petit village à l'est de la plaine des Jarres, ce dernier s'est engagé dès l'âge de 14 ans dans la résistance antijaponaise aux côtés de Touby Ly Fung, qui l'aide ensuite à trouver un poste de policier auprès de l'administration française. Remarqué par son supérieur, il est envoyé à l'école du Cap-Saint-Jacques et rejoint le GCMA à sa sortie, à la tête d'une colonne de quatre cents hommes sous la supervision du capitaine Max Mesnier[95].

Convaincu que le Pathet Lao, sous l'influence vietnamienne, reprendrait la persécution des Hmongs dont il avait été témoin au Tonkin, Vang expose ses plans aux Américains qui y voient d'emblée un moyen de protéger le Laos et d'attaquer la piste Hô-Chi-Minh, principale voie d'infiltration du Sud-Vietnam[96]. Assuré du soutien de la CIA, Vang Pao réunit dès le début de l'année 1961 d'anciens partisans des maquis français[97]. Au cours des années qui suivent, la CIA maintiendra son contact avec les combattants hmongs, les ravitaillant par l'intermédiaire de sa compagnie aérienne, la Civilian Air Transport, rebaptisée ensuite Air America. Les maquis hmongs poursuivent leur expansion pendant plus d'une décennie, pour atteindre un effectif de près de 30 000 hommes au début des années soixante-dix, avant de décliner rapidement sous l'effet des victoires communistes à travers toute la péninsule[98].

Par-delà les réticences américaines à bénéficier d'un héritage stratégique jugé comme responsable de la défaite, cette période de chassé-croisé souligne donc bien, au Laos comme au Sud-Vietnam, la persistance de schémas opérationnels français transmis aux Américains par l'intermédiaire des acteurs locaux, offrant ici l'exemple original d'un pont asiatique entre deux traditions occidentales. Mais cette conception de l'Asie du Sud-Est comme un bassin d'expérience ne se limite pas à l'espace indochinois. Tout au long de la première décennie de la guerre froide asiatique, la Malaisie apparaît elle aussi comme un autre pôle de circulations stratégiques, véhiculant un modèle britannique qui apparaît pour sa part comme plus vertueux que celui de la France au Vietnam.

Chapitre 8

L'école de Malaisie

(1948-1960)

« La réponse à l'insurrection ne pourra être trouvée en déversant toujours plus d'hommes dans la jungle ; elle réside dans les cœurs et les esprits. » Telles auraient été les paroles du maréchal Templer, directeur des opérations en Malaisie, pour désigner la philosophie attenante à la campagne de contre-guérilla qu'il mena dans le pays entre 1952 et 1954. Que cette citation soit authentique ou apocryphe, elle aura depuis lors été invoquée *ad nauseam* par tous les stratèges espérant reproduire le succès britannique dans cette péninsule[1]. De fait, il est rare qu'une seule campagne ait exercé une influence aussi marquante et durable sur les conceptions stratégiques et opérationnelles : très tôt érigée au rang d'étalon de la contre-insurrection, son ombre portera jusqu'au début du XXIe siècle[2]. L'idée d'une « école de Malaisie » véhicule cependant une image trop homogène, qui tend à sous-estimer les influences qui l'ont traversée. La contre-insurrection malaisienne demande ainsi à être raccordée à l'histoire globale de la guerre irrégulière. Il convient pour ce faire d'en dégager les principales caractéristiques avant de mettre au jour ses connexions internationales les plus anciennes, notamment avec les deux principales puissances occidentales présentes dans la région que sont la France et les États-Unis.

Une insurrection au piège d'un « maoïsme ethnique »

Le parti communiste de Malaisie (PCM) est né en 1930 d'une scission de la branche singapourienne du Kuomintang, suite au déclenchement de la guerre civile chinoise. Il est d'ailleurs initialement placé sous le contrôle direct du PCC. Fondé par des Chinois, sur un agenda politique chinois, il n'est pas étonnant que le PCM recrute 95 % de ses membres au sein de cette communauté immigrée, installée pour l'essentiel depuis quelques décennies seulement dans la péninsule[3]. Cette dimension communautaire, qui donne initialement sa cohérence au parti, va aussi se révéler sa grande faiblesse. Dès le début de la guerre sino-japonaise en 1937, le PCM crée une société antijaponaise de mobilisation des Chinois d'outre-mer visant à récolter des fonds en soutien à la lutte contre le mikado en Chine continentale. Avec l'invasion japonaise de la Malaisie en décembre 1941, cette société donne naissance à une armée antijaponaise des peuples malais qui prend la tête de la résistance, tandis qu'une large partie de l'élite malaise collabore sans difficulté avec les nouveaux occupants. La résistance trouve naturellement un appui auprès de la population chinoise, qui souffre plus que les autres communautés de l'occupation japonaise. Elle reçoit aussi le soutien de la Force 136, qui lui parachute des armes et infiltre des agents, tel Freddie Spencer Chapman, qui en tirera son célèbre ouvrage *The Jungle is Neutral*[4].

Au sortir de la guerre, la puissance coloniale britannique est contrainte de reconnaître le rôle de la communauté chinoise dans la résistance. Londres imagine alors ériger une Fédération de Malaisie, comme futur dominion indépendant à l'intérieur du Commonwealth et au sein de laquelle les différentes communautés (Malais, Chinois, Indiens, Aborigènes) auraient des droits égaux ainsi qu'un accès équitable aux responsabilités. Mais c'est sans compter l'élite malaise, qui s'oppose catégoriquement à ce que les minorités ethniques accèdent aux fonctions politiques. Sous la pression de celle-ci, les Britanniques doivent revenir sur la Constitution adoptée en 1946, qui attribuait une citoyenneté unique à l'ensemble des sujets. L'acte de création de la Fédération de Malaisie en 1948 qui revient sur ces droits va conduire à l'accroissement des tensions sociales (grèves, manifestations) et, *in fine*, à l'insurrection[5].

Porté par le contexte international de la guerre froide ainsi que les fortes tensions sociales des années 1946-1947, le PCM fait le choix de la lutte armée, sous la direction de son jeune leader, Chin Peng, qui reconstitue l'ancienne armée antijaponaise sous le nom d'Armée de libération des peuples de Malaisie (MRLA). La crise éclate le 16 juin 1948 lorsque trois planteurs britanniques sont assassinés dans la province de Perak par des militants communistes. En contact régulier avec Liu Shaoqi et s'abreuvant des écrits de Mao Zedong, Chin Peng entend bien appliquer les principes maoïstes de guerre du peuple[6]. À cet effet, il établit un réseau de sympathisants, baptisé en chinois Min Yuen, soit « organisation des masses », application littérale de l'idée maoïste d'une symbiose stratégique entre partisans et population[7]. Recrutés essentiellement parmi les « *squatters* », paysans chinois sans terre ayant fui la répression japonaise pour s'installer sur des terrains à l'abandon aux franges de la jungle, les membres du Min Yuen sont estimés en 1950 à 70 000 personnes. Sans qu'ils n'adhèrent nécessairement au PCM, ses cadres lui sont soumis *via* l'étroit maillage territorial assuré par ce dernier au moyen des cellules locales dirigées par les comités de branche[8].

Malgré cette prise en main des populations, le PCM est incapable de remporter des succès analogues à son modèle de Chine continentale. Si la stratégie britannique de contre-guérilla est appliquée avec ingéniosité, ce sont avant tout les conditions locales qui sont la première cause de sa défaite. Tout d'abord, le caractère ethnique de l'insurrection ne parvint jamais à être transcendé : en 1952, le PCM ne recrutait encore que parmi les *squatters*, soit environ 500 000 personnes, une partie seulement des deux millions de Chinois, représentant eux-mêmes moins de la moitié (40 %) de la population totale[9]. Comme l'écrit avec ironie l'historien Ton That Thien, le PCM est donc resté « un poisson jaune dans une eau brune[10] ». Ce communautarisme freine l'élargissement de la base nécessaire à la poursuite de la guerre révolutionnaire. La seconde faiblesse tient à l'isolement géographique de l'insurrection. Bordés par la mer à l'est, à l'ouest et au sud, ainsi que par l'étroite frontière thaïlandaise au nord, les communistes de Malaisie ne purent jamais bénéficier des moyens de leurs homologues vietnamiens, adossés au « grand arrière socialiste ».

Puissance tutélaire de la péninsule malaise depuis le milieu du XIX^e^ siècle, la Grande-Bretagne va s'appuyer sur les contradictions internes de l'insurrection communiste pour maintenir dans son giron ce « joyau caché » de la Couronne, colonie la plus rentable de l'Empire grâce à ses plantations de caoutchouc et ses mines d'étain. La Malaisie n'est pas le premier théâtre où les autorités britanniques sont confrontées à une guérilla moderne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Londres s'est impliquée, on s'en souvient, dans la guerre civile grecque dès 1944 et a dû faire face à l'insurrection juive en Palestine entre 1945 et 1947. Ces deux expériences ont conduit les autorités militaires et coloniales à tirer quelques enseignements qu'elles entendent bien appliquer en Malaisie. Les indépendances indiennes de 1947-1948 jouent par ailleurs un grand rôle dans cette prise en main, car une partie importante de l'appareil administratif, policier et militaire du raj est reclassée en Malaisie, y apportant leur savoir-faire colonial séculaire. Ces diverses expériences vont conduire les autorités britanniques à faire preuve en Malaisie d'une remarquable capacité d'adaptation, expliquant en grande partie le succès de sa campagne.

L'état d'urgence et le primat du politique

Au contraire de ses antécédents coloniaux ou de son *alter ego* français en Indochine, l'approche britannique en Malaisie est portée par un projet politique clair à l'ambition relativement modeste qui va permettre de garantir la mise en cohérence des efforts consentis. Dès leur retour à Singapour, les autorités britanniques mettent en avant leur volonté d'accompagner leur ancienne colonie vers l'indépendance *via* l'« autonomie interne » à laquelle elles ont souscrit dans la charte de l'Atlantique. Cette acceptation d'emblée du principe d'autodétermination va permettre à la Grande-Bretagne d'éviter une partie des procès en impérialisme qui affaibliront tant la France en Indochine. Dès lors, l'objectif de la campagne de Malaisie est clair : il s'agit avant tout d'empêcher les communistes de prendre part au processus d'indépendance et de mettre en danger les intérêts politiques et économiques britanniques dans le pays. Cette ambition finalement assez modeste confine à une

redéfinition du « succès », loin de l'habituelle symbolique de victoire recherchée dans la culture militaire occidentale. Elle fixe comme principal horizon l'avènement d'une classe dirigeante malaise dont le nationalisme et l'anglophilie semblent *a priori* compatibles et qui puisse ainsi prendre la relève dans le cadre d'un calendrier et de modalités favorables à l'agenda londonien[11].

Un tel scénario implique cependant la pérenisation d'une certaine vision politique jusqu'aux plus bas échelons des opérations, ce qui semble contradictoire avec la direction militaire prévue par la loi martiale qu'appelle de ses vœux la communauté européenne de Malaisie en 1948. Le haut-commissaire britannique, Henry Gurney, s'y refuse, invoquant sa propre expérience en Palestine mandataire, pour affirmer que « le retrait du pouvoir civil et sa substitution à un contrôle militaire représenterait la première victoire des terroristes[12] ». Il lui préfère l'état d'urgence (*state of emergency*), lequel se fonde sur un décret gouvernemental de 1939 qui permet de doter l'autorité civile de pouvoirs extraordinaires sans pour autant les remettre à l'armée.

S'il n'est pas une loi martiale, l'état d'urgence n'en dote pas moins les autorités de moyens extrêmement coercitifs. Il s'agit en premier lieu de mesures de surveillance et de contrôle des populations : limitation de la circulation des biens et des personnes, imposition de couvre-feux, obligation du port de cartes d'identité, censure de la presse, etc. Les nouvelles régulations affranchissent aussi les forces de l'ordre des contraintes inhérentes à l'État de droit, rendant possibles les fouilles, perquisition et arrestation sans mandat judiciaire, de même que la détention préventive sans procès et, dans certains cas, l'expulsion du territoire. Lorsque procès il y a, la charge de la preuve est inversée – c'est au prévenu de démontrer son innocence – et les sentences particulièrement lourdes : la peine de mort est encourue pour toute action violente, complicité ou simple projet d'attentat, de même qu'en cas de port illégal d'armes à feu ou encore d'extorsion d'argent ou de denrées alimentaires au profit des insurgés[13].

Tout en se prévalant du parti de la loi et de l'ordre, les Britanniques inaugurent donc en Malaisie un nouveau régime d'exception, dérogatoire à l'État de droit et même à l'*habeas corpus*, pourtant fondateur de leur tradition politique, en permettant de réprimer un vaste panel d'activités, non répréhensibles dans le cadre du droit commun mais jugées « subversives »

dans le contexte insurrectionnel. En ce sens, l'état d'urgence est la première véritable réponse politique occidentale à la révolution stratégique maoïste. Ce dispositif juridique et institutionnel aura un tel succès en Malaisie qu'il s'exportera à travers le Commonwealth – au Kenya en 1952, à Chypre en 1956, à Aden en 1962 – et même au-delà, puisqu'il influencera le cadre légal français au moment de la guerre d'Algérie, ainsi que nombre de régimes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La primauté civile induite par l'état d'urgence ne va pas sans poser de problème de coordination entre la police, principale responsable de la sécurité intérieure, et l'armée, dont l'importance ne cesse de croître. La réponse est apportée par le général Harold Briggs, ancien officier de l'armée des Indes, nommé directeur des opérations en 1950, un poste civil nouvellement créé sous l'autorité directe du haut-commissaire. Dès son arrivée, il établit un système pyramidal de comités mixtes civilo-militaires chargés d'assurer la direction des opérations aux différentes échelles de gouvernance (Fédération, État, district). À chaque niveau se réunit, sous l'autorité d'un dignitaire malais (sultans à l'échelle des États, *penghulu* dans les districts) et de son conseiller britannique, un comité composé du commandant de la zone militaire, du chef de la police, de divers administrateurs coloniaux (finances, questions minières ou agricoles, « affaires chinoises ») ainsi que de certains notables locaux, chefs de village ou représentants des associations de planteurs[14]. Ce faisant, la direction politique de la guerre est conservée tout au long des opérations et la coordination assurée entre tous les acteurs, civils ou militaires. Ce système de comités sera, là encore, reproduit par la suite sur de nombreux théâtres de l'Empire britannique.

L'adaptation tactique à la contre-guérilla

Parallèlement à l'innovation politico-stratégique que constitue l'état d'urgence, on assiste aussi à un processus d'adaptation tactique de l'armée britannique en Malaisie. Celle-ci concerne deux éléments souvent confondus que sont le combat de jungle et la contre-guérilla. Le combat de jungle avait fait l'objet de progrès considérables dans les années trente et, surtout, à l'occasion des combats contre les Japonais en Birmanie. Alors

que celui-ci s'était longtemps limité à de brèves incursions dans la brousse, toujours redoutées par les troupes occidentales, les progrès de la médecine de guerre, des radiocommunications et surtout du ravitaillement aérien avaient montré, au cours de la Seconde Guerre mondiale, la possibilité nouvelle d'y mener des opérations prolongées[15]. Entre 1943 et 1944, les Chindits d'Orde Wingate s'étaient montrés particulièrement novateurs en recourant à l'arme aérienne et aux liaisons radio pour permettre à des forces isolées d'opérer en jungle profonde derrière les lignes ennemies. Or, tout comme en Europe, les forces britanniques souffrent en Asie d'un « oubli institutionnel » de ce type de savoirs tactiques, les indépendances indiennes ayant eu pour effet d'accélérer le processus de démobilisation des experts de la guerre de jungle, issus pour la plupart des rangs de l'armée des Indes. Le général Walter Walker, ancien commandant du 8e bataillon de Gurkhas, affirme ainsi que « lorsque l'état d'urgence fut déclenché [en Malaisie], nous avions oublié l'essentiel de nos techniques et de notre expertise […], pourtant apprises au prix fort lors de la campagne de Birmanie[16] ». Walker va jouer un rôle central dans la réactivation de ces méthodes en créant, dès l'automne 1948, la Jungle Warfare School (JWS), qu'il installe à Kota Tinggi, dans le sultanat de Johore[17].

Sur le plan de la contre-guérilla, les savoir-faire s'affinent progressivement : en 1949, quatre sections de recherche opérationnelle sont établies avec pour mission de produire des recommandations techniques visant à améliorer la performance de l'armée[18]. Parmi les leçons dégagées, notons le primat des petites opérations sur les grandes manœuvres de balayage, typiques de la guerre coloniale, mais ne parvenant qu'à morceler l'adversaire sans le détruire. Pour éviter ces « coups d'épée dans l'eau », les tacticiens britanniques imaginent procéder par essaim de petites unités tourbillonnant dans une zone pour harceler l'ennemi.

Cette nouvelle doctrine qui met l'accent sur la mobilité au détriment de la puissance de feu – l'adversaire n'étant de toute façon que légèrement armé – implique également une certaine décentralisation du commandement pour plus d'autonomie décisionnelle. L'embuscade, procédé jusqu'alors réservé aux forces de partisans, devient également une opération régulièrement pratiquée par les centurions de l'armée britannique. Elle est le plus souvent montée autour des caches de nourriture et de matériel installées aux franges de la jungle par le Min Yuen en vue du ravitaillement

de la guérilla. L'adaptation des forces armées à la contre-guérilla conduit donc, selon une logique mimétique désormais bien connue, à une forme d'irrégularisation des pratiques militaires.

Et pour cause, la Malaisie voit également la Grande-Bretagne renouer avec sa tradition de forces spéciales, abandonnée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Au printemps 1950, le général Harding, commandant des forces terrestres britanniques en Malaisie, fait venir, pour le conseiller sur les méthodes de guérilla, le colonel Michael Calvert, ancien officier des Chindits et chef des SAS en Europe jusqu'à leur dissolution en 1945. Après une tournée rapide, ce dernier lui recommande la création d'une force spéciale montée sur le modèle des commandos grecs de la guerre civile. Harding entérine immédiatement le projet et lui en confie la réalisation. Quelques mois plus tard naissent les Malayan Scouts, rebaptisés en 1952 de leur nom définitif de 22nd SAS Regiment. C'est donc dans une optique de contre-guérilla que les célèbres forces spéciales britanniques font finalement leur réapparition sous une forme institutionnelle permanente. Les SAS vont aussi introduire certaines innovations tactiques, développant par exemple de nouvelles méthodes d'embuscades, ou encore en s'initiant à l'emploi des hélicoptères pour des infiltrations en jungle profonde[19].

Impressionné par « la richesse de l'expérience combattante disponible à différents niveaux en Malaisie », le maréchal Templer qui prend la suite du général Briggs en 1951, va vite faire part de son inquiétude quant au fait que « cette grande masse de connaissances n'ait pas été proprement rassemblée[20] ». Il charge ainsi le colonel Walker d'inventorier les bonnes pratiques collectées par la JWS et de rédiger un manuel dont la première édition paraît à l'été 1952, sous le titre *Conduct of Anti-Terrorist Operations in Malaya*[21]. Ce document allait devenir par la suite l'une des références les plus importantes en matière de contre-guérilla, étendant son influence à de nombreux autres théâtres du Commonwealth et bien au-delà.

L'accroissement de l'efficacité opérationnelle de la contre-guérilla n'aurait toutefois été d'aucune utilité sans l'amélioration significative du renseignement. En effet, lorsque éclate l'insurrection, les autorités britanniques de Malaisie souffraient d'un terrible déficit en renseignement, tout particulièrement auprès de la communauté chinoise. C'est dans le but de réparer cet oubli qu'est créée la Malayan Special Branch. Né au

XIXe siècle dans le contexte de la lutte contre les révolutionnaires irlandais, le concept britannique de Special Branch, service de police politique et de contre-espionnage, va vite devenir une arme redoutable aux mains des autorités de Malaisie[22]. On y retrouve nombre d'officiers des Indes, tel William Jenkin, ancien chef de l'Indian Special Branch devenu en 1950 conseiller du haut-commissaire, avant d'être nommé directeur du renseignement[23].

La doctrine en matière de renseignement qui se développe peu à peu en Malaisie est guidée par la volonté persistante de connaître l'organisation détaillée du PCM et de sa branche armée. Au mois de juillet 1951, Jenkin donne l'ordre à la Special Branch de se concentrer sur la pénétration de ces cellules militantes : dans chaque district de la Fédération, un rapport complet est exigé comportant l'identité des membres des milices d'autodéfense, des associations de travailleurs, des propagandistes, des collecteurs d'impôts et des courriers opérant entre les différentes zones d'activité de l'insurrection[24]. La principale source de renseignement est constituée par la masse de prisonniers capturés, ou s'étant volontairement rendus à la suite de campagnes d'amnisties et de ralliement régulièrement organisées par les autorités. Inauguré en 1950, le Holding Centre de la Special Branch est le principal centre de détention et d'interrogatoire de la Fédération. Il dispose de salles insonorisées à vitres teintées, d'interprètes parlant les différents dialectes locaux, ainsi que d'un service dédié aux opérations clandestines. Si l'emploi de méthodes brutales et l'administration de certaines substances médicamenteuses destinées à faire parler les suspects ont parfois été évoqués, la torture et les mauvais traitements ne semblent pas avoir été généralisés, comme ce fut le cas sur d'autres théâtres.

En parallèle des interrogatoires, la Special Branch travaille également à tisser « un réseau d'agents "vivants" à tous les niveaux de l'organisation communiste, tout en s'assurant que leur identité n'est pas compromise par des actions indiscrètes ou prématurées[25] ». La nomination de Jack Morton, ex-directeur de la station régionale du MI5, à la tête du système de renseignement facilite beaucoup l'introduction de méthodes issues du monde de l'espionnage. Il affirmera plus tard que « la Special Branch était devenue si experte qu'elle pouvait capturer un courrier communiste, le

“retourner” et le remettre sur sa route […] sans que les terroristes en sachent le moindre mot[26] ». Le service s’attache aussi à implanter des informateurs au sein des populations, surveillant ainsi le progrès de la cause communiste auprès des catégories visées en priorité par le PCM. De ce fait, elle les expose aussi assez cyniquement aux représailles que les forces communistes exercent sans merci sur les traîtres[27]. Dans ce schéma classique déjà observé en Chine, la majorité de la population, attentiste et souvent apolitique, est sommée de choisir son camp. Les méthodes développées par les Britanniques pour s’en assurer le soutien positif constituent le troisième élément du paradigme malaisien.

Par-delà les tactiques de contre-guérilla et les techniques policières d’infiltration, le cœur de la stratégie britannique repose sur le contrôle des populations civiles les plus ciblées par l’insurrection – les « *squatters* » chinois vivant aux franges de la jungle. Sous l’influence de l’élite politique malaise, traditionnellement très hostile à cette communauté, les forces de sécurité s’en remettent d’abord à la vieille pratique coloniale des punitions collectives, comme lors du massacre de Batang Kali en décembre 1948 au cours duquel vingt-quatre villageois sont abattus alors qu’ils cherchent prétendument à se soustraire aux fouilles des militaires[28]. Ce type d’exactions ne parvient bien sûr pas à désolidariser les paysans des insurgés et va même s’avérer contre-productif, renvoyant la présence britannique aux sombres jours de l’occupation japonaise. Ces méthodes brutales semblent avoir joué un rôle important dans l’accélération de la spirale de la violence et la multiplication des attaques contre les planteurs tout au long de l’année 1949. Les autorités britanniques vont changer de stratégie avec l’arrivée en 1950 de Briggs à la direction des opérations. Reprenant une série d’initiatives locales, ce dernier décide de procéder à l’érection systématique de « nouveaux villages » où les *squatters* se voient attribuer une terre et des conditions économiques favorables :

> [Il s’agit de] déplacer les *squatters*, les ouvriers des plantations de caoutchouc et des mines d’étain dans des communautés d’un millier d’âmes, viables, disposant d’une gamme complète d’équipements et de services. Les *squatters* recevraient un titre de propriété pour la terre qu’ils travailleraient. [En revanche] les colonies seraient entourées de barbelés et de projecteurs […]. Les habitants devraient entrer et sortir par les portes gardées, avec un couvre-feu autorisant à considérer tout rôdeur comme hostile et à le tirer à vue[29].

Le principe n'est pas neuf : à la fin du XIX^e^ siècle déjà, les Espagnols à Cuba, puis les Britanniques eux-mêmes durant la guerre des Boers avaient procédé à des opérations de « reconcentration[30] » visant à couper les rebelles de leur soutien populaire. La Birmanie des années trente et la Grèce de la guerre civile avaient aussi été les témoins de déplacements forcés de populations loin des zones d'activité des partisans[31]. L'innovation de Briggs réside donc moins dans la migration elle-même – organisée *manu militari* et sans préavis, de crainte que la guérilla ne l'anticipe – que dans les conditions de relocalisation. Au contraire des camps du Transvaal, le plan Briggs s'attache à en atténuer les conséquences humanitaires. Les « nouveaux villages » participent d'une prise en compte de la situation économique et sociale de populations, déjà très pauvres et marginalisées. Au cours des deux premières années, l'équipement des « nouveaux villages » reste toutefois rudimentaire : logées dans de petites maisons en aluminium souvent à proximité de mauvaises terres, les populations déracinées n'y voient pas nécessairement une amélioration de leurs conditions de vie. En déplaçant près de 400 000 *squatters*, soit les trois quarts de la communauté, le programme a donc un effet plus sécuritaire que politique en contribuant effectivement à couper la guérilla de sa principale source d'approvisionnement et de renseignement[32].

Parmi les tactiques associées à la mise en place des « nouveaux villages » se trouve le strict « contrôle alimentaire » assuré par une petite force de miliciens (Home Guard), patrouillant autour du village et inspectant l'état des stocks et des magasins. À la manière d'un blocus naval, l'interdiction des denrées alimentaires a un effet considérable sur le moral des insurgés, qui passent de plus en plus de temps à chercher de la nourriture, et d'autant moins à planifier des attaques contre le pouvoir colonial[33]. La politique des « nouveaux villages » s'adosse également à une action psychologique sur les populations qui, ainsi regroupées, deviennent les cibles captives des tracts et autres films de propagande gouvernementale[34]. Enfin, Briggs met en place un système de punition et de récompense appliqué à chaque village en fonction de son degré de coopération, faisant miroiter l'espoir de se voir déclaré « zone blanche » et d'obtenir ainsi la levée de la plupart des restrictions.

Il faut attendre l'arrivée de Templer en février 1952 pour qu'à cette pratique semi-totalitaire succède l'idée de « conquête des cœurs et des esprits[35] ». Cumulant les fonctions de haut-commissaire et de directeur des opérations, ce dernier accélère le travail d'émancipation et de réconciliation nationale, afin de ne pas laisser aux communistes le monopole du discours indépendantiste. Ayant reçu de Churchill l'ordre de faire de la Malaisie « un État totalement autonome et unifié », Templer accélère le processus de « malaisianisation » de l'administration et accorde la citoyenneté à 60 % des Chinois et des Indiens du pays. En décembre 1952, il organise les premières élections municipales, apportant son soutien au parti de l'Alliance, coalition pluriethnique emmenée par Abdul Rahman Tunku, qui, bien que dépourvu d'adversaire légal, parvient à incarner la réconciliation nationale et la tangibilité de l'indépendance promise par Londres depuis 1945[36]. Les enjeux économiques et sociaux sont aussi pris en compte et la condition des « nouveaux villages » s'améliore au fur et à mesure que l'eau courante, l'électricité, des écoles et des dispensaires y sont installés.

Ces mesures s'accompagnent de moyens considérables dans le domaine de l'action psychologique destinés à les faire rayonner. Templer poursuit ici le travail amorcé par Briggs, qui avait créé dès 1950 une agence de propagande à la tête de laquelle il avait nommé sir Hugh Carleton Greene – le frère de l'écrivain Graham Greene –, qui a passé la plus grande partie de la guerre à la BBC[37]. Il sera ensuite remplacé par Alec D. C. Peterson, ancien membre de la section psychologique de la Force 136, qui met au point des équipes mobiles de propagandistes sillonnant le pays pour prêcher la bonne parole gouvernementale. Avec l'assistance d'une section de l'armée dédiée à la guerre psychologique tactique, il lance également une campagne massive d'impression de tracts et pamphlets anticommunistes. Pour la seule année 1953, la RAF largue environ 93 millions de tracts. La voie aérienne sert également à diffuser des messages sonores, une mission qui revient au 52e escadron de la RAF, dont les C-47 Dakota sont dotés de haut-parleurs et quadrillent le territoire en émettant des messages incitant les insurgés à la reddition[38].

Au départ de Templer au printemps 1954, l'insurrection n'est certes pas défaite, mais elle n'est plus une véritable menace pour le projet britannique en Malaisie. La branche armée du PCM est alors réduite à quelque 3 500 combattants, réfugiés dans le nord du pays le long de la frontière

thaïlandaise, d'où ils ne peuvent plus espérer représenter davantage qu'une simple nuisance pour le nouveau gouvernement. Si le terme de victoire pour qualifier le résultat de la stratégie britannique peut sembler exagéré au regard des enjeux réels, l'expérience de Malaisie n'en demeure pas moins le premier véritable succès remporté par une puissance occidentale face à un mouvement irrégulier ayant tenté d'appliquer le modèle maoïste de guerre révolutionnaire.

Les débuts du rayonnement international

Les résultats obtenus par les Britanniques en Malaisie font rapidement émerger ce théâtre comme un réservoir de méthodes irrégulières susceptibles d'être appliquées ailleurs en Asie, et dans le reste du monde. C'est certainement le cas pour les Américains dont l'attention s'explique très tôt au regard de la situation aux Philippines, où sévit depuis 1946 la guérilla Hukbalahap qui prend au tournant de la décennie des proportions alarmantes[39]. Face aux méthodes des Huks, encore mal connues, la réaction à Washington est de se tourner vers des alliés ayant eu une expérience similaire. La mission américaine Melby-Erskine, qui parcourt la région à l'été 1950 à la recherche d'une stratégie de *containment* en Asie du Sud-Est, exprime ainsi son admiration pour la combinaison de tactiques de contre-guérilla et d'action économique et sociale du plan Briggs :

> Les rapporteurs de la mission ont souligné à quel point ils ont été impressionnés par la façon dont les problèmes de Malaisie étaient appréhendés par les autorités, tant sur le plan militaire de la neutralisation des bandits, que sur le plan politique en lien avec l'élaboration d'une citoyenneté malaisienne. Ils ont également affirmé que les pays voisins, et notamment les Philippines, pourraient apprendre beaucoup des méthodes de Malaisie[40].

Peu de temps après, le Département d'État demande aux autorités britanniques de Malaisie de bien vouloir recevoir le colonel philippin José Banzon, « afin d'y étudier [les] techniques de contre-guérilla[41] ». Banzon est un personnage influent dans la lutte contre les Huks et accessoirement le beau-frère du nouveau secrétaire à la Défense, Ramón Magsaysay, qui le nommera ensuite, on l'a vu, attaché militaire à Saigon. Au cours de sa visite, ce dernier se montre « particulièrement intéressé par les opérations

militaires, la relocalisation des squatters, et l'organisation de la Home Guard ». Les Britanniques lui donnent l'accès à des informations classifiées et lui présentent « les méthodes policières […] d'interrogatoire, de rémunération des informateurs et de traitement des détenus ». Banzon quitte la Malaisie « impressionné […] et reconnaissant », emportant avec lui la liste des mesures passées au titre de l'état d'urgence ainsi que des méthodes d'entraînements dont il va recommander l'application aux Philippines et par la suite au Vietnam de Ngô Đình Diêm[42].

Les échanges anglo-américains sur la lutte contre l'insurrection communiste ne sauraient être à sens unique. Ainsi, si la mission Melby-Erskine vient se renseigner, elle n'hésite pas non plus à offrir ses services en proposant d'envoyer des éléments du génie militaire américain en Malaisie pour y aider à la construction de routes[43]. Washington s'engage aussi à fournir des véhicules et des jeeps pour la police locale, ainsi que des interprètes chinois[44]. L'aide matérielle la plus considérable est dans le domaine des hélicoptères, dont l'usage tactique en Malaisie commence en 1952, à l'initiative des SAS[45]. La section de recherche opérationnelle mise en place en 1949 est une autre courroie de transmission des échanges anglo-américains. Une équipe britannique est ainsi envoyée en Corée, produisant même une série de notes sur le « problème des bandits en Corée du Sud[46] ». Enfin, les échanges sont particulièrement riches sur le plan de la guerre psychologique : en 1951, l'un des pères de la guerre psychologique américaine, le professeur Paul Linebarger, prédit dans un article que « les Britanniques vaincront et [que] leur victoire pourrait bien offrir l'un de nos premiers modèles en matière de contre-subversion[47] ».

Si la richesse des échanges américano-britanniques peut surprendre, elle ne saurait égaler celle des relations avec la France, autre grande puissance coloniale de la région. En effet, à peine l'état d'urgence est-il déclaré à Kuala Lumpur que la Sûreté indochinoise retisse avec ses homologues britanniques la relation étroite qu'elles entretenaient avant guerre[48]. Mais les nouvelles techniques de contre-guérilla vont surtout susciter l'attention des militaires du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient (CEFEO) engagé en Indochine. Curieux d'apprendre des expériences de leur voisin et allié respectif, les états-majors français et britannique créent fin 1949 un programme d'« échange au pair », par lequel des officiers français auraient l'occasion de se familiariser avec les techniques de leurs homologues

britanniques, et réciproquement[49]. Le système se développe progressivement et la durée du stage, de six jours en 1950, est étendue à deux puis trois semaines en 1952, et enfin à un mois en 1954. Le nombre d'officiers concernés augmente, lui aussi, jusqu'à atteindre une vingtaine par an dans la période 1952-1954[50]. Les rapports des stagiaires laissent apparaître un esprit de « cordiale fraternité qui s'établit entre Français et Britanniques », alimenté par des soirées qui « se prolongent tard [autour d'une] partie de billard et d'un whisky-soda[51] ». Cette socialisation informelle est propice aux échanges et aux transferts d'expérience. On note certes une admiration teintée de jalousie chez nombre d'officiers français envers un allié perçu comme « riche[52] », qui « ne donne pas l'impression d'économiser les bombes et les munitions ». Le capitaine Tercier, stagiaire à l'automne 1952, écrit ainsi :

> En voyant tomber leurs bombes sur des zones vides ou quelques bandits avaient, dit-on, été signalés, je ne pouvais m'empêcher de penser à nos dai-doi [unités supplétives] régionaux de la bordure de la zone D qui, à ce point de vue, ne sont guère gâtés[53].

Ce décalage s'explique aussi par une différence radicale des situations en ce qui concerne la puissance de l'adversaire, ce que les Français n'hésitent jamais à souligner, comme pour justifier leur moindre performance face au Vietminh. De fait, la France est confrontée au Tonkin à un adversaire ayant déjà atteint la phase finale de la guerre révolutionnaire – la « guerre de matériel », pour reprendre les termes de Mao –, là où le PCM se limite encore à des harcèlements de guérilla. Pour le capitaine Mousset, « la situation militaire de la Malaisie peut être comparée à celle de l'Indochine en 1946. […] La répression n'a pas le caractère d'une guerre mais d'opérations de police où l'armée joue un rôle important[54] ». Soulignant la question de l'aide matérielle chinoise au Vietminh, sans équivalent en Malaisie, le lieutenant Berthoumeau, qui devait plus tard s'illustrer au 5e bureau en Algérie, rappelle également que, si « des analogies nombreuses existent, la situation en Malaisie n'est en rien comparable avec celle en Indochine : les rebelles ne peuvent pratiquement pas puiser un renouveau de forces à l'extérieur et le résultat, une fois acquis, peut rester définitif[55] ». Dans le même ordre d'idée, un autre officier français souligne le caractère ethnique de l'insurrection en Malaisie :

« l'ennemi n'est pas à proprement parler le partisan défendant son lopin de terre. […] C'est un Chinois, généralement émigré depuis 30 ou 40 ans. […] Le terroriste ici ne peut se poser en nationaliste et l'aide est difficile à obtenir[56] ».

Pour légitime qu'elle soit, cette incommensurabilité, sans cesse réaffirmée par certains, est parfois un frein à la circulation des savoirs, comme une justification *a priori* qu'il y aurait peu à apprendre de la Malaisie. D'autres stagiaires semblent en revanche décidés à tirer le maximum de leur séjour, comme ce capitaine qui, en préambule de son rapport, écrit : « Bien que la Malaisie soit très différente de l'Indochine, l'Anglais lutte contre le communisme ; ses résultats efficaces ne peuvent nous laisser indifférents [et] certains enseignements paraissent directement exploitables[57]. » De fait, les rapports des stagiaires regorgent de considérations tactiques, soigneusement annotées par leurs supérieurs, sur les divers attributs du paradigme malaisien. La technique de la guerre de jungle est peut-être ce qui marque le plus les Français. Chaque stagiaire débute son séjour par quelques jours à la Jungle Warfare School de Kota Tinggi, un centre « remarquablement bien installé et outillé » disposant de « vastes zones de jungle entourant le camp et équipées de façon à permettre des exercices comportant un minimum de fiction[58] ». Le capitaine Ferry souligne l'attention portée à la formation des soldats, la comparant, « non sans une certaine mélancolie, [au] sort des jeunes recrues sénégalaises qui arrivent par centaines […] au Tonkin dépourvues de l'instruction la plus élémentaire[59] ». L'effort britannique en matière de retour d'expérience et de doctrine est aussi salué. Un commentaire du 3e bureau de l'EMIFT juge ainsi « particulièrement intéressante l'existence [en Malaisie] d'une section de "recherche opérationnelle" », estimant qu'un « organisme de cet ordre rendrait certainement en Indochine les plus grands services[60] ». Cette recommandation n'est pourtant pas appliquée avant 1954, et ne sera vraiment institutionnalisée qu'avec la guerre d'Algérie[61]. La question des formations tactiques et des méthodes de combat d'infanterie est un autre point focal des rapports. Participant directement aux opérations de jungle au sein du 12e régiment du Suffolk, un capitaine français se plaît à détailler les techniques britanniques de « patrouille en profondeur » et de « contre-embuscade[62] » dont il a pu être le témoin privilégié.

L'attention accordée au renseignement est également mise en avant par de nombreux stagiaires. En 1952, le capitaine Tercier, officier du 2e bureau dans le sous-secteur d'An-Loc en Cochinchine, affirme ainsi avoir trouvé sur cette question « beaucoup de problèmes identiques aux nôtres[63] ». Il ne cache pas son admiration pour certains procédés introduits par les Britanniques afin de stimuler la recherche de renseignements, tels que la « campagne de dénonciations secrètes lancée par Templer […] *via* des boîtes à lettre placées auprès des postes de police, la population ayant été invitée à donner par ce moyen les informations qu'elle avait pu recueillir [sur l'ennemi][64] ». En contact avec un officier de la Special Branch de l'État de Johore, Tercier précise que contrairement à ce qu'il a pu voir en Indochine, « les fonds spéciaux semblent assez importants, la tête d'un vulgaire bandit étant payée 2 000 dollars malais[65] », permettant ainsi de mettre en place un important réseau d'informateurs et une pression permanente sur les bandes insurgées.

La guerre psychologique et les techniques de propagande font aussi naturellement l'objet d'une attention particulière. Par-delà les remarques des stagiaires sur l'efficacité des « tracts qui incitent à la désertion [et de] la propagande qui isole peu à peu le bandit[66] », on note surtout la visite d'une « mission franco-vietnamienne de guerre psychologique » au cours de l'été 1953[67]. À son retour, le commandant Fossey-François, chef du bureau de guerre psychologique en Indochine, fait l'éloge des techniques de pacification mises en place par les Britanniques, au premier rang desquelles le « rationnement alimentaire », le « regroupement des *squatters* dans [les] "nouveaux villages" » et « la collaboration étroite entre les autorités civiles, […] la police et l'armée[68] ». Si le schéma organisationnel reste assez éloigné du modèle français, les déplacements de populations renvoient à certaines pratiques engagées en Indochine dès 1950. Fossey-François insiste également sur les méthodes de ralliement et le traitement réservé aux déserteurs, internés « dans des camps de réhabilitation où ils sont à la fois désintoxiqués au point de vue du communisme et rééduqués sur le plan national » – un point qui entre en résonance avec l'expérience déjà subie par certains prisonniers de guerre français dans les camps de rééducation vietminh et qui fera florès en Algérie.

Se pose enfin la question des éventuels liens des Français avec les forces spéciales britanniques, et notamment le 22e SAS. Si les archives

restent discrètes à ce sujet, le capitaine Déodat du Puy-Montbrun, officier parachutiste, passé par le BCRA et le service Action avant d'être attaché à l'état-major du général de Lattre, affirme dans ses mémoires avoir « servi, en novembre 1952, au 22e SAS pour étudier le "saut dans les arbres[69]" », une technique effectivement mise au point par le régiment, consistant à descendre en rappel depuis un hélicoptère en station verticale le long des grands arbres couvrant la jungle malaisienne[70]. L'opération aurait valu à Puy-Montbrun d'obtenir la « Malayan Medal » sur la recommandation du colonel John « Tod » Sloane, successeur de Calvert à la tête du 22e SAS[71]. Cet épisode démontre la pérennité des liens de la « génération commando » issue de la Seconde Guerre mondiale dont Puy-Montbrun est un exemple typique. Il atteste aussi du développement des hélicoptères comme nouvelle arme de contre-guérilla. Ce n'est évidemment pas un hasard si Puy-Montbrun sera justement par la suite l'un des pionniers de la manœuvre aéromobile en Indochine et surtout en Algérie.

L'école de Malaisie après Diên Biên Phu

À partir de l'année 1954, les succès de la pacification britannique en Malaisie attirent d'autant plus qu'ils contrastent avec l'échec français, sanctionné par le sort des armes à Diên Biên Phu. Les États-Unis et la Grande-Bretagne, soutenus par la Thaïlande et les Philippines, émettent alors l'idée d'une politique régionale de lutte contre la subversion par le biais de l'Organisation du traité de défense de l'Asie du Sud-Est (OTASE), signé à Manille en septembre 1954 et dont l'article 2 engage les États membres à « prévenir et combattre toute activité subversive dirigée de l'extérieur contre leur intégrité nationale[72] ». L'inclusion de la subversion dans un traité d'alliance apparaît alors comme une « innovation majeure[73] » n'ayant encore jamais figuré dans aucun autre pacte d'assistance mutuelle et rompant à ce titre le tabou diplomatique de la non-ingérence dans les affaires intérieures. N'étant pas encore indépendante au moment de la signature du traité, la Malaisie y est néanmoins associée par l'entremise de la Grande-Bretagne. L'OTASE offre désormais un cadre institutionnel idoine à la diffusion de ses nouvelles méthodes antisubversives[74].

Au mois de février 1956, l'International Cooperation Administration (ICA) – agence américaine pour le développement et l'aide économique créée en 1955 – fait savoir au Foreign Office que son directeur pour l'Extrême-Orient, Alvin Roseman, souhaiterait se rendre à Singapour et en Malaisie pour y observer les « infrastructures de formation des forces de police[75] ». Dès sa création, l'ICA a effectivement reçu la charge de mettre en œuvre la directive du NSC 1290-d, dédiée au « développement des forces de police et […] à la destruction de l'appareil communiste dans les pays du monde libre[76] ». Ce programme est soumis à la coopération britannique au titre de l'OTASE par l'entremise de Roseman qui reconnaît, au terme de sa visite, avoir été « très impressionné par les méthodes d'entraînement des forces de police […], particulièrement dans le domaine de la Special Branch et des activités de contre-guérilla[77] ». Ayant pris connaissance des précédents malaisiens en matière de formation interalliée, il s'enquiert auprès du commissariat général britannique de la possibilité d'étendre les stages étrangers à « des périodes beaucoup plus longues, de trois à six mois », proposant même de les financer intégralement « sous le couvert d'un label OTASE-ICA[78] ».

Ravis de pouvoir ainsi participer sans frais à la grande stratégie d'endiguement du communisme en Asie du Sud-Est, les services du commissariat général s'empressent de porter la proposition à l'attention d'Abdul Rahman Tunku, récemment élu Premier ministre de la Fédération[79]. Ayant obtenu son indépendance formelle de la Grande-Bretagne à l'été 1957, la Malaisie n'en reste pas moins un membre du Commonwealth et un allié étroitement lié par des clauses militaires laissant à son ancienne puissance tutélaire le contrôle de plusieurs installations, dont la Jungle Warfare School de Kota Tinggi. De fait, l'année 1957 voit l'augmentation du nombre de formations destinées aux cadres supérieurs des forces de sécurité des pays de la région. De février à décembre, près de cent cinquante stagiaires vietnamiens, laotiens, cambodgiens, thaïlandais et philippins se succèdent à la Special Branch Training School et à l'académie de police, parmi lesquels le général Oai, commandant de la nouvelle garde civile vietnamienne[80].

Ce modèle, plus policier que militaire, devient alors une véritable vitrine asiatique de la Grande-Bretagne. Londres nomme ainsi un « *police adviser* » en charge de tout le Sud-Est asiatique. Il s'agit du commissaire

Gibson de la Special Branch de Scotland Yard, dont le parcours illustre à lui seul le transfert de savoirs entre « centre » européen et « périphérie » asiatique au cours de la guerre froide[81]. À l'occasion de ses nombreux voyages, il parvient à « s'attirer la sympathie et l'amitié de nombreux représentants des forces de police […] contribuant ainsi au développement des agences de sécurité à travers la région[82] ». Gibson est remplacé début 1958 par Eric Lambert, un ancien officier de la Special Branch indienne ayant par la suite rejoint le MI6[83]. Il décrit avec enthousiasme ses activités :

> Un nombre croissant d'officiers supérieurs semblent être impressionnés par les bénéfices que leurs subordonnés ont tirés de notre instruction et sont désormais eux-mêmes en quête de stages spécialisés et de tours d'observation. Au cours des douze prochains mois près de 200 policiers birmans, thaïlandais, laotiens, cambodgiens, sud-vietnamiens, népalais et philippins devraient recevoir des formations sur la guerre de jungle, le contrôle des foules ou le renseignement antisubversif. [Lambert] visite régulièrement les pays voisins, étudie leurs besoins, prodigue ses conseils et maintient les liens déjà tissés. La Birmanie a ainsi pu maintenir sa police de type britannique héritée de l'Indépendance et le Cambodge réorganise aujourd'hui sa propre police sur le modèle malaisien[84].

Pour la modique somme de 7 000 livres par an, la Grande-Bretagne accroît ainsi son influence et donne la preuve de son attachement à la lutte contre le communisme dans la région. Ce rayonnement ne manque pas de susciter l'intérêt de Washington. Le diplomate américain Charles Cross, premier attaché d'ambassade à Kuala Lumpur après l'indépendance du pays, se souvient ainsi avoir été particulièrement impressionné par le travail de la Special Branch locale, qu'il eut d'ailleurs l'occasion d'accompagner en opérations[85]. Dans ses mémoires, Cross reconnaît l'influence qu'allait plus tard exercer son expérience malaisienne lorsqu'il fut en charge de la pacification au Vietnam. Une autre importante courroie de transmission est le livre publié en 1958 par Lucian Pye, sociologue sino-américain de l'université de Princeton, sous le titre *Guerrilla Communism in Malaya*[86], qui allait vite devenir l'un des textes de référence pour la réflexion occidentale sur la guerre irrégulière[87].

La Malaisie fait également l'objet d'un intérêt nouveau du monde de la Défense aux États-Unis. La seconde partie de la décennie voit ainsi plusieurs dizaines d'articles de revues militaires américaines appelant les officiers de l'US Army et des Marines à tirer les leçons glanées par les Britannique en Malaisie[88]. Même si la guerre irrégulière est encore un sujet

marginal outre-Pacifique, l'expérience de Malaisie s'installe peu à peu dans les centres de doctrine comme une référence incontournable en la matière. Comme le souligne en mars 1960 le général Williams :

> L'US Army a reproduit et distribué à tous les grands commandements, écoles d'application et forces spéciales de Fort Bragg, le manuel britannique sur « la conduite des opérations antiterroristes en Malaisie ». […] Une copie de ce manuel est actuellement utilisée par l'US Command and General Staff College de Fort Leavenworth comme référence pour le développement d'une nouvelle doctrine pour la conduite des opérations contre des forces irrégulières[89].

La circulation des textes s'accompagne d'ailleurs d'une circulation des hommes. C'est à cette époque par exemple que l'école de guerre spéciale de Fort Bragg – anciennement Psychological Warfare Center – établit un programme d'« échange au pair » avec le 22e régiment de SAS, sur un modèle très proche de celui dont avaient bénéficié les Français dix ans plus tôt. De même, le 1st Special Forces Group basé à Okinawa envoie, à partir de 1959, dix officiers par an pour suivre un cours d'un mois à l'école de guerre de jungle de Kota Tinggi[90]. La multiplication des exercices interalliés dans le cadre de l'OTASE ainsi que la proximité historique de ces unités, elles-mêmes issues du modèle britannique de guerre irrégulière, ont naturellement permis de faciliter de tels partenariats. Parallèlement, les composantes conventionnelles s'intéressent aussi, quoiqu'à un degré moindre, à l'expérience britannique de Malaisie : ainsi « la 25e division basée à Hawaii a également envoyé un ou deux officiers au FARELF Training Centre pour suivre l'instruction à la guerre de jungle[91] », tandis que le commandant en chef du Pacific Command a personnellement détaché quatre officiers du corps des Marines auprès des unités de l'armée de Malaisie pour y bénéficier des enseignements en matière de contre-guérilla[92].

Si l'influence de ces échanges reste encore modérée, elle atteste bien de l'apparition d'une communauté de pratiques militaires occidentales en Asie. Développé dans ce contexte régional spécifique, le répertoire tactique va pourtant bientôt franchir les mers et s'étendre à d'autres continents, porté par l'implication globale des puissances occidentales.

Chapitre 9

Décolonisation ou subversion ?

(1953-1962)

La guerre, comme l'a souligné Clausewitz dans un aphorisme célèbre, est un caméléon[1]. Elle s'adapte aux contextes politiques et sociaux de ses instigateurs. Il en va de même de la guerre irrégulière qui prend, dès le début des années cinquante, la couleur des conflits liés à la décolonisation de territoires jusqu'alors placés sous le contrôle ou l'influence de puissances occidentales. Portées par ce « vent de changement[2] », dont la première vague asiatique est suivie d'une seconde, africaine et latino-américaine, les méthodes de guerre irrégulière se diffusent à l'ensemble du « Sud global », qui s'assimile alors à la notion de « Tiers Monde[3] ». Expression vivante de l'anti-impérialisme, la figure romantique du guérillero en devient alors un passage obligé, sinon un « mythe fondateur[4] », presque indissociable du processus d'émancipation.

Si le partage des techniques insurrectionnelles n'implique pas, loin s'en faut, une unité de vues politiques, il contribue à renforcer la perception d'une menace commune aux yeux de l'Occident. Chevillées au paradigme de la bipolarité impliquant un jeu à somme nulle entre les blocs, les chancelleries ont tôt fait d'interpréter « tout détachement du camp occidental, même s'il se borne à une attitude neutraliste, [comme] un progrès soviétique[5] » et de dénoncer ainsi, par-delà l'avènement du

Tiers Monde, une stratégie de subversion globale animée par Moscou et Pékin. Cette grille de lecture ne saurait évidemment convaincre l'ensemble des opinions publiques occidentales, intensément divisées sur l'attitude à adopter vis-à-vis du grand mouvement de décolonisation. Elle semble néanmoins dominer chez les thuriféraires de la stratégie irrégulière, pour lesquels la décolonisation et l'émergence du Tiers Monde sont avant tout l'expression d'une globalisation des méthodes de guerre révolutionnaire.

Décolonisation, guerre froide et subversion

Inscrite dans la trajectoire tracée par l'Asie du Sud-Est, qui en est le précurseur politique et stratégique, la globalisation des techniques de guerre irrégulière semble résolument liée à l'avènement d'un nouvel espace connu sous le nom de « Tiers Monde ». Concourant à l'émancipation de cet espace en cours de décolonisation, la guerre irrégulière apparaît alors comme le moyen ultime de contourner, subvertir et, *in fine*, supplanter la domination militaire occidentale héritée des siècles passés. L'obsession d'une victoire les armes à la main sur l'ancien colonisateur – ou ses représentants locaux – n'aura dès lors de cesse de guider bon nombre de mouvements de « libération nationale ». Or, l'adoption de modèles stratégiques d'inspiration communiste est bien vite interprétée en Occident comme une preuve d'affiliation au bloc soviétique, et ce même lorsque leurs représentants s'en défendent. C'est notamment à l'aune de ce rapprochement que les puissances coloniales françaises et, dans une moindre mesure, britannique, tentent de présenter à leur allié américain la nature du conflit qui les oppose aux nationalistes comme un nouveau front de la guerre froide.

Le mouvement de décolonisation n'était pourtant pas destiné à apparaître comme une « révolte contre l'Occident[6] ». Fort de l'héritage du libéralisme des Lumières et du nationalisme romantique, la civilisation occidentale fut elle-même à l'origine des concepts qui avaient inspiré les premiers militants anticolonialistes dans l'entre-deux-guerre. Eux-mêmes nés de l'idéal anticolonial, les États-Unis se posent alors en modèle de ce libéralisme politique, et n'hésitent pas à exprimer leur solidarité avec les victimes de l'impérialisme[7]. Mais la mise en place de la guerre froide en

Europe et de l'« alliance civilisationnelle » entre les deux rives de l'Atlantique va temporiser l'ardeur américaine en faveur de la décolonisation[8]. Si Washington reste globalement favorable à l'émancipation, la méfiance à l'égard de sa dynamique révolutionnaire l'amène vite à afficher son hostilité vis-à-vis des mouvements les plus radicaux, revendiquant le recours à la violence pour conquérir le pouvoir.

Dès 1948, la CIA fait part de ses inquiétudes quant au processus de décolonisation dans une étude sur la « dissolution des empires coloniaux[9] ». Tout en reconnaissant l'inéluctabilité du phénomène, ainsi que sa dimension essentiellement nationaliste, l'agence de renseignement souligne aussi les avantages que l'Union soviétique ne manquera pas de tirer de l'instabilité engendrée par un tel bouleversement. Cette idée semble être plus répandue encore sous Eisenhower, lequel s'inquiète en 1953 de ce que « le communisme mondial est en train de tirer profit du vent de nationalisme pour semer la division au sein du monde libre[10] ». Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les puissances occidentales aient considéré avec quelque appréhension la tenue à Bandung au mois d'avril 1955 d'une grande « conférence afro-asiatique[11] ». Malgré les proclamations de « non-alignement » de la part des chefs d'État indien, indonésien et égyptien à l'initiative de la conférence, l'accueil favorable que lui réserve l'URSS mais surtout la Chine populaire ne laisse pas d'alarmer les Occidentaux[12].

Sous le visage jovial de Zhou Enlai, Pékin se pose effectivement plus que jamais en modèle pour le Tiers Monde. Or, cette posture se traduit notamment par une promotion de la guerre révolutionnaire, présentée dès 1949 comme « la voie fondamentale à suivre par les peuples colonisés dans leur lutte pour la libération[13] ». Sur fond de schisme sino-soviétique en gestation, la Chine cherche alors à se présenter comme plus à l'écoute que l'URSS des aspirations du Tiers Monde. La large diffusion des écrits militaires de Mao Zedong par les éditions du parti en langues étrangères lui donne une influence sans commune mesure avec ses moyens réels. Pékin se lance alors dans une véritable « diplomatie de la guerre irrégulière », qu'illustre bien l'accueil réservé aux nombreuses délégations étrangères et l'envoi de conseillers chinois auprès de différents mouvements révolutionnaires d'Asie et d'Afrique[14].

C'est d'ailleurs en grande partie pour ne pas abandonner à la Chine le champ des pays en développement que l'Union soviétique réactive, sous

l'impulsion de Nikita Khrouchtchev, son soutien aux mouvements de décolonisation. La doctrine de la « coexistence pacifique », introduite par Malenkov dès 1953, renoue notamment avec des stratégies de « fronts nationaux », autorisant des alliances de circonstance entre communistes et nationalistes contre les impérialismes étrangers[15]. Peu d'ouvrages illustrent aussi bien la convergence du socialisme avec le vent de révolte soufflant dans le Tiers Monde que *Les Damnés de la terre*, publié en 1961 par le médecin français d'origine martiniquaise, Franz Fanon. Mêlant les analyses marxisantes aux revendications d'émancipation nationale, le livre y condamne sans appel « la bourgeoisie occidentale […] fondamentalement raciste[16] » et appelle à une solidarité entre peuples opprimés du Moyen-Orient, d'Afrique ou d'Amérique latine.

À l'Ouest, ces développements suscitent naturellement l'inquiétude. Le sénateur républicain William Knowland, anticommuniste virulent et soutien inébranlable de Chiang Kaï-shek, estime dès l'automne 1954 que l'idée de coexistence pacifique n'est rien d'autre qu'un « cheval de Troie[17] ». Ces idées sont reprises en France par des stratèges comme le général Chassin, qui prétend par exemple dévoiler un « plan Mao » de conquête du monde par la subversion englobant dans une même perspective « la guerre d'Indochine, les révoltes des Huks aux Philippines, des Mau Mau au Kenya, les troubles d'Afrique du Nord [et] l'infiltration communiste en Amérique du Sud et au Canada[18] ». De même, pour la militante anticommuniste Suzanne Labin, « le Kremlin peut bien chanter les mélodies de la coexistence au plus fort de ses poumons, et, au même moment, organiser en sous-main les plus perfides assauts contre les coexistants[19] ». Enfin, le commandant Lamberton, professeur à l'école d'état-major et futur responsable de la pacification au Cameroun, affirme à longueur de cours que « la coexistence pacifique n'est rien d'autre [que] la guerre poursuivie par d'autres moyens[20] ».

Cette idée d'un grand dessein communiste de subversion du Tiers Monde rejoint ici l'obsession de la cinquième colonne, répandue en Occident tout au long de la décennie précédente. Dans un rapport consacré à « l'élaboration d'une politique commune contre les multiples formes de guerre subversive » pour le compte de l'Union de l'Europe occidentale, le sénateur français Edgard Pisani connecte ainsi les enjeux coloniaux – l'Algérie pour la France, le Congo pour la Belgique – avec d'autres comme

la division de Berlin, Cuba ou encore la question noire aux États-Unis, dans l'ensemble flou des « héritages du passé » désormais mis à mal par la subversion[21]. Ce large éventail atteste de la confusion grandissante qui entoure ce terme sous l'implacable logique de bipolarisation du monde. Tout mouvement révolutionnaire ou nationaliste, même non communiste, sera désormais désigné comme subversif : dès lors qu'il semble nuire aux intérêts du « monde libre », il ne peut que servir ceux du bloc soviétique.

Le Moyen-Orient au défi du nationalisme

Après l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient est la seconde région du Tiers Monde où les Occidentaux s'inquiètent de voir la « subversion communiste » s'emparer des habits neufs du nationalisme anti-impérialiste. Le coup de semonce vient d'Iran avec l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Mohammad Mossadegh en 1951. Occupé par les Alliés durant la guerre, le pays avait très tôt fait l'objet d'une intense lutte d'influence entre les blocs, l'URSS ayant attendu 1946 pour en retirer ses troupes, laissant derrière elle un puissant parti communiste (Tudeh). C'est avec le soutien de ce dernier que le gouvernement de Mossadegh prend la décision de nationaliser l'Anglo-Iranian Oil Company, détenue à 51 % par le gouvernement britannique, héritage du protectorat informel exercé par le Royaume-Uni sur le pays depuis le début du XX^e^ siècle[22].

La réaction de Londres est immédiate. Le gouvernement de Sa Majesté instaure un embargo sur les exportations pétrolières iraniennes – principal revenu du pays –, dans lequel il cherche à entraîner le reste de la communauté internationale. Mossadegh se refuse cependant à négocier sous la menace. L'idée d'un coup d'État germe alors dans l'esprit de certains membres des services de renseignement. Un premier projet est élaboré mais rapidement éventé en octobre 1952, conduisant à la rupture des liens diplomatiques entre les deux pays. La popularité de Mossadegh comme l'opposition des États-Unis de Truman à une telle entreprise interdisent pour l'heure toute nouvelle tentative. Le lobbying constant des Britanniques à Washington, l'intransigeance de Téhéran qui refuse la proposition d'arbitrage par la Cour internationale de justice, et l'agitation sociale entretenue par le Tudeh finissent toutefois par convaincre le Département

d'État de l'urgence de trouver une alternative à Mossadegh. L'arrivée à la Maison Blanche en janvier 1953 de Dwight Eisenhower achève de rapprocher les deux alliés, qui établissent alors un groupe de travail commun entre SIS et CIA en vue de renverser le gouvernement iranien.

Baptisée TPAJAX, l'opération clandestine est placée sous la direction de Kermit Roosevelt, petit-fils du président Teddy Roosevelt et ancien agent de l'OSS. Bénéficiant des réseaux du SIS auprès du clergé chiite, ce dernier orchestre une campagne d'agit-prop à l'encontre du gouvernement et répand des rumeurs de prise de pouvoir communiste. À l'été 1953, il obtient du Shah la nomination du général Zahedi au poste de Premier ministre en lieu et place de Mossadegh. Malgré une tentative par ce dernier de prévenir ce coup d'État constitutionnel – craignant d'être déposé en retour, le Shah prendra même la fuite pour Rome –, le leader iranien se retrouve isolé, assiégé à son domicile par une foule interlope où se mêlent monarchistes, militaires et un sous-prolétariat payé pour sa participation à l'émeute. Sitôt parvenu au pouvoir, Zahedi signe un accord pétrolier qui octroie la part du lion aux Américains et aux Britanniques. Mossadegh quant à lui est jugé puis condamné par un tribunal d'exception. Il passera ses dernières années en résidence surveillée[23]. Cette action anglo-américaine en Iran ouvre une nouvelle phase de la stratégie occidentale dans le Tiers Monde où la guerre irrégulière en général, et les opérations clandestines en particulier, vont être amenées à jouer un rôle d'outil essentiel, sinon principal, de la lutte contre une « subversion » qui s'étend désormais bien au-delà du communisme.

Si l'Iran continuera de faire l'objet d'une attention soutenue, c'est vers l'Égypte que se tournent, à partir du milieu des années cinquante, les tenants de la contre-subversion, inquiétés désormais par le nationalisme panarabe du colonel Gamal Abdel Nasser, lequel s'est emparé du pouvoir en 1954, deux ans après la déposition du roi Farouk qui avait les faveurs de l'Occident[24]. Présent à Bandung en 1955 puis à Brioni en 1956 où il jette les bases, avec Tito et Nehru, du mouvement des non-alignés, Nasser devient vite l'une des figures de proue de ce neutralisme nationaliste et révolutionnaire qui effraie tant les capitales occidentales. L'ambassadeur américain au Caire, Jefferson Caffery, estime ainsi dès 1954 que le neutralisme nassérien « s'intègre parfaitement dans l'offensive de paix des Soviétiques sous la forme d'un chantage moral contre l'Occident[25] ». Son

homologue britannique, Ralph Stevenson, abonde dans le même sens lorsqu'il écrit que « le neutralisme égyptien […] se caractérise par une inimitié proclamée à l'égard des Occidentaux [et] offre évidemment une couverture admirable à la propagande pro-russe et communiste[26] ». Enfin, en France, on ne doute pas que le panarabisme, qui clame sa solidarité avec la cause algérienne, soit un outil de la guerre subversive :

> On objectera que la révolution panarabe […] n'est pas essentiellement communiste. Certes ! Mais elle s'inscrit dans le cadre général de la stratégie mondiale du communisme ; elle est aidée, guidée et utilisée par lui et ne prend de sens et d'importance que dans ce cadre. Croit-on que le colonel Nasser serait quelque chose s'il n'opérait à l'ombre de Moscou[27] ?

Cette hostilité au nassérisme renvoie certes à la perte de positions économiques et militaires – symbolisée par l'expulsion des forces britanniques de Suez dès 1954, suivie de la nationalisation du canal et de la crise qu'elle provoque en 1956 –, mais également au soutien apporté par Le Caire à différents mouvements combattants irréguliers à travers la région. C'est notamment le cas de l'aide accordée par Nasser au Front de libération nationale (FLN) contre la présence française en Algérie[28]. Par-delà le soutien matériel finalement limité, le plus grand camouflet pour Paris provient peut-être de La Voix des Arabes, radio officielle du Caire, étroitement liée aux services secrets égyptiens, au micro de laquelle s'expriment chaque jour les chefs nationalistes algériens. Ces méthodes ne peuvent pas ne pas rappeler celles de la France libre émettant depuis Londres contre le régime de Vichy et à destination des résistants à l'occupation allemande[29].

Mais le FLN n'est pas la seule guérilla à recevoir l'appui du Caire. C'est également à cette époque que Nasser accorde un soutien officiel aux fédayins palestiniens, qui entament en 1954 une campagne de harcèlement depuis le Sinaï contre les implantations frontalières israéliennes – ce qui pèsera lourdement dans le choix de David Ben Gourion de s'engager aux côtés des Franco-Britanniques dans l'affaire de Suez[30]. En 1958, sur fond d'une vague panarabe ayant amené au pouvoir des dirigeants anti-impérialistes en Syrie et en Irak, Nasser apporte également son appui politique et logistique aux forces et milices « progressives » du Liban, suscitant la première intervention américaine dans la région, en soutien au

président Chamoun[31]. Enfin, à partir de 1962, l'Égypte s'engage également au Yémen où elle appuie le coup d'État d'officiers panarabes contre le régime royaliste de l'imam Al-Badr. Tandis que les partisans de ce dernier prennent le maquis, appuyés par l'Arabie Saoudite et le Royaume-Uni, une insurrection éclate l'année suivante dans le protectorat britannique d'Aden. Nasser apporte également son soutien à ce nouveau front de libération nationale, inspiré par les exemples algériens mais également cubains et sud-vietnamiens[32].

Cette solidarité transnationale du nassérisme vis-à-vis des insurrections de la région contribue à accroître la perception en Occident d'un lien inexpugnable entre guérilla, socialisme et révolution. Il ne faut donc pas surestimer la division du camp occidental telle qu'elle a pu éclater publiquement lors de la crise de Suez. En dépit des rivalités de clientèles bien réelles qui les opposent depuis 1945 en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, Français, Britaniques et Américains partagent au cours de la période une conception relativement commune de la menace, même s'ils divergent parfois sur les moyens de la contrer[33].

Un bon exemple de cette communauté de vues au Moyen-Orient est la formation en 1955 du pacte de Bagdad et de l'Organisation du traité central (CENTO) qui conduit à la mise en place d'un « comité permanent de contre-subversion », où siègent les représentants de la Grande-Bretagne mais également des États-Unis, pourtant non signataires du traité[34]. Sous l'influence de ces deux pays, des ponts inattendus se forment avec l'expérience dans le Sud-Est asiatique, comme l'illustre par exemple cet appel du comité de contre-subversion du CENTO à « tirer profit de l'expérience gagnée par l'OTASE en la matière[35] ». Dans le même ordre d'idée, les services de renseignement américains et britanniques collaborent, de manière bilatérale cette fois, dans diverses opérations clandestines destinées à endiguer les progrès du communisme en Libye et en Syrie[36].

L'Amérique latine entre révolution et répression

De l'autre côté de l'Atlantique, le vent de l'anti-impérialisme alarme aussi les puissances occidentales. En dépit de l'indépendance déjà ancienne

des pays d'Amérique latine, l'influence politique, économique et militaire des États-Unis y est, depuis la fin du XIX[e] siècle, considérable. Or, dès le début de la décennie 1950, le développement d'un nationalisme populiste et révolutionnaire – à la manière d'un Juan Perón en Argentine ou d'un Víctor Paz en Bolivie – est perçu par Washington comme une déclinaison locale de la vague subversive qui touche le reste du Sud global. Le fort sentiment « anti-*yankee* » qui s'y développe est ainsi comparé par les analystes de la CIA à l'anticolonialisme rencontré par les Européens en Afrique et en Asie[37].

La première figure de ce mouvement en Amérique latine est sans doute celle du président Jacobo Árbenz au Guatemala, dont la réforme agraire engagée en juin 1952 prévoit l'expropriation massive des grands propriétaires terriens au premier rang desquels se trouve la puissante firme américaine United Fruit Company, réalisant un quart de ses exportations depuis le pays[38]. Tout comme face à l'Iran de Mossadegh, c'est moins l'atteinte aux intérêts économiques américains que la crainte d'une prise de contrôle communiste ultérieure qui convainc Washington de soutenir un coup d'État « préventif ». En dépit du faible nombre de communistes présents au Guatemala, la constitution par Árbenz d'un « front de libération nationale » a en effet permis l'entrée au gouvernement de membres du parti des travailleurs. Truman se montre pourtant réticent à employer l'action clandestine pour parvenir à ses fins. Eisenhower, en revanche, autorise dès le printemps 1953 la préparation de l'opération depuis une base de la CIA en Floride où est formée une force paramilitaire d'opposition sous l'autorité du colonel Castillo Armas, un officier guatémaltèque en exil qui avait déjà tenté de s'emparer du pouvoir un an plus tôt.

L'opération PBSUCCESS est déclenchée le 15 juin 1954. Avec la complicité du dictateur Anastasio Somoza au Nicaragua et de la Civil Air Transport, compagnie aérienne de la CIA, la petite troupe de moins de 500 hommes s'infiltre dans le pays et parvient à s'emparer de la capitale en moins de deux semaines, laissant tout de même à Árbenz le temps de s'échapper et de trouver refuge au Mexique[39]. Prolongeant dans l'hémisphère occidental la stratégie de « libération » inaugurée, avec moins de succès, en Europe de l'Est et notamment en Albanie, dès 1948, puis en Iran, les services spéciaux américains démontrent ainsi leur capacité à

manipuler des forces irrégulières pour lutter contre la subversion et ainsi renverser des régimes indésirables. La chute d'Árbenz et la violente répression qui s'ensuit – entre 3 000 et 5 000 morts[40] – déclenchent cependant une vague d'indignation dans toute la région, mettant définitivement un terme au mythe de la politique dite du « bon voisin », affichée dans l'entre-deux-guerres et en vertu de laquelle les États-Unis affirmaient renoncer à toute ingérence dans les affaires intérieures du sous-continent.

Les opérations clandestines ne sont cependant pas le seul mode d'action américain en Amérique latine[41]. Après s'être longtemps désintéressé de la région, Washington, qui sent alors monter les périls, décide d'y remédier en multipliant les partenariats de sécurité. L'aide militaire aux pays de la région est ainsi doublée entre 1954 et 1957. Ce soutien, avant tout matériel, aux armées latino-américaines se double d'une nouvelle politique envers les forces de police locales. Croisant l'impératif de la contre-subversion avec ses contraintes d'orthodoxie budgétaire, Eisenhower entend en effet faire basculer une partie des crédits d'assistance militaire vers une aide aux forces de police et de sécurité intérieure, moins coûteuses et considérées comme plus adaptées à ce type de missions[42]. Baptisé « 1290-d », du nom du mémorandum du NSC autorisant sa création en décembre 1954, le programme entend aider à mettre en œuvre les mesures nécessaires à « la destruction de l'appareil communiste dans les pays du monde libre les plus vulnérables à la subversion[43] ». Voici une liste de ses recommandations :

> La détection d'agents communistes, compagnons de route, organisations écrans et autres composants de l'appareil communiste ; la détention de personnalités ou de groupes communistes ; l'exécution de mesures judiciaires contre ces groupes ou personnes ; […] la révision de la législation afin de permettre une action policière efficace ; la révision ou la réorganisation du système judiciaire ralentissant la mise en œuvre de mesures correctives[44].

Une section « police » est ainsi établie au sein de l'agence américaine d'aide économique et au développement sous la direction de Byron Engle[45]. Ce policier de carrière, formé au Kansas dans les années trente, avait participé après guerre à la refondation de la police japonaise pour le gouvernorat du général MacArthur. Il allait bientôt devenir la figure incontournable de la politique américaine d'assistance policière jusqu'au début des années soixante-dix. Rebaptisé *Overseas Internal Security*

Program (OISP) à partir de 1957, le programme couvrira jusqu'en 1962 la quasi-totalité des pays d'Amérique latine[46]. Il compte naturellement parmi ses bénéficiaires nombre de dictatures, à l'instar des régimes très autoritaires de Manuel Odria au Pérou ou encore de Marcos Pérez au Venezuela, qui sont tous deux décorés par Eisenhower de la « légion du mérite ». Le second se verra même offrir l'asile politique aux États-Unis après avoir été renversé par un soulèvement démocratique[47].

Washington apporte également un soutien sans faille au général Rojas Pinilla, qui gouverne la Colombie d'une main de fer entre 1953 et 1957. Diplômé des écoles militaires américaines, cet anticommuniste convaincu parvient avec l'aide américaine à juguler la violente guerre civile qui oppose depuis 1948 libéraux et conservateurs. En 1959, la CIA dépêchera même une petite équipe de conseillers composés de Charles Bohannan et Napoleon Valeriano, tous deux passés par la lutte anti-Huks aux Philippines et employés par la mission Lansdale au Vietnam en 1955, pour conseiller les autorités à Bogota sur la lutte contre les partisans, communistes ou libéraux[48]. La brutalité de la répression du général Rojas devait ensuite hanter longtemps la mémoire des Colombiens et justifier la virulence des divers mouvements de guérilla qui allaient affecter le pays durant des décennies[49].

Ce soutien quasi systématique aux appareils militaro-policiers d'Amérique latine se double d'une totale absence d'intérêt pour le développement économique de la région : l'ensemble du sous-continent reçoit sous l'administration Eisenhower moins d'aide économique que la Belgique et les Pays-Bas dans le cadre du plan Marshall[50]. Il en résulte une montée en puissance du sentiment anti-américain qui s'exprime de façon particulièrement vive au cours de la tournée du vice-président Richard Nixon, sévèrement chahuté à Lima et Montevideo avant d'échapper de justesse à un lynchage public à Caracas. Cet avertissement va conduire Washington à revoir en partie sa politique à l'égard du sous-continent dans les deux dernières années du mandat d'Eisenhower. En juillet 1960, l'administration républicaine annonçait ainsi la création d'un Social Progress Trust Fund de plus de 500 millions de dollars pour soutenir le développement économique de la région, préfigurant déjà l'Alliance pour le progrès de Kennedy en 1961.

Ce changement d'attitude arrive cependant bien tard, alors qu'un nouveau foyer révolutionnaire semble prêt à embraser la région : il s'agit de l'île de Cuba, à quelques kilomètres seulement des côtes américaines. Depuis le mois de décembre 1956, un petit groupe de révolutionnaires conduits par Fidel Castro mène, dans les montagnes de la Sierra Maestra, une guérilla contre le régime autoritaire et corrompu de Fulgencio Batista. Arrivé au pouvoir quatre ans plus tôt par un coup d'État, ce dernier avait reçu depuis lors un soutien sans faille des États-Unis, satisfaits par ses gages d'anticommunisme et peu soucieux de ses liens notoires avec le crime organisé new-yorkais[51]. À Washington, les observateurs bien informés que sont la CIA et le Département d'État admettent certes que Castro n'a pour l'heure rien d'un marxiste – son discours est avant tout celui d'un nationaliste révolutionnaire – mais craignent, comme au Guatemala, le détournement de son mouvement par les communistes[52].

Il n'en faut pas plus que la tardive déclaration de soutien du Partido socialista popular, section cubaine de l'Internationale communiste, au printemps 1958 pour faire des castristes une menace immédiate à la sécurité des États-Unis. Nul ne peut pourtant nier que le régime de Batista fait désormais l'unanimité contre lui. Son incompétence, tant politique que militaire, en fait alors un allié bien encombrant. Attaqué par le Congrès pour ses livraisons d'armes au dictateur – alors le deuxième plus grand bénéficiaire de l'aide militaire américaine dans la région après le Brésil –, Eisenhower est contraint en mars 1958 d'accepter l'instauration d'un embargo sur le matériel de guerre. Ce coup de grâce ne peut que précipiter l'issue finale du conflit. La célèbre fuite de Batista lors de la nuit de la Saint-Sylvestre et l'entrée triomphale de Fidel Castro dans les rues de La Havane en janvier 1959 marquent assurément le début d'une nouvelle étape de l'imbrication étroite entre socialisme, guérilla et révolution comme mythes fondateurs du Tiers Monde[53].

Tout comme pour Árbenz, l'idée germe vite à Washington de renverser le nouveau régime cubain au moyen d'une action clandestine laissant le rôle principal à des opposants « légitimes ». Copiant les méthodes de l'opération PBSUCCESS au Guatemala, la CIA avait recueilli dès la chute de Batista un certain nombre d'exilés cubains anticastristes en vue d'une reconquête de l'île. À nouveau entraînés et équipés depuis la Floride, ces paramilitaires obtiennent du nouveau président John F. Kennedy son accord pour un

débarquement dans la baie des Cochons, sur la côte méridionale de Cuba[54]. Mal préparée, et vraisemblablement éventée auprès des services secrets soviétiques qui s'empressent d'en informer Castro, l'opération tourne vite à la débâcle. Débarqués le 17 avril 1961, les 1 400 exilés font face immédiatement à une forte résistance de l'armée cubaine en embuscade. Malgré les demandes pressantes de la CIA, Kennedy se refuse à envoyer son aviation pour appuyer les *brigadistas*. Après deux jours de combat et une centaine de morts, les exilés finissent par déposer les armes.

Si le fiasco ternit considérablement l'image de l'Agence aux yeux de Kennedy, ce dernier n'en poursuit pas moins la stratégie irrégulière visant à retourner contre Cuba les armes de la subversion. C'est la mission de l'opération *Mongoose* confiée au général Edward Lansdale, ancien conseiller de Ramón Magsaysay aux Philippines et de Ngô Đình Diêm au Vietnam devenu le patron des opérations spéciales au Pentagone[55]. Il s'agit d'une campagne visant à mettre à mal le régime castriste au moyen d'une série d'opérations psychologiques, parmi lesquelles certaines idées incongrues, comme celle d'identifier Fidel Castro à l'antéchrist à grands renforts de moyens pyrotechniques depuis des sous-marins en immersion au large des côtes cubaines – un scénario déjà employé, mais avec moins d'emphase, au Nord-Vietnam pour inciter les populations à fuir le régime communiste[56]. Les échecs répétés de toutes ces tentatives conduiront cependant à sa mise en sommeil à partir de la crise des missiles, qui « gèle » pour plusieurs années les tentatives américaines de déstabilisation du régime[57].

L'entente antisubversive en Afrique anglophone

Plus que l'Amérique latine et le Moyen-Orient, l'Afrique apparaît comme un important espace de convergence, voire d'entente antisubversive entre Occidentaux. Dès 1947, le War Office britannique avait affirmé la nécessité que « l'Afrique […] reste entre des mains amies ou sous l'influence de puissances amies[58] ». Cette priorité atteste notamment de la popularité du concept d'Eurafrique, très en vogue dans les états-majors, qui consiste à voir dans le continent noir le prolongement naturel d'une Europe sans profondeur stratégique[59]. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la

série de rencontres franco-britanniques sur les questions africaines tenues au début de la guerre froide. La conférence de Paris du 21 au 23 juin 1948 préside ainsi à la mise sur pied d'un échange permanent d'information entre les deux puissances autour de sujets aussi variés que le « développement des institutions locales », les « aspects politiques des problèmes économiques », les « relations entre autochtones et non-autochtones », mais surtout sur les « mouvements nationalistes et autres tendances subversives[60] ». Des propositions sont également formulées pour favoriser l'harmonisation des vues sur ces questions. Une autre conférence, réunie en mai 1949, émet le vœu que « des cours spéciaux […] soient prévus en Grande-Bretagne, comme en France pour étudier en commun les méthodes d'administration coloniale[61] ».

Ces échanges prennent une forme particulièrement intéressante dans le domaine militaire : le général Nicholson, commandant les troupes britanniques en Afrique de l'Ouest, souhaite ainsi « voir les contacts entre militaires français et britanniques se multiplier [grâce à] un échange temporaire d'officiers ». En guise d'exemple, il suggère une étude commune sur « la conduite d'un bataillon pour aider les autorités civiles contre une opposition armée, dans des conditions similaires à celles existant actuellement en Malaisie[62] ». Cet exemple de circulation des expériences atteste de l'influence du contexte international sur l'évaluation de la menace sécuritaire en Afrique, alors même qu'il n'existe pas encore à cette date d'insurrection communiste dans la région.

Les discussions franco-britanniques du mois d'avril 1952 confirment l'introduction progressive d'un cadre d'analyse issu de la guerre froide dans l'univers colonial. Soulignant l'apparition de nouveaux « facteurs d'ordre extérieur », les diplomates et fonctionnaires coloniaux des deux pays mettent en particulier à l'index l'influence du communisme et de l'islam. Le premier, reconnu comme le plus menaçant, explique la volonté d'« intensifier dans la mesure du possible les échanges d'information actuels […] à l'égard, non seulement des activités communistes qui s'exercent ouvertement, mais aussi des tactiques communistes tendant à une infiltration d'organisations théoriquement non communistes[63] ». Quant à l'islam, il est perçu comme le principal vecteur de pénétration du nassérisme en Afrique noire, et ce malgré la laïcité apparente de la doctrine égyptienne[64].

En dépit de l'imposition progressive d'une grille de lecture est-ouest sur les mouvements indépendantistes africains, la première rébellion organisée à toucher le continent en 1952 n'a vraisemblablement rien de communiste, dans son idéologie ou dans ses méthodes. La Kenya Land and Freedom Army (KLFA), plus connue sous le nom de Mau Mau, dont l'a affublée le colonat britannique, émerge au début des années cinquante comme l'expression violente et radicale d'une situation agraire inégalitaire ayant paupérisé depuis plusieurs décennies la population locale au profit des colons blancs, grands propriétaires terriens[65]. La révolte ne prend paradoxalement sa pleine mesure qu'à la suite d'une série d'arrestations « préventives » déclenchées fin 1952 par le gouverneur britannique, sir Evelyn Baring, dont l'injustice flagrante a pour effet contre-productif de donner de solides arguments à l'insurrection. Persuadé du lien entre les Mau Mau et la Kenyan African Union (KAU) de Jomo Kenyatta, Baring fait jeter ce dernier en prison, alors même qu'il s'était publiquement dissocié des insurgés dont il critique la brutalité et l'insistance sur l'ethnicité kikouyou au détriment d'une identité kenyane.

Nulle trace pourtant d'une « subversion transnationale » dans la révolte des Mau Mau. En matière d'organisation politique, le mouvement se fonde sur la pratique de « serments », cérémonies au cours desquelles les insurgés s'engagent à lutter contre le pouvoir colonial, ainsi que de chants de révolte contre l'oppresseur, deux expressions traditionnelles de la culture kikouyou, sans équivalent dans le corpus communiste de la guerre irrégulière[66]. Sur le plan militaire, la révolte semble, là non plus, ne rien devoir aux techniques révolutionnaires communistes. Si influence extérieure il y a, elle est résolument britannique comme le démontre le parcours de l'un des principaux leaders de la rébellion, Waruhiu Itote – *alias* général « China » –, ancien combattant de la campagne de Birmanie où, bien que simple caporal, il a eu l'occasion de s'initier aux méthodes de la guerre de jungle testées par Wingate et Wavel[67]. Interrogé en 1956 sur les possibles liens de l'insurrection avec la mouvance communiste internationale, le général George Erskine, commandant les forces britanniques en Afrique de l'Est, reconnaît n'avoir « jamais trouvé aucune preuve d'un quelconque soutien venu de l'étranger[68] ».

Du côté britannique en revanche, le Kenya est l'un des premiers théâtres à voir les leçons d'Asie du Sud-Est transposées hors de leur

contexte régional. Après une période de « drôle de guerre » caractérisée par une répression brutale sans réelle réponse de la part de la rébellion, celle-ci passe à l'offensive au printemps 1953, s'attaquant notamment aux grandes plantations[69]. Le général Erskine va alors très vite chercher à s'inspirer des enseignements de Malaisie, réclamant dès le mois d'août des copies de la doctrine mise en forme un an auparavant par le maréchal Templer[70]. Son propre état-major publiera par la suite un *Manuel sur les opérations anti-Mau Mau,* reprenant les grandes lignes du « manuel Templer » en les adaptant au contexte kenyan[71]. Sous cette influence, l'armée renonce ainsi aux grandes opérations de balayage pour privilégier l'action dans la durée des petites unités sur la base de renseignements solides[72].

Le Kenya est aussi l'occasion de systématiser certaines opérations d'intoxication connues sous le nom de « pseudo-gangs[73] ». À jamais rattachée à la figure du capitaine Frank Kitson, officier de renseignement détaché auprès de la Special Branch de la police kenyane, cette technique consiste à retourner des guérilleros et à les renvoyer parmi leurs anciens camarades pour y collecter des renseignements et les induire en erreur. D'abord improvisé, le concept est progressivement étendu à tout le territoire sur décision d'Erskine. À la fin 1954, Kitson prend ainsi la direction d'un « centre de formation aux méthodes spéciales » qui débouche sur la création de cinq équipes de « forces spéciales » composées d'anciens Mau Mau employés comme pisteurs et comme vecteurs de zizanie dans les rangs insurgés[74].

Tout comme en Malaisie, le Colonial Office se refuse à céder à la loi martiale, impliquant un transfert des pouvoirs aux autorités militaires, mais lui préfère l'adoption de l'état d'urgence renforçant la puissance exécutive au-delà du régime, déjà discrétionnaire, du droit colonial[75]. Fortement mobilisée en Malaisie, la Special Branch va faire l'objet au Kenya d'une attention considérable, augmentant ses effectifs grâce au détachement d'officiers de renseignement issus de l'armée[76]. Elle devient ainsi la cheville ouvrière de la répression, comme en atteste l'opération *Anvil*, au printemps 1954, qui procède au bouclage total de la ville de Nairobi et à l'internement massif d'au moins 30 000 personnes, soit la quasi-totalité de la population masculine adulte kikouyou, suspectée, de par sa seule origine ethnique, de venir en aide à des militants insurgés. En dépit du caractère indiscriminé de ces arrestations et de la brutalité des méthodes d'interrogatoire, où la torture

est monnaie courante, la Special Branch parvient à sérieusement désorganiser l'insurrection[77].

Suivant le modèle malaisien, les Britanniques vont également appliquer au Kenya le principe d'une direction de la guerre par le biais de comités civilo-militaires coordonnant les actions dans les champs politique, militaire, social et économique[78]. Ce faisant, les autorités veulent mimer l'appareil politique clandestin de l'insurrection – et ce même si les Mau Mau sont loin d'avoir mis au point une infrastructure semblable à celle des communistes en Malaisie. L'administration coloniale cherche en revanche bel et bien à s'assurer le contrôle des populations, recourant, comme en Malaisie, à une politique de « villagisation[79] » qui conduit au regroupement de près d'un million de Kikouyous dans des nouveaux villages où ils peuvent plus aisément faire l'objet d'une surveillance accrue, et de punitions collectives en cas de compromission avec la rébellion[80]. Plus encore qu'en Malaisie, l'aide humanitaire et le développement économique font ici figure de mesures cosmétiques à des fins de propagande et peinent à cacher la réalité concentrationnaire de ce dispositif[81].

Alors que certains espaces connaissent le regroupement et l'organisation systématique des populations, d'autres sont au contraire vidés de leurs habitants, donnant lieu à la création de zones d'exclusion où tout individu est considéré comme ennemi. Le massif du mont Kenya, où se réfugient les principales forces rebelles, est ainsi déclaré « zone interdite » et l'armée libre d'y employer la force de façon indiscriminée selon une formule vite réutilisée en Algérie et dont les conséquences humanitaires sont encore aujourd'hui sujettes à controverse[82].

Enfin, si le contrôle physique par la coercition est resté, dans les faits, le trait majeur de la « guerre pour la population » kenyane, la propagande et l'action psychologique jouent aussi un rôle important. Depuis Londres, l'Information Research Department (IRD) travaille main dans la main avec le Colonial Office pour déployer un récit alternatif visant à faire patienter les demandes d'émancipation. L'armée coordonne pour sa part la guerre psychologique de niveau tactique, en vue d'une opération spécifique et adaptée à un groupe d'individus ciblés. Reprenant les procédés testés en Malaisie, tout l'éventail des moyens de communication (tracts, avions haut-parleurs, films de propagande, etc.) est mise au service de quelques messages simples, visant à décrédibiliser la rébellion, à en rallier ses

membres les plus faibles par des offres d'amnistie et surtout en promouvant les réformes politiques auprès de la population. Le principal succès proviendra de l'arrestation en 1954 de Waruhiu Itote, que les autorités coloniales parviendront à « convaincre » de lancer un appel à la reddition[83].

En dépit des efforts de communication et de propagande, les réformes économiques et sociales répondant aux demandes des populations restent marginales. Certes, Londres accorde au Kenya une aide de sept millions de livres sterling pour la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux et de logements sociaux, tandis qu'une réforme agraire est timidement amorcée. Ces éléments sont pourtant loin de contrebalancer la politique répressive mise en œuvre depuis le début de la révolte[84]. Il faudra en fait attendre le déclin du mouvement, suite à l'arrestation à l'automne 1956 de sa figure de proue, Dedan Kimathi, pour que le pouvoir britannique s'engage sur la voie d'une réelle évolution. Au grand dam des colons de la vallée du Rift, le nouveau gouvernement d'Harold Macmillan saisit l'occasion de l'affaiblissement de la révolte pour pousser le Kenya vers une plus grande autonomie. Et pour cause, le Ghana de Kwame Nkrumah vient alors d'ouvrir le bal des indépendances africaines en 1957 et convaincu Londres d'embrasser les « vents du changement qui soufflent sur le continent[85] ». Libéré sous résidence surveillée à partir de 1959, Jomo Kenyatta va finalement devenir l'interlocuteur et, *in fine*, le partenaire des Britanniques dans la marche à l'indépendance, officialisée en décembre 1963.

La révolte des Mau Mau au Kenya va exercer tout au long de la période une influence considérable sur les alliés du Royaume-Uni. Aux États-Unis, l'insurrection fascine, aussi bien Hollywood que le Département d'État, et résonne fortement avec le début du mouvement pour les droits civiques des citoyens noirs américains – ce qui conduit même le patron du FBI, J. Edgar Hoover, à y voir un vecteur de subversion de la paix sociale à l'intérieur de son propre pays[86]. Quant à la France, elle s'intéresse elle aussi très tôt au conflit et envisage même « l'envoi d'officiers français au Kenya, dans un but d'information sur les méthodes de contre-guérilla[87] ». Tout à leur argumentaire de collusion entre indépendantisme radical et communisme, les cercles anticommunistes français sont les premiers à souligner – en dépit de tous les témoignages attestant du contraire – les passerelles stratégiques entre les méthodes Mau Mau et la « formule de Mao Zedong[88] ». Aux yeux de René Grandchamp, rédacteur à la *Revue militaire d'information*, l'appui

à la rébellion d'une majorité de la population ne semble ainsi pouvoir s'expliquer que par « la mise en œuvre de techniques révolutionnaires les plus modernes après leur adaptation quasi diabolique aux conditions locales[89] ». De même, le général Chassin cite à plusieurs reprises la révolte kenyane comme l'une des expressions locales de la grande stratégie communiste de subversion[90].

La contre-subversion en Afrique francophone

Le conspirationnisme grandissant parmi les apôtres français de la guerre subversive ne domine cependant pas la politique coloniale au point de fermer la porte à tous les mouvements émancipateurs d'Afrique subsaharienne francophone. Le Rassemblement démocratique africain (RDA) de Félix Houphouët-Boigny, pourtant ouvertement affilié au parti communiste jusqu'en 1949, est ainsi gagné à la collaboration gouvernementale dès 1950, grâce à l'action du ministre de l'Outre-mer, François Mitterrand, chargé par René Pleven de désamorcer une série d'émeutes ayant éclaté à Abidjan[91]. Si le RDA parvient à entraîner dans son sillage la plupart des élites nationalistes d'Afrique francophone, d'autres se refusent cependant au compromis. C'est notamment le cas de l'Union des populations du Cameroun (UPC) de Ruben Um Nyobè qui rompt avec le RDA et affiche des positions intransigeantes, voire « ouvertement marxistes et révolutionnaires[92] ». Il n'est dès lors pas surprenant de voir le Cameroun devenir, à partir du milieu de la décennie, l'incarnation même de la menace subversive dans l'Afrique subsaharienne française[93].

Nommé haut-commissaire à Yaoundé à la fin de l'année 1954, Roland Pré est l'un des principaux médiateurs de cette interprétation. Dès son arrivée, cet ancien résistant, patriote et anticommuniste convaincu, fait circuler auprès de ses subordonnés une « brochure signée par le colonel Lacheroy sur "une leçon de guerre révolutionnaire" » et leur demande de bien vouloir lui confirmer « l'existence [au Cameroun] de procédés et de méthodes similaires à celles mises en œuvre en Indochine par le Vietminh[94] ». En conséquence, Pré entend mettre rapidement sur pied un service d'action psychologique capable de faire pièce aux techniques de guerre subversive qu'il croit identifier chez l'UPC. L'analogie avec

l'Extrême-Orient n'est pas la seule présente à l'esprit des stratèges français. Le colonel Jean Lamberton, professeur à l'école d'état-major et futur chef de la pacification dans l'Ouest du pays, se plaît quant à lui à comparer la « pacification du pays kikouyou [au Kenya] » avec celle qu'il entend promouvoir en « pays bamiléké », devenu l'un des fiefs de l'UPC[95]. Dans ce contexte, il ne faut pas davantage que les émeutes survenues au printemps 1955 dans les quartiers populaires de Douala pour convaincre Pré de faire interdire l'UPC et d'enclencher la répression[96]. De son côté, l'UPC assume effectivement le choix de la lutte armée alors que ses cadres prennent le maquis dans les régions de la Sanaga-Maritime et du Bamiléké.

Les entreprises de conciliation échouent les unes après les autres : ni le renvoi de Roland Pré, ni son remplacement par Pierre Messmer, partisan d'une indépendance progressive et négociée, ne permettent d'apaiser les tensions. Le pouvoir colonial promeut certes l'application de la loi-cadre de Gaston Deferre votée en 1956, ainsi qu'une offre d'amnistie, mais tout en poursuivant ses opérations militaires. Avec le soutien actif du représentant de la France à l'ONU, Jacques Kosciusko-Morizet, Messmer engage un véritable travail de lobbying pour convaincre Britanniques et Américains du danger subversif que représente l'UPC[97]. Témoignage de l'influence française sur ce sujet mal connu de ses diplomates, Washington semble prendre à son compte les arguments de Paris en reconnaissant que « si l'UPC venait à prendre le pouvoir, […] la position de l'Occident aux Camerouns serait sérieusement affaiblie[98] ». Plus important encore, Messmer obtient des Britanniques l'expulsion des chefs politiques de l'UPC du Cameroun occidental, encore rattaché au gouvernement du Nigeria. Cet exil, qui les emmènera au Caire puis à Conakry, ne peut que renforcer l'autoconviction française d'une cabale subversive organisée par ses adversaires[99].

La violence s'intensifie au cours de l'année 1957, tout particulièrement dans le département de la Sanaga-Maritime, région de forêt dense où Ruben Um Nyobè a installé son maquis. Au mois de décembre, les autorités françaises mettent en place une « zone de pacification » (ZOPAC), confiée au double contrôle de Daniel Doustin, administrateur colonial et ancien directeur du service d'information en Indochine, et du lieutenant-colonel Lamberton, également passé par l'Indochine où il a été officier de renseignement. Ce dernier reçoit le commandement d'un groupement

parachutiste d'environ 1 500 hommes, flanqué de forces supplétives avec lesquelles il quadrille la région[100]. La ZOPAC est un régime d'exception dans lequel les populations font l'objet d'une politique de regroupement systématique dans des « villages fortifiés » où elles sont soumises à une étroite surveillance et à une propagande systématique sur le modèle de ce que les Britanniques ont déjà mis en œuvre en Malaisie et au Kenya. Une priorité est également donnée au renseignement et aux opérations spéciales. Ces modes d'action permettent rapidement d'isoler les insurgés et débouchent même sur l'assassinat d'Um Nyobè en septembre 1958, dont le cadavre est publiquement exposé à des fins de « démoralisation de l'adversaire[101] ». À la Noël 1958, la ZOPAC est dissoute et la Sanaga-Maritime considérée comme pacifiée.

Malgré ses revers, l'UPC parvient à maintenir un bastion en « pays bamiléké », notamment dans les monts Bamboutos, au nord-ouest du pays, où est fondée en mai 1959 l'Armée de libération nationale du Kamerun. Cette persistance n'empêche pas le processus de transfert de pouvoirs aux autorités locales, mené à marche forcée par Messmer. Le 1er janvier 1960, Ahmadou Ahidjo, jeune administrateur peul adoubé par Paris, est le premier dirigeant d'Afrique francophone à proclamer l'indépendance – quinze autres colonies lui emboîteront le pas dans les mois suivants. Loin de s'émanciper de l'ancienne puissance de tutelle, le premier acte d'Ahidjo est de demander l'aide de Paris pour rétablir son autorité sur la zone qui échappe encore à son contrôle[102]. Pour ce faire, le Premier ministre d'alors, Michel Debré, nomme le général Max Briand, ancien responsable de la pacification au Sud-Vietnam entre 1950 et 1952, à la tête des forces françaises au Cameroun[103]. L'année 1960 voit la mise en œuvre de très nombreuses opérations de « bouclage-ratissage », sur le modèle de ce qui se fait alors en Algérie, et l'éradication brutale de toute forme d'organisation upéciste à travers la région. Le bilan final est estimé par Briand lui-même à hauteur de 20 000 tués, évaluation minimale mais déjà considérable au regard de la zone concernée[104]. Tout au long de ces opérations, Paris n'a de cesse de souligner « le danger de subversion qui menace le Cameroun » et d'appeler, en soutien au régime d'Ahidjo, à « la solidarité et à la coopération du monde occidental[105] ».

Si le Cameroun représente le conflit irrégulier le plus sanglant des décolonisations françaises en Afrique noire, il ne saurait résumer

l'ensemble des perceptions de la menace subversive dans la région. Certes, grâce au ralliement du RDA et à l'attachement francophile de dirigeants comme Senghor ou Houphouët-Boigny, les anciens territoires de l'AOF et de l'AEF sont globalement engagés dans un processus d'autonomisation pacifique avec l'instauration de la Communauté française en 1958. Paris ne les considère pas pour autant comme à l'abri de la subversion, ainsi que le démontre avec force l'exemple guinéen. Ayant renoncé à se maintenir dans la Communauté lors du référendum de septembre 1958, le régime d'Ahmed Sékou Touré apparaît vite comme un pôle de contestation du grand projet africain de la France. Privé d'assistance technique par l'ancienne métropole, Conakry ne tarde pas à se tourner vers le bloc de l'Est pour amorcer son développement[106]. En réponse, Paris entend isoler le pays de toute aide occidentale, n'hésitant pas, pour ce faire, à le peindre aux Américains sous les traits d'un « nouveau Cuba[107] » selon les mots de Michel Debré.

La Guinée est d'ailleurs l'occasion pour les services spéciaux français de jouer « la subversion contre la subversion », illustrant en cela la montée en puissance du service Action dans la région à travers notamment la personnalité du colonel Maurice Robert. Cet ancien commando du Nord-Vietnam est nommé chef de poste à Dakar à son retour d'Indochine avant de prendre la tête du secteur Afrique du SDECE[108]. Après le « non » guinéen de 1958, et « dans l'éventualité d'un basculement du pays vers le bloc communiste », il entend « explorer à fond les moyens d'affaiblir la position de Sékou Touré[109] ». Depuis le Sénégal voisin, Robert va alors former des cadres paramilitaires de l'opposition en exil qu'il installe dans le massif montagneux du Fouta-Djalon d'où ils tentent d'entretenir une guérilla contre le régime. À l'instar du débarquement de la baie des Cochons, l'opération échoue rapidement, faute de relais locaux et suite au retournement de Senghor et d'Houphouët-Boigny, tous deux inquiets des retombées diplomatiques de leur soutien à cette entreprise[110].

Moins bien connu que la Guinée, le cas du Mali mérite également d'être mentionné. Dès le mois d'août 1960, son président Modibo Keïta prononce des propos hostiles à la France, dénonçant ses essais nucléaires dans le Sahara ainsi que sa politique algérienne. Opposé à Senghor au sein de la Fédération du Mali, Keïta provoque l'effondrement de celle-ci dont le Sénégal se sépare au bout de quelques mois seulement. Le dirigeant malien adopte alors un profil politique panafricain et anti-impérialiste qui ne laisse

pas d'en inquiéter certains. Envoyé en mission d'information à travers toute l'ancienne Afrique française pour y évaluer la menace subversive, le commandant David Galula, alors affecté au service d'action psychologique et d'information de la défense nationale, souligne ses inquiétudes à l'égard de Radio Mali dont il estime que les émissions « sont actuellement à considérer par les autorités françaises comme les plus subversives, dépassant même en virulence Radio Conakry[111] ».

Les débuts de l'action clandestine américaine en Afrique

Dans ce contexte dominé par le dialogue entre puissances coloniales et nouveaux États indépendants, la marge de manœuvre des États-Unis semble plus étroite qu'ailleurs. Le champion du « monde libre » espère initialement pouvoir afficher un anticolonialisme de principe, tout en ménageant les positions de ses alliés occidentaux[112]. Or, si l'accès à l'indépendance est considéré comme moralement souhaitable et politiquement inéluctable, l'attitude générale des milieux diplomatiques et militaires américains à l'égard des futurs dirigeants africains est pour le moins réservée. À la veille des indépendances de 1960, le directeur de la CIA, Allen Dulles, ne fait pas mystère de sa conviction qu'aucune de ces nouvelles nations ne serait capable de se diriger par elle-même[113].

La méconnaissance, et pour tout dire le désintérêt, des Américains pour ce continent encore souvent perçu comme « mystérieux[114] » selon les mots de Richard Nixon, explique en partie l'image d'une Amérique en retrait, sous-traitant aux anciennes puissances coloniales la tâche de contrer la subversion[115]. Si ce discours est en grande partie accepté par les Britanniques, en pleine réactivation de leur relation spéciale avec les États-Unis, il ne sera jamais vraiment entendu par la France gaullienne, longtemps persuadée de la volonté d'éviction américaine[116]. Par ailleurs, cette doctrine de la préséance européenne trouve ses limites « là où les alliés [ne] peuvent [pas] eux-mêmes gérer la situation[117] ». C'est en partie le cas en Guinée et au Mali, où la rupture avec la France pousse Washington à s'y présenter comme un nouveau référent occidental, espérant ainsi ne pas laisser libre jeu à Moscou. Mais c'est surtout dans l'ancien Congo belge, devenu indépendant à l'été 1960, que cette ingérence est la plus évidente.

Dans cette affaire célèbre, les Américains semblent partager avec les Britanniques, les Français et les Belges une même évaluation de la menace subversive. Dès la marche vers l'indépendance, les craintes occidentales se concentrent sur la personne de Patrice Lumumba, chef du Mouvement national congolais nommé Premier ministre à la suite des élections de juin 1960[118]. Après avoir espéré un temps en faire un soutien du camp occidental, le gouvernement américain prend vite en horreur le nouvel homme fort congolais, qui apparaît à leurs yeux comme un « nouveau Castro ou pire encore », selon le mot d'Allen Dulles, qui l'estime « payé par les Soviétiques directement, ou indirectement par le biais de la République arabe unie[119] ». Par cette affirmation, il le rattache ainsi au mouvement mondial de la subversion anti-impérialiste. Il en va de même aux yeux des Belges, Français et Britanniques, qui s'inquiètent du programme économique du Premier ministre, et craignent de le voir remettre en cause leurs intérêts miniers dans le pays, notamment dans la province du Katanga, dont ils décident d'encourager la sécession, un mois après l'indépendance, sous la houlette du dirigeant pro-occidental Moïse Tshombe[120].

Ouvertement soutenu par Bruxelles, Tshombe reçoit également l'appui des services secrets français, qui s'emploient au développement d'une force paramilitaire autonome : la gendarmerie katangaise. L'entreprise est immédiatement condamnée par le secrétaire général des Nations unies, Dag Hammarskjöld, qui a obtenu l'envoi d'une force de 3 500 casques bleus en vue de maintenir l'unité territoriale du pays. Tout en souhaitant le succès de la sécession katangaise, Paris se montre peu désireux de se compromettre trop ouvertement dans cette affaire aux yeux de la communauté internationale. La solution imaginée par le ministre de la Défense Pierre Messmer et son directeur de cabinet, Pierre Dabezies, consiste à envoyer au Katanga une force de « mercenaires », aisément désavouables si nécessaire. Sélectionnés dans les rangs de l'armée française pour leur expérience opérationnelle, ces derniers accueillent dans leurs rangs nombre de centurions des guerres coloniales, parmi lesquels le colonel Roger Trinquier, ancien des maquis d'Indochine et de la guerre d'Algérie, lequel va prendre en charge la formation de la gendarmerie katangaise à la manière dont il a mis en œuvre les maquis du GCMA au Tonkin[121].

Si les principaux alliés occidentaux partagent un même sentiment de menace, ils sont en revanche en désaccord sur la réponse à y apporter. Tandis que la Belgique apporte officiellement son soutien à la sécession katangaise et que la France et la Grande-Bretagne l'aident en secret, les Américains se refusent à abandonner Léopoldville à Lumumba[122]. Ils préfèrent au contraire appuyer le chef d'état-major de l'armée congolaise, le jeune Joseph Mobutu, qui leur apparaît comme « le seul homme au Congo qui, en dehors de Lumumba, semble capable d'agir avec fermeté[123] ». Bien que toute la lumière n'ait pas encore été faite quant au degré d'influence américaine sur les actions de Mobutu, il est clair que son putsch de septembre 1960 va dans le sens de Washington, puisqu'il conduit à l'élimination politique, puis physique, de Lumumba, exécuté en janvier 1961 par les hommes de Tshombe en présence de gendarmes belges. Une fois le camp « progressiste » décapité, la crise katangaise se poursuit, opposant désormais les puissances occidentales entre elles dans ce qui ressemble de plus en plus à une guerre de clientèles entre les Franco-Belges, favorables à la sécession, et les Anglo-Saxons, soutenant l'État central avec l'appui de l'ONU.

En dépit de divergences récurrentes sur la réponse politique à apporter au défi de la seconde vague de décolonisation, les trois puissances occidentales partagent dans l'ensemble la même inquiétude face aux conséquences possibles du renversement d'un ordre international séculaire, fondée sur la domination européenne du « Sud global ». Face à cette perception indéniablement, bien qu'inégalement, partagée, les alliés occidentaux ne tardent pas à développer un éventail de contre-stratégies qui, si elles sont mises au service de politiques différentes, semblent converger dans les méthodes et les instruments de combat. À ce titre, nul autre théâtre ne sera aussi révélateur que celui de la guerre d'Algérie.

Chapitre 10

L'Algérie dans la guerre révolutionnaire (1954-1962)

Si la guerre d'Algérie a longtemps été étudiée sous un angle essentiellement national, l'historiographie récente a démontré son rôle d'évènement global, caractéristique d'un tournant dans les relations entre l'Occident et le Tiers Monde[1]. Conflit paroxysmique s'il en est, compte tenu de l'intégration « organique » de l'Algérie à la France et de la présence d'une colonie de peuplement ancienne et nombreuse – près d'un habitant sur dix en 1954 –, cet affrontement est aussi le cadre d'un effort militaire sans précédent au regard des autres guerres de décolonisation, avec près de 500 000 militaires français déployés au plus fort de la guerre[2]. Enferrée dans ses incohérences et incapable d'adopter une ligne politique claire, la classe politique française va, jusqu'au retour du général de Gaulle, largement laisser la direction de la guerre à ses forces armées. Ces dernières élaborent alors, à partir des enseignements d'Indochine, une théorie stratégique radicale imaginée comme une réponse à la « menace subversive globale ». Faute de perspective politique crédible, les innovations tactiques et doctrinales de l'armée française ne permettront pourtant pas – loin s'en faut – de se traduire en succès stratégique. Les victoires militaires resteront sans lendemain, ne laissant en définitive à la tragédie algérienne qu'un seul dénouement possible. En dépit de ses apories, l'« école française » de

guerre contre-révolutionnaire va pourtant exercer une véritable fascination sur de nombreux pays occidentaux, jetant ainsi les bases d'une résonance internationale longtemps méconnue[3].

L'Algérie, un front de la guerre froide ?

Le déclenchement de l'insurrection algérienne par les attentats du 1er novembre 1954 ne saurait apparaître, avec le recul, comme le « coup de tonnerre dans un ciel serein[4] » qui fut décrit à l'époque. Depuis la fin de la Grande Guerre existait en Algérie, tout comme au Maroc et en Tunisie, divers mouvements revendiquant pour certains l'autonomie, pour d'autres l'intégration égalitaire à la métropole : ils seront respectivement réprimés et ignorés par les autorités. Après la libération de l'Afrique du Nord par les Alliés – et notamment les Américains qui ne font pas mystère alors de leur anticolonialisme –, les différents courants se rangent autour d'un projet de « République algérienne fédérée à la France[5] ». Si la répression brutale des émeutes de Sétif et Guelma en mai 1945 donne à Paris l'impression d'avoir dompté les opposants les plus virulents au colonat, il n'en est rien. La montée des tensions en Tunisie avec le Néo-Destour d'Habib Bourguiba (arrêté en janvier 1952) et au Maroc face à l'Istiqlal dont le sultan Mohammed Sidi Ben Youssef (déporté en août 1953) refuse de se dissocier, pousse les nationalistes algériens à relancer eux aussi la lutte pour l'émancipation. Après avoir rompu avec le grand leader autonomiste Messali Hadj, placé en résidence surveillée en France, un groupe dissident, emmené par neuf militants historiques, fonde le Front de libération nationale (FLN) dont la branche armée (ALN) reçoit immédiatement pour mission de déclencher l'insurrection et d'amener l'indépendance par la force des armes.

Tout en ayant reconnu la légitimité de la présence française en Afrique du Nord au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les alliés occidentaux n'avaient cessé de prôner une libéralisation du colonat afin de préparer le terrain à une indépendance leur apparaissant comme inéluctable[6]. La décision du gouvernement Mendès France de mener une politique de désengagement raisonné des protectorats marocain et tunisien est ainsi saluée par les Britanniques et les Américains. En Algérie

cependant, le même gouvernement souligne son attachement au statut de 1947 qui faisait de la « colonie » un pan à part entière du territoire national. Si cette vision intégrationniste leur est toujours apparue comme une utopie suicidaire, les Anglo-Saxons affichent à l'éclatement des troubles une solidarité sans faille envers leur allié français[7]. Londres et Washington ont alors accepté l'idée que le « statut de grande puissance [de la France] dépende directement du maintien de ses positions en Afrique du Nord[8] ». La préservation de l'Alliance atlantique et la solidité du dispositif militaire français apparaissent alors d'autant plus nécessaires que le réarmement allemand a été repoussé par l'échec de la Communauté européenne de défense au mois d'août 1954. Les deux alliés défendent donc fermement la position française contre l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1955[9].

L'insurrection que d'aucuns espéraient éphémère parvient néanmoins à s'étendre, mobilisant ses combattants au nom de la guerre sainte (*jihad*), s'organisant en maquis structurés autour de cinq régions (*wilayat*), et implantant son organisation (*nizâm*) au cœur même de la population, dont elle obtient la coopération, de gré ou de force. Le soutien populaire à la cause nationaliste se nourrit aussi de la stratégie de provocation mise en œuvre par le FLN et des représailles par lesquelles s'empressent de répondre les autorités françaises. C'est notamment le cas à la suite des évènements du 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois, lorsque plus d'une centaine d'Européens sont massacrés, principalement à Philippeville. L'armée, à laquelle se joignent des citoyens vindicatifs, se livre alors à une riposte particulièrement brutale dont le bilan humain, encore débattu, se chiffre à plusieurs milliers de victimes. Cette spirale de la violence creuse à jamais l'écart entre les communautés, marquant ainsi le « point de non-retour de l'insurrection[10] ».

Disposant d'une nouvelle majorité formée début 1956 à l'Assemblée nationale, le nouveau président du Conseil, Guy Mollet, se révèle vite incapable de renverser la dynamique. La décision d'envoyer le contingent servir en Algérie et l'allongement de la durée du service militaire permettent de doubler les effectifs – 400 000 hommes en juillet 1956 – mais ne peuvent empêcher l'ALN de poursuivre son implantation territoriale et d'atteindre, l'année suivante, près de 60 000 combattants (dont 10 000 à l'extérieur des frontières). Par ailleurs, l'envoi en Algérie d'effectifs

pléthoriques, normalement affectés à la défense de l'Europe, ne laisse pas d'inquiéter les Alliés[11]. Au mois d'octobre, Washington estime désormais que « la rébellion algérienne détourne dangereusement les forces militaires françaises de l'OTAN et accapare toutes les énergies politiques[12] ».

Afin de justifier le redéploiement massif de ses ressources militaires en Algérie, Paris imagine alors un argumentaire visant à replacer ce conflit colonial dans un cadre de guerre froide. Inscrits dès 1949 dans la zone couverte par le traité de l'Atlantique Nord, les trois départements d'Oran, Alger et Constantine sont soudain présentés comme « le centre de gravité du système [de défense] français, et, dans un cadre plus large, de l'Europe occidentale[13] ». Tout comme en Indochine, la France espère présenter sa guerre coloniale comme vitale à la défense du monde libre. Le gouverneur de l'Algérie, Jacques Soustelle, qui soulignait déjà en 1950 l'unité des guerres de Corée et d'Indochine, appelle en 1956 à former « un front uni des trois puissances occidentales […] non seulement pour le salut de la France mais pour celui de tout le monde occidental […] car si le drapeau tricolore est descendu en Algérie, le drapeau rouge flottera bientôt sur Paris[14] ». Les officiers revenus d'Indochine et déployés pour une grande partie d'entre eux en Algérie sont d'importants relais de cette interprétation « connectée » du drame algérien. Frappés par la ressemblance des méthodes du FLN avec celles du Vietminh – certains allant jusqu'à qualifier les combattants algériens de « Viets[15] » –, ces derniers en déduisent l'unité profonde des deux conflits et leur inscription dans une seule et même guerre. Dans une discussion avec le représentant américain à l'ONU, Henry Cabot Lodge Jr., Guy Mollet se sert lui-même de l'argument des passerelles doctrinales pour justifier l'inscription du conflit dans la guerre froide :

> Le héros mondial vers lequel se tourne aujourd'hui [le FLN] n'est pas un chef algérien ; ce n'est pas non plus le colonel Nasser ou même Khrouchtchev. L'homme dont tout le monde parle est Mao Zedong. Ceci est dû au fait que le cœur du mouvement d'indépendance en Algérie est fait d'anciens soldats de l'armée française. Nombre d'entre eux auraient été faits prisonniers en Indochine où ils y ont subi un lavage de cerveau par les communistes chinois[16].

Le général Salan, commandant en chef des forces françaises en Algérie, ne dit pas autre chose dans sa lettre à l'amiral Radford, chef d'état-major des armées américaines, lorsqu'il évoque « l'installation [en Algérie] d'un régime politique identique à celui du Vietminh. […] Un système

essentiellement communiste qui tend à s'infiltrer rapidement et à contaminer toute la population[17] ». Souvent jugées comme relevant d'un anticommunisme de mauvais aloi, ces thèses ne convainquent qu'à moitié les grands alliés de la France, confortés par leurs propres contacts avec les chefs nationalistes algériens – notamment Ferhat Abbas et Abderrahmane Kiouane – et leurs promesses d'une Algérie indépendante et non communiste[18]. Début 1957, John F. Dulles continue pourtant à croire qu'une « indépendance prématurée pourrait être détournée par des extrémistes, typiquement des communistes[19] ». L'année suivante, il s'avoue même ébranlé par la chaleureuse réception réservée au gouvernement provisoire algérien à Pékin et Hanoï[20]. À Londres aussi, certains s'interrogent. Tout en estimant limités les risques d'une bascule du Maghreb dans le camp soviétique, le SIS n'en trace pas moins des parallèles avec l'Indochine au travers de « l'organisation politique, des techniques de contrôle populaire et d'insurrection armée employés par le Vietminh comme le FLN[21] », allant jusqu'à qualifier le mouvement de libération nationale de « proto-communiste ». Le Premier Ministre Harold Macmillan s'inquiète d'ailleurs des rapports l'informant du « passage "d'experts" russes et chinois s'infiltrant en Algérie pour y aider à la conduite d'opérations contre les Français[22] ».

Quelle est la part du fantasme et celle de la réalité de cette « connexion orientale » du FLN ? Il semble aujourd'hui acquis que l'exemple indochinois a pu inspirer les combattants du FLN et que les méthodes du Vietminh et de la guerre révolutionnaire maoïste ont circulé et influencé les pratiques, ainsi que le laissent présumer les multiples visites de délégations de l'ALN à Hanoï[23]. Cependant, comme le souligne le spécialiste des guérillas Gérard Chaliand, il faut bien se garder de « confondre idéologie et organisation[24] » et l'emploi des méthodes maoïstes ne signifie pas pour autant l'adoption d'un même programme politique. Sur le plan des proximités diplomatiques et géopolitiques du FLN, l'historiographie la plus impartiale s'accorde sur ce que « la théorie de la subversion comportait une faible part de vérité, [mais] qui s'est accrue progressivement au cours de la guerre[25] ». Pour des raisons souvent plus pragmatiques qu'idéologiques, les dirigeants algériens sont en effet allés chercher le soutien là où il était le plus fort. Face aux hésitations occidentales, les régimes panarabes et les

pays du bloc communiste sont effectivement apparus comme des alliances plus solides.

Dès la fin 1956, le discours de « justification par la subversion » peine cependant à cacher la réalité d'un pouvoir politique incapable de s'opposer à l'intransigeance ni du lobby colonial ni d'une société militaire revancharde, convaincue d'être engagée dans une guerre totale pour la survie de la civilisation occidentale. La calamiteuse expédition de Suez, déclenchée à la fin du mois d'octobre 1956, incarne, aux yeux des États-Unis, l'exemple même du risque inhérent à un aventurisme militaire jusqu'au-boutiste[26]. En Grande-Bretagne, le nouveau gouvernement d'Harold Macmillan fait amende honorable et conclut à l'impossibilité de s'opposer à la subversion par une action militaire et unilatérale[27]. La France en tire quant à elle des conclusions opposées, comme le démontre l'escalade de sa politique algérienne et son désenchantement croissant vis-à-vis de l'OTAN[28]. L'arraisonnement en ce même mois d'octobre 1956 d'un avion transportant de Rabat à Tunis cinq dirigeants du FLN (Ben Bella, Khider, Lacheraf, Boudiaf et Aït Ahmed) mais surtout le bombardement meurtrier de la ville tunisienne de Sakiet Sidi Youssef en février 1958, suscitent l'émoi international et renforcent la crainte que, par sa politique outrancière, la France ne provoque une internationalisation du conflit par laquelle le Maroc et la Tunisie, prenant fait et cause pour leurs frères arabes, en viendraient à basculer dans le camp nassérien[29].

C'est dans ce contexte tendu qu'intervient la tentative de coup d'État à Alger le 13 mai 1958 qui devait précipiter la fin de la IV^{e} République. Si le retour du général de Gaulle est accueilli positivement par les Anglo-Saxons, les évènements d'Alger n'en sont pas moins perçus avec une certaine inquiétude à l'égard de la dérive radicale et antilégitimiste des colons et d'une partie de l'armée[30]. Et pour cause, au fur et à mesure qu'il renonce à ses promesses du printemps 1958 en faveur d'une « Algérie française » et s'oriente vers l'idée d'un droit à l'autodétermination, de Gaulle se heurte à une opposition de plus en plus farouche d'une partie de l'armée acquise à la doctrine de la guerre subversive, désireuse de prendre sa revanche sur les renoncements de Genève et Suez. Dans ce face-à-face entre Alger et Paris, l'armée est de plus en plus poussée à l'action par une frange plus ou moins radicale de la minorité européenne craignant l'abandon de la métropole.

Le rappel de Salan, « faiseur de roi » au soir du 13 mai, dès le mois de décembre 1958 atteste de cette divergence progressive entre l'armée et le pouvoir gaullien. Un an plus tard, c'est au tour de Massu, autre figure charismatique de l'armée française, d'être écarté du théâtre algérien. Son renvoi provoque la « semaine des barricades » à Alger en janvier 1960 où l'on voit une nouvelle fois des officiers assumer leur connivence avec les « ultras » de l'Algérie française. Au cours de cette année, de Gaulle évolue progressivement d'un soutien initial à « la plus française des solutions » vers l'idée d'une « Algérie algérienne ». Au lendemain du référendum, approuvé le 8 janvier 1961 par 75 % des Français, sur le droit à l'autodétermination du territoire algérien, le gouvernement ouvre des négociations avec le FLN en vue d'un cessez-le-feu et dans la perspective d'une indépendance désormais considérée comme inévitable[31].

Dans la tourmente de ces dernières années de la guerre, Eisenhower comme Kennedy apporteront un soutien sans faille au régime gaullien[32]. Quant à Londres, la perspective d'un affrontement entre une métropole décolonisatrice et des colons intransigeants est ressentie comme un avertissement à l'aune de ses propres enjeux coloniaux, en Rhodésie notamment où la minorité blanche menace elle aussi de faire sécession[33]. La subversion semble alors connaître un curieux dédoublement, le péril ne provenant plus seulement du communisme et du nationalisme révolutionnaire, mais aussi du colonialisme suprématiste et réactionnaire, capable d'emprunter à son tour le chemin de la guerre irrégulière, comme le démontre la création de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) à Madrid le 13 février 1961 et dont les actions paramilitaires – relevant pour l'essentiel du terrorisme urbain (assassinats, attentats à la bombe, etc.) – visent à faire dérailler le processus d'indépendance.

L'adaptation tactique de l'armée française en Algérie

Tandis que sur le plan géopolitique la guerre d'Algérie est interprétée au prisme de la « menace subversive », sur le plan militaire, elle est aussi l'occasion de décontextualiser les leçons d'Indochine et de les ériger en un véritable concept stratégique. C'est au cours de cette période cruciale que la France va s'ériger en modèle militaire pour de nombreuses armées alliées, à

travers sa doctrine d'action psychologique mais aussi de ses procédés originaux en matière de tactiques de contre-guérilla et de renseignement.

La priorité de l'armée française est logiquement donnée à la « guerre contre les bandes » de l'ALN. Les grandes lignes en sont codifiées dans une nouvelle doctrine, le Texte toutes armes (TTA) n° 123 *bis*, publié en 1956, qui introduit des concepts venus du monde des opérations spéciales, comme le « combat de corps à corps » ou le « tir instinctif[34] ». Pour détruire les katibats de l'ALN, le document propose une manœuvre en trois temps : tout d'abord la « nomadisation », qui vise à « retourner contre les rebelles l'insécurité qu'ils s'efforcent de faire jouer contre nous » et à amasser un maximum de renseignements ; puis le « bouclage », destiné à « isoler une zone suspecte » ; et enfin le « ratissage », dont l'objectif est de débusquer et détruire les forces de guérilla au sein d'une zone bouclée. À ces fins, la doctrine française exige des « unités aussi mobiles que possible » qui puissent tenir tête à un adversaire irrégulier bénéficiant d'une connaissance intime du terrain[35]. Pour ce faire, le TTA 123 préconise :

> – un allègement et un entraînement poussé du fantassin dans le sens de la rusticité ;
> – une utilisation généralisée de l'hélicoptère, seul moyen de transport intégralement tous terrains ;
> – l'existence de réserves instantanées, [disponibles] à tous les échelons[36].

Après avoir bâti leur réputation sur des opérations spectaculaires en Indochine, les parachutistes émergent vite comme la figure de proue de cette entreprise de reconquête de la mobilité. Remontant aux premières unités aéroportées de la France libre, leur héritage est encore très empreint d'un imaginaire « commando », qui cultive le rôle du chef et la forte autonomie opérationnelle. Le sentiment d'appartenance à une « élite militaire » se traduit aussi par une politisation plus importante que dans les autres unités, ce qui vaudra aux « paras » une sulfureuse réputation à partir de la crise de mai 1958[37].

Sur le plan tactique, ces unités se distinguent par un sens aigu de l'innovation, qui les pousse notamment à embrasser les premiers les possibilités offertes par l'hélicoptère. Créée en 1954, l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) se présente de fait comme un prolongement technologique des troupes aéroportées[38]. Dès 1955, l'ALAT dispose en

Algérie d'une flotte de près de trois cents appareils – Sikorski H-34 Choctaw ou Vertol H-21 Shawnee, dits « bananes volantes[39] ». Troupes aéroportées et voilure tournante trouvent leur apogée tactique avec les « commandos de chasse[40] » nés en décembre 1958 de la volonté du général Challe de faire fructifier l'expérience du colonel Bigeard, à la tête du 3e régiment de parachutistes coloniaux[41]. Ces unités profitent à plein du gain de mobilité offert par l'hélicoptère qui leur permet de rabattre les bandes rebelles jusqu'à épuisement. Une fois isolée, la katiba est ensuite neutralisée par l'intervention rapide de réserves héliportées.

Ces procédés de chasse sont complétés par un « bouclage » général du territoire algérien à ses frontières, *via* l'érection de barrages minés et électrifiés à l'ouest (« ligne Pédron ») dès l'automne 1956 et à l'est (« ligne Morice ») à partir de l'été 1957. Redoutables dans leur efficacité, ces dispositifs rendent pratiquement impossible l'infiltration en Algérie d'unités de l'ALN basées en Tunisie et au Maroc[42]. Ainsi privé de base arrière au sens militaire du terme, le FLN voit progressivement s'éloigner l'espoir d'un scénario à l'indochinoise et le rêve d'un « Diên Biên Phu algérien ». Le succès militaire des tactiques françaises apparaît nettement avec les grandes opérations du « plan Challe » – du nom du général ayant succédé à Salan à la tête des forces françaises en Algérie. Déclenché en février 1959, ce dernier consiste à dérouler un « rouleau compresseur » d'ouest en est : depuis l'Oranais, région la mieux tenue, jusqu'aux bastions du FLN dans les massifs du Constantinois.

En marge de la contre-guérilla « conventionnelle », la guerre d'Algérie est aussi le théâtre de nombreuses opérations clandestines de la part des services spéciaux, et notamment du 11e choc, qui déploie un « groupement de marche » dans le pays à partir de décembre 1954[43]. Là encore, l'influence de l'Indochine pèse lourdement sur les schémas tactiques. Suivant les conseils du colonel Trinquier qui prônait dès 1955 « la création d'un service analogue [au GCMA d'Indochine] dans la guerre qui vient de s'ouvrir en Afrique du Nord[44] », les services spéciaux cherchent à jouer sur les divisions ethniques. Au printemps 1956, ils forment des commandos issus de la tribu kabyle des Iflissen dans le cadre de la « Force K », également connue sous le nom d'opération *Oiseau bleu*[45]. Celle-ci est cependant vite infiltrée par le FLN qui en profite pour se ravitailler en armes et en vivres. Cet échec n'empêche pas d'autres tentatives comme

celle de Belhadj Djillali dit « Kobus », ancien nationaliste retourné par la DST qui implante pendant plus d'un an son organisation dans la vallée du Chélif. Autour de Djelfa, Mohammed Ben Lounis dit « Bellounis », partisan de Messali Hadj et à ce titre rival du FLN, reçoit lui aussi l'aide des services français, avant que ces derniers ne se retournent finalement contre lui[46]. De toutes ces expériences, seul le contre-maquis de Si Cherif, monté à l'été 1957, parvient à perdurer jusqu'à la fin des combats, en mars 1962[47].

Les services spéciaux français démontrent également en Algérie leur savoir-faire en matière de manipulation et d'intoxication. L'exemple le plus célèbre est sans aucun doute l'opération connue sous le nom de « bleuïte », pilotée en 1957 par le capitaine Paul-Alain Léger, ancien des SAS de la France libre, instructeur au GCMA, et commandant le groupe de renseignement et d'exploitation (GRE) au cours de la bataille d'Alger[48]. Retournant à son profit les méthodes d'infiltration et de noyautage du FLN, il parvient, par diverses manipulations, à répandre des rumeurs de trahison chez ses adversaires et à susciter ainsi de violentes purges qui affaiblissent mortellement la wilaya III du colonel Amirouche[49].

Au plan militaire, les succès de la contre-guérilla sont indiscutables. Entre 1958 et 1960, l'ALN de l'intérieur a perdu au moins la moitié de ses effectifs[50]. Elle est contrainte de renoncer aux opérations d'envergure et doit retourner à la clandestinité dans bon nombre de régions. Le meilleur exemple en est certainement l'« affaire Si Salah », du nom de guerre du commandant de la wilaya IV (Algérois) qui, reprochant aux dirigeants en exil et à l'« armée des frontières » d'abandonner les combattants de l'intérieur, demande à négocier avec le gouvernement français[51]. Au printemps 1960, ce dernier est reçu à l'Élysée par le général de Gaulle, qui cherche encore à promouvoir la « paix des braves ». Un accord de principe est trouvé et un communiqué de presse paraît même dans *Le Monde* dans lequel Si Salah et ses subordonnés immédiats « ordonne[nt] à toutes les unités fidaiyounes [combattantes] de cesser toute activité contre les établissements publics […], contre les véhicules et personnes civiles musulmanes et européennes[52] ». Le mouvement ne parvient cependant pas à entraîner d'autres dirigeants nationalistes : au contraire, Si Salah est arrêté et destitué, son bras droit Si Lakhdar est même assassiné par le FLN. De Gaulle touche ici du doigt les limites de sa « victoire militaire » contre un

adversaire ayant d'ores et déjà gagné, à New York, à Moscou, mais surtout dans les campagnes d'Algérie, la bataille politique.

La guerre contre les cadres : renseignement et mesures d'exception

Si les leçons de la guerre d'Indochine ont accru les capacités tactiques françaises en matière de contre-guérilla, elles ont aussi souligné la dimension non militaire des insurrections. Le colonel Hogard, doctrinaire de la guerre révolutionnaire, estime ainsi que « la destruction des forces rebelles n'est pas un but en soi, [car] tant que l'infrastructure adverse reste en place, l'ennemi garde son contrôle effectif sur les populations et peut renouveler ses effectifs décimés[53] ». Cette infrastructure, aussi appelée « organisation politico-administrative » dans le jargon doctrinal français, renvoie aux cadres politiques de l'insurrection (propagandistes, collecteurs de fonds, vigies, etc.). L'application d'une logique de guerre à l'encontre de ces militants, souvent non combattants, va confronter la République française à un difficile arbitrage entre les impératifs stratégiques de la guerre irrégulière et le respect de l'État de droit.

Le problème est d'autant plus épineux que, sur le plan légal, l'Algérie est un territoire français, dans lequel les insurgés sont des justiciables bénéficiant de droits civiques. Le système de répression judiciaire classique est cependant vite dépassé. On compte en 1954 moins de 7 000 policiers et gendarmes pour les trois départements : ceux-ci ne pèsent pas lourd face aux 80 000 soldats déjà présents sur le terrain[54]. Paris cherche alors à dégager des marges de manœuvre en instaurant des mesures d'exception, sans pour autant céder le contrôle aux militaires. Prenant exemple sur le modèle britannique adopté en Malaisie et au Kenya, le Parlement vote en avril 1955 la loi sur l'état d'urgence qui dote les autorités civiles de pouvoirs exceptionnels, comme l'instauration de couvre-feux, la censure de la presse, la facilitation des perquisitions et les assignations à résidence, qui vont vite déboucher sur la création de camps de détention administrative[55].

Prorogé pour six mois, l'état d'urgence prend fin au début de l'année 1956, date à laquelle le gouvernement de Guy Mollet obtient du Parlement des « pouvoirs spéciaux » qui l'autorise entre autres à transférer à l'armée

« l'ensemble des pouvoirs de police normalement dévolus à l'autorité civile[56] ». C'est justement ce que va faire le préfet d'Alger, Serge Baret, le 7 janvier 1957, en remettant ses pouvoirs au général Massu, commandant la 10e division parachutiste. La ville est alors en proie à une campagne d'attentats que la police se révèle incapable d'arrêter. Et pour cause, il y a moins d'un millier de fonctionnaires de police à Alger quand le FLN y disposerait d'un réseau d'environ 5 000 militants. Cet épisode qui inaugure le début de la « bataille d'Alger » est significatif de la militarisation des institutions républicaines face aux enjeux de l'insurrection et d'une réelle inversion du rapport de force institutionnel : à l'opposé de ce qui s'est passé en Malaisie ou au Kenya, c'est la police désormais qui est subordonnée aux militaires. En ce même mois de janvier 1957, le colonel Hogard écrit que, face à la subversion, « l'état de paix n'existe plus [et que] le gouvernement doit en permanence bénéficier d'une partie au moins des pouvoirs exceptionnels qui lui ont toujours été reconnus en temps de guerre[57] ».

La mise au pas de l'autorité civile à Alger et les indéniables résultats obtenus par Massu semblent avoir conduit une partie du haut commandement à envisager une étape supplémentaire dans l'adaptation du dispositif légal. Début 1958, l'état-major de l'armée confie au général de Brébisson la présidence d'un groupe de travail baptisé « Légalité et guerre subversive » ayant pour mission de « déterminer les moyens législatifs et administratifs nécessaires aux forces de l'ordre engagées dans la guerre subversive […] sous le triple aspect préventif, offensif et répressif[58] ». Dans son rapport final d'avril 1958, Brébisson conclut à l'« insuffisance des textes existants » : fustigeant le « caractère bicéphale » de la répression, il recommande la mise en place d'un chef unique, vraisemblablement militaire, « couvrant tous les domaines, car la guerre révolutionnaire s'infiltre partout[59] ». De nouvelles mesures sont ainsi proposées, comme la possibilité de suspendre des élus ou encore l'accélération des procédures pénales sur le modèle des cours martiales. Seule l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle semble avoir permis de mettre un terme à ce projet qui altérait en profondeur la nature démocratique et républicaine de l'État.

Les impératifs de la guerre révolutionnaire ne sont pas uniquement juridiques, ils sont aussi opérationnels. À ce titre, la « bataille d'Alger[60] » qui s'étend sur la majeure partie de l'année 1957 va exercer une influence décisive sur les méthodes de démantèlement de l'infrastructure clandestine

du FLN. Avec l'aide de son adjoint, le colonel Godard, ancien chef de corps du 11e choc, Massu entreprend de quadriller la ville au moyen de ses quatre régiments : le 1er RCP du colonel Mayer, le 1er REP du colonel Jeanpierre, ancien résistant, le 2e RPC du colonel Château-Jobert, dit « Conan », ancien de la brigade SAS et secondé d'Albert Fossey-François, passé lui aussi par la Résistance et patron de l'action psychologique en Indochine, et pour finir le 3e RPC du colonel Bigeard, déjà célèbre pour ses sauts spectaculaires sur Diên Biên Phu[61]. S'y ajoutent deux adjoints, tous deux issus des commandos d'Indochine, respectivement chargés du renseignement et des opérations spéciales : le colonel Trinquier et le commandant Paul Aussaresses. Les méthodes de cette équipe de « choc » seront codifiées par Massu dans une directive largement diffusée sur la « destruction de l'infrastructure rebelle » qu'il décompose en trois étapes :

> 1/ *Le premier maillon de la chaîne*. Dans chaque quartier, […] la troupe sera utilisée de nuit en embuscades de 4 ou 5 hommes [complétés de] patrouilles très nombreuses. Le vaste filet ainsi tendu prendra fatalement un tueur, un agent de liaison, etc. Le hors-la-loi arrêté sera interrogé immédiatement et les renseignements qu'il fournira [seront] exploités sur l'heure.
>
> 2/ *Suivre la filière*. Au fur et à mesure que les renseignements arriveront […] l'action en surface perdra de son importance au profit de l'action précise sur renseignement. La vitesse est primordiale dans ce genre d'action. […] Il faut orienter l'interrogatoire vers la connaissance des hiérarchies militaires et politiques rebelles. Il sera quelquefois plus payant de connaître l'homologue politique d'un chef militaire […]. Il sera souvent possible à un membre d'une cellule de donner des indications sur la cellule voisine, à un collecteur de fonds de donner un terroriste, car l'isolement des cellules n'est souvent que théorique chez le FLN […].
>
> 3/ *Détruire le réseau*. À partir du moment où la filière suivie par une compagnie fera apparaître le nom d'un chef déjà mentionné par une autre compagnie, il deviendra possible d'esquisser quelques lignes de la « pyramide » du commandement adverse. L'officier de renseignement orientera alors les recherches vers les « trous » du puzzle[62].

La clandestinité constituant la seule vraie défense de l'adversaire, c'est sur le renseignement que repose l'effet majeur. De fait, les retours d'expérience de la 10e DP, largement diffusés aux différents centres de formation, soulignent que « l'importance des résultats obtenus […] est due en particulier à l'excellente organisation des équipes de renseignement opérationnel et des centres d'interrogatoire[63] ». Cette remarque n'est évidemment pas anodine, alors que se multiplient dès cette époque les accusations de torture[64]. Si le recours à celle-ci était inscrit de longue date dans l'*habitus* colonial, la bataille d'Alger a joué un indubitable rôle de

catalyseur dans sa systématisation[65]. Dans une étude datée de novembre 1958, qui devait plus tard être publiée comme livre sous le titre *La Guerre moderne*, Roger Trinquier n'hésite pas à justifier l'emploi de telles mesures pour obtenir les informations désirées :

> Pour cet interrogatoire, [l'insurgé] ne sera certainement pas assisté d'un avocat. S'il donne sans difficulté les renseignements demandés l'interrogatoire sera rapidement terminé ; sinon, des spécialistes devront par tous les moyens lui arracher son secret. Il devra alors, comme le soldat, affronter la souffrance et peut-être la mort qu'il a su éviter jusqu'alors[66].

Quel que soit le regard éthique jeté *a posteriori* sur ces méthodes, la satisfaction du haut commandement ne fait aucun doute, qui souligne dès le mois de mai les « heureux résultats obtenus par [la] 10e DP » et propose à Robert Lacoste, ministre résident en Algérie, de « diffuse[r] largement la note de référence […] s'inspirant des méthodes [de la bataille d'Alger][67] ». C'est en effet à partir de l'été 1957 que Salan obtient d'accroître son dispositif de renseignement *via* le Centre de coordination interarmées (CCI), censé centraliser le renseignement à l'échelle de tout le théâtre, et dont le « service P » se spécialise bientôt dans la lutte contre-subversive[68]. Importés directement d'Indochine, les détachements opérationnels de protection (DOP) jouent en Algérie le rôle d'antennes du service P dans chaque secteur du territoire. Ils y disposent d'équipes mobiles capables de se déplacer au plus près des prisonniers, ainsi que de locaux spécialisés où ils pratiquent des interrogatoires où la violence physique et morale devient vite quotidienne.

Au fur et à mesure que se développe leur action, les DOP établissent des liaisons avec des « commandos spécialisés[69] » à même d'exploiter sur-le-champ les renseignements chèrement acquis et de remonter ainsi la filière. En l'espace d'un an, ces derniers deviennent le cœur battant de la lutte contre l'infrastructure politique du FLN. Le 3 septembre 1958, le ministre des Armées, Pierre Guillaumat, souscrit au rapport du général Salan exigeant l'accroissement des effectifs du service P, reprenant la déclaration d'un commandant de zone selon lequel « en guerre révolutionnaire un DOP vaut un bataillon[70] ». Restés largement en dehors de tout contrôle légal, protégés par le secret opérationnel d'une justice considérée comme inadaptée aux nouvelles formes de guerre, les DOP

incarnent sans aucun doute l'un des aspects les plus sombres de la contre-subversion française. Le coût moral et politique exorbitant de cette systématisation de la torture est très significatif de l'incapacité des tenants français de la guerre irrégulière à accepter l'interaction fondamentale entre tactique et stratégie. Si les méthodes d'interrogatoire brutales ont démontré, dans une certaine mesure, leur efficacité immédiate, leur dénonciation par une part grandissante de l'opinion publique, en France comme à l'étranger, va jouer un rôle déterminant dans le renoncement final du pouvoir politique à poursuivre une entreprise consistant à « gagner la guerre en perdant son âme[71] ».

La guerre pour les populations : le contrôle des corps et des esprits

Aussi importante qu'elle puisse apparaître aux yeux d'une culture stratégique habituée à faire porter tous ses efforts sur la destruction de l'adversaire, la lutte contre-subversive ne peut pas à elle seule suffire à l'emporter face à des mouvements insurrectionnels profondément ancrés dans les aspirations populaires. Dans leur lutte contre les « vents du changement », les autorités françaises vont déployer en Algérie un dispositif complexe visant à s'assurer par divers moyens du contrôle, à défaut du soutien, des populations. Désireux de renforcer la présence de l'État dans les zones rurales, le gouverneur général Jacques Soustelle a créé dès le mois de septembre 1955 une trentaine de sections administratives spécialisées (SAS) dont le but est de combler dans les campagnes un vide de gouvernance qui profitait au FLN[72]. Dans leur conception même, les SAS reflètent une certaine tradition coloniale française, héritée de Lyautey et du « rôle social de l'officier[73] ». Elles reçoivent d'ailleurs dès leur création l'apport d'officiers des Affaires indigènes ayant quitté le Maroc suite à l'indépendance. Installées dans des douars parfois très reculés, ces unités territoriales y assurent des fonctions variées de gouvernance locale, d'aide au développement, de soutien sanitaire, voire d'encadrement scolaire[74]. Les SAS semblent d'emblée en cohérence complète avec les théories de la guerre révolutionnaire qui prônent une armée étroitement imbriquée aux

populations, vecteur principal d'une « action sociale large et généreuse […] pour ramener à nous des populations malheureuses[75] ».

Vitrine politique de la pacification, cette action locale est complétée à l'arrivée du général de Gaulle par l'annonce, en octobre 1958, du plan dit de Constantine, dont il confie la réalisation à Paul Delouvrier, ancien inspecteur des finances nommé délégué général pour l'Algérie. Ce plan d'investissement de plus de deux milliards de francs entend engager le territoire sur la voie de la modernisation par l'industrialisation rapide et la mise en valeur des ressources agricoles et hydrocarbures du pays. Mais la priorité donnée aux dépenses militaires, l'adoption d'une politique de désengagement ainsi que la frilosité du secteur privé auront raison de ce projet dont l'investissement en 1962 ne sera péniblement parvenu qu'à 13 % de ses ambitions initiales[76].

Faute de parvenir à gagner les cœurs, la France cherche à « contrôler les corps ». Dès le début de l'année 1955, elle adopte une politique de regroupement, similaire à celle déjà observée au Kenya ou en Malaisie. Confronté à l'extrême morcellement de l'habitat rural traditionnel et à l'impossibilité de le quadriller entièrement, le commandement français se lance dans la création de camps de regroupement[77]. La diffusion progressive des réflexions doctrinales associées à la doctrine de la guerre révolutionnaire invite alors certains officiers à s'emparer de la célèbre métaphore maoïste : « Le rebelle vit dans la population comme un poisson dans l'eau, retirez l'eau et le poisson crève[78]. » Le corollaire du regroupement est l'apparition de « zones interdites » théoriquement vidées de leurs habitants, dans lesquelles les bandes de l'ALN sont susceptibles d'être « traitée[s] par des moyens économiques, parce que brutaux et sans discernement (surveillance ou *strafing* aériens ; raids commandos, etc.)[79] ».

Il ne peut y avoir aucun doute quant au caractère coercitif du regroupement : bien souvent réticents à l'abandon de leurs hameaux (*mechtas*), les paysans algériens sont déplacés de force dans des camps sécurisés par l'armée, entourés de fils barbelés et de miradors et aux conditions sanitaires bien souvent accablantes[80]. L'Algérie comptera près de 2 350 000 regroupés, auxquels s'ajoutent 1 175 000 déplacés ayant fui les « zones interdites » pour s'installer dans des bidonvilles à la périphérie des grandes villes : c'est 40 % de la population totale qui se voit ainsi « déracinée[81] ». Paul Delouvrier allait bien essayer, à partir du plan de

Constantine, d'en améliorer le quotidien *via* sa politique des « mille villages » par laquelle il espérait transformer les camps provisoires en de nouveaux villages, durables et prospères. Mais ce dernier trouve sur son chemin le veto systématique du haut-commandement, en premier lieu du général Challe, qui persiste à reléguer l'intérêt des populations au second rang, derrière les opérations militaires.

Les camps de regroupement sont également le lieu d'organisation de l'autodéfense des populations, point fondamental des leçons de l'Indochine et illustration du credo typique de la guerre révolutionnaire selon lequel la société tout entière doit être transformée en arme de guerre[82]. C'est donc pour des raisons autant stratégiques que tactiques que le gouvernement français va progressivement accroître le volume des forces supplétives, comme les groupes mobiles de police rurale, les groupes d'autodéfense, *harki* ou *moghazni*, tous destinés à enrôler les campagnes algériennes dans le camp de la France[83]. Cette stratégie d'embrigadement est aussi appliquée dans le milieu urbain. Précisément chargé par le général Massu de la mettre en œuvre au cours de la bataille d'Alger, le colonel Trinquier entend retourner à son profit un système de mobilisation prisé de son adversaire :

> Le contrôle des masses par [des] « hiérarchies parallèles » est l'arme maîtresse de la guerre moderne. C'est lui qui permet à nos adversaires de déceler rapidement tout élément hostile au sein des populations qu'ils asservissent. Ce n'est que lorsque nous aurons créé une organisation semblable que nous pourrons à notre tour déceler, puis éliminer rapidement les individus que l'ennemi tentera d'introduire chez nous[84].

Mis en place à Alger au printemps 1957, le dispositif de protection urbaine (DPU) procède à l'organisation de l'espace urbain en cercles concentriques (quartier, îlot, maison), dont les habitants sont consciencieusement recensés. À chaque échelon, un responsable, volontaire ou désigné, reçoit la charge de surveiller l'activité des habitants et de les consigner dans des fiches remises ensuite aux autorités. Tout en se voulant rassurant sur le rôle essentiellement défensif et temporaire d'un tel dispositif, Trinquier lui-même reconnaît « l'analogie apparente avec certaines organisations totalitaires [ce qui] heurtera certainement notre vieil esprit individualiste et fera courir à nos libertés des dangers qu'il ne faut pas minimiser ».

Pour compléter le « contrôle des corps », l'armée s'investit aussi dans celui des « âmes », lequel conduit à placer l'action psychologique au cœur de la doctrine française[85]. Le colonel Charles Lacheroy, revenu d'Indochine en 1953 pour prendre la tête du Centre d'études africaines et asiatiques (CEAA), est sans aucun doute la figure de proue de ce courant[86]. Conférencier infatigable au talent rhétorique incontestable, il réunit autour de lui un certain nombre d'officiers subalternes, anciens combattants d'Indochine, qui, comme le commandant Hogard, concluent à la « nécessité vitale de transformer notre mentalité et notre appareil politico-militaire[87] ». Personne n'a sans doute mieux que Raoul Girardet analysé la résonance personnelle de cette notion d'action psychologique pour une génération d'officiers « coupée d'une collectivité nationale dont ils ont le sentiment d'être incompris et qu'ils jugent avec l'habituelle rigueur de l'homme de guerre à l'égard du monde de l'arrière[88] ». Par sa théorie, Lacheroy leur offre l'explication des échecs de Suez et Genève – voire de la défaite de 1940 – tout autant, le croit-il, que le secret de la victoire en Algérie.

Profitant des connexions de ses élèves, pour certains fils de grands commandeurs de la défense nationale, Lacheroy obtient de réaliser des conférences dans des cadres plus larges, comme à l'Institut des hautes études de défense nationale, ou même dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne[89]. En l'espace de quelques mois, l'action psychologique devient le nouveau mot-valise de la pensée stratégique française, alimenté par des études officielles et une imposante littérature grise[90]. Séduit par ses réflexions, le ministre de la Défense Maurice Bourgès-Maunoury le nomme, au printemps 1956, à la tête d'un service d'action psychologique et d'information de la défense nationale et des forces armées, placé directement sous son autorité. Lacheroy cumule bientôt ces fonctions avec celles de directeur du service d'action psychologique du SGDN, créé en 1950, pour le compte de la présidence du Conseil.

Ainsi placé à la tête des plus hautes institutions françaises en la matière, le colonel théoricien s'attelle rapidement au chantier doctrinal. Il débouche sur la publication, au mois de juillet 1957, d'un nouveau règlement : le TTA 117*, Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*. Lacheroy y reprend la devise de Templer en Malaisie, affirmant que « la doctrine de la guerre révolutionnaire […] se fix[e] pour objectif le contrôle absolu des cœurs et des esprits[91] ». Suivant une démarche mimétique désormais bien

connue, il se propose de tirer profit des méthodes de l'adversaire que sont l'information et la propagande. Sous l'influence de personnalités hétérodoxes comme le colonel du SDECE Antoine Bonnemaison, le TTA 117 se fonde sur une lecture attentive – voire obsessionnelle – des œuvres de Lénine, Trotski, ou Mao, ainsi que d'ouvrages de psychologie sociale comme ceux de Le Bon ou Tchakhotine, dont il reprend les principaux mécanismes : « la simplification et le grossissement », « la répétition et l'orchestration », « l'insinuation », « le transfert de culpabilité », « la terreur » ou encore « l'effet majoritaire ». La doctrine fait également grand cas des vecteurs de l'arme psychologique, c'est-à-dire des différents moyens de communication, qu'ils soient graphiques (tracts, brochures, affiches, etc.), auditifs (conférence, annonce par haut-parleur, émission radio, etc.) ou visuels (théâtre, cinéma, télévision).

Afin de diffuser cette nouvelle doctrine, les autorités militaires mettent en place différents cursus d'enseignement. Le premier d'entre eux est le Centre d'instruction interarmées de l'arme psychologique (CIIAP), qui organise depuis Paris un roulement de stages longs – quatre à cinq mois – au profit d'officiers se destinant, pour la plupart, à partir en Algérie. C'est sur le terrain cependant que le gros des effectifs reçoit sa formation *via* le Centre d'instruction à la pacification et la contre-guérilla (CIPCG) installé en 1956 dans la commune oranaise d'Arzew, près de Mostaganem, qui, au plus fort de son activité, devait former près de 4 500 élèves par an, soit plus de la moitié des officiers de passage en Algérie[92]. Sous le commandement du colonel André Bruge, rescapé des camps de prisonniers du Vietminh, il devient le principal lieu d'incubation de la doctrine française de la guerre révolutionnaire[93]. Dernier maillon du dispositif, le Centre d'entraînement à la guerre subversive (CEGS) est établi en 1958 à la demande de Jacques Chaban-Delmas, successeur de Bourgès-Maunoury à la Défense, sous le commandement du colonel Bigeard, alors au faîte de sa gloire. Face aux théoriciens de l'action administrative qui brocardent les succès sans lendemain du « *condottiere*[94] », Bigeard y oppose une mystique du parachutiste, exaltant l'audace, le dépouillement et le sacrifice pour rallier les populations[95].

Ces discours ambitieux sur l'action psychologique ne peuvent cependant cacher le maigre bilan sur le terrain. La première expression opérationnelle de l'action psychologique est la mise en place à l'été 1956 de

trois compagnies de haut-parleurs et de tracts (CHPT), sur le modèle des Loudspeakers and Leaflet Companies développées à Fort Bragg dès 1952. Elles sont bientôt complétées de vingt-cinq officiers itinérants, tous anciens prisonniers des camps vietminh, chargés de promouvoir les méthodes d'action psychologique dans les unités territoriales déployées[96]. Mais la véritable transformation est la création à l'été 1957 de 5e bureaux dans tous les grands commandements régionaux. Nés de la volonté de Lacheroy d'imposer l'arme psychologique à tous les niveaux de la hiérarchie, ces derniers mettent rapidement la main sur les CHPT ainsi que sur les revues militaires *Contacts* et *Le Bled*. Mimant les « hiérarchies parallèles » du Vietminh en Indochine, ils promeuvent aussi divers mouvements et associations (jeunesse, femmes, anciens combattants) censés prendre en main la société civile. Les résultats sont pourtant loin d'être à la mesure des attentes. Partout, les officiers d'action psychologique semblent prisonniers de leurs conceptions théoriques et de leur manque d'ancrage local. La plupart d'entre eux ne parlent pas l'arabe et sont généralement bien incapables d'influencer une population prise entre deux feux, dont le souci immédiat tient moins à l'allégeance idéologique qu'à la survie au quotidien[97].

Faute de pouvoir influencer les campagnes d'Algérie, les 5e bureaux vont se retourner contre la métropole. Au cours de la crise de mai 1958, les officiers d'action psychologique sont les principaux moteurs des Comités de salut public qui fleurissent un peu partout en Algérie et dont la légalité discutable atteste de l'émancipation croissante du corps militaire à l'égard du pouvoir civil. Loin d'être reconnaissant de l'action qui l'a amené au pouvoir, le général de Gaulle ne cache pas son inquiétude face à cette dérive, conforté par son vieux scepticisme à l'égard de la propagande de guerre. Après avoir consolidé son pouvoir par une nouvelle Constitution, il démet en décembre le général Salan, principal héraut de la doctrine de la guerre révolutionnaire en Algérie. Il n'en faut pas plus que la collusion de certains officiers d'action psychologique avec les manifestants de la semaine des barricades en janvier 1960 pour donner l'occasion au nouveau ministre de la Défense, Pierre Messmer, de dissoudre les 5e bureaux dans lesquels il ne voit rien d'autre que de dangereux « commissaires politiques[98] ». Ce divorce consommé entre le pouvoir gaullien et les doctrinaires de la guerre révolutionnaire allait peser lourdement sur le

ralliement des seconds au mouvement séditieux des « ultras » de l'Algérie française, et ainsi sceller le destin de cette école de pensée stratégique.

Alors que le cessez-le-feu du 19 mars 1962 ouvre le dernier chapitre du processus menant à l'indépendance, l'échec de la stratégie française de guerre irrégulière semble sans appel. Malgré un intense effort d'adaptation tactique et conceptuel, malgré un indéniable succès opératif, qui laisse exsangue l'ALN de l'intérieur, les doctrinaires de la guerre révolutionnaire ont été incapables d'en tirer un quelconque bénéfice stratégique. S'étant engagés dans une guerre totale pour un objectif – la conservation de l'Algérie, et par là même de l'empire colonial – qu'ils estimaient relever de l'intérêt vital, ils se sont peu à peu éloignés de l'évaluation qu'en faisaient la population française et une part grandissante de la classe politique qui, sans être d'emblée favorables à l'indépendance, n'en étaient pas pour autant prêtes à assumer le coût moral, humain et financier. C'est de cette divergence que naît finalement l'échec. Dépourvue d'objectif viable, car dépourvue, jusqu'à l'arrivée du général de Gaulle, de véritable direction politique, la stratégie de guerre révolutionnaire ne pouvait donc espérer l'emporter face à des indépendantistes qui, en dépit de leurs faiblesses, portaient un projet cohérent, en résonance avec les aspirations profondes des populations.

Les débuts de l'école française à l'étranger

Malgré son échec final, l'expérience française de guerre irrégulière en Algérie connaît un rayonnement international sans précédent, l'amenant à diffuser largement ses innovations tactiques et opérationnelles. Puissance militaire établie et respectée, la France a une longue tradition de diplomatie de défense, qui l'a conduite à accueillir et à former des officiers étrangers depuis la fin du XIX^e^ siècle. Ces derniers sont donc logiquement exposés aux concepts de guerre révolutionnaire qui se diffusent dans l'enseignement militaire français. L'École supérieure de guerre reçoit ainsi chaque année une douzaine de stagiaires étrangers, parmi lesquels près de la moitié viennent d'Amérique latine[99]. La France contribue alors très directement au succès des doctrines antisubversives dans le sous-continent et ce bien avant que n'éclatent les premiers *focos* inspirés par la révolution cubaine.

Le territoire algérien devient lui-même un lieu de formation de certains officiers étrangers, à l'instar du CIPCG d'Arzew, qui reçoit en décembre 1958 la visite de cinq officiers belges parmi lesquels le commandant Louis Marlière, officier de renseignement au Congo qui sera deux ans plus tard impliqué dans l'assassinat de Patrice Lumumba[100]. Le Portugal du Dr Salazar se montre aussi un élève assidu des écoles françaises. Le colonel Hermes de Araújo Oliveira suit ainsi plusieurs formations en Algérie entre 1958 et 1959, et reçoit même la Légion d'honneur pour ses « missions spéciales au sein des forces françaises[101] ». Il en tire à son retour une série de conférences à l'académie militaire de Lisbonne, rassemblées ensuite dans un ouvrage intitulé *Guerra Revolucionária* qui deviendra vite une lecture obligatoire au Portugal ainsi qu'au Brésil. En 1959, le CIPCG accueille une autre mission de six officiers portugais, emmenés par le commandant Franco Pinheiro, chargé de rédiger une doctrine de guerre subversive, alors qu'une insurrection armée couve déjà en Guinée-Bissau et Cap-Vert, sous l'impulsion de la charismatique figure d'Amilcar Cabral. Publiée en 1960, la doctrine portugaise sera l'une des premières à faire la synthèse des approches françaises, britanniques et américaines de la guerre irrégulière[102].

Après s'être longtemps considérés comme les mentors des Français en la matière, les Britanniques s'intéressent eux aussi aux nouveaux concepts introduits en Algérie. Dès l'éclatement des premiers combats, Londres appelle ainsi ses représentants militaires en France à y mener des visites d'observation[103]. Au printemps 1955, le général Jackson, attaché militaire britannique à Paris, demande l'autorisation de « visiter la région agitée de l'Algérie », non sans rappeler qu'il a lui-même « beaucoup d'expérience dans ce genre d'insurrections, ayant servi au Kenya et dans d'autres parties du monde où [il] devai[t] accomplir des missions similaires[104] ». Alors même que les massacres de Philippeville à l'été 1955 amènent la presse internationale à se faire pour la première fois l'écho des exactions de l'armée française en Algérie, il apparaît d'autant plus important à l'état-major de « mieux mettre [ses] grands alliés en mesure d'apprécier les nécessités qui [l'ont] contraint aux récentes mesures[105] ». De fait, Jackson fait preuve de compréhension, voire de sympathie, à l'égard du travail de pacification de l'armée française en Algérie :

> [À la suite des massacres de Philippeville] il a été dit ici ou là que les troupes britanniques ne se seraient pas conduites de la même manière, mais il est difficile de trouver une pareille situation, depuis la révolte des Cipayes, où des forces britanniques ont été autant éprouvées que ces jeunes Français. […] Il est peut-être utile de rappeler qu'il y a eu au moins quatre cas démontrés d'exactions commises par la police ou les troupes britanniques au Kenya qui, elles non plus, n'étaient pas plaisantes à entendre. L'Algérie fait peut-être cinquante fois la taille du pays Mau Mau et ne compte que dix fois plus de troupes[106].

Moins d'un an après ce premier séjour, Jackson propose d'ailleurs d'organiser un programme d'« échanges au pair d'officiers britanniques dans les unités françaises […] d'Algérie ». C'est toujours dans cet esprit d'échange que le colonel Wilson, instructeur au Staff College de Camberley, se rend à plusieurs reprises à l'École de guerre pour y « parler des problèmes de Chypre et du Kenya », obtenant en échange « une visite de quelques jours en Algérie[107] ». En janvier 1957 et en juillet 1958, Wilson va observer les méthodes de l'armée française et produire un long rapport dans lequel il loue l'effort d'adaptation de l'armée française aux « nouvelles formes de la guerre subversive », s'enthousiasme devant le fonctionnement des groupes d'autodéfense et « l'œuvre magnifique des SAS dans les régions rurales[108] ».

En mars 1957, le colonel Acworth, attaché à la mission militaire britannique, a l'occasion de rencontrer le général Massu en pleine bataille d'Alger dans le but d'en savoir plus sur la « lutte contre le terrorisme urbain[109] ». Quelques mois plus tard, c'est au tour du général Butler, commandant la 16e brigade parachutiste britannique, de se rendre en Algérie, invité *intuitu personae* par le colonel Fossey-François du 2e RPC qu'il a eu sous ses ordres à Suez, invoquant les « sentiments très amicaux de camaraderie de combat » entre les deux unités[110]. Cette succession de visites, dont la liste serait trop fastidieuse pour être énumérée, dénote bien la réalité de l'intérêt des officiers britanniques pour les développements algériens, laissant ainsi apparaître un retour d'influence qui ne tarde pas à se faire ressentir au cœur même de leur institution. À l'automne 1959, le Staff College de Camberley monte par exemple un exercice « en vue d'étudier quelques-uns des problèmes tactiques auxquels l'armée française doit faire face en Algérie[111] ». Baptisé *Cactus Curtain*, l'exercice sera reconduit les deux années suivantes et devient l'un des passages obligés de la scolarité.

L'action psychologique introduite par la France va aussi faire l'objet d'une attention toute particulière des Britanniques. À l'été 1958, l'attaché militaire de Grande-Bretagne propose de procéder à un « échange de publication sur l'arme psychologique[112] » en vue d'obtenir un exemplaire du TTA 117, publié un an plus tôt mais dont la diffusion demeure restreinte. Au printemps 1960, l'attaché militaire français en Grande-Bretagne est effectivement invité au centre d'instruction à la guerre psychologique de Maresfield, dans le Sussex. Cet ancien de la campagne d'Algérie juge avec une certaine bienveillance les travaux d'un établissement qui en est encore « à ses débuts ». Il ne peut cependant résister à la tentation de rappeler à quel point « la supériorité française dans ce domaine est reconnue par les Anglais et [que] le [commandant du centre] est d'avis que les officiers britanniques spécialisés dans la guerre psychologique devraient être formés en France et non à Fort Bragg [aux États-Unis] comme c'est encore le cas[113] ».

Contrairement aux Britanniques, les Américains ne disposent pas d'une expérience exhaustive en matière de guerre coloniale. Les lointains souvenirs des guerres indiennes et des expéditions en Amérique centrale ont laissé peu de traces dans l'« armée atomique » du milieu des années cinquante[114]. Alors que la perception d'une nouvelle menace subversive sous la forme des guerres de libération s'impose progressivement aux yeux des stratèges américains, l'expérience irrégulière française émerge naturellement comme une source doctrinale de premier plan[115]. Le regain d'intérêt des Américains pour la guerre irrégulière au cours des années cinquante émerge en partie des limites posées par la stratégie de dissuasion nucléaire. En effet, quelques mois seulement après la proclamation par l'administration Eisenhower de la doctrine dite des « représailles massives », la bataille de Diên Biên Phu venait démontrer la difficulté d'employer l'arme atomique dans le cas d'une « agression » aussi ambiguë que celle des communistes en Indochine[116]. L'incapacité américaine à empêcher les succès du Vietminh au printemps 1954 fait amèrement prendre conscience aux États-Unis des limites de la puissance nucléaire face à une telle stratégie indirecte.

Extrapolant à partir de l'expérience de Diên Biên Phu, les experts de la RAND Corporation, temple de la pensée stratégique nucléaire américaine depuis le début des années cinquante, commencent à prendre en compte le

risque de contournement de la dissuasion par la subversion[117]. Dès le début de l'année 1954, la RAND lance le projet *Sierra*, une série de *war games* couvrant tout le spectre allant de la guérilla à la guerre nucléaire. L'un des membres du projet, George Tanham, est frappé par le manque de connaissances disponibles sur la guérilla. Auteur d'une thèse de doctorat sur la résistance belge au cours de la Seconde Guerre mondiale, cet ancien artilleur s'étonne de ce que les forces de guérilla tendent, dans la simulation de la RAND, à se comporter comme des acteurs conventionnels, au contraire de ce qu'il a pu lui-même observer au cours de ses recherches.

Il obtient alors de partir en France pour y récolter les dernières leçons de la guerre révolutionnaire en cours en Algérie. Lorsqu'il débarque à Paris en novembre 1956, le général Ély, alors chef d'état-major des forces armées, qui a gardé un excellent souvenir de sa visite à la RAND, lui « donne son accord pour la consultation des archives françaises classifiées[118] » relatives à la guerre d'Indochine. Au Service historique de l'armée, il fait la connaissance du capitaine Maurice Prestat, ancien combattant d'Indochine et déjà auteur d'une multitude d'études sur la guerre psychologique du Vietminh. Il rencontre aussi Lacheroy « dont l'aide [lui] fut extrêmement utile[119] ». Tanham allait tirer de ses recherches une étude classifiée, achevée en 1959 sous le titre *Doctrine and Tactics of Revolutionary Warfare* qui devait constituer la base d'un ouvrage finalement publié par Frederick Praeger en 1961[120].

Tanham n'est pas le seul américain à s'intéresser aux nouvelles idées en vogue dans l'armée française. En juin 1957, le général Moorman, attaché défense à Paris, note que « les responsables militaires français consacrent une importance croissante à ce que l'on appelle la *guerre révolutionnaire*, une forme entièrement nouvelle de guerre, et totalement distincte d'un conflit conventionnel ou nucléaire[121] ». La littérature stratégique française (*Revue militaire d'information, Revue Défense nationale*) connaît à cette époque une certaine notoriété outre-Atlantique, notamment grâce à la prestigieuse *Military Review*, qui publie les traductions de certains articles consacrés à la guerre irrégulière[122]. Ce coup de projecteur va donner lieu à d'autres lectures plus attentives de la doctrine française. À l'automne 1960, le colonel Robert Rigg, ancien assistant attaché militaire en Chine, consacre un article aux enseignements des opérations en Algérie dans lequel il décrit avec enthousiasme la manière dont « l'armée française s'est transformée en

une force militaro-sociale apte à défaire les rebelles, à consolider [le soutien de] la population et à sécuriser les territoires[123] ». Rigg y voit une « base pour la doctrine [américaine] » qu'il entend articuler autour de quelques principes fondamentaux tels que l'« organisation de la vie civile » pour faire face à la subversion, l'élimination des « terroristes » ou le « ralliement des populations ». La même année un autre article, signé George Kelly, ancien officier devenu chercheur à l'université de Harvard, affirme que « les Français sont ceux qui, parmi les armées occidentales, ont la plus grande expérience et la doctrine la mieux adaptée à ce nouveau type de combat[124] ».

Dans le cadre de la campagne internationale qu'elle mène pour justifier sa position auprès de ses alliés, la France ne ménage pas ses efforts, répondant à chaque demande d'information par l'envoi de conférenciers présentant les enseignements de la guerre d'Algérie. En décembre 1959, le colonel Jean Nouguès prononce à Baden-Baden, devant les officiers de la 7e armée américaine, stationnée en Allemagne, une conférence sur les « caractéristiques générales des opérations en Algérie[125] ». De même, le capitaine David Galula, ancien officier de liaison en Chine et commandant de secteur en Kabylie, reçoit les félicitations du général Salan « pour sa collaboration aux conférences sur l'Algérie organisées en 1957 à Orléans, Poitiers, et Verdun à l'intention d'officiers américains[126] ». Il réédite sa performance en 1960 en qualité de stagiaire à l'école d'état-major de Norfolk et se rend même à la Special Warfare School de Fort Bragg pour s'exprimer « devant [les] élèves des forces spéciales[127] ». Initialement venus bénéficier de l'enseignement américain, les stagiaires français aux États-Unis constituent donc aussi un vecteur d'influence, une fonction qui converge avec celle des officiers de liaison instructeurs (OLI) détachés dans les écoles militaires américaines.

Créés à partir de 1952, les postes d'OLI sont initialement destinés à la représentation diplomatique de la France dans quatre, puis sept, des « écoles d'armes » américaines. Nommés pour deux ou trois ans, ces officiers sont placés sous l'autorité de l'attaché militaire à Washington. Leur mission implique cependant davantage qu'une simple liaison diplomatique et déborde largement sur le renseignement. De fait, les OLI sont souvent « les seuls à pouvoir répondre à un certain nombre de questions concernant la modernisation de l'armée américaine[128] ». Afin de faciliter leur accès aux comités directeurs, « qui sont le Saint des Saints dans ces centres

d'arme[129] », l'attaché militaire français se propose alors de monnayer cet accès en échange d'un certain nombre de renseignements français, dans « les domaines de l'aviation légère, de la guerre psychologique, de l'instruction et l'emploi de parachutistes, de la contre-guérilla […] pour lesquels les États-Unis reconnaissent que nous pouvons leur apporter beaucoup[130] ». Cette politique d'échange d'informations semble porter ses fruits puisque les habilitations demandées sont accordées dès 1958 au lieutenant-colonel Merglen, affecté à l'école de l'infanterie de Fort Benning, et dès 1959 au commandant Béthouard, à l'école de l'aviation légère de Fort Rucker, révélant ainsi les deux lieux où l'influence française est la plus appréciée[131].

Après des débuts dans l'armée comme officier de réserve, Merglen s'est illustré dès 1940 dans les corps francs. Fait prisonnier, il s'évade et rejoint la France libre et réalise différentes missions en France, en Espagne et en Suisse. Il s'embarque ensuite pour l'Indochine et poursuit sa carrière à l'état-major d'Alger[132]. À Fort Benning, son avis est souvent pris en compte sur les questions touchant à la contre-guérilla, auxquelles il tente toujours de répondre avec force détails[133]. En 1958, il est sollicité par la *Military Review* pour y publier un article tiré de l'une de ses conférences, consacrée à deux opérations aéroportées françaises durant la guerre d'Indochine[134]. En 1960, Merglen est même invité à participer à un exercice intitulé « Guerre subversive en Hongrie[135] », proposé par la Special Warfare School de Fort Bragg, auprès de laquelle il n'est pourtant pas accrédité. Il y voit l'expression d'« une mutation de l'armée de terre américaine […] et de l'augmentation de l'activité des Special Forces », ce qui le conduit à mettre en avant l'intérêt pour la France d'accréditer auprès de Fort Bragg son successeur[136]. Il s'agira du commandant Paul Aussaresses.

Tandis que les enseignements français entrent progressivement dans le corpus doctrinal américain, les procédés tactiques font l'objet d'une influence plus évidente encore. Au premier rang de ceux-ci se trouve l'emploi extensif de l'hélicoptère, en compensation du différentiel de mobilité jouant traditionnellement en faveur des guérillas. L'intérêt américain pour les concepts aéromobiles français correspond initialement à celui d'un fournisseur pour l'utilisation de son matériel[137]. La manœuvre aéromobile imaginée par l'armée française repose en effet sur la combinaison d'appareils légers, type Alouette ou Djinns, manufacturés en

France par la compagnie Sud-Aviation, et d'appareils dits cargos, seulement disponibles auprès des firmes américaines Sikorsky (pour le H-34) et Piasecki (pour le H-21). Chacune de ces entreprises entend naturellement bénéficier de retours d'expérience détaillés sur le fonctionnement au combat de ces appareils récents, n'ayant pour la plupart encore jamais été déployés sur un théâtre d'opération. Le colonel Le Flécher, pilote d'hélicoptère dans le corps d'armée d'Oran, se souvient ainsi que « dès la première livraison de H-34, Sikorsky avait envoyé sur place plusieurs de ses représentants [qui] prenaient des photographies et pondaient des rapports qu'ils renvoyaient en Amérique[138] ».

Ces observations techniques ne tardent pas à avoir un impact tactique sur les conceptions doctrinales américaines. L'emploi des hélicoptères en Algérie correspond en effet à un certain nombre d'idées avancées dès le lendemain de la guerre de Corée par certains stratèges américains comme le général James Gavin, pionnier de l'arme parachutiste et chef de la recherche et du développement de l'US Army. Partant du constat de la réduction de l'avantage de mobilité entre une arme blindée de plus en plus lourde et une infanterie désormais elle aussi motorisée, ce dernier en avait appelé, dans un article séminal, à la création d'une « cavalerie volante[139] », apte à retrouver la vitesse si caractéristique de la cavalerie dans sa tradition la plus napoléonienne. Témoignage de cet intérêt pour les procédés tactiques français, l'état-major de l'US Army entreprend de faire traduire les manuels français TTA 123 *bis* sur les *Opérations de contre-guérilla* et TTA 152 sur l'*Emploi des unités héliportées*[140]. Officier de liaison instructeur à Fort Rucker, l'école de l'aviation de l'US Army, le commandant Hilaire Béthouard rapporte également que, dès son arrivée, ses interlocuteurs se sont montrés « très intéressés par tout ce que nous faisons en Algérie[141] ». Il demande même au service cinématographique de l'armée de lui faire envoyer « un exemplaire du film n° 0118 *Hélicoptères en Algérie* » afin de mieux présenter l'expérience française à ses homologues américains.

Les Marines sont également très réceptifs à ces innovations : dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ils avaient été les premiers à s'intéresser à l'hélicoptère et avaient introduit dès 1948 la notion d'« assaut vertical » mise en pratique en Corée[142]. C'est à ce titre que le colonel Victor Croizat, officier des Marines et ancien membre de la mission TRIM à

Saigon, est envoyé en Algérie début 1957. Les Français, raconte-t-il, « nous arrangèrent une visite d'observation […] dans les trois corps d'armée[143] ». Croizat est accueilli, en pleine bataille d'Alger, par le général Salan, qui lui promet l'accès à toutes les informations dont il pourrait avoir besoin. Il fait notamment la rencontre du colonel Brunet qui cherche alors à accroître les capacités d'appui-feu des hélicoptères et parvient, avec l'aide de son mécanicien, à monter des mitrailleuses en sabord de l'appareil[144]. C'est donc en Algérie que les Américains assistent aux premiers balbutiements de l'« hélicoptère armé[145] », qu'ils adopteront par la suite sous la forme du *door gunner*, expression iconique s'il en est de la guerre américaine au Vietnam.

De par son ambition théorique et l'étendue de son expérience pratique, la France émerge donc, avec la guerre d'Algérie, pendant un bref instant comme le fer de lance de la pensée stratégique irrégulière en Occident. À cette ascension rapide correspond toutefois une chute qui ne l'est pas moins. L'école française de guerre révolutionnaire, si l'on accepte d'y voir une quelconque unité, pèche par son intransigeance politique et son émancipation trop poussée à l'égard du pouvoir politique : incapable de mesurer les intérêts réellement en jeu, elle est balayée par la raison d'État gaullienne au moment même où elle pensait tenir sa victoire. Mais alors que le putsch d'Alger, les accords d'Évian et le développement de la force de frappe ont raison de cette tour de Babel stratégique, survient outre-Atlantique une autre poussée irrégulière, qui va se faire un devoir d'en rassembler les morceaux et de les intégrer dans une nouvelle entreprise.

Chapitre 11

Kennedy et l'âge d'or de la contre-insurrection (1961-1963)

Lorsqu'en janvier 1961 John Fitzgerald Kennedy prête serment pour devenir le 35e président des États-Unis, la seconde vague de conflits liés à la décolonisation des empires européens touche à son terme : l'état d'urgence a été levé en Malaisie et au Kenya tandis que la France gaullienne accorde l'indépendance à l'ensemble de ses colonies d'Afrique subsaharienne et entre dans les derniers spasmes de la tragédie algérienne. Cette queue de comète ne signifie pas pour autant un apaisement des conflictualités irrégulières, comme le démontre vite l'émergence de nouveaux foyers en Afrique centrale ou en Amérique latine, et la recrudescence d'autres plus anciens en Asie du Sud-Est. Dans cette troisième génération de conflits postcoloniaux, les États-Unis tiendront le rôle principal, là où les Européens s'étaient jusqu'alors tenus en première ligne. Or, si l'enjeu de la guerre irrégulière est bien compris, il demeure une préoccupation marginale de l'*establishment* politico-militaire américain, qui n'y a pas encore été directement confronté. Les expériences de Grèce, des Philippines, du Vietnam et du Laos ne rassemblent encore que quelques dizaines d'officiers qui se sont le plus souvent tenus à l'écart des combats ; quant aux actions clandestines de la CIA au Guatemala, à Cuba ou au Congo, elles démontrent bien vite leurs limites[1]. C'est afin de combler ce manque

d'expérience américaine que la petite équipe de conseillers « jeunes et brillants[2] » entourant Kennedy s'engage dans une intense réflexion doctrinale dont va naître le concept de contre-insurrection.

La naissance d'une communauté

Lorsque Kennedy s'installe à la Maison Blanche, la convergence entre décolonisation et subversion semble plus forte que jamais. Des quatre grands dossiers qui arrivent sur son bureau en janvier 1961, seul celui de Berlin n'est pas en lien avec la guerre irrégulière : les trois autres – Cuba, le Laos et le Congo – sont associés à la grande convergence entre Tiers Monde, guérilla et socialisme. Sénateur du Massachusetts, il avait pourtant affiché des positions intransigeantes en faveur du mouvement des indépendances, se faisant même remarquer par sa virulente attaque contre la politique algérienne de la France et l'incapacité de l'administration Eisenhower à « marcher au-devant de cette révolution mondiale qu'est la décolonisation[3] ». Le jeune président n'en demeure pas moins inquiet des visées communistes sur ce nouveau monde en train de naître. On ne saurait, à cet égard, que trop souligner l'impact sur Kennedy du discours prononcé par Nikita Khrouchtchev le 6 janvier 1961 au cours duquel le leader soviétique affirme vouloir soutenir avec plus de fermeté les « guerres de libération nationale [qui] commencent en soulèvements des colonisés contre leurs oppresseurs et se muent en guerres de guérilla[4] ».

Au sein de la nouvelle administration, les progrès de la subversion dans le Tiers Monde sont très vite interprétés au prisme des thèses de Walt Rostow, nommé conseiller adjoint à la Sécurité nationale et auteur d'un ouvrage remarqué sur la théorie du développement. Ce professeur d'économie passé par l'OSS durant la Seconde Guerre mondiale avait modélisé les grandes étapes de la croissance économique aboutissant naturellement au capitalisme industriel et à la consommation de masse. Des cinq phases identifiées, la plus décisive en est le « décollage » (*take-off*) que caractérise une inflexion majeure et durable du rythme de la croissance mais également une fragilité politique et sociale due à la reconfiguration des rôles dans le nouveau système productif. Dans sa perspective, Rostow souligne l'importance pour ces sociétés de disposer d'un appareil de

sécurité capable de limiter les inévitables turbulences, au premier rang desquelles le communisme, perçu ici comme la « maladie infantile de la modernisation[5] ».

Il ne fait aucun doute pour Rostow et ses partisans que l'URSS cherche à exploiter par la subversion cette fébrilité socio-économique. Dans son étude consacrée à « la sécurité dans les régions sous-développées[6] », le jeune universitaire Roger Hilsman, nommé par Kennedy à la tête du Bureau of Intelligence and Research du Département d'État, décrit ainsi la « guerre intérieure » comme la nouvelle méthode de Moscou : face cachée de la « coexistence pacifique », elle succède à l'expansionnisme agressif de Staline dans les années quarante et à la guerre limitée des années cinquante. Convaincu de l'urgence de ces enjeux, Kennedy interpelle, quelques semaines seulement après son entrée en fonction, les chefs d'état-major des différentes armées sur la question de leur préparation aux techniques de guérilla :

> Le président a affirmé qu'il lui semblait évident qu'il y aurait, à l'avenir, de plus en plus d'activités de guérilla en Afrique et en Asie. Il a demandé [aux chefs d'état-major] quels étaient leurs plans pour intensifier notre propre entraînement en la matière et si nous avions pu apprendre quoi que ce soit des autres pays. Le général Lemnitzer [chef d'état-major des armées] a répondu que nous avions étudié l'expérience britannique en Malaisie et celle des Français en Asie du Sud-Est et que nous avions formé quelques opérateurs de la CIA mais que ce n'était clairement pas assez[7].

Face à ce retard, le président nomme en mars 1961 une « *task force* » en charge de réfléchir au problème. Celle-ci est placée sous la responsabilité de Richard Bissell Jr., successeur de Frank Wisner à la tête de la branche opérationnelle de la CIA ; on y trouve également des figures comme Rostow ou le général Lansdale, sous-secrétaire aux Opérations spéciales du Pentagone[8]. Les membres de la commission se plongent alors dans des lectures encore mal connues en Amérique. Sur les conseils de Samuel Griffith, premier traducteur des écrits de Mao sur la guérilla, ils se familiarisent avec le concept de guerre révolutionnaire et son imbrication économique et sociale[9]. Rostow accède pour sa part à l'étude produite deux ans plus tôt par George Tanham pour le compte de la RAND Corporation sur les méthodes du Vietminh, dont il retient que « c'est l'environnement politique qui est le plus crucial, les méthodes terroristes n'étant, à elles

seules, pas suffisantes[10] ». De même, Lansdale insiste sur la nécessaire « interrelation des tactiques militaires et des réformes socio-économiques dans la conduite de la contre-guérilla, et la nécessité d'un leadership fort, politiquement et militairement intégré[11] ». Initialement posée comme un enjeu tactique, la question de la guérilla prend donc peu à peu toute sa dimension politique.

Ces lectures annoncent le rapport final de la *task force*, présenté au président le 8 décembre 1961 sous le titre *Éléments d'une stratégie américaine face aux guerres de libération nationale.* Le document recommande notamment de « procéder à des arrangements institutionnels pour garantir une attention continue au problème [des guerres de libération] au plus haut niveau du gouvernement[12] ». Entérinant ces propositions, Kennedy signe en janvier 1962 la directive NSAM 124 portant création d'un haut comité de coordination sous le nom de Special Group (Counter-Insurgency). Le terme même de « contre-insurrection » est alors relativement nouveau aux États-Unis[13]. Dans l'esprit de la nouvelle administration, il est synonyme d'une approche plus intégrée de la lutte antisubversive, combinant en un seul concept des actions répressives d'ordre militaire ou sécuritaire et des mesures plus constructives d'ordre politique, économique ou social. Le Special Group est en effet composé de représentants de toutes les composantes de l'action extérieure : présidé par le général Maxwell Taylor, conseiller militaire du président, il réunit les directeurs du Conseil national de sécurité (NSC) et de la CIA, le président du comité des chefs d'état-major, le secrétaire à la Défense adjoint, le sous-secrétaire d'État aux Affaires politiques ainsi que les chefs de l'Agence d'information (USIA) et de la toute nouvelle Agence pour le développement international (AID). Le frère du président et garde des Sceaux, Robert Kennedy, va aussi se joindre au groupe, témoignant d'un intérêt tout particulier pour ces questions[14].

Le mandat de cette nouvelle communauté est clair : promouvoir la prise de conscience du problème des « insurrections subversives » au sein du gouvernement fédéral, et garantir l'allocation des ressources nécessaires au développement de programmes interagences en vue de la prévention et de la neutralisation de telles insurrections[15]. La mise en œuvre de ce programme nécessite pourtant de disposer au préalable d'un document explicitant le contenu de la stratégie de contre-insurrection de façon à orienter l'action de

ses futurs acteurs. Cette tâche est confiée à Charles Maechling Jr., un jeune avocat responsable des questions de défense intérieure au Département d'État[16]. Après plusieurs mois de travail, il soumet au Special Group un document intitulé *Overseas Internal Defense Policy* (OIDP), qui est validé par Kennedy au titre de « doctrine de contre-insurrection[17] ». Face à la menace insurrectionnelle, l'OIDP prévoit une réponse articulée en quatre étapes : évaluation de la situation, adoption de mesures d'urgence, répression militaro-policière, et enfin réformes structurelles pour résorber les causes profondes de l'insurrection. Le document insiste également sur l'importance de l'action indirecte. Au contraire des puissances coloniales, l'Amérique devra laisser au gouvernement de l'État « subverti » la charge de l'effort principal. La nouvelle doctrine met ainsi en garde contre toute « participation trop importante du personnel américain [ce qui] affaiblit la cause nationaliste et donc la légitimité du gouvernement local, expose les États-Unis à la critique anti-impérialiste et permet aux communistes de s'associer aux forces nationalistes et anti-occidentales[18] ». Il s'agit d'une différence fondamentale avec les doctrines européennes issues des guerres de décolonisation, dans lesquelles la puissance occidentale se trouvait dans un tête-à-tête avec son adversaire. Si elle permet d'éviter jusqu'à un certain point l'accusation d'impérialisme, cette nouvelle perspective pose en revanche la question des moyens d'obtenir d'un gouvernement allié mais souverain qu'il applique un programme contre-insurrectionnel conçu par les États-Unis. C'est justement le problème qui ne tarde pas à se poser avec le régime de Ngô Đình Diêm au Vietnam.

En mars 1962, une nouvelle directive rend obligatoire à tout cadre diplomatique, militaire, de la CIA, de l'AID ou de l'USIA de recevoir une formation à la contre-insurrection dispensée par le Foreign Service Institute, école de formation des cadres du Département d'État[19]. Les enseignements, dispensés par d'illustres intervenants, abordent un grand éventail de sujets : Rostow y professe un cours sur développement et subversion, le général Lansdale y présente les opérations psychologiques et la CIA y conduit un briefing sur les opérations clandestines[20]. On notera à ce propos qu'à quelques exceptions près, ce sont toujours les mêmes cas pratiques qui reviennent (Grèce, Malaisie, Philippines). D'autres expériences semblent au contraire entièrement délaissées : la lutte contre les Mau Mau au Kenya par exemple n'est presque jamais mentionnée. Cette sélectivité semble moins

s'expliquer par un manque de sources que par une préférence pour les succès (ou demi-succès), qui sera lourde de conséquences pour l'avenir.

Parallèlement au Département d'État, d'autres agences civiles sont également invitées à rejoindre la communauté de la contre-insurrection. La première d'entre elles est bien évidemment la CIA, qui joue depuis sa création un rôle de tout premier plan dans l'appareil américain de guerre irrégulière et semble idéalement taillée pour relever le défi des guerres de libération nationale. Le fiasco de la baie des Cochons, nous l'avons dit, va pourtant durablement entacher l'image de l'Agence auprès du président, persuadé de s'être fait forcer la main par des responsables hostiles à son projet politique[21]. Méfiant, il cherche désormais à déposséder la CIA de ses prérogatives les plus opérationnelles pour les confier à des organismes en lesquels il a davantage confiance, comme les Bérets verts de l'US Army, qui récupèrent en 1963 les maquis irréguliers implantés au Sud-Vietnam. En partie évincée des actions paramilitaires, la CIA va se recentrer sur l'appui aux services de renseignement des pays alliés, notamment en matière de lutte contre les appareils clandestins, ce qui va l'amener à rencontrer sur son chemin les cadres de l'AID.

Convaincu du lien entre sécurité et prospérité économique, Kennedy a créé l'AID en avril 1961 dans le but de « révolutionner » la stratégie américaine d'aide au développement[22]. Elle promeut des programmes comme l'Alliance pour le progrès, qui pilote l'aide économique à l'Amérique latine, ou encore les Peace Corps, qui regroupent de jeunes diplômés souhaitant contribuer à un projet de développement local dans le Tiers Monde. L'AID entend par ce biais améliorer l'image des États-Unis dans les pays menacés de subversion. Mais l'agence hérite aussi du programme d'assistance policière amorcé en 1954 par Eisenhower. Selon Robert Komer, cadre de la CIA détaché au National Security Council, l'assistance policière est le moyen le plus sûr et le plus économique de combattre la subversion dans le Tiers Monde. Son lobbying persistant en faveur d'une réévaluation de l'effort policier débouche à l'automne 1961 sur la signature d'une nouvelle directive appelant à améliorer « l'entraînement des forces armées et de police [de pays] amis dans les domaines de la contre-insurrection, de la contre-subversion, du contrôle de foules, etc.[23] ».

Cette attention particulière aux questions de sécurité intérieure va surtout se traduire par la création en novembre 1962 de l'Office of Public Safety (OPS), qui bénéficie d'un statut à part et d'un budget sanctuarisé au sein de l'AID. Sous la direction de Byron Engle, patron du programme d'assistance policière depuis 1957, cet organisme devient le principal outil de diffusion des méthodes de répression politique et de contre-subversion dans les États du Tiers Monde[24]. L'un des principaux vecteurs de cette influence est sans conteste l'Académie internationale de police (IPA), fondée à Washington au printemps 1963, qui se fixe comme objectif d'enseigner « aux dirigeants et futurs dirigeants des polices du monde libre […] des savoir-faire policiers en matière de maintien de l'ordre, de lutte contre les insurrections subversives inspirées ou exploitées par les communistes et d'amélioration de l'image des forces en vue de renforcer leurs liens avec leur communauté[25] ». Installée dans de confortables locaux de l'université de Georgetown, l'IPA offre des formations de quelques mois à de petites promotions d'officiers issus des pays désignés comme « critiques » par le Special Group.

En dépit d'une profession de foi se revendiquant d'une « doctrine démocratique, humaine et responsable », l'IPA est vite accusée de diffuser un enseignement contraire aux libertés fondamentales et aux droits humains les plus élémentaires[26]. En 1976, le sénateur démocrate James Abourezk affirmera ainsi que la torture y est communément recommandée comme technique d'interrogatoire, avec pour preuve les mémoires de fin d'étude de certains auditeurs[27]. Le principal soutien du programme, Robert Komer, estime lui-même qu'« aucune société n'a pu franchir la barrière du développement sans s'appuyer à un moment ou un autre sur des méthodes autoritaires[28] ». Mais les dérives viennent surtout de l'interprétation très élastique du terme de « subversion », qui contribuera pour beaucoup à l'extension de la répression bien au-delà des strictes nécessités sécuritaires. Nombre de dictatures d'Asie et d'Amérique latine auront ainsi préalablement bénéficié de la formation et de l'assistance technique et opérationnelle des États-Unis qu'elles mettront à profit, non seulement contre des rébellions armées, mais aussi contre toute forme d'opposition ou de dissidence sociale.

Au Pentagone, une transformation sous influence

De par leur nature même, leur culture organisationnelle et bureaucratique, les forces armées sont les institutions les plus propres au développement d'une doctrine. L'alternance naturelle entre temps de paix et temps de guerre – si ébranlée soit-elle à l'heure de la guerre froide – explique précisément l'attention portée à la planification stratégique, à l'instruction des officiers et à la formalisation doctrinale. Le développement de la contre-insurrection aux États-Unis se heurte pourtant à une tradition militaire faisant la part belle à la stratégie directe et à la puissance de feu, aux antipodes des approches de la guerre irrégulière. Face à cette rigidité culturelle, les tenants américains de la contre-insurrection vont faire massivement appel à des sources et modèles étrangers comme adjuvants conceptuels à l'élaboration doctrinale.

À bien des égards, les Marines apparaissent comme le service ayant le plus d'expérience en matière de guerre irrégulière : expéditionnaires par nature, ils sont moins accoutumés que d'autres à la débauche de moyens industriels et technologiques. Le corps a même formalisé en 1940 une doctrine des « petites guerres », encore en vigueur au moment où Kennedy entre en fonction. Ils sont donc les premiers à répondre à l'appel du président, se présentant comme les plus aptes à relever le défi des guerres de libération nationale[29]. C'est ainsi que le général Krulak, proche du président Kennedy – dont il conduisit l'évacuation sanitaire lors de la bataille d'Okinawa –, est nommé *special assistant* pour les questions de contre-insurrection. L'engouement est pourtant nuancé par un certain scepticisme, bien exprimé par le général Munn, commandant en second du corps des Marines, qui laisse poindre son agacement face aux interprétations hétérodoxes des « *whiz kids* », en lâchant au *New York Times* qu'il n'est nul besoin de devenir un guérillero pour apprendre à combattre une guérilla, et que son service est habitué depuis bien longtemps à mener ce type d'opérations sans pour autant transformer toute sa culture et son organisation[30].

L'autre organisme principalement concerné par l'impulsion irrégulière présidentielle est l'US Army. Participant d'une culture militaire nettement plus conventionnelle, les représentants de la principale force terrestre

américaine réagissent avec une certaine prudence à l'attrait romanesque du président pour les forces spéciales, convaincus, eux aussi, que « tout bon soldat [régulier] peut tenir tête à des guérilleros[31] ». Or c'est précisément cette mentalité routinière que Kennedy cherche à combattre, comme il le dit lui-même en 1962 lors de son adresse aux cadets de l'académie militaire de West Point :

> La Corée n'a pas été le seul champ de bataille depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Des hommes se sont battus et sont morts en Malaisie, en Grèce, aux Philippines, en Algérie, à Cuba, Chypre et presque continuellement dans la péninsule indochinoise. Aucune arme nucléaire n'a été tirée et aucune frappe de représailles massives n'a été envisagée. Il s'agit d'une autre forme de guerre, nouvelle par son intensité, ancienne dans son origine – guérilla, subversion, insurrection, où l'assassinat et l'embuscade remplacent le combat, et l'infiltration prend le pas sur l'agression. […] Cette menace doit être contrée, c'est le défi qui nous attend dans la prochaine décennie pour protéger la liberté ; il requiert des stratégies, des forces et des entraînements radicalement nouveaux[32].

La valorisation des expériences étrangères apparaît vite comme un argument de poids en faveur de la nouvelle doctrine de contre-insurrection. En mars 1961, le général Trudeau, chef du bureau recherche et développement de l'US Army, fait circuler au haut-commandement une note rédigée par « un individu ayant consacré une intense réflexion à la question de la guérilla ». Cet expert anonyme y affirme sans ambages que « les armées étrangères sont allées plus loin que nous dans le domaine de la contre-guérilla [et que] les expériences française, britannique, belge et sud-est asiatique constituent la meilleure base de travail pour notre doctrine et notre enseignement ». L'essentiel de la doctrine américaine, affirme-t-il, « est encore calquée sur l'expérience des partisans soviétiques contre les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale[33] ». Et pour cause, le manuel de contre-guérilla en vigueur est encore le FM 31-20 du colonel Volckmann, rédigé en 1950. L'heure est donc venue d'actualiser la doctrine à la lumière de nouvelles expériences. En dépit de ses échecs en Indochine et en Algérie, c'est la France qui est ici la plus mise en avant :

> Les officiers français ont tenté de trouver une solution au problème avec une nouvelle doctrine […] offrant des idées nouvelles en ce domaine. Ils nomment cette doctrine « guerre révolutionnaire » et « pacification psychologique ». L'application a commencé en Algérie mais a dû cesser lorsque certains éléments militaires ont employé cette doctrine contre les autorités civiles[34].

Les débordements politiques de la guerre révolutionnaire en Algérie n'effraient pas pour autant l'auteur, qui propose d'établir à Paris une « école OTAN [de contre-guérilla] de manière à bénéficier au mieux de l'expérience française ». Ce document connaît un large succès, notamment auprès de Rostow qui autorise sa publication dans l'*Army, Navy and Air Force Journal*[35]. C'est à peu près dans le même état d'esprit que le général Lansdale recommande aux armées américaines de tirer les leçons des « 26 conflits armés de nature irrégulière ou révolutionnaire » qui ont eu lieu depuis la Seconde Guerre mondiale. Il suggère notamment de « fonder l'enseignement de contre-guérilla moins sur la théorie et davantage sur des études de cas […] reposant sur des présentations de participants ayant joué un rôle réel dans les opérations[36] ». Mettant en avant sa propre expérience aux Philippines et au Vietnam, il évoque aussi parmi ses contacts quelques Britanniques passés par la Malaisie, ainsi que plusieurs Français ayant combattu en Algérie[37].

Si les contacts personnels ont leur influence, la diplomatie de défense reste la voie la plus naturelle pour ce type d'échanges[38]. C'est notamment au sein de la Special Warfare School de Fort Bragg qu'ils vont se révéler les plus fructueux. Née en 1952 de la volonté de l'armée de regrouper opérations spéciales et guerre psychologique, l'école est d'abord le foyer des Special Forces, dont le président se veut le protecteur et patron, s'attachant aux moindres détails de leur équipement individuel – dont le fameux béret vert – et portant leurs effectifs à plus de 5 000 hommes[39]. Un département de « contre-insurrection » y est aussi ajouté en 1961, à côté de ceux de « guerre non conventionnelle » (guérilla) et de « guerre psychologique ». Placé sous la direction dynamique des colonels Weston et Wilson, ce département organise pour la seule année 1962 la formation de plus de 1 200 officiers des forces régulières[40]. C'est ce même département qui accueille, toujours en 1962, le premier séminaire dit « MATA » (Military Assistance Training Advisor), destiné aux futurs conseillers militaires américains en partance pour diverses missions d'assistance dans des pays du Tiers Monde.

Fort Bragg ne disposait pas originellement de poste d'officier de liaison instructeur (OLI) français. On se souvient cependant qu'Albert Merglen, OLI à Fort Benning en Géorgie, y fut occasionnellement convié pour

participer à des exercices. L'intérêt d'établir une liaison permanente auprès de l'école des forces spéciales est alors bien pris en compte par le deuxième bureau de l'état-major à Paris, qui souligne l'importance de désigner un officier « ayant pris part aux campagnes d'Indochine et d'Algérie[41] ». C'est effectivement un personnage fort d'une longue expérience irrégulière qui est nommé en mai 1961 en la personne du lieutenant-colonel Paul Aussaresses, ancien Jedburgh, passé par le GCMA d'Indochine et adjoint de Godard lors de la bataille d'Alger dont il fut l'exécuteur des basses œuvres, responsable entre autres de la mort en captivité de Larbi Ben M'hidi[42].

Après avoir établi sa liaison à l'école de l'infanterie de Fort Benning, Aussaresses voit effectivement son mandat étendu à Fort Bragg au début de l'année 1962. Cette affectation semble avoir émané du bureau de renseignement de l'US Army, qui avait reçu une requête du colonel Weston concernant la prise de contact avec des officiers étrangers en vue de « construire un cas d'étude autour de l'expérience contre-insurrectionnelle française en Algérie ». De fait, Aussaresses se voit immédiatement proposé de participer à un cycle d'enseignement sur l'insurrection algérienne dans le cadre du séminaire MATA :

> Cette étude se limiterait à la lutte du FLN contre le gouvernement français et éviterait de traiter des difficultés que les Algériens rencontrent du fait de l'OAS. On demande au colonel Aussaresses de traiter, en trois heures, l'organisation du renseignement, les opérations, les mesures employées pour assurer le contrôle physique et psychologique des populations. L'auditoire se composera d'environ 100 officiers, du grade de lieutenant à celui de colonel. La moitié d'entre eux seraient non américains. On demande aussi au colonel de fournir la documentation pour les [autres] parties [du séminaire][43].

À la rentrée 1962, Aussaresses est reçu par le général Yarborough, commandant l'école de guerre spéciale, qui lui « souhaite la bienvenue [et lui] dit qu'il avait demandé depuis longtemps l'affectation de plusieurs officiers de liaison et instructeurs alliés[44] ». Il lui confie entre autres la tâche de participer à l'instruction des officiers de passage à Fort Bragg. Il est secondé par un instructeur américain, le commandant Carl Bernard, officier des Special Forces, lui-même passé par les équipes White Star au Laos[45]. Ce dernier n'aura de cesse, par la suite, d'insister sur l'influence d'Aussaresses sur son approche de la contre-insurrection[46]. Son enseignement « portait sur les méthodes d'instruction et les opérations que l'armée française menait

encore à ce moment-là en Algérie. […] Toutes les techniques de la guerre subversive, la lutte contre la guérilla urbaine, le quadrillage des quartiers, l'infiltration […] et surtout nos méthodes pour récolter du renseignement[47] ». La question de la torture comme technique d'interrogatoire ne semble pas avoir été au cœur des enseignements, mais elle y tient néanmoins une place, sinon dans les conférences, du moins dans les plages de discussions informelles qui leur succédaient généralement. En 1963 l'école de guerre spéciale produit ainsi un livret sur la « bataille d'Alger » à partir des « souvenirs d'un officier ayant servi dans la 10e division parachutiste » qui met en évidence, sans distanciation, certains des aspects les plus durs de l'expérience française, tels que les « arrestations de masse et indiscriminées » et l'« interrogatoire énergique » des suspects[48].

Afin d'illustrer ses enseignements, l'OLI français s'appuie sur des « documents d'origine française » qu'il a été autorisé à communiquer. Carl Bernard se souvient ainsi avoir fait bon usage du numéro spécial de la *Revue militaire d'information* de 1957 consacré à la guerre révolutionnaire. Il considère ce classique de la doctrine française comme « sacrément utile » et s'y réfère « tout le temps[49] » pour ses cours et ses exercices. Aussaresses apporte aussi dans ses bagages un exemplaire de *La Guerre moderne* de Trinquier, publié fin 1961[50]. Le major Bernard est fasciné par sa lecture : « C'était vraiment un manuel de guerre contre-insurrectionnelle et c'était précisément de ce dont nous avions besoin pour élaborer notre propre doctrine[51]. » De par sa facture simple et pédagogique, l'ouvrage de Trinquier exerce une véritable attraction dans la communauté américaine de la contre-insurrection. Rapidement traduit et publié chez Frederick Praeger en 1964, il bénéficie d'un intérêt marqué au plus haut niveau. Un mémorandum du NSC consacré à la situation au Vietnam y fait explicitement référence : Michael V. Forrestal, secrétaire permanent du Special Group, propose même de faire de *La Guerre moderne* une « lecture obligatoire[52] » pour les conseillers militaires américains.

Conscient de son succès outre-Atlantique, Trinquier souligne non sans fierté que son livre a « intéressé les officiers américains » et affirme avoir « échangé à ce sujet une abondante correspondance avec quelques professeurs de la Special Warfare School[53] ». Il reçoit même en février 1964 une curieuse proposition d'un certain Stephen Enke, économiste pour la RAND Corporation, et proche du Département de la Défense qui lui offre

une position de conseiller militaire au sein des forces spéciales américaines au Vietnam, en vue d'y aider à la mise en place d'une nouvelle stratégie. Trinquier, qui a quitté l'armée française depuis trois ans et s'est déjà fait « mercenaire » de l'Occident au Katanga, préfère pourtant refuser, prétextant ne pas croire à la sincérité des Américains.

Cette tentative de recrutement n'est pas un cas isolé. Lors d'une liaison à Fort Bragg au cours de l'automne 1962, un instructeur américain fait part à Aussaresses du souhait du commandant de l'école de créer une « faculté interalliée » de guerre spéciale à laquelle il souhaite affecter de façon permanente « un instructeur français, […] de préférence un officier retraité, faisant autorité en matière de "contre-insurrection" […] dans le genre du colonel Hogard ou du capitaine Souyris[54] ». L'affaire est suivie de près par le général Compagnon, attaché militaire à Washington, qui s'inquiète du profil politique des candidats français à ce type de postes. Hogard s'est en effet brièvement rallié au putsch d'Alger en 1961 et, s'il n'a pas été radié des cadres de l'armée, est désormais placé sous étroite surveillance[55]. C'est finalement sur une personnalité plus insolite encore que se porte le choix des Américains : le commandant Charles Hora, légionnaire tchécoslovaque ayant lui aussi quitté l'armée au lendemain du putsch[56]. Sans pour autant l'encourager, le général Compagnon surveille de près ce processus de recrutement pour le moins incongru :

> Les Américains cherchaient à engager des Français […]. Beaucoup d'officiers avaient dû quitter l'armée après 1962, ils avaient une bonne expérience militaire avec l'Indochine et l'Algérie. Très officieusement, les Américains m'ont demandé ce que je savais des officiers français qui se présentaient à eux. Je pouvais facilement leur dire si un tel ou un tel avait réellement combattu ou si au contraire il n'avait rien fait et ne leur apporterait rien. Il m'est arrivé d'en certifier certains comme un ancien légionnaire, d'origine yougoslave, que j'ai ensuite retrouvé comme colonel américain à l'état-major de Baden. Il y a eu d'autres cas[57].

L'exemple cité ici est celui du colonel Sava Stepanovitch : engagé dès l'âge de 15 ans aux côtés des partisans chetniks du colonel Mihailovic, il est évacué en 1945 vers l'Italie puis la France suite à la victoire des titistes. Il devient alors pupille de René de Chambrun, grand avocat d'affaires parisien et proche du général Patton, qui lui permet d'entrer à Saint-Cyr dont il sort lieutenant de la Légion étrangère ; il rejoint ensuite le Tonkin comme commando parachutiste, puis l'Algérie dans les troupes de réserve générale.

Indirectement associé au putsch de 1961 par le biais de son régiment, Stepanovitch est finalement renvoyé en France avant la fin des opérations. De retour à Paris et sans occupation, il rencontre, toujours grâce à Chambrun, le général Wheeler, alors commandant adjoint des forces américaines en Europe et bientôt patron de l'US Army, qui lui propose de le suivre aux États-Unis où il pourra tirer profit de son expérience. Stepanovitch arrive à Washington où il retrouve le général Rosson qu'il avait escorté lors de son passage en Indochine et se voit immédiatement offrir un poste au Special Operations Research Office, *think tank* sous contrat avec l'US Army. Il y participe à la rédaction d'études sur l'emploi des hélicoptères et la pacification de l'Algérie. Il obtient finalement le droit d'intégrer les forces américaines avec le grade de capitaine et rejoint Fort Bragg, où il intègre très logiquement une unité de Bérets verts[58].

L'intérêt de la communauté américaine de contre-insurrection pour l'apport doctrinal français ne doit pas occulter l'influence d'autres modèles, et notamment de l'expérience britannique. Celle-ci possède le double avantage d'offrir un grand nombre de sources en anglais et surtout de proposer des modèles ayant mené à des issues considérées comme des succès, notamment en Malaisie[59]. Il faut y ajouter, dans le cas de l'école de guerre spéciale, le troisième élément qu'est la relation particulière qui s'est progressivement établie entre le corps des Special Forces et le 22e régiment de SAS. Dès 1960, les chefs de corps du 22e SAS et du 7th Special Forces Group (SFG) de Fort Bragg établissent une procédure d'échange par laquelle les Américains envoient chaque année un capitaine et un sergent pour y servir dans l'unité britannique, et réciproquement. À la différence des officiers de liaison, ces militaires n'ont pas un rôle d'observateur mais sont directement intégrés à l'unité, reçoivent des ordres, commandent à des subordonnés et peuvent même participer aux opérations.

C'est le cas du capitaine Charles Beckwith, qui rejoint à l'été 1962 la garnison du 22e SAS, dans l'ouest de l'Angleterre[60]. Affecté au commandement d'une compagnie (*troop*), il sera ensuite déployé avec son compatriote, le sergent Rozniak, dans une mission de combat en Malaisie pour y faire la chasse aux infiltrations de partisans communistes depuis la frontière thaïlandaise[61]. Au cours de son séjour, qu'il considère comme une véritable épiphanie stratégique, Beckwith y est exposé aux conceptions pour le moins hétérodoxes des SAS en matière de tactique comme de

formation. De retour dans son unité d'origine, il s'emploie à réorganiser l'instruction à partir des enseignements glanés auprès de ses alliés :

> M'était avis que l'US Army devait être capable de faire ce que les SAS faisaient. Nous devions apprendre à nous déployer en petites unités et à opérer plus loin derrière les lignes ennemies, à faire du renseignement, à travailler avec les populations locales, à saboter les installations de l'ennemi et à assassiner ses chefs. […] Non seulement l'US Army avait besoin de forces spéciales mais elle avait besoin de SAS, c'est-à-dire d'opérateurs plus que d'instructeurs. […] Il y avait bien certaines choses que les SAS ne faisaient pas aussi bien que nous. Nous savions mieux planifier par exemple, car nous étions plus méthodiques. Il me semblait souvent que les Brits' faisaient tout trop vite. J'ai compris que si nous pouvions combiner les techniques britanniques et notre méthode de planification, alors nous aurions vraiment quelque chose[62].

Comme le capitaine Beckwith l'avait parfaitement perçu, le système de développement doctrinal américain au début des années soixante se caractérise par un excès de formalisme, qui tranche avec le pragmatisme britannique. Si jusqu'en 1955 les écoles d'armes étaient responsables de l'élaboration de leur propre doctrine, le processus est progressivement centralisé par le Combat Development Command (CDC) de l'école d'état-major de Fort Leavenworth au Kansas[63]. Sous l'autorité du général Harold Johnson, futur chef d'état-major de l'US Army, le CDC assume pleinement le tournant irrégulier du début de la décennie 1960. Pour ce faire, il va bénéficier là encore de l'apport des officiers de liaison étrangers et tout particulièrement britanniques[64]. Le colonel Richard Clutterbuck de la British Army est ainsi l'un des officiers étrangers les plus influents sur le processus doctrinal américain. Nommé officier de liaison auprès du CDC en octobre 1961, cet ancien des campagnes de Palestine et de Malaisie va prononcer, en trois ans, plus de « 150 conférences auprès des universités et des écoles militaires américaines[65] » pratiquement toutes consacrées à son expérience irrégulière comme chef de bataillon en Malaisie. À son départ le général Johnson estime que Clutterbuck a « contribué de manière unique à notre instruction de contre-insurrection par ses écrits [notamment trois articles publiés dans la *Marine Corps Gazette*, consacrés à la guerre de jungle et à l'infiltration d'agents par la Special Branch[66]] et ses nombreuses présentations au sein de l'école[67] ».

La principale manifestation textuelle de cette influence dans la doctrine militaire américaine se trouve dans les *Field Manuals*. Règlements

standardisés, numérotés selon une nomenclature cohérente et mis à jour régulièrement, ces manuels constituent les documents de référence pour tous les officiers, subalternes ou supérieurs. Si dans les faits, il est permis de douter de la lecture assidue de la doctrine par tous les officiers, elle n'en joue pas moins un rôle central dans l'instruction et l'entraînement des forces. Même si un capitaine d'infanterie a renoncé à annoter son manuel, il en aura reçu les linéaments à travers les enseignements reçus lors des stages de formation tout au long de sa carrière, de ses divers exercices ou des briefings en vue de ses déploiements outre-mer.

Le premier manuel de contre-insurrection produit par l'armée américaine au cours de cette période charnière est le FM 31-15, *Operations Against Irregular Forces*, paru en mai 1961[68]. Il se présente comme une mise à jour du manuel rédigé par Volckmann en 1950. Les références de ce dernier à l'expérience de la Seconde Guerre mondiale restent cependant encore très présentes. Aussaresses estime ainsi qu'un « texte allemand datant de la dernière guerre sur la lutte contre les partisans en Russie […] a notamment inspiré, directement et de très près, la rédaction du FM 31-15[69] ». Les traditionnelles opérations d'encerclement sont ainsi toujours présentées comme « le moyen le plus efficace pour fixer [les guérillas] et permettre leur destruction complète ». De même, le manuel de 1961 n'hésite pas à recommander des méthodes typiques de la Wehrmacht comme l'intimidation – voire la terrorisation – des populations « de sorte qu'elles ne soient plus tentées de soutenir la force irrégulière à l'avenir[70] ».

Document rédigé à la hâte pour donner des gages aux demandes de l'administration Kennedy, ce premier manuel apparaît vite en décalage avec la « Doctrine de contre-insurrection » (OISP) proclamée en 1962 par le Special Group. Paru en 1963, le FM 31-16 *Counterguerrilla Operations* prend davantage en compte l'influence des expériences récentes, ainsi que le souligne Aussaresses qui évoque parmi les « sources favorites des spécialistes américains de la contre-guérilla, le règlement français TTA 123 [sur la contre-guérilla en Afrique du Nord] et le manuel britannique sur la contre-guérilla en Malaisie[71] ». Par-delà un certain nombre de procédés tactiques (embuscade, aéromobilité), le FM 31-16 renvoie aussi à des pratiques coloniales jusqu'alors peu mises en avant par la doctrine américaine. C'est notamment le cas de la lutte contre l'infrastructure politique de la rébellion, érigée en pilier de la stratégie contre-

insurrectionnelle par la Special Branch britannique et les directives de lutte contre le terrorisme urbain de Massu et Salan en Algérie. De même, le nouveau manuel américain assume que « toute opération de contre-guérilla doit reposer sur une action contre l'organisation clandestine et civile de soutien à la guérilla et sans laquelle elle ne peut opérer ». Le manuel recommande enfin l'adoption de « comités de pacification » inspirés du « système de comités » en Malaisie en vue de coordonner les mesures militaires avec celles des agences civiles impliquées dans la contre-insurrection.

L'attention, nouvelle pour l'US Army, au cadre politico-stratégique, s'exprime de manière plus évidente encore dans un dernier manuel, le FM 31-22, *US Army Counter-Insurgency Forces*, également publié en 1963. Ce document souligne encore davantage le contexte socio-économique d'émergence des guérillas et la nécessité d'une coopération interagences. Il évoque également la possibilité de recourir à des déplacements massifs de populations afin d'établir des « *free fire zones* » à l'instar des zones interdites en Algérie et au Kenya, où l'artillerie pourra être employée de manière « indiscriminée ». Il prévoit la réimplantation des populations dans des « villages protégés » sur le modèle du plan Briggs en Malaisie. Il recommande enfin l'adoption de mesures d'exception déjà employées sur les théâtres coloniaux, telles que la suspension des droits civiques, la surveillance accrue des habitants ou encore l'élargissement des pouvoirs de police – fouilles, arrestations, etc. À défaut du soutien, le contrôle de la population n'est plus seulement présenté comme un adjuvant mais bien comme la clé de la victoire[72].

Les think tanks dans la communauté de la contre-insurrection

Le processus d'élaboration de la pensée stratégique américaine se distingue par la pluralité de ses sources. Contrairement à la France et à la Grande-Bretagne où elle est encore le monopole de l'institution militaire, les États-Unis sont le premier pays à faire un usage extensif de la recherche en sciences sociales et de l'expertise civile[73]. De fait, à peine le gouvernement fédéral a-t-il fait part de sa volonté de développer les

capacités irrégulières que les diverses universités, instituts et autres *think tanks* sous contrat avec l'État fédéral se mettent au travail.

De tous ces *think tanks,* la RAND Corporation est sans aucun doute celui qui a exercé la plus grande influence sur la pensée stratégique irrégulière des années soixante[74]. Né en 1948 d'un bureau d'étude de la compagnie Douglas Aircraft, l'organisme devient l'un des premiers centres de recherche à financement fédéral du département de la Défense. Donnant initialement la priorité à la stratégie nucléaire, la RAND se rend célèbre dans les années cinquante par les travaux de ses analystes, théoriciens de la dissuasion, tels Bernard Brodie, Herman Kahn ou Thomas Schelling. Mais lorsque l'administration Kennedy lance le chantier de la guerre irrégulière, l'entreprise va aussitôt saisir la balle au bond. Elle récupère ainsi de juteux contrats auprès du cabinet du secrétaire à la Défense ainsi que de la nouvelle agence de recherche et développement du Pentagone, l'Advanced Research Projects Agency (ARPA), qui lance en 1961 un ensemble de programmes sur la guerre irrégulière sous le nom de projet *AGILE*[75]. Des analystes réputés de la RAND vont alors se trouver au cœur d'un nouveau champ de la recherche opérationnelle visant à élaborer la stratégie de contre-insurrection[76].

Ces chercheurs se mettent vite en tête de rassembler un maximum de données disponibles sur les conflits passés dans l'espoir qu'un croisement rigoureux et scientifique permettra de dégager une théorie opérationnelle d'ordre général. Différentes études thématiques sont lancées à cet effet au début de l'année 1962. L'expérience britannique de Malaisie, célébrée pour ses succès tactiques et stratégiques, arrive en tête avec la considérable étude en cinq volumes de Riley Sunderland sur les opérations civiles et militaires des forces britanniques et malaisiennes contre le PCM[77]. Fondée sur des documents britanniques encore classifiés et des entretiens avec de nombreux acteurs, parmi lesquels le général Templer, l'étude couvre tous les aspects de la campagne : les opérations militaires et notamment les tactiques de contre-guérilla, l'organisation du commandement et du système des comités, le renseignement et l'infiltration de l'adversaire, l'action psychologique et la propagande, et enfin les méthodes de contrôle social *via* notamment les déplacements de populations.

La RAND commissionne également une étude détaillée de la guerre d'Algérie, sous la plume d'un certain Constantin Melnik. Issu d'une famille

de Russes blancs ayant fui la révolution bolchevique en 1918, ce personnage hors du commun s'est engagé dès l'âge de 15 ans dans la Résistance. À la Libération, il intègre Sciences Po où il fait la connaissance de Michel Debré et de Raymond Aron, qui le prennent sous leur aile. C'est Aron qui l'introduit en 1953 auprès de la RAND pour le compte de laquelle Melnik devient consultant, contribuant à plusieurs études dont celle de George Tanham en 1957. Rattrapé par Debré, devenu Premier ministre du général de Gaulle à l'été 1958, il devient son conseiller pour les questions de sécurité et supervise à Matignon l'action des services spéciaux[78]. Après quatre ans de bons et loyaux services, il quitte ses fonctions au lendemain des accords d'Évian. Aussitôt, son ancien employeur le convie à faire part de son expérience : installé « dans une caravane sur le parking de la RAND », il reçoit la visite de « tous les gens importants qui s'intéressaient à cette époque à la guerre anti-insurrectionnelle[79] ». Il accepte alors de produire un rapport sur le bilan de la lutte contre le FLN. Melnik y considère avec scepticisme l'apport des doctrinaires français de la guerre révolutionnaire et de l'action psychologique, jugeant que la « conquête de la population » est un objectif plus aisé à décréter qu'à mettre en œuvre. Son parti pris gaulliste et son expérience de lutte contre l'OAS l'incitent par ailleurs à condamner les « techniques d'endoctrinement politique », qu'il estime dangereuses et « plus adaptées à l'établissement de régimes totalitaires qu'à une procédure de lutte contre une insurrection[80] ».

Melnik reconnaît en revanche davantage de mérite aux aspects plus offensifs de la doctrine française, notamment en ce qui concerne la lutte contre l'infrastructure insurgée. Il insiste ainsi sur l'absolue nécessité de « détruire toutes les forces ennemies, non seulement combattantes […] mais aussi l'appareil politique et administratif », tout en mettant en garde contre les conséquences politiques du « meurtre de sang-froid d'individus non combattants au moment de leur arrestation ». De même, sur le plan strictement militaire, Melnik estime que « des résultats très positifs […] furent atteints en Algérie : alors qu'en 1956 l'ordre de bataille ennemi comptait 50 000 hommes, au moment des négociations [fin 1961] il n'était plus que de 5 à 10 000[81] ». Il passe aussi en revue les méthodes françaises de contre-guérilla, du trio quadrillage-bouclage-ratissage jusqu'aux commandos de chasse et aux contre-maquis. Il insiste enfin sur l'importance de la bataille des frontières *via* la ligne Morice, dont le

concept devait plus tard inspirer la « ligne McNamara » contre la piste Hô-Chí-Minh au Vietnam.

En parallèle de ces études fleuves, la RAND organise de nombreux séminaires autour d'anciens combattants expérimentés dans les opérations de contre-insurrection. Au mois d'avril 1962 est ainsi organisé un grand « symposium » sur cinq jours autour de vétérans des campagnes de Malaisie, du Kenya, d'Algérie et des Philippines, abordant avec force détails tous les enjeux de la guerre contre-insurrectionnelle[82]. C'est à l'issue de ce séminaire que les chercheurs de la RAND proposent à l'un des participants de produire une étude approfondie sur son expérience en Algérie : il s'agit d'un ancien officier français du nom de David Galula. L'étude est achevée l'année suivante sous le titre *Pacification in Algeria*, qui se présente comme un récit de son expérience en tant que capitaine en Kabylie[83]. Lauréat d'une bourse de l'université de Harvard, Galula rédige en parallèle un traité théorique, qui paraît l'été suivant sous le titre *Counterinsurgency Warfare : Theory and Practice*, et qui devait rester un ouvrage de référence dans les écoles militaires et bibliographies réglementaires américaines jusqu'à aujourd'hui[84]. Pratiquement inconnu en France avant sa traduction en 2008, le parcours de Galula incarne à merveille cette dynamique de circulation des expériences irrégulières.

Né à Sfax d'une famille juive tunisienne, il est reçu au concours de Saint-Cyr en 1939, à la veille de la guerre[85]. Affecté au Maroc dans un régiment d'infanterie coloniale, il est presque immédiatement radié des cadres de l'armée en application des lois antijuives de Vichy, avant d'être réintégré en 1942 par l'armée de Libération. C'est au cours des campagnes d'Italie et de France qu'il fait la connaissance du colonel Guillermaz, ancien attaché militaire à Pékin qui le prend sous son aile et le convainc de le suivre en Extrême-Orient pour y servir comme officier de liaison[86]. Il y rencontre la guerre révolutionnaire maoïste et se passionne pour les écrits militaires chinois. Nommé en 1949 observateur auprès des Nations unies à la frontière gréco-macédonienne où les communistes de l'ELAS se sont repliés dans un dernier baroud d'honneur face aux forces royalistes, il retrouve ensuite l'Extrême-Orient comme attaché militaire à Hong Kong, où il est placé sous l'autorité de l'état-major d'Indochine[87]. C'est l'occasion pour lui de visiter les théâtres de Malaisie et des Philippines où il fait la connaissance d'Edward Lansdale qui lui vaudra par la suite d'être invité au

séminaire de la RAND. De retour d'Asie, Galula est affecté en 1955 à la tête d'une compagnie d'infanterie en Kabylie, où il pourra enfin tester ses propres idées sur la guerre irrégulière[88].

Malgré son parcours original, Galula est plus un passeur stratégique qu'un penseur radicalement original. Ce dernier partage en effet l'essentiel des conclusions de la doctrine française de guerre révolutionnaire. Il reconnaît ainsi avec Lacheroy et ses émules que le centre de gravité de la guerre révolutionnaire réside dans le contrôle de la population et reprend à son compte leur analyse des « hiérarchies parallèles » et du « scénario-type de la guerre révolutionnaire[89] ». Il valide la plupart des procédés de contrôle des populations utilisés en Algérie : couvre-feux, laissez-passer aux abords des villages, recensement systématique des habitants, voire leur regroupement, ainsi que la prise en main psychologique[90]. Ce primat de la population peut aller jusqu'à contrevenir aux règles tactiques les plus élémentaires : « même lorsqu'un village est dominé par un piton, l'unité doit s'installer dans le village et non sur le piton[91] ». Sur le plan offensif, Galula ne néglige nullement le rôle de la lutte contre les bandes armées mais insiste davantage sur la lutte contre l'organisation politique, c'est-à-dire les cadres du parti, propagandistes ou commissaires politiques. Dans cette perspective, les méthodes utilisées par la bataille d'Alger lui semblent efficaces, et il voit même dans les détachements opérationnels de protection, responsables des interrogatoires et au passage de la torture des prisonniers, le « plus grand accomplissement de la guerre d'Algérie[92] ».

Enfin, Galula partage avec les autres tenants de l'école française une approche de la contre-insurrection comme une guerre totale, là où les Britanniques, et dans une moindre mesure les Américains, restent conscients du caractère limité des intérêts en jeu, et donc des moyens méritant d'être mis en œuvre. C'est précisément cette dimension totale qui interpelle Charles Bohannan, vétéran de la campagne des Philippines devenu lui aussi consultant pour la RAND, lors de son évaluation de l'étude de Galula. Tout en soulignant l'intérêt du document, il insiste sur la « futilité d'espérer appliquer au Vietnam l'approche de Galula[93] ». Il en veut pour preuve l'insistance du Français sur la notion de saturation. Or, une méthode nécessitant « une compagnie entière pour pacifier un territoire de 6 km^2 et 25 guérilleros ne convient pas aux États-Unis ». S'annonce ainsi, avant même qu'elle ne soit enclenchée, l'aporie de l'escalade militaire au

Vietnam, où le décalage entre la conception maximaliste des moyens et la nature limitée des intérêts réellement en jeu allait s'avérer fatal à la stratégie américaine.

Au terme de la présidence Kennedy, les puissances occidentales sont donc parvenues à une forme de syncrétisme stratégique combinant les principaux concepts opérationnels et politiques développés au cours des décennies précédentes et dont le livre de Galula est l'un des meilleurs exemples. Cette transformation demeure cependant inachevée : à bien des égards, la circulation et la formalisation d'une doctrine s'est opérée entre les experts mais n'a pas eu le temps de s'ancrer durablement dans le répertoire doctrinal américain pour déboucher sur une acculturation stratégique des institutions. Avec la mort soudaine de Kennedy le 22 novembre 1963 s'efface également la dynamique présidentielle de démarginalisation de la guerre irrégulière, ce qui permet aux institutions de reprendre le chemin d'une approche nettement plus conventionnelle. Par ailleurs, les premières expérimentations de la contre-insurrection au Vietnam de 1961 à 1963, fondées sur une application systématique des expériences passées, s'avèrent peu concluantes et ne tardent pas à sonner le glas de ce cosmopolitisme stratégique élaboré loin des conflits, dans le confort des bibliothèques et des salles de conférence.

Chapitre 12

Le test vietnamien

(1961-1963)

Alors même que l'administration Kennedy s'apprête à refonder les bases de sa grande stratégie de guerre irrégulière, elle se trouve déjà confrontée à l'un des exemples les plus emblématiques de la flambée de guerres de libération nationale dans le Tiers Monde. La question du Vietnam et des moyens d'y réprimer l'insurrection communiste est indissociable du processus d'élaboration doctrinale qui anime les institutions civiles et militaires américaines au début des années soixante. Ce sont dans l'ensemble les mêmes personnages qui codifient la théorie contre-insurrectionnelle aux États-Unis et président à sa mise en œuvre au Vietnam. Nombreux sont ceux qui à Washington perçoivent ce pays comme un lieu d'expérimentation pour les nouveaux concepts irréguliers et s'en inspirent pour nourrir leur réflexion globale. Prolongement direct du bassin d'expériences croisées nées dans le Sud-Est asiatique avec l'émergence de la menace maoïste chinoise, la guerre du Vietnam continue de jouer en ce début des années soixante le rôle de principal carrefour d'échanges et de circulations des différents modèles stratégiques irréguliers occidentaux.

Kennedy et la question vietnamienne

À peine Kennedy s'est-il installé à la Maison Blanche qu'il reçoit sur son bureau un rapport sur la situation au Vietnam rédigé par le général Edward Lansdale[1]. L'ancien architecte de la prise de pouvoir de Ngô Đình Diêm en 1954, devenu sous-secrétaire aux Opérations spéciales, ne s'est jamais désintéressé du sort du pays. Après cinq ans d'éloignement, il a obtenu en 1960 d'y effectuer un nouveau séjour afin de donner sa propre évaluation de la situation. Son verdict est sans appel : « Le Sud-Vietnam se trouve dans un état critique et […] nécessite un traitement de choc[2]. » Ce diagnostic s'appuie sur les évènements récents qui ont contribué à détériorer brutalement la situation du pays. Au Nord, la République démocratique du Vietnam (RDV) s'est clairement engagée dans la reprise des hostilités. Sous l'influence de Lê Duẩn, nouveau secrétaire général du parti, Hanoï accroît son soutien aux cellules communistes dans le Sud : dès le mois de janvier 1960, une série de soulèvements armés dans les provinces de Bên Tre et Tây Ninh tentent d'établir des « zones de partisans » d'où ils multiplient les petites actions de guérilla. Réactivant les anciennes méthodes ayant fait leur preuve en Chine et au Tonkin, les divers comités et associations créés par le parti communiste refont surface. En décembre est créé, sur le modèle du Vietminh, un Front national de libération (FNL), destiné à rassembler le plus largement possible tous les opposants au régime de Diêm, par-delà les seuls militants communistes[3].

Jouant sur les trois piliers de la société vietnamienne traditionnelle que sont la famille, le village et la religion, le FNL met alors en place une infrastructure politique de premier ordre : par sa gouvernance locale compétente, l'insurrection s'assure l'appui de nombreux villages, elle y trouve un vivier en effectifs, un soutien logistique et financier ainsi qu'un réseau de renseignement étendu[4]. Comme dans les insurrections passées, ce contrôle repose aussi sur une dose de coercition ainsi que l'atteste le nombre d'assassinats et d'enlèvements de notables et représentants du gouvernement qui passe de moins de 200 en 1959 à plus de 1 500 en 1960[5]. Par ce terrorisme sélectif, le Viêt-Công brise les relais de l'État auprès des villageois et crée un vide administratif dans lequel il peut librement se présenter comme le nouveau détenteur du « mandat céleste[6] ».

Face à la perte de contrôle progressive des campagnes, le régime de Diêm démontre toutes ses faiblesses. Le pays est largement dépendant de l'aide financière américaine qui soutient à fonds perdus une économie en proie à une corruption endémique, creusant le fossé entre les élites et la petite paysannerie[7]. Sur le plan politique, Diêm muselle toute opposition et cherche à imposer partout son parti personnaliste[8]. Cette dérive autoritaire fait naître des doutes chez de nombreux diplomates américains, au premier rang desquels l'ambassadeur Elbridge Durbrow qui tente en vain de pousser le régime à des réformes de gouvernance et de démocratisation. Son scepticisme grandissant le conduit à adopter une attitude ambiguë lors de la tentative de coup d'État menée par trois colonels parachutistes en novembre 1960. Cette neutralité ne lui sera pas pardonnée par Diêm dont la méfiance s'accroît à l'égard de son allié américain[9]. Craignant de nouvelles séditions, il se repose de plus en plus sur les membres du clan familial, au premier rang duquel son frère, Ngô Đình Nhu, et la femme de ce dernier, la célèbre « *Dragon Lady*[10] ».

C'est dans ce contexte troublé que Lansdale arrive à Saigon. Il juge urgent de réaffirmer le soutien américain au régime et recommande le renvoi de Durbrow qui a perdu la confiance du chef d'État[11]. Faute d'alternative, il se prononce aussi en faveur de l'adoption du « plan de contre-insurrection » proposé par le général McGarr, commandant du Military Assistance and Advisory Group (MAAG). Il s'agit d'augmenter l'aide américaine pour permettre le recrutement de 20 000 soldats supplémentaires pour l'armée sud-vietnamienne[12]. D'autant plus soucieux de montrer sa détermination à endiguer le communisme en Asie qu'il s'est résigné à la neutralisation du Laos, Kennedy décide de faire au Vietnam la preuve de sa détermination[13]. Aussi autorise-t-il l'envoi d'une centaine de nouveaux conseillers militaires américains et de quatre compagnies de Special Forces afin d'y développer les techniques de contre-guérilla[14].

Ce nouvel afflux de capitaux, de matériels et de conseillers ne parvient cependant pas à enrayer l'offensive du Viêt-Công en septembre 1961[15]. Un vent de panique souffle alors sur Saigon où l'Assemblée nationale vote à Diêm les pleins pouvoirs. Dépêchés sur place, le général Maxwell Taylor et Walt Rostow recommandent une réponse brutale : la mise en œuvre d'une politique de représailles contre le Nord-Vietnam si ce dernier persiste dans ses infiltrations, et l'envoi d'un contingent militaire américain de

8 000 hommes sous couvert d'aide humanitaire[16]. Réticent au séisme politique que ne saurait manquer d'entraîner l'envoi d'unités régulières dans une zone de guerre, Kennedy préfère opter pour un accroissement substantiel – plus de 2 000 – du nombre de conseillers militaires, officiellement non combattants mais placés au plus près des opérations, autorisés à pénétrer dans les zones de combat et même à faire usage de leurs armes s'ils le jugent nécessaire[17]. Le changement de nom en février 1962 du MAAG en Military Assistance Command, Vietnam (MACV), sous l'autorité du général Harkins, illustre bien cette transition vers un rôle de plus en plus opérationnel[18].

Kennedy se refuse pourtant à céder entièrement à la ligne militariste défendue par ses conseillers. À l'approche du week-end de Thanksgiving, fin novembre 1961, il opère un remaniement ministériel par lequel il écarte Rostow des questions vietnamiennes et désigne W. Averell Harriman, jusqu'alors chargé des négociations sur le Laos, à la tête de la division Extrême-Orient du Département d'État. Il promeut également des figures comme Michael Forrestal ou Roger Hilsman, tous deux fermement convaincus de l'importance de s'attaquer à la dimension politique de l'insurrection, là où Rostow et les généraux, obnubilés par les infiltrations, y voyaient un problème essentiellement technique et sécuritaire[19]. C'est dans le cadre de cette nouvelle approche que vont se multiplier les analogies avec les expériences étrangères. En quête d'inspiration et sentant le piège se refermer sur elle, l'administration américaine va chercher ailleurs les réponses qu'elle ne semble plus pouvoir trouver seule.

L'école de Malaisie et la mission britannique au Vietnam

L'état d'urgence en Malaisie vient à peine de prendre fin lorsque reprend l'insurrection communiste au Sud-Vietnam. Les différents centres de formation militaires et policiers malaisiens disposaient alors déjà de liens forts avec Saigon, remontant aux échanges franco-britanniques du temps de la guerre d'Indochine[20]. À la suite de certains retours positifs d'officiers supérieurs de sa garde civile que le président Ngô Đình Diêm demande en février 1960 à effectuer lui aussi une visite en Malaisie, afin d'y renforcer la coopération dans le domaine de la « lutte contre la subversion

communiste[21] ». Il y fait notamment la connaissance de sir Robert Thompson qui occupe alors le poste de secrétaire permanent du ministre de la Défense. Fonctionnaire colonial spécialisé dans les affaires chinoises, cet ancien Chindit était devenu l'un des proches conseillers du général Briggs lors de l'état d'urgence, et avait contribué à sa stratégie de pacification[22]. Impressionné par sa visite et par la solidité du dispositif contre-subversif malaisien, Diêm demande peu de temps après son séjour s'il serait possible à Kuala Lumpur et Londres d'envoyer au Vietnam une délégation d'experts qui sauraient lui adresser quelques recommandations tirées de leur expérience[23]. C'est ainsi que Thompson effectue sa première visite au Vietnam au printemps 1960[24]. À l'issue de ce premier tour, il fait parvenir à Diêm un mémorandum dans lequel il estime que les deux insurrections sont « très similaires » et par conséquent, que « les mêmes méthodes pour combattre les communistes devaient être appliquées[25] ».

Pour Londres, l'intérêt des Vietnamiens vis-à-vis de l'expérience malaisienne est l'occasion de démontrer son engagement aux côtés des États-Unis dans la région. Devançant la demande de Diêm, l'ambassadeur britannique à Saigon, Henry Hohler organise au cours de l'année 1960 une série de visites parmi lesquelles celles du général Richard Hull, commandant des forces terrestres à Singapour, et surtout du maréchal Templer, ancien directeur des opérations en Malaisie devenu entre-temps chef de l'état-major impérial[26]. L'objectif essentiel est ici de renforcer la « relation spéciale » avec les États-Unis, souci constant de la politique de Macmillan depuis la crise de Suez ; d'autant plus que les deux alliés se sont éloignés sur la question laotienne dans laquelle le Royaume-Uni a pris fait et cause pour la neutralisation[27].

Malgré son intérêt initial pour l'expertise britannique, Diêm se montre toutefois hésitant à embrasser le modèle malaisien[28]. Il ne partage pas l'avis de Thompson sur les similarités entre les deux pays et met en avant les nombreuses différences qu'il entrevoit[29]. Tout d'abord, l'insurrection en Malaisie était le fait d'une partie de la communauté chinoise, elle-même minoritaire dans le pays, au contraire du Vietnam où les communistes évoluent parmi l'ethnie viet, majoritaire à 85 % dans le Sud. Ensuite, contrairement à la Malaisie, où les populations cibles étaient des *squatters*, installés aux franges de la jungle suite à une marginalisation survenue pendant la Seconde Guerre mondiale, les paysans vietnamiens étaient quant

à eux installés dans leurs villages depuis des temps reculés, attachés économiquement et spirituellement à la terre de leurs ancêtres. Enfin, la politique de contrôle alimentaire qui avait eu tant de succès contre les communistes en Malaisie n'avait aucun sens dans le delta du Mékong où la riziculture extensive offrait à la guérilla une source de subsistance inexpugnable.

Du côté américain également, nombreux sont ceux qui voient dans la perspective d'une influence britannique un parasitage malvenu de leur tête-à-tête avec les Vietnamiens. Le général Williams, encore à la tête du MAAG, se plaint ainsi de ce « que l'ambassadeur britannique se permette de donner des conseils sur la réorganisation de l'armée vietnamienne ou ses tactiques[30] ». Depuis Washington, même le général Lansdale, pourtant prompt à valoriser les apports étrangers, s'oppose clairement à la présence d'une mission britannique, jugeant qu'il « n'est pas sain de laisser un étranger dépenser les fonds et les énergies investis par les États-Unis [au Vietnam][31] ». Ces réticences tombent cependant avec l'arrivée de Kennedy[32]. Dès le printemps 1961, la Maison Blanche appuie l'idée de bénéficier des savoir-faire malaisiens et approuve le principe d'une « contribution d'un pays tiers à la formation des forces vietnamiennes à la contre-guérilla[33] ». Quant au nouvel ambassadeur américain, Frederick Nolting, il convainc le MAAG de ne pas s'y opposer frontalement pourvu que la future mission britannique se borne à des domaines non militaires tels que la gouvernance, la police ou la propagande[34].

À l'été 1961, Diêm donne finalement son feu vert pour l'installation à Saigon de la British Advisory Mission (BRIAM). Celle-ci est logiquement placée sous la direction de sir Robert Thompson, « *gentleman farmer* » tantôt érudit, tantôt baroudeur, qui parvient vite à s'attirer les sympathies de chacun[35]. Dès la fin septembre, il est rejoint par Desmond Palmer, ancien policier colonial ayant occupé plusieurs postes au sein de la Special Branch de Malaisie et considéré par Thompson comme un « bon connaisseur du fonctionnement et de l'organisation des partis communistes[36] ». La BRIAM accueille également Dennis Duncanson, un fonctionnaire colonial spécialiste des questions de guerre psychologique ainsi que Jock Hindmarsh, ancien directeur de la formation de la police de la Fédération de Malaisie[37]. Une fois son équipe au complet, Thompson se met au travail et

délivre ses premières conclusions à Ngô Đình Diêm dans un mémorandum bientôt connu sous le nom de plan Delta :

> L'objectif principal de tout plan de contre-insurrection doit être de conquérir la population. L'élimination physique des terroristes-communistes [expression employée en Malaisie pour désigner les insurgés] s'en suivra automatiquement. Si l'accent est placé sur l'élimination des terroristes en revanche, il existe un risque sérieux que l'on fabrique plus de communistes que l'on en tue. Conquérir la population doit donc être au premier plan dans l'esprit de quiconque s'engage dans des opérations antiterroristes[38].

Une conséquence directe de cette approche « populo-centrée » est le choix par Thompson de concentrer l'action sur le delta du Mékong, principal foyer de peuplement du Sud-Vietnam. Il entend réorganiser la gouvernance de la zone sur le modèle des comités créés par le général Briggs en Malaisie[39]. Il s'agit notamment de renforcer les pouvoirs des chefs de province nommés par Diêm de sorte qu'ils puissent gérer tous les aspects (politiques, économiques, militaires) de la pacification. Un autre point du plan est l'« établissement de hameaux stratégiques[40] », consistant à regrouper les populations éparses du delta dans des villages fortifiés, à la manière des « nouveaux villages » du plan Briggs. Pour accompagner ce programme, Thompson propose toute une série de mesures de contrôle des populations, typiques des méthodes coloniales déjà introduites au cours de conflits précédents : création de « zones interdites », mise en place de couvre-feux, recensement, barrages et points de contrôle le long des routes et voies fluviales ainsi qu'un « certain degré de contrôle des denrées alimentaires », mesure qui s'était révélée particulièrement efficace en Malaisie[41].

La BRIAM s'investit également dans les questions policières, aidée en cela par la division police de l'United States Operations Mission (USOM), branche locale de l'agence américaine de développement[42]. Ensemble, ils convainquent Diêm de former une police nationale ayant le monopole sur le maintien de l'ordre[43]. Suivant de près ces recommandations, Diêm promulgue en juin 1962 un décret instaurant une police nationale regroupant en une seule agence la Sûreté, la gendarmerie et la police municipale[44]. À peine nommé, le nouveau directeur de la police, Nguyên Van Y, se rend en Malaisie pour y être formé aux méthodes et aux structures qui ont inspiré la création de son organisme. À l'issue de son séjour,

« Monsieur Y » affirme à ses correspondants britanniques et malaisiens qu'il entend poursuivre les efforts dans la direction proposée[45].

Cette influence britannique est particulièrement prégnante en matière de renseignement : l'ancienne Sûreté vietnamienne se transforme en bureau de la « police spéciale », sur le modèle explicite de la Special Branch de Malaisie[46]. Suivant les méthodes ayant fait leur preuve en Malaisie, mais aussi au Kenya et en Algérie, Thompson recommande d'établir des fiches personnelles pour chaque membre connu de l'organisation clandestine du FNL et de représenter, sur un mur de la salle des opérations de chaque district, l'organigramme adverse qu'il convient de remplir au fur et à mesure que ses membres sont arrêtés ou éliminés.

Un dernier exemple de transposition de dispositif stratégique promu par Thompson dès la rédaction du plan Delta est la mise en place d'un programme d'incitation à la reddition[47]. En Malaisie, les services de renseignement britanniques avaient très tôt travaillé avec la direction de la guerre psychologique pour inciter les combattants communistes à déserter moyennant amnistie et récompense. Au mois de décembre 1962, Thompson fait parvenir au ministre de l'Intérieur vietnamien une série de notes en vue de l'établissement d'un programme similaire. Il y propose des procédures détaillées sur l'interrogatoire des individus ralliés et leur traitement ultérieur – détention, réhabilitation et, dans certains cas, réintégration dans des unités de contre-guérilla. Le Britannique souligne l'intérêt d'un tel programme pour semer la discorde chez l'ennemi et promouvoir l'image d'un gouvernement juste, capable d'offrir une seconde chance aux rebelles[48].

Là aussi, ces propositions ne vont pas tarder à se traduire par des réalisations concrètes. Le projet séduit le directeur des affaires rurales de l'USOM, Rufus Phillips, ancien protégé de Lansdale à Saigon qui a troqué son poste à la CIA pour un costume de fonctionnaire de l'AID[49]. Bon connaisseur des Philippines grâce aux connexions de Lansdale, Phillips voit dans les propositions de Thompson un écho de mesures similaires ayant contribué à la lutte anti-Huk[50]. Le programme voit finalement le jour sous le nom de *Chieu Hoi* (« Les bras ouverts »), promulgué en avril 1963 par décret présidentiel[51]. Desmond Palmer se félicitera alors de ce que « les termes de l'offre [de reddition] soient extrêmement proches de ceux proposés par Thompson[52] ». Appliqué à l'ensemble du Sud-Vietnam, le programme parvient dans sa première année d'existence à rallier plus de

12 000 combattants, pour l'essentiel des paysans peu motivés, enrôlés de force par le FNL[53].

L'influence française au Sud-Vietnam : un levier politique ?

Bien que l'école britannique de Malaisie apparaisse clairement comme le principal apport occidental à la stratégie des États-Unis au Vietnam, il n'est pas possible de faire l'impasse sur l'influence française en la matière. Largement évincée par les États-Unis dans les structures de formation, la France n'en conserve pas moins, dans le Sud-Vietnam du début des années soixante, un statut bien particulier de par son influence culturelle et la présence d'une communauté d'expatriés déclinante, mais encore bien réelle – pour l'essentiel des planteurs restés après les accords de Genève. Les diplomates américains s'expriment eux-mêmes encore souvent en français lorsqu'ils s'adressent à leurs homologues vietnamiens[54].

Après avoir connu une détérioration continue du fait de la politique ouvertement antifrançaise de Diêm, les relations reprennent un tour plus favorable à la fin de la décennie[55]. La tension entre Saigon et Washington, patente après le coup manqué de novembre 1960, vient accélérer ce réchauffement. Le frère du président, Ngô Đình Nhu, déclare ainsi à l'ambassadeur de France, Roger Lalouette, que, « si elle le voulait, l'heure de la France avait sonné au Vietnam[56] ». Les méthodes de guerre irrégulière apparaissent vite comme un moyen de rétablir cette influence. Diêm lui-même loue « l'expérience des cadres militaires français dans la lutte contre les guérillas. [Ayant] indiqué que les services britanniques lui avaient fourni une documentation sur cette question, il attacherait un très grand prix à recevoir les ouvrages militaires français les plus récents à ce sujet[57] ». Une telle documentation – dont la nature exacte reste inconnue – sera bien transmise au président vietnamien, qui promet alors de « l'étudier personnellement avec le plus grand intérêt[58] ».

Moins d'un an plus tard, irrité par les contretemps de l'aide américaine et sans doute inspiré par l'exemple de la BRIAM, Diêm fait à nouveau savoir à Lalouette qu'il souhaiterait pouvoir « opposer à l'emprise américaine le contrepoids, même moral, d'une tierce puissance ou d'un groupe de puissances amies : la France en premier lieu, ou la France et la

Grande-Bretagne[59] ». En dépit de la volonté de Lalouette de saisir cette opportunité, la position du Quai d'Orsay reste d'une extrême prudence. Le directeur Asie-Océanie, Étienne Manac'h, juge sévèrement la mission de Robert Thompson dont il « voit bien les bénéfices que M. Diêm peut en tirer [mais] mal les avantages pour Londres. Le séjour d'officiers britanniques au Vietnam ne pourrait passer inaperçu des pays de l'Est. [Or] Londres, qui copréside les accords de Genève, risque de ce fait de voir contester son impartialité[60] ».

Tous les représentants français ne partagent pas ce point de vue. Le colonel Jacques Guiziou, attaché militaire à Saigon, ancien d'Algérie et bon connaisseur de la guerre psychologique, se félicite pour sa part de l'arrivée au Vietnam d'« experts plus subtils et plus avertis que les conseillers américains. Chacun sait en effet que, dans l'arsenal des remèdes à opposer à la subversion, les Britanniques font une large place aux réformes d'ordre politique[61] ». D'une manière générale, la mission militaire française s'illustre par une posture moins hostile que le reste de l'ambassade aux théories de la contre-insurrection. Refusant de céder à la prudence diplomatique, Guiziou recommande à la fin 1961 de suivre l'exemple britannique, de « ne pas [se] dissocier des Américains [et même de se] tenir prêts à une intervention plus directe si l'évolution de la situation la rend possible[62] ».

Bien que ni le Quai d'Orsay et encore moins le général de Gaulle ne semblent avoir envisagé un tel réengagement français au Vietnam en plein règlement du contentieux algérien, cette mise en concurrence des modèles français et britanniques illustre une vraie dynamique de la circulation des savoirs stratégiques. En novembre 1961, soit au moment même où Thompson soumet son plan Delta, Diêm fait l'éloge auprès de Lalouette du « génie militaire [français] durant la guerre d'Indochine [ajoutant que] ses conseillers, dont certains, comme le chef de la province de Biên Hòa, sont d'anciens chefs vietminhs ralliés, lui ont vanté l'efficacité de nos fortifications de campagne ». En effet, Diêm reproche alors au MAAG « de ne plus concevoir qu'une guerre de mouvement […] et de n'avoir que des notions souvent rudimentaires en ce qui concerne le génie militaire de campagne[63] ». Ces appels du pied de la République du Sud-Vietnam en faveur d'une plus grande implication française resteront pourtant sans réponse. Convaincu de la futilité du combat diémiste et d'ores et déjà

partisan d'une solution neutraliste dans un Vietnam unifié, de Gaulle préfère garder ses distances avec un régime qu'il estime condamné.

La distance grandissante imposée par Paris à l'égard de l'entreprise américaine au Vietnam ne peut toutefois suffire à liquider entièrement l'héritage stratégique français. Cette persistance est sensible dans le cas du chef de station de la CIA à Saigon, William Colby, ancien Jedburgh francophone et francophile, et adepte des opérations paramilitaires[64]. Au début de l'année 1961, Colby fait la connaissance d'un jeune humanitaire américain, David Nuttle, qui sillonne depuis quelques années les hauts plateaux du Centre-Vietnam pour tenter d'y améliorer les difficiles conditions de vie des populations locales, issues des minorités ethniques, collectivement qualifiées de « montagnards[65] » depuis la période coloniale. Conscient de l'histoire de ces populations et notamment de leur passif dans les maquis de la Force 136, puis plus tard du GCMA, Nuttle propose à Colby de réactiver l'ancien concept français dans le cadre d'un programme d'autodéfense des villages[66]. Par-delà leur hostilité traditionnelle à l'égard des Vietnamiens de la plaine, les Montagnards se situent surtout dans des zones frontalières, par lesquelles transite l'aide logistique venue du Nord-Vietnam pour soutenir le Viêt-Công. Tout comme dans le cas des maquis hmongs au Laos, la CIA espère ainsi réutiliser les schémas opérationnels français pour lutter contre l'infiltration communiste.

En jouant sur l'attrait de Nhu pour les expérimentations tactiques, Colby convainc le frère du président de confier à Nuttle et à ses amis de la CIA la création d'un village pilote : Buon Enao, hameau de l'ethnie des Rhadés à quelques kilomètres de Ban Me Thuot, chef-lieu de la province de Dak Lak[67]. Le concept adopté suit le principe du GCMA mais surtout celui des « villages protégés » de Lyautey et de la méthode de la « tache d'huile » de Gallieni au Tonkin dont Colby revendique expressément l'influence[68]. Dans cette entreprise, Nuttle reçoit aussi l'aide du contingent de Special Forces dépêché par Kennedy – un épisode dont le célèbre film de John Wayne, *Les Bérets verts*, se fera ensuite l'écho[69]. Après avoir établi quelques rudiments défensifs et sanitaires, les Américains entraînent une milice villageoise dédiée à l'autodéfense[70]. Au mois de novembre 1961 le programme est baptisé *Civilian Irregular Defense Group* (CIDG). Le succès de l'expérience conduit son extension à trente et un autres villages rhadés qui reçoivent ainsi de la CIA une aide médicale et du matériel

d'autodéfense[71]. En juillet 1962, ce sont plus de 18 000 Montagnards qui vivent désormais dans ces « villages défendus[72] ».

À peine les CIDG arrivent-ils à maturité opérationnelle que l'administration Kennedy décide d'en retirer la direction à la CIA pour la confier au MACV. Méfiante à l'égard des capacités opérationnelles de l'Agence depuis le fiasco de la baie des Cochons, la Maison Blanche estime aussi que l'heure est venue pour le Pentagone de s'investir pleinement dans les concepts irréguliers tels que les maquis montagnards[73]. Ce transfert de responsabilité, connu sous le nom d'opération *Switchback*, se déroule entre novembre 1962 et juillet 1963 ; il implique également une extension du programme à d'autres groupes ethniques que les Rhadés[74]. Au même moment, le gouvernement vietnamien, qui avait jusqu'alors laissé le contrôle de l'opération à la CIA, entend également reprendre la main sur le programme. Les CIDG vont être progressivement intégrés dans la structure nationale de la garde civile[75]. Envoyés dans des zones éloignées de leur village d'origine et placés sous le commandement d'officiers vietnamiens méprisants, les partisans montagnards perdent vite leur efficacité initiale. Ce dévoiement allait même finir par conduire en septembre 1964 à une violente mutinerie des combattants montagnards, annonçant ainsi le lent déclin du programme jusqu'à sa dissolution en 1967[76].

Bien qu'elle semble s'être progressivement effacée avec le temps, l'influence française est encore suffisamment prégnante pour qu'en 1964 l'ancien commandant français du GCMA, Roger Trinquier, soit approché par les services américains pour réinsuffler l'esprit initial du programme. Lors d'une entrevue déjà évoquée avec un responsable du Pentagone, Trinquier se serait vu signifier que « le rôle joué par [ses] maquis en Indochine avait attiré l'attention des Américains [et qu'ils] auraient aimé que, sous une forme à définir, [il] en reprenne la direction[77] ». Trinquier affirme avoir refusé l'offre, prétextant avoir eu la certitude que les Montagnards seraient abandonnés par les Américains, comme ils l'avaient jadis été par les Français.

Mais si l'influence française dans le Vietnam du début des années soixante devait prendre un visage, ce serait sans doute celui de Bernard Fall. Né en 1926 dans une famille de la bourgeoisie juive viennoise, il grandit dans une Autriche en proie à la montée du nazisme[78]. Avec sa famille, il fuit le pays en 1938 pour s'installer dans la région de Nice.

Rattrapé par la guerre, l'adolescent alors âgé de 16 ans entre dans la Résistance auprès de l'Organisation juive de combat, où il acquiert une compréhension intime de la lutte dans la clandestinité. À la Libération, Fall perfectionne son anglais au contact des GI's, ce qui lui vaut d'être recruté par l'armée américaine comme interprète puis comme enquêteur lors des procès de Nuremberg. En 1950, il obtient une bourse pour partir étudier à l'université de Syracuse, dans l'État de New York. Alors qu'il souhaite s'orienter vers l'économie, son directeur de recherche lui dit qu'« avec son passé français, il devrait se spécialiser sur le Vietnam. La situation politique et militaire là-bas ferait un sujet de thèse idéal[79] ». Fall se rend pour la première fois en Indochine en mai 1953. Bénéficiant de ses contacts avec d'anciens résistants restés dans l'armée, il accède aux informations qui lui permettent de rédiger une thèse de référence, dont la première partie, intitulée *The Vietminh Regime*, sera publiée par Cornell en 1956[80]. Au contraire d'autres spécialistes de l'Indochine, Fall se passionne pour les questions politico-militaires « et en particulier pour tout ce qui touche à la contre-insurrection[81] ». Dès la fin de sa thèse, il obtient d'ailleurs un poste dans un organe de recherche destiné à produire des briefings de guerre psychologique pour l'US Army[82]. Il va dès lors exercer une influence grandissante dans les cercles stratégiques américains.

Ses travaux le conduisent à la rédaction de son célèbre ouvrage, *Street Without Joy,* paru en 1961, dans lequel il offre un récit sans concession de la guerre française en Indochine[83]. Fall y tient néanmoins pour valides la plupart des idées françaises sur la guerre révolutionnaire et déplore la méconnaissance dont elle fait l'objet aux États-Unis[84]. Cette attitude témoigne selon lui d'« une ignorance complète du problème au niveau où il devrait être posé[85] ». Très critique à l'égard de l'approche techniciste américaine, il écrit dans *Newsweek* en 1962 qu'« un soldat des Marines peut piloter un hélicoptère comme personne, mais il ne peut endoctriner un paysan avec une idéologie pour laquelle il vaille la peine de se battre[86] ». Lors d'une conférence sur l'expérience française de contre-insurrection prononcée en janvier 1963 à l'Industrial College of Armed Forces, il critique ouvertement l'étroitesse de la conception américaine de la guérilla :

> Il y a aujourd'hui trop d'attention donnée à l'aspect destructeur dans le travail communiste de guerre révolutionnaire. Si l'assassinat d'un chef de village fait partie de la stratégie, il ne joue

> pas un rôle majeur dans l'opération, au contraire du contrôle administratif. […] Les Français ont assez attentivement étudié l'élément constructif et l'ont désigné par l'expression de *hiérarchies parallèles*. Ils ont découvert ce que les communistes faisaient vraiment : établir leur propre administration dans les zones qu'ils tenaient solidement, mais surtout dans celles qu'ils ne tenaient pas militairement[87].

On retrouve ici les principaux éléments et même la terminologie de Lacheroy. Dans la préface qu'il écrira à l'édition américaine de *La Guerre moderne* de Roger Trinquier, Fall n'hésite d'ailleurs pas à souligner « l'immense réserve constituée par la France en matière de spécialistes de la contre-insurrection, dont la qualification est sans égale[88] ». Fall fait cependant figure de relais ambigu, qui, tout en soutenant la transposition de certains aspects de la doctrine française, semble en récuser ses abus. Il tient ainsi à se distancier de certains doctrinaires français, qui ont selon lui « mal lu Mao Zedong, […] raison pour laquelle ils sont aujourd'hui en exil ou en prison[89] ». Il cite à ce propos *Les Centurions* de Jean Lartéguy, dont il recommande la lecture à tous les officiers américains en partance pour le Vietnam.

Cette honnêteté intellectuelle finira par lui valoir quelques inimitiés. Il n'hésite pas par exemple à pointer du doigt les faiblesses du régime de Ngô Đình Diêm, sa corruption et son incapacité à assurer la bonne gouvernance dont le pays a tant besoin. Par ailleurs, il obtient en 1962 l'autorisation de se rendre à Hanoï et d'interviewer Hô Chi Minh pour le *Saturday Evening Post*. Il reconnaît au vieux chef un indéniable charisme et joue les cassandres en reprenant à son compte une mise en garde du dirigeant communiste : « Les Américains n'aiment pas les guerres longues et non décisives, […] nous sommes certains de vaincre[90]. » Annonçant ainsi une lente transition vers son opposition à la guerre, Fall conclut son article en affirmant son soutien à l'idée d'un accord politique entre Nord et Sud. Cette conclusion ébranle les autorités américaines. Deux semaines après la publication de l'interview, Chalmers Wood, directeur du groupe de travail sur le Vietnam, écrit à l'ambassadeur Nolting que « les recommandations de Bernard Fall sont désormais très proches de la ligne neutraliste crypto-communiste[91] ». Sans que cette première mise en garde ne lui vaille réellement une mise à l'écart, elle annonce une certaine distance des décideurs américains à l'égard de l'une des rares figures qui « faisait le lien,

un lien singulièrement vivant, entre ce qui avait été avant Genève et ce qui s'était développé après[92] ».

Le programme des hameaux stratégiques et la chute de Diêm

En pleine refondation doctrinale de sa stratégie irrégulière, l'Amérique de Kennedy trouve donc au Vietnam l'un des principaux champs d'application de ses nouveaux concepts tactiques et opérationnels inspirés des corpus français et britannique. Cette circulation débouche sur l'adoption de nouvelles politiques mais suscite également réticences, rejets et dévoiements. La mise en œuvre à partir de 1962 du programme des « hameaux stratégiques » illustre pleinement l'ambiguïté de cette dynamique.

Si le concept est présent dès le pré-rapport remis par Thompson à Diêm en octobre 1961, le terme même de « hameau stratégique » semble avoir été introduit pour la première fois quelques mois plus tôt, dans le *Bulletin officiel d'information* du Sud-Vietnam, mais avec des contours plutôt flous[93]. Thompson l'aura repris à son compte en lui donnant une définition précise, directement adaptée des « nouveaux villages » de Malaisie[94]. Cette proposition intervient dans le contexte des négociations entre Américains et Vietnamiens vis-à-vis du « plan de contre-insurrection » proposé par le général McGarr, commandant du MAAG. Ce dernier pousse alors Diêm à donner la priorité aux régions les plus fortement infiltrées par le FNL, et notamment à l'ancienne « zone D » au nord-est de Saigon, bastion de la résistance communiste depuis l'époque française. Il s'agit d'une stratégie de contre-guérilla centrée sur la destruction des forces ennemies, et non d'une « conquête de la population », telle que l'envisage Thompson.

Méfiant à l'égard des Américains, Diêm confie à Thompson la tâche d'émettre une contre-proposition[95]. Sans doute savait-il que le Britannique ne partageait pas les idées du MAAG sur la priorité à donner à la zone D, peu peuplée et donc peu stratégique au regard de ses principes. Alors que Diêm fait part aux Américains des vues de son conseiller britannique, McGarr tempête contre Thompson, qu'il compare à « un docteur invité pour donner un avis médical décidant tout à coup de procéder à une amputation sans consultation préalable avec le médecin traitant[96] ». À Washington en

revanche, les réactions sont plus favorables. La personnalité de Thompson séduit et son concept apparaît comme le moyen de sortir « par le haut » de l'impasse vietnamienne en combinant deux priorités de l'administration Kennedy : l'endiguement du communisme dans le Tiers Monde et son développement économique[97].

C'est sur la personne de Roger Hilsman, en charge d'élaborer une réflexion de fond sur la stratégie vietnamienne, que Thompson va exercer son attraction principale. En visite au Vietnam au début du mois de janvier, Hilsman se lie d'amitié avec le Britannique[98]. Ancien membre du Detachment 101 de l'OSS en Birmanie où Thompson a également combattu en tant que Chindit, Hilsman partage avec lui un certain nombre d'idées sur les guérillas, au premier rang desquelles le primat du soutien populaire. De retour à Washington, Hilsman présente à Kennedy un mémorandum qui reprend les grandes lignes du plan Delta de Thompson, dont il reconnaît d'ailleurs ouvertement l'influence. La principale recommandation est l'établissement de deux zones de pacification prioritaires – le delta du Mékong, déjà désigné par Thompson, mais aussi la région de Hué, au nord du pays – en vue de la construction de « villages stratégiques », qu'il décrit ainsi :

> La création de villages stratégiques dans des zones relativement sécurisées implique le regroupement des hameaux en une zone compacte, aisée à défendre. […] Chaque village stratégique doit être protégé par un fossé et des fils barbelés, disposer de tours de garde et d'un entrepôt pour les armes. […] Chaque village disposera également de téléphones et d'un système d'alarme reliant les tours de garde et les postes de défense ainsi qu'une radio garantissant un contact direct avec les autorités administratives et militaires du district. […] Chaque village stratégique disposera d'une unité d'autodéfense de 75 à 150 hommes […] chargé de défendre le village et de conduire des patrouilles[99].

La description offerte ici suit à la lettre celle des « nouveaux villages » de Malaisie et laisse peu de doute quant à l'influence de Thompson sur la rédaction du concept, ce dont le Foreign Office ne manque pas de se féliciter[100]. Du côté américain, les réactions sont également positives. Le directeur de l'USIA, Edward Murrow, affirme à Hilsman que la lecture de son papier lui a fait « l'effet d'un mint julep par une chaude journée d'été[101] ». Certaines réticences se font entendre néanmoins : ainsi le colonel John Stockton, du Département d'État, se montre-t-il sceptique, estimant

que « l'affaire de Malaisie est aussi éloignée de la situation actuelle [au Vietnam] que la guerre d'indépendance l'était de la guerre de Sécession[102] ». Ce type d'oppositions, fondées sur l'incommensurabilité supposée des deux théâtres, provient particulièrement des militaires, et d'autant plus au MAAG, où la majorité des officiers reste réticente à des conceptions trop éloignées de leur *habitus* tactique.

Le projet qui se met en place à Washington est pourtant à nouveau pris de vitesse par le gouvernement vietnamien, toujours soucieux de ne pas se laisser dicter les termes de sa stratégie. Quelques jours seulement après que Hilsman a déposé son « concept stratégique », Diêm annonce la création d'une commission interministérielle des hameaux stratégiques[103]. Il reprend certes bon nombre des propositions américano-britanniques, mais s'en éloigne par sa volonté d'appliquer le programme à l'ensemble du pays et non sur deux zones ciblées[104]. Par ailleurs, le rôle prédominant de Nhu à la tête du programme inquiète nombre d'observateurs[105]. Le frère du président est alors le principal promoteur de la philosophie personnaliste d'Emmanuel Mounier, qu'il a rencontré lors de ses études parisiennes. Selon lui, le hameau stratégique doit permettre l'avènement de l'« homme concret » théorisé par Mounier, à la fois spirituel et matériel, ancré dans les « communautés immédiates » qui seront les remparts contre l'individualisme capitaliste tout en évitant l'écueil totalitaire des communistes[106]. Ces conceptions très théoriques laissent de marbre les diplomates occidentaux, qui y voient une diversion de la pragmatique initiative[107].

Les doutes des Occidentaux à l'égard de l'interprétation sélective de leurs concepts par le régime diémiste ne tardent pas à se matérialiser. En effet, le lieu choisi par le pouvoir vietnamien pour inaugurer le programme ne se trouve pas dans le delta du Mékong, qui avait la préférence de Thompson, mais dans le district de Ben Cat, en bordure de la zone D et sous contrôle presque total du FNL[108]. Ce choix renvoie à la volonté de Nhu de frapper fort afin d'inaugurer en grande pompe le lancement du programme. Il s'agit aussi du cadeau d'adieu de McGarr, toujours acquis au principe d'une offensive contre le refuge du Viêt-Công, sans autre considération politique. Son successeur, le général Harkins, n'a d'autre choix que d'entériner la décision et de se lancer dans les préparatifs de l'opération, baptisée *Sunrise*, dont le déclenchement est fixé au 22 mars[109]. Quant aux

conseillers britanniques, ils ne font pas mystère de leur déception : Thompson « fait même de [son] mieux pour empêcher l'opération d'avoir lieu[110] ». À Washington également l'inquiétude monte, notamment chez Hilsman, persuadé que « le Viêt-Công voudra faire un exemple de ces villages et discréditer ainsi le concept de village stratégique[111] ».

Faute de parvenir à convaincre les Vietnamiens d'annuler l'opération, l'ambassade et le MAAG concèdent finalement leur soutien logistique et financier. Le 22 mars débute donc la première phase de l'opération *Sunrise :* il s'agit d'un « nettoyage militaire » visant à rejeter les forces du FNL dans la forêt[112]. La seconde phase consiste à déplacer l'ensemble des habitants vers un nouveau village. Le programme s'ouvre donc sous l'emblème du transfert de populations, ce qui, selon Thompson, « donna l'impression que tous les hameaux seraient ainsi[113] » alors que lui-même n'envisageait initialement de déplacement total que dans 5 % des cas. Les soldats entraînent ainsi *manu militari* les 1 200 villageois à travers jungle, alors que leurs maisons sont détruites par des bulldozers. N'emportant que quelques effets personnels, les déplacés reçoivent à leur arrivée une compensation de 21 dollars par famille, alloués par la mission américaine d'aide au développement. Quant au nouveau hameau, il est décrit de manière édifiante par Bernard Fall :

> Le territoire du village de Bên Tuong, où les paysans étaient transférés, était un sol à peine défriché où étaient seulement érigés une infirmerie construite « en dur » et un édifice pour l'administration locale, autour desquels les paysans devaient eux-mêmes élever leurs propres chaumières ; le tout entouré de fossés et de fils barbelés aménagés pour la défense[114].

Avant même la fin de l'opération, Thompson s'envole pour Washington afin de tenter d'inverser la tendance. Partout où il se rend, le Britannique emporte l'adhésion grâce à son pragmatisme et son optimisme sur les possibilités de vaincre l'insurrection. Il obtient la promesse d'un soutien ferme des États-Unis en faveur de la restructuration du programme des hameaux stratégiques sur une ligne plus proche du plan initial[115]. De retour au Vietnam, il soumet à Diêm un nouveau plan de redressement[116]. Dans le même temps, le programme est marqué par un engagement croissant de l'AID dont les hameaux stratégiques représentent le premier projet de grande ampleur. Celle-ci délivre, à partir de l'été 1962, plusieurs milliers de

« kits » composés de matériaux de construction, fils barbelés, armes de poing, munitions et équipements radio[117].

Alors qu'il prend de l'ampleur, le programme des hameaux stratégiques fait l'objet d'une propagande intense du régime, qui le présente comme l'avènement d'un idéal personnaliste, combinant l'autonomie des individus, leur sécurité physique et leur prise en charge par des infrastructures modernes (dispensaire, école, station radio). Les Américains restent cependant sceptiques vis-à-vis de cette philosophie, qui « pêche par un contenu trop flou et son manque d'applicabilité aux problèmes du quotidien[118] ». Les services d'information de l'ambassade américaine n'en sont pas moins mobilisés, imprimant et diffusant des dizaines de milliers de tracts, des centaines de films et de chants patriotiques exhortant la population à la construction des hameaux stratégiques[119].

Dans l'ambiance optimiste de la deuxième partie de l'année 1962, Britanniques et Américains se prennent à croire à la réussite du programme, en dépit du sérieux manque de coordination entre autorités civiles et militaires et de la qualité pour le moins variable des hameaux construits. Thompson, qui au printemps rejetait la paternité du programme, s'identifie désormais pleinement à l'effort américano-vietnamien en affirmant dans l'un de ses rapports : « Nous sommes désormais en train de gagner la véritable guerre[120]. » De fait, des recherches récentes s'appuyant sur des documents communistes tendent à montrer que le FNL et Hanoï furent sérieusement inquiétés par le progrès des hameaux stratégiques à l'automne 1962, qui les privent d'accès à la population et « déséquilibrent la révolution[121] ».

Le passage de la nouvelle année se fait donc sous le sceau d'un réel optimisme et, à la fin du mois de mars 1963, Thompson se rend à nouveau aux États-Unis afin d'y répandre un message de victoire[122]. Il estime que « d'ici la fin de l'année ou de la prochaine saison sèche au plus tard, nous devrions avoir regagné le contrôle de toutes les zones densément peuplées […] et accélérer la marche vers la victoire finale[123] ». Ces propos rassurants exercent un attrait certain à un moment où la défaite de l'armée sud-vietnamienne lors de la bataille d'Ap Bac en janvier 1963 avait refroidi les ardeurs de beaucoup. Au cours de sa tournée américaine, Thompson identifie toutefois la persistance de trois défis majeurs : la nature du régime de Diêm, dont la dérive personnelle et autoritaire ne peut plus échapper à

personne ; le risque d'une escalade du Nord-Vietnam *via* une politique d'infiltration massive d'unités régulières, changeant ainsi les rapports de forces ; et enfin la possibilité d'une subversion des hameaux stratégiques par le FNL, d'autant plus probable que le gouvernement de Saigon se laisse aller à une construction anarchique et trop hâtive, sans sécurisation suffisante.

Le stratège britannique n'était donc pas entièrement aveuglé par son optimisme viscéral. La menace d'une hypertrophie pèse en effet dès la fin de l'année 1962 sur le programme. Poussés par la propagande du régime à publier chaque semaine une liste des nouveaux hameaux construits, les gouverneurs de province sont vite amenés à falsifier leurs chiffres, parlant de hameaux « achevés », alors qu'ils n'ont pour seule défense que quelques mètres de fil de fer barbelé, et que leurs équipements économiques et sociaux, censés faire accepter la situation à la population déracinée, sont simplement inexistants[124]. Aux dires des communiqués de presse du gouvernement, les objectifs titanesques de 11 316 hameaux stratégiques, rassemblant quatorze millions de paysans, seraient réalisés avant la fin de l'année 1963[125]. On est bien loin des « nouveaux villages » de Malaisie, dont la construction avait été menée avec davantage de moyens sur une période cinq fois plus longue et au profit d'une population trente fois moindre.

Les Américains ne sont pas dupes pour autant de ces falsifications. Dès novembre 1962, le général Taylor, conseiller militaire du président Kennedy, estime que seuls 600 des 3 300 hameaux annoncés comme achevés sont réellement opérationnels : « l'idée des hameaux stratégiques s'est répandue à travers le pays sous la forme d'une compétition entre provinces, avec peu de planification et encore moins de coordination [et dont] les chiffres apparaissent comme l'objectif essentiel[126] ». En mai 1963, Rufus Phillips qui supervise le programme pour l'AID insiste également sur « la grande différence entre le nombre de hameaux [efficaces] et le nombre total libellés comme complets par le gouvernement ». Il précise aussi qu'« en dépit d'un excellent concept, le programme reste handicapé par un manque de compréhension du concept et de volonté de le mettre en œuvre[127] ».

Malgré ces errements, ce n'est pas du programme des hameaux stratégiques, ni d'ailleurs de la lutte anticommuniste, que va venir le coup

qui aura raison du régime. C'est l'éclatement de la « crise bouddhiste », sans lien direct avec la lutte contre le FNL, qui scelle le sort de Diêm et de la « mésalliance[128] » américano-vietnamienne. Depuis des années, la politique diémiste de soutien aux communautés catholiques ainsi que le discours christianisant sur le personnalisme s'était attiré l'ire du clergé bouddhiste. Suite à une série d'évènements survenus au début du mois de mai à Hué, dont un autre frère de Diêm, Ngô Đình Thuc, est désormais l'archevêque, neuf manifestants pacifistes militant contre l'interdiction d'une fête religieuse trouvent la mort dans des échauffourées avec la garde civile. Dans les semaines qui suivent, le mécontentement gronde et les mesures de rétorsion se multiplient, mais le régime démontre plus que jamais son isolement, au grand dam de Washington, qui condamne la répression[129].

Alors que la crise prend de l'ampleur au cours de l'été et que la loi martiale est à nouveau proclamée, le FNL en profite pour accélérer ses attaques sur les hameaux les plus isolés. Alors que les options de Washington se réduisent, la question de l'abandon du régime, déjà évoquée sous Eisenhower, se pose à nouveau[130]. La méfiance à l'égard de Diêm grandit d'autant plus que le nouvel ambassadeur à Saigon, Henry Cabot Lodge Jr., multiplie les critiques envers l'autocrate. Thompson se trouve très vite en désaccord avec lui sur l'évaluation des progrès réalisés et la viabilité à court terme du régime[131]. Tout en reconnaissant la recrudescence des attaques du Viêt-Công et la dégradation de la situation dans le delta, le Britannique continue d'anticiper « une amélioration décisive dans les douze mois […] et n'a aucun doute quant au fait que la puissance du Viêt-Công ait été réduite ». Lodge est plus dubitatif, ne voyant pour sa part « aucune preuve d'un changement en faveur du gouvernement ». Il préfère penser que « l'Occident peut faire quelque chose pour aider au remplacement du régime[132] ». Cette dernière option devait être suivie jusqu'au bout par l'intermédiaire de l'agent de la CIA Lucien Conein qui, avec l'accord de Lodge, apporte son soutien à un groupe de généraux putschistes. Le 1er novembre 1963, six bataillons de l'armée sud-vietnamienne s'emparent du palais présidentiel et arrêtent Diêm et Nhu, qu'ils exécutent le lendemain[133].

Profitant de la confusion qui règne à la chute de Diêm, le Viêt-Công s'empare en quelques semaines d'un grand nombre de hameaux

stratégiques, qui n'offrent que peu ou pas de résistance. Au mois de décembre 1963, Thompson rapporte ainsi avoir « visité quatre provinces [où] la situation est bien sombre, […] les autorités provinciales reçoivent des instructions contradictoires et souffrent de l'atmosphère de chasse aux sorcières qui prévaut à Saigon[134] ». De passage à Londres en janvier 1964, il confie à l'ambassadeur de France, Geoffroy Chodron de Courcel, que pas moins d'« un tiers des hameaux stratégiques se sont vidés de leur population, dont une partie est sans doute passée au Viêt-Công avec armes et bagages[135] ». Face à la dispersion des populations – souvent revenues sur les terres dont elles avaient été chassées –, force est de reconnaître l'impopularité viscérale qu'a rencontré le programme des hameaux stratégiques. Après avoir tenté d'appliquer au Vietnam leurs méthodes malaisiennes, et espéré un temps y parvenir avec succès, les Britanniques tirent finalement de leur entreprise un bilan bien amer :

> Forts de notre expérience malaisienne, nous considérions qu'une situation d'urgence appelait des mesures drastiques, aussi impopulaires fussent-elles. Mais nous ne sommes pas en Malaisie et le nouveau gouvernement du Vietnam doit aujourd'hui faire face à un dilemme. Le régime précédent s'est effondré car […] il a forcé sa politique sur les populations au mépris de leur volonté et des droits de l'homme les plus élémentaires. Le programme des hameaux stratégiques est dès lors discrédité et le nouveau gouvernement ne peut le raviver. […] Il sera désormais difficile de persuader le peuple de l'intérêt de revenir à des mesures qu'il a détestées (à cause de la manière dont elles ont été mises en œuvre) et qui ont déjà échoué une fois. En même temps, on ne voit guère quelle méthode alternative le gouvernement pourrait employer […] pour protéger la paysannerie du Viêt-Công et gagner son appui[136].

À peine arrivée au pouvoir, la junte militaire qui succède à Diêm s'empresse en effet de mettre un terme au programme des hameaux stratégiques. Suite à une étude menée par le nouveau gouvernement au début de l'année 1964, seuls 20 % des 8 095 hameaux stratégiques construits par le régime de Diêm auraient été « viables », une fraction d'entre eux étant réellement capable de soutenir une attaque[137]. Ces quelques villages devaient être conservés sous le terme de « hameaux de la nouvelle vie rurale[138] », mais sans entrain particulier de la part du nouveau régime, tandis que le reste des installations est démantelé, ne laissant désormais plus de doute quant à l'avenir de cette entreprise.

L'échec final du programme des hameaux stratégiques se confond souvent avec celui du régime de Diêm dans son ensemble, et fait à ce titre

rarement l'objet d'une analyse spécifique. Il offre pourtant l'un des exemples les plus frappants d'une tentative d'application systématique d'un procédé de guerre irrégulière inspiré d'une expérience étrangère. Compte tenu de la complexité de son contexte d'élaboration, il convient de sérier les niveaux d'analyse. Il s'agit premièrement de séparer l'échec total du régime de celui, plus relatif, du programme qui n'aurait sans doute pas été aussi cuisant sans la chute soudaine de son promoteur. Les sources les plus récentes démontrent ainsi un réel impact sur l'activité du FNL au cours des six derniers mois de l'année 1962 et les hameaux les mieux construits semblent avoir constitué une base anticommuniste solide au cours des années suivantes. Ces éléments ne peuvent cependant compenser le mépris des populations locales, le manque de méthode et de soin apporté dans la mise en œuvre et l'expansion abusive qui ont clairement conduit le programme au fiasco.

Il convient enfin de distinguer l'échec de la mise en œuvre et le vice de la transposition elle-même : les différences entre la situation vietnamienne et les diverses sources d'inspiration ont-elles voué à l'échec le transfert de savoirs ? Force est de constater que nombre d'acteurs à l'origine du programme étaient conscients de ces différences et ont donc cherché à n'appliquer le concept que de manière prudente et limitée. S'ils ont certainement péché par naïveté dans leur entreprise d'ingénierie sociale, c'est moins l'application littérale d'un concept étranger que la déconnexion des réalités sociales qui doit ici être mise en cause. Loin de tirer les justes leçons de cet échec, la nouvelle stratégie américaine au Vietnam va s'enferrer et plonger le pays toujours plus avant dans les affres de la guerre irrégulière.

Chapitre 13

Les larmes de Saigon

(1964-1973)

Le déploiement des troupes américaines au Vietnam au printemps 1965 ouvre la voie à la seule et unique guerre irrégulière de la période dans laquelle les États-Unis vont tenter de peser de tout leur poids. De par son ampleur financière, matérielle et humaine, ce conflit constitue sans doute l'un des plus importants du second XX^{e} siècle, exerçant à ce titre une influence déterminante sur les autres opérations de contre-subversion ou de contre-insurrection menées à travers le monde. Bien que la « guerre américaine » s'insère dans un continuum de la violence s'étendant à travers la péninsule indochinoise, presque sans discontinuité, de 1945 à 1979, elle n'en possède pas moins une logique propre qui vient mettre à l'épreuve la validité des méthodes et concepts occidentaux de guerre irrégulière tels qu'ils se sont formalisés au tournant des années soixante. Tout se passe en effet comme si le travail de compilation réalisé par la communauté américaine de la contre-insurrection sous le mandat Kennedy devait aboutir à la confrontation vietnamienne. Or, l'échec américain, patent au regard du résultat final que constitue la chute de la République du Vietnam en avril 1975, doit nous interpeller sur le rôle de la grande stratégie américaine de guerre irrégulière. Le répertoire contre-insurrectionnel, tel qu'il fut standardisé par les stratèges occidentaux au début de la décennie, s'est-il

révélé inadapté à la situation vietnamienne ? Ou bien la défaite est-elle au contraire imputable à une incapacité à mettre en pratique la doctrine et les enseignements des conflits passés ?

L'escalade conventionnelle

Début 1964, le secrétaire général du parti communiste vietnamien, Lê Duân, l'a définitivement emporté à Hanoï sur le camp modéré, porté par Hô Chí Minh et Pham Van Dong. Ces derniers avaient un temps espéré trouver avec Diêm une solution négociée autour de la neutralisation du Sud-Vietnam[1]. La chute du dictateur a rendu cette perspective peu probable. Lê Duân n'a dès lors plus de raison de retenir sa stratégie de guerre révolutionnaire visant à transformer ce qui n'était encore qu'une guérilla de moyenne intensité en une guerre moderne capable d'emporter la décision. C'est dans cette logique que le secrétaire du parti communiste vietnamien (*Lao Dong*) procède au printemps à la première infiltration au Sud de régiments entiers de l'Armée populaire du Vietnam (APVN), un flux qui ne va cesser de croître dans les années suivantes, transformant en profondeur les dynamiques politiques et militaires de l'insurrection.

Ce tournant majeur se traduit par une série de victoires du FNL et un quasi-effondrement de l'Armée de la République du Vietnam (ARVN)[2]. Le pouvoir à Saigon est alors extrêmement fragile : les coups d'État et les intrigues politiques se succèdent, laissant libre cours au Viêt-Công pour accroître sa mainmise sur les campagnes du pays. C'est dans ce contexte fébrile que survient au mois d'août 1964 l'attaque par des torpilleurs nord-vietnamiens du destroyer américain USS *Maddox*, naviguant dans les eaux internationales du golfe du Tonkin, en soutien à un raid clandestin de commandos sud-vietnamiens[3]. Deux jours plus tard, une information erronée de la NSA rapporte une seconde attaque et permet à Lyndon Johnson d'obtenir du Congrès l'autorisation de prendre toutes les mesures nécessaires, dont l'emploi de la force, pour protéger d'une agression communiste les États couverts par l'OTASE[4]. C'est l'occasion de mettre en place la campagne de frappes aériennes contre le Nord-Vietnam que le chef du Policy Planning Staff, Walt Rostow, et les chefs d'état-major réclamaient depuis plusieurs années[5]. Ces derniers considèrent en effet que le Nord-

Vietnam et ses infiltrations sont à la source du problème et qu'en appliquant la force aérienne de manière graduelle, ils pourront « affecter le calcul [par Hanoï] de ses intérêts[6] » et la convaincre d'abandonner son soutien à l'insurrection. C'est sur la base de ce raisonnement qu'est lancée l'opération *Rolling Thunder*, campagne ininterrompue de bombardements sur le Nord qui s'étend de février 1965 à novembre 1968 et que Rostow envisage comme « l'équivalent [américain] des opérations de guérilla du Viêt-Công dans le Sud[7] ».

Le déploiement des escadrons de l'US Air Force auprès de bases sud-vietnamiennes ne pouvait qu'inviter la guérilla communiste à les prendre pour cible. C'est donc initialement dans l'optique de sécuriser la base aérienne de Da Nang que les premiers bataillons du corps des Marines débarquent le 8 mars 1965[8]. Le général Westmoreland, commandant du MACV depuis l'été précédent, perçoit cependant cette « stratégie d'enclave[9] » comme trop statique et défensive. Il lui préfère une vision plus proactive consistant à débusquer l'adversaire là où il se trouve et à le neutraliser en vertu du concept « *search and destroy*[10] » qui va vite constituer le quotidien opérationnel des forces américaines au Vietnam. Une telle approche implique inéluctablement une augmentation des effectifs. Estimant peu probable que *Rolling Thunder* porte ses fruits avant six mois, et compte tenu de la dégradation de la situation militaire face aux nouveaux bataillons nord-vietnamiens, Westmoreland obtient en juin 1965 de porter à plus de 100 000 hommes le nombre d'Américains au Vietnam[11]. Cette escalade participe nécessairement d'une américanisation du conflit qui s'oppose pourtant à la doctrine de contre-insurrection de 1962 qui mettait en garde contre « une participation trop proéminente du personnel américain [qui] diluerait l'appel nationaliste et donc la légitimité du gouvernement local[12] ». Or, c'est précisément cet engrenage qui va inexorablement s'enclencher au Vietnam.

Dans sa conception générale de la guerre, Westmoreland imagine une division du labeur entre Américains et Sud-Vietnamiens. Compte tenu des avantages relatifs de chacun, il estime que les forces sud-vietnamiennes, faibles en puissance de feu mais culturellement connectées à la population locale, gagneraient à se concentrer sur les opérations de pacification, tandis que les forces américaines pourraient se concentrer sur le « corps de bataille » ennemi. Cette répartition explique pourquoi certains ont pu voir

dans la stratégie américaine une démarche essentiellement conventionnelle, fondée sur la seule puissance de feu[13]. Initialement justifié par la menace imminente posée par les unités régulières nord-vietnamiennes, ce choix allait pourtant entraîner une dichotomie fatale entre des opérations militaires concentrant l'essentiel de l'attention et des moyens, et ce qui allait vite apparaître comme l'« autre guerre », laissée aux agences civiles (AID, CIA, etc.) et aux Sud-Vietnamiens.

Les missions « *search and destroy* », qui constituent la majorité des opérations américaines, reposent sur des schémas tactiques extrêmement traditionnels, déjà mis en œuvre par la Wehrmacht lors de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit pour l'essentiel de vastes manœuvres d'encerclement et de balayage suivies d'une tentative de destruction de l'adversaire[14]. Or les forces communistes sont passées maîtresses dans l'art de la dispersion et de la dissimulation et parviennent le plus souvent à échapper aux grandes opérations qui progressent lentement, du fait des contraintes du terrain et du manque de renseignement que se refusent à fournir les habitants, plus effrayés que réellement hostiles. Ces coups d'épée dans l'eau accumulent la frustration des troupes et entretiennent l'image d'un ennemi fantôme, indissociable de la population.

En dépit de quelques adaptations organisationnelles et tactiques, le gros des troupes américaines au Vietnam suit donc une tactique essentiellement conventionnelle reposant sur un emploi massif et souvent indiscriminé de leur énorme puissance de feu. La mise en place de « *free fire zones* » sur le modèle des zones interdites, déjà vues au Kenya et en Algérie, contribue à déverser de terribles orages d'acier depuis les nids d'artillerie, au plus grand dam des populations locales[15]. Le feu vient aussi du ciel avec l'emploi des bombardiers B-52 déchargeant sur les campagnes leurs énormes cargaisons d'explosifs brisants ou de napalm. Entre 1965 et 1973, plus de quatre millions de tonnes d'explosifs sont déversées sur le Sud, soit quatre fois plus que sur le Nord[16]. La célèbre phrase attribuée à un officier américain selon laquelle « il a fallu détruire le village pour le sauver[17] » semble ainsi avoir constitué une règle générale dans tout le pays. La quantité de réfugiés qu'engendre la guerre – 1,5 million pour la seule année 1968[18] – dérègle les structures économiques et sociales tandis que les pertes civiles nourrissent la détestation du gouvernement de Saigon et de ses alliés américains. Plus encore qu'ailleurs, la puissance de feu démontre au Vietnam sa contre-

productivité dans une guerre irrégulière où le soutien de la population est la clé.

Si la force militaire ne parvient pas à l'emporter, elle retarde tout de même l'effondrement du régime sudiste et contrecarre ainsi les plans de Lê Duân qui espérait une victoire rapide. Face à l'impasse militaire qui se prolonge au cours des années 1966 et 1967, Hanoï prend à nouveau l'initiative en janvier 1968 avec le déclenchement d'une offensive générale à l'occasion de la fête du Têt qui marque la nouvelle année dans le calendrier lunaire[19]. Les attaques massives et simultanées qui enflamment soudain les grandes villes du pays, jusqu'alors épargnées par les combats, constituent un soufflet psychologique cinglant pour le MACV qui, quelques semaines plus tôt, affirmait encore tenir la victoire à portée de main. C'est aussi un coup porté à l'exécutif américain, inquiet de l'érosion du soutien de l'opinion publique, de plus en plus ébranlée par le mouvement antiguerre venu des campus étudiants. Dans sa célèbre allocution télévisée du 31 mars 1968, Johnson annonce, outre son renoncement à briguer un nouveau mandat, sa décision de suspendre les bombardements sur le Nord et appelle à l'ouverture de négociations diplomatiques avec Hanoï[20].

Le lent reflux de l'influence britannique

L'un des effets immédiats de la débauche de moyens américains à partir de 1964 est la dilution de l'influence des pays tiers, au premier rang desquels la Grande-Bretagne qui avait jusqu'alors exercé, à travers le paradigme malaisien, une influence majeure sur la stratégie de contre-insurrection. L'échec des hameaux stratégiques et le tournant politique radical provoqué par la chute de Diêm contribuent aussi directement à ce reflux. La proximité du chef de la mission britannique (BRIAM) à Saigon, sir Robert Thompson, avec l'ex-président vietnamien lui vaut d'être mis à l'écart par ses successeurs, les généraux Duong Văn Minh et Nguyên Khanh. Aussi le Britannique déplore-t-il l'atmosphère de « chasse aux sorcières » qui le prive des relais qu'il avait patiemment construits. Début mars 1964, Thompson écrit à Londres que « même à notre effectif actuel, nous sommes souvent sous-employés[21] ».

Si les Vietnamiens semblent distants, la BRIAM espère du moins peser sur la réflexion stratégique américaine. À peine le général Westmoreland est-il désigné à la tête du MACV que Thompson lui organise une visite en Malaisie, en compagnie du général DePuy, chef des opérations, du colonel Robert Montague, son adjoint pour la pacification, ainsi que des directeurs des antennes locales de l'USIA et de l'AID. Selon le récit qu'en fait Thompson, « la visite eut un grand impact sur les Américains qui furent particulièrement impressionnés par l'organisation, le contrôle, la coordination, l'État de droit, les mesures d'urgence, la forte structure administrative et l'unité du système de renseignement – deux choses qui font cruellement défaut au Vietnam[22] ». Westmoreland aurait également confié à Thompson qu'il entendait voir les Britanniques jouer un « rôle majeur » dans sa nouvelle stratégie[23].

Ces espoirs s'évanouissent pourtant bien vite avec les incidents du golfe du Tonkin et l'escalade interventionniste de la seconde partie de l'année 1964[24]. Très vite, la mission britannique perçoit la difficulté d'exercer une influence sur un appareil de sécurité américain en pleine expansion. Au grand désarroi de Thompson, Westmoreland se désintéresse vite du modèle malaisien, qu'il finit par juger « sans pertinence au Vietnam[25] ». Dans ce contexte de marginalisation croissante, les membres de la BRIAM envisagent à nouveau une fermeture de leur mission. Quelques jours après l'attaque du *Maddox*, Thompson écrit encore à Londres qu'il considère « sa mission comme achevée et que [ses membres] sont largement sous-employés », ajoutant que son propre rôle se limite désormais à celui de « simple commentateur[26] ».

Au Foreign Office, il n'est pourtant pas question d'abandonner l'une des principales contributions britanniques à l'effort de guerre américain, précisément au moment où le secrétaire d'État Dean Rusk lance la campagne « *More Flags*[27] » destinée à accroître les soutiens internationaux au Sud-Vietnam. Il s'agit alors de permettre à Thompson de quitter le pays sans pour autant donner l'image d'un retrait : une solution est trouvée à l'automne 1964, la BRIAM sera transformée en une British Police Advisory Team, composée d'anciens policiers coloniaux venus de Malaisie mais surtout d'Afrique – Nigeria, Ouganda et Tanganyika. Cette équipe serait directement intégrée à l'antenne locale de l'AID[28]. Thompson quitte Saigon au printemps 1965, quelques jours seulement avant le débarquement des

premiers Marines à Da Nang. Il laisse derrière lui une mission britannique « digérée » par le mastodonte américain, ayant perdu du même coup l'accès direct au pouvoir vietnamien dont disposait la BRIAM[29].

L'influence britannique sera néanmoins entretenue jusqu'au début des années soixante-dix par l'accueil chaque année d'environ cent vingt « policiers de campagne » vietnamiens à la Police Field Force Training School de Dusun Tua en Malaisie[30]. Initié dès 1956 au profit de la garde civile, ce programme de formation prend une nouvelle ampleur en accueillant à partir de 1965 des officiers de l'ARVN ainsi que des conseillers militaires américains[31]. En l'espace de trois ans, pas moins de 1 125 Vietnamiens et de 273 Américains vont bénéficier de la formation britannique en Malaisie. La coopération prend également la forme d'échanges plus poussés entre les forces spéciales américaines et les SAS. Ceux-ci sont d'ailleurs à nouveau déployés dans la région suite à la déclaration de l'état d'urgence à Bornéo dans le cadre de la confrontation entre la « Grande Malaisie » et l'Indonésie[32]. Enfin, à partir de 1966 les bases britanniques de Malaisie deviennent le lieu de formation de la majorité des unités cynophiles américaines en partance pour le Vietnam[33].

Cette contribution du Royaume-Uni à l'effort de guerre au Vietnam n'est cependant pas suffisante aux yeux de la diplomatie américaine, qui attend davantage de son principal allié[34]. Au bord de la banqueroute budgétaire et déjà impliqué à Aden et Bornéo, le Premier Ministre Harold Wilson n'a pourtant aucune intention de multiplier les engagements militaires en Asie. Il tente d'ailleurs à plusieurs reprises de dissuader Johnson d'accroître la présence américaine et de s'engager dans sa campagne de bombardement du Nord-Vietnam[35]. Ces conseils de prudence ne font qu'irriter davantage le président américain, qui envisage même de se livrer à une forme de chantage financier alors que la livre sterling s'effondre sous l'effet du déséquilibre de la balance commerciale britannique. Son conseiller à la Sécurité nationale, McGeorge Bundy, estime ainsi qu'« il n'y a aucun intérêt à sauver le Sterling tant que le drapeau britannique ne flotte pas au Vietnam […]. Une brigade britannique au Vietnam vaudrait pour nous un milliard de dollars[36] ».

Aucune pression ne saurait pourtant convaincre Londres de s'impliquer davantage dans une guerre très vite impopulaire dans l'opinion britannique. De plus, Wilson présente en février 1966 un livre blanc dans lequel il

annonce la réduction de tous les engagements militaires britanniques « à l'est de Suez[37] ». Cette décision a un impact immédiat sur la place de la Malaisie dans le dispositif antisubversif régional. En dépit de l'indépendance formelle du pays en 1957, Londres y avait jusqu'alors conservé une influence considérable et une grande liberté dans la gestion de ses bases et l'accueil réservé au personnel militaire étranger[38]. Or, face au « retrait progressif des forces britanniques, les Malaisiens attachent un intérêt grandissant aux formations offertes aux autres armées ; […] ils auront, à moyen terme, davantage leur mot à dire[39] ». Et pour cause, il ne faut pas longtemps avant que le gouvernement d'Abdul Rahman Tunku ne vienne se plaindre à Londres de la présence trop voyante d'officiers américains et vietnamiens dans les centres de formation de la Fédération, mettant en danger la neutralité officielle de la Malaisie.

Si la formation des maîtres-chiens américains prend fin dès le printemps 1968, la Jungle Warfare School de Kota Tinggi obtient un répit de quelques années. Malgré l'agacement grandissant de Kuala Lumpur, l'école continue à recevoir en 1969 et 1970 un nombre réduit de stagiaires vietnamiens – mais plus d'officiers américains. Elle reste aux yeux de Whitehall « un moyen efficace et bon marché de montrer [son] attachement à la sécurité de l'Asie du Sud-Est [grâce à] ses cours sur la lutte contre les activités de guérilla et de subversion[40] ». Cet arrangement ne dure pourtant qu'un temps : en septembre 1970, des tensions politiques intérieures amènent le père de l'indépendance, Abdul Rahman Tunku, à céder la place à Tun Abdul Razak. Ce dernier entend profiter du retrait britannique pour achever le lent processus de décolonisation de son pays et faire de l'ancienne école de guerre de jungle un centre de formation strictement malaisien. Il est aussi décidé à appliquer plus fermement sa politique de non-alignement en refusant l'accès aux stagiaires sud-vietnamiens et thaïlandais[41]. Au 1er janvier 1972, l'école de guerre de jungle passe sous le contrôle total de l'armée malaisienne, entraînant la suspension immédiate de tous les stagiaires étrangers[42]. Ainsi s'achève une expérience unique de circulation des savoirs tactiques irréguliers née plus de vingt ans auparavant dans un contexte bien différent.

La rémanence d'une influence stratégique française

L'influence française sur la stratégie américaine des années de guerre est certainement moins aisée à établir que celle de la Grande-Bretagne. La principale raison est d'ordre politique : là où les Britanniques soutiennent publiquement la position américaine tout en cherchant à la modérer en privé, la France gaullienne développe une opposition de plus en plus frontale dont les conséquences sur les relations bilatérales sont importantes[43]. C'est à Saigon même que cette tension est la plus évidente : la radicalisation croissante des juntes militaires successives s'effectue à front renversé des positions du général de Gaulle, de plus en plus favorable au neutralisme[44]. Dès la fin janvier 1964, le nouveau pouvoir du général Khanh organise une « chasse aux neutralistes » par laquelle il écarte ou élimine systématiquement les vieux officiers de tradition française au profit de jeunes cadres formés aux États-Unis, « partisans de la guerre à outrance et adversaires de toute solution négociée[45] ». À l'été 1964, Khanh est lui-même suspecté de neutralisme par ces « jeunes-turcs » qui s'emparent alors des principaux portefeuilles. Contre les conseils de prudence de leurs alliés américains, ceux-ci inaugurent le nouveau régime en rompant les relations diplomatiques avec la France qu'ils accusent de s'être « comportée en ennemi[46] » et dont l'ambassade est mise à sac par une foule d'étudiants en colère.

À Paris, ces évènements ne font que conforter le scepticisme gaullien quant à la chimère d'un Sud-Vietnam indépendant et non communiste. Déjà à l'époque de Kennedy, de Gaulle avait cherché à mettre en garde les États-Unis contre la futilité de s'opposer par les armes à un communisme asiatique qu'il a toujours considéré comme l'expression d'un nationalisme immémorial. Face au refus américain de ses propositions de médiation, le président français endosse progressivement un costume de cassandre, prédisant inlassablement l'échec à venir, sans jamais être écouté. Au francophile sous-secrétaire d'État George Ball, de Gaulle assène que « les Sud-Vietnamiens ne sont pas et ne seront pas avec vous parce que vous êtes une puissance blanche, parce que vous êtes une puissance étrangère [et] plus vous agirez vous-mêmes directement, plus vous prendrez à votre compte ce combat, moins les Vietnamiens seront avec vous[47] ». Ce thème

de la nation blanche incapable d'imposer ses vues à un peuple asiatique renvoie évidemment à l'expérience historique française de la décolonisation, une analogie d'ailleurs explicitée l'année suivante par de Gaulle à l'intention de l'ambassadeur américain Charles Bohlen :

> L'Asie vous « voit venir ». La Chine et le Vietnam s'attendent à une intensification des combats. Sans doute les responsables de ces deux pays savent-ils que leur camp souffrira de lourdes pertes. Mais ils savent aussi que les États-Unis s'enfonceront dans la lutte contre l'Asie et qu'en fin de compte ce sont eux qui en tireront avantage. […] Sans doute les États-Unis sont en mesure de se rendre maîtres du terrain à condition d'y engager assez de forces et assez d'armes ; mais ils ne l'emporteront pas pour autant. La France avait, en Algérie, la maîtrise complète du terrain. Elle devait néanmoins compter avec le FLN parce qu'elle ne pouvait compter sur les populations. Les Américains auront à faire face au Vietnam à des populations de plus en plus hostiles à mesure que leur emprise militaire s'étendra[48].

L'analogie algérienne se pose ici comme un épouvantail stratégique : une guerre impossible à gagner, quelles qu'en soient les données militaires, du fait de l'hostilité fondamentale de la population. Si de Gaulle n'a jamais adhéré aux théories françaises de la guerre révolutionnaire, il est convaincu que l'adhésion de la population est bien l'enjeu fondamental du conflit, et l'idée qu'il soit possible de construire cette adhésion par un artifice tactique lui semble pour le moins « farfelue[49] ». Pour lui, la seule issue possible réside dans la neutralisation du pays par la voie diplomatique. Il est pourtant de plus en plus clair qu'une telle solution équivaut, à moyen terme, au triomphe du communisme ; mais le président français, ne croyant que peu aux idéologies, est persuadé qu'une réunification sous l'égide d'Hanoï ne saurait avoir les conséquences dramatiques craintes par les Américains[50]. L'absence totale de prise en compte de ces remarques par l'administration Johnson joue un rôle évident dans la détérioration des relations franco-américaines à partir de 1966. Le 1er septembre, de Gaulle prononce le célèbre discours de Phnom Penh au cours duquel il condamne pour la première fois publiquement la politique américaine au Vietnam, qu'il présente comme seule responsable du conflit qui ensanglante le pays et déstabilise la région[51].

Au grand dam des stratèges américains, nombreux sont ceux qui, parmi les experts français ayant droit de cité aux États-Unis, vont aussi se ranger aux vues gaullistes. C'est le cas de Constantin Melnik, analyste de la RAND Corporation passé par les services spéciaux français du temps de la

guerre d'Algérie. Après avoir rédigé en 1962 un premier compte rendu de son expérience, dans lequel il faisait déjà part de ses doutes vis-à-vis des théories contre-insurrectionnelles, il réitère ses critiques début 1967, en pleine escalade vietnamienne. Dans ce mémorandum, jamais publié, Melnik prône l'application en Asie du Sud-Est de la politique gaullienne de désengagement en Algérie :

> J'avais conclu ce mémo en affirmant que la politique de dégagement du général de Gaulle en Algérie était un succès dont il fallait s'inspirer au Vietnam. La fiche m'est revenue, avec en marge une annotation dont je me souviendrai toute ma vie : « Que Dieu épargne à l'Amérique de tels succès. » À partir de là, la RAND a commencé à me regarder un peu de travers[52].

D'autres figures françaises, moins proches du gaullisme, vont également déserter la politique américaine au Vietnam, à l'instar de Bernard Fall, qui après avoir sévèrement critiqué le régime de Diêm n'en déplore pas moins son renversement avec le blanc-seing américain, persuadé de l'incapacité d'une junte militaire à incarner la volonté et le sentiment national vietnamien, seul à même selon lui de s'opposer au communisme[53]. Sa visite remarquée au Nord-Vietnam et le ton de ses articles lui valent de nouvelles inimitiés, notamment celles du FBI, qui ouvre une enquête sur lui à partir de 1963[54]. Ces intimidations n'auront que peu d'effets sur son évolution personnelle. Tout en continuant à fréquenter les institutions militaires telles que Fort Bragg ou le Naval War College, il affute ses arguments les plus critiques. Il ironise, par exemple, sur la futilité des méthodes américaines visant à mesurer l'efficacité de leur campagne par le nombre de Viêt-Công tués (*body count*) et appelle à se tourner vers d'autres indicateurs, d'ordre économique ou politique[55]. Fall s'insurge aussi contre l'emploi systématique des bombardements aériens, châtiments collectifs qui, loin de provoquer une dissension entre la population et le Viêt-Công, tendent à les rapprocher dans une même haine de l'ennemi impérialiste[56].

Sans pour autant partager l'attitude du général de Gaulle, dont il ne goûte pas toujours le ton moralisateur, Fall se rapproche donc progressivement des positions françaises sur la guerre – celles d'un Philippe Devillers ou d'un Jean Lacouture par exemple, qui tous deux condamnent sans appel l'ingérence américaine lors de leurs visites aux États-Unis[57]. Lui qui avait longtemps mis en garde contre la menace subversive reçoit en

1966 une bourse de la fondation Guggenheim pour conduire de nouvelles recherches sur le FNL et à la possibilité de négocier avec lui une paix séparée. C'est au cours de ce dernier voyage qu'il trouve la mort en 1967, en sautant sur une mine le long de cette même « rue sans joie » où il avait débuté ses travaux quinze ans plus tôt[58].

Ce serait pourtant une erreur que de limiter l'influence française aux seules « colombes ». Tous en France n'ont pas tiré les mêmes leçons que le général de Gaulle de l'expérience française en matière de lutte antisubversive. Ainsi le colonel Trinquier, qui s'était fait connaître aux États-Unis par la traduction de son ouvrage *La Guerre moderne* en 1964, reçoit-il l'année suivante une demande informelle d'officiers américains en poste au National War College de partager ses vues sur la situation vietnamienne. Séduit par l'exercice, le vieux centurion se prête au jeu et répond que si l'Amérique ne dispose d'aucune « organisation capable de détruire les racines de la subversion dans les régions contrôlées [par] le Viêt-Công », elle peut en revanche « écraser rapidement la tête[59] » de l'insurrection qui se trouve au Nord-Vietnam. Et Trinquier de suggérer l'envoi à Hanoï d'un ultimatum lui intimant de retirer les troupes et le matériel qu'elle a introduits au Sud depuis 1959 sous peine d'une destruction totale. Il conclut, à l'opposé des gaullistes, en mettant en garde ses « amis américains » contre tout espoir de négociation[60]. Trinquier soulignera dans ses mémoires la réaction offusquée des lecteurs américains à ses propositions[61]. Il est probable que les réticences à l'égard de ses idées – au demeurant assez proches de celles des faucons du Pentagone[62] – devaient davantage au risque d'escalade qu'à des considérations morales ou humanitaires[63].

Trinquier ne fut pas le seul parmi ces anciens officiers français formés à la guerre subversive à faire entendre leur voix, en total désaccord avec le consensus gaullo-neutraliste qui semble régner en France. Le général Paul Vanuxem, ancien protégé de De Lattre en Indochine s'étant ensuite illustré en Algérie dans la « bataille des frontières » avant de se compromettre dans l'OAS, fut sans doute l'une des figures les plus proéminentes de cet antigaullisme français au Vietnam. C'est un bon connaisseur du pays, où il a passé plusieurs années et gardé des contacts personnels et familiaux. Il avait notamment commandé le cours d'état-major de Hanoï et avait eu sous ses ordres le futur président Nguyên Van

Thiêu, alors jeune capitaine, avec lequel il conservera jusqu'au bout des liens étroits[64]. C'est au cours d'une visite au Vietnam, en septembre 1967, que Vanuxem a l'occasion de dîner avec Henry Cabot Lodge Jr., qui vient juste de céder sa place d'ambassadeur à Saigon à Ellsworth Bunker mais y demeure en tant que ministre plénipotentiaire. Vraisemblablement remonté par ce qu'il a vu et entendu lors de son séjour, Vanuxem se lance dans une grande démonstration de ce qu'il imagine être les preuves d'une tension sino-vietnamienne – la réduction des livraisons de riz à Haiphong –, offrant selon lui aux Américains l'occasion inespérée d'« occuper une part du territoire du Nord-Vietnam afin de [leur] donner une carte "positive" à jouer et ainsi accroître les chances de négociations[65] ». Johnson s'était en effet toujours opposé à une offensive terrestre au nord du 17e parallèle, par crainte de provoquer une intervention chinoise. Cette tension entre les deux pays offrirait, selon le Français, une opportunité de changer la donne.

Quoique radicale, cette proposition rejoint en partie les idées de Trinquier sur l'attaque contre les « sources du mal » et fut, là encore, partagée par certains représentants de la tendance la plus dure au Pentagone. Pour la mettre en œuvre, Vanuxem propose ni plus ni moins que de « recruter un corps de trois divisions de Français pour combattre au Vietnam » et affirme que « beaucoup de Français croient que l'Amérique y livre une guerre juste, autant dans leur intérêt que dans celui des États-Unis ». À peine évoquée, cette proposition insolite est immédiatement écartée par Bunker qui, dans son câble au Département d'État, s'empresse d'expliquer que « l'emploi de mercenaires français […] sonnerait le glas de notre présence en confirmant les craintes avivées par le Viêt-Công selon lesquelles notre but est de rétablir une domination coloniale ». Quant à l'idée d'une offensive terrestre contre le Nord, elle devait également être écartée du fait de ses « conséquences politiques incalculables au Vietnam et ailleurs[66] ».

Beaucoup plus subtil et modéré, le général André Beaufre effectue également plusieurs visites aux États-Unis et au Vietnam au cours de la période. Ancien disciple, lui aussi, du général de Lattre, qu'il a accompagné en Indochine, et chef tactique en Algérie et à Suez, cet officier consacre ses dernières années à ses recherches sur la stratégie[67]. En 1965 déjà, il se rend au Vietnam pour le compte du *Figaro* : établissant les comparaisons avec le conflit algérien, il juge inévitable de passer par la négociation. Au contraire

de la thèse gaulliste cependant, Beaufre estime que les combats doivent se poursuivre pendant les négociations, ainsi motivées par « la menace d'escalade, très opportunément maintenue par les "faucons" du Pentagone[68] ». Ces réflexions ne passent d'ailleurs pas inaperçues auprès de l'ambassade américaine à Saigon[69]. Il reviendra cependant en février 1968, en pleine offensive du Têt, adoptant une opinion beaucoup plus pessimiste, dressant un portrait passablement pathétique du général Westmoreland, qu'il décrit comme un homme sans clairvoyance, obstiné dans sa conviction de « tenir » encore 75 % du territoire[70].

La remise en question de la stratégie américaine par l'offensive du Têt va d'ailleurs être l'occasion de revaloriser l'expérience française. Cette influence transparaît à nouveau sous la plume de l'ancien ambassadeur Henry Cabot Lodge, à l'occasion d'une réunion des « *wise men* », un groupe de diplomates chevronnés réunis par Johnson en mars 1968 en vue de l'aider à reformuler sa politique vietnamienne[71]. Dans un mémorandum adressé au président, Lodge y prône une stratégie alternative inspirée par l'expérience française en Algérie :

> Je crois qu'il est urgent de s'éloigner [des opérations] « *search and destroy* » et de la « guerre d'usure » dans laquelle une victoire militaire apparaît, me semble-t-il, inaccessible, au profit d'une stratégie employant la puissance militaire comme un bouclier derrière lequel la société sud-vietnamienne serait organisée aussi efficacement que la société nord-vietnamienne. Il serait possible d'y parvenir par un nettoyage intensif et répété, un ratissage par le biais de méthodes policières, district par district, îlot par îlot, maison par maison et ferme par ferme, tout à fait dans l'esprit de ce qui a été fait par le général Massu à Alger et qui est mis en avant par le livre de David Galula, *Counterinsurgency Warfare*[72].

L'érection en modèle de la bataille d'Alger, de sombre mémoire en France, peut sembler surprenante ici et ne s'explique sans doute que par les liens entretenus par Lodge avec les officiers français qu'il a fréquentés durant la Seconde Guerre mondiale[73]. L'expression significative de « méthodes policières », renvoie ici directement au célèbre « travail de flic » des parachutistes français dans la vieille casbah. On notera également l'insistance sur la notion de « société sud-vietnamienne » dont il entend renforcer l'efficacité sur le modèle de celle du Nord-Vietnam. Cette ambition a, là encore, de quoi surprendre de la part d'un homme qui a dédié sa vie à l'endiguement du communisme, et qui propose ici d'en suivre le

système de mobilisation. Il s'agit précisément de la logique fondamentale de la doctrine de la guerre révolutionnaire, qui vise à remodeler la société comme une arme de guerre[74].

Si l'impasse stratégique dans laquelle se trouvent les États-Unis au Vietnam revalorise l'intérêt pour les théories françaises de la guerre révolutionnaire, tous ne sont pas aussi apologétiques de la doctrine d'action psychologique. Citons ainsi le cas du colonel Donn Starry, tout juste diplômé de l'US Army War College et affecté à l'état-major de la deuxième région militaire (Nha Trang) au Vietnam qui publie en 1967 dans la *Military Review* un article intitulé, en français dans le texte, « La guerre révolutionnaire ». Il y reprend les écrits des officiers français sur l'Algérie à un moment où « l'armée américaine est [plongée] à son tour dans une période de méditation, à la recherche de sa propre théorie et doctrine ». Pour autant Starry se refuse à endosser les conclusions des théoriciens français et leurs conséquences politiques :

> L'action psychologique affirmait que pour contrer un régime totalitaire il fallait en établir un autre. À partir de là, qui peut dire si l'on n'avait pas détruit ce que l'on cherchait justement à sauver ? […] Si l'analyse de la guerre révolutionnaire, en tant que dogme adverse, est correcte, on ne peut accepter que la même philosophie serve de base à un contre-programme. Accepter ces fondements revient à nier les principes mêmes de l'Occident libéral[75].

L'influence française se heurte aussi à des réticences sur le plan tactique et opérationnel, véhiculées en partie par un certain « complexe de supériorité » de l'appareil militaire américain[76]. Cette attitude n'est pas neuve et s'était exprimée dès 1950 lorsque le général Erskine affirmait n'avoir rien à apprendre des Français qui « n'avaient pas gagné une guerre depuis Napoléon ». De tels propos ne furent que renforcés par la défaite de Diên Biên Phu en 1954 et l'échec algérien de 1962[77]. Au mépris pour les vaincus, il faut également ajouter la méfiance persistante à l'égard d'une expérience française entachée de colonialisme aux yeux d'officiels américains, convaincus pour leur part de mener une guerre juste (*good fight*) au Vietnam[78]. Il semble pourtant intéressant d'aller plus loin et de nuancer cette impression d'ignorance par un certain nombre de contre-exemples. Ainsi, au cours de l'année 1966, en pleine américanisation de la guerre, les publications officielles telles que la *Military Review* ou la *Marine Corps Gazette* multiplient les articles sur l'expérience française en

Indochine[79]. L'année suivante le MACV commissionne même une étude sur l'« histoire de la guerre franco-vietminh[80] » auprès de la section historique de l'US Army. Si ces documents sont dans l'ensemble assez critiques de la performance française, ils ne se contentent pas de répéter les habituels poncifs et démontrent un réel effort de réflexion tactique sur cette expérience.

La bataille de Diên Biên Phu joue à cet égard un rôle majeur dans l'imaginaire militaire américain et le spectre d'une défaite analogue semble hanter Johnson dès 1965[81]. Il inquiète également Westmoreland qui, à la suite d'un dîner avec le général Vanuxem, demande à son aide de camp de lui préparer une fiche sur le déroulement de la célèbre bataille[82]. Lors du siège de Khe Sanh, en 1968, le commandant du MACV va même jusqu'à commissionner une étude comparative entre les deux terrains en cas de recours à des méthodes similaires de la part de l'ennemi[83].

Parmi les autres considérations tactiques issues de l'expérience française qui surent trouver grâce aux yeux des Américains, il convient de noter l'importance de l'hélicoptère, qui avait déjà fait l'objet d'échanges détaillés dans les années précédentes[84]. Les opérations fluviales enfin, constituent une dernière dimension relativement méconnue de l'influence française. Dès 1955, le colonel Victor Croizat, attaché à la mission militaire franco-américaine, avait signalé l'intérêt du concept français de division navale d'assaut (Dinassaut). Dix ans plus tard, le même Croizat est appelé par le général Krulak du corps des Marines pour l'assister dans l'élaboration d'un concept de marine fluviale pour les forces américaines au Vietnam. Il présente alors « l'expérience opérationnelle, l'organisation et l'équipement des forces fluviales françaises[85] ». Dans les mois qui suivent, une force interarmées est créée sous le nom de Mobile Riverine Force. Elle s'installe à Dong Tam, près de l'île de Mytho, celle-là même qui avait servi de base aux Dinassaut françaises.

Croizat est également le témoin de la mise en œuvre d'un nouveau concept opérationnel *:* le Combined Action Program[86]. Débarqués au printemps précédent dans le nord du pays, les Marines vont puiser dans leur répertoire des « petites guerres » du début du XX^{e} siècle pour élaborer ces « compagnies mixtes » combinant un groupe de combat américain avec une section des forces populaires vietnamiennes, ou milices d'autodéfense

villageoises[87]. Par ce moyen les actions de contre-guérilla demeurent en contact étroit avec les populations locales. Croizat y voit un « effort remarquable » d'ouverture culturelle et des similarités avec ce qu'il a vu quelques années plus tôt « en Algérie où [les Français] organisèrent les sections administratives spécialisées qui insistaient sur la dimension psychologique de leur action auprès des populations[88] ». Alors qu'il prend sa retraite en 1966, Croizat est contacté par la RAND pour traduire la grande étude réalisée dix ans plus tôt sous la direction du général Ély sur les leçons de la guerre d'Indochine. Rappelant l'étonnante continuité dans la stratégie des communistes vietnamiens depuis 1945, Croizat continue d'appeler ses contemporains à se nourrir de ces « leçons apprises au prix fort par les Français en Indochine[89] ».

À l'ombre de l'« autre guerre »

Si les influences étrangères sur la stratégie américaine ont globalement été diluées dans le flot de l'escalade conventionnelle, un sort particulier doit être réservé à la stratégie américaine connue sous le nom de pacification[90]. Loin des grandes manœuvres et des unités endivisionnées, cette « autre guerre » assume davantage la dimension irrégulière du conflit en faisant de l'adhésion de la population civile, et notamment des paysans – 80 % des Vietnamiens – son principal enjeu. Hérité directement du lexique colonial français, le terme même de pacification a longtemps été rejeté par les autorités américaines au Vietnam. Dès 1954, Edward Lansdale avait en vain cherché à s'en défaire afin d'éviter son assimilation à la politique de ses prédécesseurs français. L'administration Kennedy avait bien tenté de lui substituer le terme de contre-insurrection, ou celui, plus positif, de « *nation building* », mais ceux-ci, mal aimés des militaires, sont vite abandonnés après la mort du jeune président. Début 1964, la pacification, qui s'était hissée au rang de priorité nationale avec le programme des hameaux stratégiques, est donc renvoyée à un rôle subalterne. Entre deux intrigues de palais, la junte militaire qui s'est emparée du pouvoir lance néanmoins le plan Hop Tac (« Victoire »), qui vise à concentrer des ressources sur quelques provinces clés autour de Saigon[91]. Pour ce faire, ils développent un programme de recensement systématique des familles et de cartes

d'identification, tel que la mission britannique de Robert Thompson l'avait recommandé deux ans plus tôt[92].

C'est également à l'occasion de Hop Tac qu'émerge la police spéciale, dont l'idée avait, elle aussi, été initiée par Thompson sur le modèle de la Special Branch malaisienne. Cette organisation reçoit pour mission principale de fournir les renseignements nécessaires à la « destruction de l'infrastructure viêt-công[93] ». L'une des premières expressions de la lutte contre l'appareil clandestin du FNL est la création de comités provinciaux de coordination du renseignement (PICC) destinés à centraliser sous le haut patronage de la police spéciale les informations collectées sur le terrain par différents acteurs – policiers, militaires, administrateurs civils. Ce projet, qui s'inspire ouvertement du « système des comités » en Malaisie, est piloté par Tucker Gougelmann, agent de liaison de la CIA auprès de la police spéciale, avec l'aide d'un Britannique du nom de Jack Barlow. Ancien commando de la Seconde Guerre mondiale, ce dernier avait dirigé les centres d'interrogatoire de la Special Branch en Malaisie, avant d'être envoyé à Chypre puis au Vietnam en 1964 dans le cadre de la transformation de la BRIAM en une mission d'assistance policière[94]. Comme en Malaisie, où la police disposait d'un « *holding centre* » dédié à l'interrogatoire des détenus et au déchiffrage de l'organigramme ennemi, Gougelmann décide bientôt de faire graviter les PICC autour de centres provinciaux d'interrogatoires (PIC).

Le premier PIC est construit en août 1965 dans la province centrale de Nha Trang[95]. La division police de l'antenne de l'AID – à laquelle sont intégrés les conseillers britanniques – va alors financer la construction de centres similaires dans chaque province et superviser leur bon fonctionnement auprès de ses agents de liaison et des responsables vietnamiens de la police spéciale. Dans les faits, les conditions de détention des PIC sont souvent déplorables, sur le plan de l'hygiène comme des violences physiques et psychologiques exercées à l'encontre des détenus[96].

Parallèlement à ce développement de l'appareil répressif, la pacification vise également à regagner le soutien des populations locales. C'est le sens d'un certain nombre d'initiatives locales soutenues par la CIA et l'AID dans les provinces de Quang Ngai au Nord, et de Bên Tre au Sud. On soulignera à cet égard l'influence déterminante du colonel Tran Ngoc Chau, ancien combattant vietminh rallié en 1950 et promu par Diêm au rang d'inspecteur

général de la garde civile et des autodéfenses. Proche de la CIA et l'un des premiers officiers à bénéficier de la formation britannique dans les écoles de Malaisie, Chau met en place début 1964 trois programmes pilotes, qui se révéleront extrêmement influents sur le « nouveau modèle de pacification[97] ». Le premier est un programme de recensement des doléances paysannes (*Census Grievance*) consistant à envoyer dans les campagnes des équipes itinérantes afin d'obtenir une idée de la situation sociale et d'améliorer le quotidien des habitants. Le second programme, dit d'action politique (*Advanced Political Action*), prévoit le déploiement de cadres se livrant à des travaux d'intérêt général et délivrant un message progouvernemental sur le modèle des propagandistes viêt-công auxquels elles vont jusqu'à emprunter le traditionnel costume de calicot noir. Enfin, le troisième programme, de nature plus offensive, repose sur la formation d'équipes antiterroristes (*Counter Terror*) destinées à mener des attaques ponctuelles et ciblées sur les caches du FNL et ses relais dans les villages[98]. L'idée que véhiculent ces programmes est loin d'être neuve : elle repose largement sur une mimétique de l'ennemi, déjà prônée par les équipes d'action civique de Lansdale en 1955, elles-mêmes inspirées par l'exemple français des groupes administratifs mobiles opérationnels, visant à réadministrer les campagnes délaissées par le pouvoir central. Les premiers succès, circonscrits, de ces programmes convainquent le chef de station de la CIA, Peer de Silva, de l'intérêt de les étendre à l'échelle du pays.

Au printemps 1965, la République du Vietnam semble avoir recouvré une certaine stabilité politique à travers la figure présidentielle de Nguyên Van Thiêu. Ce dernier accepte de regrouper les trois programmes pilotes dans un nouveau ministère de la Construction rurale, sous la tutelle du général Nguyên Duc Thang[99]. Avec l'aide de Chau, ce dernier crée des équipes de construction rurales (dont la transcription en anglais est *Revolutionary Development*, RD) d'une soixantaine de cadres itinérants. On y trouve des forces de sécurité (la moitié de l'effectif), mais aussi des propagandistes (équipes d'action civique), des agents de recensement (chargés de documenter non seulement la démographie mais aussi les doléances des habitants) et du personnel d'aide économique (infrastructures, agronomie, etc.). Créées début 1966, leur nombre s'accroît rapidement pour atteindre près de 600 équipes, soit environ 40 000 cadres. Le ministère de Thang reprend également la main sur deux projets plus

anciens, les « hameaux de la vie nouvelle », vestige des hameaux stratégiques, et *Chieu Hoi*, l'opération psychologique d'incitation à la reddition. Le Sud-Vietnam dispose désormais d'une base solide à partir de laquelle les agences américaines vont pouvoir élaborer la stratégie de pacification[100].

La relance de la pacification

Au début de l'année 1966, toute la faiblesse de la stratégie d'attrition, qui vise à éliminer plus de combattants que le FNL ne peut en remplacer, apparaît clairement aux yeux des décideurs américains, y compris de Westmoreland qui s'inquiète du manque de progrès de la pacification dans les campagnes[101]. L'ambassadeur Henry Cabot Lodge, qui « s'était pris d'enthousiasme pour la question de la pacification[102] », tira même de sa retraite Edward Lansdale, vieux gourou de la guerre irrégulière au Pentagone et ancien conseiller de Diêm, pour coordonner les différents programmes de pacification[103]. Le problème majeur est en effet la fragmentation des programmes, répartis entre les équipes RD, le programme *Chieu Hoi*, les aides aux réfugiés, la police et les unités territoriales – la garde civile, rebaptisée forces régionales (RF) et les autodéfenses renommées forces populaires (PF). L'idée de regrouper l'ensemble sous une seule autorité apparaît pour la première fois à la conférence d'Honolulu en février 1966, au cours de laquelle Américains et Vietnamiens appellent à relancer l'effort sur les aspects non militaires de la guerre. Du côté vietnamien, c'est le général Thang, ministre du Développement rural qui prend la haute main sur la pacification ; du côté américain, Lodge tente d'imposer Lansdale mais c'est finalement à Robert Komer, membre du NSC s'étant spécialisé sur ces questions depuis l'époque de Kennedy, que Johnson confie la responsabilité[104].

Alors que Komer se penche sur les moyens de relancer la stratégie de pacification, il reçoit sur son bureau une étude de l'US Army intitulée *A Program for the Pacification and Long-Term Development of Vietnam* (PROVN), qui se propose de « développer de nouveaux modes d'action pour l'Amérique et ses alliés au Sud-Vietnam[105] ». Rédigée par un groupe de jeunes officiers, cette étude prône un renversement des priorités

opérationnelles au profit de la pacification[106]. Elle établit clairement que « le peuple vietnamien est, et doit demeurer, le véritable objectif de tous les efforts des gouvernements américain et vietnamien », et que « les actions [permettant d'y parvenir] se situent aux niveaux des villages, des districts et des provinces ». S'ensuit une série de 140 recommandations pour rétablir la situation « en réaffirmant le développement rural comme l'effort prioritaire [et] en autorisant davantage d'implication directe des États-Unis dans les affaires sud-vietnamiennes[107] ». Ce faisant, PROVN entend faire de l'armée américaine l'agent d'une révolution sociale et politique dans les campagnes vietnamiennes, un idéal bien loin de correspondre à la réalité des unités américaines calfeutrées dans leurs bases à travers le pays.

Si d'aucuns ont pu voir dans PROVN une étude visionnaire et novatrice, on y retrouve en fait tous les grands thèmes de la doctrine de contre-insurrection développée sous Kennedy. Ce n'est guère surprenant au regard du profil de ses auteurs, jeunes officiers frais émoulus de l'enseignement militaire supérieur où, le temps de quelques années, s'étaient largement diffusées ces idées. C'est le cas de son principal contributeur, le colonel Volney Warner, passé par Fort Bragg, où il s'était lié avec Carl Bernard et Paul Aussaresses alors officier de liaison[108]. Incidemment, Bernard affirme avoir envoyé à Warner une copie de *La Guerre moderne* de Trinquier et soutient que celui-ci en aurait tiré certains passages de PROVN[109]. Quelles que soient ses sources intellectuelles et stratégiques, l'étude exerce une grande influence sur Komer, qui affirme y avoir puisé « la plupart de ses idées[110] ». C'est d'après celle-ci qu'il adopte l'idée d'intégrer l'ensemble des programmes de pacification sous l'autorité du MACV dans un super-programme intitulé *Civil Operations and Revolutionary Development Support* (CORDS) dont il prend la direction au printemps 1967[111].

CORDS couvre l'ensemble des programmes RD, police, réfugiés, action psychologique et « vie nouvelle » et reçoit en sus l'autorité sur le choix de conseillers provinciaux du MACV et le contrôle de l'assistance aux unités territoriales, soit plus de 300 000 hommes à l'époque, c'est-à-dire la moitié des forces sud-vietnamiennes[112]. Dès son arrivée à Saigon, Komer entend donner une priorité à la sécurité locale et accélérer la lutte contre l'infrastructure[113]. L'un de ses principaux collaborateurs dans cette entreprise est Nelson Brickham, un agent de la CIA devenu en 1965

l'assistant de Tucker Gougelmann pour la police spéciale. Ce lecteur assidu s'est passionné pour l'expérience française en Algérie et emporte dans tous ses déplacements l'ouvrage de Galula sur la contre-insurrection. Il en retient l'importance de « l'élimination des agents politiques de l'insurrection […] de façon rapide et décisive[114] ». Brickham s'intéresse aussi aux initiatives de Bob Wall, un autre officier de la CIA, marqué quant à lui par le modèle britannique en Malaisie, où il a occupé la fonction de chef de station[115]. Affecté au Vietnam, Wall avait vite proposé au général Walt, commandant américain de la Ire région, de combiner au niveau de chaque district les moyens du renseignement militaire avec ceux de la police spéciale en un centre de coordination opérationnelle du renseignement placé en liaison permanente avec le PIC de Da Nang, lui transmettant les comptes rendus d'interrogatoires et les analyses de la police spéciale[116].

Le succès immédiat des opérations militaro-policières bénéficiant d'une telle fusion de données conduit vite à l'extension du système à toute la province, puis à toute la région militaire[117]. Les résultats de Wall attirent l'intérêt de Brickham qui en tire un grand programme national sous l'autorité de CORDS[118]. Il naît le 9 juillet 1967 sous le titre d'*Intelligence Coordination and Exploitation* (ICEX) avec à sa tête un agent de la CIA du nom d'Evan Parker – ancien de la Force 136, passé par l'école des Jedburghs et ayant même rencontré Trinquier au temps des commandos mixtes aéroportés. Sous la pression des Américains, le gouvernement de Saigon ne tarde pas à s'aligner sur ces évolutions en matière de lutte contre l'infrastructure, portant ainsi sur les fonts baptismaux le programme *Phung Hoang*, du nom d'un oiseau légendaire censé « tout voir et tout savoir », et que les Occidentaux assimilent vite au phénix, d'où le changement de nom d'*ICEX* en *Phoenix* début 1968[119]. Ce programme, né d'initiatives locales mais aussi d'influences étrangères allait devenir, dans les dernières années de la guerre, l'un des principaux leviers de la stratégie américaine.

La stratégie de la dernière chance

Le choc politique produit par l'offensive du Têt en février 1968 va hâter le changement de direction de la guerre, avec le renvoi de Westmoreland et son remplacement par le général Creighton Abrams qui prône l'abandon de

la logique d'escalade et l'affirmation de la pacification comme stratégie de désengagement. Cette évolution va dans le sens de Richard Nixon, élu en novembre 1968 au terme d'une campagne pour la « paix dans l'honneur[120] ». Très tôt, le nouveau président des États-Unis adopte le principe de la « vietnamisation[121] » en vue de réduire l'engagement américain, qui culmine alors à 543 000 hommes. Ce nouveau cadre conduit à une plus grande attention accordée à l'armée sud-vietnamienne et au travail de pacification qui, en dépit du partage des tâches de 1965, n'a que peu progressé. De plus, l'insurrection elle-même s'est profondément transformée au lendemain du Têt : pour compenser les pertes effroyables du FNL, Hanoï a dû accroître le nombre de régiments nord-vietnamiens, réduisant à 17 % la proportion de combattants originaires du Sud[122]. Ce qui avait été une florissante insurrection populaire se transforme alors en une gigantesque campagne d'infiltration. Par ailleurs, la prise temporaire de grandes places comme Hué a poussé le Viêt-Công à découvrir une partie de son appareil clandestin, facilitant ainsi la lutte contre l'infrastructure.

Quoique ayant atteint une incontestable maturité, la stratégie américaine dans ces dernières années de la guerre reste marquée par une certaine influence de l'expertise étrangère, et notamment britannique, qu'il est intéressant de souligner. Ce rôle revient une fois de plus à la figure de sir Robert Thompson, qui a quitté Saigon en 1965 mais ne s'est pas pour autant retiré des affaires vietnamiennes. Il a consacré son temps à écrire un ouvrage théorique, publié en 1966 sous le titre *Defeating Communist Insurgency : Lessons of Malaya and Vietnam,* ce qui lui vaut d'être invité au Vietnam en compagnie de son ancien adjoint, Desmond Palmer, au titre de « consultant pour la RAND Corporation[123] ». Il y fournit une évaluation critique de la police nationale ainsi que du programme RD, tout en insistant sur l'absolue nécessité de raviver la flamme de la pacification au détriment de la grande guerre[124]. Ses efforts vont naturellement *a contrario* de la tendance générale durant cette période, du moins telle qu'elle lui apparaît vue d'Angleterre. Lorsque enfin la pacification refait surface par l'intermédiaire de CORDS à l'automne 1967, Thompson reste sceptique et le fait savoir dans un article intitulé « Will we win ? », publié dans *Newsweek* en janvier 1968[125]. Heurté par des propos qu'il considère comme injustes, Komer, qui avait connu Thompson à Washington du temps des

hameaux stratégiques, l'invite alors à venir voir par lui-même les évolutions sur le terrain[126].

Débarqué au beau milieu de l'offensive du Têt, le Britannique n'en rencontre pas moins les plus hauts responsables américains et sud-vietnamiens. S'il demeure pessimiste sur la situation générale, il ne désespère pas de voir certaines de ses idées être enfin adoptées. C'est notamment le cas du programme *Phoenix*, qu'il considère comme la « pierre angulaire[127] » de toute pacification. Après avoir reçu leur rapport, Komer va même faire une proposition surprenante à Desmond Palmer auquel il propose de « devenir son adjoint sur toutes les questions relatives à la police ». Au grand soulagement de l'ambassadeur britannique, ce dernier préfère refuser, estimant qu'un tel poste « le mettrait dans une position exceptionnellement difficile et délicate ».

Ce refus de Palmer ne va pas pour autant dissuader Komer, qui décide au mois de mai 1968 d'inviter au Vietnam sir Claude Fenner, ancien commissaire général de la police de Malaisie et ancien chef de la Special Branch Training School. Ayant vraisemblablement l'intention de lui faire la même offre d'emploi, Komer s'est enquis auprès de l'ambassadeur britannique des émoluments perçus par Fenner, qui a quitté l'administration malaisienne et travaille désormais pour une association de planteurs[128]. En anticipation d'une telle demande, Fenner reçoit des consignes strictes de la part du Foreign Office de bien vouloir prodiguer ses conseils, mais de s'abstenir de participer à leur mise en application[129]. Ses conclusions rejoignent celles de Thompson et Palmer, insistant davantage encore sur l'importance du renseignement et de la lutte contre l'infrastructure viêt-công, estimant à cet égard que « le concept *Phoenix*/*Phung Hoang* est un pas dans la bonne direction[130] ». Sans surprise, Fenner prône une énième réorganisation de la police vietnamienne sur le modèle britannique[131].

Au cours de la cruciale année 1968, l'influence britannique au Vietnam a donc pris la forme particulière d'une série de « consultances » ponctuelles au service des Américains. Cette dimension va s'accentuer dans les années suivantes avec la mise en place d'une relation privilégiée entre Thompson et Richard Nixon[132]. C'est au cours de sa première année à la Maison Blanche que ce dernier se voit recommander par son conseiller à la Sécurité nationale, Henry Kissinger, la lecture du nouvel ouvrage de Thompson, paru au printemps 1969 et intitulé *No Exit from Vietnam*. Le Britannique y

propose notamment d'adopter une « stratégie au long cours et à bas coût[133] », qui soit politiquement soutenable au regard de l'opposition à la guerre, représentant alors plus de 60 % de l'opinion publique américaine[134]. Cette proposition, qui fait la part belle à une stratégie de pacification rénovée sous la responsabilité principale des forces locales, est cohérente avec le slogan de « vietnamisation » lancé par Nixon en mars 1969.

Ces convergences valent à Thompson d'être invité à la Maison Blanche pour rendre compte personnellement au président de son évaluation de la situation au Vietnam. L'entretien est cordial et l'entente entre les deux hommes manifeste. Interrogé par Nixon sur la marche à suivre, Thompson condamne avec la même force la voie de l'escalade, prônée par les faucons du Pentagone, et celle des négociations, avancée par les partisans de la paix : la solution, insiste-t-il, se trouve dans la stabilisation politique et sécuritaire du Sud, indépendamment des actions du Nord. Pour Thompson, la menace principale demeure celle de l'insurrection populaire et c'est par la pacification que l'on pourra y remédier[135]. Nixon lui demande alors de bien vouloir retourner au Vietnam pour un nouveau séjour d'étude, afin de lui rendre un avis motivé, reposant sur des données récentes.

Ce nouveau séjour, toujours en compagnie de Desmond Palmer, allait réconcilier Thompson avec la stratégie américaine. Il y retrouve William Colby, ancien chef de station des années Diêm, qui remplace désormais Komer à la tête de CORDS[136]. Colby a coordonné quelques mois plus tôt une « campagne de pacification accélérée » visant à profiter du contrecoup de l'offensive du Têt pour reprendre l'initiative dans les campagnes. Pour Thompson, il ne fait alors aucun doute que « la situation s'est nettement améliorée et [qu'elle] est même meilleure que ce à quoi il s'attendait[137] ». Après avoir tenté en vain une nouvelle offensive lors du Têt 1969, le Viêt-Công est à bout de souffle et doit revenir à des tactiques de guérilla, tandis qu'à Hanoï, Lê Duân doit reconnaître l'échec de sa guerre à outrance et céder à la reprise des négociations[138]. Dans ce contexte, Thompson croit possible de voir la pacification triompher dans les deux ans. Les Nord-Vietnamiens seraient alors mis dans une position où « leur seule alternative à la défaite serait une invasion conventionnelle[139] ». C'est précisément ce qui allait advenir lors de l'offensive de Pâques 1972.

Si l'année 1970 est généralement associée à l'extension de la guerre au Cambodge et à l'enfermement de l'administration Nixon dans une logique

de victoire militaire, elle est aussi celle des résultats les plus probants de la pacification au Sud-Vietnam[140]. À nouveau envoyé par la Maison Blanche pour mettre à jour son rapport, Thompson est désormais certain que « la pacification et la vietnamisation sont devenues inexpugnables[141] ». Selon lui l'appareil militaire du FNL est à genoux et ne saurait plus constituer de menace sérieuse d'ici un à deux ans. En revanche, il est plus critique sur le bilan de la lutte contre l'appareil politique des communistes. Il juge l'infrastructure pratiquement intacte, et affirme que son démantèlement doit désormais constituer la « priorité absolue » de la stratégie américano-vietnamienne. Pourtant, depuis la fin de l'année 1968, *Phoenix* déploie lentement ses ailes, installant des centres de coordination dans chaque district. Les renseignements ainsi collectés servent à l'action des divers « oiseaux de proie » chargés de leur exploitation, le plus souvent encadrés par des forces spéciales américaines, notamment les Navy Seals[142]. Le bilan du programme continue aujourd'hui de donner lieu à d'intenses débats : une étude récente établit à 81 740 le nombre de cadres du FNL « neutralisés » entre 1968 et 1972, parmi lesquels 26 369 tués[143]. Ces chiffres sont d'autant plus impressionnants que l'infrastructure viêt-công était évaluée début 1968 à 84 000 cadres.

Est-ce à dire que *Phoenix* fut responsable de l'élimination de 95 % de l'appareil clandestin au Sud-Vietnam ? Non, dans la mesure où ces pertes furent souvent compensées par de nouvelles recrues, ce qui explique qu'en février 1972 l'état-major américain estimait encore l'infrastructure politique viêt-công à 56 000 cadres[144]. Mais même ces statistiques doivent être interprétées avec précaution : il semble par exemple que seuls 20 % des « neutralisations » recensées soient directement attribuables à des opérations ciblées, menées sur un renseignement produit par *Phoenix*, le reste ayant en fait résulté d'actions collatérales ou de ralliements. La qualité des statistiques s'est également dégradée au fur et à mesure que se réduisait le personnel américain chargé de les compiler. La corruption endémique de la police vietnamienne, mais aussi son infiltration par les communistes permirent également la libération d'un grand nombre de cadres arrêtés. Enfin, il faudrait exclure de ces chiffres les individus ciblés alors qu'ils n'avaient aucun lien avec le FNL, victimes du dévoiement du programme par des responsables politiques – dont Thiêu lui-même – qui y eurent

recours pour faire disparaître des rivaux et satisfaire des vendettas personnelles[145].

Ces dérives ont largement contribué à entourer le programme d'une légende noire, qui émerge dès l'année 1970 dans le cadre d'auditions de la commission des Affaires étrangères du Sénat. *Phoenix* y est dépeint pour la première fois comme un programme d'assassinats indiscriminés de civils non combattants. Cette mauvaise presse, en partie méritée par les agissements de certaines unités, repose aussi sur l'incompréhension de la nature du programme, précisément destiné à une attaque ciblée de l'organisation ennemie. Le terme de « neutralisation » a aussi trop souvent été compris comme un synonyme de meurtre (environ 20 % des cas). Enfin, de nombreuses opérations et exactions sans aucun lien avec le programme *Phoenix* lui ont été attribuées par la suite, dès lors qu'elles impliquaient des infractions au droit de la guerre et aux conventions de Genève[146].

Les activités de Thompson pour la Maison Blanche vont se prolonger tout au long des années 1972 à 1975, au-delà même de la démission de Richard Nixon[147]. La guerre a cependant définitivement changé de visage et l'heure n'est plus à la pacification mais à la négociation en vue d'une « sortie honorable » pour Washington. Le Britannique va néanmoins se montrer jusqu'au bout partisan du maintien au Sud-Vietnam d'une force américaine de réserve qui garantirait, sur le modèle coréen, la solidarité occidentale et saurait dissuader tout espoir d'invasion régulière depuis le Nord. C'était sans compter les pressions politiques, budgétaires et bientôt constitutionnelles pesant sur l'exécutif américain, ni sur les subtils calculs de la diplomatie de Kissinger.

Alors que s'achève la septième année de guerre de l'Amérique au Vietnam, l'heure de vérité a sonné pour la stratégie de pacification. Les campagnes vietnamiennes, notamment dans le delta du Mékong et la région de Saigon sont indubitablement plus calmes : le nombre d'incidents y est retombé à son plus bas historique depuis 1959 et le FNL ne contrôle plus au grand jour la plupart des villages. Est-ce le résultat du programme CORDS et de la politique de vietnamisation, comme l'affirment aujourd'hui certains historiens révisionnistes[148], ou n'est-ce au contraire qu'une « paix des cimetières », expression silencieuse d'une dépopulation massive de la région vers les villes, comme l'affirment d'autres[149] ? Si le débat reste ouvert, il est certain que l'offensive de Pâques 1972 fut, au contraire de

celle du Têt, avant tout une invasion conventionnelle venue du Nord. L'armée qui franchit alors le 17e parallèle est équipée de chars soviétiques, d'artillerie longue portée et de missiles sol-air à guidage thermique et n'a plus grand-chose à voir avec les commandos de partisans de 1968.

William Colby, directeur de CORDS pendant la dernière phase de la guerre, a vu dans cette offensive un « aveu de la part de Hanoï qu'elle avait perdu la guerre du peuple et s'était ainsi trouvée contrainte de mener la guerre du soldat[150] ». Sans doute cette analyse recouvre-t-elle une part de vérité, mais que Hanoï ait perdu la guerre du peuple ne signifie pas pour autant que Saigon soit parvenu à la gagner. La médiocre performance des forces sud-vietnamiennes lors de l'incursion au Laos en 1971 ou de la contre-offensive de 1972, leur dépendance à l'égard du soutien aérien, logistique et financier américain, la corruption du régime ainsi que ses dérives liberticides étaient autant de problèmes irrésolus qui se posaient déjà dix ans plus tôt, à l'époque du régime de Diêm.

Si les réalités stratégiques triomphent toujours des meilleures tactiques, la stratégie la plus efficace ne saurait compenser une absence de projet politique viable. C'est cette lacune qui, plus que toute autre, explique le délitement de la République du Vietnam dans les deux années qui suivent les accords de Paris signés en janvier 1973. Cet « intervalle décent[151] » négocié par Kissinger ne peut empêcher l'effondrement en l'espace de quelques mois du régime, porté à bout de bras depuis deux décennies par les États-Unis, lequel s'effondre finalement sous le coup de l'offensive d'avril 1975[152].

Chapitre 14

Une contre-subversion globale ?

(1964-1975)

Au tournant des années soixante-dix, le champ de bataille de l'affrontement entre les blocs, celui où les lignes peuvent encore bouger, se situe désormais clairement dans le « Sud global ». C'est au cœur de cet espace immense, composé de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie méridionale que fleurissent les mouvements de libération de tous ordres, aux variations infinies dans leurs liens avec le nationalisme et le socialisme, leur usage de la violence, et leurs stratégies de conquête. La globalisation a conduit les apôtres occidentaux de la guerre irrégulière à allumer partout des contre-feux, appliquant à chaque fois les mêmes recettes face à ce qu'ils perçoivent comme un même adversaire. Cette grande croisade est cependant vite rattrapée par les réalités concrètes de ses terrains d'application et les rivalités plus traditionnelles derrière lesquelles s'effacent les fantasmes d'un grand affrontement manichéen. La détente enfin, qui s'installe entre les superpuissances, rend de plus en plus inopportune la logique de guerre totale que sous-tend cette grande stratégie de contre-subversion. Ce qui devait être le couronnement des efforts concertés de l'Occident en matière de guerre irrégulière en est donc aussi le chant du cygne, vestige encombrant d'un concept qui peine souvent à démontrer ses résultats et dont les dérives politiques et sécuritaires tendent à

faire peser plus de menaces sur la démocratie libérale qu'elles ne contribuent à sa protection.

Les arcades institutionnelles

En tant que puissance planétaire et champions du « monde libre », les États-Unis se distinguent de leurs alliés français et britanniques par une réflexion véritablement globale et non simplement limitée à leurs sphères d'influence. Dans le domaine de la guerre irrégulière et de la contre-subversion, le principal organe de la stratégie américaine est sans aucun doute le Special Group (Counter-Insurgency) créé à l'initiative du président Kennedy au début de l'année 1962, qui réunit chaque semaine les hauts responsables des Départements d'État, de la Défense et de la Justice, de la CIA, de l'USIA et surtout de l'Office of Public Safety (OPS) chargé de coordonner l'assistance policière pour le compte de l'AID. Si le but initial du Special Group est de promouvoir la prise de conscience au sein de l'administration de l'enjeu des « insurrections subversives[1] » il prend rapidement le rôle de quartier général de la guerre irrégulière globale supervisant tous les efforts de contre-subversion à travers le monde[2].

Le Special Group adopte d'emblée un fonctionnement géographique, en dressant une « liste des pays critiques[3] » méritant un suivi rapproché et la mise en œuvre de programmes d'action comme l'équipement et la formation des forces de sécurité, ou le soutien à des campagnes d'information, d'action civique et d'aide au développement[4]. À sa création, cette liste ne comporte encore que trois pays : le Laos, le Vietnam et la Thaïlande, démontrant ainsi la primauté accordée au Sud-Est asiatique dans la pensée stratégique américaine. La liste ne tarde pourtant pas à s'allonger pour s'étendre au Cambodge et à la Birmanie, mais également vers d'autres continents : l'Amérique latine avec le Guatemala, le Venezuela, la Colombie et l'Équateur, ainsi que l'Afrique avec le Cameroun[5]. Au début de l'année 1964, c'est près d'une cinquantaine de pays qui ont été suivis à un moment ou à un autre par le Special Group. Presque toute l'Amérique latine est couverte, avec une insistance particulière sur la Colombie et le Venezuela, bénéficiaires d'importantes livraisons d'équipement et de programmes de formation au contrôle des foules. Vient ensuite l'Asie du

Sud-Est qui, par-delà le Vietnam, reste une priorité avec la Thaïlande et ses bases de l'US Air Force, ainsi que l'Indonésie où le putsch du général Suharto en septembre 1965 débouche sur des violences de masse dans lesquelles le degré de complicité des États-Unis est encore débattu[6]. Au Moyen-Orient enfin, la Jordanie du roi Hussein et l'Iran de Mohammed Reza Pahlavi sont les bénéficiaires réguliers de l'aide américaine contre toute forme de « subversion », qu'elle se revendique ou non du communisme. Le coût total de ces aides demeure toutefois relativement modique puisqu'il se chiffre en 1964 à 72 millions de dollars pour les programmes d'action civique et à 30 millions pour l'assistance aux forces de police – il convient certes d'y ajouter les sommes, bien plus importantes, de l'aide militaire, mais non uniquement dédiées à la contre-insurrection.

Le risque majeur de cette politique de subversion tous azimuts est l'hyperextension des ressources américaines. Au mois de février 1965, alors que l'escalade militaire est déjà bien avancée au Vietnam, le général Maxwell Taylor, qui fut le premier secrétaire du Special Group, est plus convaincu que jamais de l'importance de « tenir le gros des forces armées à l'écart des missions de contre-insurrection[7] ». Il rappelle à ce titre l'esprit initial de la doctrine Kennedy, qui mettait en garde contre une implication trop directe du personnel américain outre-mer au risque de délégitimer les partenaires locaux face à un adversaire avançant presque toujours sous le masque de la « libération nationale ». Si le Vietnam apparaît souvent dans les travaux du groupe comme un « laboratoire » dont les leçons ont vocation à être diffusées au reste du Tiers Monde, il est aussi une exception de par son ampleur et l'engagement unique de troupes de combat. Le président Lyndon Johnson entend d'ailleurs à tout prix « éviter que ne se reproduise une situation similaire[8] ». C'est à cette fin qu'il confie à Taylor une revue complète des activités du Special Group qui conduira finalement à sa dissolution. Ses fonctions seront confiées à un Senior Interdepartmental Group (SIG) situé non plus à la Maison Blanche mais au Département d'État, sous la tutelle de George Ball, connu pour ses positions modérées en matière d'interventionnisme[9].

L'une des premières tâches du SIG à sa création, en mars 1966, fut de mettre à jour la doctrine Kennedy. Tout en reprenant l'idée d'un Tiers Monde devenu le terrain de jeu favori de la stratégie communiste, la nouvelle doctrine se montre plus sélective, affirmant notamment que « les

États-Unis ne doivent plus considérer toute situation d'instabilité politique, de désordre ou de violence sociale comme un problème de sécurité menaçant leurs intérêts[10] ». Le document dégage ainsi six attitudes possibles face à la subversion, allant de la neutralité à l'intervention armée en passant par la persuasion diplomatique, différents degrés d'assistance et même le boycott en vue de pousser le pouvoir local à mener les réformes attendues ou, au contraire, à l'inciter à davantage de fermeté dans sa lutte contre l'insurrection. En ce qui concerne les moyens d'action, ceux-ci n'évoluent guère : soutien politique, aide économique, formation des forces de police, assistance aux armées et action psychologique auprès des organisations étudiantes, syndicales et des *mass media*. Tout comme le Special Group avant lui, le SIG continue son travail de supervision internationale se penchant sur des cas aussi variés que la Rhodésie ou le Népal. Il est clair cependant que « le zèle missionnaire des premières années s'est dissipé[11] » et le général Taylor de regretter ses trop rares réunions et son « manque d'allant face aux "guerres de libération" qui continuent de menacer le monde libre ». Et pour cause, le groupe, déjà moribond, sera définitivement dissous en 1969 par Henry Kissinger, dès son arrivée au poste de conseiller du président Richard Nixon, annonçant en cela la fin de l'ère de la contre-insurrection.

S'ils en sont les porte-drapeaux, les Américains n'ont pourtant pas l'apanage de la grande stratégie antisubversive. Un sort doit également être fait au dispositif mis en place par l'appareil d'État britannique dans une optique similaire. Si Londres a, plus tôt que Paris, fait le choix d'embrasser les « vents de changement[12] » qui soufflaient sur son empire, elle n'a pas renoncé à y maintenir ses intérêts. À la toute fin de l'année 1955, le cabinet du Premier Ministre Anthony Eden avait ainsi procédé à la création d'un « comité de contre-subversion » réunissant des représentants des ministères de la Guerre, des Colonies et des Affaires étrangères en vue de contrer toute menace irrégulière dans les territoires sous dépendance britannique. Sa première réunion évoquait notamment « l'arrangement de quelques dispositifs "*stay-behind*" dans les territoires coloniaux à l'approche de leur indépendance complète[13] ». Ce terme de « *stay-behind* », déjà employé aux premiers temps de la guerre froide dans l'hypothèse d'une invasion soviétique de l'Europe occidentale, montre bien la suspicion qui continue

de planer sur la décolonisation et la crainte d'une soudaine bascule d'un certain nombre de jeunes nations dans l'orbite communiste.

Après être tombé en désuétude sous Macmillan, l'organe semble avoir été ressuscité en 1964, sous l'impulsion du Premier Ministre travailliste Harold Wilson, et placé sous la double présidence du Cabinet Office et de l'Information Research Department (IRD), l'organe du Foreign Office dédié aux opérations d'influence et de guerre psychologique[14]. Le mandat du comité, initialement restreint aux seules dépendances britanniques, est désormais de « passer en revue toutes les menaces subversives actuelles et potentielles sur les intérêts britanniques outre-mer, et, lorsque nécessaire, [de] faire des recommandations en vue de combattre de telles menaces[15] ». Continuent d'y siéger les hauts représentants de la politique étrangère et de défense britannique ainsi que le chef du SIS, sir Dick White[16]. À l'instar du Special Group américain, le comité de contre-subversion est aidé par des groupes de travail régionaux qui se réunissent régulièrement et sont chargés de lui remettre des rapports trimestriels sur l'évolution de la menace dans la région concernée[17]. Le comité peut ainsi établir lui aussi une liste des « points chauds » où les intérêts britanniques sont menacés par des moyens subversifs. Du Vietnam à l'Italie en passant par le Ghana et la Bolivie, c'est plus de quatre-vingts pays qui sont ainsi examinés, classés par région et par intensité de la menace[18].

Si stratégie globale il y a, elle dispose cependant de moyens considérablement inférieurs à ceux des États-Unis. Pour mener à bien sa mission et couvrir les vastes territoires qu'il a passés en revue, le comité dispose d'un « fonds de contre-subversion » alimenté à hauteur de 35 000 livres par le Foreign Office, de 55 000 livres pour le ministère de la Défense et de 5 000 livres pour le Commonwealth and Colonial Office[19]. Au total moins de 100 000 livres (266 000 dollars de l'époque), soit bien peu de chose au regard de la centaine de millions de dollars dépensée chaque année par les États-Unis. Cette parcimonie explique les rares projets d'aide au développement, considérés comme trop onéreux au regard de leurs résultats en matière de contre-subversion. La grande partie des fonds provenant du Foreign Office est en fait affectée à des missions d'aide et de formation des forces de police des pays concernés[20]. Quant aux fonds du ministère de la Défense, ils s'adressent tout particulièrement aux attachés militaires, qui

voient à partir de 1965 leurs prérogatives s'étendre au champ de la contre-subversion[21].

La nébuleuse antisubversive : du paravent aux groupes renégats

La forte composante idéologique associée à la guerre subversive a pour caractéristique de faire sortir la stratégie du domaine régalien pour l'étendre à toute la société. Or, tout comme les combattants du « camp socialiste » tendent à s'émanciper de la volonté de Moscou et Pékin, les tenants occidentaux de la contre-subversion entretiennent parfois des liens extrêmement troubles avec les États dont ils sont issus. En effet, par-delà l'action clandestine des services spéciaux, d'autres acteurs globaux émergent, tantôt comme paravents, tantôt comme concurrents des agences étatiques.

Dans cette nébuleuse, le plus proche des cercles gouvernementaux est encore le Centre international d'information et de documentation, aussi connu sous le nom d'Interdoc[22]. Ce dernier est né de la volonté de coopération des différents services de renseignement et d'action psychologique français, allemands et surtout néerlandais dans le but de faire pièce à ce qu'ils considéraient comme une nouvelle offensive psychologique communiste en Europe. Du côté français, le colonel Antoine Bonnemaison, chargé de l'action psychologique au SDECE depuis le milieu des années cinquante est à la tête du Centre de recherche du bien politique, officine écran située en plein Quartier latin, qui « s'efforce de rassembler des intellectuels en France et à l'étranger, pour lutter contre le communisme[23] ». Ancien résistant et docteur en droit, Bonnemaison est également l'un des tout premiers instructeurs français à l'action psychologique qu'il a enseignée à l'école de guerre et au centre d'instruction d'Arzew en Algérie[24]. Sous couvert de son association, il organise depuis la fin des années cinquante des « colloques » sur la question subversive « en liaison avec des organismes similaires de Belgique, de Hollande et surtout d'Allemagne[25] ». On y trouve également des figures de la société civile comme Georges Albertini, militant anticommuniste et rédacteur du bulletin d'information *Est-Ouest* financé par la banque Worms,

et occasionnellement par la CIA, ou encore Brian Crozier, journaliste australien, anticommuniste et francophile qui édite pour *The Economist* un *Foreign Report* avec l'appui de l'IRD britannique[26].

En 1960, les services néerlandais se décident à créer, sur le modèle du Centre de Bonnemaison, leur propre paravent, avec la Fondation pour la recherche sur les problèmes écologiques. Les services allemands leur emboîtent le pas et installent à Munich une Association pour l'étude des enjeux sociopolitiques étrangers. Ainsi camouflées, ces différentes officines vont concourir à la fondation d'Interdoc en février 1963, dont la mission est de réaliser des études sur les méthodes d'influence communistes et de promouvoir l'échange d'informations en matière de lutte antisubversive[27]. Dès le début cependant, il est clair que la contribution française ne sera que « symbolique[28] ». Alors que Bonnemaison avait été, avec Charles Lacheroy et quelques autres, l'un des principaux promoteurs de la doctrine française d'action psychologique, il n'est plus à la fin 1962 en odeur de sainteté auprès du pouvoir gaulliste, en plein recentrage géopolitique et idéologique[29]. Le Centre de recherche du bien politique est fermé en 1963 et Bonnemaison démissionné des services[30].

Le retrait du SDECE ne signifie pas pour autant que les Français sont exclus d'Interdoc. En effet, Bonnemaison continue son entreprise à titre privé et fonde le Centre d'observation du mouvement des idées, un club de réflexion indépendant financé par des grands groupes industriels français comme Pechiney et Air Liquide[31]. Le bulletin d'Albertini continue par ailleurs à être associé aux activités d'Interdoc tout au long des années soixante et participera même à son financement en 1971[32]. Interdoc entretient aussi des liens outre-Atlantique avec certaines organisations américaines comme le National Strategy Information Center, un *think tank* conservateur proche de la CIA et financé par la famille Mellon. Les Britanniques ne sont pas en reste à travers des personnalités telles que Charles Howard Ellis, ancien agent du SIS passé par l'Asie du Sud-Est qui siège au comité de direction d'Interdoc jusqu'en 1969[33]. Enfin, Brian Crozier continue lui aussi de suivre d'assez près les activités du Centre, jusqu'à ce que l'IRD lui demande de s'en éloigner à la fin de la décennie. C'est finalement l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt en Allemagne et le lancement de l'*Ostpolitik* à partir de l'automne 1969 qui aura raison d'Interdoc puisqu'elle entraînera le retrait allemand, tout comme le tournant

gaulliste avait provoqué le départ des Français. Privée de financement, l'organisation périclite et finit par disparaître en 1972.

L'écheveau de personnalités associées de près ou de loin à Brian Crozier semble à lui seul constituer un autre réseau de la nébuleuse antisubversive. Ce militant anticommuniste venu du monde de la presse s'est progressivement rapproché des milieux du renseignement et de l'action psychologique. En février 1964, alors qu'il travaille pour les services internationaux de la BBC, il devient consultant à mi-temps pour l'IRD[34]. Il y travaille comme analyste et sert de courroie de transmission aux publications de l'IRD à travers le monde. Ses contacts s'étendent alors sur les cinq continents : de l'Asie du Sud-Est, où il a forgé ses premières armes, à l'Europe occidentale, où il est introduit auprès des réseaux confidentiels de l'action psychologique, mais aussi aux États-Unis et à l'Amérique latine. En 1964 il est ainsi approché par le Congrès pour la liberté de la culture, une autre officine anticommuniste européenne entretenant des liens avec la CIA, pour l'aider à développer des branches latino-américaines. Crozier diffuse largement ses idées à travers ses nombreux articles de presse et ouvrages comme *The Struggle for the Third World* (1966), où il maintient sa thèse d'une « fiévreuse expansion des efforts de subversion de Moscou[35] » et dénonce des leaders tels que Nasser, Sékou Touré, Nkrumah ou Sukarno comme des suppôts du communisme, attribuant l'intégralité des troubles survenant en Amérique latine, en Afrique et en Asie à des complots ourdis depuis Moscou, Pékin et La Havane.

Crozier joue aussi un rôle d'influence auprès de la sphère anticommuniste française. Par l'entremise de Bonnemaison, il est introduit auprès de certains membres du SDECE, mécontents de l'attitude gaullienne à l'égard de l'Alliance atlantique comme Philippe Thyraud de Vosjoli, agent de liaison du SDECE à Washington qui fera défection à la CIA par anticommunisme autant qu'antigaullisme[36]. Il se lie aussi d'amitié avec Albertini qu'il fait bénéficier d'un certain nombre de publications confidentielles de l'IRD afin qu'il les intégre dans sa revue *Est-Ouest*. Albertini se targue alors que « l'ensemble de [ses] publications contre le communisme, avec un tirage mensuel en trois langues (français, espagnol, italien) de 210 000 exemplaires, est sans équivalent en Europe[37] ». Plus intéressé par l'entregent de cet idéologue de l'ombre que par sa production,

l'IRD lui envoie chaque année des notes de son propre cru, avec charge à lui de les distribuer auprès de ses contacts[38].

En plus de la France et de l'Italie, où Albertini entretient un vaste éventail de relations politiques allant de Charles Hernu au Vatican, l'IRD est notamment attiré par ses connexions africaines. Le Français organise en effet régulièrement des « stages africains[39] » consistant à former à l'anticommunisme les élites africaines venues étudier à Paris. Peu gêné par le « passé trouble » d'Albertini en matière de collaboration, on estime à Londres qu'« en ce qui concerne l'Afrique, son association avec Laval n'a strictement aucune importance puisqu'en Afrique francophone la lutte se joue entre le communisme et le capitalisme et non entre le communisme et le fascisme[40] ». Albertini joue enfin un rôle en Amérique latine, où il étend ses activités à partir de 1962, une fois encore avec le soutien de l'IRD, qui met à sa disposition ses bureaux de Caracas et de Mexico lors de ses escapades dans le sous-continent[41]. À l'arrivée d'un nouveau directeur à la tête de l'IRD en 1968, l'organe de contre-subversion britannique décide pourtant de rompre les liens avec le Français, du fait de son passé de collaborateur avec l'Allemagne nazie[42].

Une dernière tendance, plus radicale et éloignée des canaux officiels, mérite enfin d'être évoquée pour compléter ce tableau de la nébuleuse antisubversive occidentale des années soixante. Il s'agit des réseaux issus des droites radicales européennes, américaines et asiatiques, de plus en plus opposées à la posture des grandes puissances occidentales, jugées trop conciliantes avec le communisme international. Déjà Crozier gravitait autour de certaines personnalités françaises mécontentes du tournant « neutraliste » du général de Gaulle, mais sans s'être pour autant compromises dans la sédition, à l'instar de leurs comparses directement impliqués dans l'Organisation de l'armée secrète (OAS) où l'on retrouve plusieurs figures de proue de la doctrine française de contre-subversion comme les colonels Lacheroy, Godard et Château-Jobert ou encore Argoud.

Après l'échec du putsch des généraux, en avril 1961, l'organisation va vite sombrer dans des combats d'arrière-garde : les attentats à la bombe et les assassinats ciblés des « commandos delta » de Roger Degueldre ne peuvent espérer changer l'issue du conflit, pas davantage que les éphémères maquis pieds-noirs de l'Oranais[43]. Ces partisans d'une contre-révolution radicale, qui avaient un temps espéré devenir à leur tour une armée

révolutionnaire contre le pouvoir légal, s'avèrent de piètres disciples de Mao, incapables d'emporter l'adhésion d'une population européenne qui quitte massivement le territoire algérien entre mars et septembre 1962[44].

Si pour la plupart des « ultras » de l'Algérie française, l'indépendance et l'effondrement de l'empire colonial signent la fin de leur engagement, ils constituent pour d'autres le prélude à une internationalisation de leur lutte[45]. L'argumentaire développé tout au long de la guerre d'Algérie visant à présenter cette guerre coloniale en « défense de l'Occident » conduit certains de ses partisans à réinvestir les thématiques de la contre-subversion et de la défense des populations européennes. Les premières convergences internationales ont lieu avec la Belgique, dans le contexte de l'indépendance congolaise et de la défense des intérêts occidentaux au Katanga où apparaissent les premiers « mercenaires », soldats perdus au service d'une cause que l'Occident lui-même ne défend plus.

Dans les années qui suivent, l'Afrique noire reste un espace de premier plan grâce aux complicités du régime portugais d'Antonio Salazar qui accueille un certain nombre de renégats de l'OAS. C'est notamment le cas d'Yves Guillou, *alias* Ralf Guérin-Sérac, ancien du 11e choc passé par l'Indochine, la Corée et l'Algérie avant de rejoindre les maquis de l'OAS dans l'Oranais. Réfugié à Lisbonne, il entre en contact avec une petite communauté française d'anciens collaborateurs réfugiés après la Seconde Guerre mondiale, à la tête de laquelle se trouve l'idéologue d'extrême droite Jacques Ploncard d'Assac qui y anime l'émission francophone *La Voix de l'Occident* sur Radio Lisbonne avec la bénédiction du régime salazariste[46]. Ces contacts permettent à Guillou de devenir instructeur de lutte anti-guérilla auprès des forces portugaises, alors impliquées dans les guerres de décolonisation qui font rage en Guinée-Bissau, en Angola et au Mozambique[47]. C'est enfin toujours à partir de ces réseaux franco-portugais que Guillou va mettre en place à partir de 1966 une agence internationale de presse destinée à promouvoir la lutte antisubversive à travers le monde : Aginter Presse[48]. D'aucuns ont cru voir dans ce bulletin bimensuel « un centre de subversion fasciste international financé par le gouvernement portugais et par les milieux d'extrême droite français, belges, sud-africains et sud-américains[49] ». Si cette qualification semble aujourd'hui exagérée, aucune étude détaillée n'a encore été réalisée à ce jour, et il apparaît possible au demeurant qu'Aginter ait servi de paravent aux services

spéciaux portugais dans leur lutte contre les divers mouvements de libération nationale[50].

C'est toujours au sein de cette même nébuleuse de la droite radicale internationalisée qu'il convient d'évoquer la Ligue anticommuniste mondiale. Cette organisation mal connue est née de la Ligue anticommuniste des peuples d'Asie, fondée en 1954 à l'initiative de Chiang Kaï-shek et Syngman Rhee dans le but de stimuler les réflexions sur la lutte idéologique et politique contre le communisme[51]. Fonctionnant comme un congrès réunissant des sections nationales, la Ligue a surtout pour tâche de réunir une fois l'an « les professionnels mondiaux de l'anticommunisme alimentaire[52] », comme l'écrit avec ironie le consul de France à Manille. C'est à l'occasion de son douzième congrès à Séoul en 1966 qu'elle se rebaptise Ligue anticommuniste mondiale : on notera du côté français des personnalités telles que la politologue Suzanne Labin ou encore le général Vanuxem, passé par l'Indochine, l'Algérie et l'OAS et observateur attentif de la guerre au Vietnam. Du côté américain, on retrouve des figures telles que le général John Singlaub, ancien Jedburgh et chef des opérations spéciales de l'armée américaine au Vietnam. On y croise aussi des organisations d'exilés d'Europe orientale, pour certains impliqués dans les mouvements de guérilla antisoviétiques au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ainsi que des membres des services de sécurité des dictatures militaires d'Espagne, du Portugal et du sous-continent latino-américain[53]. Si la Ligue ne semble jamais avoir eu d'autre rôle que celui d'un grand forum des droites radicales, elle n'en demeure pas moins un haut lieu de socialisation pour les tenants de cette stratégie de contre-subversion parallèle où se mêlent les réseaux les plus interlopes.

Coopérations et influences en Amérique latine

Si l'Asie du Sud-Est peut à juste titre être considérée comme le laboratoire stratégique de la guerre irrégulière, l'Amérique latine en est indubitablement le second grand terrain d'expérimentation. Véritablement inaugurée en 1959 avec la victoire des *barbudos* castristes à Cuba, la « voie latino-américaine » est pratiquement la seule à avoir proposé une alternative au modèle stratégique maoïste. Celle-ci est imaginée au début de la

décennie par Ernesto « Che » Guevara, jeune compagnon de lutte argentin de Castro qui va consacrer les années suivantes à approfondir le lien entre guerre irrégulière et anti-impérialisme[54]. Dans un petit texte de 1960 consacré à la guerre de guérilla, il théorise *a posteriori* l'expérience cubaine autour de trois axiomes fondamentaux dont le premier est qu'« il n'est pas nécessaire d'attendre que les conditions de la révolution soient réunies ; l'insurrection peut les créer[55] ». Cette proposition se situe non seulement en rupture avec la tradition communiste européenne, mais aussi avec la doctrine maoïste de la guerre révolutionnaire qui conditionne la lutte armée à une solide assise populaire. *A contrario*, Guevara propose la création d'un « *foco* » (foyer) combattant, sans travail politique préalable, et dont la seule action militaire doit suffire à susciter l'adhésion des masses[56]. Il renoue en cela quelque peu avec la tradition de la « propagande par le fait » théorisée par les anarchistes du XIX^e^ siècle qui entendaient créer les conditions de la révolution par la seule portée de leurs actions spectaculaires.

Chargé dès 1961 par Fidel Castro de mettre en place un programme d'aide aux mouvements révolutionnaires du Tiers Monde, Guevara en vient vite à incarner la solidarité transnationale reliant les combattants irréguliers contre l'impérialisme occidental[57]. Et pour cause, à peine a-t-il à nouveau endossé son habit de moine-soldat exportateur de révolution que des foyers insurrectionnels se déclenchent au Guatemala, au Venezuela et au Pérou. Extrapolant trop hâtivement la reproductibilité du succès cubain, ces guérilleros improvisés, souvent issus de la petite bourgeoisie urbaine, peinent à récolter le soutien des paysans, dont ils ne partagent ni les préoccupations, ni même parfois la langue ou l'ethnicité. La plus grande déception provient du Venezuela, sur lequel Cuba fondait tous ses espoirs, et où les insurgés s'avèrent incapables de priver le pouvoir démocratique de Rómulo Betancourt du soutien de la population. Au Pérou, les partisans de la gauche révolutionnaire tentent en vain d'établir des maquis dans les hautes régions andines habitées par les Indiens Quechua, dont ils ne parlent pas la langue et sur lesquels ils attirent les représailles de l'armée. L'entreprise prend fin en 1963 après seulement une année de lutte.

Seule la Colombie semble offrir un terrain solide à la guérilla : des « républiques indépendantes » d'inspiration communiste s'y sont implantées depuis la fin de la décennie précédente. Après une rude défaite

en 1964, le mouvement se recompose sous la direction de Manuel Marulanda en un « Bloc Sud » rebaptisé deux ans plus tard Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). D'origine paysanne, les FARC n'épousent cependant qu'avec prudence la théorie du *foco* et demeurent pragmatiques dans leur application de la guérilla. Tel n'est pas le cas de l'Armée de libération nationale (ELN), un autre groupe révolutionnaire colombien, issu pour sa part de l'intelligentsia urbaine. Son leader, le charismatique père Camilo Torres, et principale figure de la théologie de la libération, est cependant tué en février 1966 après seulement quelques mois de lutte armée.

Las de tant d'échecs, Guevara tente d'allumer lui-même un ultime contre-feu en Bolivie. Vite coupé de ses relais urbains, confronté à l'indifférence des paysans indiens ayant déjà reçu des terres à l'occasion de la réforme agraire de 1953, le *commandante* ne peut longtemps échapper aux forces spéciales boliviennes, formées et équipées par les États-Unis, qui le capturent et l'exécutent en octobre 1967[58].

Malgré ces échecs, la vague « foquiste » qui déferle sur le sous-continent n'en alarme pas moins les États-Unis. Leur stratégie vise d'abord l'isolement diplomatique de Cuba par le truchement de l'Organisation des États américains dont ils obtiennent que tous les membres rompent leurs relations avec le régime castriste. Pour contenir la subversion cubaine, Washington va aussi doubler son aide militaire à l'Amérique latine, passant entre 1962 et 1965 de 60 à 130 millions de dollars annuels. L'école de guerre de jungle de l'US Army, au Panama, devient alors l'un des hauts lieux de diffusion de la nouvelle doctrine de contre-insurrection. Elle héberge à partir de 1963 la célèbre School of the Americas, où plus de 20 000 officiers latino-américains seront formés à la lutte antisubversive dans leur propre pays[59]. En parallèle, une académie interaméricaine de police est établie à Fort Davis, toujours dans la zone du canal, coordonnée par l'Office of Public Safety (OPS), qui complète le dispositif en formant les policiers du continent à des méthodes de maintien de l'ordre, de renseignement et d'interrogatoire qui se rendront tristement célèbres dans les années suivantes[60]. S'il ne faut pas surestimer l'influence de ces formations, il ne fait aucun doute que leurs bénéficiaires y furent incités à adopter une conception plus large de leur fonction, dépassant le cadre

traditionnel des forces de sécurité pour les tourner vers un contrôle plus systématique du tissu social dans son ensemble.

La contre-subversion en Amérique latine ne se limite pourtant pas à la seule « modernisation de la répression[61] ». Dès son arrivée à la Maison Blanche, Kennedy entend rompre avec l'avarice de son prédécesseur en lançant l'Alliance pour le progrès, un grand programme d'aide au développement au profit du sous-continent, portée par l'AID à hauteur de 20 milliards de dollars. Si une partie des objectifs économiques de l'Alliance seront effectivement atteints, les ambitions américaines en matière de réforme agraire, de modernisation des services et de démocratisation des institutions se heurtent à la rigidité des structures sociales[62]. Par ailleurs, l'anticommunisme viscéral de rigueur à Washington conduit presque toujours les États-Unis à préférer le parti de la réaction à celui de la réforme, dès lors que pèse sur lui le moindre soupçon de collusion avec le bloc socialiste. C'est typiquement le cas en 1964 au Brésil et en Bolivie où des juntes militaires renversent les pouvoirs national-progressistes de João Goulart et Víctor Paz avec le blanc-seing à peine caché de Washington. L'année suivante Lyndon Johnson envoie même les Marines à Saint-Domingue pour y rétablir un gouvernement putschiste qui avait été lui-même déposé par des partisans de l'ancien président Juan Bosch. Au cours des années suivantes le Salvador, le Honduras, le Guatemala, le Pérou, l'Équateur et l'Argentine passeront sous la coupe de juntes militaires, qui jetteront vite aux oubliettes le programme de réformes de l'Alliance pour le progrès.

Cette nouvelle génération de dictatures militaires en Amérique latine coïncide avec l'avènement de la « doctrine de sécurité nationale ». Tout en reprenant les prémices de la logique de guerre froide et d'endiguement du communisme, cette dernière renoue avec des courants plus anciens tels que le national-catholicisme, l'hygiénisme social ou même le fascisme. Notons à cet égard non seulement la protection mais aussi l'influence politique dont jouissent auprès de plusieurs régimes latino-américains d'anciens responsables nazis. C'est notamment le cas de Klaus Barbie, ancien officier de la Gestapo devenu conseiller de l'armée bolivienne – et occasionnellement de la CIA – en matière de contre-guérilla[63].

Par-delà l'enjeu stratégique, la contre-subversion devient dans le cadre de la doctrine de sécurité nationale un outil de rééducation de la société,

permettant d'en expurger non seulement les idées marxistes, mais aussi toute forme d'opposition libérale. S'il est certain que les États-Unis s'accommodèrent fort bien d'une telle doctrine, laquelle convergeait le plus souvent avec leurs intérêts, il est plus présomptueux d'en faire les instigateurs[64]. La longue tradition répressive et militariste de nombreux pays de la région interdit en effet de voir dans les acteurs régionaux de simples pantins de l'impérialisme américain. Par ailleurs, l'étude détaillée des trajectoires doctrinales vient aussi démontrer que d'autres influences, françaises, britanniques ou même allemandes, ont pu contribuer à l'émergence de telles pratiques[65].

L'exemple de l'Argentine, haut lieu de l'élaboration de la doctrine de sécurité nationale, démontre bien les limites de cette influence nord-américaine. Perón avait en effet vu ses relations avec Washington s'envenimer au cours de la Seconde Guerre mondiale et avait, pour compenser, très tôt encouragé les échanges militaires avec les puissances européennes, en particulier la France. À la chute du dictateur en septembre 1955, l'attaché militaire français à Buenos Aires note que « l'Armée argentine est en pleine réorganisation et [qu']il est intéressant de noter que quelques-uns de ses membres les plus influents se tournent vers la France pour y prendre des idées, voire des modèles[66] ». Au moment même où une mission militaire permanente s'établit à Buenos Aires, l'ambassadeur de France demande à ce qu'« un effort exceptionnel soit fait en vue d'y favoriser l'implantation de nos méthodes et de nos normes militaires[67] ». Au cours des années qui suivent, alors que sont mûris les concepts de guerre révolutionnaire en Algérie, la France recevra chaque année une cinquantaine d'officiers argentins et détache même outre-Atlantique une mission de trois officiers « assesseurs », en charge de « mettre leurs connaissances professionnelles à la disposition du secrétariat à la Guerre argentin[68] ». La France ne dispose alors d'officiers de liaison que dans quatre pays : les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et l'Argentine, ce qui démontre la place de choix de celle-ci dans la diplomatie de défense française[69].

Le début des années soixante correspond à l'apogée de l'influence française. Celle-ci s'étend alors au-delà des seules frontières argentines, comme s'en félicite l'ambassadeur de Blanquet dans une dépêche de 1961, évoquant « le rôle des assesseurs militaires français dans la conception et la

préparation d'un cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire » inauguré à l'École supérieure de guerre de Buenos Aires. Ce cours qui regroupe 39 officiers venus de 14 pays d'Amérique latine et des États-Unis est supervisé par un « comité de lutte contre l'expansion marxiste à la tête duquel [est] placé le colonel López-Aufranc, ancien élève de l'enseignement supérieur militaire français ». Il a comme objectif de « faire reconnaître officiellement le communisme comme ennemi commun [et] de faire admettre un plan d'action contre la subversion marxiste[70] ». Cette influence est d'autant plus un motif de satisfaction pour Paris qu'elle s'exerce aux dépens de la primauté traditionnelle américaine :

> On doit souligner la présence de militaires des États-Unis au nombre des participants de ce stage où une place importante est réservée à l'étude de la lutte anti-marxiste dans un esprit et selon des méthodes qui bénéficient largement de l'expérience acquise, dans ce domaine, par l'armée française. On peut d'autant plus s'en féliciter que les milieux militaires nord-américains […] ont récemment marqué une certaine jalousie à l'égard de l'influence des assesseurs français dans les états-majors argentins et à l'École supérieure de guerre de Buenos Aires[71].

Cette influence française est attestée en 1962 par Joseph Burkholder Smith, agent de la CIA qui débarque en Argentine après être passé par la Malaisie, où il assurait la liaison avec les Britanniques en matière de guerre psychologique. Dès ses premiers contacts avec ses homologues argentins du SIDE, il est frappé du nombre d'entre eux ayant été formés en France et de l'influence qu'exerce auprès d'eux la « version française de la guerre d'Algérie ». Selon lui, ils auraient notamment reçu de cette « école de pensée française » la notion que « n'importe quel développement politique contraire à leur manière de penser était, d'une façon ou d'autre, le résultat d'une conspiration communiste[72] ».

La tendance ne va pourtant pas tarder à se renverser avec la chute du président Frondizi en avril 1962[73]. La prépondérance grandissante du général Onganía, d'obédience nord-américaine, au détriment du général Rosas, principal promoteur de la doctrine française, coïncide avec le déclin de l'influence française au profit de celle des États-Unis. La fin de la guerre d'Algérie et le recentrage de la politique étrangère du général de Gaulle contribuent naturellement aussi à cette prise de distance. Le nombre de stagiaires argentins à l'École supérieure de guerre s'effondre et retombe à un par an alors que la guerre révolutionnaire disparaît presque

intégralement du cursus. Cette évolution croisée explique qu'au tournant de l'année 1964, la terminologie d'origine française laisse peu à peu la place, dans la littérature grise argentine, à des concepts américains[74].

Malgré un indubitable reflux sous la dictature dite de la « révolution argentine » (1966-1973), l'influence française ne disparaît jamais totalement et tend à « cohabiter » avec les idées qui arrivent des États-Unis. La piètre performance des forces armées américaines au Vietnam doublée de l'apparition à la fin de la décennie d'insurrections péronistes (Montoneros) et trotskystes (ERP) tend à relativiser l'attrait des savoirs stratégiques américains[75]. Le règlement RC-8-2, *Opérations contre forces irrégulières*[76] de 1969 est un bon exemple du degré d'hybridité auquel les militaires argentins sont parvenus : si son titre ainsi que de nombreux passages rappellent le manuel FM 31-15, *Operations Against Irregular Forces* de l'US Army, on y trouve aussi des thèmes typiquement français, comme les cinq phases de la guerre révolutionnaire ou les « hiérarchies parallèles ». Cette influence continuera à s'exercer bien au-delà du coup d'État de 1976 qui allait porter au pouvoir l'un des régimes les plus sanguinaires de l'histoire du pays.

Si l'influence française sur les doctrines sud-américaines de guerre irrégulière est souvent méconnue, celle de la Grande-Bretagne l'est sans doute encore davantage. Ses intérêts politiques, économiques et culturels dans la région sont pourtant anciens et importants[77]. Les plus évidents sont ceux des Antilles britanniques, regroupant jusqu'en 1962 la Jamaïque, les Bahamas, Belize et la Guyane britannique, ainsi que huit archipels des Petites Antilles. L'agitation syndicale et politique qui y sévit dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que la proximité de cet espace avec Cuba ne tardent pas à susciter l'attention des agents de la contre-subversion[78]. Mais les Caraïbes ne sont pas le seul point d'intérêt. Au mois de février 1961, « en réponse à une demande d'aide des gouvernements boliviens et péruviens en matière de lutte contre la subversion communiste[79] », le Comité britannique décide d'envoyer auprès de son ambassade en Bolivie un « conseiller régional » pour les questions de police, financé par le fonds interministériel de contre-subversion.

Le parcours d'Eric Lambert, qui occupait déjà un poste similaire à Singapour, illustre une intéressante dynamique de circulation entre l'Asie du Sud-Est et les Amériques. Enrôlé à l'âge de vingt ans dans la police des

Indes britanniques, cet Irlandais hors du commun avait été versé dans le renseignement pendant la Seconde Guerre mondiale, s'illustrant notamment à la bataille de Kohima en 1942. À l'indépendance, il est rattaché au SIS, servant en Thaïlande et en Indonésie avant de piloter depuis Singapour la formation antisubversive dans toute la région. Après un bref passage par l'Afrique, il achève sa carrière en Amérique latine[80]. Son portefeuille insolite comporte le Pérou, la Bolivie, le Chili, l'Équateur, la Colombie, le Venezuela et le Costa Rica. Cette géographie essentiellement andine dessine les contours de la contre-subversion britannique dans la région.

Conscient du rôle primordial des États-Unis dans cette partie du monde, Lambert entend « travailler d'emblée en étroite liaison avec le programme américain de formation policière de l'AID à travers l'Amérique latine, et tient à se rendre à Washington avant chacun de ses séjours pour préparer le terrain avec Byron Engle [directeur de l'OPS, au sein de l'AID] qu'il connaît très bien[81] ». En mars 1963, Lambert visite l'académie interaméricaine de police de Fort Davis à Panama et en profite pour y donner une conférence sur les méthodes de renseignement de la Special Branch britannique dans les territoires du Commonwealth. Lors de ses tournées nord-américaines, il est reçu au Département d'État, au Pentagone et à la CIA où on dit le tenir en « haute estime ». Directeur de l'ensemble des programmes d'assistance policière depuis 1954, Engle entend particulièrement renforcer « cet échange de vues et de renseignements régulier et faire en sorte que les activités britanniques ne se heurtent pas avec les programmes américains mais soient, au contraire, complémentaires[82] ».

Derrière cette harmonie de façade, se cachent cependant des relations plus complexes qui ne sont pas exemptes de rivalités. En effet, si « les liens avec la CIA et l'AID fonctionnent bien à Washington, […] les principales difficultés proviennent de la coopération avec les missions de police sur le terrain[83] ». C'est notamment le cas en Bolivie où la mission américaine d'assistance policière voit d'un mauvais œil l'activité de Lambert auprès des autorités de La Paz et surtout son projet de nommer un conseiller spécial britannique, directement attaché à la police secrète du colonel Claudio San Román[84]. La chute du régime de Víctor Paz et son remplacement par la dictature militaire du général pro-américain René

Barrientos à l'automne 1964 semblent cependant avoir eu raison de l'engagement britannique dans le pays[85].

La Colombie est un autre exemple de ces rivalités. Les États-Unis y sont en effet fortement impliqués dans les enjeux de sécurité intérieure et ce depuis le milieu des années cinquante. En 1962, un détachement de forces spéciales américaines contribue à l'élaboration du « plan Lazo[86] », visant à réduire un certain nombre de zones de guérilla autogérées dont la plus vaste est celle de Marquetalia, dans la province de Tolima. Première bénéficiaire de l'aide militaire américaine dans la région, la Colombie recevra jusqu'à 160 millions de dollars en 1967 pour appuyer ses efforts contre les guérilleros. Venu prodiguer ses conseils au gouvernement colombien, Eric Lambert trouve porte close et se voit vite marginalisé par la mission américaine qui n'entend pas partager avec les Britanniques le fruit de ses investissements dans le pays comme elle a pu le faire par exemple au Vietnam[87].

Si les Britanniques sont appelés à se faire discrets dans les zones traditionnelles d'influence américaine et s'évertuent à ne pas marcher sur les plates-bandes de leur allié, Washington n'éprouve pas toujours les mêmes égards. Au tournant des années soixante, les services américains se montrent en effet très actifs dans les territoires du Commonwealth caribéen[88]. L'exemple du Guyana est assez représentatif. Depuis ses premières élections locales en 1953, la colonie britannique était dominée par le People's Progressive Party de Cheddi Jagan, un immigré indien se revendiquant ouvertement du marxisme. Réélu en 1957 et en 1961, ce dernier entretient alors des liens avec la Chine populaire et, surtout, Fidel Castro, ce qui attise l'inquiétude de Washington. L'administration Kennedy est en effet convaincue du risque d'accorder l'indépendance à la colonie sous son influence, et de la laisser ainsi devenir un « second Cuba » et ce alors même que Londres, modérément inquiète par celui qu'elle considère plus comme un histrion que comme une réelle menace, entend se débarrasser au plus vite de sa dépendance.

Bien décidé à agir, Kennedy autorise alors la CIA à mener une opération de déstabilisation de Jagan, sans consultation du Royaume-Uni. Le but de la manœuvre est d'obtenir le remplacement de Jagan par Forbes Burnham, qui tient le vote de la communauté afro-guyanaise. À l'instigation d'agents secrets américains, de violentes émeutes anti-

indiennes éclatent, qui obligent Londres à repousser l'indépendance de la colonie. Après que les Américains se soient assurés de la défaite de Jagan aux élections de 1964, une mission de l'OPS débarque alors à Georgetown. Du côté britannique, on se plaint qu'à peine arrivée, celle-ci « interfère indûment dans les affaires internes à la police et […] cherche à saper l'autorité du chef britannique de la police dans le pays pour promouvoir son propre candidat, un Afro-Guyanais nullement qualifié pour le poste[89] ». L'affaire remonte au plus haut niveau et Londres obtient rapidement le renvoi de l'importun. Néanmoins la question se posera à nouveau en Jamaïque face à l'implication croissante des Américains dans les questions de sécurité[90]. Confronté aux forces profondes de la géopolitique, le Royaume-Uni va peu à peu laisser les États-Unis acquérir un droit de regard dans la formation des forces de sécurité jamaïcaines, allant le plus souvent dans le sens d'une répression forcenée[91].

L'Afrique, champ de bataille

Davantage encore qu'ailleurs, les impératifs de la grande stratégie occidentale de contre-subversion se heurtent en Afrique à d'autres logiques, anciennes et sans doute structurelles, liées aux sphères d'influence traditionnelles et aux nouvelles dépendances nées de la décolonisation[92]. En dépit des postures réalistes, voire sceptiques, du général de Gaulle à l'égard de la guerre irrégulière, la France, principale puissance sur tout l'Ouest et le Centre du continent, s'y adonne aisément à la contre-subversion, pour peu qu'elle entre dans le cadre de la protection de ses intérêts[93]. Le système mis en place après les indépendances par Jacques Foccart, secrétaire aux Affaires africaines et malgaches de l'Élysée, est certes avant tout motivé par le maintien d'une relation postcoloniale privilégiée avec le « pré carré », mais se pose également en instrument de guerre irrégulière.

Foccart lui-même, ancien chef de réseau dans la Résistance ayant ensuite intégré une unité de forces spéciales interalliées, est resté proche de l'action clandestine et se rend régulièrement à Cercottes, centre d'entraînement du service Action du SDECE[94]. C'est aussi le profil d'une autre grande figure de la politique africaine de la France, Maurice Robert : officier de la France libre, diplômé du Centre d'études africaines et

asiatiques, il commande en Indochine une unité des commandos du Nord-Vietnam. Blessé, il est recruté à la direction renseignement du SDECE, et envoyé à Dakar pour y prendre la tête du secteur Afrique[95]. S'ils sont assurément gaullistes, les deux principaux responsables de la grande stratégie française en Afrique sont donc aussi les produits de la « génération irrégulière » née de la Seconde Guerre mondiale, marquée par les méthodes britanniques de subversion et l'école française de guerre révolutionnaire. Dans cette perspective, il ne faut pas non plus sous-estimer l'idéal anticommuniste qui continue de motiver les cadres de la politique africaine de la France, et ce, en dépit de la purge de l'armée et des services de renseignement au lendemain de l'affaire algérienne.

Si le « non » guinéen au référendum de 1958 avait posé la première pierre dans le jardin de l'Afrique gaullienne, l'évènement fondateur de la contre-subversion est sans doute la chute en août 1963 du régime pro-occidental et francophile de l'abbé Youlou au Congo-Brazzaville, au profit d'une junte militaire marxiste et tiers-mondiste[96]. Pour Paris, il est alors clair que « toute influence étrangère n'a pas été absente de la révolution de Brazzaville et [que] les mots d'ordre de la subversion [étaient] diffusés par les syndicats extrémistes ou par les agents de l'ambassade soviétique[97] ». Cette analyse est d'ailleurs reprise par la plupart des chefs d'État d'Afrique francophone, furieux et inquiets de l'attentisme français au cours de la crise. C'est par exemple le cas du président de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, *primus inter pares* des réseaux gaullistes sur le continent, qui voit dans le coup d'État « une nouvelle manifestation du vaste plan communiste et nassérien de subversion […] qui doit s'exécuter d'ici l'été 1964 et auquel […] les ennemis du général de Gaulle apportent leur concours[98] ».

Tandis qu'à Brazzaville, Alphonse Massamba-Débat jette les bases d'un « socialisme bantou » avec le soutien de Ben Bella à Alger et des révolutionnaires cubains de Che Guevara, à Paris on redoute une expansion de la menace[99]. Soucieux de rassurer les chefs d'État, garants des intérêts français depuis les indépendances, Foccart et Robert déploient un peu partout des spécialistes de l'action antisubversive. René Bichelot, ancien des réseaux Buckmaster et membre fondateur du 11e choc, est alors envoyé à Abidjan au service d'Houphouët-Boigny qui le gardera à ses côtés jusque dans les années quatre-vingt. Pendant ce temps à Libreville, au Gabon, c'est son camarade Bob Maloubier, autre grande figure de l'action clandestine et

au parcours tout à fait similaire, qui met sur pied une garde présidentielle chargée de la protection du président Léon M'Ba[100]. Lorsque ce dernier est renversé par de jeunes officiers révolutionnaires en février 1964 suivant un mode opératoire assez proche de celui qui avait prévalu à Brazza, la solidité du « pré carré » français est mise à l'épreuve. La décision est alors prise d'envoyer quatre compagnies parachutistes qui s'emparent des principaux centres de pouvoir en l'espace de quarante-huit heures, rétablissent M'Ba dans ses fonctions et réaffirment ainsi les intérêts français dans le pays[101].

Avec la Côte d'Ivoire et le Gabon, le Tchad est un autre pilier de l'architecture française de sécurité en Afrique. Président depuis l'indépendance, François Tombalbaye a permis à Paris d'y maintenir une importante base militaire et de continuer à administrer, jusqu'en 1965, la région du Borkou-Ennedi-Tibesti, dans l'extrême nord du pays. Cette même année éclate dans le centre-est la rébellion du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), issu du mouvement socialiste africain. Ce dernier est bientôt rejoint par des autonomistes du nord qui s'emparent en 1968 de la garnison d'Aouzou, près de la frontière libyenne. Dépassé par la situation, Tombalbaye invoque alors les accords de défense franco-tchadiens pour demander l'aide de Paris. Début 1969, Foccart convainc de Gaulle, alors dans les dernières semaines de sa présidence, de valider le principe d'une intervention militaire. Ce sera l'opération *Limousin*, sous le commandement du général Cortadellas, passé par l'Indochine, l'Algérie et le Gabon justement, où l'une de ses unités a participé au rétablissement de M'Ba en 1964.

Dans ce qui fut l'une des dernières véritables opérations de contre-insurrection de la France au XX^e^ siècle, près de 3 000 soldats, pour l'essentiel des légionnaires et des parachutistes de l'infanterie de marine, vont prêter main-forte aux soldats tchadiens et donner la chasse aux rebelles. Bien que devenu tabou dans les états-majors parisiens, l'héritage de l'Algérie est encore très prononcé sur le terrain : les combattants du FROLINAT sont ainsi désignés comme « HLL » (hors-la-loi), selon le vocable jadis employé pour désigner les fellaghas, et des « groupes d'autodéfense » sont mis sur pied pour organiser les populations villageoises sur le modèle des milices supplétives en Algérie. La répression soutenue et brutale multiplie aussi les exactions contre les civils par la

destruction de troupeaux et de palmeraies, visant à couper les insurgés de leurs moyens de subsistance. Affaiblis et acculés, ces derniers sont réduits à se réfugier de l'autre côté de la frontière libyenne, où ils sont recueillis par Mouammar Kadhafi qui entend bien les utiliser pour pousser plus avant ses objectifs en Afrique sahélienne. Dans l'immédiat cependant, la menace semble écartée : l'opération *Limousin* prend fin en 1972 et se transforme en mission d'assistance logistique et de soutien aérien[102].

La France n'est pas seule sur le marché de la contre-subversion en Afrique : bon gré, mal gré, elle doit compter avec les autres puissances occidentales et notamment les États-Unis. Après s'être longtemps désintéressés du continent, ces derniers se sont finalement jetés dans la mêlée, portés par l'attrait de Kennedy pour le Tiers Monde. Au printemps 1962, l'attaché colonial britannique à Washington note que « l'intérêt de la nouvelle administration [pour l'Afrique] est nettement plus grand que précédemment, […] le bureau des Affaires africaines du Département d'État s'est considérablement agrandi, établissant d'importantes missions dans presque tous les pays d'Afrique[103] ». Pour autant, le nouveau sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, Mennen Williams, entend promouvoir « la coopération et non la compétition », ainsi qu'il le suggère au printemps 1961 :

> Même si les États-Unis sont de plus en plus impliqués en Afrique, la Grande-Bretagne et la France y conservent toujours la principale responsabilité. […] Une stratégie occidentale commune est pourtant nécessaire. Là où des positions de force existent, il faut nous employer, avec toute la sagesse et les moyens possibles, à créer des îlots de responsabilité locale. […] Il faut ensuite travailler ensemble à repousser les efforts communistes visant à étendre leur influence dans ces régions où de puissantes forces révolutionnaires sont à l'œuvre. […] Enfin, il faut limiter les dangers nés du processus de décolonisation. […] Franchement, les États-Unis ont bien assez d'engagements à travers le monde, et il n'y a aucune raison de les étendre là où nos alliés, renforcés par leur remarquable croissance de ces dernières années, peuvent gérer eux-mêmes la situation[104].

Malgré ces propos rassurants, Paris réagit mal à la vue de ces « alliés » toujours considérés avec méfiance, comme au Gabon, où l'ambassadeur Darlington joue la carte des opposants au régime M'Ba avec, en ligne de mire, l'accès aux ressources pétrolières[105]. Pour Foccart et de Gaulle, la subversion semble ainsi parfois venir tant de l'Ouest que de l'Est[106]. Des compromis existent cependant, comme en Côte d'Ivoire, pourtant vitrine de

la « Françafrique », qui n'en héberge pas moins la principale station de l'OPS en Afrique de l'Ouest. C'est le colonel Garland Williams, ancien du Detachment 101 de l'OSS en Birmanie et vraisemblablement proche de la CIA, qui en prend la tête après avoir servi de conseiller aux questions de police auprès du négus en Éthiopie[107]. Il est secondé par un certain Adolphe Bonnefil, encore récemment instructeur à l'académie de police de Haïti[108]. La mission de l'Office of Public Safety (OPS) à Abidjan dépense ainsi pour la seule année 1966 près de 400 000 dollars en véhicules de transport, armes de poing, munitions et générateurs électriques[109]. Ils encouragent également la mise en place d'une force de police anti-émeute et diffusent des ouvrages sur la lutte contre la subversion communiste à l'instar du *Masters of Deceit* de J. Edgar Hoover[110]. S'il n'y a pas de trace écrite d'une éventuelle coopération entre l'équipe de Bichelot et celle de Williams, les rapports de l'OPS évoquent de bonnes relations avec des « agents français[111] » sur le terrain.

En ce qui concerne les liens franco-britanniques, ils sont plus complexes encore, car toujours teintés des anciennes rivalités coloniales. Ainsi au cours du mois de janvier 1963, l'IRD britannique envisage d'établir à Paris un nouveau poste ayant pour but d'« aider les Français à contrer le communisme dans "leurs" territoires africains », tout en reconnaissant que « les Français sont très susceptibles au regard de toutes les activités culturelles ou de propagande affectant leurs anciennes colonies[112] ». Le correspondant de l'IRD affirme ainsi ne pas avoir grand espoir de « persuader le ministère [de la Coopération] d'adopter une attitude positive à l'égard de la coopération dans la lutte contre le communisme en Afrique [dès lors qu'il] ne voit pas de menace significative en Afrique francophone [et que] même au Quai, il existe un sentiment que les Américains et nous-mêmes exagérons cet épouvantail[113] ».

Même après le choc de Brazzaville, la France continue de faire la sourde oreille aux appels de Londres, ainsi que l'indique à regret le comité de contre-subversion[114]. En avril 1965, Harold Wilson en personne met le sujet sur la table lors de sa rencontre avec le général de Gaulle, estimant qu'il est « urgent de comparer les vues de la France et de la Grande-Bretagne sur l'Afrique et même d'aller au-delà en se concertant sur la politique à suivre […] afin de parer au danger [de] la subversion soviétique et chinoise[115] ». Peu convaincu, en cela comme dans le reste, par les

arguments de l'Anglais, de Gaulle se refuse à reprendre à son compte le terme de subversion et va jusqu'à ajouter les « tentatives américaines » à côté de celles des Chinois et des Soviétiques au rang des ingérences à contrer en Afrique. L'incapacité de Londres à engager la France dans un front occidental contre la subversion n'empêche pas l'IRD de développer ses activités, secrètes ou du moins confidentielles, dans les territoires d'Afrique francophone en rupture de ban avec Paris, comme la Guinée-Conakry ou le Congo-Brazzaville[116]. Elle parvient même à convaincre le Mali de Modibo Keïta de recevoir une mission de formation policière, financée par le fonds britannique de contre-subversion[117].

Il existe toutefois des terrains d'entente franco-britannique, comme dans le développement du mercenariat comme mode d'engagement privilégié des conflits africains. Inauguré en 1960-1961 à l'occasion de l'affaire du Katanga, au cours de laquelle on avait vu les anciennes puissances coloniales apporter leur soutien à la sécession congolaise de Moïse Tshombe, le recours aux mercenaires connaît un prolongement inattendu au Yémen où les services spéciaux britanniques lancent une opération dans la plus pure tradition irrégulière[118]. En septembre 1962, le régime pro-occidental de l'imam-roi Muhammad al-Badr avait en effet été renversé par une révolution nassériste soutenue par l'Égypte. Cette dernière ne pouvait manquer d'avoir d'importantes répercussions sur le protectorat britannique d'Aden, où l'insurrection finit par éclater l'année suivante. C'est en vue de déstabiliser le nouveau régime du Nord que Londres y dépêche ses experts de la subversion : le secrétaire de l'Air Julian Amery et le député tory Neil McLean, tous deux ex-membres du SOE et de l'opération *Valuable* en Albanie, entreprennent de recruter leur ancien frère d'armes, David Smiley, pour monter une opération de soutien à une guérilla royaliste au Nord[119]. Ils bénéficient également de l'aide de David Stirling, ancien fondateur des SAS et désormais à la tête de l'une des premières sociétés militaires privées, KAS Enterprises, sous contrat avec l'Arabie Saoudite, qui voit d'un mauvais œil l'ingérence égyptienne dans son arrière-cour yéménite.

En quête de partenaires, le petit groupe va tirer profit de ses réseaux de la Seconde Guerre mondiale : ils se rendent alors à Paris pour y rencontrer un ancien Jedburgh français, Michel de Bourbon-Parme, afin qu'il leur indique d'autres membres de la « génération SOE » passés par l'Algérie et

maîtrisant l'arabe[120]. C'est sur Roger Faulques, ancien des maquis FFI, vétéran de la bataille d'Alger et du Katanga, que se porte leur choix pour recruter une petite équipe d'une vingtaine de soldats de fortune destinés à encadrer les partisans royalistes aux côtés de quelques SAS triés sur le volet[121]. Faulques prend comme second un certain Robert, dit Bob, Denard, autre aventurier côtoyé au Katanga qui va se servir de l'affaire pour promouvoir ses qualités de chef de guerre. Le degré d'implication du SDECE reste difficile à établir aujourd'hui, même s'il semble que les inquiétudes de Paris à l'égard de la sécurité de Djibouti, de l'autre côté du détroit, jouèrent en faveur d'un soutien français à cette entreprise de déstabilisation[122]. L'opération se poursuit jusqu'en 1967, date du retrait britannique d'Aden qui conduit à la proclamation de la République démocratique du Yémen du Sud, alignée sur le bloc communiste. Au Nord, la guerre continue jusqu'en 1970, les Saoudiens devant finalement se résoudre à l'échec des royalistes. L'engagement britannique dans la région se poursuit cependant jusqu'en 1976 par une très discrète mission des SAS dans le sultanat d'Oman voisin, qui voit sa province limitrophe du Dhofar réclamer l'indépendance aux mains d'un groupe marxisant sous l'influence du Sud-Yémen[123].

En ce qui concerne la mission française, elle est dissoute dès 1964. Ses membres ont préféré se retourner vers le Congo, où leur ancien employeur katangais, Moïse Tshombe, vient d'être nommé Premier ministre. L'ancien sécessionniste a en effet été rappelé dans l'espoir qu'il mette fin à une double rébellion lumumbiste menée dans l'est du pays par les « lions » (*simbas*) de Christophe Gbenye, avec le soutien des Cubains de Che Guevara et des révolutionnaires brazzavillois de Massamba-Débat et, d'autre part, dans la région plus centrale du Kwilu, par Pierre Mulele, soutenu par la Chine populaire dont il tente d'appliquer les préceptes de stratégie maoïste[124]. Cette révolte des Simbas vient matérialiser le retour de la menace subversive au Congo et donne l'occasion aux Occidentaux de mobiliser à nouveau leurs compétences pour une cause de guerre froide[125].

Avec l'appui du SDECE, Bob Denard retrouve donc le Congo en compagnie d'autres mercenaires belges, rhodésiens et sud-africains[126]. Les choses s'accélèrent avec la prise de Stanleyville par les rebelles qui y font prisonniers de nombreux ressortissants occidentaux dont le consul américain et le chef de poste de la CIA[127]. Lyndon Johnson n'a alors d'autre

option que de soutenir un parachutage de l'armée belge sur Stanleyville (opération *Dragoon*) tandis qu'une colonne de mercenaires viendrait prendre, par voie de terre, la guérilla en tenaille. Théoriquement sous les ordres du général Mobutu, à la tête de l'armée congolaise, le colonel belge Frédéric Vandewalle conduit sa brigade de mercenaires à travers 1 500 kilomètres de brousse et met en déroute les Simbas retranchés[128]. Par la suite, Belges, Français et Rhodésiens s'organisent en commandos pour pacifier l'arrière-pays, mettant à profit les méthodes vues en Indochine, en Malaisie, en Algérie et au Congo, dont presque tous ont une expérience de première main. Denard obtient même de Tshombe et Mobutu l'autorisation de constituer sa propre unité, le « 1er choc », un hommage transparent à l'ancien régiment du service Action, dissous quelques mois plus tôt. Ces opérations reçoivent l'appui logistique et financier de la CIA, qui y déploie ses propres mercenaires, des exilés cubains rescapés de la baie des Cochons[129].

L'entente occidentale au Congo ne va pas durer. Sitôt écartée la menace des Simbas, la lutte d'influence qui avait déjà prévalu après la mort de Lumumba reprend de plus belle. Tshombe devient vite la cible de toutes les critiques, décrédibilisé par ses liens avec les anciennes puissances coloniales. Il est vrai que Foccart en a fait son principal relais d'influence au Congo, obtenant même en mai 1965 le rattachement du pays à l'Organisation commune africaine et malgache, qui a pris la suite de la Communauté française. De leur côté, les Américains poussent autant que possible le « groupe de Binza », une camarilla placée sous la férule de Mobutu, lui-même soutenu par Washington depuis 1961, date à laquelle il avait suivi une formation à Fort Bragg[130].

Alors que Tshombe est renvoyé le 13 octobre 1965, Mobutu se saisit de l'occasion pour s'emparer du pouvoir par un coup d'État. Dans ce contexte, le système de mercenaires mis en place par le « bon docteur » ne tient plus qu'à un fil. En juillet 1966, un groupe de gendarmes et mercenaires katangais se révolte à Kisangani. Denard et Schramme se tiennent à l'écart du mouvement et participent même, bon gré, mal gré, à sa répression. Mais l'année suivante, ces derniers s'impliquent cette fois entièrement dans une sédition visant à permettre le retour de Tshombe, alors exilé en Espagne. Furieux, Mobutu se sépare de ses soldats de fortune et fait détourner l'avion de Tshombe, au grand désarroi de Paris qui ne désespérait pas de son retour.

Dans une opération de la dernière chance, Denard tente depuis l'Angola voisin de se tailler au Katanga un « État mercenaire » soutenu par les forces suprématistes blanches de la région que sont la Rhodésie, l'Afrique du Sud et les colonies portugaises de l'Angola et du Mozambique, toutes en proie à leurs propres guerres de libération[131]. Si l'action tourne au fiasco, elle démontre une certaine recomposition des rôles en Afrique dans laquelle la France, pour des raisons plus géopolitiques qu'idéologiques, se range à plusieurs occasions aux côtés de ces « États parias » d'Afrique australe, au contraire de la Grande-Bretagne et des États-Unis, qui préfèrent jouer la carte des nouvelles nations africaines, au prix parfois d'importantes concessions idéologiques[132].

Cet étrange retournement d'alliance se vérifie avec l'éclatement en 1966 de la guerre du Biafra, au cours de laquelle la France soutient la partition, espérant ainsi étendre encore son influence et réduire celle du Nigeria, « éléphant anglophone » de l'Afrique de l'Ouest et jusqu'alors chasse gardée du Royaume-Uni. Dans cette perspective, le Biafra reçoit l'appui de la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny et du Gabon d'Omar Bongo, mais aussi du Cap et de Salisbury, dont les motivations sont d'abattre le régime socialiste du général Gowon et de soutenir le Biafra anticommuniste du colonel Ojukwu. Une fois de plus, c'est par le système des mercenaires – français, rhodésiens, sud-africains – que ce soutien logistique va se manifester dans un étrange maelstrom où la contre-subversion se mêle à l'aide humanitaire et au traditionnel jeu des influences[133]. La Grande-Bretagne adopte ainsi une ligne favorable à Lagos, se rangeant paradoxalement aux côtés de l'Union soviétique, non pour des raisons idéologiques naturellement, mais par principe de soutien au régime en place et du fait des intérêts énergétiques associés[134]. C'est aussi par respect pour les sphères d'influence traditionnelles et pour ne pas laisser aux Soviétiques le monopole du soutien à Gowon que les administrations Johnson et Nixon, tout en se déclarant officiellement neutres dans l'affaire, maintiennent leurs liens et leur aide au régime loyaliste[135].

La contre-subversion, qui justifiait initialement l'interventionnisme des nations occidentales et leur coopération dans le domaine de la guerre irrégulière, s'efface donc progressivement pour laisser la place à un jeu de puissance et d'influence, bien plus traditionnel. Rien n'est plus évocateur de cette évolution que le parcours de ceux qui dans les années cinquante se

peignaient en « centurions » de l'empire, et s'imaginaient encore dans les années soixante comme des « croisés » de l'anticommunisme, avant de prendre au début des années soixante-dix la triste figure du « chien de guerre » qui loue désormais ses services au profit d'intérêts parfois bien éloignés de ses motifs originels[136]. Ce cheminement n'est pas le fruit du hasard mais résulte d'une évolution générale, non seulement des savoirs stratégiques eux-mêmes, mais également des conditions politiques de leur émergence.

Chapitre 15

Le crépuscule de la guerre irrégulière (1964-1975)

« La guérilla ne conclut pas, ou conclut mal ; on commence par attaquer une république et l'on finit par détrousser une diligence[1]. » C'est du moins ce qu'en dit Victor Hugo dans *Quatre-vingt-treize*, où il livre une vision fictive mais saisissante de la guerre des Chouans sous la Révolution. La trajectoire de la lutte antisubversive occidentale au XX^e^ siècle semble lui donner raison. Alors que les guerres de libération nationale battent leur plein dans les campagnes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les conditions politiques et militaires qui avaient amené les puissances occidentales à s'engager dans des stratégies irrégulières sont en train de se modifier. Trois raisons viennent expliquer le crépuscule de la guerre irrégulière au tournant des années soixante-dix. La première a trait aux dérives associées à l'application des procédés irréguliers sur le territoire national de ces mêmes puissances occidentales, dans la perspective d'une lutte contre un danger subversif désormais « intérieur ». Le second facteur tient à un reflux de la guerre irrégulière sur le plan bureaucratique, une réaction de l'*establishment* militaire occidental qui tient autant aux échecs de la contre-insurrection (Algérie, Vietnam, etc.) qu'à son refoulement par une culture stratégique, restée hostile à l'éthos irrégulier. Enfin, la transformation des grands rapports de force internationaux, à l'aune de la

détente américano-soviétique et de la réintégration de la Chine communiste dans le concert des nations, conduit à l'effacement progressif du paradigme de la subversion tel qu'il était apparu au début de la guerre froide pour céder la place à une géopolitique de la puissance et de l'influence plus traditionnelle.

Le danger intérieur et ses périls politiques

La question de la menace intérieure est ancienne aux États-Unis et déjà au lendemain de la révolution russe, une grande « peur rouge » s'était emparée du pays, véhiculant le mythe d'une « cinquième colonne » travaillant en secret à miner les valeurs américaines. La suspicion s'était ensuite tournée vers les anarchistes italiens, avant de se porter sur les gangsters de la prohibition puis sur les espions allemands et japonais[2]. Le début de la guerre froide avait remis cette thématique sur le devant de la scène, l'érigeant même, l'espace de quelques années, au rang de priorité nationale au temps du maccarthysme[3]. Après un certain reflux au début des années soixante, la montée des tensions sociales et politiques sur fond de lutte pour les droits civiques, d'opposition radicale à la guerre du Vietnam et le développement d'une contre-culture contestataire donne l'occasion à cette problématique d'émerger à nouveau, fertilisée par les réflexions sur la subversion dans le Tiers Monde, qui se voient ainsi rapatriées sur le territoire national[4].

Entre 1964 et 1968, les États-Unis sont marqués par un phénomène encore inédit d'émeutes urbaines, au nombre de 329 réparties sur 257 communes et au cours desquelles environ 220 personnes trouvent la mort[5]. Il n'en faut pas plus à certains responsables pour formuler une analogie avec le défi extérieur des guerres de libération nationale. La droite conservatrice est évidemment la première à réagir, comme le montre un rapport alarmant de la House Committee on Un-American Activities (HUAC) – célèbre pour ses investigations sous le maccarthysme – consacré aux « partisans de la guérilla sur le territoire américain », parmi lesquels il liste de nombreux groupuscules gauchistes ainsi que certains mouvements en faveur de la cause noire. Dans ses conclusions, le rapport envisage qu'« une guerre de guérilla [soit] initiée aux États-Unis dans les mêmes

conditions de guerre irrégulière naguère pratiquées en Grèce, au Vietnam, aux Philippines et en Algérie », allant même jusqu'à emprunter au colonel français Roger Trinquier sa définition de l'insurrection comme une « guerre ayant pour but le contrôle de la population[6] ». Abondant dans ce sens, le maire de New York, John Lindsay, pourtant classé comme républicain modéré, demande en janvier 1968 « la déclaration immédiate de l'état d'urgence et la mise des États-Unis sur le pied de guerre[7] » pour faire face à la vague d'insécurité urbaine. L'influent sociologue de l'université de Chicago, Morris Janowitz, évoque pour sa part l'inquiétante convergence entre les militants communautaires noirs, le crime organisé et certains vétérans afro-américains revenus du Vietnam.

Il est vrai que, dès 1964, le *New York Times* se faisait l'écho d'un militant de Harlem qui appelait « tous les Noirs passés par l'armée et ayant une connaissance de la guérilla à venir se joindre à lui pour aider leur peuple à se libérer[8] ». Au demeurant seule une frange radicale de la mouvance dite « nationaliste noire » – elle-même minoritaire au sein des mouvements afro-américains – a réellement envisagé une lutte armée contre les États ségrégationnistes du Sud, voire contre les forces fédérales dans les zones urbaines victimes de l'exclusion[9]. Quelle que soit la part de fantasme et celle de réalité derrière la perception d'une Amérique menacée en son sein d'insurrection subversive, il est évident que l'appareil de sécurité nationale n'a pas tardé à prendre des mesures. Les forces armées – notamment les gardes nationales mais aussi des unités régulières – furent régulièrement déployées en vue de rétablir l'autorité publique, comme ce fut le cas à Rochester en 1964, dans le quartier de Watts à Los Angeles en 1965, ou encore sur le campus de Kent University dans l'Ohio en 1970. La seule année 1967 voit le déploiement de plus de 70 000 gardes nationaux à travers le pays auxquels s'ajoute un renfort de 20 000 hommes de l'armée régulière[10].

Cette montée en puissance va vite alerter des spécialistes américains de la guerre irrégulière tels que le colonel Robert Rigg, ancien attaché militaire durant la guerre civile en Chine et observateur attentif de la guerre d'Algérie, qui se livre à une « analyse militaire[11] » de la menace pesant sur les villes américaines, « jungles urbaines » qu'il compare à celles d'Asie du Sud-Est où combattent au même moment les troupes américaines. Il préconise à ce titre le recours aux méthodes contre-insurrectionnelles ayant

fait leurs preuves à l'étranger, allant des nécessaires mesures économiques et sociales à la pénétration militaro-policière des réseaux insurgés. Le général William Yarborough, ancien commandant de l'école de guerre spéciale de Fort Bragg, devenu chef du renseignement pour l'US Army, décide quant à lui de réorienter une partie de ses capteurs en direction des « ghettos noirs » des grandes villes américaines, sur le modèle du renseignement collecté au Vietnam[12]. Lors des émeutes de Détroit en 1967, il aurait lancé à ses subordonnés : « Messieurs, sortez vos manuels de contre-insurrection. Nous avons une insurrection sur les bras[13]. »

Par-delà la réaction militaire, ce sont évidemment les forces de police qui sont en première ligne. Bien qu'*a priori* moins sensibilisées que l'armée à l'enjeu des insurrections subversives, celles-ci adhèrent parfois elles aussi à cette interprétation. Officier de secteur du LAPD lors des émeutes de Watts à Los Angeles en 1965, Daryl Gates « commence à lire tout ce qu'il peut trouver à propos de la guérilla […] et à s'intéresser à ce qui se passait au Vietnam[14] ». Il bénéficie même d'un stage de formation par une unité de Marines de la Naval Armory, qui partagent avec les policiers leurs connaissances en matière de guérilla et de contre-insurrection. Gates va alors introduire au sein de la police de Los Angeles le concept de SWAT (Special Weapons And Tactics), petites équipes d'une quinzaine d'hommes formées sur le modèle des commandos des Marines et destinées aux interventions de vive force[15]. Le succès du concept, et son application par de nombreuses autres forces de police à travers le pays et le reste du monde, attestent de ce phénomène de réimportation des savoir-faire contre-insurrectionnels sur la scène nationale.

Le renseignement intérieur est un autre champ de transfert de méthodes entre extérieur et intérieur. Mis en place dès 1956 par le FBI, le *Counter-Intelligence Program* (COINTELPRO) est la réponse de John Edgar Hoover à la décision de la Cour suprême de limiter la portée du *Smith Act*, qui permettait au Département de la Justice de poursuivre quiconque ferait l'apologie du renversement du gouvernement ou serait membre d'un groupe affichant un tel but. Ayant vu sa marge de manœuvre amoindrie par cette décision de justice, Hoover lança un programme destiné non seulement à surveiller, mais également à subvertir les activités du parti communiste des États-Unis en y semant la discorde et la suspicion parmi ses membres, autant de méthodes préalablement élaborées par les services spéciaux

coloniaux en Malaisie, au Kenya ou en Algérie[16]. À partir de 1961, COINTELPRO ajoute à ses cibles le Socialist Workers Party, d'obédience trotskyste, puis le Ku Klux Klan et d'autres groupes extrémistes blancs. S'y ajoutent en 1967 des organisations du mouvement nationaliste noir comme le Revolutionary Action Movement ou le Black Panther Party, ainsi que des associations non violentes comme la Southern Christian Leadership Conference du pasteur Martin Luther King. Enfin, un programme spécialement dédié à la « nouvelle gauche » est engagé en 1968 en vue de surveiller les opposants à la guerre du Vietnam, suspectés d'entretenir des sympathies maoïstes[17].

L'étendue de ces programmes et leurs méthodes, parfois illégales et anticonstitutionnelles, allaient être à l'origine d'un important scandale politique lors de leur révélation en 1971. Anticipant sa clôture par voie exécutive, Hoover décide alors de mettre lui-même un terme à l'entreprise. Après sa mort en 1972 et l'éclatement de nombreux scandales liés au monde du renseignement, dont celui du Watergate, au cours de l'année 1973, le Congrès décide de confier au sénateur Frank Church la responsabilité d'une vaste commission d'enquête ayant pour but de mettre au jour toutes les dérives des services américains, sur le territoire national comme à l'étranger[18]. Ces révélations et leurs conséquences politiques allaient porter un coup fatal à la mise en œuvre de stratégies de contre-subversion sur le sol américain.

Les États-Unis ne sont pas les seuls à avoir été tentés de réimporter chez eux les savoirs stratégiques développés à l'étranger. Le Royaume-Uni connaît lui aussi, vers la fin des années soixante, un tel phénomène de boomerang. La détérioration de la situation en Irlande du Nord à partir de 1969 amène en effet la British Army à être à nouveau mobilisée dans une campagne contre-insurrectionnelle, cette fois sur le territoire national. Ancrés dans l'histoire complexe de l'ancienne province d'Ulster, demeurée britannique au lendemain du traité d'Indépendance de 1922, les *Troubles* sont le fruit de la répression par le gouvernement local unioniste d'un mouvement pour les droits civiques inspiré à la communauté catholique par le modèle des Noirs américains et considéré comme subversif par ses adversaires. La violence policière du Royal Ulster Constabulary (RUC) provoque la radicalisation d'une partie des catholiques au profit de l'Irish

Republican Army (IRA), reliquat nord-irlandais de l'organisation paramilitaire de Michael Collins née durant la guerre d'indépendance[19].

Si l'armée est d'abord envoyée pour servir d'auxiliaire aux policiers du RUC dans un rôle de « maintien de la paix » entre les communautés, la montée des tensions au cours de l'année 1970 la conduisent à se réorienter dans une logique de contre-insurrection en vue de la neutralisation de l'IRA provisoire, scission de l'organisation particulièrement active dans la lutte armée. Ce changement de posture conduit inévitablement à l'application des méthodes développées au cours des différents engagements coloniaux de l'armée britannique[20]. La nomination en mars 1970 du général Kitson, commandant la 39e brigade aéroportée, pour sécuriser la région de Belfast va particulièrement cristalliser cette évolution. Officier de renseignement détaché auprès de la Special Branch kényane lors de l'insurrection Mau Mau, Kitson est ensuite passé par la Malaisie où il a fréquenté le 22e SAS, ainsi que par des opérations à Oman et Chypre. Il s'est aussi engagé dans des échanges interalliés, comme en atteste sa participation au symposium de la RAND Corporation en avril 1962 en compagnie de David Galula, d'Edward Lansdale et d'autres caciques de la guerre irrégulière. À la veille de son déploiement en Irlande du Nord, il vient tout juste d'achever à Oxford une thèse intitulée *Low Intensity Operations : Subversion, Insurgency, Peace-Keeping* où il expose clairement ses vues en matière de contre-insurrection, soulignant le rôle du soutien des populations, l'importance de surveiller les activités politiques ou encore la centralité du renseignement et des forces spéciales[21].

Loin d'être un cas de figure unique, Kitson est au contraire un archétype de cette génération irrégulière, transférant ses expériences d'un théâtre à l'autre[22]. Son ouvrage paru en 1971, alors même qu'il commande la 39e brigade, contient ainsi de nombreuses références à la guerre d'Algérie, et notamment au livre de Roger Trinquier, *La Guerre moderne*, mais aussi aux travaux de sir Robert Thompson sur la Malaisie, ou encore du colonel américain John McCuen sur le Vietnam. Dans cette perspective, il n'est pas surprenant de voir l'armée britannique se conduire en Irlande du Nord comme elle l'avait fait dans ses précédents déploiements. Au contraire de ces campagnes cependant, l'armée se trouve confrontée à trois problèmes. Tout d'abord, il n'existe pas de direction politique claire quant à l'avenir de la province : l'autonomie locale (*home rule*) est suspendue en

1972, mais Londres ne semble pas pour autant avoir d'intérêt à la perpétuation de l'administration directe ; quant à la réunification avec la République du Sud, elle est pour l'heure hors de question. L'armée est ensuite confrontée à de nouvelles difficultés tactiques du fait du caractère urbain de l'insurrection qui tranche avec les théâtres coloniaux. Enfin, la proximité géographique du théâtre avec la métropole, l'exposition médiatique et la tolérance de plus en plus faible de l'opinion britannique à la violence sur les civils accroissent d'autant le coût politique d'un état d'urgence – jamais officiellement déclaré – et de mesures attentatoires aux libertés publiques comme lors des précédentes campagnes de contre-insurrection[23].

Au mépris de ces contraintes, les autorités militaires vont vite imposer un couvre-feu et multiplier les fouilles d'habitations à la recherche de caches d'armes. Conduites sans tact et dans une optique répressive et discriminatoire, ces opérations se révèlent vite contre-productives, conduisant à une perte de légitimité de l'armée. L'année suivante, en 1971, le RUC, plus vindicatif que jamais, obtient de Londres la réintroduction des mesures d'internement administratif utilisées au cours des années trente contre les suspects de rébellion. Cette opération, connue sous le nom de code *Demetrius*, vaut à près de 2 000 personnes d'être privées de liberté sans procès et soumises aux mauvais traitements du personnel pénitentiaire de la prison de Long Kesh[24]. Dernier procédé importé des conflits coloniaux, l'introduction d'un certain nombre de forces spéciales telles que la Military Reconnaissance Force (MRF) ayant pour objectif de neutraliser les unités clandestines insurgées mais également de contribuer à leur intoxication par des méthodes d'infiltration et de retournement déjà utilisées par Kitson au Kenya dans le cadre des *pseudo-gangs*. Toutes ces méthodes, inspirées des théâtres coloniaux, allaient provoquer en Irlande l'indignation d'une opinion publique qui ne tolérait pas chez elle ce qui avait été pratiqué en son nom dans le reste de l'empire, sans que cela ne cause d'émotion particulière[25].

Lorsqu'à l'été 1972, l'opération *Motorman* mobilise trente-huit bataillons totalisant plus de 20 000 hommes pour « purger » les quartiers catholiques de leurs caches d'armes et des points de ravitaillement de l'IRA, il est clair que le Royaume-Uni est devenu le théâtre d'application des méthodes élaborées pour ses colonies[26]. Ces procédés ont deux

conséquences sur le conflit : d'une part l'aliénation durable des populations catholiques, désormais convaincues de l'hostilité de l'armée et du gouvernement britannique à leur égard, et d'autre part une transformation des tactiques de l'IRA qui va renoncer peu à peu à sa stratégie d'insurrection populaire et s'orienter vers une organisation paramilitaire plus professionnelle, centrée sur le secret et la sécurité opérationnelle[27]. Ces deux dynamiques vont amener les autorités britanniques à renoncer au paradigme contre-insurrectionnel pour lui préférer celui de la sécurisation et du contre-terrorisme[28]. La poursuite des *Troubles* allait néanmoins entretenir les savoirs irréguliers au sein de l'armée britannique jusque dans les années quatre-vingt-dix.

La France, enfin, n'échappe pas, elle non plus, à l'effet boomerang. La question de l'ennemi intérieur y est même apparue plus précocement qu'ailleurs, tout d'abord du fait de la puissance de son parti communiste dans les années cinquante, puis par le rattachement de l'Algérie au territoire national qui accentuait la perception d'un continuum de la menace entre colonie et métropole. Dès les débuts de la guerre froide, les théoriciens de la guerre irrégulière considèrent ainsi le territoire national comme un espace de lutte intérieure à l'instar du contrôleur général de l'Armée, Henri Libermann, qui se lance dans une série de rapports sur le rôle de la gendarmerie et des unités militaires de secteur en cas de conflit, puis sur la problématique de « la défense horizontale contre l'attaque interne par surprise » et enfin sur la « guerre révolutionnaire[29] ». Ces travaux, jalonnés de cartes de France indiquant l'implantation des potentiels maquis communistes, croisés avec la géographie des populations nord-africaines, montrent bien comment l'imaginaire de guerre froide se mêle aux peurs sociales pour forger une vision fantasmatique de la menace subversive[30].

La guerre d'Algérie et les crises politico-militaires qui l'ont accompagnée jouent un rôle majeur dans la prise de conscience du péril que fait peser la transposition des stratégies antisubversives sur le régime républicain. Les objectifs politiques poussés par les doctrinaires de la guerre révolutionnaire et de l'action psychologique apparaissent en effet vite comme un réel danger pour les principes démocratiques. Il ne fallut pas longtemps au nouveau pouvoir du général de Gaulle pour entrer en conflit avec cette tendance, perçue très tôt comme un ferment séditieux, ce qui fut confirmé avec le putsch d'Alger et la création de l'OAS[31]. Traumatisée par

le dénouement de la crise algérienne, l'institution militaire française ne connaît donc plus par la suite de « tentation intérieure[32] » : sa sévère mise au pas par le régime gaulliste semble l'avoir vaccinée contre tout réinvestissement du champ politique et social. En dépit de l'attachement intellectuel d'une certaine génération d'officiers à la problématique de la guerre subversive, le haut-commandement légitimiste aspire au contraire à la modernisation technologique et à l'approfondissement de l'indépendance stratégique par le chantier de la dissuasion nucléaire.

Ce n'est pas de l'institution militaire mais du monde politique, et très paradoxalement d'une certaine partie de la droite gaulliste, que va venir le changement de ligne à l'égard d'une éventuelle menace subversive intérieure au lendemain des évènements de mai 1968. L'agitation estudiantine transformée en un vaste mouvement social a profondément marqué l'entourage du général de Gaulle, et notamment un courant militant et conservateur, proche du Service d'action civique (SAC) dont Jacques Foccart est l'un des piliers[33]. Celui qui lutte discrètement contre la subversion en Afrique va aussi contribuer à la combattre à l'intérieur, réintégrant au passage certaines figures écartées lors de la crise algérienne. C'est le cas de Pierre Debizet, ancien résistant, réprouvé en 1960 pour ses sympathies envers l'Algérie française, qui est ainsi réintégré à la tête du SAC en 1968[34]. Ce « gaullisme d'ordre » qui se développe alors va en partie révoquer l'anathème jeté sur la contre-subversion – comme le démontre d'ailleurs l'amnistie de juillet 1968 pour tous les crimes commis lors des « évènements d'Algérie ».

La notion même de menace subversive reprend alors tout son poids auprès des militants gaullistes. Au lendemain des évènements de mai, Raymond Marcellin est ainsi nommé ministre de l'Intérieur pour sa réputation de fermeté à l'égard des « groupes révolutionnaires[35] ». C'est aussi l'époque d'un certain retour aux méthodes utilisées dans les années cinquante pour promouvoir l'anticommunisme dans la société civile. Ces « contrepoisons » s'expriment à travers la Confédération française du travail, syndicat d'obédience gaulliste tombé en désuétude et soudainement réactivé après Mai 68, mais aussi des formations nouvelles comme les comités de défense de la République, nés avec la manifestation plébiscitaire du 30 mai, ou encore l'Union nationale inter-universitaire (UNI) destinée à endiguer les progrès du gauchisme dans le monde étudiant[36]. La notion

même de subversion fait d'ailleurs l'objet d'un réinvestissement intellectuel avec la publication de nouveaux ouvrages comme ceux d'André Bruge, ancien commandant du centre d'instruction d'Arzew, de Roger Trinquier, ou encore de l'universitaire Roger Mucchielli[37]. Tous s'accordent pour voir dans la popularité des mouvements d'extrême gauche, trotskystes et maoïstes, une dangereuse menace pesant sur les valeurs de la société occidentale. C'est également le credo d'Alain de Benoist et des autres fondateurs du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), fondé en 1968 et porte-étendard de la Nouvelle Droite[38].

Ce renouveau antisubversif au tournant de la décennie 1970 ne survit pourtant pas à la mort de la figure tutélaire du Général. Écartelés entre les différentes chapelles qui divisent leur famille politique, les partisans du gaullisme d'ordre voient leur courant se déliter avec la victoire de Valéry Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1974. Dans un parcours qui n'est pas sans rappeler celui de l'extrême gauche des années post-68, les tenants de la contre-subversion vont alors se recentrer ou se radicaliser, menant dans un cas comme dans l'autre à la perte d'influence de leurs idées.

Le retour à la marginalité doctrinale

Les périls politiques de l'« intériorisation » du discours antisubversif ne suffisent pas à expliquer son effacement progressif du corpus stratégique occidental au début des années soixante-dix. Ce processus correspond également à une période de réorientation des états-majors vers des problématiques conventionnelles et/ou nucléaires qui conduisent à renvoyer la guerre irrégulière à sa marginalité originelle. À bien des égards, ce mouvement de recul vis-à-vis d'une forme de guerre qui, malgré les efforts d'adaptation, est toujours restée en décalage avec l'*ethos* militaire occidental confine à un « retour du refoulé », une réaffirmation de la préférence culturelle des armées pour les conflits conventionnels. Cette dynamique s'exprime tout particulièrement dans la littérature doctrinale, par une remise en cause des concepts d'emploi et le devenir institutionnel des unités spécialisées dans la guerre irrégulière.

La France est assurément la première des trois grandes puissances occidentales à avoir amorcé ce désinvestissement doctrinal. Dans le contexte de la politisation croissante de l'armée après la crise de mai 1958 au cours de laquelle le pouvoir militaire a été à l'origine d'un changement de régime, la première mesure marquante est la dissolution en 1960 des 5e bureaux, principale expression de la doctrine de guerre révolutionnaire et spécifiquement chargés de l'action psychologique à tous les niveaux de la hiérarchie. On se souvient que le ministre de la Défense, Pierre Messmer, percevait dans ces derniers la menace de dangereux « commissaires politiques[39] ». La fermeture des centres d'instruction à la pacification et à l'arme psychologique d'Arzew et de Paris témoigne de ce revirement.

Mais c'est après la tentative de putsch de 1961 et l'avènement de l'OAS qu'intervient véritablement la liquidation conceptuelle et doctrinale de la guerre subversive, directement associée dans l'esprit des autorités civiles à la théorie politique contre-révolutionnaire[40]. De nombreux cadres jugés trop proches des conjurés sont alors poussés vers la sortie. Entre avril 1961 et décembre 1962, plus de 200 officiers sont poursuivis devant les tribunaux, tandis que 530 sont autoritairement dégagés des cadres et que plus d'un millier donnent d'eux-mêmes leur démission ou demandent une mise à la retraite anticipée[41]. On trouve dans cette saignée la plupart des grandes figures de la guerre subversive : Argoud, Godard et Lacheroy sont putschistes, Trinquier démissionne pour être envoyé par Messmer au Katanga, quant à Hogard, rédacteur de la doctrine TTA 117, il voit sa carrière considérablement ralentie du fait d'amitiés parmi les membres de l'OAS[42].

De nombreuses unités sont également supprimées, comme le prestigieux 1er régiment étranger de parachutistes du colonel Hélie de Saint-Marc, engagé dans les combats d'Indochine, de Suez et de la bataille d'Alger, dissous par Messmer dès le mois d'avril 1961 pour son ralliement au putsch. D'autres suivent comme la 11e demi-brigade parachutiste de choc (dite « 11e choc »), réservoir opérationnel du service Action depuis 1946 qui disparaît le 10 décembre 1963. Son commandant depuis l'été 1961 n'était autre qu'Albert Merglen, ancien officier de liaison français à Fort Benning et dont la loyauté ne fait aucun doute[43]. En dépit des liens évidents de nombre de ses hommes avec les putschistes, Merglen tente de sauver le régiment, vantant une « technicité dans le domaine de la guérilla et du

sabotage […] que nulle autre unité de l'armée française n'est en mesure d'accomplir actuellement[44] ». Mais plusieurs incidents survenus entre la fin de l'année 1962 et le milieu de l'année 1963 convainquent le ministre des Armées que « certains cadres ont oublié leur devoir et que beaucoup d'autres [sont] sinon complices, du moins sympathisants[45] ». Le 11e choc disparaît, et avec lui un pan entier des savoirs irréguliers acquis par les armées françaises depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est le 13e régiment de dragons parachutistes qui va dorénavant assurer le lien privilégié avec le service Action, mais davantage dans une optique de renseignement en profondeur que de guérilla[46].

Cet effacement de la guerre irrégulière se manifeste également sur le plan intellectuel. En quelques années les termes mêmes de guerre et d'action psychologiques disparaissent des cours de l'École supérieure de guerre, qui en avait été le principal promoteur dans les années 1956-1960. Quant aux expressions « subversion » et « guérilla », elles subsistent jusqu'en 1966 avant de disparaître à leur tour des thèmes abordés au cours de la scolarité. On constate malgré tout une certaine résistance des stagiaires de l'ESG à l'égard d'un tel tabou conceptuel. La contestation s'exprime notamment à travers l'exercice de la « thèse individuelle », libre réflexion confiée aux officiers en fin de scolarité et utilisée par certains pour mettre en avant des problématiques irrégulières qui entrent en résonance avec leur expérience personnelle. Ils se heurtent cependant à une hiérarchie frileuse et soucieuse d'épouser la doxa gaulliste[47].

D'une manière générale, il apparaît très clairement que dès la fin de la guerre d'Algérie, la haute hiérarchie militaire française souhaite tourner la page des guerres de décolonisation et se consacrer enfin à une modernisation tactique et technique, trop longtemps repoussée au profit des opérations d'outre-mer. Le nouveau visage de la défense française est désormais celui de la « force de frappe », dont le premier échelon a été démontré en février 1960 lors de l'essai nucléaire de Reggane. Si l'armée de l'air, avec la création des forces aériennes stratégiques en 1964, puis la marine, avec le lancement du premier sous-marin nucléaire lanceur d'engins en 1967 sont les premières à jouir de cette révolution stratégique, l'armée de terre finit elle aussi par en bénéficier, *via* le programme de missile tactique *Pluton* qui est inauguré en 1974[48]. Le débat entre l'atome et

la subversion, apparu au milieu des années cinquante, est désormais tranché en faveur du premier.

Toute trace de pensée irrégulière n'a certes pas disparu. Le décret du 24 février 1962 instaure ainsi la Défense opérationnelle du territoire (DOT) en lieu et place de la Défense intérieure du territoire, qui avait été jusqu'alors le fondement légal de la militarisation de la lutte antisubversive[49]. L'année suivante, Pierre Messmer présente la DOT comme le troisième pilier de la défense française, en sus de la dissuasion et de l'Alliance, et affirme que cette dernière a « pour mission d'annihiler les éléments ennemis qui réussiraient à s'implanter sur le territoire national[50] ». Comme s'en souvient Messmer lui-même dans un entretien d'histoire orale, « la menace qu'imaginait alors l'armée de terre, et pas seulement elle, était celle d'unités parachutistes extérieures soviétiques, éventuellement accueillies et renforcées par des militants communistes[51] ». En conséquence, la DOT prévoit la création d'unités de combat capables de s'engager « dans une mission de contre-guérilla conçue sur un style très souple, avec emploi d'hélicoptères, d'avions légers et surtout de "commandos de chasse" se superposant aux bandes ennemies, jouant leur jeu, leur rendant la vie impossible[52] ». Le réinvestissement de tactiques nées en Algérie démontre ici que, derrière le discours officiel, toutes les notions n'ont pas été abandonnées. En cas d'invasion étrangère et d'occupation de tout ou partie du territoire, ces unités de chasse sont amenées à « poursuivre la lutte dans la profondeur [où] au lieu de mener la contre-guérilla, elles vont devoir conduire la résistance armée sous toutes ses formes, et d'abord sous forme de guérilla[53] ». Le concept rejoint en cela des premières années de la guerre froide, qui avaient vu la constitution de réseaux *stay-behind* dans l'hypothèse d'une occupation du territoire par une force étrangère.

Cette interprétation de la DOT par l'état-major ne reçoit cependant pas pleinement l'approbation de Messmer, qui souligne pour sa part que « nos expériences de type colonial en Indochine et en Algérie ne sont pas transposables en France ». En Asie et en Afrique rappelle-t-il, « nous combattions au milieu de populations différentes de nous par leur race, leur religion, leur civilisation, souvent complices de nos adversaires, au mieux indifférentes[54] ». Pas question donc pour le ministre gaulliste de voir transférées en France des méthodes qui étaient et doivent rester cantonnées au monde colonial. Avec le recul, il affirme d'ailleurs n'avoir jamais cru

qu'« à moitié […] à la possibilité de parachutages massifs en pays hostile » avancée par les partisans de la DOT[55]. La mission de résistance en cas d'occupation est quant à elle finalement supprimée par le décret du 1er mars 1973 au prétexte qu'elle risquait d'« entamer le crédit de la dissuasion[56] ». À partir du milieu des années soixante-dix, l'essentiel des traces doctrinales de la guerre subversive a donc disparu du corpus français.

Un phénomène similaire semble avoir touché la communauté stratégique américaine dès la mort de Kennedy. Les trois années d'intense développement doctrinal entre 1961 et 1963 semblaient pourtant avoir sorti la guerre irrégulière de sa marginalité. Mais la mort du jeune président et l'échec des hameaux stratégiques au Vietnam suffirent à faire s'effondrer le fragile édifice. Le recul de la contre-insurrection en tant que doctrine militaire est attesté par le lieutenant-colonel Fréquelin, successeur d'Aussaresses au poste d'officier de liaison à Fort Benning. Dans une note consacrée au futur manuel de contre-guérilla de l'US Army, il souligne un « retour au conventionnel dans le fond et dans la forme par rapport au FM 31-15 édité par Fort Bragg ». Fréquelin relève en priorité la « suppression de la distinction entre les opérations dites de police et les opérations de combat, et leur remplacement par les notions plus conventionnelles de combat offensif et combat défensif[57] ». Ce déclin de la contre-insurrection, aussi brutal qu'avait été son ascension, exprime assurément la réaction naturelle d'un *habitus* militaire auquel Kennedy avait cherché à forcer la main.

En 1965, le général Harold Johnson, chef d'état-major de l'US Army, fait supprimer de la doctrine toute référence au terme de « contre-insurrection », qui n'avait jamais convenu à l'*establishment* militaire, au profit de celui de « défense intérieure[58] ». L'année suivante, toujours sous l'influence de Johnson, sont introduits les termes de « conflit de basse intensité » et d'« opération de stabilisation » qui dénotent clairement une marginalisation de ce type d'activités par l'institution. Mais c'est l'interaction avec les opérations en cours au Vietnam qui semble le plus surprenant. En effet, au fur et à mesure que les retours d'expérience viennent abreuver les centres de doctrine en matière de guerre irrégulière, ceux-ci se réorientent paradoxalement vers une approche plus conventionnelle. Alors que Westmoreland quitte le commandement du MACV pour devenir chef d'état-major de l'armée, les nouveaux manuels de

contre-guérilla renforcent désormais le rôle de la puissance de feu et l'emploi de l'artillerie, là où ceux de l'époque Kennedy soulignaient au contraire une restriction discriminée de leur usage au profit du contact avec les populations locales[59].

Avec la fin de la guerre du Vietnam, le mouvement de « reconventionnalisation » s'accélère à l'ombre du « syndrome vietnamien[60] », véritable crise morale et politique de la communauté de défense dans son lien avec la nation. Sans pour autant atteindre les mêmes extrémités politiques qu'en France avec la guerre d'Algérie, l'armée américaine souffre elle aussi d'une forme de névrose sociale[61]. Le taux de démission des soldats revenus du Vietnam dépasse alors de loin les moyennes des décennies précédentes, tandis qu'une étude de l'US Army War College parue en 1970 fait part d'un malaise du corps des officiers à l'égard d'un éloignement des valeurs traditionnelles de l'armée[62]. C'est en réaction à cette perte de repères que l'institution décide de se réorienter vers des concepts et une mission plus conforme à la culture stratégique nationale.

Revenu du Vietnam en 1972, le général Creighton Abrams est nommé à son tour chef d'état-major de l'armée et s'engage dans une grande opération de rénovation de l'institution. Sous l'influence de personnalités telles que Donn Starry, revenu lui aussi amer du Vietnam, Abrams estime qu'il est temps de « sortir [l'armée] des rizières et de la ramener sur le champ de bataille européen, face au pacte de Varsovie[63] ». Depuis quelque temps déjà, la hiérarchie s'inquiète en effet de l'impact du Vietnam sur la modernisation de l'armée et de la moindre préparation des soldats américains à la guerre conventionnelle. Cette situation n'avait pas, d'après Starry, échappé aux Soviétiques, qui décidèrent d'en tirer profit dans « une nouvelle doctrine opérationnelle et une nouvelle génération de blindés et d'artillerie longue portée[64] ». La remise en avant des enjeux militaires européens démontre ainsi clairement l'effacement du paradigme irrégulier aux États-Unis.

Dès le début des années soixante-dix, la guerre irrégulière disparaît à nouveau de l'enseignement des écoles militaires telles que le Command and General Staff College, qui supprime toute référence à la contre-insurrection, la contre-guérilla ou la guerre psychologique de son cursus. La guerre irrégulière n'est pas même protégée dans son sanctuaire, la Special Warfare School de Fort Bragg. L'effectif des Special Forces passe de

13 000 hommes en 1971 à moins de 3 000 en 1974. L'année 1972 est aussi la première où aucune équipe de Military Assistance Training Advisors (MATA) n'est déployée depuis leur création dix ans plus tôt. Le contenu même des formations de Fort Bragg est transformé, pour réduire considérablement l'importance des cursus de contre-insurrection au profit de tactiques plus conventionnelles comme les raids dans la profondeur. Cette évolution va se poursuivre avec la création en 1973 d'un nouveau centre de doctrine (TRADOC), sous le commandement du général DePuy qui, nonobstant son expérience vietnamienne, s'attelle à la réécriture du manuel générique de l'armée américaine, le FM 100-5 *Operations*, qui parachève la disparition de la guerre irrégulière du paysage stratégique[65].

Du côté des agences civiles telles que la CIA, l'AID ou le FBI, ce reflux est plus notable encore du fait de la répercussion des scandales à répétition qui ternissent l'administration Nixon. L'une des premières agences à faire les frais de ces révélations est l'Office of Public Safety (OPS) de l'AID dont l'un des représentants en Uruguay, l'ancien agent du FBI Dan Mitrione, est kidnappé en 1970 par les Tupamaros, un mouvement de guérilla urbaine qui l'accuse publiquement de diffuser « l'enseignement de la torture et de la répression des masses[66] ». Quelques années plus tard, en 1973, le sénateur James Abourezk, informé par des membres de l'opposition brésilienne, révèle que l'OPS contribue à former des policiers étrangers à l'emploi d'explosifs à des fins illégales dans le cadre de la Border Patrol School de Los Fresnos au Texas. Les programmes de contre-subversion de la CIA et du FBI sont eux aussi discrédités et mis à terme suite aux travaux de la commission du sénateur Frank Church sur les activités des services de renseignement. Celle-ci met en pleine lumière les agissements de l'opération COINTELPRO, mais aussi de différents programmes clandestins de la CIA dans le domaine de l'action psychologique et de la contre-propagande, ou des opérations de sabotage et de guérilla. Ces révélations, dans la foulée du Watergate et de la débâcle vietnamienne, contribuent inévitablement au retour à la marginalité de ces pratiques[67].

Vient enfin le cas plus complexe de la Grande-Bretagne, seule des puissances occidentales à ne pas connaître un tel rejet en bloc des méthodes irrégulières du fait du conflit en Irlande du Nord. Il n'existe par ailleurs pas d'évènement en Grande-Bretagne aussi traumatique que la guerre d'Algérie

ou la combinaison Vietnam-Watergate. Certes, les excès de la répression en Irlande, et notamment l'épisode du « *Bloody Sunday* » en 1972, ont laissé un goût amer dans l'opinion et la classe politique. Mais il est clair, à la vue de cette évolution croisée des appareils de sécurité, que la guerre irrégulière est davantage ancrée dans la culture britannique que dans celle de ses alliés. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si c'est justement en Grande-Bretagne qu'a émergé, dans l'entre-deux-guerres, cette conception stratégique[68]. Si elle n'y disparaît pas aussi vite que chez les autres alliés occidentaux, elle n'échappe cependant pas à la transformation générale de l'ordre international qui survient au début de la nouvelle décennie, véritable cause de l'effacement du paradigme irrégulier, du moins tel qu'il s'est présenté jusqu'alors.

La Détente et l'effacement du paradigme subversif

Alors que l'arrivée au pouvoir de Kennedy avait été marquée par l'éclatement au grand jour de la menace des « guerres de libération nationale » et celle de Johnson par l'enfoncement dans les intrigues vietnamiennes et latino-américaines, les premiers pas de Nixon se font, pour reprendre les termes de son discours inaugural, « non plus sous le signe de la confrontation, mais sous celui de la négociation[69] ». Cette posture de détente allait entre autres servir d'aiguillon à la politique du nouveau conseiller à la Sécurité nationale, Henry Kissinger, persuadé depuis longtemps que les États-Unis ne jouissent plus de la position dominante qu'ils avaient occupée aux premiers temps de la guerre froide[70].

Quelques mois à peine après être entrée en fonction, la nouvelle administration proclame une doctrine de politique étrangère qui porte un coup fatal à la stratégie irrégulière des États-Unis en établissant purement et simplement que lorsque, confrontés à la subversion, « les pays [amis] devraient désormais gérer le problème par eux-mêmes […] même en cas de révolution exportée de l'étranger[71] ». C'est tout le sens de la « doctrine Nixon » énoncée au discours de Guam en juillet 1969, qui fait de la politique de « vietnamisation » le porte-étendard du désengagement américain. Dans son discours sur l'état de l'Union en 1970, Nixon se veut plus clair encore, affirmant qu'« il n'est plus possible d'attendre des forces

militaires américaines de couvrir l'ensemble du spectre des menaces auxquelles doivent faire face les alliés et potentiels alliés à travers le monde, particulièrement en matière de subversion, de guérilla et de guerres de libération nationale[72] ».

Certes, la doctrine Nixon ne s'applique pas à tous, notamment à la CIA, ainsi que le démontre le soutien déterminant apporté par celle-ci à l'armée chilienne d'Augusto Pinochet dans son coup d'État contre le pouvoir socialiste de Salvador Allende. De même, le Portugal de Marcelo Caetano va bénéficier sous Nixon d'un soutien sans faille dans ses guerres de décolonisation en Guinée-Bissau et Cap-Vert, en Angola et au Mozambique, tout comme l'Afrique du Sud, promue au rang de « gendarme[73] » de la région. Malgré ces alliances sulfureuses, Nixon et Kissinger semblent pourtant vouloir clore la croisade antisubversive de leurs prédécesseurs. C'est ainsi par exemple que les activités du Senior Interdepartmental Group (SIG), successeur du Special Group (Counter-Insurgency), prennent fin avec l'arrivée de Kissinger au Conseil national de sécurité[74]. Le contexte budgétaire tendu du début des années soixante-dix, avec l'explosion de la dette publique et l'effondrement de la balance commerciale américaine contribue également pour beaucoup à la réduction de l'engagement tous azimuts des États-Unis pour contrer la subversion à travers le monde. Au même titre que les aventures militaires sont désormais honnies, il n'est plus non plus question de lancer d'ambitieux programmes d'aide au développement aux résultats hasardeux[75].

Ce désengagement américain suit plus qu'il ne précède un mouvement similaire de ses partenaires occidentaux. Dès avant son élection, Nixon avait en effet été attentif à l'évolution de la « politique à l'Est » déployée par la France, puis par la République fédérale d'Allemagne. La Grande-Bretagne avait quant à elle acté, par son retrait « à l'est de Suez », une réduction considérable de ses ambitions sécuritaires et antisubversives à travers le monde[76].

La fin des engagements irréguliers de l'Occident a-t-elle pour autant signifié le triomphe des mouvements de libération nationale qui avaient fleuri à travers le Tiers Monde depuis l'avènement de la décolonisation ? À quelques exceptions près (Indochine, Afrique lusophone), ce fut loin d'être le cas. En effet, la doctrine de guerre irrégulière entre également en crise dans le camp adverse. La Chine maoïste qui, depuis 1949, avait

constitué le modèle principal des insurrections à travers le monde, change brutalement de posture au lendemain de la révolution culturelle. Dans son rapport au IX[e] congrès du parti communiste chinois, le maréchal Lin Biao, porte-parole de la guerre révolutionnaire maoïste tout au long des années soixante, annonce l'adoption par la Chine de la coexistence pacifique, qu'elle avait jusqu'alors rejetée comme une déviation des concepts marxistes-léninistes et une trahison des idéaux révolutionnaires[77]. L'accélération du processus de reconnaissance internationale, marqué en 1971 par l'admission de la République populaire aux Nations unies, où elle occupe désormais son siège permanent au Conseil de sécurité, et peut-être plus encore en 1972 par la célèbre visite de Nixon, aura à cet égard un impact déterminant sur l'ordre international autant que sur l'histoire de la guerre irrégulière.

Au fur et à mesure qu'elle installe sa puissance, la Chine réduit, dans ses discours comme dans ses actes, son soutien aux luttes armées à travers le monde. Elle sacrifie ainsi son ancien soutien aux insurgés d'Érythrée ou du Congo pour se rapprocher des régimes éthiopiens et zaïrois. La mise à l'écart, puis l'élimination de Lin Biao, chantre de la guérilla mondiale, viennent aussi symboliser ce redressement doctrinal, permettant au sinologue Chalmers Johnson de proclamer, dès 1973, la « mort de la guerre populaire[78] ». Certes, il existe encore, et pour longtemps, des fronts de guérilla maoïstes. En Afrique australe, notamment dans les méandres de la décolonisation portugaise et de la géopolitique radicale des régimes de Salisbury et du Cap, la guérilla va se poursuivre, toujours plus cruelle. Sous la houlette de Robert Mugabe, les maquis de la Zimbabwe African National Union (ZANU) vont même tenter une ambitieuse campagne insurrectionnelle contre l'emprise rhodésienne. Mais ils ne représentent cependant plus aux yeux des blocs l'enjeu vital de la guerre froide. Il faudra attendre le début des années quatre-vingt avec l'émergence de nouveaux foyers irréguliers au Nicaragua et en Afghanistan pour la voir reprendre une certaine signification géostratégique.

En Amérique latine également les guérillas d'inspiration guévariste tournent court. À la fin de la décennie, aucune d'entre elles n'est parvenue à reproduire le succès des *barbudos* cubains, et la mort du « Che » en 1967 dans sa campagne manquée de Bolivie illustre pleinement l'échec du « *foco*[79] ». Tirant les leçons de ce fiasco, les révolutionnaires sud-américains

ont tenté à la fin de la décennie d'adapter la théorie de Guevara au profit d'une « guérilla urbaine », dont les Tupamaros uruguayens et le révolutionnaire brésilien Carlos Marighella sont les exemples les plus célèbres[80]. Contrairement à Guevara, et à Mao ou Giáp avant lui, ces derniers renoncent à faire des zones rurales le centre de gravité de toute insurrection. Prenant acte de l'urbanisation des sociétés latino-américaines et de la popularité des thèses révolutionnaires dans les milieux intellectuels et étudiants issus des classes moyennes, cette nouvelle génération entend transposer le « *foco* » dans les villes. Ils reprennent l'idée guévariste qu'une action armée de petits groupes révolutionnaires professionnels puisse précéder le travail de subversion politique, et rallier par sa seule aura l'adhésion populaire. Mais l'impossibilité d'établir en ville des bases de guérilla durables pousse les Tupamaros et leurs émules à privilégier une organisation clandestine compartimentée dédiée essentiellement à l'exécution d'opérations spectaculaires telles que des enlèvements ou des assassinats de personnalités publiques.

À bien des égards, le développement de la guérilla urbaine incarne la transition de la guerre irrégulière vers le paradigme terroriste[81]. Marighella consacre par exemple une section entière de son *Mini-manuel du guérillero urbain* à la « propagande par le fait », soutenant que « des détournements d'avions en vol ou des attaques contre des navires et des trains peuvent être menés uniquement pour des raisons de propagande[82] ». Et pour cause, les détournements d'avion, qui restaient extrêmement rares au cours des premières décennies de la guerre froide – 2,5 par an en moyenne entre 1948 et 1968 – atteignent une proportion inédite dans les années 1969-1973 avec 50,5 par an, soit pratiquement un par semaine[83]. Cette forme de « terrorisme publicitaire » est tout particulièrement prisée des groupuscules d'extrême gauche européens de même que des mouvements régionalistes et indépendantistes. Face à cette évolution, les puissances occidentales vont s'adapter en conséquence, expliquant ainsi la régression de la contre-guérilla et de la guerre subversive au profit d'une coopération grandissante dans le domaine de la lutte antiterroriste[84].

Chapitre 16

La guerre irrégulière introuvable (1975-2001)

Tactique marginale et méprisée en 1914, à peine mieux considérée en 1940, la guerre irrégulière s'est hissée dans le troisième quart du XX^e^ siècle au rang de stratégie essentielle, voire de véritable enjeu géopolitique, sous-tendant l'émergence du Tiers Monde. Alors que prend fin l'âge d'or des guerres de libération nationale, s'amorce toutefois une « décrue » de la stratégie irrégulière qui s'étend du milieu des années soixante-dix au tournant de l'an 2000. Pour des raisons multiples de transformation du système international, mais aussi de réaction politique et sociale à des pratiques mettant en danger les principes de la démocratie libérale, la stratégie occidentale de guerre irrégulière s'est globalement repliée au profit d'un retour à des enjeux plus conventionnels. La guérilla pourtant subsiste. Elle se poursuit de façon presque ininterrompue en Afrique australe, en Asie du Sud et du Sud-Est et même en Amérique latine, mais avec une implication occidentale qui demeure discrète, lorsqu'elle n'est pas clandestine. De plus en plus, l'irrégularité est perçue à travers le prisme déformant du terrorisme international qui, en dépit de son indubitable résonance avec la « société de spectacle » se révèle incapable, jusqu'à la fin de la guerre froide, de produire de réels résultats stratégiques.

De fait, avec l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la bipolarité, la guerre irrégulière perd, aux yeux des Occidentaux, toute dimension stratégique. Elle est à nouveau perçue comme une « régression sauvage » de la prémodernité, dans des termes qui rappellent ceux des stratèges positivistes de la fin du XIX^e^ siècle. Voilà le cœur de la thématique des « guerres nouvelles[1] » que l'on prétend, en Occident, ne plus comprendre, alors même que l'on a passé le plus clair du siècle à les pratiquer. Les pérégrinations hagardes des opérations humanitaires ou de « maintien de la paix », des Balkans à l'Afrique des Grands Lacs, incarnent à l'envi l'effacement de la pensée stratégique irrégulière au profit d'un élusif droit des conflits armés qui occulte les enjeux réels. Le triomphe de la technologie occidentale dans le golfe Persique en 1991 indique d'ailleurs, du moins le croit-on, l'avenir d'une conflictualité réconciliée avec un modèle de la guerre industriel, hygiéniste et judiciarisé. L'adversaire en aura jugé autrement, et déjà, à l'aube du XXI^e^ siècle qui s'annonce, les nouveaux partisans aiguisent leurs couteaux.

Guérilla globale et « *freedom fighters* »

Au milieu des années soixante-dix, la puissance de l'Occident a atteint son étiage. Le choc pétrolier de 1973 a renchéri l'énergie et enclenché une longue spirale de stagnation économique. En 1975, la chute dramatique de Saigon sous les caméras du monde entier solde par un échec sans appel trente ans de politique américaine dans la région. Paralysé par un Congrès qui a repris ses droits après le scandale du Watergate et la démission de Nixon, le président Ford doit regarder sans broncher les chars nord-vietnamiens liquider les restes d'un régime soutenu à bout de bras depuis des années par Washington. L'année suivante, le démocrate Jimmy Carter est élu sur un programme de moralisation de la politique intérieure aussi bien qu'étrangère. Les États-Unis veulent rompre avec le cynisme de la *Realpolitik* inaugurée par Nixon et Kissinger et se laver les mains du sang des régimes répressifs qu'elle a soutenus, et parfois même aidé à mettre en place en Afrique, en Asie et en Amérique latine. En Europe, les progrès de l'*Ostpolitik*, du pacifisme et de l'eurocommunisme semblent annoncer une

convergence nouvelle qui prône le dépassement des vieilles stratégies d'endiguement et de confrontation entre les blocs. Certes, la guerre froide n'est pas achevée et l'équilibre des forces conventionnelles et nucléaires demeure le principal ressort de la stabilité internationale, mais en deçà du seuil militaire, la coopération semble bel et bien avoir triomphé de la subversion[2].

La guerre irrégulière, cependant, n'a pas disparu. Profitant du repli occidental et de l'« assagissement chinois[3] », l'Union soviétique apporte un soutien plus décomplexé aux mouvements de libération nationale qui triomphent en 1975 dans la péninsule indochinoise et en Afrique lusophone (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Cap-Vert), de même, deux ans plus tard, qu'en Éthiopie, suivie de près par l'Afghanistan en 1978 et le Nicaragua en 1979. Cette « poussée soviétique vers les mers chaudes[4] », selon une expression célèbre de l'époque, va jouer un rôle déterminant dans l'enrayement de la mécanique de détente, pourtant portée à son zénith avec la conférence d'Helsinki en 1975. La mise en garde prononcée en janvier 1980 par Carter contre toute intervention soviétique dans la région du Golfe annonce un changement d'attitude occidentale, confirmé en novembre par l'élection de Ronald Reagan. Ce dernier marque un retour à une posture de fermeté :

> La politique des États-Unis doit désormais être d'affaiblir et, autant que possible, de saper les liens entre l'URSS et [ses alliés du Tiers Monde] en encourageant des forces démocratiques à mettre en œuvre un changement politique de l'intérieur[5].

Ainsi formulée en 1983 dans une directive du NSC, la « doctrine Reagan » est en réalité mise en œuvre dès les premiers mois de l'administration, sous l'influence du nouveau directeur de la CIA, William Casey. Ce nouveau *roll-back* américain se heurte toutefois au spectre du Vietnam, qui plane toujours au-dessus de Washington, jetant l'interdit sur tout déploiement de troupes dans d'incertaines aventures tropicales. C'est donc par l'action clandestine, mise en sommeil depuis les nombreux scandales du début des années soixante-dix, que réapparaît *mezzo voce* la pratique occidentale de la guerre irrégulière. De façon essentiellement indirecte, elle va se traduire par le soutien à des guérillas anticommunistes, bientôt rebaptisées « *freedom fighters* » par la propagande reaganienne. Elle

se présente en fait comme l'ultime avatar de la stratégie de « libération » des nations captives, jadis élaborée sous Truman avant d'être trompétée, mais bien vite désavouée, du temps d'Eisenhower[6]. Le vent de la « croisade pour la liberté[7] » – un terme qui n'avait pas été mobilisé depuis le début des années cinquante – va cependant souffler de façon inégale sur les trois continents du Sud global.

Après avoir constitué l'enjeu central des luttes irrégulières des premières décennies de la guerre froide, l'Asie apparaît désormais comme une terre de moindre engagement pour l'Occident. Certes, de nombreux mouvements peuvent y prétendre à son soutien. Au Laos, sous influence vietnamienne après la prise de pouvoir du Pathet Lao en 1975, de nombreux groupes anticommunistes ne demandent pas mieux que de recevoir l'aide occidentale. C'est notamment le cas des maquis hmongs, héritiers des GCMA français et passés sous le patronage de la CIA au début des années soixante. Abandonnés par leurs anciens patrons, ils ont dû nouer une alliance contre-nature avec le régime voisin des Khmers rouges au Cambodge, qui leur apporte un appui discret dans le cadre de leur lutte contre l'hégémonie de Hanoï sur la péninsule. Ce maigre soutien extérieur disparaît pourtant avec l'invasion du Cambodge par l'armée vietnamienne en 1979 : la guérilla hmong s'achemine alors lentement sur la voie de l'extinction, sans que ses anciens alliés français ou américains ne s'en émeuvent[8].

Au Cambodge justement, les Khmers rouges défaits reprennent le maquis et se replient le long de la frontière thaïlandaise. Ils y jouissent toujours de l'appui de Pékin alors que le monde découvre l'ampleur du génocide perpétré par l'Angkar. Ils s'estiment même assez forts en 1982 pour lancer une contre-offensive, mais après les opérations de « nettoyage » de l'armée vietnamienne, le commandement sous la direction de Khieu Sampan et de Ta Mok décide de revenir à une stratégie d'insurrection maoïste, réalisant même un front commun avec les sihanoukistes (FUNCINPEC) et les nationalistes (FNLPK). Cette alliance bancale va bénéficier à partir de 1982 d'un soutien discret de la CIA, auquel se joignent le SIS britannique – par l'entremise de SAS en mission commandée[9] – et les pays de l'ASEAN. S'il parvient à se maintenir jusqu'à la fin de l'occupation vietnamienne en 1989, le mouvement est cependant gangrené par la corruption et le népotisme, son implication dans le trafic de

pierres précieuses en faisant même l'une des guérillas les plus riches au monde. La logique de prédation ayant succédé au projet politique, sa survie jusque dans les années quatre-vingt-dix n'aura plus guère de portée stratégique[10].

C'est peut-être aux Philippines que subsiste la « dernière insurrection communiste » d'Asie du Sud-Est. Lancée en 1969 sur une base maoïste par José María Sison, un étudiant inspiré par le Viêt-Công et la révolution culturelle, la Nouvelle Armée du peuple (NPA) entend tirer les leçons de l'échec de l'insurrection hukbalahap quinze ans plus tôt. Dans un ouvrage publié sous le pseudonyme d'Amado Guerrero, Sison détaille les spécificités d'une insurrection maoïste aux Philippines, résidant dans la décentralisation du commandement. L'insurrection, jusqu'alors cantonnée à l'île centrale de Luzon, gagne l'ensemble de l'archipel, rassemblant plus de 20 000 combattants au début des années soixante-dix. La NPA bénéficie alors d'un certain nombre de soutiens internationaux qui lui permettent de populariser sa cause, tandis que le président Marcos proclame la loi martiale et s'oriente vers une dictature militaire. Ces évolutions n'affecteront en rien le soutien américain, continu tout au long de la période, elles ne conduiront pas non plus à un réel réengagement militaire des États-Unis dans l'archipel.

La stratégie de décentralisation conduit cependant à la détérioration du système de commandement, débouchant directement sur le phénomène des *lost commands*, unités perdues, sans leaders, vouées au démantèlement ou à la rapine. L'arrestation de Sison en 1977 prive aussi le mouvement de leadership politique, conduisant à son éclatement en diverses factions. Il faut aussi ajouter l'émergence en parallèle d'une insurrection autonomiste musulmane (Moros) sur l'île de Mindanao qui, tout en se nourrissant de l'expertise communiste, suit son propre chemin. Malgré de nombreux revers et son incapacité à tirer profit de la chute de Marcos en 1986, la NPA poursuit sa « stratégie de guerre du peuple prolongée[11] ». En 2018, elle n'a toujours pas abandonné le combat.

Les autres territoires d'Asie du Sud-Est sont surtout en proie à des guérillas autonomistes, le plus souvent dénuées d'enjeu pour l'Occident. L'une des principales est sans doute le Fretilin au Timor oriental, rattaché contre son gré à l'Indonésie après le retrait portugais de 1975. Des rébellions autonomistes naissent aussi dans la région d'Aceh à Sumatra, en

Papouasie et dans les Moluques. C'est également dans ce cadre qu'il faut ranger le mouvement patani en Thaïlande et les multiples guérillas qui essaiment en Birmanie (Shans, Kachins, Chins, etc.), souvent soutenues par des puissances limitrophes, parfois par quelques mercenaires occidentaux – au profit des Karens chrétiens notamment – et très largement financées par le trafic d'héroïne dans le Triangle d'Or, sans pour autant qu'une quelconque victoire politique ait jamais été entrevue[12].

L'Asie du Sud enfin, fait quant à elle l'objet de développements nouveaux en matière de guerre irrégulière avec les guérillas maoïstes au Népal et en Inde, quoique sans succès majeurs, et plus significativement au Sri Lanka avec l'inauguration en 1976 du mouvement des Tigres tamouls, qui deviendra au fil du temps l'une des organisations paramilitaires les plus efficaces de l'histoire récente, non sans l'appui des services de renseignement indiens[13]. De ces théâtres aussi, les Occidentaux seront presque totalement absents. L'expérience des guerres de libération nationale des années cinquante et soixante, les formations dispensées et l'importante littérature stratégique de cette époque auront sans aucun doute influencé les méthodes de répression des autorités gouvernementales, qui se les approprient et les adaptent avec d'infinies variations. Mais l'heure n'est plus à la contre-subversion. Le seul pays de la région à voir un engagement réel des Occidentaux est l'Afghanistan, qui sombre dans une violente guerre civile peu après que la révolution de Saur a installé à Kaboul une junte communiste soutenue par l'Union soviétique, poussant cette dernière à intervenir militairement au mois de décembre 1979. La manœuvre n'est à l'origine qu'une simple opération de « réalignement » assez typique de la doctrine Brejnev, visant à remplacer le leader afghan, Hafizullah Amin, par un autre, Barak Karmal, jugé plus docile[14].

Dès avant l'invasion pourtant, la crainte de voir s'installer un régime communiste à Kaboul, renforcée par l'assassinat de l'ambassadeur américain par un groupe révolutionnaire dissident, avait convaincu Carter et son conseiller Zbigniew Brzeziński d'apporter un « soutien non létal » à l'opposition afghane, laquelle se compose pour partie d'élites traditionalistes (*maleks*) et pour autre partie d'islamistes. Il ne s'agit initialement que d'aide médicale et de livraison de matériel de propagande anticommuniste, mais cet appui clandestin s'accentue à l'entrée de l'Armée rouge dans le pays. La condamnation internationale est unanime et Carter,

pourtant sans aucune appétence pour les opérations clandestines, autorise la livraison de vieux fusils britanniques Lee-Enfield à ceux que l'on commence déjà à appeler les moudjahidines – c'est-à-dire les combattants du djihad, puisque c'est une guerre sainte qui est alors déclarée contre les Soviétiques, avec l'appui des plus grandes autorités religieuses d'Égypte et d'Arabie Saoudite[15].

L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan ne va faire qu'amplifier le mouvement. Alors que se resserrent les liens entre la CIA et les services secrets pakistanais (ISI), une véritable filière de guerre secrète se met en place : les opérateurs américains forment les agents pakistanais, qui entraînent et équipent à leur tour les moudjahidines, préférant aux *maleks* les islamistes modérés de Burhanuddin Rabbani et ceux, nettement plus radicaux, de Gulbuddin Hekmatyar. Alors que la cause des « *freedom fighters* » afghans voit grandir sa popularité dans l'opinion publique occidentale, émue par la misère des camps de réfugiés de Peshawar et par la multiplication des exactions soviétiques, Washington voit l'occasion d'accroître son aide clandestine. Le Congrès va jouer à cet égard un rôle déterminant en allant au-devant des demandes de l'administration et en doublant en 1983 le montant accordé au programme. Alors que l'objectif n'avait jusqu'alors été que d'accroître les pertes soviétiques, on se prend soudain à espérer leur retrait. Encouragé par les pétrodollars venus du Golfe, le président pakistanais Zia ul-Haq augmente la pression et demande aux Américains de le suivre : près de 500 millions de dollars seront dépensés chaque année entre 1984 et 1987 en soutien à la résistance afghane, qui se voit même dotée de technologies avancées, à l'instar des missiles Stinger à guidage thermique, dont les performances alourdissent considérablement le bilan des pertes soviétiques et leur interdisent l'emploi extensif des hélicoptères de combat[16].

Si les États-Unis demeurent les plus importants soutiens de l'opération, d'autres acteurs se démarquent. Le monde arabe est évidemment très actif. À partir de 1984, plus de 20 000 combattants volontaires vont être acheminés en Afghanistan pour y poursuivre le djihad, d'aucuns par le truchement du « bureau des services » , une officine gérée par le Palestinien Abdallah Azzam et le Saoudien Oussama Ben Laden, installés à Peshawar. Ainsi sont jetées les bases du mouvement djihadiste international que nous connaissons aujourd'hui[17]. D'autres puissances occidentales sont également

présentes aux côtés des moudjahidines afghans : le Royaume-Uni de Margaret Thatcher n'hésite pas à prêter main-forte à son allié américain, dépêchant, comme au Cambodge, ses experts des SAS pour former quelques cadres rebelles. La France assure également une présence discrète mais bien réelle. Comme au Biafra dix ans plus tôt, la geste humanitaire des « *French doctors* » se double d'activités clandestines : dès 1980, le SDECE va former *via* le général Jean-Louis Delayen – ancien des commandos Nord-Vietnam passé ensuite par l'Algérie et par Fort Bragg – des combattants afghans issus des troupes du commandant Ahmed Shah Massoud, islamiste modéré de la mouvance Rabbani qui opère dans la vallée du Pandjchir. François Mitterrand continuera à cet égard la politique amorcée par son prédécesseur, permettant l'instruction de moudjahidines au centre d'entraînement du service Action à Cercottes, notamment pour l'utilisation de missiles antichars Milan, délivrés par l'ISI à partir de 1986 et dont le bilan contre les tanks soviétiques n'aura rien à envier à celui des Stingers face aux hélicoptères de l'Armée rouge[18].

Si l'Afghanistan est sans conteste la plus grande opération clandestine de la période, le continent africain offre aussi un nombre important d'engagements irréguliers, et bien souvent clandestins, de la part des puissances occidentales. L'Angola y fait assurément figure de principal champ de bataille. Après quinze ans d'une violente guerre de libération nationale contre la tutelle portugaise, le pays acquiert finalement son indépendance en 1975, dans le sillage de la révolution des Œillets. Les vainqueurs sont cependant profondément divisés. La préférence du nouveau pouvoir à Lisbonne va clairement au MPLA, parti « métisse » à tendance marxiste d'Agostinho Neto, qui a reçu l'aide de la mission révolutionnaire cubaine installée au Congo dès 1965. Vient ensuite le FNLA de Holden Roberto, mouvement fondé sur l'ethnie septentrionale des Bakongos et qui a reçu très tôt un appui discret des États-Unis de Kennedy et de Johnson, ainsi que de l'Afrique du Sud et du Congo (Zaïre) dont le chef d'État, Joseph Mobutu, n'est autre que le beau-frère de Roberto. Créée plus tard, l'UNITA est une scission du précédent, dirigée par le charismatique Jonas Savimbi, dont les relais ethniques se trouvent avant tout parmi les Ovimbundus et qui bénéficie initialement du soutien de la Chine populaire, où Savimbi a reçu en 1966 des cours de guerre révolutionnaire. La France enfin, a son propre « *proxy* » avec le Front de libération de l'enclave

pétrolière du Cabinda, située de l'autre côté de l'embouchure du fleuve Congo.

Sans surprise l'indépendance angolaise ouvre donc la voie à la guerre civile. À l'automne 1975, les États-Unis soutiennent une éphémère alliance entre UNITA et FNLA dont les forces avancent dans le sillage d'une double incursion, zaïroise au nord et sud-africaine au sud. Il s'agit pour Kinshasa d'établir un pouvoir amical à Luanda et pour Le Cap d'expurger les bases angolaises du mouvement d'indépendance namibien qui s'est développé depuis quelques années dans la sous-colonie sud-africaine qu'est l'Afrique du Sud-Ouest. La marche triomphale de Roberto est pourtant stoppée *in extremis* par l'arrivée d'un millier de soldats cubains – ils seront 35 000 l'année suivante – permettant au MPLA de consolider son pouvoir et son ancrage dans le bloc communiste. Du côté américain, le fiasco est d'autant plus retentissant que l'implication clandestine de la CIA aux côtés de Roberto est révélée au public, ajoutant encore à l'image désastreuse du service de renseignement aux yeux de l'opinion. À l'instigation du sénateur démocrate de l'Iowa, Dick Clark, le Congrès vote un amendement interdisant à l'Agence toute nouvelle implication en Angola[19].

Le patron américain écarté, la France, l'Afrique du Sud et, dans une moindre mesure, l'État d'Israël – assurant le plus souvent la fonction de factotum de Washington – vont jouer, dans la deuxième partie de la décennie soixante-dix, le rôle de principaux soutiens des rebelles contre le régime de Neto. Paris entretient notamment un lien étroit avec l'UNITA de Jonas Savimbi par l'entremise d'une mission du service Action sous la direction du colonel Ivan de Lignières[20]. L'activisme français dans la région se traduit aussi en 1978 par la très spectaculaire opération *Bonite* au cours de laquelle les légionnaires du 2e régiment étranger de parachutistes permettent la libération de 2 000 Occidentaux pris en otage par un groupe révolutionnaire zaïrois soutenu par le MPLA, dans la ville minière de Kolwezi. Enfin, l'Afrique australe est le théâtre de l'engagement persistant des mercenaires français sous la tutelle de Bob Denard dont les liens avec le SDECE n'ont pas encore été rompus. En marge de diverses tentatives de coups d'État – un putsch raté au Bénin en 1977, l'installation puis le renversement d'Ali Soilih aux Comores en 1975 et 1978 –, les hommes de Denard s'engagent aussi dans des opérations de guerre irrégulière, notamment en Rhodésie, où ils forment une compagnie indépendante en

appui à la campagne de répression des deux mouvements de libération du Zimbabwe, ZANU et ZAPU. Véritable pot-pourri de l'expérience irrégulière occidentale, la « guerre du bush » en Rhodésie rassemble sous l'égide du régime blanc de Ian Smith des vétérans britanniques, portugais, français, sud-africains et américains des guerres irrégulières. D'anciens SAS de Malaisie y fréquentent ainsi d'ex-commandos des GCMA et autres forces spéciales, tous unis dans une même « aventure virile[21] » où l'anticommunisme se mêle au suprématisme blanc et à l'appât du gain[22].

Dans les années quatre-vingt, l'Angola voit un certain retrait de la stratégie française suite à la décision de Valéry Giscard d'Estaing et confirmée par Mitterrand de s'éloigner de Savimbi. Inversement, l'adoption de la doctrine Reagan est l'occasion d'un retour en force de l'appui américain, rendu possible par le retrait de l'amendement Clark. C'est non sans ironie que l'ancien maoïste chef de l'UNITA devient alors le héraut des « *freedom fighters* » en Afrique. Une tentative d'extension de cette politique au Mozambique est avancée par certains des néoconservateurs les plus virulents qui souhaitent voir l'Amérique soutenir davantage la RENAMO, guérilla créée de toutes pièces par l'Afrique du Sud à l'indépendance du pays en 1975. Les exactions de ce mouvement et la distance que le régime de Maputo prend dès 1983 avec le bloc communiste convainquent cependant Washington de se tenir à l'écart[23]. Dans la corne de l'Afrique, ni les insurgés de l'Ogaden ni ceux de l'Érythrée ne recevront de soutien des Occidentaux, sans doute dissuadés par leur rhétorique marxiste et farouchement anti-impérialiste. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest en revanche, on note une grande continuité de la stratégie française. La création en 1984 de la force d'action rapide permet de pérenniser un certain savoir-faire français en matière de guerre irrégulière au détour de diverses opérations en Centrafrique, au Togo et, surtout, au Tchad[24].

La crise tchadienne, qui résulte en grande partie des menées subversives de la Libye de Mouammar Kadhafi, illustre bien la pérennisation par la France giscardienne puis socialiste des pratiques africaines inaugurées sous de Gaulle. Inspiré par le panarabisme nassérien, le « Guide » de la Jamahiriya n'a jamais fait mystère de son hostilité au bloc occidental, apportant un appui tous azimuts à divers groupes armés, révolutionnaires ou séparatistes de par le monde. Au Tchad, il soutient depuis 1973 les rebelles du Nord contre le régime profrançais de Tombalbaye et de son successeur,

Félix Malloum. Malgré l'opération *Tacaud* en 1978, Paris ne peut empêcher le chef des rebelles, Goukouni Oueddei, de s'emparer finalement du pouvoir en 1979. Si elle menace les intérêts français, l'influence libyenne inquiète aussi les États-Unis, que Kadhafi a expulsés en 1971 de leurs bases dans le golfe de Syrte. À l'automne 1981, Paris et Washington entament une discrète collaboration en vue de la reconquête du pays par Hissène Habré, ancien lieutenant de Oueddei évincé deux ans plus tôt et dont les positions antilibyennes sont bien connues. Réalisée en quelques mois avec l'appui des mercenaires français et du renseignement américain, l'opération est un succès et permet de ramener le Tchad dans le camp occidental. Pour consolider ce gain, Paris va mettre en place un dispositif militaire quasi permanent destiné à protéger ce pilier de sa politique africaine[25].

Le dernier espace à faire l'objet d'une pratique occidentale – pour l'essentiel américaine – de la guerre irrégulière au cours de cette phase finale de la guerre froide est l'Amérique latine. Au milieu des années soixante-dix, le sous-continent entre dans un long hiver politique dominé par les dictatures et le terrorisme d'État. Les tentatives de création de *focos* insurrectionnels, ruraux ou urbains, se seront toutes révélées vaines et n'auront servi qu'à faciliter l'installation de régimes autoritaires inspirés par la doctrine de sécurité nationale. Le Brésil joue à cet égard le rôle de précurseur puisqu'une junte de généraux y a pris le pouvoir dès 1964. Celle-ci est confrontée entre 1969 et 1974 à diverses entreprises de guérilla urbaine inspirées par Carlos Marighella ou Carlos Lamarca. Les autorités y répondent de façon implacable en recourant à des arrestations préventives et à l'élimination systématique des révolutionnaires par des « escadrons de la mort » plus ou moins bien contrôlés, si bien que toute opposition armée a disparu dès 1975. L'appui des États-Unis à la répression est évident et illustré par les coopérations étroites entre les appareils de sécurité des deux pays. La France, voyant dans le Brésil un débouché important pour ses ventes d'armes, se prête également au jeu du conseil en contre-subversion, bien des années après la disgrâce de la guerre révolutionnaire dans l'Hexagone, comme l'illustre le cas emblématique du colonel Aussaresses, attaché militaire français au Brésil entre 1973 et 1975 qui ira jusqu'à dispenser des cours de contre-insurrection au Centre d'opérations en forêt et d'actions commando de Manaus[26].

Le reste de la région est logé à la même enseigne. Au Chili, le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) ne peut opposer qu'une piètre résistance au général Pinochet qui s'est emparé du pouvoir en 1973 et dont les services de renseignement (DINA) parviennent à démanteler l'organisation en l'espace de quelques années. En Uruguay, les Tupamaros connaissent le même sort alors que le pays passe en 1976 sous le contrôle des militaires, mettant ainsi un terme à une longue tradition démocratique. La même année, c'est au tour de l'Argentine de connaître un nouvel épisode répressif, conséquence de l'incapacité de Juan et Isabel Perón à faire face à la vague de violence insurrectionnelle. La dictature de Jorge Videla et d'Emilio Massera se caractérise par une application particulièrement brutale de la doctrine de sécurité nationale au cours d'une « guerre sale » contre un adversaire de plus en plus imaginaire – les derniers maquis révolutionnaires disparaissant en 1977. La définition du subversif en vient alors à englober parents, enfants ou simples fréquentations des « ennemis de l'État », indifféremment soumis à la géhenne des enlèvements, des tortures et des disparitions[27]. Ces différents régimes vont également s'engager dans une politique de coopération internationale pour l'élimination des opposants ayant pu trouver refuge dans un pays voisin. Largement appuyé par la CIA jusqu'à l'arrivée de Carter en janvier 1977, ce dispositif, connu sous le nom d'opération *Condor*, va conférer à toute la région le caractère d'une gigantesque souricière, sans issue pour les candidats à l'insurrection[28].

En remontant vers le nord, la situation semble, au premier abord, moins désespérée pour les mouvements de guérilla. En Colombie, les FARC parviennent à se maintenir et même à accroître leur zone de contrôle tout au long des années soixante-dix, en dépit de la répression mise en œuvre par le président Julio César Turbay. Le morcellement géographique de la guérilla et son manque de relais auprès des populations urbaines lui interdisent pourtant toute perspective de victoire. Le mouvement ne parvient pas non plus à saisir l'opportunité offerte en 1982 par le président Betancur d'une réintégration politique. Alors que le pays est marqué par le boom de la cocaïne, né de l'explosion de la demande aux États-Unis, les FARC se heurtent de plus en plus frontalement à la puissance montante des narcotrafiquants, qu'ils entendent soumettre à l'impôt révolutionnaire. Ces derniers se rapprocheront alors des groupes paramilitaires, créés dès les années soixante à l'instigation de la CIA sur le modèle des forces

d'autodéfense vietnamiennes. Selon une trajectoire qui peut rappeler celle d'autres guérillas, aux Philippines ou en Angola, l'absence de perspective politique va conduire à la lente mutation de l'insurrection en un banditisme plus prédateur que révolutionnaire[29].

Le Pérou fait figure de cas particulier dans ce paysage crépusculaire avec le Sentier lumineux du charismatique professeur de philosophie Abimael Guzmán, qui adopte en 1980 une stratégie maoïste de guerre révolutionnaire, laquelle parvient à gagner une influence considérable auprès des Indiens Quechua. À la réaction largement indiscriminée de l'armée s'ajoute la dérive sectaire du mouvement, rendu débile par l'arrestation de son leader en 1992, contribuant à faire de ce conflit l'un des plus violents de la région. Mais c'est en Amérique centrale que la guerre irrégulière va connaître son véritable rebond avec la victoire du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua qui met fin au régime dynastique des Somoza en place depuis les années trente. Soucieuse de rompre avec des années de soutien aux dictatures de la région, l'administration Carter avait très vite cessé toute aide au leader, qui s'était lui-même coupé, par son incompétence réactionnaire, de la majorité de sa population. Soutenus par Cuba et l'Union soviétique, les sandinistes parviennent à s'emparer de la capitale à l'été 1979 offrant ainsi la première victoire au camp révolutionnaire depuis celle des *barbudos* de Fidel Castro vingt ans plus tôt[30].

Tout comme en Afghanistan au même moment, la prise de pouvoir communiste à Managua va susciter l'inquiétude de Washington, d'autant que les leaders sandinistes Daniel et Humberto Ortega annoncent d'emblée leur volonté de soutenir les guérillas marxisantes du Salvador et du Guatemala[31]. Il n'en faut pas plus à la CIA pour apporter son aide à l'opposition armée qui émerge, dès la fin de l'année 1979, sous la forme de groupes « contre-révolutionnaires » ou Contras, établis le long de la frontière avec le Honduras. Les contacts sont initialement ténus et se font par le truchement des services secrets argentins (SIDE), jusqu'à l'élection de Reagan, qui n'a pas fait mystère au cours de sa campagne de son vœu de refouler, au Nicaragua comme ailleurs, l'avancée communiste. Au contraire des moudjahidines afghans cependant, les Contras ne susciteront jamais d'engouement populaire auprès de l'opinion publique américaine et seront toujours perçus comme un repère d'escadrons de la mort et de

narcotrafiquants[32]. Après avoir découvert que la CIA avait mené des opérations au Nicaragua sans son accord, le Congrès vote l'amendement Boland qui, à partir de 1984, interdit à la communauté du renseignement l'aide aux rebelles. C'est afin de contourner cette disposition que sera mis au point un complexe réseau de financement, piloté par le colonel Oliver North du National Security Council et fondé sur le produit de ventes d'armes illégales à l'Iran sur fond de libération d'otages américains au Liban. La révélation de cet improbable montage par un journal libanais en 1986 sera à l'origine du principal scandale de l'ère Reagan.

Si les Contras parviennent à rallier jusqu'à 15 000 combattants au plus fort de la guerre, ils ne menaceront jamais réellement le pouvoir sandiniste. Au même moment, les régimes militaires voisins du Guatemala et du Salvador sont aussi confrontés à des guérillas inspirées par le succès du FSLN. Peu documentée, la guerre civile au Guatemala prend vite des allures de massacre de masse alors que le général-président Efraín Ríos Montt n'hésite pas à laisser ses groupes paramilitaires multiplier les atrocités sur les populations mayas, suspectées de sympathie envers les rebelles. La commission de clarification, chargée en 1994 de jeter toute la lumière sur ces violences dans le cadre du processus de paix, estime à 200 000 morts le nombre de victimes civiles liées au conflit. Elle va également mettre en évidence le soutien sans faille apporté par les États-Unis au gouvernement guatémaltèque – pilier du *containment* en Amérique centrale depuis le renversement d'Árbenz en 1954 – en matière de renseignement, de matériel militaire et de formation par les forces spéciales[33].

Le Salvador va faire l'objet d'une attention plus grande encore de la part de Washington, qui lui accroît son aide militaire de 6 millions de dollars en 1980 à près de 200 millions en 1984. Il s'agit aussi de la première véritable opération de contre-insurrection dans laquelle les armées américaines seront impliquées depuis le Vietnam, par le biais du déploiement de conseillers militaires. Le traumatisme vietnamien est cependant encore trop présent pour permettre l'envoi d'effectifs importants. Le Congrès décide alors de limiter à un maximum de cinquante-cinq hommes le nombre de formateurs déployables sur le terrain, auquel s'ajoute un nombre réduit de forces spéciales. L'expérience permet néanmoins à une petite portion de l'appareil militaire – tenu à l'écart de toutes les autres

opérations clandestines de la période – de réinvestir très discrètement le champ de la guerre irrégulière, comme le démontrent la production en 1981 d'un manuel consacré aux « opérations de basse intensité », le premier après dix ans de silence doctrinal sur le sujet[34].

Terrorisme et contre-terrorisme

Si, en dépit du retrait occidental, la dernière phase de la guerre froide demeure marquée par une importante activité irrégulière, c'est aussi du fait de l'adoption du terrorisme par un certain nombre de groupes armés. Employé de longue date dans les guerres irrégulières en tant que procédé tactique, ce dernier devient au début des années soixante-dix une stratégie à part entière, c'est-à-dire en lien direct avec les objectifs politiques poursuivis. Cette approche s'exprime non pas tant en Asie, en Afrique ou Amérique latine, où la guérilla et la guerre révolutionnaire semblent encore possibles, qu'en Europe et au Moyen-Orient, où les derniers espoirs d'insurrection sont partis en fumée avec la défaite de 1967 pour les Palestiniens et l'échec des mouvements sociaux de 1968 pour les Européens. Fortement inspiré par la transposition urbaine par Marighella et quelques autres du concept guévariste de *foco*, le « nouveau terrorisme » renoue en fait avec la tradition terroriste européenne du XIX^e^ siècle, cherchant moins à provoquer l'adhésion populaire par le travail politique que par une propagande spectaculaire, fondée sur l'action violente[35].

L'Italie est sans aucun doute le pays le plus touché par le phénomène au cours de ce qu'il est convenu d'appeler les « années de plomb », aussi qualifiées de « guerre civile de basse intensité[36] » par les autorités gouvernementales. Créées en 1970, les Brigades rouges revendiquent d'emblée la lutte armée révolutionnaire contre l'État italien et ses « alliés objectifs » de l'extrême droite qu'elle suspecte d'avoir versé le premier sang avec l'attentat meurtrier de la Piazza Fontana à Milan le 29 décembre 1969. Selon cette interprétation, en partie vérifiée depuis, la violence aveugle – et non revendiquée – de l'extrême droite serait le fruit d'une stratégie de la tension visant à donner au pouvoir la légitimité suffisante pour adopter des mesures autoritaires et répressives.

Quoi qu'il en soit, les Brigades rouges acceptent la logique de l'engrenage, persuadées qu'il ne peut conduire qu'à l'insurrection générale[37]. Suivant des modes d'action proches de la guérilla urbaine des Tupamaros en Uruguay, l'organisation multiplie les enlèvements et les « exécutions » de personnalités symboliques (industriels, journalistes, magistrats) culminant avec le kidnapping et l'assassinat au printemps 1978 de l'ancien président du Conseil et figure de proue de la démocratie chrétienne, Aldo Moro. En dépit de ces coups d'éclat et de leur résonance médiatique, sans commune mesure avec leur impact stratégique réel, la violence ne débouche sur aucun mouvement politique et social de fond. Quant aux lois d'exception et autres mesures répressives, elles entament effectivement l'État de droit, mais sans pour autant mettre fin au régime démocratique[38].

L'autre grand théâtre du terrorisme révolutionnaire européen est l'Allemagne de l'Ouest, *via* l'action de la Fraction armée rouge, plus connue sous le nom de « Bande à Baader », du nom de son fondateur. Comme en Italie, le groupe mène des actions spectaculaires, s'attaquant à une base américaine à Francfort ou à un juge fédéral à Karlsruhe. Après l'arrestation en 1972 de ses trois leaders (Andreas Baader, Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin), la stratégie du groupe prend un tour plus défensif, les attentats visant avant tout à leur libération, comme le démontrent la prise d'otage à l'ambassade allemande de Stockholm en 1975, et surtout le détournement d'un avion de la Lufthansa en 1977 qui parvient à atterrir à Mogadiscio avant d'être pris d'assaut par les forces spéciales allemandes. Ces actions se prolongent tout au long des années quatre-vingt, sans autre impact politique que le durcissement du dispositif antiterroriste. Le bilan opérationnel du groupe Action directe en France et des Cellules communistes combattantes en Belgique est plus maigre encore. Dénuées d'épaisseur sociale, ces organisations seront toujours incapables de susciter l'adhésion d'une classe ouvrière dont elles s'éloignent sans cesse, sous l'effet des contraintes de l'action clandestine.

Combinant idéal révolutionnaire et cause nationaliste, le terrorisme palestinien est d'une tout autre portée. Ayant inauguré en 1968 la pratique du détournement d'avion à des fins de publicité politique, les différents groupes (Fatah, FPLP, FDLP, etc.) alternent les attaques en Israël et les attentats à l'étranger avec une affection particulière pour les transports

aériens, les enseignes diplomatiques et les lieux juifs. La France est très souvent visée : à l'aéroport d'Orly en 1975, devant la synagogue de la rue Copernic en 1980 ou le restaurant Goldenberg rue des Rosiers en 1982. Ces modes d'action inspirent d'autres groupes comme l'Armée secrète pour la libération de l'Arménie ou le mouvement basque ETA[39].

Avec des capacités et une culture stratégiques nettement supérieures, l'IRA provisoire va elle aussi s'adonner au terrorisme depuis l'Irlande du Nord. Suite à l'imposition du *direct rule* par le gouvernement Heath en 1972, elle étend son action à la Grande-Bretagne, avec une série d'attentats meurtriers, notamment à Guilford (5 morts) et Birmingham (26 morts) en 1974, pour lesquels sont accusés et condamnés à tort des citoyens nord-irlandais innocents. Minée par l'infiltration des services de renseignement britanniques, l'organisation renonce à partir de 1977 à sa stratégie d'insurrection populaire, lui préférant une approche plus politisée mais aussi plus professionnelle (*long war*) visant à obtenir des concessions du gouvernement de Londres et*, in fine*, une victoire par la lassitude. Le temps est alors venu d'attentats plus ciblés comme l'assassinat de lord Mountbatten en 1979, ou encore l'explosion de l'hôtel de Brighton contre le cabinet de Margaret Thatcher en 1984, auxquels se combine un certain retour à la politique sous l'égide du parti Sinn Féin. Le niveau de violence ne va dès lors plus cesser de réduire, au fur et à mesure que la branche militaire du mouvement se referme sur elle même, obsédée par la sécurité interne, et par leur rivalité avec les paramilitaires unionistes[40].

Tout comme les guerres de libération nationale avaient en leur temps été détournées au service des stratégies indirectes de certaines grandes puissances, le terrorisme émerge lui aussi comme un outil de politique étrangère. Si les « deux Grands » se montrent réticents à trop manipuler ces groupes radicaux, de nouveaux acteurs apparaissent au contraire très habiles en la matière. Les Palestiniens ont été les premiers à recevoir, pratiquement depuis les origines, le soutien de nombreux États arabes de la région, jusqu'à ce que leurs activités se retournent contre ces derniers, en Jordanie en 1970 et au Liban dès 1975, où les groupes palestiniens sont en grande partie à l'origine de la sanglante guerre civile comme des interventions israéliennes de 1976 et 1982. La Libye de Kadhafi va, pour sa part, adopter une politique plus « œcuménique », en apportant un soutien tous azimuts aux groupes terroristes hostiles aux intérêts occidentaux : aux Palestiniens

(FPLP notamment) s'ajoutent la Fraction armée rouge, l'IRA irlandaise, l'ETA basque, le PKK kurde et même la NPA aux Philippines. Ce soutien libyen au terrorisme se traduit par des attentats meurtriers dans une discothèque à Berlin en 1986, ou encore contre les vols des compagnies PanAm en 1988 et UTA en 1989, au prix de très nombreuses victimes.

L'Iran enfin, émerge aussi à cette époque comme un important « sponsor » du terrorisme international, *via* la force al-Qods des Gardiens de la révolution, spécialement en charge des opérations à l'étranger. En guerre avec l'Irak de Saddam Hussein à partir de 1980, la République islamique a alors recours au terrorisme pour faire pression sur les Occidentaux en vue du règlement d'un certain nombre de différends (embargo sur les armes, soutien à l'Irak, abandon de contrats signés à l'époque du Shah). C'est à cette fin qu'est créé le Hezbollah libanais, responsable en 1983 de plusieurs attentats à Beyrouth contre l'ambassade américaine, le quartier général des Marines et celui des forces françaises au Liban (Drakkar) faisant plusieurs centaines de victimes. La prise en otage d'une vingtaine d'Occidentaux au Liban donne aussi lieu à de longues négociations au cours desquelles seront commis d'autres attentats, comme celui de la rue de Rennes à Paris en 1986, et débouche sur des arrangements secrets, à l'image de celui ayant permis le financement des Contras par exemple[41].

Face à ce nouveau défi du terrorisme, la réponse occidentale ne s'est pas fait attendre. Elle s'articule autour de trois axes : législation, coopération et opérations. Les mesures d'ordre législatif vont largement emprunter aux dispositifs d'exception mis en place dans les années cinquante et soixante contre les insurrections subversives. En Irlande du Nord, les Special Powers donnent initialement à la police et aux services de renseignement des moyens proches de ceux des états d'urgence déclarés en Malaisie ou au Kenya : perquisitions sans mandat, garde à vue prolongée, internement sans procès, etc. Toutefois, le caractère politiquement insoutenable de telles mesures pose vite des enjeux d'image internationale. À rebours de cette approche, le *Prevention of Terrorism Act* de 1974 inaugure au contraire une politique de criminalisation systématique des terroristes visant à faire relever leurs actes du droit commun. Un mouvement similaire est enclenché en Allemagne de l'Ouest, qui amende son code criminel et introduit en 1978 une dimension préventive nouvelle

menaçant de cinq ans d'emprisonnement tout individu engagé dans une entreprise terroriste même s'il n'a pas encore commis de crime. La propagande révolutionnaire et l'appel à la violence sont également criminalisés – trois ans encourus –, posant ainsi certaines limites à la liberté d'expression. Longtemps réticente à la judiciarisation, la France ne suivra le mouvement qu'en 1986 avec sa première loi antiterroriste.

La coopération internationale est un autre axe central de la stratégie antiterroriste. Cette dernière ne date pas de la fin de la guerre froide mais remonte au XIX^e^ siècle, à l'époque de la lutte contre les mouvements anarchistes. Elle passe par l'élaboration d'un corpus juridique international et l'harmonisation des procédures pénales, notamment en matière d'extradition. Ce problème épineux touche directement aux enjeux de souveraineté et de droit d'asile et sera à l'origine d'importantes tensions entre la France et l'Italie ou entre la France et l'Espagne. La coopération vise aussi à améliorer les échanges de renseignements, point essentiel face à des réseaux clandestins internationalisés. Le comité spécial de l'OTAN, créé en 1952 pour faciliter l'échange entre services de renseignement sur les activités subversives, connaît un regain d'activité dès 1968 en s'attachant aux enjeux terroristes[42]. Sur une base plus officieuse, le Club de Berne est formé en 1971 dans l'optique d'offrir un cadre informel aux échanges d'informations entre services occidentaux[43]. Enfin, lorsque le degré de confiance et la convergence des intérêts le permet, la coopération internationale s'attaque aux « sponsors » étatiques du terrorisme, comme le démontre la collaboration franco-américaine face à la Libye[44].

En ce qui concerne les opérations, elles sont parfois menées par des unités régulières, à l'instar du bombardement de Tripoli par l'US Air Force en représailles de l'attentat de Berlin en 1986, mais elles sont le plus souvent du fait des services de renseignement ou des forces spéciales, qui trouvent avec le contre-terrorisme un nouveau souffle après les années de vache maigre de la contre-insurrection. Aux États-Unis, le budget dédié aux Special Forces passe ainsi de 400 millions de dollars en 1981 à plus de 2,5 milliards en 1988[45]. Deux principaux types d'opérations existent. La première est l'élimination ciblée, et généralement clandestine, de responsables terroristes. C'est ainsi que les SAS pratiqueront en Irlande du Nord la politique du « *shoot-to-kill*[46] », tandis que les groupes antiterroristes

de libération (GAL) espagnols multiplieront en France des assassinats de personnalités liées à l'ETA. La direction des opérations de la CIA, et notamment son Counterterrorism Center créé en 1986, le service Action de la DGSE ou encore le Mossad israélien ne manquent pas non plus de tueurs d'État, qui travaillent patiemment à « éclaircir les rangs » des organisations terroristes[47].

Le second type d'opérations a trait aux libérations d'otage, capacité nouvelle dont le manque se fait cruellement ressentir à l'occasion des Jeux olympiques de Munich. En première ligne, Israël consacre un effort considérable à ce type de scénarios et fait la démonstration éclatante de son expertise en la matière avec son raid sur Entebbe en 1977. Les Britanniques vont également être parmi les pionniers dans ce domaine avec les SAS, qui s'entraînent très tôt aux opérations de libération, n'hésitant pas à proposer leurs conseils à des pays amis – l'Allemagne au moment du détournement de l'avion de la Lufthansa par la Fraction armée rouge ou encore l'Italie lors de l'enlèvement d'Aldo Moro[48]. Le modèle britannique va également inspirer la création en 1977 du détachement Delta – plus connu sous le nom de Delta Force – au sein des Special Forces de l'US Army à l'initiative de Charles Beckwith, déjà officier en échange auprès du 22e SAS dans les années soixante[49]. L'unité connaît son baptême du feu en Iran, avec l'opération *Eagle Claw*, tentative ratée de libération des otages de l'ambassade américaine en avril 1980. Le fiasco conduit à une remise en question de la communauté américaine des forces spéciales et explique les efforts considérables consentis pour monter en puissance sur ces missions dans les années quatre-vingt[50].

La France participe, elle aussi, pleinement de ce mouvement avec la création en 1974 du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) sous la direction de Christian Prouteau, qui prendra sous François Mitterrand la tête de la cellule antiterroriste de l'Élysée. L'unité remporte son premier succès en 1976 avec la libération des otages de Loyada à Djibouti, mais échoue en 1988 dans la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie lors d'une opération confuse contre les indépendantistes kanaks. Le GIGN y côtoie le 11e choc, recréé, plus de vingt ans après sa dissolution, par le général Imbot, nouveau directeur de la DGSE, dans l'optique de renforcer les capacités françaises d'action clandestine, dont le principe est remis au goût du jour, précisément à l'aune de la lutte contre le terrorisme[51].

Les « guerres nouvelles » de l'après-guerre froide

Malgré ces nombreux développements, la pratique clandestine de la guérilla auprès des « *freedom fighters* » et la problématique montante du terrorisme ne parviennent pas à rendre à la guerre irrégulière l'importance stratégique qu'elle avait eue dans les premières décennies de la guerre froide. Et pour cause, si le mur de Berlin et l'URSS s'effondrent entre 1989 et 1991, ce n'est ni sous le coup de guérillas anticommunistes ni du fait d'opérations de subversion psychologique mais d'un mouvement authentique né du tréfonds de ces sociétés. Au même moment, la guerre du Golfe vient couronner le triomphe technologique de la puissance militaire américaine face à une armée régulière, chassant ainsi « pour de bon le syndrome du Vietnam[52] », selon les mots du président Bush à l'époque.

Au cours des années qui suivent, la fin de l'ordre bipolaire qui avait cristallisé les relations internationales pendant près d'un demi-siècle engendre néanmoins une recrudescence des guerres civiles du fait de l'effondrement généralisé de régimes dont la stabilité dépendait largement du soutien d'un des blocs. Or, ces guerres civiles prennent pour l'essentiel la forme de guerres irrégulières. Il s'agit donc moins d'une explosion de la violence, comme on a pu le lire parfois, que d'une réarticulation de la conflictualité sur des lignes plus locales, avec des modes de financement propres. Nombre d'auteurs, experts ou académiques, se font alors les théoriciens de l'idée de « guerres nouvelles[53] » intrinsèquement différentes de celles nées de l'ordre westphalien produit par la modernité occidentale. Les critères de nouveauté retenus par ces travaux semblent cependant peu convaincants à la lumière de l'expérience de guerre irrégulière au XX^e^ siècle, et démontrent avant tout le poids exagéré donné dans l'imaginaire collectif aux conflits conventionnels qui sont, à l'échelle du temps long, l'exception et non la règle[54].

Qu'il s'agisse du caractère non étatique des acteurs ou de l'implication massive des civils, les conflits des années quatre-vingt-dix se placent en réalité dans la continuité des guerres irrégulières des périodes précédentes. L'effacement de la rhétorique marxisante dans le discours des « nouveaux partisans » a par exemple conduit nombre d'observateurs, habitués à lire les conflits à la lumière de l'affrontement Est-Ouest, à conclure à la disparition

des motivations idéologiques au profit de clivages identitaires, qu'ils soient ethniques ou religieux. Une histoire globale et moins « ethnocentrée » de la guerre irrégulière tend pourtant à montrer que les facteurs identitaires furent toujours au cœur des conflits passés, et notamment des guerres de libération nationale. Une telle conception fait fi par ailleurs du retour du religieux, et tout particulièrement de l'islam politique dont le réveil, amorcé au milieu des années soixante-dix, donne toute sa dimension subversive et violente avec l'avènement du djihad international autour de nouvelles organisations comme al-Qaïda, dont le premier manifeste date de 1993[55].

Deux grands espaces belligènes apparaissent nettement dans cette nouvelle géographie de la conflictualité irrégulière. Le premier est situé aux marges de l'ancien bloc communiste. Dans les Balkans tout d'abord, et particulièrement en ex-Yougoslavie, où la chute du régime communiste laisse libre cours à l'expression des aspirations nationales, longtemps étouffées, des Slovènes, Macédoniens, Croates, Bosniaques et Kosovars. Dans le Caucase ensuite, où les rebelles tchétchènes mettent en échec l'armée russe, la renvoyant à ses fantômes afghans. Ces derniers croient même triompher un instant avec les accords de Khassaviourt en 1996, mais le répit est de courte durée et le conflit reprend à l'été 1999. Enfin, l'Afghanistan justement, où le retrait soviétique de 1989 n'a pas mis fin à la guerre civile qui fait rage entre le régime de Najibullah et les moudjahidines, puis entre ceux-ci après la chute du premier en 1992. Les talibans, nouvelle faction soutenue par le Pakistan, finissent par l'emporter sur une majorité du territoire, s'emparant de Kandahar et Kaboul en 1996. La guerre se poursuit cependant contre l'Alliance du Nord, coordonnée par le commandant Massoud, assassiné à la veille du 11 septembre 2001.

L'autre grand espace belligène de ces années est sans aucun doute l'Afrique subsaharienne, qui subit de plein fouet l'effondrement de l'ancienne architecture de sécurité globale. Trois principaux bassins de violence se dégagent. En premier lieu, l'Afrique de l'Ouest, presque entièrement épargnée lors de la guerre froide, qui plonge dans le chaos autour de la guerre civile libérienne, commencée dès 1989, et de ses répercutions en Sierra Leone à partir de 1991 et plus tardivement en Côte d'Ivoire. Vient ensuite la région des Grands Lacs où la crise politique au Rwanda et au Burundi dégénère en violences de masse à caractère ethnique tout en étant étroitement liée avec la rébellion kabiliste qui démet Mobutu

en 1998. La Corne de l'Afrique enfin, représente le troisième grand foyer de guerre irrégulière avec la queue de comète de la rébellion érythréenne et surtout l'effondrement de la Somalie suite à la chute de Siad Barre en 1991.

Tenues à l'écart pour l'essentiel lors de ces conflits, soudainement dénués d'intérêts stratégiques dans le contexte d'après-guerre froide, les forces occidentales ne s'y engagent que sous la forme d'opérations de maintien de la paix, le plus souvent placées sous mandat de l'ONU, dans les Balkans, à Haïti, et surtout en Afrique. Certaines problématiques, oubliées depuis les années soixante, ont certes pu refaire surface à cette occasion, comme l'explique le futur général de Saint-Quentin, dans un article intitulé « Retour à la guerre révolutionnaire[56] ? » où il souligne les convergences entre pacification et maintien de la paix. Malgré ces prémices, les armées impliquées dans ces opérations adoptent en général un mode d'action bien éloigné de celui de la stratégie irrégulière. Cela s'explique avant tout par la relative sécurité dont jouissent les forces d'intervention qui, en dépit de la violence de ces conflits, ne sont que rarement prises pour cible, à l'exception de quelques brefs épisodes en Somalie et en Bosnie[57]. De fait, le refus systématique des Occidentaux de s'engager dans des opérations à risque coïncide avec la dynamique d'hypermédiatisation des conflits et à l'effondrement du seuil de tolérance aux pertes à travers la notion de « guerre zéro mort » née de la guerre du Golfe[58]. Lorsqu'en janvier 2001, George W. Bush arrive au pouvoir, nul n'est plus opposé que son secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, à l'idée d'améliorer les capacités de guerre irrégulière : les conflits de l'avenir, assure-t-il, seront menés avant tout depuis les airs, avec une armée hautement technologique, évitant à tout prix d'être attirée au sol dans des engagements irréguliers, coûteux et à l'issue incertaine[59].

ÉPILOGUE

L'éternel retour de la guerre irrégulière

Le « court XX^e siècle » qui s'étend de la Première Guerre mondiale à la chute de l'Union soviétique aura vu le développement considérable de nouvelles formes de conflictualité, divergentes de la modernité occidentale de la guerre telle qu'elle avait été formulée progressivement depuis la Renaissance. Comment expliquer dès lors la stupeur qui semble avoir frappé l'Occident et la persistance de son inadaptation face à cette irrégularité stratégique qui aura marqué les deux premières décennies du XXI^e siècle ? Qu'il s'agisse de l'« hyperterrorisme[1] » du 11 septembre 2001 ou du 13 novembre 2015, de la « contre-insurrection globale[2] » américaine menée à travers le « Grand Moyen-Orient » ou même de la « guerre hybride[3] » attribuée à la Russie depuis 2014, il n'y a là sans doute rien de bien nouveau pour l'observateur attentif de l'odyssée irrégulière du siècle dernier. C'est l'énormité de cette amnésie actuelle qui nous a en premier lieu amené à nous pencher sur le passé et à en reconstituer un récit raisonné.

Au terme de cette histoire, trois points saillants apparaissent. Le premier est d'ordre général, et avant tout affaire de perspective. L'approche adoptée d'une histoire connectée contribue clairement à décloisonner les périodes et les théâtres et permet ainsi de mettre en évidence une certaine unité occidentale de l'expérience irrégulière. Alors que la littérature est encore globalement centrée sur un épisode, une zone géographique, une expérience nationale particulière, l'approche globale permet de souligner avec davantage de méthode des ressemblances qui n'étaient jusqu'alors que des intuitions. De fait, il est frappant de voir à quel point les enjeux

stratégiques auxquels sont confrontées les grandes puissances occidentales sont *perçus* par les acteurs eux-mêmes comme similaires, expliquant ainsi l'analogie de leurs réponses. Ces convergences ne doivent certes pas occulter les spécificités nationales : il n'est pas anodin que l'expérience française ait mené par exemple entre 1958 et 1961 la démocratie et la République au bord du gouffre, là où celle du Royaume-Uni n'aura que marginalement influencé la société britannique. Néanmoins, la communauté de pensée et de pratiques occidentales mérite d'être soulignée et intégrée aux travaux plus spécifiques qui négligent parfois les dynamiques globales.

Le second résultat notable tient précisément aux raisons d'une telle unité de l'expérience occidentale. On pourra certes avancer que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'est pas surprenant que les Occidentaux, qui partageaient des valeurs politiques et morales communes, ainsi que des intérêts économiques et géopolitiques convergents, aient finalement employé des méthodes analogues pour les défendre. C'est incontestable. Il est cependant possible d'aller plus loin et de montrer que, dans un certain nombre de cas au moins, ces ressemblances ne sont pas le seul fruit de l'évidence mais d'échanges intenses, bien souvent délaissés par l'historiographie. Nous avons pu les documenter grâce aux traces laissées par ceux qui précisément se trouvaient à l'interface. Ces passeurs de savoirs auront été le fil rouge de cette histoire connectée de la guerre irrégulière : attachés militaires, officiers de liaison instructeurs, experts consultants, intellectuels expatriés, ou même éditeurs, ils sont l'expression vivante de cette circulation et permettent de nuancer les modèles de développement endogènes et stato-centrés de la pensée stratégique.

Quant au troisième et dernier élément, il renvoie à la question de l'adaptation – ou de l'inadaptation continue – de l'Occident à la guerre irrégulière. La sociologie, la science politique et, plus récemment, les sciences de gestion, se sont penchées sur le phénomène d'« apprentissage stratégique » et sur la capacité d'une organisation à se transformer pour répondre à un nouveau défi. Parmi les freins à un tel apprentissage, citons ici pêle-mêle la réticence au changement des bureaucraties, le refus par la hiérarchie de prendre en compte l'expérience des unités sur le terrain ou encore la tendance généralisée des organisations et individus à interpréter les leçons d'une guerre de manière à ce qu'elles s'accordent avec leurs propres conceptions, autant d'attitudes vérifiées maintes fois lors de notre

recherche[4]. Néanmoins la littérature a aussi souligné les capacités de résilience et d'adaptation des armées ou des appareils de sécurité nationale face à une innovation militaire majeure, voire à une révolution stratégique. Or, c'est précisément sous cette forme que fut présentée l'irruption de la guerre irrégulière.

L'étude des conflits passés et le « retour d'expérience » auprès d'armées alliées ont toujours figuré au premier rang des moyens d'une organisation pour se préparer aux innovations d'un adversaire et à l'évolution générale de l'environnement stratégique et opérationnel[5]. Il n'est dès lors pas surprenant que la nouveauté incarnée par la guerre irrégulière ait suscité chez les différentes puissances occidentales un désir d'apprendre des autres, et notamment de ceux s'y étant déjà adonnés ou confrontés. Cet argument est sensible dès la Seconde Guerre mondiale, lorsque Français libres et Américains, en dépit de situations géopolitiques pratiquement opposées, se logent à la même enseigne de la formation britannique afin d'apprendre les méthodes et techniques de la guerre irrégulière. L'avènement de la problématique de la contre-guérilla et de l'action psychologique face à la menace subversive incarnée par l'URSS et la Chine communiste amènera ensuite les puissances occidentales à un réflexe tout à fait similaire, les appelant à s'engager dans un processus d'apprentissage croisé.

A contrario, il est clair qu'à partir du milieu des années soixante, la perception de la guerre irrégulière comme une innovation stratégique majeure décline, et avec elle la demande d'échanges et de circulation. Une fois passé l'exotisme de la nouveauté, les réseaux de circulation des savoirs irréguliers peinent à dépasser le petit cercle d'experts convaincus, qui se mettent finalement bien vite d'accord sur le répertoire de réponses à apporter à ce défi. Le colonel britannique Frank Kitson se souvient ainsi d'un séminaire sur la contre-insurrection conduit en avril 1962 à la RAND Corporation, au cours duquel il s'étonne que « bien que venant d'horizons très différents, c'était comme si nous avions été élevés ensemble depuis l'enfance […] nos idées étaient essentiellement les mêmes ». Au fur et à mesure que l'on progresse dans la connaissance des stratégies irrégulières et que sont noircies des dizaines de milliers de pages d'études et de rapports, la demande d'apprentissage croisé se tarit. Ce sentiment de satiété intellectuelle ne signifie d'ailleurs pas pour autant que les leçons soient bien apprises, ni qu'elles soient appliquées à bon escient. Mais le cycle

d'apprentissage n'est pas à lui seul la cause de l'échec relatif du monde occidental à appréhender le phénomène de la guerre irrégulière. Kitson ajoute en effet un codicille à sa remarque :

> Nous avions autre chose en commun. S'il était particulièrement aisé de se faire comprendre les uns des autres, nous avions tous été incapables de faire entendre ce message par nos armées respectives[6].

Même confrontées à l'évidence stratégique de l'irrégularité, les puissances occidentales continuent d'être façonnées par un modèle de guerre dans lequel elles excellent, mené par des armées légitimes émanant d'États-nations et portées vers la bataille décisive au moyen de la plus forte intensité capitalistique. Ce reflux de la guerre irrégulière est particulièrement net dans les années soixante-dix, au plus fort de la détente et alors que les expériences plus ou moins traumatiques, comme l'Algérie pour la France ou le Vietnam pour les États-Unis, semblent avoir convaincu la communauté stratégique occidentale de l'incompatibilité de la guerre irrégulière avec ses valeurs fondamentales. Si les dernières années de la guerre froide témoignent d'une certaine persistance d'activités irrégulières occidentales, elles sont avant tout clandestines ou placées sous le sceau inattaquable de l'antiterrorisme. Quant à la parenthèse des années quatre-vingt-dix, elle a pour principal effet de renvoyer la guerre irrégulière à l'image de « conflit sauvage », c'est-à-dire « prémoderne », et donc indigne d'intérêt stratégique.

Ce paradigme d'effacement généralisé de la guerre irrégulière au sein de la communauté stratégique occidentale va se heurter de plein fouet à la réalité des attentats du 11 septembre 2001. Une attaque de cette nature était pourtant prévisible dès lors que la toute-puissance occidentale sur le plan conventionnel – affirmée sans ambages lors de la guerre du Golfe – ne laissait d'autre choix à ses adversaires que son contournement par l'atome ou la subversion[7]. Les attentats de 2001 ne suffirent pourtant pas à réorienter l'approche américaine entêtée dans sa logique technologique et régulière, ainsi que l'exprimait parfaitement la *Quadrennial Defense Review* (QDR) du 30 septembre 2001, qui ne fait nullement référence à la guerre irrégulière, mais préfère se concentrer sur la notion de « transformation militaire », mot-valise désignant l'intégration des technologies de

l'information aux forces armées. Sous l'influence des néoconservateurs, celle-ci est associée à une politique de « changement de régime » visant à promouvoir par la force le modèle démocratique occidental[8].

Bien qu'initialement couronnée de succès dans les premiers temps, avec la chute rapide des régimes des talibans et de Saddam Hussein, ce modèle d'intervention trouve rapidement ses limites face à la flambée de violence urbaine en Irak lors de l'année 2004, sensible tout particulièrement au cours des deux batailles de Falloujah, qui opposent les troupes américaines à des combattants djihadistes aguerris. L'incapacité même des Américains à mettre un mot – insurrection – sur la réalité stratégique à laquelle ils sont confrontés suffit à démontrer l'absence totale de la guerre irrégulière du cadre de réflexion stratégique. La double inadéquation du modèle d'une guerre technologique de haute intensité d'une part et d'opérations de maintien de la paix en environnement relativement bénin d'autre part, éclate alors au grand jour, laissant apparaître entre les deux l'espace laissé béant par la guerre irrégulière, au centre et non à la marge du spectre de la conflictualité.

Émanant à la fois d'une adaptation tactique de la part d'officiers américains en opérations et d'une réflexion stratégique menée par la communauté académique et les *think tanks*, une « nouvelle ère de la contre-insurrection[9] » émerge du chaos irakien à partir de 2004-2005. Il est frappant de noter alors la convocation des savoirs issus de la période des années 1950-1960 et le retour en grâce des principales figures de ce livre, oubliées pour certaines depuis plus de quarante ans, à l'instar du colonel français David Galula[10]. Le Vietnam est alors particulièrement présent dans la réflexion des officiers américains les plus novateurs. Citons ainsi le colonel McMaster, qui fut entre 2017 et 2018 le conseiller à la Sécurité nationale de Donald Trump, et commandait alors un régiment de cavalerie à Tal Afar : il était déjà l'auteur d'un ouvrage remarqué sur la guerre du Vietnam. On pense aussi au général David Petraeus, commandant de la 101^{e} division aéroportée à Mossoul et titulaire d'un doctorat consacré aux « leçons du Vietnam », ou encore au lieutenant-colonel John Nagl, auteur d'une étude comparative entre Vietnam et Malaisie, qui devient son assistant lorsque Petraeus est nommé à la tête du Training and Doctrine Command, avec pour mission de mettre à jour la stratégie américaine de contre-insurrection[11].

Ces dynamiques, conjuguées à la détérioration de la situation en Irak, permettent le retour en grâce de la contre-insurrection en 2006. La nouvelle QDR réintègre pour la première fois depuis des années la « guerre irrégulière » au rang des missions des forces armées. Il s'agit pour l'US Army d'une victoire importante, qui vient la sauver des périls budgétaires qu'avaient fait peser sur elle les projets de Rumsfeld lors du précédent exercice[12]. Sans pour autant valider le concept *in extenso*, le Pentagone donne ainsi le feu vert pour réintégrer le terme de « contre-insurrection », banni des documents officiels depuis 1965. En décembre 2006, la publication du FM 3-24, *Counterinsurgency,* rédigé par John Nagl et Conrad Crane sous la supervision de Petraeus, valide ce retour en grâce doctrinal[13]. Téléchargé près de 2 millions de fois dans les mois qui suivent sa mise en ligne, ce véritable *best-seller* stratégique codifie les enseignements des campagnes récentes à l'aune de lectures datant en grande partie des années soixante (Galula, Thompson, etc.), tout en s'ouvrant à de nouvelles approches, tactiques, technologiques ou même anthropologiques, au service d'une « stratégie populo-centrée[14] ». Le FM 3-24 transforme ainsi l'instruction des unités avant leur déploiement et affecte directement la mise en œuvre de la stratégie en Irak, puisque Petraeus y est promu dans la foulée commandant en chef des forces de la coalition[15].

Cette mutation s'accompagne d'une évolution similaire à l'échelon politique avec l'arrivée au pouvoir d'un clan réaliste, au premier rang duquel le nouveau secrétaire à la Défense Robert Gates qui ne fait pas mystère de sa volonté de revoir à la baisse les objectifs des premiers temps. Le « *surge* » (sursaut), mené de front par Gates et Petraeus, donne à la contre-insurrection ses lettres de noblesse permettant de sauver *in extremis* l'administration Bush du fiasco que beaucoup lui prédisent à l'époque[16]. Ce succès, que l'on sait aujourd'hui très relatif et en partie seulement lié à la nouvelle doctrine, engendre la consécration du terme, à grand renfort de publications, ainsi que son extension au théâtre afghan, où la situation s'est brutalement détériorée à partir de 2006 et de la réorganisation des talibans autour de leurs bases pakistanaises[17]. La nouvelle doctrine y est mise en application avec la nomination en juin 2009 du général McChrystal, ancien patron des forces spéciales et proche de Petraeus, d'ailleurs remplacé par celui-ci à l'été 2010.

C’est également à cette époque que la contre-insurrection fait son retour auprès des armées alliées. Confrontés aux milices chiites du Sud irakien dès 2003, puis aux talibans dans la province afghane du Helmand à partir de 2004, les Britanniques sont les premiers à emboîter le pas des Américains. Ils se replongent alors, eux aussi, dans leur propre expérience en vue de mettre à jour leur doctrine, renouant avec les concepts de sir Robert Thompson et du modèle malaisien[18]. Vient ensuite le tour de la France qui, sous l’impulsion de Nicolas Sarkozy, réintègre le commandement intégré de l’OTAN et prend en 2007 la responsabilité opérationnelle de la province afghane de la Kapisa, où elle est directement confrontée, pour la première fois depuis la guerre d’Algérie, à un adversaire agressif et aguerri, maître de son terrain et de sa population[19]. C’est paradoxalement sous l’influence des États-Unis que la communauté stratégique française redécouvre alors son propre héritage irrégulier, savamment effacé de l’enseignement militaire depuis 1962 : les centres de doctrine du ministère de la Défense renouent ainsi avec les notions de « contre-rébellion », puis de « contre-insurrection », et réintroduisent les concepts tactiques, disparus depuis la guerre d’Algérie, de « nomadisation », de « bouclage, ratissage » ou même de « commandos de chasse », en se référant aux ouvrages, encore controversés, de Roger Trinquier et David Galula[20].

Cette réactivation de notions tactiques et opérationnelles ne s’accompagne pourtant pas d’un réapprentissage politique des enjeux des guerres irrégulières passées. Comme au cours des nombreuses campagnes des années cinquante et soixante, les chancelleries occidentales manquent le plus souvent d’un projet politique viable à se fixer en ligne de mire. D’où la faiblesse, pointée du doigt par certains, d’une « stratégie de tactiques[21] », ou plus exactement d’une stratégie dans le vide : dénuée d’objectif politique crédible. Or, la guerre irrégulière est avant tout une guerre, et, pour paraphraser Clausewitz, bien qu’elle dispose de sa propre grammaire, elle n’a pas sa propre logique. Comme toute stratégie, la stratégie irrégulière exige un but politique. Les prouesses militaires ou sécuritaires les plus brillantes ne permettront jamais que de gagner du temps, sans répondre aux questions politiques fondamentales qui sous-tendent le conflit.

Après le retrait des forces américaines d’Irak, finalisé en 2011, le retrait anticipé des troupes françaises d’Afghanistan en 2012 et la clôture définitive de la mission de l’OTAN dans le pays en décembre 2014 – non

sans le maintien d'un reliquat de 10 000 soldats occidentaux –, il a pu sembler à beaucoup que la fin de la « nouvelle ère de la contre-insurrection » avait sonné. Ce nouveau retour à des concepts plus conventionnels ne pouvait pas ne pas faire écho au reflux de la guerre subversive dans les années soixante-dix et donnait ainsi à l'observateur attentif l'impression d'un perpétuel mouvement de ressac des modes stratégiques[22].

L'instabilité prolongée sur la scène internationale née des « révolutions arabes » de 2011 vient pourtant démontrer que, par-delà la contre-insurrection, la guerre irrégulière ne disparaîtra pas sous la seule volonté de l'Occident. Comme au lendemain de la guerre du Vietnam, les États-Unis, et leurs alliés européens, entendent répondre aux défis irréguliers à travers une approche plus discrète, fondée sur l'action clandestine et le contre-terrorisme. Comme dans les années quatre-vingt, ils privilégient en Syrie ou en Libye les stratégies indirectes par guérillas interposées et « l'action directe », à la fois discrète et spectaculaire, des forces spéciales.

Le déclenchement en 2014 de la crise ukrainienne a par ailleurs joué un rôle considérable dans le retour de la guerre irrégulière en Occident. Les méthodes de guerre spéciale, voire subversive – notamment *via* le soutien aux partisans séparatistes du Donbass –, combinées à une virulente campagne de guerre psychologique employant tout l'éventail des procédés disponibles – y compris la propagande noire, remise au goût du jour sous la forme des « *fake news* » sur les réseaux sociaux –, sont le fruit de fins connaisseurs de la stratégie irrégulière. Cela ne devrait, une fois encore, surprendre quiconque est sensibilisé à l'histoire du XX^{e} siècle. Quant à l'idée très en vogue de « guerre hybride », elle en dit plus long sur notre manque de culture stratégique que sur la nouveauté réelle des menaces qui frappent à nos portes[23].

Enfin, les attentats meurtriers qui se succèdent en France et dans toute l'Europe depuis le mois de janvier 2015 relèvent eux aussi de la stratégie irrégulière. En cherchant, sur un mode encore assez « guévariste », à enclencher une spirale de la violence qu'ils imaginent de nature à faire avancer leurs idées, les djihadistes contemporains placent leurs pas dans ceux de leurs aînés – en dépit d'un argumentaire idéologique très différent[24]. Ce n'est évidemment pas un hasard si cette menace a conduit les

autorités françaises à restaurer pendant plus de deux ans l'état d'urgence et ses procédures héritées de la guerre d'Algérie, ainsi que de convoquer les spectres de la « subversion » ou encore de l'« ennemi intérieur », inusités depuis la fin de la guerre froide[25].

Cette loi de l'« éternel retour » du combat entre partisans et centurions demande à être méditée. Plus d'une fois dans l'histoire récente, les premiers ont su prendre les seconds au piège de leur propre puissance. Avec plus ou moins de succès, les centurions sont parfois parvenus à s'y adapter, mais sitôt le péril éloigné, se sont empressés d'en oublier les leçons. C'est pourtant une erreur fondamentale que de voir dans l'irrégularité un enjeu stratégique passager. Elle constitue un pan à part entière du spectre de la conflictualité, au même titre que la dissuasion nucléaire ou la guerre conventionnelle, et doit, à ce titre, continuer à faire l'objet de réflexions, d'échanges et de circulations.

Archives et collections consultées

Un grand nombre d'archives et collections ont été consultées au cours de la rédaction de cet ouvrage. Si certaines sont publiées et accessibles en ligne ou depuis les bibliothèques universitaires, la plupart ne sont consultables que sur leur site géographique (France, Grande-Bretagne, États-Unis, Belgique). Les principaux corpus sont présentés par ordre alphabétique[26].

Acronyme	Archives
AHC	Archives d'histoire contemporaine, Sciences Po, Paris
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères, La Courneuve
AMAEN	Archives du ministère des Affaires étrangères, Nantes
ANATO	Archives de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, Bruxelles
CAC	Churchill Archives Centre, Churchill College, Cambridge
CIA-FOIA	Central Intelligence Agence, Freedom of Information Act Reading Room
CMH	U. S. Army Center for Military History, Washington, DC
DDF	Documents diplomatiques français
DNSA	Digital National Security Archives
DTIC	Defense Technical Information Center
FRUS	Foreign Relations of the United States
HGARC	Howard Gotlieb Archival Research Center, Boston University, Boston, MA
HILA	Hoover Institution Library and Archives, Palo Alto, CA
IWM	Imperial War Museum, Londres

JFKL	John F. Kennedy Presidential Library, Boston, MA
LBJL	Lyndon B. Johnson Library
LHCM	Liddell Hart Center for Military Archives, King's College, Londres
NARA	National Archives and Records Administration, Washington, DC
SHD	Service historique de la défense, Vincennes
TNA	The National Archives, Kew
TTU/VVA	Texas Tech University, Virtual Vietnam Archives
USAHEC	U. S. Army Heritage and Education Center, Carlisle Barracks, Pa

Remerciements

Si la solitude est le lot inévitable du chercheur, elle n'en rend que plus appréciables les rencontres, soutiens et collaborations qui, fort heureusement, viennent de temps à autre éclairer son cheminement. En ceci comme dans le reste, c'est avec joie que je viens ici reconnaître ma dette envers tous ceux qui ont rendu ce travail possible.

Il est naturel que mes premiers mots aillent à Pierre Melandri et Maurice Vaïsse, mes maîtres académiques qui m'ont accordé leur confiance et m'ont soutenu sans faillir, depuis mes jeunes années de master jusqu'à l'issue du doctorat et au-delà, me prodiguant leurs conseils avec rigueur et bienveillance. Je ne saurais non plus manquer l'occasion de saluer un autre mentor, Gérard Chaliand, qui m'a fait l'honneur et l'amitié de préfacer cet ouvrage. Sa simplicité et son sens de l'hospitalité, y compris dans la plaine mélancolique de Gaugamèles, ont été à la hauteur de son érudition et de sa finesse d'analyse. Plus que nul autre, son œuvre, son parcours et son positionnement m'auront inspiré et servi de fil d'Ariane dans les dédales obscurs des guerres irrégulières.

Quelle que soit la qualité de ses guides, le voyageur n'en a pas moins besoin d'une bonne auberge pour y poser son paquetage. De 2010 à 2013 et à nouveau depuis 2015, l'Institut français des relations internationales (IFRI) m'a accueilli et offert une expérience unique, en m'apprenant à combiner la rigueur intellectuelle à la pertinence politique et l'excellence académique à l'accessibilité des écrits. Je tiens ici à remercier tout particulièrement son directeur, Thomas Gomart, qui m'a toujours soutenu et encouragé à la réalisation de ce projet. Mais c'est sans doute auprès d'Étienne de Durand que ma dette est la plus grande. Il est celui qui m'a permis d'intégrer l'équipe du Centre des études de sécurité. Je lui dois aussi

la meilleure part de ma culture stratégique, qu'il m'a si généreusement fait partager au cours de mes premières années de thèse. L'IFRI m'a également offert de nouer de nombreux liens professionnels et d'amitié qui ont tous contribué à enrichir ma réflexion, je remercie donc ici, pour ne citer que les plus proches, Corentin Brustlein, qui dirige désormais le Centre, Marc Hecker et Aline Lebœuf, sans oublier Rémy Hémez ainsi que tous les officiers de l'armée de terre affectés au Laboratoire de recherche sur la défense. Je ne saurais rêver d'une meilleure équipe pour m'accompagner chaque jour sur le terrain escarpé de la recherche appliquée aux questions de sécurité et de défense.

Le Centre de recherches internationales et le Centre d'histoire de Sciences Po m'ont également accompagné au cours d'une large part de ces recherches. Que soient notamment remerciés Christian Lequesne, Marc Lazar, Jean-François Sirinelli et Paul-André Rosental qui ont accordé une attention bienveillante à mes travaux, même lorsqu'ils semblaient éloignés de leurs propres axes de recherche. Le personnel de l'école doctorale mérite lui aussi toute ma gratitude, en particulier Danièle Le Galloudec, qui me fut une précieuse alliée dans toutes les procédures administratives. Une partie importante de la recherche s'est déroulée à l'étranger. En 2012, le programme *Alliance* m'a permis de passer un séjour de cinq semaines aux États-Unis pour y conduire des recherches en archives : que soient ici remerciées pour leur aide la directrice du programme, Alessia Lefébure, et sa coordinatrice d'alors, Lauranne Bardin. Il me faut aussi remercier le Centre des Amériques de Sciences Po qui m'a soutenu en 2013 pour la bourse d'échange doctoral auprès de l'Université de Columbia où j'ai pu passer une année d'écriture dans des conditions idéales. Je tiens ici à remercier tout particulièrement le professeur Matthew Connelly pour son appui lors de cette procédure.

Je tiens également à exprimer toute ma gratitude envers les nombreux archivistes qui m'ont accueilli et guidé à travers leurs collections en France, comme à l'étranger. Il me faut plus encore remercier les témoins, pour certains disparus depuis, qui ont bien voulu m'accorder un temps précieux dans le cadre d'entretiens ou d'échanges épistolaires : Thomas L. Ahern, Gérard Chaliand, Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Philippe Devillers, Magda et Torleif Ericson ainsi que Yolande Bismut, Maurice Faivre, Sam Holliday, Stuart Methven, Constantin Melnik, Ruth Morgan, Raymond Muelle, Peter

Paret, Rufus Phillips, Sava Stepanovitch. L'authenticité de ce travail leur doit beaucoup.

Je ne saurais non plus oublier les oreilles attentives que m'ont prêtées de nombreux aînés, historiens m'ayant précédé dans ce thème de recherche : Sébastien Albertelli, Andrew Birtle, Gian Gentile, Christopher Goscha, Pierre Grosser, Beatrice Heuser, Pierre Journoud, Sébastien Laurent, Jean-Marc Le Page, Austin Long, Ann Marlowe, Gabriel Périès, Sir Hew Strachan, Stéphane Taillat, Pierre et Marie-Catherine Villatoux. Leurs conseils, remarques et encouragements me furent bien souvent indispensables au cours de ma recherche. Ma reconnaissance va également à ceux qui ont gracieusement accepté de m'ouvrir leurs archives et collections personnelles de documents collectés au cours de leurs enquêtes : Pierre Abramovici, Andrew Birtle, Olivier Büttner, Steven Kipax, Mark Moyar, Laragh Neelin, James Nach et Douglas Valentine.

Enfin, parce que l'on n'écrit jamais seul, cette trop longue litanie ne saurait être complète sans évoquer mes parents Catherine et Gérald, ainsi que ma sœur Lisa, pour leur soutien indéfectible, leur compréhension et leurs encouragements continus ; aucun stratège, régulier ou irrégulier, n'aurait pu rêver d'une base arrière plus solide. Je pense aussi à mon grand-père Bolo, dont l'intérêt pour mes recherches n'a jamais faibli en dépit de l'aridité du propos : j'espère qu'il saura y déceler, par-delà la neutralité historique, quelques réponses à ses questionnements éthiques. Quant à ma femme, Alexia, infatigable relectrice qui a vu naître à mes côtés cette aventure, et en a, depuis lors, partagé tous les doutes et les sacrifices, il lui en revient indubitablement une part du mérite. Puisse-t-elle trouver au fil de ces pages comme une promesse de nos odyssées à venir.

Notes

Introduction. L'Occident face à la guerre irrégulière

1. « Counterinsurgency and Stability Operations : US, French, British and German Approaches », journée d'étude de l'Ifri, Paris, 4 juin 2007.

2. J.A. Baker, L. Hamilton et L. S. Eagleburger (dir.), *The Iraq Study Group Report : The Way Forward. A New Approach*, 1st authorized ed., New York, Vintage Books, 2006 p.

3. D. H. Ucko, *The New Counterinsurgency Era : Transforming the U. S. Military for Modern Wars*, Washington, DC, Georgetown University Press, 2009 ; É. Tenenbaum, « L'Amérique en guerre : grandeur et décadence de la contre-insurrection », *Politique étrangère*, 2011, vol. 76, nº 3, p. 617-629 ; S. Taillat, *« L'impuissance de la puissance ? » : l'action des militaires américains en Irak (2003-2008)*, thèse de doctorat sous la dir. de J. Aben, Université de Montpellier III, 2013.

4. J. A. Nagl et D. H. Petraeus, « David Galula, le Clausewitz de la contre-insurrection (préface) », in D. Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, p. V-XIV.

5. Cette injustice fut réparée plus de quarante ans après grâce au général V. Desportes, codirecteur de la collection « Stratégies et doctrines » chez Economica et à son traducteur, P. de Montenon, officier de liaison aux États-Unis.

6. V. D. Hanson, *The Western Way of War : Infantry Battle in Classical Greece*, 1st ed., Berkeley, University of California Press, 2000.

7. R. Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, tome I : *L'Âge européen*, Paris, Gallimard, 1976, p. 109-122.

8. B. Tertrais, « Faut-il croire à la "révolution dans les affaires militaires" ? », *Politique étrangère*, 1998, p. 611-629.

9. L. Henninger, « La "révolution militaire". Quelques éléments historiographiques », *Mots. Les langages du politique*, 2003, nº 73.

10. G. E. Rothenberg, « Maurice of Nassau, Gustavus Adolphus, Raimondo Montecuccoli, and the "Military Revolution" of the Seventeenth Century », *in* Peter Paret (dir.), *Makers of Modern Strategy : From Machiavelli to the Nuclear Age*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1986, p. 32-63.

11. N. Elias, *La Société de cour*, Paris, Flammarion, 2008.

12. H. Grotius, *Le Droit de la guerre et de la paix*, Paris, Presses universitaires de France, 2012 ; B. Heuser, *The Evolution of Strategy : Thinking War from Antiquity to the Present*, Cambridge University Press, 2010, p. 68-72.

13. C. von Clausewitz, *De la guerre*, traduit par Laurent MURAWIEC, Paris, Perrin, 2006.

14. A. Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette Littératures, 1998, p. 62.

15. C. Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, traduit par M.-L. Steinhauser, Paris, Flammarion, 1992, p. 217.

16. J.-V. Holeindre, *La Ruse et la Force : une autre histoire de la stratégie*, Paris, Perrin, 2017.

17. C. Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, *op. cit.*, p. 221.

18. E. J. Hobsbawm, *Bandits*, New York, Pantheon Books, 1981.

19. S. P. Huntington, *The Soldier and the State : Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Ma., Belknap Press of Harvard University, 2002, p. 19-58.

20. C. Schmitt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, *op. cit.*, p. 223.

21. A. Beaufre, *Introduction à la stratégie*, *op. cit.*, p. 147.

22. R. B. Rigg, « Twilight War », *Military Review*, novembre 1960, p. 28-32.

23. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America, and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray Pub., 2001 ; A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda : The Information Research Department*, Londres, Routledge, 2007 ; P. Busch, *All the Way with JFK ? Britain, the US, and the Vietnam War*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

24. M. Thomas, *The French North African Crisis : Colonial Breakdown and Anglo-French Relations, 1945-62*, Basingstoke, St. Martin's Press, 2000 ; P. Grosser, *La France et l'Indochine (1953-1956). Une « carte de visite » en « peau de chagrin »*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2002 ; P. Journoud, *De Gaulle et le Vietnam : 1945-1969. La réconciliation*, Paris, Tallandier, 2011 ; L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine, 1945-1957*, Paris, Indes savantes, 2013.

25. M.-M. Robin, *Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004 ; M. Ranalletti, *Du Mékong au Río de la Plata. La doctrine de la guerre révolutionnaire, « La Cité catholique » et leurs influences en Argentine, 1954-1976*, thèse de doctorat sous la dir. de Maurice Vaïsse, Institut d'études politiques de Paris, 2006.

26. C. Wasinski, « La volonté de réprimer », *Cultures & Conflits*, 2010, vol. 79-80, n° 3-4, p. 161-180.

27. C. Douki et P. Minard, « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007, vol. 54, n° 5, p. 7-21.

28. S. Subrahmanyam, « Connected Histories : Notes towards a Reconfiguration of Early Modern Eurasia », *Modern Asian Studies*, 1997, vol. 31, n° 3, p. 735-762 ; C. A. Bayly, *The Birth of the Modern World, 1780-1914 : Global Connections and Comparisons*, Malden, MA, Blackwell Pub, 2004. Christopher Goscha et Christian Ostermann (dir.), *Connecting Histories : Decolonization and the Cold War in Southeast Asia, 1945-1962*, Woodrow Wilson Center Press, 2009.

29. R. Bertrand, *L'Histoire à parts égales : récits d'une rencontre Orient-Occident, XVIe-XVIIe siècle*, Paris, Seuil, 2011.

30. G. Parker, *La Révolution militaire : la guerre et l'essor de l'Occident, 1500-1800*, traduit par Jean Joba, Paris, Gallimard, 1993 ; W. H. McNeill, *The Rise of the West : A History of the Human Community*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

31. C. E. Goscha, « Pour une histoire transnationale du communisme asiatique. Les chevauchements sino-vietnamiens dans les mers du Sud », *Communisme*, avril 2013, p. 21-46.

32. R. Faligot, *Tricontinentale : quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.

33. P. Nemo, *Qu'est-ce que l'Occident ?*, Paris, PUF, 2004.

34. J. Lartéguy, *Les Centurions*, Paris, Presses de la Cité, 1960.

Chapitre 1. Aux sources de la guerre irrégulière moderne (1914-1940)

1. J. A. English, *On Infantry*, Rev. ed., Westport, CT, Praeger, 1994, p. 1-36.

2. A. Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Paris, Hachette Littératures, 1998, p. 64 et suiv.

3. L. Daudet, *La Guerre totale*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1918 ; E. Ludendorff, *La Guerre totale*, Paris, Perrin, 2010 (1935). H. Strachan, « Essay and Reflection : On Total War and Modern War », *The International History Review*, 2000, vol. 22, nº 2, p. 341-370 ; D. Bell, A. Crepin, H. Drevillon, O. Forcade et B. Gainot, « Autour de la guerre totale », *Annales historiques de la Révolution française*, 2011, nº 366, p. 153-170.

4. B. I. Gudmundsson, *Stormtroop Tactics : Innovation in the German Army, 1914-1918*, New York, Praeger, 1989.

5. B. I. Gudmundsson, *On Artillery*, Westport, CT, Praeger, 1993 ; D. T. Zabecki, *Steel Wind : Colonel Georg Bruchmüller and the Birth of Modern Artillery*, Westport, CT, Praeger, 1994.

6. G. Douhet, *La Maîtrise de l'air*, traduit par Jean ROMEYER, Paris, Economica, 2006 ; R. A. Pape, *Bombing to Win : Air Power and Coercion in War*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1996.

7. J. Ellul, *Histoire de la propagande*, Paris, Presses universitaires de France, 1967, p. 109-110.

8. S. Albertelli, *Histoire du sabotage : de la CGT à la Résistance*, Paris, Perrin, 2016.

9. F. MacDonnell, *Insidious Foes : the Axis Fifth Column and the American Home Front*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 13-26.

10. M. Foy et B. Barton, *The Easter Rising*, Stroud, Sutton, 2000, p. 25, 56, 104-105.

11. T. E. Lawrence, *Guérilla dans le désert, 1916-1918*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 41-42.

12. *Ibid.*, p. 39.

13. *Ibid.*, p. 47.

14. B. H. Liddell Hart, *Strategy : the Indirect Approach*, New York, Frederick A. Preager, 1954. Lire aussi A. Danchev, « Liddell Hart and the Indirect Approach », *Journal of Military History*, 1999, vol. 63, nº 2, p. 313-337.

15. B. H. Liddell Hart, *Colonel Lawrence. The Man Behind the Legend*, New York, Odd, Mead & Co., 1935, p. 381 ; B. H. Reid, « T. E. Lawrence and Liddell Hart », *History*, janvier 1985, vol. 70, nº 229, p. 226 ; B. H. Liddell Hart, *The Defence of Britain*, Londres, Faber & Faber, 1939, p. 123-124.

16. Alexandre Jevakhoff, *La Guerre civile russe*, Paris, Perrin, 2017 ; J. Smele, *The « Russian » Civil Wars, 1916-1926 : Ten Years That Shook the World*, Oxford, Oxford University Press, 2015 ; J.-D. Avenel, *Interventions alliées pendant la guerre civile russe, 1918-1920*, Paris, Economica, 2001.

17. J.-J. Marie, *La Guerre civile russe (1917-1922) : armées paysannes, rouges, blanches et vertes*, Paris, Autrement, 2005, p. 101-129, 186-230.

18. D. J. Raleigh, « The Russian Civil War, 1917-1922 », *in* Ronald Grigor Suny (dir.), *The Cambridge History of Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 140-167 ; A. Applebaum, *Gulag : A History*, New York, Knopf Doubleday, 2007.

19. A.R. B. Linderman, *Rediscovering Irregular Warfare : Colin Gubbins and the Origins of Britain's Special Operations Executive*, Norman, University of Oklahoma Press, 2016.

20. P. Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997.

21. O. Forcade, *La République secrète : histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde, 2008, p. 353 et suiv.

22. A. Rios-Bordes, « Quand les services de renseignement repensent la guerre : éléments d'une archéologie de la "sécurité nationale" (États-Unis, 1919-1941) », *Politix*, 2013, vol. 104, nº 4.

23. P. Hart, *The IRA at War, 1916-1923*, Oxford ; New York, Oxford University Press, 2003, p. 3-4.

24. C. S. Gray, « The Anglo-Irish War, 1919-21 : Lessons from an Irregular Conflict », *Comparative Strategy*, 2007, vol. 26, n° 5, p. 371-394.

25. C. M. Andrew, *Defend the Realm. The Authorized History of MI5*, New York, Alfred A. Knopf, 2009, p. 84 et suiv.

26. C. Townshend, « The Irish Republican Army and the Development of Guerrilla Warfare, 1916-1921 », *The English Historical Review*, 1979, vol. 94, n° 371, p. 318.

27. C. Townshend, « Martial Law : Legal and Administrative Problems of Civil Emergency in Britain and the Empire, 1800-1940 », *The Historical Journal*, 1982, vol. 25, n° 1, p. 188.

28. T. Jones, *Postwar Counterinsurgency and the SAS, 1945-1952 : A Special Type of Warfare*, Londres, Routledge, 2001, p. 8-9.

29. C. W. Gwynn, *Imperial Policing*, Londres, Macmillan and Co., Limited, 1934, p. 4.

30. I.F. W. Beckett, *Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies : Guerrillas and their Opponents since 1750*, Londres, Taylor & Francis, 2001, p. 44-47.

31. M. Schiavon, *La Guerre du Rif : Maroc (1925-1926)*, Paris, Éditions Pierre de Taillac, 2016.

32. C. Willoughby, « The French in Morocco », *Infantry Journal*, n° 28, janvier 1926, p. 7. Lire également sur ce point l'article de W. Dean, « Des Américains dans la guerre du Rif », *Revue historique des armées*, 2007, n° 246, p. 46-55.

33. K. B. Bickel, *Mars Learning : the Marine Corps Development of Small Wars Doctrine, 1915-1940*, Boulder, Westview Press, 2001, p. 155-178.

34. J. S. Corum, « The Myth of Air Control : Reassessing the History », *Aerospace Power Journal*, 2000, vol. 14, n° 4, p. 61-77.

35. A. Selth, « Ireland and Insurgency : The Lessons of History », *Small Wars & Insurgencies*, août 1991, vol. 2, n° 2, p. 306 ; S. Anglim, *Orde Wingate and the British Army, 1922-1944*, Londres, Pickering & Chatto, 2010, p. 37.

36. S. Anglim, « Orde Wingate and the Special Night Squads : A Feasible Policy for Counter-Terrorism ? », *Contemporary Security Policy*, 2007, vol. 28, n° 1, p. 28-41.

37. C. W. Gwynn, *Imperial Policing*, *op. cit.*, p. 299-330 ; I.F. W. Beckett, *Modern Insurgencies*, *op. cit.*, p. 44-46.

38. United States Marine Corps, *Small Wars Manual*, Quantico, 1940, p. 15-18.

39. T. W. Brooks, *British Propaganda to France, 1940-1944 : Machinery, Method and Message*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007, p. 8-14.

40. TNA, HS 8/256, « Ministry of Economic Warfare », n. d. ; M.R. D. Foot, *SOE in France. An Account of the Work of the British Special Operations Executive in France, 1940-1944*, Londres, Whitehall History Pub. & Frank Cass, 2004, p. 4.

41. E. Ludendorff, *La Guerre totale*, *op. cit.*, p. 55-57 ; E. Hemingway, *The Fifth Column and the First Forty-Nine Stories*, New York, Charles Scribner's Sons, 1938.

42. P. Wilkinson et J. B. Astley, *Gubbins and SOE*, Londres, Leo Cooper, 1993, p. 33 ; W.J. M. Mackenzie, *The Secret History of SOE : Special Operations Executive, 1940-1945*, Londres, St Ermin's Press, 2000, p. 8.

43. LHCMA, Papers of Sir Richard Lewis, 1/5/5, « Considerations from the wars in Spain and China », GS(R) report n° 7, mars 1939.

44. W.J. M. Mackenzie, *The Secret History of SOE*, *op. cit.*, p. 9.

45. TNA, HS 8/260, « Investigation of the Possibilities of Guerrilla Activities », GS(R) report n° 8, 1er juin 1939 ; S. Anglim, « MI(R), G(R) and British Covert Operations, 1939-42 », *Intelligence and National Security*, 2005, vol. 20, n° 4, p. 638.

46. TNA, HS 8/260, « Investigation of the Possibilities of Guerrilla Activities », *op. cit.*, p. 2.

47. TNA, HS 8/256, C. M. Gubbins, *The Art of Guerrilla Warfare*, Londres, MI(R), 1939, p. 3-4.

48. *Ibid.*, p. 4.

49. *Ibid.*

50. TNA, HS 8/256, C. M. Gubbins, *The Partisan Leader's Handbook*, Londres, MI(R), 1939.

51. *Ibid.*, p. 11.

52. P. Wilkinson et J. B. Astley, *Gubbins and SOE*, *op. cit.*, p. 38-45.

53. *Ibid.*, p. 54.

54. M. Calvert, *Fighting Mad. One Man's Guerrilla War*, 2nd ed., Barnsley, Pen & Sword, 2004, p. 45-54 ; S. Anglim, « MI(R), G(R) and British Covert Operations, 1939-42 », *op. cit.*, p. 635.

55. K.-H. Frieser, *Le Mythe de la guerre-éclair : la campagne de l'Ouest de 1940*, Paris, Belin, 2003.

56. « Prime Minister to General Ismay », Londres, 18 juin 1940, cité *in* W. S. Churchill, *The Second World War*, vol. 2 : *Their Finest Hour*, New York, Rosetta Books, 2002, p. 208.

57. S. Anglim, « MI(R), G(R) and British Covert Operations, 1939-42 », *op. cit.*, p. 632.

58. P. Wilkinson et J. B. Astley, *Gubbins and SOE*, *op. cit.*, p. 69-74.

59. D. Lampe, *The Last Ditch*, New York, Putnam, 1968, p. 89-96.

Chapitre 2. La Seconde Guerre mondiale irrégulière (1940-1946)

1. « Prime Minister to General Ismay », 6 juin 1940, cité *in* W. S. Churchill, *The Second World War,* vol. 2 : *Their Finest Hour*, New York, Rosetta Books, 2002, p. 305-306.

2. TNA, HS 8/259, « Brief for DMO for COS Meeting », 7 juin 1940, cité *in* S. Anglim, « MI(R), G(R) and British Covert Operations, 1939-42 », *Intelligence and National Security*, 2005, vol. 20, nº 4, p. 632.

3. « Prime Minister to General Ismay », 6 juin 1940, cité *in* W. S. Churchill, *Their Finest Hour*, *op. cit.*, p. 305-306.

4. TNA, DEFE 2/4, « The Start of "Commandos" », Report by Col. Clarke, 30 octobre 1942 ; A. L. Hargreaves, *An Analysis of the Rise, Use, Evolution and Value of Anglo-American Commando and Special Forces Formations, 1939-1945*, PhD dissertation supervised by Brian Holden-Reid, King's College, Londres, 2008, p. 27.

5. S. Dunstan, *Commandos : Churchill's « Hand of Steel »*, Hersham, Surrey, Ian Allan, 2003, p. 11.

6. T. R. Moreman, *British Commandos 1940-46*, Oxford, Osprey, 2006, p. 40.

7. A.R. B. Linderman, *Rediscovering Irregular Warfare : Colin Gubbins and the Origins of Britain's Special Operations Executive*, Norman, University of Oklahoma Press, 2016.

8. S. Allan, *Commando Country : Special Training Centres in the Scottish Highlands, 1940-45*, PhD dissertation, Édimbourg, University of Edinburgh, 2011.

9. A. L. Hargreaves, *Anglo-American Commando and Special Forces*, *op. cit.*, p. 128-129.

10. J. W. Gordon, *The Other Desert War : British Special Forces in North Africa, 1940-1943*, New York, Greenwood Press, 1987, p. 41-67 ; A. L. Hargreaves, « The Advent, Evolution, and Value of British Specialist Formations in the Desert War, 1940-43 », *Global War Studies*, décembre 2010, vol. 7, nº 2, p. 7-61.

11. T. Jones, *SAS Zero Hour : The Secret Origins of the Special Air Service*, Annapolis, Md., Naval Institute Press, 2006, p. 186 et suiv.

12. « Lettre de Hugh Dalton (MEW) lord Halifax (FS) », 2 juillet 1940, cité *in* M.R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance. Le service secret britannique d'action (SOE) en France, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2011, p. 62.

13. W.J. M. Mackenzie, *The Secret History of SOE : Special Operations Executive, 1940-1945*, Londres, St Ermin's Press, 2000, p. 70.

14. N. J. Cox, *The Ministry of Economic Warfare and Britain's Conduct of Economic Warfare, 1939-45*, PhD dissertation, King's College, Londres, 2001.

15. D. Garnett, *The Secret History of PWE : the Political Warfare Executive, 1939-1945*, Londres, St Ermin's Press, 2002, p. 215-219.

16. T. W. Brooks, *British Propaganda to France, 1940-1944 : Machinery, Method and Message*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007, p. 15.

17. D. Garnett, *The Secret History of PWE*, *op. cit.*, p. 122 ; E. Howe, *The Black Game : British Subversive Operations Against the Germans during the Second World War*, Londres, Michael Joseph Pub., 1982, p. 65.

18. T. W. Brooks, *British Propaganda to France*, *op. cit.*, p. 11.

19. M. Stenton, *Radio London and Resistance in Occupied Europe : British Political Warfare 1939-1943*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 99.

20. P. Wilkinson et J. B. Astley, *Gubbins and SOE*, Londres, Leo Cooper, 1993, p. 77-78.

21. D. Stafford, *Britain and European Resistance, 1940-1945 : A Survey of the Special Operations Executive, with Documents*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, p. 23.

22. S. Anglim, « MI(R), G(R) and British Covert Operations, 1939-42 », *op. cit.*, p. 636.

23. J.-L. Crémieux-Brilhac, « La France libre et la radio », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 1996, vol. 108, n° 1, p. 76 ; A. Bonnéry-Vedel, « La BBC a-t-elle jamais été la voix de la France libre ? », *Le Temps des médias*, 2008, vol. 11, n° 2, p. 183.

24. T. W. Brooks, *British Propaganda to France*, *op. cit.*, p. 123 et suiv.

25. A. Bonnéry-Vedel, « La BBC a-t-elle jamais été la voix de la France libre ? », *op. cit.* ; T. W. Brooks, *British Propaganda to France*, *op. cit.*, p. 31 ; J.-L. Crémieux-Brilhac, *La France libre : de l'Appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 212.

26. Entretien avec Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Paris, 10 juin 2013.

27. R. Mengin, *De Gaulle à Londres vu par un Francais libre*, Paris, La Table ronde, 1965.

28. M. Stenton, *Radio London and Resistance in Occupied Europe*, *op. cit.*, p. 180.

29. J. Ollandet, *Brazzaville, capitale de la France libre : histoire de la Résistance française en Afrique, 1940-1944*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 161-170.

30. J.-L. Crémieux-Brilhac, *La France libre*, *op. cit.*, p. 706.

31. T. W. Brooks, *British Propaganda to France*, *op. cit.*, p. 130-131 ; O. Wieviorka, « La presse clandestine », *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, 1996, vol. 108, n° 1, p. 125-136.

32. T. F. Troy, *Donovan and the CIA : A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency*, Washington, DC, Center for the Study of Intelligence, 1981, p. 31-36 ; N. MacPherson, *American Intelligence in War-Time London : the Story of the OSS*, Londres ; Portland, OR, Frank Cass Publishers, 2003, p. 41-42.

33. W. J. Donovan et E. A. Mowrer, *Fifth Column Lessons for America*, Washington, American Council on Public Affairs, 1941, p. 6.

34. N. MacPherson, *American Intelligence in War-Time London*, *op. cit.*, p. 42-44.

35. War Department, *War Report of the OSS,* vol. I, New York, Walker, 1976, p. 21 ; T. F. Troy, *Donovan and the CIA*, *op. cit.*, p. 123-124.

36. R.H. S. Crossman et S. R. Bruce-Lockhart, « Psychological Warfare », *RUSI Journal*, août 1952, vol. 97, n° 587, p. 330.

37. C. D. Laurie, *The Propaganda Warriors*, *op. cit.*, p. 126-127 ; T. W. Brooks, *British Propaganda to France*, *op. cit.*, p. 33. A. H. Paddock, *US Army Special Warfare. Its Origins. Psychological and Unconventional Warfare, 1941-1952*, Washington, DC, National Defense University Press, 1982, p. 7.

38. War Department, *War Report of the OSS,* vol. I, *op. cit.*, p. 212.

39. E. Howe, *The Black Game*, *op. cit.*, p. 324.

40. War Department, *War Report of the OSS,* vol. I, *op. cit.*, p. 214 ; T. W. Brooks, *British Propaganda to France*, *op. cit.*, p. 33.

41. R. Weigley, *The American Way of War*, New York, MacMillan, 1973 ; V. Desportes, *L'Amérique en armes : anatomie d'une puissance militaire*, Paris, Economica, 2002, p. 187.

42. C. D. Laurie, *The Propaganda Warriors*, *op. cit.*, p. 148. Sur le « conflit stratégique » anglo-américain, lire J.-B. Duroselle, « Le conflit stratégique anglo-américain de juin 1940 à juin 1944 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1963, vol. 10, n° 3, p. 161-184.

43. A. H. Paddock, « Robert Alexis McClure : Forgotten Father of Army Special Warfare », *Special Warfare. The Professional Bulletin of the John F. Kennedy Special Warfare Center and School*, 1999, vol. 12, n° 4, p. 2-9.

44. C. D. Laurie, *The Propaganda Warriors*, *op. cit.*, p. 154 ; P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques. 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes, 2005, p. 119.

45. C. D. Laurie, *The Propaganda Warriors*, *op. cit.*, p. 156-157.

46. S. Albertelli, « Les services secrets de la France libre : le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA), 1940-1944 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2011, vol. 242, n° 2, p. 8.

47. O. Wieviorka, *Histoire de la Résistance : 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013.

48. S. Albertelli, *Les Services secrets du général de Gaulle : le BCRA, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2009.

49. M.R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance*, *op. cit.*, p. 83.

50. S. Albertelli, *Les Services secrets du général de Gaulle : le BCRA, 1940-1944*, *op. cit.*, p. 218 et suiv.

51. P. Wilkinson et J. B. Astley, *Gubbins and SOE*, *op. cit.*, p. 85-87.

52. D. Ridgen, « Introduction », in *How to be a Spy. The World War II SOE Training Manual*, Toronto, Dundurn Group, 2004, p. 1-30.

53. TNA, HS 8/960, « Special Training Schools at Arisaig, Scottish Command », 17 août 1941 ; TNA, HS 8/960, « SOE Special Schools at Beaulieu, Hampshire », 1er octobre 1942 ; M.R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance*, *op. cit.*, p. 119.

54. D. Ridgen, « Introduction », in *How to be a Spy*, *op. cit.*, p. 5-7.

55. SHD, 3K 71, « Témoignage oral de Robert Maloubier », 8 septembre 2000, entretien 2, plage 3.

56. M.R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance*, *op. cit.*, p. 239.

57. R. Forgeat, *Remember : les parachutistes de la France libre en Afrique du Nord, 1940-1943*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1990, p. 23 et suiv.

58. S. Simmonet, *Le Commandant Kieffer : le Français du jour J*, Paris, Tallandier, 2012.

59. S. Simmonet, « Il y a 70 ans, Philippe Kieffer invente les Commandos marine français. Histoire et mémoires du commando Kieffer », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2013, vol. 249, n° 1, p. 126.

60. M. Calvert, *Fighting Mad. One Man's Guerrilla War*, 2nd ed., Barnsley, Pen & Sword, 2004, p. 184 ; C. Prime, *Les Commandos SAS dans la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Tallandier, 2013, p. 183.

61. F. Pascual, *La Brigade du « Spécial Air Service » pendant la Seconde Guerre mondiale. Institutions, individus, et mythes*, thèse de doctorat sous la dir. de Jules Maurin, Montpellier, Université Montpellier III, 2007.

62. P. Gaujac, « Typologie des forces spéciales alliées de la Seconde Guerre mondiale », *in* Centre d'études et d'histoire de la défense (dir.), *Forces spéciales : concept et histoire. Actes du colloque des 11-12 juin 2001*, Paris, 2007, p. 102 ; C. Prime, *Les Commandos SAS dans la Seconde Guerre mondiale*, *op. cit.*, p. 183 et suiv.

63. T. F. Troy, *Donovan and the CIA*, *op. cit.*, p. 107.

64. D. Stafford, *Camp X : SOE and the American Connection*, 1st ed., New York, Dodd, Mead, 1987, p. 61.

65. War Department, *War Report of the OSS,* vol. I, *op. cit.*, p. 80 ; D. Stafford, *Camp X : SOE and the American Connection*, *op. cit.*, p. 12.

66. A. L. Hargreaves, *Anglo-American Commando and Special Forces*, *op. cit.*, p. 111.

67. C. H. Briscoe, « Major Herbert R. Bucker Special Forces Pioneer », *Veritas*, 2007, nº 1, p. 72-85.

68. D. W. Hogan, *Raiders or Elite Infantry ? The Changing Role of the U. S. Army Rangers from Dieppe to Grenada*, Westport, CT, Greenwood Press, 1992, p. 14-19.

69. A. L. Hargreaves, *Anglo-American Commando and Special Forces*, *op. cit.*, p. 127-128.

70. *Ibid.*, p. 125.

71. War Department, *War Report of the OSS,* vol. I, *op. cit.*, p. 207.

72. M.R. D. Foot, *Des Anglais dans la Résistance*, *op. cit.*, p. 93.

73. J.-F. Muracciole, *Histoire de la Résistance en France*, 4e éd., Paris, PUF, 2012, p. 91.

74. S. Albertelli, *Les Services secrets du général de Gaulle : le BCRA, 1940-1944*, *op. cit.*, p. 445-450.

75. W. Irwin, *The Jedburghs : The Secret History of the Allied Special Forces, France 1944*, *op. cit.*

76. N. C. Hill, « Sowing Dragon's Teeth : OSS-OGs of World War II », *Military Review*, août 2013, p. 31-37.

77. J. Sassi, *Opérations spéciales : 20 ans de guerres secrètes*, Paris, Nimrod, 2009, p. 36.

78. A. Calmette, « Les équipes Jedburgh dans la bataille de France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, juin 1966, nº 61, p. 38.

79. O. A. Brown, « Les Jedburghs : un coup de maître ou une occasion manquée », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, traduit par Marianne WALLE, 1994, nº 174, p. 127-142.

80. W. Irwin, *The Jedburghs : The Secret History of the Allied Special Forces, France 1944*, *op. cit.*, p. 65 ; J. Sassi, *Opérations spéciales*, *op. cit.*, p. 49.

81. A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda : The Information Research Department*, Londres, Routledge, 2007, p. 27.

82. T. Jones, *SAS : The First Secret Wars : The Unknown Years of Combat and Counter-Insurgency*, Londres, I. B. Tauris, 2005, p. 27.

83. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America, and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray Pub., 2001, p. 72.

84. D. Stafford, *Britain and European resistance, 1940-1945*, *op. cit.*, p. 26. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand*, *op. cit.*, p. 73-74.

85. TNA, HS 8/332, COS(45) 653(0), 3 décembre 1945.

86. P. H. J. Davies, « From Special Operations to Special Political Action : The "Rump SOE" and SIS Post-War Covert Action Capability 1945-1977 », *Intelligence and National Security*, 2000, vol. 15, nº 3, p. 60.

87. TNA, FO 898/417, « PWE Post-War Reorganisation : Discussion of its Role », 22 juillet 1945.

88. M.R. D. Foot, *SOE. An Outline History of the Special Operations Executive, 1940-1946*, Londres, British Broadcasting, 1984, p. 355.

89. M. Grant, « Towards a Central Office of Information : Continuity and Change in British Government Information Policy, 1939-51 », *Journal of Contemporary History*, 1999, vol. 34, nº 1, p. 49-67.

90. Central Intelligence Agency Freedom of Information Act Reading Room (CIA/FOIA), CIA-RDP86B00269R000900020001-9, « The Development of American Psychological Operations, 1945-1951, by Edward P. Lilly », 19 décembre 1951, p. 22.

91. A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda*, *op. cit.*, p. 28.

92. A. L. Heil, *Voice of America : A History*, New York, NY, Columbia University Press, 2003, p. 38-40.

93. FRUS, *1945-1950, Emergence of the Intelligence Establishment*, document 4, « Memorandum to the Director of the Bureau of the Budget (Smith) », 27 août 1945.

94. R. Jeffreys-Jones, « Why was the CIA established in 1947 ? », *Intelligence and National Security*, janvier 1997, vol. 12, nº 1, p. 21-40.

95. FRUS, *1945-1950, The Emergence, op. cit.*, document 99, « Memorandum to the Assistant Secretary of War (McCloy) », 15 novembre 1945, p. 269.

96. W. E. Colby, *Honorable Men. My Life in the CIA*, New York, Simon and Schuster, 1978, p. 61.

97. CIA/FOIA, CIA-RDP86B00269R000900020001-9, « The Development of American Psychological Operations, 1945-1951, by Edward P. Lilly », 19 décembre 1951, p. 19 ; L. R. Hartenian, *Controlling Information in U. S. Occupied Germany, 1945-1949 : Media Manipulation and Propaganda*, Lewiston, E. Mellen Press, 2003.

98. Entretien avec Jean-Louis Crémieux, Paris, 10 juillet 2013.

99. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques. 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes, 2005, p. 122-124.

100. Entretien avec Jean-Louis Crémieux, *op. cit.*

101. R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 65-69.

102. SHD, 3K 60, « Témoignage oral du général Paul Aussaresses », 26 avril 2000, entretien nº 3, pl. 11 ; P. Aussaresses, *Pour la France. Services spéciaux. 1942-1954*, Monaco, Le Rocher, 2001, p. 162.

Chapitre 3. Guerre froide, propagande et subversion (1946-1954)

1. SHD, 1H 2409, TTA 117 *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, 29 juillet 1957.

2. SHD, 5Q 21, « Note sur la conférence des services d'information NATO tenue à Londres les 12, 13 et 14 avril 1951 ».

3. HSTL, Elsey Papers, télégramme nº 511, 22 février 1946 ; J. L. Gaddis, *Strategies of Containment*, *op. cit.*, p. 33 et suiv.

4. Central Intelligence Group, « ORE 1, 23 July 1946, Soviet Foreign and Military Policy », *in* Woodrow J. Kuhns (dir.), *Assessing the Soviet Threat : The Early Cold War Years*, Washington, DC,

Center for the Study of Intelligence, 1997, p. 59.

5. DBPO, *Series 1 (1945-50), Eastern Europe, (1945-46)*, « Report by Joint Intelligence Committee, 1er mars 1946, p. 297-301.

6. G.-H. Soutou, *La Guerre froide. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, 2e éd., Paris, Fayard, 2011, p. 218-220.

7. G.-H. Soutou, « France », *in* David Reynolds (dir.), *The Origins of the Cold War in Europe : International Perspectives*, New Haven, CT, Yale University Press, 1994, p. 96-120 ; P. Grosser, « L'entrée de la France en guerre froide », *in* S. Berstein et P. Milza (dir.), *L'Année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p. 167-188.

8. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques. 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes, 2005, p. 60-63 ; M. Rigouste, *L'Ennemi intérieur : la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris, La Découverte, 2009.

9. FRUS, *1945-1950*, *The Emergence*, *op. cit.*, document 269, « The Inauguration of Organized Political Warfare », Policy Planning Staff Memorandum, Washington, 4 mai 1948, p. 668-672.

10. A. Rios-Bordes, « Quand les services de renseignement repensent la guerre : éléments d'une archéologie de la "sécurité nationale" (États-Unis, 1919-1941) », *Politix*, 2013, vol. 104, no 4, p. 104.

11. G.-H. Soutou, *La Guerre de cinquante ans*, *op. cit.*, p. 246-253.

12. FRUS, *1945-1950, The Emergence*, *op. cit.*, document 253, NSC 4-A, « Psychological Operations », 9 décembre 1947.

13. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America, and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray Pub., 2001, p. 129.

14. LHCMA, Liddell Hart Papers, 1/644, « Slessor to Liddell Hart », 6 septembre 1947.

15. P. Lashmar et J. Oliver, *Britain's Secret Propaganda War*, Phoenix Mill, Sutton, 1998, p. 12.

16. T. Garton Ash, « Orwell's List », *The New York Review of Books*, vol. 50, no 14, septembre 2003.

17. H. Eck, « La radiodiffusion française durant l'année 1947, la fin des espérances », *in* S. Berstein et P. Milza (dir.), *L'Année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p. 437-445.

18. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*, *op. cit.*, p. 131.

19. A. Argoud, « La guerre psychologique » (1/2 et 2/2), *Revue Défense nationale*, mars et avril 1948, vol. 4, p. 291-300 et p. 460-471.

20. CIA/FOIA, « The Development of American Psychological Operations », *op. cit.*, p. 80. Sur ce point, lire aussi J. Faure, *L'Ami américain : la Tchécoslovaquie, enjeu de la diplomatie américaine, 1943-1968*, Paris, Tallandier, 2004.

21. FRUS, 1945-1950, *The Emergence*, *op. cit.*, document 269, *op. cit.*, p. 668.

22. HILA, RFE/RL records, box 188, folder 1, « Minutes of meeting » 19 juillet 1949. S.-J. Corke, *US Covert Operations and Cold War Strategy : Truman, Secret Warfare, and the CIA, 1945-1953*, New York, Routledge, 2008, p. 88.

23. A.-C. Lepeuple-Léandri, *Radio Free Europe-Radio Liberty : la dimension radiophonique de la stratégie américaine de guerre froide*, thèse de doctorat sous la dir. de Pierre Milza, Institut d'études politiques de Paris, 1996.

24. H. Wilford, *The Mighty Wurlitzer : How the CIA Played America*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2008, p. 31.

25. J. Faure, « Croisade américaine en 1950 : la délivrance des "nations captives" d'Europe de l'Est », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2002, no 73, p. 5-13.

26. G. Roberts, *The Soviet Union in World Politics : Coexistence, Revolution, and Cold War, 1945-1991*, New York, Routledge, 1999, p. 37.

27. CIA/FOIA, CIA-RDP86B00269R000900020001-9, « The Development of American Psychological Operations, 1945-1951, by Edward P. Lilly », 19 décembre 1951 ; W. S. Lucas, « Campaigns of Truth : The Psychological Strategy Board and American Ideology, 1951-1953 », *The International History Review*, 1996, vol. 18, nº 2, p. 279-302.

28. NARA, RG 59, A11462, box 1, « The PSB : Selected aspects of its concept, organization and operations », 21 avril 1952.

29. NARA, RG 319, UD148, box 1, *Major Accomplishments of the Office of the Chief of Psychological Warfare*, 24 mars 1953.

30. A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda*, *op. cit.*, p. 162-163.

31. TNA, FO 1110/305, « Anti-Communist Propaganda in the US », 13 février 1950.

32. NARA, RG 59, CDF 511.1641/2-2050, 20 février 1950.

33. A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda*, *op. cit.*, p. 152.

34. TNA, 953/666, « The Case for a New Approach to Overseas Expenditures », 14 septembre 1950.

35. A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda*, *op. cit.*, p. 177.

36. TNA, FO 1110/148, PR 999/999/913, « Tennant to R. Murray », 21 octobre 1948.

37. I. M. Wall, *The United States and the Making of Postwar France, 1945-1954*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1991, p. 293.

38. TNA, FO 1110/148, PR 999/999/913, *loc. cit*.

39. A. Lacroix-Riz, « Autour d'Irving Brown : l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947) », *Le Mouvement social*, 1990, nº 151, p. 79-118.

40. R. Radosh, *American Labor and United States Foreign Policy*, New York, NY, Random House, 1969, p. 310-325 ; H. Wilford, *The Mighty Wurlitzer*, *op. cit.*, p. 50-69.

41. F. Charpier, *La CIA en France : 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Paris, Seuil, 2008, p. 44.

42. P. Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975)*, Paris, Fayard, 1995. F. S. Saunders, *The Cultural Cold War : The CIA and the World of Arts and Letters*, New York, New Press, 2000 ; H. Wilford, *The Mighty Wurlitzer*, *op. cit.*, p. 71.

43. G. Scott-Smith, « The "Masterpieces of the Twentieth Century" Festival and the Congress for Cultural Freedom : Origins and Consolidation 1947-52 », *Intelligence and National Security*, 2000, vol. 15, nº 1, p. 126.

44. P. Grémion, « Preuves dans le Paris de guerre froide », *Vingtième Siècle*, 1987, vol. 13, nº 1, p. 65-66.

45. I. M. Wall, *The United States and the Making of Postwar France, 1945-1954*, *op. cit.*, p. 213.

46. NARA, RG 59, A11462, box 1, « Terms of reference for Ad Hoc panel "C" », 21 septembre 1951.

47. TNA, FO 1110/229, « Minutes of a conference of provincial information officers », 24 octobre 1949 ; H. Footitt, « "A Hideously Difficult Country" : British Propaganda to France in the Early Cold War », *Cold War History*, mai 2013, vol. 13, nº 2, p. 161.

48. I. M. Wall, *The United States and the Making of Postwar France, 1945-1954*, *op. cit.*, p. 151-154.

49. TNA, FO 1110/290, PY/91/51/49, « Lettre de P. F. D. Tennant (Paris) à R. Murray (Londres) », 28 décembre 1949.

50. I. M. Wall, *The United States and the Making of Postwar France, 1945-1954*, *op. cit.*, p. 146.

51. SHD, 1S 1, « Note sur l'action psychologique extérieure », 9 novembre 1950.

52. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*, *op. cit.*, p. 147.

53. SHD, GR 5Q 21, « Note pour le S.G.P.D.N. », 31 décembre 1950.

54. SHD, GR 5Q 21, fiche n° 1, « Exposé sur l'action psychologique », 27 octobre 1950.

55. É. Duhamel, « Jean-Paul David et le mouvement Paix et Liberté, un anticommunisme radical », *in* J. Delmas et J. Kessler (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 195-216.

56. NARA, RG 59, CDF, box 2552, 551.00/8-3050, « Review of French Government Anti-Communist Activities », 30 août 1950 ; B. Ludwig, « Le Comité européen et international Paix et Liberté : "Internationale" ou réseau de l'anticommunisme (1950-1970) », *Bulletin de l'institut Pierre-Renouvin*, 2004, n° 20, p. 13-33 ; F. Charpier, *La CIA en France*, *op. cit.*, p. 109-124.

57. NARA, RG 59, CDF, 740.5/11-653, « Visit of Mr. David to the United States », 28 janvier 1952.

58. P. Rigoulot, *Georges Albertini (1911-1983). Socialiste, collaborateur, gaulliste*, Paris, Perrin, 2012.

59. HILA, Albertini Collection, box 13, « L'utilisation des fonds par notre centre », non daté.

60. HILA, Albertini Collection, box 6, « Lettre de G. Albertini à W. Tyler », 6 janvier 1965.

61. TNA, FO 953/145, « Proposal for an Information Executive to be established by the Brussels Pact », 19 mars 1948.

62. TNA, FO 953/145, « The Principles of Western Democracy », 23 mars 1948.

63. H. Nehring, « "Westernization" : A New Paradigm for interpreting West European History in a Cold War Context », *Cold War History*, 2004, vol. 4, n° 2, p. 175-191.

64. TNA, FO 1110/270, PR 795/G, « Bevin to Mayhew », 28 mars 1949.

65. SHD, GR 5Q 38, « Rapport du Comité tripartite sur la sécurité », 8 décembre 1952.

66. ANATO, CM(52)21, « Mémorandum du représentant permanent du Danemark », 23 mai 1952.

67. ANATO, CM(52)27, « Mémorandum du secrétaire général, vice-président du Conseil », 5 juin 1952.

68. ANATO, CM(52)32, « Mémorandum de la délégation hellénique », 13 juin 1952 ; E. Hatzivassiliou, « Propaganda, Internal Security and Alliance Politics : Greek Proposals to NATO in the 1950s », *Intelligence and National Security*, 2015, vol. 30, n° 1, p. 137-158.

69. TNA, FO 371/101809, WG1075/2, « Greek Government to Secure NATO Help Against Subversive Elements », 14 mars 1952.

70. ANATO, CM(52)110, « Rapport du président », 27 novembre 1952.

71. S. Lefebvre, « The Difficulties and Dilemmas of International Intelligence Cooperation », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2003, vol. 16, n° 4, p. 527-542.

72. FRUS, *1950*, vol. IV : *Eastern Europe*, « U. S. Views on Capturing Initiative in Psychological Field », 14 avril 1950, p. 296-302.

73. TNA, FO 1110/270, PR 795/G, F. A. Warner to Gladwyn Jebb, 4 mai 1949.

74. A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda*, *op. cit.*, p. 206-207 ; L. Risso, « A Difficult Compromise : British and American Plans for a Common Anti-Communist Propaganda Response in Western Europe, 1948-58 », *Intelligence and National Security*, 2011, vol. 26, n° 2-3, p. 340-344.

75. SHD, GR 5Q 21, « Note à l'attention du président du Conseil concernant la réunion des chefs des services d'information NATO du 12 avril prochain à Londres ».

76. SHD, GR 5Q 21, « Note sur la conférence des services d'information de NATO », 12-14 avril 1951.

77. ANATO, CM(52)39, « Mémorandum du secrétaire général », 20 juin 1952.
78. ANATO, AC/24-D/28, « Conférence sur la politique de l'information de l'OTAN », 3 février 1953.
79. ANATO, CM(53)171, « Mémorandum de la délégation française », 12 décembre 1953.
80. DDRS, CK3100508489, « Memorandum by W. Tyler », 22 juin 1953.
81. ANATO, CR(53)53 III, « PV de la séance du Conseil », 14 décembre 1953.
82. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*, *op. cit.*, p. 200.
83. TNA, FO 371/102555, WU 16912/2/G, brouillon sur « Psychological Warfare Branch SHAPE », 13 décembre 1951.
84. P. Mélandri, *L'Alliance atlantique*, Paris, Julliard, 1979, p. 38 ; J. C. Milloy, *The North Atlantic Treaty Organization, 1948-1957, Community or Alliance ?*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2006, p. 70.
85. ANATO, SG-194, « Wartime Psychological Warfare in Europe », SHAPE 345/52, 8 mai 1952.
86. SHD, 1S 49, « Guerre psychologique en Europe en temps de guerre », 20 juin 1952.
87. SHD, GR 5Q 21, « Note à l'attention du CV Barrière (SGPDN) », 12 juin 1952.
88. SHD, 1S 49, « Aide-mémoire en matière d'action psychologique et d'information », 30 octobre 1952.
89. SHD, 10T 1013, « Rapport de mission du CBA Jacques F. Rousset », 8 avril 1952.
90. SHD, 10H 4681, « Rapport de mission du capitaine Jacques C. Giraud », 24 août 1953.
91. SHD, 27T 178, G. W. Allport et L. J. Postman, *The Psychology of Rumor*, New York, NY, Henry Holt and Co., 1947.
92. SHD, 27T 178, « Stage d'introduction aux études de "guerre psychologique" », 2 septembre 1954.

Chapitre 4. Guérilla contre guérilla (1946-1954)

1. J. L. Gaddis, *Strategies of Containment. A Critical Appraisal of American National Security Policy During the Cold War*, Oxford University Press, 2005, p. 5.
2. LHCMA, Liddell Hart Papers, 1/644, « Slessor to Liddell Hart », 6 septembre 1947.
3. FRUS, *1948*, vol. I, rapport sur « Soviet Intentions », 1er avril 1948, p. 552.
4. J. de Lattre de Tassigny, « Essai d'adaptation de l'organisation militaire aux conditions futures de la guerre », *Revue Défense nationale*, avril 1947, vol. 3, no 35, p. 443-444.
5. P. Gouraud, « Chroniques militaires », *Revue Défense nationale*, juin 1947, vol. 3, no 37, p. 836-837.
6. C. Rougeron, « La guérilla (I) », *Revue Défense nationale*, novembre 1947, vol. 3, no 42, p. 579-596.
7. R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 116 ; E. Bergot, *11e Choc*, Paris, Presses de la Cité, 1986, p. 23.
8. SHD, 7U 767, « Création du bataillon de choc no 11 », 13 août 1946. Voir également, E. Bergot, *11e Choc*, *op. cit.*, p. 25 ; P. Aussaresses, *Pour la France. Services spéciaux. 1942-1954*, Monaco, Le Rocher, 2001, p. 171 ; J. Sassi, *Opérations spéciales : 20 ans de guerres secrètes*, Paris, Nimrod, 2009, p. 153.
9. P. Aussaresses, *Pour la France*, *op. cit.*, p. 73-74.

10. SHD, 3K 71, « Témoignage oral de Robert Maloubier », réalisé le 19 octobre 2000, entretien n° 5, plage 9.

11. SHD, 7U 767, « Registre des actes administratifs du 11e bataillon parachutiste de choc », 1946-1959.

12. SHD, 3K 71, « Témoignage oral de Robert Maloublier », *op. cit.* ; P. Aussaresses, *Pour la France*, *op. cit.*, p. 177-179.

13. J. Sassi, *Opérations spéciales*, *op. cit.*, p. 169.

14. SHD, 3K 60, « Témoignage oral du général Paul Aussaresses », *op. cit*., entretien n° 5, plage 2.

15. J. Sassi, *Opérations spéciales*, *op. cit.*, p. 165-166.

16. SHD, 7U 767, « Synthèse personnelle du commandant Godard », 21 novembre 1949.

17. P. Le Pautremat, *Forces spéciales : nouveaux conflits, nouveaux guerriers*, Paris, Autrement, 2003.

18. SHD, TTH 2, « Historique du bataillon », 2e bureau, octobre 1949.

19. TNA, DEFE 2/1356, « War Establishment. Commando Training Team with French Forces », 25 avril 1945.

20. TNA, CAB 80/98, « Memorandum COS(45)671 », 22 novembre 1945.

21. TNA, CAB 103/182, « Hubback (Cabinet Office) to Wells (Home Office) », 7 novembre 1947.

22. O. Riste, « With an Eye to History : The Origins and Development of “Stay-Behind” in Norway », *Journal of Strategic Studies*, décembre 2007, vol. 30, n° 6, p. 997-1024.

23. P. H. J. Davies, « From Special Operations to Special Political Action : The “Rump SOE” and SIS Post-War Covert Action Capability 1945-1977 », *Intelligence and National Security*, 2000, vol. 15, n° 3, p. 61-62.

24. TNA, WO 106/1024, « Report on “Control of Special Units and Organisation” », 22 août 1946.

25. B. Gregory, *A History of the Artists Rifles 1859-1947*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2006.

26. AMAE, 28QO/66, 29 mars 1950. L’exercice sera finalement annulé comme l’indique C. Sanderson, *L’Impossible Alliance ? France, Grande-Bretagne, et défense de l’Europe, 1945-1958*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p. 226.

27. FRUS, *1945-1950, The Emergence*, *op. cit.*, document 241, « CIA Authority to Perform Commando Functions », 25 septembre 1947, p. 622-623.

28. FRUS, *1945-1950, The Emergence*, *op. cit.*, document 292, « NSC 10/2 on Office of Special Projects », 18 juin 1948, p. 706-708.

29. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America, and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray Pub., 2001, p. 315.

30. W. E. Colby, *Honorable Men. My Life in the CIA*, New York, Simon and Schuster, 1978, p. 77. Voir aussi O. Riste, « With an Eye to History », *op. cit.*

31. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 132.

32. M. Guardia, *American Guerrilla. The Forgotten Heroics of Russell W. Volckmann*, Philadelphia, PA, Casemate Publishers, 2010, p. 164. A. H. Paddock, *US Army Special Warfare. Its Origins. Psychological and Unconventional Warfare, 1941-1952*, Washington, DC, National Defense University Press, 1982, p. 103 ; E. Evanhoe, *Darkmoon : Eighth Army Special Operations in the Korean War*, Naval Institute Press, 1995.

33. Department of the Army, *FM 31-21, Organization and Conduct of Guerrilla Warfare*, Washington, DC, 1951, p. 5.

34. A. H. Paddock, *US Army Special Warfare*, *op. cit.*, p. 89.

35. A. Bank, *From OSS to Green Berets*, *op. cit.*, p. 160 ; A. H. Paddock, *US Army Special Warfare*, *op. cit.*, p. 150.

36. NARA, RG 319, Decimal File, 360-370.64, box 19, « Brig. Gen. McClure to Lt. Gen. Hickey », 13 juillet 1951.

37. NARA, RG 319, UD148, box 1, « Major Accomplishments of the Office of the Chief of Psychological Warfare », 24 mars 1953.

38. US Army Special Operation Command, *The History of the 10th Special Forces Group (Airborne)*, Bragg, NC, 2002, p. 13.

39. S. Dorril, *MI6 : Fifty Years of Special Operations*, Londres, Fourth Estate, 2000, p. 223-226, 268-270.

40. A. Statiev, *Social Conflict and Soviet Counterinsurgency in the Western Borderlands, 1944-1950*, PhD dissertation, Calgary, University of Calgary, 2004, p. 57.

41. S. Dorril, *MI6*, *op. cit.*, p. 280-289.

42. S. Dorril, *MI6*, *op. cit.*, p. 294-295.

43. M. Chillaud, « Stratégies d'insurrection et résistance antisoviétique. Les "Frères de la forêt" dans les pays baltes », *Stratégique*, 2012/2, nº 100-101, p. 77-93.

44. T. Kuzio, « U.S. support for Ukraine's liberation during the Cold War : A Study of Prolog Research and Publishing Corporation », *Communist and Post-Communist Studies*, mars 2012, vol. 45, nº 1-2, p. 51-64.

45. L. Zariczniak, « Major Stepan Stebelski of the Ukrainian Insurgent Army : Examples of Insurgency Leadership and Tactics », *Small Wars & Insurgencies*, juillet 2011, vol. 22, nº 3, p. 435-447.

46. R. Breitman et G.J. W. Norman, *Hitler's Shadow : Nazi War Criminals, U. S. Intelligence, and the Cold War*, College Park, MD, The National Archives, 2009, p. 81-91.

47. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand*, *op. cit.*, p. 167-169.

48. B. Heuser, « Covert Action within British and American Concepts of Containment », *in* R. J. Aldrich (dir.), *British Intelligence, Strategy and the Cold War, 1945-1951*, Londres, Routledge, 1992, p. 764-778.

49. B. Heuser, « Covert Action within British and American Concepts of Containment », *op. cit.*, p. 74.

50. M. McClintock, *Instruments of Statecraft. U. S. Guerrilla Warfare, Counterinsurgency, and Counter-terrorism, 1940-1990*, New York, Pantheon Books, 1992, p. 77.

51. HILA, « Bjelajac Papers, Biographical Sketch », 16 mars 1971.

52. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand*, *op. cit.*, p. 150.

53. LHCMA, Liddell Hart Papers, 1/644, « Slessor to Liddell Hart », 22 janvier 1948.

54. TNA, AIR 75/116, « Slessor (Imperial Defence College) to James Robb (Air Ministry) », 21 janvier 1948.

55. P. Seale et M. McConville, *Philby : The Long Road to Moscow*, Harmondsworth, Penguin, 1978, p. 202.

56. A. Lulushi, *Operation Valuable Fiend the CIA's First Paramilitary Strike against the Iron Curtain.*, New York, Arcade Publishing, 2014.

57. R. Bailey, « OSS-SOE relations, Albania 1943-44 », *Intelligence and National Security*, 2000, vol. 15, nº 2, p. 20-35.

58. D. Smiley, *Albanian Assignment*, Londres, Chatto & Windus, 1984.

59. CIA/FOIA, OBOPUS BG FIEND, vol. 2, document 2, Project Outline, 9 juin 1949.

60. K. Philby, *My Silent War : the Autobiography of a Spy*, Londres, Arrow, 2003, p. 148.

61. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand*, *op. cit.*, p. 164.

62. A. Lulushi, *Operation Valuable Fiend the CIA's First Paramilitary Strike Against the Iron Curtain.*, *op. cit.*, p. 249.

63. C. Tudda, *The Truth is our Weapon : the Rhetorical Diplomacy of Dwight D. Eisenhower and John Foster Dulles*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2006.

64. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand*, *op. cit.*, p. 318-320.

65. TNA, FO 953/229, « Anglo-American Cooperation in Overseas Information Work », 12 mai 1950.

66. N. Dujmović, « Drastic Actions Short of War : The Origins and Application of CIA's Covert Paramilitary Function in the Early Cold War », *Journal of Military History*, juillet 2012, vol. 76, nº 3, p. 775-808 ; P. Gleijeses, « The CIA's Paramilitary Operations during the Cold War : an Assessment », *Cold War History*, 2 juillet 2016, vol. 16, nº 3, p. 291-306.

67. B. Heuser, « Covert Action within British and American Concepts of Containment », *op. cit.*, p. 76.

68. C. Gati, *Failed Illusions : Moscow, Washington, Budapest, and the 1956 Hungarian Revolt*, Washington, DC, Stanford, Calif, Woodrow Wilson Center Press ; Stanford University Press, 2006.

69. E. Thomas, *The Very Best Men, Four who Dared : the Early Years of the CIA*, New York, Touchstone, 1996, p. 185.

70. R. Hargreaves, « Communism and the Resistance Movement », *RUSI Journal*, août 1949, vol. 94, p. 399.

71. TNA, WO 296/23, War Office, *Policing and Duties in Aid of Civil Power*, Londres, 13 juin 1949.

72. NARA, RG 59, MLR A11586E, box 13, « Collaboration with Friendly Government on Operations Against Guerrillas », NSC 90, 26 octobre 1950. Voir aussi *FRUS*, *1950*, vol. I, NSC 90, Washington, 26 octobre 1950, p. 401-403.

73. NARA, RG 59, MLR A11586E, box 13, « Statement of Policy proposed by the NSC90 », 8 mai 1951.

74. NARA, RG 59, MLR A11586E, box 13, « Draft NSC Staff Study », *op. cit.*

75. P. Biddiscombe, *Werwolf ! The History of the National Socialist Guerrilla Movement, 1944-1946*, Toronto, University of Toronto Press, 1998.

76. B. F. Smith, *The Road to Nuremberg*, Basic Books, 1981, p. 21 ; E. F. Ziemke, *The U. S. Army In The Occupation Of Germany. 1944-1946*, Washington, DC, Center for Military History, 1990, p. 38.

77. P. Biddiscombe, *Werwolf !*, *op. cit.*, p. 257.

78. USAHEC, US Army Intelligence Division, *Fighting the Guerrilla Bands*, 1944.

79. NARA, RG 319, « Army Operations, 1948-52 », 091.412TS, box 10, « A Study of Special and Subversive Operations, 25 novembre 1947 » ; M. McClintock, *Instruments of Statecraft*, *op. cit.*, p. 59-60.

80. J. A. Wood, « Captive Historians, Captivated Audience : The German Military History Program, 1945-1961 », *Journal of Military History*, 2005, vol. 69, nº 1, p. 123-147.

81. *Ibid.*, p. 126.

82. USAHEC, D739.F6713, box 1, « The War Behind the Front : Guerrilla Warfare », 1950.

83. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 133.

84. K. Soutor, « To Stem the Red Tide : The German Report Series and Its Effect on American Defense Doctrine, 1948-1954 », *Journal of Military History*, 1993, vol. 57, nº 4, p. 676.

85. USAHEC, D739.F6713, « Analysis of US Field Service regulations », United States Army, Europe, MS #P-133, 1953, p. 10.

86. Comparer ici l'annexe allemande au document Department of the Army, *FM 100-5, Field Service Regulations – Operations*, Washington, DC, 1954, p. 132-134.

87. DA-PAM 20-240, « Rear Area Security in Russia. The Soviet Second Front Behind the German Lines, German Report Series », Washington, DC, juillet 1951.

88. Department of the Army, *FM 31-20, Operations Against Guerrilla Forces*, Washington, DC, 1951, p. 64.

89. J. A. Wood, « Captive Historians, Captivated Audience », *op. cit.*, p. 126.

90. Department of the Army, *FM 31-20, Operations Against Guerrilla Forces*, *op. cit.*, p. 84-85.

91. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 140.

92. Department of the Army, *FM 31-20, Operations Against Guerrilla Forces*, *op. cit.*, p. 119.

93. Department of the Army, DA-PAM 20-243, *German Antiguerrilla Operations in the Balkans (1941-1949)*, août 1954, p. 48.

94. P. Wilkinson et J. B. Astley, *Gubbins and SOE*, *op. cit.*, p. 232.

95. P. Célier, « Sur la guérilla », *Revue Défense nationale*, mars 1948, vol. 4, n° 46, p. 377-380.

96. SHD, 10T 67, « Analyse d'un projet de règlement sur "les opérations de guérilla et de contre-guérilla" », octobre 1950.

97. R. Clogg, *A Concise History of Greece*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 2002, p. 136-144 ; J. O. Iatrides, « Revolution or Self-Defense ? Communist Goals, Strategy, and Tactics in the Greek Civil War », *Journal of Cold War Studies*, 2005, vol. 7, n° 3, p. 3-33.

98. T. Jones, *SAS : The First Secret Wars : The Unknown Years of Combat and Counter-Insurgency*, Londres, I. B. Tauris, 2005, p. 32.

99. T. Jones, *Postwar Counterinsurgency and the SAS, 1945-1952 : A Special Type of Warfare*, Londres, Routledge, 2001, p. 42.

100. TNA, WO 261/771, « Comments on the "Notes" on the Greek National Army », 19 octobre 1946.

101. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 48.

102. TNA, WO 261/771, « Minute of Conference – Land Forces Group », 4 décembre 1946.

103. T. Jones, « The British Army, and Counter-Guerrilla Warfare in Greece, 1945-1949 », *op. cit.*, p. 93.

104. TNA, FO 371/67135, « Report by the British Police Mission to Greece », 23 août 1947.

105. TNA, FO 371/72240, « Annual Report for 1947 », 25 février 1948 ; R. Clogg, *A Concise History of Greece*, *op. cit.*, p. 126.

106. T. Jones, « The British Army, and Counter-Guerrilla Warfare in Transition, 1944-1952 », *Small Wars & Insurgencies*, 1996, vol. 7, n° 3, p. 276.

107. L. E. Cable, *Conflict of Myths. The Development of Counter-Insurgency Doctrine and the Vietnam War*, New York, NYU Press, 1988, p. 14.

108. NARA, RG 319, MLR 1041, box 41, « British Ideas on Internal Security », 2 janvier 1947 ; FRUS, *1947*, vol. V, « The Ambassador in Greece to the Secretary of State », 2 juillet 1947, p. 208.

109. FRUS, *1947*, vol. V, « Griswold to the Secretary of State », 1er août, 1947, p. 271.

110. FRUS, *1947*, vol. V, « Griswold to the Secretary of State », 11 août 1947, p. 294.

111. TNA, WO 202/976, « Gen. S. B. Rawlins to Lt. Gen D. Yadzis », non daté.

112. T. Jones, *Postwar Counterinsurgency and the SAS*, *op. cit.*, p. 94.

113. NARA, RG 334, MLR E155, box 146, USAGG History, vol. II, FY 1948, p. 27.

114. NARA, RG 334, MLR E155, box 147, « JUSMAPG to Joint Chiefs of Staff », 31 mars 1948.

115. T.B. L. Churchill, « The Value of Commandos », *RUSI Journal*, 1950, vol. 95, p. 85-90.

116. R. M. Mages, « Without the Need of a Single American Rifleman : James Van Fleet and His Lessons Learned as Commander of the Joint United States Military Advisory and Planning Group During the Greek Civil War, 1948-1949 », Washington, DC, Center for Military History, 2008.

117. D. Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, traduit par Philippe de Montenon, Paris, Economica, 2008, p. 31.

Chapitre 5. La révolution stratégique maoïste (1927-1953)

1. P. Porter, *Military Orientalism : Eastern War through Western Eyes*, New York, Columbia University Press, 2009.

2. H. Strachan, « Essay and Reflection : On Total War and Modern War », *The International History Review*, 2000, vol. 22, nº 2, p. 341-370.

3. L. Bianco, *Les Origines de la révolution chinoise : 1915-1949*, Paris, Gallimard, 2007, p. 289.

4. J. Ch'en, « The Communist Movement. 1927-1937 », *in* J. K. Fairbank et A. Feuerwerker (dir.), *The Cambridge History of China : Republican China 1912-1949*, Part 2, New York, Cambridge University Press, 1986, vol.13, p. 168-229.

5. Mao Zedong, « Problèmes de la guerre et de la stratégie (1938) », in *Écrits militaires de Mao Tse-Toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969, p. 309.

6. *Ibid*., p. 310-311.

7. J. Ch'en, « The Communist Movement. 1927-1937 », *op. cit.*, p. 176-180.

8. Mao Zedong, « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine (1936) », in *Écrits militaires de Mao Tse-Toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969, p. 83-170.

9. L. Van Slyke, « The Chinese Communist Movement during the Sino-Japanese War. 1937-1945 », *in* John K. Fairbank et Albert Feuerwerker (dir.), *The Cambridge History of China : Republican China 1912-1949*, Part 2, New York, Cambridge University Press, 1986, vol.13, p. 609-722 ; J. Chang et J. Halliday, *Mao : the Unknown Story*, New York, Anchor Books, 2005, p. 288-321. Pour les textes de Mao, lire Mao Zedong, *La Guerre révolutionnaire*, Paris, Éditions sociales, 1955.

10. Mao Zedong (auteur supposé), « Yu Chi Chan (Guerrilla Warfare) 1937 », *in* Samuel B. Griffith (dir.), *Mao Tse-tung on Guerrilla Warfare*, New York, Praeger, 1961, p. 93. Traduit en anglais en 1940, ce texte pose des problèmes d'authentification en l'absence de document original.

11. L. Bianco, « Les paysans et la révolution : Chine, 1919-1949 », *Politique étrangère*, 1968, vol. 33, nº 2, p. 131.

12. Mao Zedong, « De la guerre prolongée (1938) », in *Écrits militaires de Mao Tse-Toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969, p. 262.

13. Y. Chevrier, *Mao et la révolution chinoise*, Paris, Casterman, 1993, p. 95-97.

14. Liu Shaoqi, « Work Experiences in the North China War Zone », *in* Henry G. Schwarz (dir.), *Liu Shao-Ch'i and « People's War » : A Report on the Creation of Base Areas in 1938*, Lawrence, Center for East Asian Studies, University of Kansas, 1969, p. 31-58.

15. *Ibid*., p. 52-54. Ces organisations sont ensuite maintenues et même accrues lors de la reprise de la lutte contre le Guomindang, comme le souligne S. Pepper, « The KMT-CCP Conflict. 1945-1949 », *in* J. K. Fairbank et A. Feuerwerker (dir.), *The Cambridge History of China : Republican China 1912-1949*, Part 2, New York, Cambridge University Press, 1986, p. 754-755.

16. J. W. Esherick, « Ten Theses on the Chinese Revolution », *Modern China*, 1995, vol. 21, nº 1, p. 50-53 ; T.M.-H. Ngo, « L'édification du parti-État chinois au village : le cas de la politisation des milices populaires (1937-1949) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, vol. 101, nº 1, p. 109.

17. L. Bianco, « Les paysans et la révolution », *op. cit.*, p. 132-133.

18. *Ibid.*, p. 134.

19. Mao Zedong (auteur supposé), « Yu Chi Chan (Guerrilla Warfare) 1937 », *op. cit.*, p. 55.

20. Mao Zedong, « De la guerre prolongée (1938) », *op. cit.*, p. 241-245.

21. H. M. Tanner, « Guerrilla, Mobile, and Base Warfare in Communist Military Operations in Manchuria, 1945-1947 », *Journal of Military History*, 2003, vol. 67, nº 4, p. 1177-1222.

22. Mao Zedong, « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine (1936) », *op. cit.*, p. 86.

23. Liu Shaoqi, « The Opening Speech at the Asian and Australian Trade Union Delegates' Meeting (November 16, 1949) », in *Collected Works of Liu Shao-ch'i, 1945-1957*, Hong Kong, Union Research Institute, 1969, p. 179.

24. J. W. Esherick, « Ten Theses on the Chinese Revolution », *op. cit.*, p. 67.

25. Z. Shen et Y. Xia, « Leadership Transfer in the Asian Revolution : Mao Zedong and the Asian Cominform », *Cold War History*, 2013, p. 1-19.

26. Ton That Thien, « Bases arrières et stratégie révolutionnaire en Asie du Sud-Est (1945-1975) », *Relations internationales*, 1983, nº 36, p. 445.

27. L. Efimova, « Did the Soviet Union Instruct Southeast Asian Communists to Revolt ? New Russian Evidence on the Calcutta Youth Conference of February 1948 », *Journal of Southeast Asian Studies*, 2009, vol. 40, nº 3, p. 449-469 ; K. Hack et G. Wade, « The Origins of the Southeast Asian Cold War », *Journal of Southeast Asian Studies*, 2009, vol. 40, nº 3, p. 441-448.

28. C. E. Goscha et C. F. Ostermann (dir.), *Connecting Histories : Decolonization and the Cold War in Southeast Asia, 1945-1962*, Washington, DC, Woodrow Wilson Center Press, 2009.

29. S. Pepper, « The KMT-CCP Conflict. 1945-1949 », *op. cit.*, p. 729-733 ; J. Taylor, *The Generalissimo : Chiang Kai-shek and the Struggle for Modern China*, Cambridge, Ma., Harvard University Press, 2009, p. 339-346.

30. FRUS, *1948*, vol. VIII : *China*, « The Ambassador in China (Stuart) to the Secretary of State », 23 janvier 1948, p. 244-248.

31. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 38.

32. FRUS, *1947*, vol. VII : *China*, « Assessment of Current Position of Central Government », Nankin, 6 décembre 1947, p. 392.

33. United States Department of State, *United States Relations with China : With Special Reference to the Period 1944-1949*, Washington, DC, Government Printing Office, 1949, p. 758-759.

34. S. B. Griffith, « Translator's note », *in* Samuel B. Griffith (dir.), *Mao Tse-tung on Guerrilla Warfare*, New York, Praeger, 1961, p. 37.

35. A. L. Hargreaves, *An Analysis of the Rise, Use, Evolution and Value of Anglo-American Commando and Special Forces Formations, 1939-1945*, « PhD dissertation supervised by Brian Holden-Reid », King's College, Londres, 2008, p. 33.

36. J. Guillermaz, *Une vie pour la Chine. Mémoires (1937-1989)*, Paris, Robert Laffont, 1994, p. 157.

37. SHD, GR2000 Z206/7637, « États signalétiques et des services », non daté. Pour plus de détails, lire A. A. Cohen, *Galula : The Life and Writings of the French Officer Who Defined the Art of Counterinsurgency*, Westport, CT, Greenwood Publishing Group, 2012, p. 55-72.

38. D. Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, traduit par P. de Montenon, Paris, Economica, 2008, p. 86.

39. SHD, 10T 862, « Note de renseignement sur la situation militaire en Chine du Nord », Pékin, 29 mai 1947.

40. D. Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, *op. cit.*, p. 86-87.

41. R. Lévy, « Révolutions chinoises », *Revue Défense nationale*, juillet 1949, vol. 5, p. 19-32 ; L.-M. Chassin, « La conquête de la Chine par Mao Tsé-Toung », *Revue militaire d'information*, mars 1951, nº 169-170, p. 12-25.

42. R. Watson, *The Foreign Office and Policy-Making in China 1945-1950. Anglo-American Relations and the Recognition of the Communist China*, « PhD dissertation supervised by Caroline Kennedy-Pipe », University of Leeds, Institute for International Studies, Leeds, 1996, 294 p.

43. TNA, FO 371/83009, « Intelligence reports on Communism in the FE », 1er avril 1949 ; G. Wade, « The Beginnings of a "Cold War" in Southeast Asia : British and Australian Perceptions », *Journal of Southeast Asian Studies*, 2009, vol. 40, no 3, p. 559.

44. TNA, FO 1110/126, PR937/G, « Measures to counter Soviet propaganda », 21 octobre 1948.

45. TNA, FO 371/69546, F17564/33/10, « Draft Cabinet Paper on the Implications of the Situation in China », 8 décembre 1948.

46. AMAE, 28QO/12, « Évolution de la politique militaire et de la politique de Défense de la Grande-Bretagne », 2 février 1949.

47. TNA, FO 371/76031, « Combating Communism in South East Asia », 3 février 1949.

48. TNA, FO 371/76002, F1016/61, « Discussions with French Officials about Communism in the Far East », 28 juin 1949.

49. TNA, FO 371/75977, F1701, « Information concerning Mr. MacDonald's Visit to Indochina », 12 novembre 1949.

50. SHD, 10H 144, « Lettre du général Carpentier à M. le ministre de la France d'Outre-mer », 29 novembre 1949.

51. SHD, 10H 144, « Aide-mémoire sur la conférence tenue à Singapour le 26 novembre 1949 ».

52. TNA, FO 371/76386, W5572/3/500, « Regional Co-operation in South East Asia and the Far East », 30 août 1949.

53. S. Pepper, « The KMT-CCP Conflict. 1945-1949 », *op. cit.*, p. 782 et suiv.

54. FRUS, *1949*, vol. IX : *China*, « Memorandum by Special Assistant to the Deputy Under-Secretary », 21 octobre 1949, p. 561.

55. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Oral Report by p. C. Jessup upon his return from the East », 3 avril 1950, p. 68.

56. AMAE, 91QO/129, « Télégramme de Pignon adressé au ministre de la France d'Outre-Mer », 29 janvier 1950.

57. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, NSC 64, 27 février 1950, p. 744.

58. D. J. Macdonald, « The Truman Administration and Global Responsibilities : The Birth of the Falling Domino Principle », *in* R. Jervis et J. L. Snyder (dir.), *Dominoes and Bandwagons : Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*, New York, Oxford University Press, 1991, p. 112-145.

59. R. H. Spector, *Advice and Support : The Early Years, 1941-1960*, Washington, DC, Center for Military History, 1985, p. 105.

60. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia*, « Memorandum by the Deputy Director of the MDA Program », 1er juin 1950, p. 98.

61. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « The Secretary of State to the Legation at Saigon », 5 juillet 1950, p. 114.

62. AMAE, 91QO/130, télégramme no 665/56, 21 septembre 1951.

63. FRUS, *1949*, vol. IX : *China,* « Chargé in China (Strong) to the Secretary of State », Canton, 6 septembre, p. 546.

64. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand. Britain, America, and Cold War Secret Intelligence*, Londres, John Murray Pub., 2001, p. 294.

65. F. Holober, *Raiders of the China Coast : CIA Covert Operations during the Korean War*, Annapolis, Md, Naval Institute Press, 1999, 253 p.

66. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Memorandum by J. F. Dulles to the State », 30 novembre 1950, p. 163.

67. N. Dujmović, « Extraordinary Fidelity. Two CIA Prisoners in China, 1952-1973 », *Studies in Intelligence*, 2006, vol. 50, n° 1, p. 1-17.

68. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand*, *op. cit.*, p. 295.

69. P. Aussaresses, *Pour la France. Services spéciaux. 1942-1954*, Monaco, Le Rocher, 2001, p. 235-237.

70. R. J. Aldrich, *The Hidden Hand*, *op. cit.*, p. 299.

71. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia*, « Memorandum of conversation, by the Ambassador at Large, 6 février 1950, p. 14.

72. K. Hack, *Defence and Decolonisation in Southeast Asia*, *op. cit.*, p. 73-79.

73. L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 136.

74. FRUS, *1951*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « The Secretary of State to the Legation at Saigon », 30 janvier 1951, p. 368.

75. « Télégramme à J. Letourneau », in J. Lattre de Tassigny, *La Ferveur et le Sacrifice*, *op. cit.*, p. 228.

76. M. Michel, « De Lattre, la conférence de Singapour et ses suites », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1992, LXXIX, n° 295, p. 205-206.

77. FRUS, *1952-1954*, vol. XII : *East Asia and the Pacific*, « Report of the Five Power Ad Hoc Committee on Southeast Asia », 5 février 1952, p. 36. Pour la conférence d'octobre 1952, voir dans le même volume le rapport du 14 novembre 1952, p. 239.

78. L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 130-137.

79. FRUS, *1952-1954*, vol. XII : *East Asia and the Pacific*, « Report to the Military Representatives », 1er juillet 1953, p. 319-320.

80. SHD, 10H 151, « Fiche – Conférence de Pearl Harbor », Saigon, 30 juin 1953.

81. SHD, 10H 151, « La guérilla dans le Sud-Est asiatique », non daté [travaux des commissions].

82. SHD, 10H 151, « Considérations générales au sujet de la guérilla dans le Sud-Est asiatique », annexe A, non daté.

83. SHD, 10H 151, « Régions propices à la guérilla active », Annexe B, non daté, p. 3, 4.

84. D. Fineman, *A Special Relationship : the United States and Military Government in Thailand, 1947-1958*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1997, p. 187.

85. SHD, 10H 151, « Résumé des études de "Planning" concernant la conduite de la GP dans le SEA », non daté.

86. FO 1110/143, P955/G, « Proposal for the establishment of an Information Office in Singapore », 22 octobre 1948.

87. FO 1110/143, PR1156/G, « Anti-communist Propaganda at Saigon », 5 novembre 1948.

88. A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda : The Information Research Department*, Londres, Routledge, 2007, p. 161.

89. J. B. Smith, *Portrait of a Cold Warrior*, New York, Putnam, 1976, p. 146.

90. TNA, FO 1110/386, PR24/1119/G, « Rayner's visit to US », 6 juillet 1951.

91. J. R. Lombardo, « A Mission of Espionage, Intelligence and Psychological Operations », *op. cit.*, p. 68.

92. FRUS, 1952-1954, vol. II : *National Security Affairs*, « President's Committee on Information Activities », 30 juin 1953, p. 1834.

93. A. Defty, *Britain, America and Anti-Communist Propaganda*, *op. cit.*, p. 214.

94. O. A. Westad, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 111.

95. N. Tarling, « The United Kingdom and the origins of the Colombo plan », *The Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, 1986, vol. 24, nº 1, p. 3-34.

96. FRUS, *1952-1954*, vol. XII : *East Asia and the Pacific*, The Colombo Plan and Its Possible Use as a Focal Point for Regional Development in Asia », 20 avril 1953, p. 307.

97. P. Lowe, *Contending with Nationalism and Communism*, *op. cit.*, p. 73.

98. A. Adeleke, « Playing Fairy Godfather to the Commonwealth : The United States and the Colombo Plan », *The Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, 2004, vol. 42, nº 3, p. 393.

99. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Circular telegram, The Secretary of State to Certain Diplomatic and Consular Offices », 24 février 1950, p. 24.

100. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « The Secretary of State to the Embassy London, 22 novembre 1950 », p. 160.

101. P. Lowe, *Contending with Nationalism and Communism*, *op. cit.*, p. 75-76.

102. FRUS*, 1951*, vol. VI : *Asia and the Pacific*, « ECA Telegram Sent to Mission Chiefs in Far East », 9 novembre 1951, p. 104-105.

103. D.C. Engerman (dir.), *Staging Growth : Modernization, Development, and the Global Cold War*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2003 ; M. E. Latham, *The Right Kind of Revolution : Modernization, Development, and U. S. Foreign Policy from the Cold War to the Present*, Ithaca, Cornell University Press, 2011, 246 p.

104. AHC, Papiers Bolotte, carton 5, « Aide américaine sur le plan économique », 1er avril 1952.

105. R. H. Spector, *Advice and Support*, *op. cit.*, p. 121 ; L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 152-156.

106. FRUS, *1951*, vol. VI : *Asia*, The Minister at Saigon to the Secretary of State, 8 mars 1951, p. 389 et suiv.

107. AHC, Papiers Bolotte, carton 5, « Note sur l'attitude des services américains en Indochine depuis 1945 », non daté.

Chapitre 6. La fin de l'Indochine française (1945-1954)

1. C. G. Cruickshank, *SOE in the Far East*, Oxford, Oxford University Press, 1983.

2. SHD, 1K402, Fonds Huard, « Examen sommaire de l'Indochine du point de vue des guérillas », 27 août 1943.

3. P. Huard, *Le Corps léger d'intervention et l'Indochine : 1943-1946*, Villeurbanne, P. Huard, 1988.

4. SHD, 10H85, Extrait du « Rapport Wingate sur les opérations de Birmanie », « Notes relatives à l'instruction du SA ».

5. SHD, 1K402, Fonds Huard, « Avant-projet d'action subversive au Cambodge », Calcutta, 23 mai 1945.

6. SHD, 1K402, « Preliminary Report on the Corps léger d'intervention en Indochine », 20 novembre 1943.

7. SHD, 10H 85, « Note sur l'activité du service Action », Saigon, 15 décembre 1945, p. 3-4. M. Thomas, « Silent Partners : SOE's French Indo-China Section, 1943-1945 », *Modern Asian Studies*, 2000, vol. 34, nº 4, p. 943-976 ; F. Mercier-Bernadet, « La Force 136 et l'Indochine », *in* Centre d'études et d'histoire de la défense (dir.), *Forces spéciales : concept et histoire. Actes du colloque des 11-12 juin 2001*, Paris, 2007, p. 127-134.

8. C. G. Cruickshank, *SOE in the Far East*, Oxford, Oxford University Press, 1983, p. 16-19.

9. SHD, 3K 71, « Témoignage oral de Robert Maloubier », réalisé le 3 octobre 2000, entretien 5, plage 5.

10. TNA, HS 1/80, « Gaurs special training », T20/M5/1301, 12 mars 1944 ; SHD, 10H 85, « Rapport sur le fonctionnement et l'activité du service d'Action au cours de l'année 1944 », 8 janvier 1945.

11. M. Thomas, « Silent Partners : SOE's French Indo-China Section, 1943-1945 », *op. cit.*, p. 950.

12. J. Dalloz, *La Guerre d'Indochine*, Paris, Seuil, 1987, p. 63.

13. TNA, HS 1/8, « Lettre du colonel Dodds-Parker au colonel Passy », 7 mai 1945 ; SHD, 1K01, carton 1, Fonds Boucher de Crèvecœur, « Rapport du Commandant Morlanne, 24 octobre 1945.

14. SHD, 1K01, carton 4, Fonds Boucher de Crèvecœur, « Guerre psychologique », non daté.

15. J. Sassi, *Opérations spéciales : 20 ans de guerres secrètes*, Paris, Nimrod, 2009, p. 115.

16. J. Frémeaux, *De quoi fut fait l'Empire : les guerres coloniales au XIX^e siècle*, Paris, CNRS éditions, 2010 ; M. P. Finch, *A Progressive Occupation ? The Gallieni-Lyautey Method and Colonial Pacification in Tonkin and Madagascar, 1885-1900*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

17. SHD, 1K402, Fonds Huard, « Note pour le lieutenant-colonel commandant le 5^e RIC, Kandy », 4 août 1945.

18. C. Marangé, *Le Communisme vietnamien (1919-1991). Construction d'un État-nation entre Moscou et Pékin*, Presses de Sciences Po, 2012, p. 128-142.

19. Le manuel a été récemment traduit en anglais par Edward O'Dowd et publié *in* « Ho Chi Minh and the Origins of the Vietnamese Doctrine of Guerrilla Tactics », *Small Wars & Insurgencies*, juillet 2013, vol. 24, n° 3, p. 567-587.

20. C. Marangé, *Le Communisme vietnamien (1919-1991)*, *op. cit.*, p. 138.

21. C. Goscha, *Vietnam. Un État né de la guerre 1945-1954*, traduit par A. Larcher, Paris, Armand Colin, 2011, p. 420 et suiv ; « A "Total War" of Decolonization ? Social Mobilization and State-Building in Communist Vietnam (1949-54) », *War & Society*, 2012, vol. 31, n° 2, p. 136-162.

22. C. Fenn, *At the Dragon's Gate : with the OSS in the Far East*, Annapolis, Md, Naval Institute Press, 2004, p. 214 et suiv. ; D. R. Bartholomew-Feis, *The OSS and Ho Chi Minh : Unexpected Allies in the War against Japan*, Lawrence, University Press of Kansas, 2006, p. 94 et suiv. ; A. Patti, *Why Viet Nam ? Prelude to America's Albatross*, Berkeley, University of California Press, 1982, p. 79 et suiv. ; D. R. Bartholomew-Feis, *The OSS and Ho Chi Minh*, *op. cit.*, p. 160.

23. S. Tønnesson, *The Vietnamese Revolution of 1945 : Roosevelt, Ho Chi Minh, and De Gaulle in a World at War*, Oslo, International Peace Research Institute, 1991, p. 126 ; A. Patti, *Why Viet Nam ?*, *op. cit.*, p. 248.

24. J.-M. Le Page et É. Tenenbaum, « The "Unquiet Allies" : French and American Intelligence Relations During the First Indochina War, 1950-54 », *Studies in Intelligence*, septembre 2011, vol. 55, n° 3, p. 25-37.

25. A. Bank, *From OSS to Green Berets : The Birth of Special Forces*, Novato, CA, Presidio, 1986, p. 112-123 ; J. Sassi, *Opérations spéciales*, *op. cit.*, p. 118-121.

26. SHD, 7U3006, « Renseignements concernant les opérations d'Indochine en 1944-1946 », non daté.

27. I. Cadeau, *La Guerre d'Indochine : de l'Indochine française aux adieux à Saigon*, Paris, Tallandier, 2015, p. 144-150.

28. SHD, 10H 448, Note de service n° 1011/P, 1^er février 1947.

29. M. P. Finch, *A Progressive Occupation ?*, *op. cit.*

30. I. Cadeau, *La Guerre d'Indochine*, *op. cit.*, p. 208-214.

31. Q. Zhai, « Transplanting the Chinese Model : Chinese Military Advisers and the First Vietnam War, 1950-1954 », *Journal of Military History*, 1993, vol. 57, nº 4, p. 689-715.

32. G. Uhlmann, « Land of Five Withouts », *Far Eastern Survey*, mai 1943, vol. 12, nº 9, p. 86-89.

33. Ton That Thien, « Bases-arrière et stratégie révolutionnaire en Asie du Sud-Est (1945-1975) », *Relations internationales*, 1983, nº 36, p. 445-467.

34. B. Fall, *Street without Joy*, Harrisburg, Pa., Stackpole, 1961, p. 33.

35. Department of Defense, *The Pentagon Papers : the Defense Department History of United States Decision-Making on Vietnam*, Senator Gravel Edition, Boston, Ma., Beacon Press, 1971, vol. I, p. 29-42.

36. AMAE, 91QO/129, « Télégramme de Pignon au ministre des Affaires Étrangères », 30 novembre 1949.

37. R. H. Spector, *Advice and Support : The Early Years, 1941-1960*, Washington, DC, Center for Military History, 1985, p. 105.

38. *Ibid.*, p. 116-120.

39. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Oral Report by Ambassador-at-Large Philip C. Jessup upon his return from the East », 3 avril 1950, p. 70.

40. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Oral Report by Philip C. Jessup », *op. cit.*, p. 71.

41. NARA, RG59, CDF, box 3690, 751G.5 MAP/6-2050, Telegram nº 492, 20 juin 1950 ; FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, State to the Legation at Saigon, 1er juillet 1950, p. 834.

42. SHD, 10H 608, « Lettre de M. du Gardier (haut-commissariat) à M. Baeyens, directeur d'Asie-Océanie », 17 novembre 1950 ; T. de Saint Phalle, *Saints, Sinners and Scalawags : A Lifetime in Stories*, Brookline, NH, Hobblebush Books, 2004, p. 291.

43. *Ibid.*, p. 304.

44. SHD, 10H 2286, « Compte rendu sur les possibilités d'organisation des partisans », 27 novembre 1947.

45. SHD, 10H 608, « Extrait d'une lettre de M. du Gardier », *op. cit.*, p. 2.

46. AN, Papiers Letourneau, 96AJ/13, « Télégrammes de Pignon à Letourneau », 16, 17, 24 novembre, 9 et 11 décembre 1950.

47. SHD, 10H 266, Fiche I – Action, *op. cit.* ; FRUS, *1945-1950, The Emergence of the Intelligence Community*, document 324, 11 septembre 1947.

48. M. David, *Guerre secrète en Indochine*, Panazol, Lavauzelle, 2002, p. 59.

49. SHD, 3K 60, « Témoignage oral du général Paul Aussaresses », réalisé le 24 juillet 2000, entretien nº 6, pl. 1.

50. Mémorandum issu des archives Desfarges, cité *in* M. David, *Guerre secrète en Indochine*, *op. cit.*, p. 60.

51. « Télégramme à François Valentin », 19 avril 1951, cité in J. Lattre de Tassigny, *La Ferveur et le sacrifice. Indochine 1951. Archives personnelles du Maréchal de Lattre de Tassigny*, Paris, Plon, 1987, p. 234.

52. SHD, AI 8 Z 239, « Témoignage oral du général Maurice Belleux », Bande 3, Face A, non daté.

53. SHD, 10H 266, Fiche I – Action, *op. cit*.

54. M. David, *Guerre secrète en Indochine*, *op. cit.*, p. 65 ; C. Faure, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004, p. 229-230.

55. SHD, 1KT 242, Fonds Roger Trinquier, « Rapport du LCL Trinquier sur l'action menée en Indochine par le GMI », 9 juin 1955.

56. D. Puy-Montbrun, *L'Honneur de la guerre*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 136-137.

57. SHD, 1KT 242, Fonds Trinquier, « Rapport sur l'action menée en Indochine par le GMI », 9 juin 1955.

58. Sur ces points, lire A. W. McCoy, *The Politics of Heroin in Southeast Asia*, New York, Harper & Row, 1972, p. 159 ; M. David, *Guerre secrète en Indochine*, *op. cit.*, p. 348 ; J.-M. Le Page, *Les Services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau monde, 2012, p. 104-111.

59. SHD, 1KT 242, Fonds Trinquier, « Rapport sur l'action menée en Indochine par le GMI ».

60. SHD, 10H 189, « Rapport d'activité du GCMA pour le 3e trimestre 1953 » ; voir aussi M. David, « Un maquis français au Laos en 1953-1954 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1994, nº 176, p. 82.

61. SHD, 10H 266, Fiche I – Action, *op. cit.*, p. 2.

62. SHD, 10H 266, « Services spéciaux américains en Indochine », 10 mai 1952.

63. CAC, Fonds Pierre Bolotte, carton 5, « Synthèse sur les activités américaines en Indochine », 12 mai 1952.

64. R. H. Spector, *Advice and Support*, *op. cit.*, p. 184. Sur l'implantation de la compagnie de Chennault en Indochine, lire P. Journoud, « La CAT/Air America dans les guerres d'Indochine, ou le rôle d'une compagnie aérienne privée secrètement détenue par la CIA », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2010, vol. 238, nº 2, p. 129.

65. T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo : Covert Actions in South Vietnam, 1954-1963*, Washington, DC, Center for the Study of Intelligence, 2000, p. 14.

66. SHD, 10H 266, Fiche I – Action, *loc. cit.*

67. P. Dabezies, « Réflexions sur une expérience », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1992, nº 168, p. 99-100.

68. B. Fall, « A Portrait of the "Centurion" (préface) », *in* Roger Trinquier, *Modern Warfare*, traduit par Daniel LEE, New York, Praeger, 1964, p. XIII ; J. Prados, *Safe for democracy*, *op. cit.*, p. 141.

69. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques. 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes, 2005, p. 209 et suiv.

70. C. E. Goscha, *Vietnam. Un État né de la guerre 1945-1954*, *op. cit.*, p. 59.

71. SHD, 3K 27, Témoignage oral du général Georges Buis, réalisé le 13 mars 1998, entretien nº 5, pl. 8.

72. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif », op. cit.*, p. 254-255.

73. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Gullion to the Secretary of State », 8 avril 1950, p. 773-774.

74. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Gullion to the Secretary of State », 6 mai 1950, p. 808.

75. NARA, RG59, CDF, box 3690, Telegram No. 703, « Heath to Acheson », 28 octobre 1950.

76. FRUS, *1951*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Minutes of Meeting », 17 septembre 1951, p. 511.

77. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*, *op. cit.*, p. 258.

78. SHD, 7U 291, « Questionnaire de l'EMC », 10 mars 1952.

79. SHD, 10H 299, « Lettre du colonel Clément à M. le Ministre des États associés », 17 juillet 1952.

80. SHD, 10H 299, « Projet de note pour un Service d'étude et d'orientation psychologique », 18 juillet 1952.

81. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*, *op. cit.*, p. 261.

82. FRUS, *1952-1954*, vol. XIII : *Indo-China*, « Heath to the Department of State », 20 septembre 1952, p. 259 ; HILA, Lansdale Papers, box 35, « Present Status and Attitude Toward Psychological Warfare », 27 juin 1953.

83. SHD, 10H 299, « Lettre à SE Nguyên Van Tam, président du gouvernement du Vietnam », 22 juillet 1952.

84. HILA, Lansdale Papers, box 35, « PsyWar », non daté.

85. HILA, Lansdale Papers, box 35, « Psychological Warfare », annexe au mémorandum, non daté.

86. SHD, 10H 4309, « Stage de guerre psychologique aux USA », 24 avril 1953. Sur la création du PWC, lire A. H. Paddock, *US Army Special Warfare. Its Origins. Psychological and Unconventional Warfare, 1941-1952*, Washington, DC, National Defense University Press, 1982, p. 84.

87. R. Salan, *Mémoires*, vol. 2 : *Le Viet-minh, mon adversaire*, Paris, Presses de la Cité, 1971, p. 438.

88. P. Gubry (dir.), *Population et développement au Viêt-nam*, Paris, Karthala, Centre français sur la population et le développement, 2000, p. 49.

89. J. Valette, *La Guerre d'Indochine, 1945-1954*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 124-129.

90. *Ibid*., p. 128.

91. J. Leroy, *Fils de la rizière*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 106.

92. *Ibid.*, p. 126-127.

93. F. Gérin-Roze, « La vietnamisation : la participation des autochtones à la guerre d'Indochine », *in* Maurice Vaïsse (dir.), *L'Armée française en Indochine*, Paris, Complexe, 2000, p. 137-149 ; J. Dalloz (dir.), *Dictionnaire de la guerre d'Indochine*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 140-141.

94. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, « Memorandum of conversation », 18 juin 1950, p. 830.

95. NARA, RG59, CDF, 751G.00/8-2550, « Visit to An-Hoa Island », 25 août 1950.

96. CAC, Fonds Pierre Bolotte, carton 5, « Synthèse sur les activités américaines en Indochine », mai 1952.

97. SHD, 10H 6035, « Organisation du Groupement d'UMDC à Phát Diệm », 24 novembre 1949.

98. SHD, 10H 2286, « Instruction provisoire sur le statut du partisan indochinois », 29 janvier 1948.

99. SHD, 10H 2286, « Directives concernant l'emploi des partisans civils », 22 octobre 1948.

100. SHD, 10H 3566, « Emploi des Auto-défenses », 30 novembre 1951.

101. SHD, 10H 3566, « Pacification et attributions administratives des commandants de quartier », 20 juin 1950.

102. A. Souyris, « Un procédé de contre-guérilla : l'autodéfense des populations », *Revue Défense nationale*, juin 1956, vol. 12, p. 689.

103. SHD, 10H 2251, « Instruction générale sur l'œuvre de pacification dans le Delta », 2 juin 1952.

104. J.-M. Le Page, « Le Tonkin, laboratoire de la « pacification » en Indochine ? », *Revue historique des armées*, 2007, nº 248, p. 116-125.

105. SHD, 10H 238, « Exposé de Le Tan Nam au Comité franco-vietnamien de pacification », 18 septembre 1952.

106. SHD, 10H 176, « Lettre du général commandant les FTNV au ministre des États associés », 4 mai 1952.

107. SHD, Note de service, 14 avril 1951 ; J.-M. Le Page, *Les Services secrets en Indochine*, *op. cit.*, p. 294.

108. SHD, 10H 176, « Instruction sur la conduite de l'âction politique dans le cadre de la pacification », 23 mars 1952.

109. *Ibid.*, p. 2.

110. J. B. Bartholomees, « Theory of Victory », *Parameters*, 2008, vol. 38, nº 2, p. 25-36.

111. C. Lacheroy, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, Paris, Lavauzelle, 2003 ; A.-C. Schmidt-Trimborn, « Introduction », *in* A.-C. Schmidt-Trimborn (dir.), *Charles Lacheroy : discours et conférences*, Metz, Centre universitaire lorrain d'histoire, 2012, p. 6-43.

112. G. Périès, *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la doctrine de la « guerre révolutionnaire » au sein de l'armée française, 1944-1960*, thèse de doctorat sous la dir. de J. Largoye, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1999, p. 403.

113. SHD, 12T 65, « Une arme du Viêt-minh : les hiérarchies parallèles », novembre 1952.

Chapitre 7. Les fantômes de Diên Biên Phu (1954-1960)

1. FRUS, *1952-1954*, vol. XIII : *Indochina*, « Bonsal to the Ambassador at Saigon (Heath) », 22 janvier 1954, p. 994.

2. FRUS, *1952-1954*, vol. XIII : *Indochina*, « Meeting of the President Special Committee », 29 janvier 1954, p. 1006.

3. FRUS, *1951*, vol. VI : *East Asia and the Pacific (part 2)*, 03.11/9-1951, « Lt. Col. Edward Lansdale », 19 septembre 1951, p. 1566. Lire aussi E. E. Hedman, « Late Imperial Romance : Magsaysay, Lansdale and the Philippine-American "Special Relationship" », *Intelligence and National Security*, 1999, vol. 14, nº 4, p. 181-194.

4. LBJL, Oral History Collection, Transcript, Edward G. Lansdale, « Interview I, par Ted Gittinger », 5 juin 1981, Tape I, p. 7 ; E. Lansdale, *In the Midst of Wars. An American's Mission to Southeast Asia*, New York, Harper & Row, 1972, p. 126-127 ; J. Nashel, *Edward Lansdale's Cold War*, Amherst, MA., University of Massachusetts Press, 2005, p. 78.

5. SHD, 10H 270, « Activité étrangères », « Rapport du directeur des services français de sécurité », nº 26, juin 1954.

6. T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo : Covert Actions in South Vietnam, 1954-1963*, Washington, DC, Center for the Study of Intelligence, 2000, p. 15.

7. « Lansdale Team's Report on Covert Saigon Mission », document 93 *in* Department of Defense, *The Pentagon Papers : the Defense Department History of United States Decision-Making on Vietnam*, Senator Gravel Edition, Boston, Ma., Beacon Press, 1971, vol.I, p. 573-581 ; T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo*, *op. cit.*, p. 16-17.

8. Department of Defense, *The Pentagon Papers*, *op. cit.*, p. 574.

9. « Lansdale Team's Report on Covert Saigon Mission », *op. cit.*, p. 575

10. DNSA, item nº VI00271, « General Vy », 12 mai 1955.

11. « Lansdale Team's Report on Covert Saigon Mission », *op. cit.*, p. 575.

12. SHD, 10H 266, Note de service nº 314, 1er août 1954.

13. M. David, *Guerre secrète en Indochine*, Panazol, Lavauzelle, 2002, p. 364 ; J. Sassi, *Opérations spéciales : 20 ans de guerres secrètes*, Paris, Nimrod, 2009, p. 210.

14. A. W. McCoy, *The Politics of Heroin in Southeast Asia*, New York, Harper & Row, 1972, p. 166.

15. E. Lansdale, *In the Midst of Wars*, *op. cit.*, p. 137.

16. « Lansdale Team's Report on Covert Saigon Mission », *op. cit.*, p. 578 ; *ibid.*, p. 136-138.

17. R. Phillips, *Why Vietnam Matters : an Eyewitness Account of Lessons not Learned*, Annapolis, MD, Naval Institute Press, 2008, p. 11.

18. Entretien avec Rufus Phillips, Arlington, VA, 13 mars 2012.

19. C.T. L. Tran, *Les Catholiques vietnamiens pendant la Guerre d'indépendance, 1945-1954 : entre la reconquête coloniale et la résistance communiste*, thèse de doctorat sous la dir. de Raoul Girardet, Institut d'études politiques de Paris, 1997.

20. T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo*, *op. cit.*, p. 38-40 ; S. Jacobs, *Cold War Mandarin : Ngo Dinh Diem and the Origins of America's war in Vietnam, 1950-1963*, Lanham, Md, Rowman & Littlefield Publishers, 2006, p. 15-58 ; E. G. Miller, *Misalliance : Ngo Dinh Diem, the United States, and the fate of South Vietnam*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2013, p. 95-100.

21. P. Ely, *Mémoires. L'Indochine dans la tourmente*, Paris, Plon, 1964, p. 221.

22. SHD, 10H 346, « Étude pour l'action psychologique commune France-USA en faveur du Vietnam national », novembre 1954.

23. SHD, 10H346, « Action psychologique au Vietnam en collaboration avec les USA », 30 novembre 1954.

24. « Lansdale Team's Report on Covert Saigon Mission », *op. cit.*, p. 582.

25. P. Journoud, *Les Relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975. De la défiance dans la guerre à la coopération pour la paix*, thèse de doctorat sous la dir. de R. Frank, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 2007, p. 215.

26. R. B. Frankum, *Operation Passage to Freedom : the United States Navy in Vietnam, 1954-1955*, Lubbock, Texas Tech University Press, 2007, 251 p.

27. P. Journoud, *Les Relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam*, *op. cit.*, p. 219.

28. SHD, 10H346, « Action psychologique au Vietnam en collaboration avec les USA », *op. cit.*, p. 2.

29. K. C. Statler, *Replacing France the Origins of American Intervention in Vietnam*, Lexington, University Press of Kentucky, 2007, p. 183-216.

30. K. C. Statler, *Replacing France the Origins of American Intervention in Vietnam*, *op. cit.* ; D. L. Anderson, *Trapped by Success : the Eisenhower Administration and Vietnam, 1953-1961*, New York, Columbia University Press, 1991 ; E. G. Miller, *Misalliance*, *op. cit.* ; L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine, 1945-1957*, Paris, Indes savantes, 2013.

31. J. Leroy, *Fils de la rizière*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 245.

32. Lansdale affirme dans ses mémoires avoir entretenu des relations amicales avec Leroy, *in* E. Lansdale, *In the Midst of Wars*, *op. cit.*, p. 295. Ce dernier semble en revanche lui avoir gardé rancune, *in* J. Leroy, *Fils de la rizière*, *op. cit.*, p. 253.

33. E. Lansdale, *In the Midst of Wars*, *op. cit.*, p. 147.

34. FRUS, *1952-1954*, vol. XIII : *Indochina*, « The Chargé at Saigon to the Department of State », 20 juin 1954, p. 1722.

35. *Ibid.*, p. 1724.

36. J. Leroy, *Fils de la rizière*, *op. cit.*, p. 269. Lire aussi L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 321-331 ; E. G. Miller, *Misalliance*, *op. cit.*, p. 95-107.

37. L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 331-342.

38. AMAE, 150QO/44, « Accord au sujet de la mise sur pied des armées vietnamiennes », 13 décembre 1954.

39. E. Lansdale, *In the Midst of Wars*, *op. cit.*, p. 216.

40. R. H. Spector, *Advice and Support : The Early Years, 1941-1960*, Washington, DC, Center for Military History, 1985, p. 241.

41. TTU/VVA, Victor J. Croizat Collection, item nº 0650101004, « LCL Croizat to General L. C. Shepherd », 11 juin 1955.

42. V. J. Croizat, *Journey Among Warriors. The Memoirs of a Marine*, Shippensburg, White Mane, 1997, p. 202-204.

43. « Lansdale Team's Report on Covert Saigon Mission », *op. cit.*, p. 582.

44. Entretien avec Rufus Phillips, Arlington, VA, 13 mars 2012.

45. Rufus Phillips, *Why Vietnam Matters*, *op. cit.*, p. 54-55.

46. FRUS, *1955-1957*, vol. I : *Vietnam*, document 2, « Memo from Lansdale to Collins », 3 janvier 1955, p. 5.

47. T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo*, *op. cit.*, p. 77-79 ; L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 331-342.

48. R. Phillips, *Why Vietnam Matters*, *op. cit.*, p. 32.

49. *Ibid.*, p. 54.

50. E. Lansdale, *In the Midst of Wars*, *op. cit.*, p. 210-213 ; R. Phillips, *Why Vietnam Matters*, *op. cit.*, p. 74-81 ; E. G. Miller, *Misalliance*, *op. cit.*, p. 195-197.

51. Courrier électronique de Thomas Ahern à l'auteur, 3 juin 2013.

52. J. Nashel, *Edward Lansdale's Cold War*, *op. cit.*, p. 49.

53. T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo*, *op. cit.*, p. 28.

54. FRUS, *1955-1957*, vol. I : *Vietnam*, document 286, « Memorandum for the Record », Washington, 27 janvier 1956, p. 614.

55. FRUS, *1952-1954*, vol. XIII : *Indochina*, « Ambassador in Vietnam to the Department of State », 10 novembre 1954, p. 2231.

56. T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo*, *op. cit.*, p. 28-29.

57. R. Phillips, *Why Vietnam Matters*, *op. cit.*, p. 20. Sur l'opération *Atlante*, se reporter à l'ouvrage de référence de M. Grintchenko, *L'Opération Atlante : les dernières illusions de la France en Indochine*, Paris, ISC Economica, 2008.

58. R. Phillips, *Why Vietnam Matters*, *op. cit.*, p. 27.

59. Entretien avec Rufus Phillips, Arlington, VA, 13 mars 2012.

60. TTU/VVA, Douglas Pike Collection, item nº 2321726007, « Pacification in Vietnam », 15 juillet 1958.

61. HILA, Bohannan papers, box 34, « Operation Brotherhood with O. Arellano at Palace with President Ngo », juin 1955 ; « Lansdale Team's Report on Covert Saigon Mission », *op. cit.*, p. 576 ; T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo*, *op. cit.*, p. 52.

62. TTU/VVA, Douglas Pike Collection, item nº 2321726007, « Pacification in Vietnam », *op. cit.*

63. HILA, Bohannan papers, box 28, « Freedom Co. Philippines and Philippines-Vietnam Veterans », Memorandum, non daté.

64. N. D. Valeriano et C.T. R. Bohannan, *Counter-Guerrilla Operations : the Philippine Experience*, Westport, CT, Praeger Security International, 1962, 228 p.

65. LBJL, Oral History Project, Interview with Edward G. Lansdale, by Ted Gittinger, 5 mai 1981, Tape I, p. 35 ; R. Phillips, *Why Vietnam Matters*, *op. cit.*, p. 25.

66. FRUS, *1955-1957*, vol. I : *Vietnam*, document 343, « Memorandum for the Department of Defense », 22 août 1956, p. 735.

67. Entretien avec Paul Harwood, 18 octobre 1989, cité *in* T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo*, *op. cit.*, p. 52.

68. J. Nashel, *Edward Lansdale's Cold War*, *op. cit.*, p. 128 et suiv.

69. P. Grosser, « La France et la défense de l'Indochine après les accords de Genève », *in* C. E. Goscha et Karine Laplante (dir.), *L'Échec de la paix en Indochine. 1954-1962*, Paris, Les Indes savantes, 2010, p. 149-157 ; L. Cesari, *Le Problème diplomatique de l'Indochine*, *op. cit.*, p. 466-469.

70. AMAE, 150QO/38, « Télégramme nº 4-5, de l'ambassadeur de France Henri Hoppenot à la direction AO », 2 janvier 1956.

71. AMAE, 150QO/38, « Stagiaires militaires vietnamiens en France », 13 juillet 1956.

72. AMAE, 150QO/38, télégramme nº 297, 20 janvier 1956.

73. AMAE, 150QO/38, télégramme nº 726-28, 21 janvier 1956.

74. AMAE, 150QO/44, « Activités et politique militaires américaines », 21 juin 1957.

75. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification in South Vietnam*, Washington, DC, Center for the Study of Intelligence, 2001, p. 21. R. H. Spector, *Advice and Support*, *op. cit.*, p. 296.

76. L.-H. T. Nguyen, *Hanoi's War : an International History of the War for Peace in Vietnam*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2012, p. 17-49. D.W. P. Elliott, *The Vietnamese War. Revolution and Social Change in the Mekong Delta, 1930-1975*, Armonk, NY, M. E. Sharpe, 2007, p. 111-137.

77. AMAE, 150QO/44, « Départ du général Williams », 30 août 1960.

78. FRUS, *1958-1960*, vol. I : *Vietnam*, document 78, « Vietnam », 4 juin 1959, p. 206.

79. SHD, 1R 242, « Aide à l'instruction dans les écoles militaires Khmère et Lao », 6 août 1959.

80. L. Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos. 1954-1967*, Arras, Artois Presses Université, 2007, p. 40-89.

81. C. Carichon, *Jean Deuve, le seigneur de l'ombre. Services secrets, 1944-1978*, Perpignan, Artège, 2012, p. 230 ; L. Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos*, *op. cit.*, p. 138. Sur l'action de Deuve, lire J. Deuve, *La Guerre secrète au Laos contre les communistes, 1955-1964*, Paris, Harmattan, 1995, 311 p.

82. L. Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos*, *op. cit.*, p. 51.

83. M. David, *Guerre secrète en Indochine*, *op. cit.*, p. 365 ; J. Sassi, *Opérations spéciales*, *op. cit.*, p. 226-251.

84. FRUS, *1955-1957*, vol. XXI : *East Asian security*, document 297, 31 mai 1955, p. 656.

85. FRUS, *1955-1957*, vol. XXI : *East Asian security*, document 336, « Auto-defense Forces in Laos », 10 janvier 1956, p. 732.

86. FRUS, *1958-1960*, vol. XVI : *East Asia Pacific Region*, document 193, 20 août 1958, p. 475. Lire aussi P. Grosser, « La France et la défense de l'Indochine après les accords de Genève », *op. cit.*, p. 154-157.

87. FRUS, *1958-1960*, vol. XVI : *East Asia Pacific Region*, document 213, « New Plan for Supporting Laos », 17 février 1959, p. 508 ; K. Finlayson, « Operation White Star : Prelude to Vietnam », *Special Warfare*, juin 2002, vol. 15, nº 2, p. 48-41.

88. SHD, 1R 242, « Instruction militaire pour le Laos » 6 juillet 1959, p. 2.

89. SHD, 1R 242, « Fiche à l'attention de M. le Ministre », 18 juin 1960.

90. L. Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos*, *op. cit.*, p. 292-295.

91. TTU/VVA, Bill Lair Collection, item nº OH0200, Interview de Bill Lair par S. Maxner, 11 décembre 2001, p. 147.

92. D. Fineman, *A Special Relationship : the United States and Military Government in Thailand, 1947-1958*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1997, p. 182-184.

93. Lire A. W. McCoy, *The Politics of Heroin in Southeast Asia*, *op. cit.*, p. 310-360.

94. Entretien téléphonique avec Stuart Methven, 8 mai 2009.

95. K. Finlayson, « Operation White Star : Prelude to Vietnam », *op. cit.*, p. 51. T. L. Ahern, *Undercover Armies : CIA and Surrogate Warfare in Laos, 1961-1973*, Washington, DC, Center for the Study of Intelligence, 2006, p. 12 ; J. Hamilton-Merritt, *Tragic Mountains : the Hmong, the*

Americans, and the secret wars for Laos, 1942-1992, Bloomington, Indiana University Press, 1993, p. 51-56 ; R. Warner, *Back Fire. The CIA's Secret War in Laos and its Links to the Vietnam War*, New York, Simon and Schuster, 1995, p. 42-43.

96. J. Hamilton-Merritt, *Tragic Mountains*, *op. cit.*, p. 64-66. T. L. Ahern, *Undercover Armies*, *op. cit.*, p. 29-31.

97. T. Castle, *At War in the Shadow of Vietnam. US Military Aid to the Royal Lao Government, 1955-1975*, New York, Columbia University Press, 1993, p. 40.

98. D. Blaufarb, *Organizing and Managing Unconventional War in Laos. 1962-1970*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1972, p. 34 ; J. Hamilton-Merritt, *Tragic Mountains*, *op. cit.*, p. 322 et suiv.

Chapitre 8. L'école de Malaisie (1948-1960)

1. B. Valeyre, *« Gagner les cœurs et les esprits ». Origine historique du concept et application actuelle en Afghanistan*, Paris, Centre de doctrine et d'emploi des forces, 2010.

2. D. H. Ucko, « The Malayan Emergency : The Legacy and Relevance of a Counter-Insurgency Success Story », *Defence Studies*, 2010, vol. 10, nº 1-2, p. 13-39.

3. K. Hack, *Defence and Decolonisation in Southeast Asia : Britain, Malaya and Singapore 1941-1967*, Richmond, Curzon, 2001, p. 129 ; D.T.-K. Wong, « Malaysia during the Early Cold War Era : the War in Indochina and Malaya, 1946-1963 », *in* C. E. Goscha et Christian F. Ostermann (dir.), *Connecting Histories : Decolonization and the Cold War in Southeast Asia, 1945-1962*, Stanford, CA, Stanford Universty Press, 2009, p. 258-274.

4. C. G. Cruickshank, *SOE in the Far East*, Oxford, Oxford University Press, 1983 ; F. S. Chapman, *The Jungle is Neutral. A Soldier's Two-year Jungle Escape from the Japanese Army*, Guilford, CT, Lyons, 1948.

5. N. Tarling, *Britain, Southeast Asia and the Onset of the Cold War, 1945-1950*, New York, NY, Cambridge University Press, 1998, p. 209-211 ; P. Lowe, *Contending with Nationalism and Communism : British Policy towards South-East Asia, 1945-65*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, p. 13-18.

6. Z. Shen et Y. Xia, « Leadership Transfer in the Asian revolution : Mao Zedong and the Asian Cominform », *Cold War History*, 2013, p. 13.

7. R. Stubbs, « From Search and Destroy to Hearts and Minds. The Evolution of British Strategy in Malaya 1948-60 », *in* Daniel Marston et Carter Malkasian (dir.), *Counterinsurgency in Modern Warfare*, Oxford, Osprey Publishing, 2011, p. 114 ; K. Hack, « Everyone Lived in Fear : Malaya and the British Way of Counter-Insurgency », *Small Wars & Insurgencies*, 28 septembre 2012, vol. 23, nº 4-5, p. 671-699.

8. L. Comber, « The Origins of the Cold War in Southeast Asia : The Case of the Communist Party of Malaya (1948-1960). A Special Branch Perspective », *Kajian Malaysia*, 2009, vol. 27, nº 1-2, p. 39-60.

9. T. Jones, *SAS : The First Secret Wars : The Unknown Years of Combat and Counter-Insurgency*, Londres, I. B. Tauris, 2005, p. 138.

10. Ton That Thien, « Bases-arrière et stratégie révolutionnaire en Asie du Sud-Est (1945-1975) », *Relations internationales*, 1983, nº 36, p. 453.

11. A. J. Stockwell, « Insurgency and Decolonisation during the Malayan Emergency », *The Journal of Commonwealth & Comparative Politics*, mars 1987, vol. 25, nº 1, p. 71-81 ;

A. J. Stockwell, « Malaysia : The Making of a Neo-Colony ? », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, mai 1998, vol. 26, nº 2, p. 138-156.

12. TNA, CO 537/5068, « Gurney to Colonial Secretary », 30 mai 1949.

13. D. French, *The British Way in Counter-Insurgency, 1945-1967*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 79-82.

14. R. Sunderland, *Organizing Counterinsurgency in Malaya, 1947-1960*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1964, p. 43.

15. R. Gregorian, « "Jungle Bashing" in Malaya », *op. cit.*, p. 339-342.

16. Cité *in* D. Marston, « Lost and Found in the Jungle. The Indian and British Army Jungle Warfare Doctrines for Burma, 1943-5, and the Malayan Emergency, 1948-60 », *in* Hew Strachan (dir.), *Big Wars and Small Wars : The British Army and the Lessons of War in the Twentieth Century*, New York, Routledge, 2006, p. 97.

17. R. Gregorian, « "Jungle Bashing" in Malaya : Towards a Formal Tactical Doctrine », *Small Wars & Insurgencies*, 1994, vol. 5, nº 3, p. 338-359 ; R. Stubbs, « From Search and Destroy to Hearts and Minds », *op. cit.*

18. TNA, WO 291/1654, « Operational research in Malaya », Memorandum No. 8, 22 février 1951.

19. IWM, Calvert papers, Interview nº 9989, Reel 1 ; voir aussi D. Rooney, *Mad Mike : A Life of Brigadier Michael Calvert*, Barnsley, Pen & Sword, 2006, p. 135 ; T. Jones, *SAS : The First Secret Wars*, *op. cit.*, p. 145 ; A. Mackenzie, *Special Force : the Untold Story of 22nd Special Air Service Regiment (SAS)*, Londres, I. B. Tauris, 2011.

20. TNA, WO 279/241, Director of Operations, *ATOM*, *op. cit.*, Foreword to the First edition.

21. TNA, WO 279/241, Director of Operations, *The Conduct of Anti-Terrorist Operations in Malaya (ATOM)*, Kuala Lumpur, Government Press by H. T. Ross, 1958. La première édition date de 1952.

22. R. Allason, *The Branch : A History of the Metropolitan Police Special Branch, 1883-1983*, Londres, Secker & Warburg, 1983.

23. L. Comber, *Malaya's Secret Police 1945-60 : The Role of the Special Branch in the Malayan Emergency*, Clayton, Monash University Press, 2008, p. 64. G. Sinclair et C. A. Williams, « "Home and Away" : The Cross-Fertilisation between "Colonial" and "British" Policing, 1921-85 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, juin 2007, vol. 35, nº 2, p. 221-238.

24. TNA, CO 537/7300, « Political Development of the Min Yuen (People's Movement) Organisation », 17 juillet 1951.

25. TNA, CO 1022/5, Directive No. 21, 24 avril 1952 ; Leon Comber, *Malaya's Secret Police 1945-60*, *op. cit.*, p. 205.

26. R. Sunderland, *Army Operations in Malaya, 1947-1960*, *op. cit.*, p. 61.

27. K. Hack, « British Intelligence and Counter-Insurgency in the Era of Decolonisation », *op. cit.*, p. 133.

28. H. Bennett, « "A very salutary effect" : The Counter-Terror Strategy in the Early Malayan Emergency, June 1948 to December 1949 », *Journal of Strategic Studies*, 2009, vol. 32, nº 3, p. 433 ; C. Hale, *Massacre in Malaya : exposing Britain's My Lai*, Stroud, The History Press, 2013, 432 p.

29. TNA, AIR 20/7777, « Lt. Gen. Sir Harold Briggs, Report on the Emergency in Malaya », 1951, p. 17-18.

30. E. van Heyningen, « The Concentration Camps of the South African (Anglo-Boer) War, 1900-1902 », *History Compass*, 2009, vol. 7, nº 1, p. 22-43 ; K. Surridge, « An Example to be Followed or a Warning to be Avoided ? The British, Boers, and Guerrilla Warfare, 1900-1902 », *Small Wars & Insurgencies*, 2012, vol. 23, nº 4-5, p. 608-626.

31. D. French, *The British Way in Counter-Insurgency, 1945-1967*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 117.

32. TNA, WO 291/1670, « A Comparative study of the Emergencies in Malaya and Kenya », 6 juin 1957, p. 32.

33. R. Sunderland, *Resettlement and Food Control in Malaya*, *op. cit.*, p. 63.

34. R. Sunderland, *Winning the Hearts and Minds of the People in Malaya, 1948-1960*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1964, p. 20.

35. S. L. Carruthers, *Propaganda, Publicity and Political Violence : The Presentation of Terrorism in Britain, 1944-60*, PhD dissertation, University of Leeds, 1994, p. 72 et suiv. ; R. Stubbs, « From Search and Destroy to Hearts and Minds », *op. cit.*

36. R. Stubbs, « The United Malays National Organization, the Malayan Chinese Association, and the Early Years of the Malayan Emergency, 1948-1955 », *Journal of Southeast Asian Studies*, 1979, vol. 10, n° 1, p. 77-88.

37. L. Comber, *Malaya's Secret Police 1945-60*, *op. cit.*, p. 158.

38. TNA, WO 291/1762, « Experiments in use of airborne loudspeaker : operation Hailer », non datée ; WO 291/1777, « Some notes on choice of broadcasts material for voice aircraft trials », 23 janvier 1954 ; S. Smith, « General Templer and Counter-Insurgency in Malaya : Hearts and Minds, intelligence, and Propaganda », *Intelligence and National Security*, septembre 2001, vol. 16, n° 3, p. 73.

39. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific,* 196.5 MAP/4-750 : Despatch No. 432, « The Chargé in the Philippines (Chapin) to the Secretary of State », secret, Manille, 7 avril 1950, p. 1433-1438.

40. TNA FO 371/84609, FZ 1198/22, « Record of a Meeting in the Foreign Office », 27 octobre 1950.

41. TNA, FO 371/92947, FP1192/1/G, « Lord Jellicoe to C. E. King », 6 février 1951.

42. TNA, FO 371/92947, FP1192/3/G, « Information passed to Lt. Col. Banzon, SIFE (MI5) », non daté.

43. TNA, FO 371/84609, F21198/16, « Employment of U. S. Army Personnel in Malaya », 16 octobre 1950

44. FRUS, *1950*, vol. VI : *East Asia and the Pacific*, 897.00TA/7-2850, Telegram, « The Secretary of State to the Consulate General at Singapore », Secret, Washington, 7 août 1950, p. 130-131.

45. WO 216/542, Letter from general Brownjohn (Vice Chief of the Imperial General Staff) to General Templer (High Commissioner), 1er septembre 1952.

46. TNA, WO 291/1680, Q8/53, « Notes on bandit problem in South Korea », 21 janvier 1953.

47. P. M. Linebarger, « They Call'Em Bandits in Malaya », *U. S. Army Combat Forces Journal*, 1951, n° 1, p. 29.

48. AMAE, 133QO/1, « Lettre du Consul général de France au haut-commissaire », 8 janvier 1949 ; voir aussi J.-M. Le Page, *Les Services secrets en Indochine*, Paris, Nouveau monde, 2012, p. 425-427.

49. SHD, 10H 704, « Rapport du capitaine Chavane de Dalmassy », 3 juin 1950.

50. SHD, 10H 704, D2, « Stages effectués par des officiers du CEFEO en Malaisie (1950-1954) ».

51. SHD, 10H 704, « Compte rendu de stage du capitaine Robert Ferry », 30 juillet 1952, p. 3-4.

52. SHD, 10H 704, « Compte rendu du capitaine Robert Ferry », *op. cit.*, p. 39.

53. SHD, 10H 704, « Compte rendu du capitaine Tercier », 6 novembre 1952.

54. SHD, 10T 945, « Compte rendu du capitaine Mousset », 25 mai 1951.

55. SHD, 10H 704, « Rapport du lieutenant Berthoumeau », 6 juin 1953.

56. SHD, 10H 704, « Rapport du capitaine Gourcenet », 29 novembre 1953.
57. *Ibid*., p. 1.
58. SHD, 10H 704, « Compte rendu du capitaine Robert Ferry », *op. cit.*, p. 25.
59. *Ibid.*, p. 31.
60. SHD, 10T 945, « Rapport du capitaine Sandrin », non daté.
61. SHD, 11Q 71, D1, « Organisation de la recherche opérationnelle dans les forces armées (1954-1961) ».
62. SHD, 10T 945, « Rapport de stage effectué en Malaisie du 2 au 23 avril 1951 ».
63. SHD, 10H 704, « Compte rendu du capitaine Tercier », *op. cit.*, p. 1.
64. *Ibid.*, p. 22.
65. *Ibid*. ; K. Ramakrishna, « "Bribing the Reds to Give Up" : Rewards Policy in the Malayan Emergency », *War in History*, 2002, vol. 9, nº 3, p. 332-353.
66. SHD, 10H 704, « Rapport du capitaine Gourcenet », *op. cit*., p. 5.
67. SHD, 10H 3243, « Mission franco-vietnamienne de guerre psychologique », 29 juillet 1953.
68. *Ibid.,* p. 3.
69. D. Puy-Montbrun, *L'Honneur de la guerre*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 141.
70. A. Mackenzie, *Special Force : the Untold Story of 22nd Special Air Service Regiment (SAS)*, *op. cit.*, p. 65.
71. « Des amis nous ont quittés », *Le Combattant. Journal des combattants de l'Union française, Indochine, Madagascar, Corée, Afrique du Nord et autres théâtres extérieurs*, mars 2009, vol. 58, nº 297, p. 16-17.
72. Organisation du traité pour la défense collective de l'Asie du Sud-Est, *OTASE. Les deux premières années (1955-1957)*, Paris, S.P.I., 1957, p. 7.
73. R. Lévy, « L'OTASE : est-ce un chiffon de papier ? », *Revue Défense nationale*, septembre 1958, vol. 14, p. 1367.
74. K. Hack, *Defence and Decolonisation in Southeast Asia*, *op. cit.*, p. 205.
75. TNA, CO 1030/170, D1642/1DG, A.A. W. Landymore to A.G Gilchrist », 17 février 1956.
76. FRUS, *1955-1957*, vol. X : *Foreign aid and economic defense policy*, document 1, « Memorandum from the Counselor of the Department of State », 11 janvier 1955, p. 1.
77. TNA, CO 1030/170, D1642/1DG, « Landymore to Gilchrist », *op. cit.*, p. 1.
78. *Ibid*.
79. K. Hack, *Defence and Decolonisation in Southeast Asia*, *op. cit.*, p. 23.
80. TNA, FO 371/135687, D1641/1, « Police Training in South East Asia, note by UK representative at SEATO Council », 24 janvier 1958 ; TNA, FO 371/129748, DV1641/1, General Oai wishes to study Police organisation in Malaya, 30 avril 1957.
81. TNA, FO 371/135687, D1641/3, « Sir Robert H. Scott to Sir John Nott-Bower », 28 février 1958.
82. *Ibid*.
83. TNA, FO 371/135687, D1641/9, « Police Training », 5 juillet 1958.
84. TNA, FO 371/135687, D1641/10, « Sir Robert Scott to Lord Selwyn Lloyd », 18 juillet 1958.
85. C. T. Cross, *Born a Foreigner : A Memoir of the American Presence in Asia*, Boulder [Colo.], Rowman & Littlefield Publishers, 1999, p. 121-122.
86. L. W. Pye, *Guerrilla Communism in Malaya : its Social and Political Meaning*, *op. cit.*
87. C. T. Cross, *Born a foreigner*, *op. cit.*, p. 117.
88. TTU/VVA, Ronald Rodeck Collection, box 1, folder 6, item nº 2620106001, « U. S. Army Special Warfare School », *Readings in Guerrilla Warfare*, Fort Bragg, NC, 1er décembre 1960 ;

A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 180.

89. CMH, Birtle papers, box 3 « British CI », « US forces benefits from British Anti-guerrilla Warfare in Malaya », 4 mars 1960.

90. TNA, FO 371/135687, D1641/3, « Sir Robert H. Scott to Sir John Nott-Bower », 28 février 1958.

91. CMH, Birtle personal collection, box 3 « British CI », « U. S. Military Forces Benefits Resulting from British Anti-guerrilla Warfare in Malaya », *op. cit.*, p. 2.

92. *Ibid.*, p. 2.

Chapitre 9. Décolonisation ou subversion ? (1953-1962)

1. C. von Clausewitz, *De la guerre*, traduit par Laurent MURAWIEC, Paris, Perrin, 2006, p. 28.

2. R. Ovendale, « Macmillan and the Wind of Change in Africa, 1957-1960 », *The Historical Journal*, 1995, vol. 38, n° 2, p. 455-477.

3. M. P. Bradley, « Decolonization, the Global South, and the Cold War, 1919-1962 », *in* M. P. Leffler et O. A. Westad (dir.), *The Cambridge history of the Cold War*, vol. I : *Origins*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 464-485.

4. G. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde : guérillas et socialismes*, Paris, Le Seuil, 1976.

5. C. Delmas, « L'Occident devant le "défi global" », *Revue Défense nationale*, mars 1959, vol. 15, p. 411.

6. I. Hall, « The Revolt against the West : Decolonisation and its Repercussions in British International Thought, 1945-75 », *The International History Review*, mars 2011, vol. 33, n° 1, p. 43-64.

7. O. A. Westad, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 8-16.

8. M. Connelly, *A Diplomatic Revolution : Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 42-64 ; J. L. Gaddis, *Strategies of Containment. A Critical Appraisal of American National Security Policy during the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. 174-181.

9. CIA/FOIA, Doc n° 0001166383, « The Break-up of the Colonial Empires and its Implications », 9 mars 1948.

10. J. L. Gaddis, *Strategies of Containment*, *op. cit.*, p. 175.

11. FRUS, *1955-1957*, vol. XXI : *East Asian Security*, document 8, « Telegram to Diplomatic Missions », 25 janvier 1955, p. 23.

12. J. C. Parker, « Small Victor, Missed Chance : The Eisenhower Administration, the Bandung Conference, and the Turning of the Cold War », *in* K. C. Statler et A. L. Johns (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Md, Rowman & Littlefield, 2006, p. 153-174 ; M. P. Bradley, « Decolonization, the Global South, and the Cold War, 1919-1962 », *op. cit.*, p. 481.

13. Liu Shaoqi, « The Opening Speech at the Asian and Australian Trade Union Delegates' Meeting (November 16, 1949) », in *Collected Works of Liu Shao-ch'i, 1945-1957*, Hong Kong, Union Research Institute, 1969, p. 179.

14. O. A. Westad, *Restless Empire : China and the World Since 1750*, New York, Basic Books, 2012, p. 325-330. P. Schneider, « Pékin à l'assaut du Tiers Monde », *Revue militaire d'information*,

avril 1960, nº 315, p. 17-26.

15. G. Pervillé, « Anticommunisme et décolonisation », *Communisme*, 2000, nº 62-63, p. 115-135.

16. F. Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002, p. 158.

17. « Views on Coexistence Idea in Washington », *The New York Times*, 17 novembre 1954, cité *in* V. Pettina, « The Shadows of Cold War over Latin America : the US Reaction to Fidel Castro's Nationalism, 1956-59 », *Cold War History*, 2010, p. 319.

18. L.-M. Chassin, « Vers un encerclement de l'Occident », *Revue Défense nationale*, mai 1956, vol. 12, p. 542-546.

19. S. Labin, « Les leçons de Paris, Tokyo et Genève », *Revue militaire générale*, octobre 1960, p. 327-341.

20. SHD, FV 666, « La guerre psychologique », conférence du commandant Lamberton, École d'état-major, 16e promotion, 1955.

21. SHD, 5Q 22, « Élaboration d'une politique commune contre les formes de guerre subversive », UEO, 25 octobre 1960.

22. A. Rahnama, *Behind the 1953 Coup in Iran : Thugs, Turncoats, Soldiers, and Spooks*, New York, NY, Cambridge University Press, 2014, p. 11-12.

23. A. Rahnama, *Behind the 1953 Coup in Iran*, *op. cit.* ; J. Callanan, *Covert Action in the Cold War : US Policy, Intelligence, and CIA Operations*, Londres ; New York, I. B. Tauris, 2010, p. 111-118.

24. B. Rubin, « Pan-Arab Nationalism : The Ideological Dream as Compelling Force », *Journal of Contemporary History*, 1991, vol. 26, 3/4, p. 535-551.

25. J. R. Vaughan, *The Failure of American and British Propaganda in the Middle East, 1945-1957 : Unconquerable Minds*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005, p. 115. H. W. Brands, *The Specter of Neutralism : the United States and the Emergence of the Third World, 1947-1960*, New York, Columbia University Press, 1989 ; P. L. Hahn, *The United States, Great Britain, and Egypt, 1945-1956 : Strategy and Diplomacy in the Early Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2008.

26. TNA, FO 371/108349, JE1022/3, « Relations between Egypt and the Soviet Bloc », 12 janvier 1954.

27. J. Hogard, « L'armée française devant la guerre révolutionnaire », *Revue Défense nationale*, janvier 1957, p. 78.

28. M. Connelly, « Rethinking the Cold War and Decolonization : The Grand Strategy of the Algerian War for Independence », *International Journal of Middle East Studies*, 2001, vol. 33, nº 2, p. 221-245.

29. G. Meynier, « Les Algériens vus par le pouvoir égyptien pendant la guerre d'Algérie d'après les mémoires de Fathi al Dib », *Cahiers de la Méditerranée*, nº 41, 1, 1990, p. 89-127.

30. M. B. Oren, « Escalation to Suez : The Egypt-Israel Border War, 1949-56 », *Journal of Contemporary History*, 1989, vol. 24, nº 2, p. 347-373 ; O. Almog, *Britain, Israel, and the United States, 1955-1958 : Beyond Suez*, Londres, Frank Cass, 2003, p. 20.

31. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 183-190 ; I. L. Gendzier, *Notes from the Minefield : United States Intervention in Lebanon and the Middle East, 1945-1958*, New York, Columbia University Press, 2006.

32. D. M. Witty, « A Regular Army in Counterinsurgency Operations : Egypt in North Yemen, 1962-1967 », *Journal of Military History*, avril 2001, vol. 65, nº 2, p. 401-439 ; C. Jones, « "Among Ministers, Mavericks and Mandarins" : Britain, Covert Action and the Yemen Civil War, 1962-64 », *Middle Eastern Studies*, 2004, vol. 40, nº 1, p. 99-126.

33. M. Connelly, « The French-American Conflict over North Africa and the Fall of the Fourth Republic », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1997, vol. 84, nº 315, p. 11-21 ; S. J. Blackwell, « A Transfer of Power ? Britain, the Anglo-American Relationship and the Cold War in the Middle East, 1957-1962 », *in* M. F. Hopkins, M. Kandiah et G. Staerck (dir.), *Cold War Britain, 1945-1964 : New Perspectives*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003, p. 168-179.

34. TNA, FO 371/121284, V10710/33, « Working Party on Information and Counter-Subversion », 21 mai 1956.

35. TNA, FO 371/121283, V10710/2, « Câble à Denis Allen », 24 janvier 1956.

36. A. Gorst et W. S. Lucas, « The Other Collusion : Operation Straggle and Anglo-American Intervention in Syria, 1955-56 », *Intelligence and National Security*, juillet 1989, vol. 4, nº 3, p. 576-595 ; S. Blackwell, « Saving the King : Anglo-American Strategy and British Counter-Subversion Operations in Libya, 1953-59 », *Middle Eastern Studies*, 2003, vol. 39, nº 1, p. 1-18 ; M. Jones, « The "Preferred Plan" : The Anglo-American Working Group Report on Covert Action in Syria, 1957 », *Intelligence and National Security*, 2004, vol. 19, nº 3, p. 401-415.

37. V. Pettina, « The Shadows of Cold War over Latin America », *op. cit.*, p. 323.

38. C. Forster, « "The Macondo of Guatemala" : Banana Workers and National Revolutions in Tiquisate, 1944-1954 », *in* S. Striffler et M. Moberg (dir.), *Banana Wars : Power, Production, and History in the Americas*, Durham, Duke University Press, 2003, p. 192 ; É. Dasso, « Aux origines du coup d'État de 1954 au Guatemala : le rôle de la United Fruit Company dans la préparation du soulèvement contre Jacobo Árbenz », *L'Ordinaire des Amériques*, 2008, nº 210, p. 175-192.

39. N. Cullather, *Secret history : the CIA's Classified Account of its Operations in Guatemala, 1952-1954*, Stanford, Calif, Stanford University Press, 1999, p. 74-91.

40. G. Grandin, *The Last Colonial Massacre : Latin America in the Cold War*, Chicago, University of Chicago Press, 2004.

41. J. Callanan, *Covert action in the Cold War*, *op. cit.*, p. 124.

42. FRUS, *1952-1954*, vol. I : *General Economic and Political matters*, « Foreign Operations », 21 octobre 1954, p. 790.

43. FRUS, *1955-1957*, vol. X : *Foreign Aid*, document 1, 11 janvier 1955, p. 2.

44. FRUS, *1955-1957*, vol. X : *Foreign Aid*, document 2, « Report of the NSC 1290-d », 16 février 1955, p. 6-7.

45. HILA, C. F. Sloane Papers, box 8, « Byron Engle and Joseph Miller Retire », mai 1973 ; W. Rosenau, *US Internal Security Assistance to South Vietnam. Insurgency, Subversion and Public Order*, New York, Routledge, 2005, p. 23-27.

46. D. M. Rempe, « An American Trojan Horse ? Eisenhower, Latin America, and the Development of US Internal Security Policy 1954-1960 », *Small Wars & Insurgencies*, 1999, vol. 10, nº 1, p. 34-64.

47. S. G. Rabe, « Eisenhower and Latin America », *in* C. J. Pach (dir.), *A Companion to Dwight D. Eisenhower*, Malden, MA, Wiley-Blackwell, 2017, p. 445.

48. D. M. Rempe, « The Origin of Internal Security in Colombia : Part I – A CIA Special Team Surveys La Violencia, 1959-60 », *Small Wars & Insurgencies*, 1999, vol. 10, nº 3, p. 24-61.

49. R. A. Karl, *Forgotten Peace : Reform, Violence, and the Making of Contemporary Colombia*, Oakland, California, University of California Press, 2017.

50. S. G. Rabe, « Eisenhower and Latin America », *op. cit.*, p. 437.

51. M. H. Morley, *Imperial State and Revolution : the United States and Cuba, 1952-1986*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 1987, p. 40-71 ; L. Schoultz, *That Infernal Little Cuban republic : the United States and the Cuban Revolution*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2009, p. 34-82.

52. V. Pettina, « The Shadows of Cold War over Latin America », *op. cit.*, p. 325-326.

53. M. J. Saldaña-Portillo, *The Revolutionary Imagination in the Americas and the Age of Development*, Durham, Duke University Press, 2003, p. 63-107.

54. DNSA, item nº CU00171, « Record of Paramilitary Action Against the Castro Government of Cuba », 5 mai 1961. Lire aussi H. Jones, *The Bay of Pigs*, New York, Oxford University Press, 2008.

55. DNSA, item nº CU00250, « "Institutional Planning, Operation Mongoose" by Gen. Lansdale », 13 mars 1962.

56. M. McClintock, *Instruments of Statecraft. U. S. Guerrilla Warfare, Counterinsurgency, and Counter-terrorism, 1940-1990*, New York, Pantheon Books, 1992, p. 203-207.

57. A. McPherson, « Cuba », *in* M. J. Selverstone (dir.), *A Companion to John F. Kennedy*, Oxford, UK, John Wiley & Sons, Ltd, 2014, p. 235-236.

58. TNA, FO 371/73728, British Interests in France Retaining Control of its African Territories, 18 juillet 1949.

59. P. Dramé et S. Saul, « Le projet d'Eurafrique en France (1946-1960) : quête de puissance ou atavisme colonial ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2004, vol. 216, nº 4, p. 95.

60. AMAE, 28QO/82, « Relations franco-britanniques en Afrique », 10 octobre 1951.

61. AMAE, 28QO/82, « Conclusions des conversations sur la coopération franco-britannique en Afrique », 3 mai 1949.

62. AMAE, 28QO/82, « Coopération militaire en Afrique centrale », 24 septembre 1949.

63. AMAE, 28QO/82, « Discussions franco-britanniques sur la politique coloniale en Afrique », 26 avril 1952.

64. M. Connelly, « Taking Off the Cold War Lens : Visions of North-South Conflict during the Algerian War for Independence », *The American Historical Review*, 2000, vol. 105, nº 3, p. 739-769.

65. D. M. Anderson, *Histories of the Hanged : the Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, W. W. Norton, 2005.

66. A. Alao, *Mau Mau Warrior*, Oxford, Osprey, 2006, p. 26-31.

67. D. M. Anderson, *Histories of the Hanged*, *op. cit.*, p. 230.

68. S. G. Erskine, « Kenya - Mau mau (lecture) », *RUSI Journal*, février 1956, vol. 101, p. 11-23.

69. D. A. Percox, « British Counter-insurgency in Kenya, 1952-56 : Extension of Internal Security Policy or Prelude to Decolonisation ? », *Small Wars & Insurgencies*, 1998, vol. 9, nº 3, p. 73.

70. TNA, WO 276/159, Telegram from GHQ East Africa to GHQ Far East Land Forces, 11 août 1953 ; A. Mumford, *The Counter-Insurgency Myth : the British Experience of Irregular Warfare*, New York, Routledge, 2012, p. 57.

71. TNA, WO 276/545, *A Handbook of Anti-Mau Mau Operations*, Nairobi, East Africa Command, GPO, 1954.

72. TNA, WO 291/1670, « A Comparative Study of the Emergencies in Malaya and Kenya », 6 juin 1957, p. 56-60.

73. F. Kitson, *Gangs and Counter-gangs*, Londres, Barrie and Rockliff, 1960, p. 76.

74. *Ibid.*, p. 91 et suiv. ; R. W. Heather, « Intelligence and counter-insurgency in Kenya, 1952-56 », *Intelligence and National Security*, juillet 1990, vol. 5, nº 3, p. 76-77.

75. TNA, WO 296/23, « Keeping the Peace », draft version, Londres, 11 juillet 1956.

76. A. Mumford, *The Counter-Insurgency Myth*, *op. cit.*, p. 61-62.

77. R. W. Heather, « Intelligence and counter-insurgency in Kenya, 1952-56 », *op. cit.*, p. 71 ; C. Elkins, *Britain's Gulag : the Brutal End of Empire in Kenya*, Londres, Pimlico, 2005 ; D. M. Anderson, « British Abuse and Torture in Kenya's Counter-Insurgency, 1952-1960 », *Small Wars & Insurgencies*, 28 septembre 2012, vol. 23, nº 4-5, p. 700-719 ; H. C. Bennett, *Fighting the*

Mau Mau : the British Army and Counter-Insurgency in the Kenya Emergency, New York, Cambridge University Press, 2013.

78. D. French, *The British Way in Counter-Insurgency, 1945-1967*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 101-102.

79. D. A. Percox, « British Counter-insurgency in Kenya, 1952-56 », *op. cit.*, p. 41 ; C. Elkins, *Britain's Gulag*, *op. cit.*, p. 263.

80. TNA, WO 291/1670, « A Comparative Study of the Emergencies in Malaya and Kenya », *op. cit.*, p. 32-33 ; D. French, *The British Way in Counter-Insurgency, 1945-1967*, *op. cit.*, p. 118-119.

81. S. L. Carruthers, *Propaganda, Publicity and Political Violence : The Presentation of Terrorism in Britain, 1944-60*, PhD dissertation, University of Leeds, 1994, 307 p.

82. D. French, *The British Way in Counter-Insurgency, 1945-1967*, *op. cit.*, p. 86.

83. TNA, WO 296/23, « Keeping the Peace », *op. cit.*, p. 28. ; S. L. Carruthers, *Propaganda, Publicity and Political Violence*, *op. cit.*, p. 185 et suiv. ; A. Alao, *Mau Mau Warrior*, *op. cit.*, p. 54.

84. D. A. Percox, « British Counter-insurgency in Kenya, 1952-56 », *op. cit.*, p. 65.

85. R. Ovendale, « Macmillan and the Wind of Change in Africa, 1957-1960 », *op. cit.*

86. G. Horne, *Mau Mau in Harlem ? The U.S. and the Liberation of Kenya*, New York, NY, Palgrave Macmillan, 2009.

87. SHD, 10T 326, « Propositions du brigadier général Jackson, attaché militaire britannique à Paris », 13 juillet 1956.

88. R. Grandchamp, « Où en est la rébellion des Mau-Mau », *Revue militaire d'information*, janvier 1956, nº 254, p. 38 ; M. Thomas, « Réflexions sur les conflits coloniaux. Perceptions françaises sur le mouvement Mau Mau et perceptions britanniques sur la guerre d'Indochine, 1952-1955 », *Revue historique des armées*, 2011, nº 264, p. 77 et suiv.

89. R. Grandchamp, « Où en est la rébellion des Mau-Mau », *op. cit.*, p. 39.

90. L.-M. Chassin, « Vers un encerclement de l'Occident », *op. cit.*, p. 542, 545.

91. A. Keese, « A Culture of Panic : "Communist" Scapegoats and Decolonization in French West Africa and French Polynesia (1945-1957) », *French Colonial History*, 2008, vol. 9, nº 1, p. 131-145. Pour un récit général, lire C.-R. Ageron, *La Décolonisation française*, 2e éd. rev. et augm., Paris, Armand Colin, 1994, 187 p.

92. M. Michel, « Une décolonisation confisquée ? Perspectives sur la décolonisation du Cameroun sous tutelle de la France 1955-1960 », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1999, vol. 86, nº 324, p. 233.

93. T. Deltombe, J. Tatsitsa et M. Domergue, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, Paris, La Découverte, 2011.

94. Archives camerounaises, VT39/70, « Envoi d'une brochure sur l'Indochine », 18 janvier 1955, cité in *ibid.*, p. 154.

95. J. Lamberton, « Les Bamiléké dans le Cameroun d'aujourd'hui », *Revue Défense nationale*, mars 1960, vol. 14, p. 461-477.

96. J.-F. Bayart, « L'Union des populations du Cameroun et la décolonisation de l'Afrique "française" », *Cahiers d'études africaines*, 1978, vol. 18, nº 71, p. 454.

97. TNA, FO 371/125305, J/10401, « Political Activities of Leaders of Union des Populations du Cameroun », 23 octobre 1957 ; FRUS, *1958-1960*, vol. XIV : *Africa*, document 5, « Conditions And Trends In French Tropical Africa », 17 juin 1958, p. 18.

98. FRUS, *1958-1960*, vol. II : *United Nations and General International Matters*, document 60, 16 janvier 1959, p. 95.

99. M. Michel, « Une décolonisation confisquée ? », *op. cit.*, p. 244.

100. T. Deltombe, J. Tatsitsa et M. Domergue, *Kamerun !, op. cit*. p. 221.

101. SHD, 6H 246, « Bilan des opérations de pacification de la ZOPAC au 30 septembre 1958 », Edea, non daté.

102. M. Debré, *Trois républiques pour une France : mémoires*, tome 3 : *Gouverner, 1958-1962*, Paris, Michel, 1988, p. 336 ; T. Deltombe, J. Tatsitsa et M. Domergue, *Kamerun !*, *op. cit.*, p. 456.

103. P. San Marco, *Livret militaire ? géopolitique d'un itinéraire singulier : général Max Briand, 1905-1992*, Paris, Mon petit éditeur, 2012.

104. SHD, 6H 241, « Rapport sur les opérations militaires au Cameroun en 1960 », 7 avril 1961,

105. SHD, 1R 202, « Télégramme au commandement interarmées des Forces françaises au Cameroun », 7 juillet 1960.

106. G. Migani, « Sékou Touré et la contestation de l'ordre colonial en Afrique sub-saharienne, 1958-1963 », *Monde(s)*, 2012, nº 2, p. 257-273.

107. La comparaison est de Michel Debré, *in* P.-M. Durand, *L'Afrique et les Relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 58-59.

108. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart : la politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012, p. 158-160. Lire aussi, M. Robert, *« Ministre » de l'Afrique*, Paris, Seuil, 2004, 410 p.

109. SHD, 5Q 22, « Implantation du SDECE en Guinée et au Fezzan », 7 octobre 1958.

110. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*, p. 163 ; R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 230.

111. SHD, 5Q 25, « Rapport de mission dans les États de la Communauté en Afrique », 17 décembre 1959.

112. FRUS, *1958-1960*, vol. XIV : *Africa,* document 6, « Memorandum of Discussion at the NSC Meeting », 7 août 1958, p. 20.

113. J. H. Meriwether, « "A Torrent Overrunning Everything" : Africa and the Eisenhower Administration », *in* K. C. Statler et A. L. Johns (dir.), *The Eisenhower Administration, the Third World, and the Globalization of the Cold War*, Lanham, Md, Rowman & Littlefield, 2006, p. 185.

114. P.-M. Durand, *L'Afrique et les Relations franco-américaines*, *op. cit.*, p. 55.

115. J. L. Gaddis, *Strategies of Containment*, *op. cit.*, p. 174.

116. P.-M. Durand, *L'Afrique et les Relations franco-américaines*, *op. cit.*, p. 110-111.

117. FRUS, *1961-1963*, vol. XXI : *Africa*, document 194, « De Gaulle, Africa, and Southeast Asia », 13 mai 1961.

118. M. Guyard, « Les puissances occidentales et la crise congolaise : de la sécession du Katanga à l'accord de Kitona (1960-1961) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1999, nº 196, p. 53-63 ; L. A. Namikas, *Battleground Africa : Cold War in the Congo, 1961-1965*, PhD dissertation supervised, University of Southern California, Los Angeles, 2002, p. 145 et suiv.

119. FRUS, *1958-1960*, vol. XIV : *Africa*, document 140, « US Policy Toward the Congo », 21 juillet 1960, p. 338.

120. A. James, « Britain, the Cold War, and the Congo Crisis, 1960-63 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, septembre 2000, vol. 28, nº 3, p. 152-168. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*, p. 275-277.

121. R. Trinquier, J. Duchemin et J. Le Bailly, *Notre guerre au Katanga*, La Pensée moderne, 1963 ; J.-P. Bat, *La Fabrique des barbouzes : histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau monde, 2015.

122. M. Guyard, « Les puissances occidentales et la crise congolaise », *op. cit.*, p. 56-59.

123. FRUS, *1958-1960*, vol. XIV : *Africa*, document 223, « Minutes of the NSC meeting », 21 septembre 1960, p. 497.

Chapitre 10. L'Algérie dans la guerre révolutionnaire (1954-1962)

1. M. Connelly, *A Diplomatic Revolution : Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 4.

2. Plus du double si l'on inclut les forces supplétives, chiffres cités *in* A. Mahieu, « Les effectifs de l'armée française en Algérie », *in* J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Bruxelles, André Versaille, 2012, p. 36-37.

3. A. Labarthe, « Le monde à l'école française de la guérilla », *Constellation*, août 1962, nº 172, p. 112-117.

4. G. Pervillé, *La Guerre d'Algérie : 1954-1962*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 41.

5. *Ibid.*, p. 30.

6. M. Thomas, *The French North African Crisis : Colonial Breakdown and Anglo-French Relations*, Basingstoke, St. Martin's Press, 2000, p. 14-15 ; I. Wall, *France, the United States, and the Algerian War*, Berkeley, University of California Press, 2001, p. 11-12.

7. M. Thomas, *Fight or Flight : Britain, France, and the Roads from Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 323.

8. TNA, FO 371/113795, JF1019/17, « Political Unrest and Military Situation in Algiers », 7 juillet 1955 ; I. Wall, *France, the United States, and the Algerian War*, *op. cit.*, p. 17.

9. M. Thomas, *The French North African Crisis*, *op. cit.*, p. 132-134.

10. G. Pervillé, *La Guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 43. R. Vétillard, *Le 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois. Un tournant dans la guerre d'Algérie ?*, Paris, Riveneuve, 2012.

11. M. Faivre, *Les Archives inédites de la politique algérienne (1958-1962)*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 148-152.

12. FRUS, *1955-1957*, vol. XVIII : *Africa*, document 36, « Note on Tunisia, Morocco, Algeria », 3 octobre 1956, p. 141.

13. SHD, 7R 4, « Compte rendu de la première séance du Conseil supérieur des forces armées », 9 décembre 1954.

14. J. Soustelle, « France Looks at Her Alliances », *Foreign Affairs*, octobre 1956, vol. 35, p. 128-129.

15. L'exemple est cité par J.-J. Servan-Schreiber, *Lieutenant en Algérie*, René Julliard, 1957.

16. FRUS, *1955-1957*, vol. XVIII : *Africa*, document 33, « Telegram from the Embassy in France », March 13, 1956, p. 119.

17. NARA, RG 218, box 4, folder 091, « Letter from General Salan to Adm. Radford », 4 janvier 1957.

18. FRUS, *1955-1957*, vol. XVIII : *Africa*, document 80, « Conversation with Algerian Leaders », 29 novembre 1956, p. 255-58 ; I. Wall, *France, the United States, and the Algerian War*, *op. cit.*, p. 490.

19. M. Connelly, *A Diplomatic Revolution*, *op. cit.*, p. 85.

20. DDF, *1958*, vol. I : document 179, « Mémorandum de conversation », 31 décembre 1958.

21. M. Thomas, *The French North African Crisis*, *op. cit.*, p. 161.

22. TNA, CAB 21/4043, télégramme M321/60, « Câble du Premier Ministre au Foreign Secretary »,11 octobre 1960.

23. Voir par exemple la « Visite au Vietnam d'une délégation de l'Armée de libération nationale en 1958 », disponible à l'adresse : http://www.ambalgvn.org.vn/relation/archives.html, accédé le 11 mars 2014.

24. G. Chaliand, « Stratégie politique et militaire de la guerre révolutionnaire », *in* Gérard Chaliand (dir.), *Les Guerres irrégulières*, Paris, Gallimard, 2008, p. 31.

25. G. Pervillé, « La révolution algérienne et la "guerre froide" », *Études internationales*, 1985, vol. 16, nº 1, p. 62-64 ; M. Connelly, « Rethinking the Cold War and Decolonization : The Grand Strategy of the Algerian War for Independence », *International Journal of Middle East Studies*, 2001, vol. 33, nº 2, p. 235-238. Lire également deux autres articles de G. Pervillé, « Guerre étrangère et guerre civile en Algérie (1954-1962) », *Relations internationales*, 1978, nº 14, p. 171 ; « L'insertion internationale du FLN algérien (1954-1962) », *Relations internationales*, 1982, nº 31, p. 373.

26. M. Thomas, *Fight or Flight*, *op. cit.*, p. 185-189.

27. S. J. Blackwell, « A Transfer of Power ? Britain, the Anglo-American Relationship and the Cold War in the Middle East, 1957-1962 », *in* M. F. Hopkins, M. Kandiah et G. Staerck (dir.), *Cold War Britain, 1945-1964 : New Perspectives*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003, p. 168-179.

28. J. Doise et M. Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire, 1871-1991*, Paris, Seuil, 1992, p. 541-542.

29. I. Wall, *France, the United States, and the Algerian War*, *op. cit.*, p. 100-131.

30. M. Connelly, *A Diplomatic Revolution*, *op. cit.*, p. 169.

31. M. Vaïsse, *Alger, le putsch*, Bruxelles, Complexe, 1983.

32. FRUS, *1958-1960*, vol. XIII : *North Africa*, document 307, « Editorial Note », p. 685-86 ; FRUS, *1961-1963*, vol. XXI : *Africa*, document 44, « Telegram from the Department of State », 24 avril 1961, p. 60-61.

33. M. Thomas, *Fight or Flight*, *op. cit.*, p. 329 et suiv.

34. SHD, 1H 1942, TTA 123 *bis*, « Opérations de contre-guérilla dans le cadre du maintien de l'Ordre en A.F.N., 24 août 1956 ; R5085, TTA 123/1, « Instruction de contre-guérilla dans le cadre du maintien de l'Ordre en A.F.N., octobre 1959.

35. P. Ely, *Les Enseignements de la guerre d'Indochine. Rapport du général Ely, commandant en chef en Extrême-Orient*, tome I, Vincennes, Service historique de la défense, 2011.

36. SHD, 1H 1942, TTA 123 *bis*, « Opérations de contre-guérilla », *op. cit*., p. 97.

37. J.-C. Jauffret, *Soldats en Algérie. Expériences contrastées des hommes du contingent*, Paris, Autrement, 2000, p. 163-169 ; L. Cadena, « L'organisation des troupes aéroportées pendant la guerre d'Algérie », *in* Jean-Charles Jauffret (dir.), *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie*, Paris, Autrement, 2003, p. 457-475.

38. D. Puy-Montbrun, *L'Honneur de la guerre*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 149 et suiv.

39. C. R. Shrader, *The First Helicopter War : Logistics and Mobility in Algeria, 1954-1962*, Westport, CT, Praeger, 1999, p. 121.

40. SHD, 15T 102, « Étude sur l'engagement des réserves héliportées au profit d'un commando-chasse », août 1959.

41. M. Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, vol. II : *La Dernière des guerres*, Paris, Plon, 1975, p. 236 et suiv.

42. G. Pervillé, « La ligne Morice en Algérie, 1956-1962 », *Panoramiques*, 2004, nº 67, p. 150-158.

43. SHD, 7U 767, « Registre des actes administratifs du groupement de marche nº 11 », 8 janvier 1955.

44. SHD, 1KT 242, « Rapport sur l'action menée en Indochine par le GMI », 9 juin 1955, p. 27.

45. M. Faivre, « L'Affaire K, comme Kabyle », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1998, n° 191, p. 37-67.

46. C.-R. Ageron, « Une troisième force combattante pendant la guerre d'Algérie. L'armée nationale du peuple algérien et son chef le général Bellounis », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1998, p. 65-76.

47. J. Valette, « Un contre-maquis durable de la guerre d'Algérie : L'affaire Si Cherif (1957-1962) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002, vol. 208, n° 4, p. 7.

48. SHD, 3K 42, « Témoignage oral de Paul Léger », entretien n° 4, pl. 7. Lire également ses mémoires, *Aux carrefours de la guerre*, Paris, Albin Michel, 1983.

49. C.-R. Ageron, « Complots et purges dans l'Armée de libération algérienne (1958-1961) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1998, n° 59, p. 17-20.

50. F.-M. Gougeon, « The Challe Plan : Vain Yet Indispensable Victory », *Small Wars & Insurgencies*, 2005, vol. 16, n° 3, p. 293-316 ; C. Griffin, « Major Combat Operations and Counterinsurgency Warfare : Plan Challe in Algeria, 1959-1960 », *Security Studies*, 2010, vol. 19, n° 3, p. 555-589.

51. S. Sellam, « La situation de la wilâya 4 au moment de l'affaire Si Salah (1958-1960) », *in* Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Bruxelles, André Versaille, 2012, p. 127-139.

52. *Le Monde*, 23 juin 1960.

53. J. Hogard, « Guerre révolutionnaire et pacification », *Revue militaire d'information*, janvier 1957, n° 280, p. 21.

54. M. Faivre, « Le renseignement dans la guerre d'Algérie », *in* Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*., p. 207.

55. S. Thénault, « L'état d'urgence (1955-2005). De l'Algérie coloniale à la France contemporaine : destin d'une loi », *Le Mouvement social*, 2007, vol. 218, n° 1, p. 63. Sur l'influence du modèle britannique lire les comptes rendus *in extenso* de la séance du mercredi 30 mars 1955, *Journal officiel de la République française*, session de 1955, p. 2130.

56. Y. Courrière, *La Guerre d'Algérie*, vol. II : *Le Temps des léopards*, Paris, Fayard, 1969, p. 455-456.

57. J. Hogard, « L'armée française devant la guerre révolutionnaire », *Revue Défense nationale*, janvier 1957, p. 80.

58. SHD, 10T 67, « Directives pour le groupe de travail "Légalité et guerre subversive" », 7 janvier 1958, p. 2.

59. SHD, 1H 1943, « Les insuffisances des textes concernant la lutte antisubversive », secret, non daté, p. 22.

60. Pour un récit par les acteurs, lire les mémoires de Y. Saadi, *Souvenirs de la bataille d'Alger : décembre 1956-septembre 1957*, Paris, Julliard, 1962 ; J. Massu, *La Vraie Bataille d'Alger*, Paris, Plon, 1971 ; J.-P. de Bollardière, *Bataille d'Alger : bataille de l'homme*, Desclée de Brouwer, 1972. Pour une approche historique, lire G. Pervillé, « Le terrorisme urbain dans la guerre d'Algérie », *in* J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*., p. 315-328 ; R. Branche, « La lutte contre le terrorisme urbain », *in* J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*., p. 329-341.

61. Y. Courrière, *La Guerre d'Algérie,* vol. II : *Le Temps des léopards*, *op. cit.*, p. 452.

62. SHD, 7U 808, « Extrait de la directive du 29 mars 1957 du général commandant la 10e DP », CIPCG, 12 avril 1957 ; voir aussi *in* 1H 1942, « Directive pour l'extirpation de l'organisation rebelle », secret, non daté.

63. SHD, 7U 808, « Adaptation de l'armée aux opérations en Algérie », Fiche du CIPCG d'Arzew, 5 décembre 1957.

64. P. Vidal-Naquet, *Les Crimes de l'armée française*, Paris, Maspero, 1975.

65. R. Branche, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Gallimard, 2001 ; G. Pervillé, « Interrogations sur la torture », in *Acte du colloque « Histoire, torture et politique »*, Toulon, Centre d'études pied-noir, 2002.

66. SHD, 1H 1942, « Pour vaincre la guérilla et le terrorisme », 20 novembre 1958, p. 10 ; ensuite publié sous R. Trinquier, *La Guerre moderne*, Paris, Economica, 2008, p. 18.

67. SHD, 1H 1942, « Participation de l'armée à la lutte anti-terroriste », 23 mai 1957.

68. M. Faivre, « Le renseignement dans la guerre d'Algérie », *in* J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*., p. 210-211.

69. R. Branche, *La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, *op. cit.*, p. 211.

70. SHD, 1H 1480, « Lettre au général commandant la X^e^ RM », 3 septembre 1958.

71. L. DiMarco, « Losing the Moral Compass : Torture and Guerre Revolutionnaire in the Algerian War », 2006, vol. 36, n° 2, p. 63-76.

72. N. Omouri, « Les sections administratives spécialisées et les sciences sociales », *in* J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*., p. 383-398 ; J. Frémeaux, « Les Sections administratives spécialisées », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002, vol. 208, n° 4, p. 55.

73. H. Lyautey, « Du rôle social de l'officier », *La Revue des deux mondes*, mars 1891, p. 443-459 ; H. Lyautey, *Du rôle colonial de l'Armée*, Paris, Armand Colin, 1900.

74. G. Lasconjarias, « Les "Sections administratives spécialisées" en Algérie : un outil pour la stabilisation », *Cahiers de la recherche doctrinale*, octobre 2005.

75. R. Trinquier, *La Guerre moderne*, *op. cit.*, p. 46.

76. D. Lefeuvre, « Les réactions patronales au Plan de Constantine », *Revue historique*, 1986, vol. 276, n° 1, p. 167.

77. M. Cornaton, *Les Camps de regroupement de la guerre d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1998 ; C.-R. Ageron, « Une dimension de la guerre d'Algérie : les regroupements de populations », *in* J.-C. Jauffret et M. Vaïsse (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, *op. cit*., p. 234.

78. « Rapport sur les regroupements », 11 décembre 1960, cité par M. Cornaton, « Les camps de regroupement de la guerre d'Algérie », acte du colloque « Pour une histoire critique et citoyenne. Le cas de l'histoire franco-algérienne », ENS-LSH, Lyon, 2007.

79. J. Hogard, « Le soldat dans la guerre révolutionnaire », *Revue Défense nationale*, février 1957, p. 211-226.

80. M. Rocard, *Rapport sur les camps de regroupement*, Paris, Mille et une nuits, 2003. Lire aussi la thèse de F. Sacriste, *Les camps de « regroupement » : une histoire de l'État colonial et de la société rurale pendant la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962)*, Université Toulouse-Jean-Jaurès, 2014.

81. P. Bourdieu et A. Sayad, *Le Déracinement*, Paris, Éditions de Minuit, 1964.

82. G. Périès, *De l'action militaire à l'action politique. Impulsion, codification et application de la doctrine de la "guerre révolutionnaire" au sein de l'armée française, 1944-1960*, thèse de doctorat sous la dir. de J. Largoye, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 1999, p. 398.

83. Maurice Faivre, *Les Combattants musulmans de la guerre d'Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 29.

84. R. Trinquier, *La Guerre moderne*, *op. cit.*, p. 26.

85. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques. 1945-1960*, Paris, Les Indes savantes, 2005, p. 313-379.

86. C. Lacheroy, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, Paris, Lavauzelle, 2003, p. 67.

87. J. Hogard, « L'armée française devant la guerre révolutionnaire », *op. cit.*, p. 77.

88. R. Girardet, *La Crise militaire française*, Paris, Armand Colin, 1964, p. 169.

89. C. Lacheroy, *De Saint-Cyr à l'action psychologique*, *op. cit.*, p. 68.

90. SHD, 9R 626, « La bataille de couverture intérieure », Rapport du contrôleur général de l'armée Libermann, très secret, 24 septembre 1954 ; 1H 1943, « La guerre révolutionnaire va-t-elle nous embraser ? », Rapport du contrôleur général de l'Armée Libermann, 24 octobre 1955. Quant à la littérature grise, citons parmi d'autres L.-M. Chassin, « Du rôle idéologique de l'armée », *Revue militaire d'information*, octobre 1954, nº 239, p. 13-26 ; G. Bonnet, « Mao-Tse-Toung et la stratégie révolutionnaire », *Revue Défense nationale*, janvier 1955, nº 121 ; « L'importance du facteur moral dans le complexe Armée-Nation », *Revue Défense nationale*, novembre 1955, nº 130 ; J. Némo, « La guerre dans le milieu social », *Revue Défense nationale*, mai 1956, vol. 12, p. 605-623 ; « La guerre dans la foule », *Revue Défense nationale*, juin 1956, vol. 12, p. 721-734.

91. SHD, 1H 2409, TTA 117, « Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique », 29 juillet 1957.

92. D. Leroux, « Promouvoir une armée révolutionnaire pendant la guerre d'Algérie : le Centre d'instruction pacification et contre-guérilla d'Arzew (1957-1959) », *Vingtième Siècle*, 2013, vol. 120, nº 4, p. 101.

93. P. Villatoux, « L'institutionnalisation de l'arme psychologique pendant la guerre d'Algérie au miroir de la guerre froide », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002, vol. 208, nº 4, p. 35 ; P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*, *op. cit.*, p. 442-447.

94. SHD, 7U 808, « Principe de la riposte à la guerre révolutionnaire », 9 avril 1958.

95. M. Bigeard et M. Flament, *Aucune bête au monde...*, Paris, Éditions de la pensée moderne, 1959. P. Simplet, « Guerre révolutionnaire, guerre psychologique ou guerre tout court ? », *Revue militaire d'information*, oct. 1959, nº 309, p. 97-102 ; Anonyme, « Non Simplet, tout n'est pas si simple ! », *Revue militaire d'information*, nov. 1959, nº 310, p. 101-102.

96. P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif »*, *op. cit.*, p. 387-388.

97. F. Géré, *La pensée et la politique militaire françaises sous la IV^e^ République, de la guerre totale à la guerre révolutionnaire : conception et emploi de l'arme psychologique*, thèse de doctorat sous la dir. de J.-C. Allain, Université Sorbonne-Nouvelle, Paris, 1994, p. 390-409 ; P. et M.-C. Villatoux, *La République et son armée face au « péril subversif », op. cit*., p. 484-491 ; É. de Durand, « Francs-tireurs et centurions. Les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français », *Focus stratégique*, mars 2011, nº 29, p. 17-29.

98. M. Vaïsse, *Alger, le putsch*, Bruxelles, Complexe, 1983, p. 55 et suiv. ; P. Dabezies, « Subversion, antisubversion, autosubversion », *in* O. Forcade, E. Duhamel et P. Vial (dir.), *Militaires en République, 1870-1962*, Paris, Publ. de la Sorbonne, 1999, p. 553-559.

99. SHD, 10T 1096, « Notes du commandant Gobelle au 4^e^ cours du CIIAP » ; SHD, 10T 1096, « Stagiaires américains à la BETAP », 1958 ; G. Périès, *De l'action militaire à l'action politique*, *op. cit.*, p. 701.

100. L. de Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala, 2000, p. 9-10.

101. M.-M. Robin, *Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004, p. 171.

102. J. P. Cann, *Counterinsurgency in Africa : the Portuguese Way of War, 1961-1974*, Westport, Conn, Greenwood Press, 1997, 216 p.

103. M. Thomas, *The French North African Crisis*, *op. cit.*, p. 134.

104. SHD, 10T 326, « Lettre de l'attaché militaire de Grande-Bretagne », 10 juin 1955.

105. SHD, 10T 326, « Compte rendu du lieutenant-colonel Dalstein », 10 juin 1955.

106. Cité *in* M. Thomas, *The French North African Crisis*, *op. cit.*, p. 135.

107. AMAE, 28QO/142, « Échange d'instructeurs », 28 novembre 1956.

108. TNA, FO 371/131685, « Rapport du colonel Wilson », 22 août 1957 ; SHD, 10T 326, « Rapport du colonel Wilson », 10 octobre 1958.

109. SH/DT, 10T 326, « Voyage d'information en Algérie du colonel Acworth », 20 mars 1957.

110. SHD, 10T 326, « Visite en Algérie du brigadier britannique Butler », 22 mai 1957.

111. SHD, 10T 326, « Lettre du major général R. H. Hewetson », 12 novembre 1959.

112. SHD, 10T 332, « Échange de publications sur l'arme psychologique »,18 août 1958.

113. SHD, 10T 332, « Centre guerre psychologique de Maresfield », 27 mai 1960.

114. A. J. Bacevich, *The Pentomic Era : the US Army between Korea and Vietnam*, Washington, DC, National Defense University Press, 1986, p. 7.

115. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 162-163.

116. L. Cesari, « Un malentendu transatlantique : les États-Unis et la bataille de Diên Biên Phu », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2003, vol. 211, n° 3, p. 77. J. Prados, *The Sky Would Fall : Operation Vulture : the U. S. Bombing Mission in Indochina, 1954*, New York, Dial Press, 1983 ; G. C. Herring et R. H. Immerman, « Eisenhower, Dulles, and Dien Bien Phu : "The Day We Didn't Go to War" Revisited », *The Journal of American History*, 1984, vol. 71, n° 2, p. 343-363.

117. F. M. Kaplan, *The Wizards of Armageddon*, Stanford, Stanford University Press, 1983 ; M. Trachtenberg, « Strategic Thought in America, 1952-1966 », *Political Science Quarterly*, 1989, vol. 104, n° 2, p. 301-334.

118. G. K. Tanham, « Defeating Insurgency in South Vietnam : My Early Efforts », *in* H. C. Neese et J. O'Donnell (dir.), *Prelude to Tragedy : Vietnam, 1960-1965*, Annapolis, MD, Naval Institute Press, 2001, p. 156.

119. *Ibid.*, p. 157.

120. G. K. Tanham, *Communist Revolutionary Warfare. From the Vietminh to the Viet Cong*, New York, Praeger, 1961.

121. NARA, RG 59, CDF box 3324, 751.5/6-1957, télégramme n° 2389, 19 juin 1957.

122. A. Souyris, « An Effective Counterguerrilla Procedure », *Military Review*, mars 1957, p. 86-90 ; Ximénès, « Revolutionary War », *Military Review*, août 1957, p. 103-108 ; J. Némo, « The Place of Guerrilla Action in War », *Military Review*, novembre 1957, p. 99-107.

123. R. B. Rigg, « Twilight War », *Military Review*, novembre 1960, p. 28-32.

124. G. A. Kelly, « Revolutionary War and Psychological Action », *Military Review*, octobre 1960, p. 6.

125. SHD, 1H 1942, « Caractéristiques générales des opérations en Algérie », non daté.

126. SHD, GR2000 Z206/7637, « Lettre de félicitation du général d'armée R. Salan », 7 août 1957.

127. SHD, 10T 1082, Lettre n° 10701/EMA/2/E3, 3 octobre 1959 ; SHD, GR2000 Z206/7637, ESS Galula, « Lettre de félicitation du colonel George M. Jones », 28 avril 1960

128. SHD, 10T 1062, « Fiche à l'attention du colonel, chef du 2e bureau », Section E3, HG/AF, 29 mai 1959.

129. SHD, 10T 1062, « Lettre du général de Bary », 9 mai 1958.

130. SHD, 10T 1062, « Accès aux "Boards" des officiers de liaison », 15 janvier 1959.

131. SHD, 10T 1062, « Lettre n° 1387/FG », 9 mai 1958.

132. SHD, 1KT 527, « CV du général (CR) Merglen », non daté ; Entretien avec Raymond Muelle, 5 mai 2009.

133. SHD, 10T 1013, « Compte rendu semestriel de l'officier de liaison à Fort Benning », juillet-décembre 1959.

134. A. Merglen, « Two Airborne Raids in North Vietnam », *Military Review*, avril 1958, p. 14-20.

135. SHD, 10T 1077, « Thème tactique de guerre subversive en Hongrie », 17 janvier 1960.

136. SHD, 10T 76, « Mise à jour de la fiche n° 1060 EMA/2/ST », 5 octobre 1960.

137. FRUS, *1955-1957*, vol. XVIII : *Africa*, document 59, « Telegram to the Embassy in France », 17 juin 1955, p. 221 ; document 69, « Telegram to the Chairman of the Joint Chiefs of Staff »,12 mars 1956, p. 238.

138. SHD, AI 3 Z 398, « Témoignage oral du Colonel Loïs Le Flécher », 8 décembre 1986, Bande 2, face 1.

139. J. M. Gavin, « Cavalry, and I Don't Mean Horses », *Harper's Magazine*, avril 1954, vol. 208, n° 1247, p. 54-60.

140. USAHEC, DT295.C6813 1962a, « Counter-guerilla operations in French North Africa » ; DT295.E4613 1962a, « Employment of Helicopter-Borne Units in Maintaining Order in French North Africa », 1962.

141. SHD, 10T 1067, « Annexe au compte rendu de visite du général Gouraud », 3160/Ph.G, 6 novembre 1959.

142. É. de Durand, B. Michel et É. Tenenbaum, « La guerre des hélicoptères. L'avenir de l'aéromobilité et de l'aérocombat », *Focus stratégique*, juin 2011, n° 32, p. 11.

143. V. J. Croizat, *Journey Among Warriors. The Memoirs of a Marine*, Shippensburg, White Mane, 1997, p. 129.

144. *Ibid.*, p. 135.

145. USAHEC, DT 295.M341955, « Helicopter operations in Algeria », R-118-57, Carma, France, 1er janvier 1957.

Chapitre 11. Kennedy et l'âge d'or de la contre-insurrection (1961-1963)

1. R. Hilsman, *To Move a Nation : the Politics of Foreign Policy in the Administration of John F. Kennedy*, Garden City, NY, Doubleday & Co., Inc., 1967, p. 55 et suiv.

2. D. Halberstam, *The Best and the Brightest*, 1st ed., New York, Random House, 1972.

3. J. F. Kennedy, « Speech of February 23rd 1960 », *in* A. Nevins (dir.), *John Fitzgerald Kennedy. The Strategy of Peace*, New York, Harper Collins, 1961, p. 6. I. Wall, *France, the United States, and the Algerian War*, Berkeley, University of California Press, 2001, p. 86 ; M. Connelly, *A Diplomatic Revolution : Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 144-145.

4. JFKL, Presidential Papers, POF, 126/013, « Khrushchev Report on Moscow Conference », 19 janvier, 1961 ; D. Halberstam, *The Best and the Brightest*, *op. cit.*, p. 152.

5. W. W. Rostow, *The Stages of Economic Growth : A Non-Communist Manifesto*, 3rd ed., New York, Cambridge University Press, 1990. Lire également M. H. Haefle, « Walt Rostow's Stages of Economic Frowth : Ideas and Action », *in* D. C. Engerman, M. E. Latham et M. H. Haefle (dir.), *Staging Growth : Modernization, Development, and the Global Cold War*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2003, p. 81-97 ; D. Milne, *America's Rasputin : Walt Rostow and the Vietnam War*, 1st ed., New York, Hill and Wang, 2008, 320 p.

6. JFKL, NSF, box 285, « Internal Warfare and the Security of the Underdevelopped States », PRS-1, 20 novembre 1961.

7. FRUS, *1961-1963*, vol. VIII : *National Security*, document 11, « Memorandum of Conference », 6 février 1961, p. 29.

8. JFKL, NSF, Komer Papers, box 414, « Chronology of Counter-Guerrilla Task Force » ; D. Blaufarb, *The Counterinsurgency Era*, New York, Free Press, 1977, p. 55-56 ; F. L. Jones, « The Guerrilla Warfare Problem Revolutionary War and the Kennedy Administration Response, 1961-1963 », *in* J. Boone Bartholomees (dir.), *The US Army War College Guide to National Security Issues*, 4th ed., Carlisle, PA, Strategic Studies Institute, U. S. Army War College, 2010, vol.II, p. 398.

9. JFKL, NSF, Rostow Papers, box 325, « Lettre du général S. B. Griffith à Walt W. Rostow », 7 mars 1961.

10. JFKL, NSF, Komer Papers, box 414, « Lettre de Robert W. Komer à George K. Tanham », 12 décembre 1961.

11. JFKL, NSF, box 279, « Counter-Guerrilla Campaigns in Greece, Malaya, and the Phillippines », 25 novembre 1961.

12. JFKL, NSF, Komer Files, box 414, « Elements of US Strategy to Deal with Wars of National Liberation », 8 décembre 1961.

13. Le premier emploi du terme en anglais (*counter-insurgency*) ne semble pas remonter avant l'année 1960. Le colonel français et professeur à l'École de guerre, Gabriel Bonnet avait toutefois parlé de « *contre-insurrection* » dès 1958 dans son ouvrage *Les Guerres insurrectionnelles et révolutionnaires de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Payot, 1958.

14. C. Maechling Jr, « Camelot, Robert Kennedy, and Counter-Insurgency – A Memoir », *The Virginia Quarterly Review*, 1999, vol. 75, nº 3, p. 438-458.

15. FRUS, *1961-1963*, vol. VIII : *National Security* document 68, NSAM 124*, op. cit.*, p. 238 ; J. H. Michaels, « Managing Global Counterinsurgency : The Special Group (CI) 1962-1966 », *Journal of Strategic Studies*, 2012, vol. 35, nº 1, p. 33-61.

16. C. Maechling Jr, « Insurgency and Counterinsurgency : The Role of Strategic Theory », *Parameters*, octobre 1984, vol. 14, nº 3, p. 32.

17. FRUS, *1961-1963*, vol. VIII : *National Security*, document 105, NSAM 182, 24 août 1962, p. 381.

18. JFKL, NSF, Komer Papers, box 414, « US Overseas Internal Defense Policy », *op. cit.*, p. 9.

19. JFKL, NSF, box 328, « Training Objectives for Counter Insurgency », NSAM 131, 13 mars 1962.

20. JFKL, NSF, Komer Papers, box 414, « Instructors' Courses in National Internal Defense Doctrine », 6-17 août 1962 ; NARA, RG 59, MLR A1 5206, box 2, « Problems of development and Internal Defense », avril 1963.

21. L. Freedman, *Kennedy's Wars : Berlin, Cuba, Laos, and Vietnam*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 153 ; R. Dallek, *An Unfinished Life : John F. Kennedy, 1917-1963*, Boston, Little, Brown, and Co., 2003, p. 365-367.

22. M. E. Latham, *Modernization as Ideology : American Social Science and « Nation Building » in the Kennedy Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, 288 p.

23. FRUS, *1961-1963*, vol. VIII : *National Security*, document 59, NSAM 114, November 22, 1961, p. 216.

24. J. Kuzmarov, « Modernizing Repression : Police Training, Political Violence, and Nation-Building in the "American Century" », *Diplomatic History*, avril 2009, vol. 33, nº 2, p. 191-221.

25. NARA, RG 59, MLR A1 5206, box 3, « The International Police Academy », juin 1963.

26. J. Kuzmarov, « Modernizing Repression », *op. cit.*, p. 204.

27. A. McCoy, *A Question of Torture : CIA Interrogation, from the Cold War to the War on Terror*, New York, Henry Holt and Company, 2013, p. 62.

28. JFKL, NSF, Komer Papers, box 413, « Let's not forget the OISP », 4 mai 1961 ; « Counter-Insurgency Police Programs », 3 mai 1962 ; W. Rosenau, « The Kennedy Administration, US Foreign

Internal Security Assistance and the Challenge of “Subterranean War”, 1961-63 », *Small Wars & Insurgencies*, 2003, vol. 14, nº 3, p. 65-99.

29. M. Spark, « Guerrillas, Small Wars, and Marines », *Marine Corps Gazette*, janvier 1962, vol. 46, nº 1, p. 50-53.

30. « Speech of Lieutenant General Munn, Deputy Commander of the Marine Corps », *New York Times,* 24 juin 1962.

31. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, DC, Center for Military History, 2006, p. 226.

32. JFKL, Speech Collection, box 3, « Address at U. S. Military Academy », 6 juin 1962.

33. USAHEC, FA, S4, box 14, folder 226, « Some Comments on Guerrilla Warfare », 20 mars 1961.

34. *Ibid.*, p. 2.

35. SDH, 10T 1073, « L’armée américaine face à la guérilla », étude du LCL Aussaresses, 25 novembre 1963.

36. JFKL, NSF, Rostow Papers, box 326, « Conter-Guerilla Operations in the Philippines », 1946-1953, 15 juin 1961.

37. JFK, NSF, box 326, Paper I, « Counter-Guerrilla Training », 19 juin 1961.

38. M. Vaïsse, « L’évolution de la fonction d’attaché militaire en France au XXe siècle », *Relations internationales*, 1982, nº 32, p. 507-524.

39. JFKL, NSF, box 280, « Development Status of Military Counterinsurgency Programs », *op. cit.*, p. III-8-21.

40. JFKL, NSF, box 279, « Guerrilla Warfare and Related Matters », 19 février 1962, p. 2.

41. SDH, 10T 76, Fiche nº 1060, 5 octobre 1960 ; P. Abramovici, « Considérations sur l’origine des forces spéciales », in *Forces spéciales : Concept et histoire. Actes du colloque des 11-12 juin 2001*, Paris, Cahiers du CEHD, 2007, p. 92.

42. P. Aussaresses, *Services spéciaux. Algérie. 1955-1957*, Paris, Perrin, 2001.

43. NARA, RG 319, MLR NM-3.47P, box 29, « Request for Bibliography on Algerian Counter-Insurgency », 5 avril 1962.

44. SDH, 10T 1073, « Projet de réalisation d’une “faculté interalliée” à l’école de Fort Bragg », 11 décembre 1962.

45. P. Aussaresses, *Je n’ai pas tout dit. Ultimes révélations au service de la France*, Paris, Le Rocher, 2008, p. 122. E. Spannaus et D. Andromidas, « Col. Carl F. Bernard (USA Ret.) : A Courageous Soldier-Intellectual », *Executive Intelligence Review*, juin 2008, vol. 35, nº 25, p. 34-36.

46. CMH, OH nº 2012-01, « Interview of Brig. Gen. John Johns (Ret.), and Col. Carl Bernard (Ret.) », réalisée par Andrew Birtle, 28 janvier 2003 ; M.-M. Robin, *Escadrons de la mort. L’école française*, Paris, La Découverte, 2004, p. 238-254.

47. P. Aussaresses, *Je n’ai pas tout dit*, *op. cit.*, p. 128.

48. USAHEC, DT295.I57, « Insurgency Activities and Countermeasures in Urban Areas », 1963.

49. CMH, OH 2012-1, « Interview of Brig. Gen. John Johns and Col. Carl Bernard », *op. cit.*, p. 53, 117-118.

50. SDH, 1H 1942, « Pour vaincre la guérilla et le terrorisme », Alger, 20 novembre 1958 ; aujourd’hui réédité sous la référence de R. Trinquier, *La Guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

51. CMH, OH 2012-1, « Interview of Brig. Gen. John Johns and Col. Carl Bernard », *op. cit.*, p. 40 ; M.-M. Robin, *Escadrons de la mort*, *op. cit.*, p. 254.

52. FRUS, *1964-1968*, vol. I : *Vietnam, 1964*, document nº 100, 30 mars 1964, p. 200.

53. R. Trinquier, *Les Maquis d'Indochine*, Paris, Albatros, 1976, p. 189. En dépit de nos demandes répétées auprès du fils du colonel Trinquier, dépositaire de ses papiers privés, nous n'avons pu obtenir l'accès à cette correspondance.

54. SDH, 10T 1073, « Projet de réalisation d'une "faculté interalliée" à l'école de Fort Bragg », 11 décembre 1962.

55. M. Raffray, *Jacques Hogard : stratège de la contre-insurrection*, Paris, Economica, 2014.

56. SDH, 10T 1073, Fiche nº 3787/AM.W/633B.5/SC, 19 décembre 1962 ; SDH, 2000Z 201/1330, « Citation for the Silver Star », ESS du CDT Hora, n.d. ; C. Hora, *Mon tour du monde en 80 barouds*, Paris, La Pensée moderne, 1961.

57. SHD, 3K 11, « Témoignage oral du général Jean Compagnon », 23 juin 1997, entretien nº 22, pl. 4.

58. Entretien avec le lieutenant-colonel Stepanovitch, Paris, 27 janvier 2009.

59. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 229.

60. C. A. Beckwith, *Delta Force : the Army's Elite Counterterrorist Unit*, New York, Avon Books, 2000, p. 23.

61. TNA, DO 169/34, « Lettre du colonel J. H. Mallard (War Office) », 20 novembre 1963.

62. C. A. Beckwith, *Delta Force*, *op. cit.*, p. 45.

63. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 231-232.

64. NARA, RG319, OACS/I Files, MLR NM-3.47P, box 24, « Report of Educational Survey Commission », Commandant US Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, KS, 20 novembre 1962.

65. CAC, Clutterbuck Collection, box 1, « Comments on lectures given by Richard Clutterbuck in the USA », non daté.

66. R. L. Clutterbuck, « Jungle Courrier », *Marine Corps Gazette*, juin 1964, vol. 48, nº 6, p. 32-36 ; « Why Chi Keong surrendered », *Marine Corps Gazette*, juillet 1964, vol. 48, nº 7, p. 32-36 ; « An Anti-Communist Agent in Malaya », *Marine Corps Gazette*, août 1964, vol. 48, nº 8, p. 32-35. Clutterbuck est également mis à contribution par la *Military Review*, pour laquelle il publie deux articles « The SEP : Guerrilla Intelligence Source », *Military Review*, 1962, octobre, p. 13-21 ; « Communist Defeat in Malaya : A Case Study », *Military Review*, 1963, septembre, p. 63-78.

67. CAC, Clutterbuck Collection, box 1, « Performance Report – Colonel Richard L. Clutterbuck, 24 décembre 1962.

68. Department of the Army, *FM 31-15, Operations Against Irregular Forces*, DC, 1961.

69. SDH, 10T 1073, « L'armée américaine face à la guérilla », *op. cit.*, p. 39.

70. Department of the Army, *FM 31-15, Operations Against Irregular Forces*, *op. cit.*, p. 21.

71. SDH, 10T 1073, « L'armée américaine face à la guérilla », *op. cit.*, p. 39.

72. Department of the Army, *FM 31-22, US Army Counterinsurgency Forces*, DC, 1963, p. 61.

73. J. Rohde, *Armed with Expertise : The Militarization of American Social Research during the Cold War*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 2013.

74. A. Long, *On « Other War » : Lessons from Five Decades of RAND Counterinsurgency Research*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 2006, 117 p.

75. F. M. Kaplan, *The Wizards of Armageddon*, Stanford, Stanford University Press, 1983 ; M. J. Collins, *Cold War Laboratory : RAND, the Air Force, and the American State, 1945-1950*, DC, Smithsonian Institution Press, 2002 ; A. Abella, *Soldiers of Reason. The RAND Corporation and the Rise of the American Empire*, Orlando, FL, Harcourt, Inc., 2008, p. 9-15.

76. M. Elliott, *RAND in Southeast Asia : A History of the Vietnam War Era*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 2010.

77. R. Sunderland, *Army Operations in Malaya, 1947-1960*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1964 ; *Organizing Counterinsurgency in Malaya, 1947-1960*, Santa Monica, CA,

RAND Corporation, 1964 ; *Anti-Guerrilla Intelligence in Malaya, 1948-1960*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1964 ; *Winning the Hearts and Minds of the People in Malaya, 1948-1960*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1964 ; *Resettlement and Food Control in Malaya*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1964.

78. C. Melnik, *Un espion dans le siècle. La diagonale du double*, Paris, Plon, 1994 ; C. Melnik, *De Gaulle, les services secrets et l'Algérie*, Paris, Nouveau monde, 2010.

79. Entretien avec Constantin Melnik, Paris, 26 mai 2009.

80. C. Melnik, *Insurgency and Counterinsurgency in Algeria*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1964.

81. *Ibid.*, p. 165.

82. S. T. Hosmer et S. O. Crane (dir.), *Counterinsurgency. A Symposium, April 16-20, 1962*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 2006.

83. Préface de Bruce Hoffman à la nouvelle édition de l'étude RAND de D. Galula, *Pacification in Algeria. 1956-1958*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 2006, p. vii.

84. D. Galula, *Counterinsurgency Warfare : Theory And Practice*, Westport, CT, Greenwood Publishing Group, 2006. Traduit en français sous le titre *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, traduit par Philippe de MONTENON, Paris, Economica, 2008.

85. Entretien avec Magda Ericsson et Yolande Bismuth, cousines de David Galula, Paris, 6 février 2010 ; A. A. Cohen, *Galula : The Life and Writings of the French Officer Who Defined the Art of Counterinsurgency*, Westport, CT, Greenwood Publishing Group, 2012, p. 1-19.

86. J. Guillermaz, *Une vie pour la Chine : Mémoires (1937-1989)*, Paris, Robert Laffont, 1994, p. 123.

87. SDH, 10H 704, Rapport du Lieutenant-Colonel Boussarie sur son voyage à Honolulu, Tokyo et Hong-Kong, 20 avril 1952.

88. G. Mathias, *Galula in Algeria : Counterinsurgency Practice Versus Theory*, Westport, CT, Greenwood Publishing Group, 2011.

89. D. Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, *op. cit.*, p. 70-88.

90. *Ibid.*, p. 159-200.

91. « On the Conduct of a "Counter-Revolutionary War" », cité *in* A. A. Cohen, *Galula : The Life and Writings*, *op. cit.*, p. 202.

92. D. Galula, « Pacification in Algeria. 1956-1958 », *op. cit.,* p. 184.

93. HILA, Bohannan Papers, box 11, « Comments on RM-3878-ARPA, Pacification in Algeria by David Galula », 3 mars 1964.

Chapitre 12. Le test vietnamien (1961-1963)

1. Department of Defense, *United States-Vietnam Relations, 1945-1967 (Pentagon Papers)*, V.B.4, « Justification of the War, Internal Documents », The Kennedy Administration, Book I, document 1, Vietnam, 17 janvier 1961, p. 1-12 ; FRUS, *1961-1963*, vol. I : *Vietnam*, document 3, « Summary Record of a Meeting », The White House, Washington, 28 janvier 1961, p. 13-15 ; D. Halberstam, *The Best and the Brightest*, 1st ed., New York, Random House, 1972, p. 124-128 ; M. Moyar, *Triumph Forsaken : the Vietnam War, 1954-1965*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 123.

2. Department of Defense, *Pentagon Papers*, V.B.4, document 1, « Vietnam », *op. cit.*, p. 3.

3. Ang Cheng Guan, *Vietnam War from the Other Side : the Vietnamese Communists' Perspective*, New York, Routledge, 2006, p. 55 et suiv. ; L.-H. T. Nguyen, *Hanoi's War : an*

International History of the War for Peace in Vietnam, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2012, p. 39-47.

4. D. Pike, *Viet Cong : the Organization and Techniques of the National Liberation Front of South Vietnam*, MI T Press, 1966 ; D.W. P. Elliott, *The Vietnamese War. Revolution and Social Change in the Mekong Delta, 1930-1975*, Armonk, NY, M. E. Sharpe, 2007, p. 134-135 ; T. Tovy, « Peasants and Revolutionary Movements : The Viet Cong as a Case Study », *War in History*, 2010, vol. 17, nº 2, p. 217-230.

5. TTU/VVA, Bruce St. John Collection, item nº 16710104002, « A Study : Viet Cong Use of Terror », mars 1967 ; AMAE, 150QO/24, Méthodes et buts de la subversion communiste au Vietnam », 23 juillet 1960.

6. P. Mus, *Le Viêt-Nam : Sociologie d'une guerre*, Paris, Le Seuil, 1952, p. 32, 136-137.

7. B. Fall, *Les Deux Viêt-Nam*, Paris, Payot, 1967, p. 347-353.

8. FRUS, *1958-1960*, vol. I : *Vietnam*, document 160, Telegram, 13 mai 1960, p. 453-456.

9. W. E. Colby, *Lost Victory*, Chicago, Contemporary Books, 1989, p. 78.

10. E. G. Miller, *Misalliance : Ngo Dinh Diem, the United States, and the Fate of South Vietnam*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2013, p. 204-207.

11. Department of Defense, *Pentagon Papers*, V.B.4, document 1, « Vietnam », *op. cit.*, p. 3-4.

12. FRUS, *1961-1963*, vol. I : *Vietnam*, document 1, « Basic Counterinsurgency Plan for Vietnam », 4 janvier 1961, p. 1-12.

13. L. Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos. 1954-1967*, Arras, Artois Presses Université, 2007, p. 163 et suiv.

14. C. K. Ives, *US Special Forces and Couterinsurgency in Vietnam : Military Innovation and Institutional Failure, 1961-63*, Londres, Routledge, 2007.

15. P. Asselin, *Hanoi's Road to the Vietnam War, 1954-1965*, Berkeley, University of California Press, 2013, p. 95.

16. FRUS, *1961-1963*, vol. I : *Vietnam*, document 210, *op. cit.*, p. 501-502 ; document 197, Telegram, 27 octobre 1961, p. 442.

17. FRUS, *1961-1963*, vol. I : *Vietnam*, document 272, « 1st Phase of Viet-Nam Program », 22 novembre 1961, p. 656-57.

18. G. A. Cosmas, *MACV : The Joint Command in the Years of Escalation, 1962-1967*, Washington, DC, CMH, 2006, p. 21-24.

19. A. M. Schlesinger, *A Thousand Days*, *op. cit.*, p. 499 ; D. Halberstam, *The Best and the Brightest*, *op. cit.*, p. 188 ; L. Freedman, *Kennedy's Wars*, *op. cit.*, p. 337-339 ; G. J. Protheroe, « Limiting America's Engagement : Roger Hilsman's Vietnam War, 1961-1963 », *Diplomacy & Statecraft*, 2008, vol. 19, nº 2, p. 263-288.

20. P. Lowe, *Contending with Nationalism and Communism : British Policy towards South-East Asia, 1945-65*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009, p. 128-157.

21. TNA, FO 371/152758, DV 106/1, « President Diem visit to Malaya and Singapore », Kuala Lumpur, 19 février 1960.

22. P. Busch, *All the Way with JFK ? Britain, the US, and the Vietnam War*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 66.

23. TNA, FO 371/152739, DV 1015/17, « Saigon requests a visit of Malayan experts », 17 mars 1960.

24. R.G. K. Thompson, *Make for the Hills. Memories of Far Eastern Wars*, Londres, Leo Cooper, 1989, p. 122.

25. TNA, FO 371/152740, DV 1015/40, Telegram 342, « Kuala Lumpur to CRO », 26 mai 1960.

26. TNA, FO 371/159673, ZP14/40/G, Saigon Despatch No. 55 (reproduction), 5 novembre 1960.

27. L. Cesari, *Les Grandes Puissances et le Laos*, *op. cit.* ; P. Busch, *All the Way with JFK ?*, *op. cit.*, p. 76.

28. P. Busch, « Supporting the War : Britain's Decision to send the Thompson Mission to Vietnam, 1960-61 », *Cold War History*, 2001, vol. 2, n° 1, p. 72.

29. TNA, FO 371/152739, DV 1015/36, « Memorandum of conversation from Ambassador Hohler to Lord Home », 9 avril 1960.

30. FRUS, *1958-1960*, vol. I : *Vietnam*, document 123, « Telegram from the Chief of the MAAG », 25 mars 1960, p. 349.

31. FRUS, *1958-1960*, vol. I : *Vietnam*, document 136, « Memorandum from Lansdale », 14 avril 1960, p. 386.

32. P. Busch, *All the Way with JFK ?*, *op. cit.*, p. 74.

33. TNA, DO 169/109, télégramme n° 1239, 12 mai 1961 ; FRUS, *1961-1963*, vol. I : document 42, *op. cit.*, p. 102.

34. TNA, FO 371/175534, « Visit by Police Adviser to South Vietnam », 8 février 1964 ; FCO 24/139, « Allied training in Malaya », non daté.

35. W. E. Colby, *Lost Victory*, *op. cit.*, p. 98-100.

36. TNA, DO 169/109, « D. S. Palmer – Career and experience » ; R.G. K. Thompson, *Make for the Hills*, *op. cit.*, p. 123.

37. TNA, DO 169/110, DV 1692/41, « Lettre de RL. Secondé (Londres) à G.C. B. Stewart (Saigon) », 15 août 1961.

38. Department of Defense, *Pentagon Papers*, V.B.4, document 43, Despatch No. 205, 13 novembre 1961, p. 347-358.

39. Department of Defense, *Pentagon Papers*, IV.B.2, « The Strategic Hamlet Program », p. 12 ; G.D. T. Shaw, « Policemen versus Soldiers : the Debate Leading to MAAG Objections and Washington Rejections of the Core of the British Counter-Insurgency Advice », *Small Wars & Insurgencies*, 2001, vol. 12, n° 2, p. 63.

40. Department of Defense, *Pentagon Papers*, V.B.4, document 43, « Memorandum », *op. cit.*, 349.

41. *Ibid.*, p. 349-350.

42. FRUS, *1961-1963*, vol. II : *Vietnam*, document 203, « Telegram from the Embassy in Vietnam to the Department of State », 23 mai 1962, p. 422. Lire également J. Kuzmarov, « Modernizing Repression : Police Training, Political Violence, and Nation-Building in the "American Century" », *Diplomatic History*, avril 2009, vol. 33, n° 2, p. 212.

43. HILA, Lansdale Papers, box 60, « Lettre de R.G. K. Thompson à son Excellence Ngo Dinh Thuan », 28 février 1962 ; sur les visites TNA, FO 371/160164, DV 1641/1, « Police Training Vietnam », 1er septembre 1961 ; Tran Ngoc Chau, *Vietnam Labyrinth : Allies, Enemies, and why the US Lost the War*, Lubbock, Texas, Texas Tech University Press, 2012, p. 167-170.

44. NARA, RG 286, MLR A1 32, IPS #1, box 219, « PSD Activity Report from Jan. 1962 to Jan. 1963 », 3 février 1963.

45. TNA, FO 371/166758, DV 1641/15/G, « Visit of Mr. Y, Vietnamese Director of Police and Sureté », 23 juillet 1962.

46. NARA, RG 286, MLR A1 32, IPS #1, box 3, « The Public Safety Program », Vietnam, 1er avril 1966, p. 63.

47. Department of Defense, *Pentagon Papers*, V.B.4, document 43, « Memorandum », *op. cit.*, p. 355.

48. HILA, Lansdale Papers, box 60, « Notes on Surrender Policy », by R.G. K. Thompson, 7 décembre 1962.

49. R. Phillips, *Why Vietnam Matters : an Eyewitness Account of Lessons not Learned*, Annapolis, MD, Naval Institute Press, 2008, p. 105 et suiv.

50. Entretien avec Rufus Phillips, Arlington, VA, 13 mars 2012.

51. FRUS, *1961-1963*, vol. III : *Vietnam*, 92, Editorial Note, p. 229 ; A.-J. Rapin, « Chiêu hồi, un programme de pacification de la guerre du Vietnam (1963-1973) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011, vol. 110, nº 2, p. 33.

52. TNA, FO 371/170101, DV 1017/21, « Lettre de D. S. Palmer (Saigon) à F. A. Warner », 17 avril 1963.

53. B. Fall, *Les Deux Viêt-Nam*, *op. cit.*, p. 441.

54. P. Journoud, « Face-à-face culturel au Sud-Vietnam (1954-1965) », in *Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle. Entre rayonnement et réciprocité*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 139-166.

55. P. Journoud, *Les Relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975. De la défiance dans la guerre à la coopération pour la paix*, thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 2007, p. 405 et suiv.

56. AMAE, 150QO/69, « Dépêche confidentielle nº 1259/AS », 25 novembre 1960, cité in *ibid.*, p. 406.

57. AMAE, 150QO/38, « Lutte contre la subversion – Renforcement éventuel de l'armée vietnamienne », 16 mars 1960.

58. AMAE, 150QO/24, télégramme nº 733, 11 juillet 1960.

59. AMAE, 150QO/25, télégramme réservé nº 1050, 31 octobre 1961.

60. AMAE, 150QO/79, « Aide britannique au Vietnam-Sud », 13 juin 1961.

61. AMAE, 150QO/79, « La Grande-Bretagne et la lutte anticommuniste au Sud-Vietnam », 17 octobre 1961.

62. SHD, 10T 962, « Rapport 1961. Évolution générale au Sud-Vietnam durant les douze mois écoulés », 28 décembre 1961.

63. AMAE, 150 QO/14, télégramme nº 1094/101, signé Lalouette, 8 novembre 1961

64. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification in South Vietnam*, Washington, DC, Center for the Study of Intelligence, 2001, p. 42 ; J. Prados, *Lost Crusader. The Secret Wars of CIA Director William Colby*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 70.

65. TTU/VVA, R. Rodeck Collection, item nº 2620102001, « Montagnard Tribal Groups of the RVN », 1964.

66. J. Prados, *Lost Crusader*, *op. cit.*, p. 83-84 ; R. B. Woods, *Shadow Warrior : William Egan Colby and the CIA*, New York, Basic Books, 2013, p. 155-156. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 42-45.

67. W. E. Colby, *Lost Victory*, *op. cit.*, p. 89-91 ; T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 45-57 ; J. Prados, *Lost Crusader*, *op. cit.*, p. 85.

68. W. E. Colby, *Lost Victory*, *op. cit.*, p. 89.

69. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 44.

70. TTU/VVA, William E. Colby Collection, item nº 0440223001, « Boun Enao », non daté [1962].

71. TTU/VVA, Pike Collection, item nº 2120207022, « Assessment of Civic Action Programs in Vietnam », 1er mars 1962, p. 3.

72. TTU/VVA, Vietnam Archive Collection, item nº F029100030253, CIA, 16 juillet 1962, p. 8.

73. USAHEC, Morton Papers, box 1, « Lettre du colonel G. C. Morton », 9 juillet 1962.

74. USAHEC, Morton Papers, box 1, « Lettre du général Rosson au colonel Morton (MACV) », 29 avril 1963 ; F. J. Kelly, *U. S. Army Special Forces 1961-1971*, Washington, DC, Center for Military History, 1973, p. 35.

75. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 114 et suiv.

76. TTU/VVA, D. Pike Collection, item nº 2120419003, « CIDG Political Action Program », 3 mars 1965 ; R. W. Jones, « A Team Effort : the Montagnard Uprising of September 1964 », *Veritas : Journal of Army Special Operations History*, 2007, vol. 3, nº 2, p. 53-56.

77. R. Trinquier, *Les Maquis d'Indochine*, Paris, Albatros, 1976, p. 189.

78. JFKL, Bernard Fall Papers, box F1, Background information ; D. Fall, *Bernard Fall. Memory of a Soldier-Scholar*, Dulles, VA, Potomac Books, 2006. C. E. Goscha, « "Sorry about that…" Bernard Fall, the Vietnam War and the Impact of a French Intellectual in the US », *in* C. E. Goscha et M. Vaïsse (dir.), *La Guerre du Vietnam et l'Europe. 1963-1973*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 362-282.

79. D. Fall, *Bernard Fall*, *op. cit.*, p. 57.

80. B. Fall, *The Viet-Minh Regime : Government and Administration in the Democratic Republic of Vietnam*, Ithaca, New York, Cornell University, 1956.

81. Entretien avec Philippe Devillers, Paris, 2 décembre 2008.

82. D. Fall, *Bernard Fall*, *op. cit.*, p. 100.

83. JFKL, Fall Papers, box RM10, « Research Materials from the Service historique de l'armée », 1958-1959 ; B. Fall, *Street without Joy*, Harrisburg, Pa., Stackpole, 1961.

84. JFKL, Fall Papers, box F1, « Lettre de B. Fall à Norman La Charité (SORO) », Washington, DC, 27 mai 1963.

85. B. Fall, *Les Deux Viêt-Nam*, *op. cit.*, p. 386.

86. *Ibid.*, p. 393 ; François Sully, « Vietnam : The Unpleasant Truth », *Newsweek*, 20 août 1962, cité *in* C. E. Goscha, « "Sorry about that…" », *op. cit.*, p. 375.

87. JFKL, Fall Paper, box P1, Counterinsurgency : the French Experience, 18 janvier 1963.

88. B. Fall, « A Portrait of the "Centurion" », in *Modern Warfare. A French View on Counterinsurgency*, traduit par D. Lee, New York, Praeger, 1964, p. VIII.

89. JFKL, Fall Paper, box P1, « Counterinsurgency : the French Experience », 18 janvier 1963, p. 27.

90. JFKL, Fall Papers, box RM11, « Master of the Red Jab », *Saturday Evening Post*, 24 novembre 1962, p. 18-21.

91. FRUS, *1961-1963*, vol. II : *Vietnam*, document 325, « Letter from the Director of the VWP », 7 décembre 1962, p. 757.

92. JFKL, Fall Papers, box F1, P. Devillers, « Bernard Fall », *France-Asie*, 1967, nº 188, p. 147-160.

93. M. E. Osborne, « Strategic Hamlets in South Viet-Nam », *South East Asia Program*, avril 1965, nº 55, Cornell University, Ithaca, NY, p. 25.

94. Department of Defense, *Pentagon Papers*, V.B.4, document 43, « Memorandum », *op. cit.*, p. 349.

95. R.G. K. Thompson, *Make for the Hills*, *op. cit.*, p. 129.

96. Department of Defense, *Pentagon Papers*, IV.B.2, « Strategic Hamlets Program », p. 12.

97. P. Busch, *All the Way with JFK ?*, *op. cit.*, p. 104-105.

98. R. Hilsman, *To Move a Nation : the Politics of Foreign Policy in the Administration of John F. Kennedy*, Garden City, NY, Doubleday & Co., Inc., 1967, p. 425-430 ; G. J. Protheroe, « Limiting America's Engagement : Roger Hilsman's Vietnam War, 1961-1963 », *Diplomacy & Statecraft*, 2008, vol. 19, nº 2, p. 270.

99. JFKL, Hilsman Papers, box 3, « A Strategic Concept for South Vietnan, Bureau of Intelligence and Research », 2 février 1962.

100. TNA, FO 371/166700, DV 1015/43/G, « Lettre de R. Secondé à J. Denson », 19 février 1962.

101. JFKL, Hilsman Papers, box 3, « Memorandum of Conversation between E. R. Murrow and R. Hilsman », 25 avril 1962.

102. JFKL, Hilsman Papers, box 3, « Lettre du colonel John B. Stockton à R. Hilsman », 22 mars 1962.

103. AMAE, 150QO/26, « Lalouette à la DAO », 7 février 1962 ; TNA, FO 371/166700, « Burrows à Secondé », 14 février 1962.

104. TNA, FO 371/166700, DV 1015/44, « Traduction du décret nº 11-TTP du 3 février », PV du 10 février 1962.

105. JFKL, Hilsman Papers, box 3, « Visit with Gen. Paul Harkins and Ambassador Nolting », 19 mars 1962.

106. Sur le personnalisme, lire J.-M. Domenach, *Emmanuel Mounier*, Paris, Seuil, 1972, p. 105. Sur le rôle du personnalisme au Sud-Vietnam, voir la thèse de Phi-Vân Nguyên, « Les résidus de la guerre : la mobilisation des réfugiés du Nord pour un Vietnam non communiste (1954-1965) », thèse d'histoire, UQAM, octobre 2015.

107. P. Busch, *All the Way with JFK ?*, *op. cit*., p. 116.

108. JFKL, Hilsman Papers, box 3, « A Strategic Concept for South Vietnan », *op. cit.*, p. 17.

109. G. A. Cosmas, *MACV : The Joint Command in the Years of Escalation, 1962-1967*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 77.

110. R.G. K. Thompson, *Make for the Hills*, *op. cit.*, p. 130.

111. JFKL, Hilsman Papers, box 3, « Doubts on Operation Sunrise, Memorandum for Gen. Taylor », 31 mars 1962.

112. Department of Defense, *Pentagon Papers*, IV.B.2, Strategic Hamlets Program, p. 22.

113. R.G. K. Thompson, *Defeating Communist Insurgency*, Londres, Chatto & Windus, 1966, p. 122, 132.

114. B. Fall, *Les Deux Viêt-Nam*, Paris, Payot, 1967, p. 431.

115. JFKL, Roger Hilsman Papers, box 3, « Progress report on South Vietnam », 18 juin 1962.

116. HILA, Lansdale Papers, box 60, « Pacification Plan », automne 1962.

117. M. E. Latham, *Modernization as Ideology : American Social Science and « Nation Building » in the Kennedy Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 151-207.

118. TTU/VVA, CIA Collection, box 9, folder 132, Overall Progress, CIA, 12 juillet 1962.

119. H. A. Friedman, *PSYOP of the Strategic Hamlet Program in Vietnam*, disponible à l'adresse : www.psywarrior.com/VNHamletPSYOP.html, consulté le 10 juillet 2014.

120. TNA, FO 371/170100, DV 1017/15, « Report on Visits to Delta Provinces », 13 mars 1963.

121. P. Asselin, *Hanoi's Road to the Vietnam War, 1954-1965*, *op. cit.*, p. 109-110 ; D.W. P. Elliott, *The Vietnamese War*, *op. cit.*, p. 165.

122. TNA, FO 371/170100, DV 1017/4, 11 février 1963.

123. JFKL, Hilsman Paper, box 3, « The Situation in South Vietnam », 11 mars 1963, p. 6.

124. J. Race, *War Comes to Long An*, *op. cit*., p. 133 ; B. Fall, *Les Deux Viêt-Nam*, *op. cit*., p. 434.

125. AMAE, 150QO/28, « Les hameaux stratégiques et la réforme du régime », nº 280/AS, 24 avril 1963.

126. FRUS, *1961-1963*, vol. II : *Vietnam*, document 319, « VC Attacks on Strategic Hamlets », 17 novembre 1962, p. 736-38.

127. FRUS, *1961-1963*, vol. III : *Vietnam*, document 102, « An Evaluation of Progress in the Strategic Hamlet-Provincial Rehabilitation Program », 1er mai 1963, p. 257.

128. E. G. Miller, *Misalliance*, *op. cit.*, p. 260-278.

129. S. Jacobs, *Cold War Mandarin : Ngo Dinh Diem and the Origins of America's War in Vietnam*, Lanham, Md, Rowman & Littlefield, 2006 ; M. Moyar, *Triumph Forsaken*, *op. cit.*, p. 229-243 ; E. G. Miller, *Misalliance*, *op. cit.*, p. 279 et suiv.

130. FRUS, *1961-1963*, vol. III : *Vietnam*, document 281, « Telegram to the Embassy in Vietnam », 21 août 1963, p. 628.

131. TNA, FO 371/170102, DV101/41/G, « Interview with Mr. Cabot Lodge », 18 septembre 1963.

132. TNA, FO 371/170102, DV101/42/G, « Differences between Mr. Thompson and US Ambassador », 28 octobre 1961.

133. T. L. Ahern, *CIA and the House of Ngo : Covert Actions in South Vietnam, 1954-1963*, Washington, DC, Center for the Study of Intelligence, 2000, p. 201-217 ; Seth Jacobs, *Cold War Mandarin*, *op. cit.*, p. 174-180.

134. TNA, FO 371/170102, DV 1017/49, « Telegram no. 735 from Saigon to FO », 9 décembre 1963.

135. AMAE, 150QO/28, « Télégramme nº 380/388 de Courcel à la DAO », janvier 1964.

136. TNA, FO 371/174482, DV 1017/1, « Lettre de G. Etherington-Smith à E. H. Peck », 14 janvier 1964.

137. B. Fall, *Les Deux Viêt-Nam*, *op. cit.*, p. 435.

138. TNA, FO 371/174482, DV 1017/1, « Lettre de G. Etherington-Smith », *op. cit.*, p. 3.

Chapitre 13. Les larmes de Saigon (1964-1973)

1. L.-H. T. Nguyen, *Hanoi's War : an International History of the War for Peace in Vietnam*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2012, p. 62-65.

2. J. M. Carland, *Stemming the Tide : Combat Operations, May 1965 to October 1966*, DC, Center for Military History, 2000.

3. E. E. Moise, *Tonkin Gulf and the Escalation of the Vietnam War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996, p. 78-92. R. H. Shultz, *The Secret War against Hanoi : the Untold Story of Spies, Saboteurs, and Covert Warriors in North Vietnam*, New York, Perennial, 2000.

4. R. J. Hanyok, *Spartans in Darkness : American SIGINT and the Indochina War, 1945-1975*, Fort Meade, MD, Center for Cryptologic History (NSA), 2002, p. 175-231.

5. Department of Defense, *United States-Vietnam Relations, 1945-1967 (Pentagon Papers)*, IV.C.2a, Evolution of the War, Military Pressures Against North Vietnam, February-June 1964, p. 7-8 ; D. Milne, « "Our Equivalent of Guerrilla Warfare" : Walt Rostow and the Bombing of North Vietnam, 1961-1968 », *Journal of Military History*, 2007, vol. 71, nº 1, p. 169-203.

6. Department of Defense, *Pentagon Papers*, IV.C.2b, « Pressures Against North Vietnam », July-October 1964, p. 21.

7. FRUS, *1964-1968*, vol. IV : *Vietnam, 1966*, document 232, « Memorandum », 15 septembre 1966, p. 633.

8. Department of Defense, *Pentagon Papers*, IV.C.4, « Marine Combat Units Go to Da Nang », March 1965,

9. FRUS, *1964-1968*, vol. II : *Vietnam, January–June 1965*, document 218, « Telegram from the Embassy in Vietnam, 27 mars 1965, p. 486-90 ; Department of Defense, *Pentagon*

Papers, IV.C.5, Phase I in the Build-up of U. S. Forces, p. 55-66 ; J. J. Clarke, *Advice and Support : The Final Years, 1965-1973*, Washington, DC, Center for Military History, 1988, p. 93-96.

10. Department of Defense, *Pentagon Papers*, IV.C.5, *op. cit.*, p. 84-112.

11. G. C. Herring, *America's Longest War*, New York, McGraw Hill, 1996, p. 132-140 ; F. Logevall, *Choosing War : the Lost Chance for Peace and the Escalation of War in Vietnam*, Berkeley, University of California Press, 1999, p. 327-370.

12. JFKL, NSF, Komer Papers, box 414, « US Overseas Internal Defense Policy », septembre 1962, p. 13-14.

13. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 362-368.

14. « Tactics and Techniques for Employment of US Forces in the Republic of Vietnam », *op. cit.*, p. 560-561.

15. B. I. Gudmundsson, *On Artillery*, Westport, CT, Praeger, 1993, p. 151.

16. J. P. Harrison, *The Endless War : Vietnam's Struggle for Independence*, New York, Columbia University Press, 1989, p. 256.

17. Peter Arnett, « Major Describes Move », *The New York Times*, 8 février 1968, p. 14.

18. TTU/VVA, Douglas Pike Collection, item n° 2223106001, « Assessment of Refugee Program, 1968 », février 1969.

19. L.-H. T. Nguyen, *Hanoi's War*, *op. cit.*, p. 85 et suiv.

20. J. Blood, *The Tet Effect : Intelligence and the Public Perception of War*, Londres, Routledge, 2005, p. 32 ; T. Rid, *War and Media Operations : the U. S. Military and the Press from Vietnam to Iraq*, New York, Routledge, 2007, p. 59.

21. TNA, FO 371/174482, DV 1017/8, « Lettre de R.G. K. Thompson (Saigon) à E. H. Peck (Londres) », 4 mars 1964.

22. TNA, FO 371/174483, DV1017/21, « Lettre de RGK Thompson (Saigon) à E. H. Peck (FO) », 18 juin 1964.

23. R. Komer, *Organization and Management of the New Model Pacification Program : 1966-1969*, Santa Monica, CA, RAND Corporation, 1970, p. 16.

24. R.G. K. Thompson, *Make for the Hills. Memories of Far Eastern Wars*, Londres, Leo Cooper, 1989, p. 144.

25. W. C. Westmoreland, interview by Martin L. Ganderson, 1982, cité *in* G. A. Daddis, *No Sure Victory : Measuring US Army Effectiveness and Progress in the Vietnam War*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 27.

26. TNA, FO 371/174483, DV 1017/27, « Lettre de RKG Thompson (Saigon) à E. H. Peck (FO) », 5 août 1964.

27. FRUS, *1964-1968*, vol. I : *Vietnam*, document 124, « Summary Record of the 528th Meeting of the NSC », 22 avril 1964, p. 258. NARA, RG 286, MLR A132, box 60, « Circular Telegram to All Area Posts, from D. Rusk », 8 décembre 1964.

28. TNA, FO 371/174484, DV1017/44, « Future of the BRIAM », 14 octobre 1964 ; DV1017/49, 26 novembre 1964.

29. R.G. K. Thompson, *Make for the Hills*, *op. cit.*, p. 147.

30. TNA, FO 371/175534, « Police Training in Asia », 3 août 1964.

31. TNA, FCO 24/139, « Police Training Programme », 30 septembre 1964.

32. TNA, FO 371/175524, DV 1192/6, « Exchange officer to accompany a US unit in Vietnam, 8 octobre 1964 ; A. Mackenzie, *Special Force : the Untold Story of 22nd Special Air Service Regiment (SAS)*, Londres, I. B. Tauris, 2011, p. 107 et suiv.

33. TNA, PREM 13/1913, « Training in Malaysia for American Forces », 12 juillet 1966 ; Ken Olsen, « Vietnam's Combat Trackers », *The American Legion*, 1er mai 2013.

34. FRUS, *1964-1968*, vol. I : *Vietnam*, document 441, « Memorandum of a Conversation », 8 décembre 1964, p. 985-986.

35. F. Logevall, *Choosing war*, *op. cit.*, p. 340 ; J. W. Young, « British Governments and the Vietnam War », *in* Christopher E. Goscha et Maurice Vaïsse (dir.), *La Guerre du Vietnam et l'Europe*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 122.

36. TTU/VVA, Larry Berman Collection, item nº 0240219007, « Your Meeting with Joe Fowler Tomorrow », 28 juillet 1965.

37. P. L. Pham, *Ending « East of Suez » : the British Decision to Withdraw from Malaysia and Singapore, 1964-1968*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 83-84.

38. A. J. Stockwell, « Malaysia : The Making of a Neo-Colony ? », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, mai 1998, vol. 26, nº 2, p. 138-156.

39. TNA, FCO 24/139, « Future of the Services Training Assistance Programme », 29 septembre 1967.

40. TNA, FCO 24/531, « Training at the WJWC under the Service Training Assistance Programme », 16 mai 1969.

41. TNA, FCO 24/846, « Jungle Warfare Centre, 22 octobre 1970 » ; télégramme n° 726, 16 novembre 1970.

42. TNA, FCO 24/846, « Implications of retaining the Jungle Warfare School until 31 december 1971 », 27 novembre 1971.

43. M. Vaïsse, *La Grandeur, politique étrangère du général de Gaulle*, Paris, Fayard, 1998, p. 414 et suiv.

44. P. Journoud, *Les Relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam*, *op. cit.*, p. 529.

45. AMAE, 150QO/92, télégramme nº 238/42, 17 février 1964 ; T. L. Ahern, *CIA and the Generals : Covert Support to Military Government in South Vietnam*, Washington, DC, Center for the Study of Intelligence, 1998, p. 17.

46. SHD, 10T 962, « Rapport mensuel de l'attaché des forces armées », 3 mars 1965 ; Phi Vân Nguyen, « Le saccage de l'ambassade de France à Saigon en juillet 1964 », *Revue historique des armées*, nº 3, 2014, p. 57-64.

47. AN, 5AG1/201, « Compte rendu de l'audience accordée par le général de Gaulle à George Ball », 5 juin 1964 ; FRUS, vol. I : *Vietnam, 1964*, document 202, « Telegram from the Under Secretary of State », 6 juin 1964, p. 464-470.

48. AN, 5AG1/201, « Compte rendu de l'entretien entre le général de Gaulle et l'ambassadeur des États-Unis », 4 mai 1965.

49. Entretien avec Constantin Melnik, 26 mai 2009.

50. TTU/VVA, Larry Berman Collection, item nº 0240315002, « Some Toughts on US Policy and Gaullist France », 3 janvier 1966 ; P. Journoud, *Les Relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam*, *op. cit.*, p. 639.

51. M. Vaïsse, *La Grandeur, politique étrangère du général de Gaulle*, *op. cit.* ; P. Journoud, *De Gaulle et le Vietnam : 1945-1969. La réconciliation*, Tallandier, 2011.

52. Entretien de l'auteur avec Constantin Melnik, 26 mai 2009.

53. B. Fall, « The Second Indochina War », *International Affairs*, 1965, vol. 41, nº 1, p. 59.

54. Document cité *in* D. Fall, *Bernard Fall. Memory of a Soldier-Scholar*, Dulles, VA, Potomac Books, 2006, p. 190.

55. B. Fall, « Insurgency Non-military Indicators », *Military Review*, avril 1966, p. 3-11.

56. B. Fall, *Viêt-Nam : dernières réflexions sur une guerre*, Paris, Robert Laffont, 1968, p. 125.

57. Entretien avec Philippe Devillers, Paris, 2 décembre 2008.

58. C. E. Goscha, « "Sorry about that…" Bernard Fall, the Vietnam War and the Impact of a French Intellectual in the US », *in* C. E. Goscha et M. Vaïsse (dir.), *La Guerre du Vietnam et*

l'Europe. 1963-1973, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 362-282.

59. R. Trinquier, *La Guerre*, Paris, Albin Michel, 1980, p. 26.

60. *Ibid.*, p. 28.

61. *Ibid.*, p. 29.

62. R. A. Pape, « Coercive Air Power in the Vietnam War », *op. cit.*, p. 117.

63. J. Planchais, « Le rétiaire et le mirmillon », *Le Monde*, 25 mars 1965, p. 3.

64. Q. T. Lâm, *The Twenty-Five Year Century : A South Vietnamese General Remembers the Indochina War to the Fall of Saigon*, Denton, TX, University of North Texas Press, 2001, p. 275-276.

65. FRUS, *1964-1968*, vol. V : *Vietnam, 1967*, document 115, « Working Notes on Guam Conference », 20 mars 1967, p. 268-274.

66. TTU/VVA, « Quatermaster Company Collection », item nº 0010139006, télégramme nº 4867, *op. cit.*, p. 1.

67. SHD, 1K 225, carton 33, « Activité du général Beaufre au Centre européen d'études stratégiques et à l'IFDES ».

68. A. Beaufre, « Vietnam : la déclaration de paix », *Le Figaro*, 29 janvier 1965.

69. NARA, RG59, « Central Decimal Files (CDF) », 751k.5.REEL69, « General Beaufre in Vietnam », 28 août 1965.

70. AMAE, AO, « Vietnam conflit », dossier nº 163, note nº 107/AS de Manac'h, 14 mars 1968.

71. W. Issacson et E. Thomas, *The Wise Men*, New York, Simon & Schuster, 1986.

72. TTU/VVA, L. Berman Collection, item nº 0241109011, « Ambassador Lodge's Views On Vietnam », 27 mars 1968 ; FRUS, *1964-1968*, vol. VI : *Vietnam*, document 158, « Notes of Meeting, Washington, 26 mars 1968, p. 472.

73. W. J. Miller, *Henry Cabot Lodge : A Biography*, New York, NY, Heineman, 1967.

74. TTU/VVA, L. Berman Collection, item nº 0241109011, « Ambassador Lodge's Views On Vietnam », *op. cit.*, p. 1-2.

75. D. A. Starry, « La guerre révolutionnaire », *Military Review*, février 1967, p. 61-70.

76. R. A. Hunt, « Avoiding Lessons from the Past ? The US in the Vietnam War », *in* C. E. Goscha et M. Vaïsse (dir.), *La Guerre du Vietnam et l'Europe. 1963-1973*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 17-32.

77. CMH, OH nº 2012-01, « Interview of Brig. Gen. John Johns and Col. Carl Bernard », Andrew Birtle, 28 janvier 2003, p. 53.

78. R. A. Hunt, « Avoiding Lessons from the Past ? », *op. cit.*

79. Pour n'en citer que quelques-uns : C. P. Biggio, « Let's Learn from the French », *Military Review*, 1966, octobre, p. 27-34 ; E. B. Crew, « La guerre d'Indochine », *Marine Corps Gazette*, 1966, vol. 50, nº 4-5-6, p. 32-39, 41-44, 45-49 ; W. F. Long, « The Specter of Dien Bien Phu », *Military Review*, octobre 1966, p. 35-39 ; R. Ronssin de Chatelle, « The War in Indochina », *Military Review*, février 1966, p. 36-47.

80. NARA, RG 472, MLR A152, box 181, « Historical Study of the Franco-Viet Minh War », 28 mars 1968.

81. L. Berman, *Lyndon Johnson's War : The Road to Stalemate in Vietnam*, New York, W. W. Norton & Company, 1991, p. 142-143. Y. F. Khong, *Analogies at War : Korea, Munich, Dien Bien Phu, and the Vietnam Decisions of 1965*, Princeton University Press, 1992 ; R. A. Hunt, « Avoiding Lessons from the Past ? », *op. cit.*, p. 30.

82. TTU/VVA, item nº 0010104003, « Diên Biên Phu », 20 septembre 1967. Notons que la fiche se fonde sur la lecture de l'ouvrage de B. Fall, *Hell in a Very Small Place : the Siege of Dien Bien Phu*, Philadelphia, PA, Lippincott, 1967.

83. W. C. Westmoreland, *A Soldier Reports*, 1st ed., Garden City, NY, Doubleday, 1976, p. 337-338.

84. SHD, 3K 11, « Témoignage oral du général Jean Compagnon », 23 juin 1997, entretien nº 22, pl. 4.

85. V. J. Croizat, *Journey Among Warriors. The Memoirs of a Marine*, Shippensburg, White Mane, 1997, p. 201.

86. *Ibid.*, p. 209-210.

87. G. Wilson, J. Childs, N. MacKenzie et M. Sweeney, « Combined Action », *Marine Corps Gazette*, octobre 1966, vol. 50, nº 10, p. 28-31 ; J. Shulimson et C. M. Johnson, *U. S. Marines in Vietnam : The Landing and Buildup, 1965*, Washington, DC, USMC History and Museums Division, 1978, p. 133-136 ; Y. Gortzak, « The Prospects of Combined Action : Lessons from Vietnam », *Small Wars & Insurgencies*, 2014, vol. 25, nº 1, p. 137-160.

88. V. J. Croizat, *Journey Among Warriors. The Memoirs of a Marine*, *op. cit.*, p. 210.

89. *Les Enseignements de la guerre d'Indochine. Rapport du général Ely, commandant en chef en Extrême-Orient*, tome I, Vincennes, Service historique de la défense, 2011. Pour la traduction, voir V. J. Croizat, *A Translation from the French Lessons of the War in Indochina*, Santa Monica, CA, RAND, Corp., 1967, 411 p.

90. R. A. Hunt, *Pacification : The American Struggle for Vietnam's Hearts and Minds*, Boulder, Co., Westview, 1995.

91. *Ibid.*, p. 31 et suiv.

92. FRUS, *1961-1963*, vol. II : *Vietnam*, document 203, 23 mai 1962, p. 422 ; D. Valentine, *The Phoenix Program*, New York, William Morrow and Company, 1990, p. 73 ; R. Davis et H. James, *The Public Safety Story. An Informal Recollection of Events and Individuals Leading to the Formation of the AID Office of Public Safety*, Santee, CA, Public Safety Newsletter, 2001, p. 6.

93. TNA, FO 371/174482, DV1017/8, « Draft Memorandum for the United States Secretary of Defence », 4 mars 1964.

94. D. Valentine, *The Phoenix Program*, *op. cit.*, p. 79-80 ; L. Comber, *Malaya's Secret Police 1945-60 : The Role of the Special Branch in the Malayan Emergency*, Clayton ; Singapour, Monash University Press/ISEAS, 2008, p. 18, note nº 5.

95. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification in South Vietnam*, Washington, DC, CSI, 2001, p. 259.

96. *Ibid.*, p. 285. ; D. Valentine, *The Phoenix Program*, *op. cit.*, p. 84-85 ; J. Kuzmarov, *Modernizing Repression : Police Training and Nation Building in the American Century*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2012, p. 159-160.

97. R. Komer, *Organization and Management of the New Model Pacification*, *op. cit.*, p. 131-143.

98. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 137-160.

99. R. Komer, *Organization and Management of the New Model Pacification*, *op. cit.*, p. 134-137 ; R. A. Hunt, *Pacification*, *op. cit.*, p. 36 ; T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 181.

100. Entretien de Stuart Methven, 8 mai 2009 ; R. A. Hunt, *Pacification*, *op. cit.*, p. 40-41 ; T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 182-190.

101. J. M. Carland, *Stemming the Tide*, *op. cit.*, p. 198.

102. W. E. Colby, *Lost Victory*, Chicago, Contemporary Books, 1989, p. 201.

103. J. McAllister, « The Lost Revolution : Edward Lansdale and the American Defeat in Vietnam 1964-1968 », *Small Wars & Insurgencies*, 2003, vol. 14, nº 2, p. 1-26.

104. R. Komer, *Organization and Management of the New Model Pacification*, *op. cit.*, p. 26.

105. DTIC, ADA 377743, *A Program for the Pacification and Long-Term Development of Vietnam* (vol. I), prepared by the Office of the Deputy Chief of Staff for Military Operations, Department of the Army, mars 1966, p. v.

106. L. Sorley, « To Change a War : General Harold K. Johnson and the PROVN Study », *Parameters*, 1998, vol. 28, nº 1, p. 93-109 ; A. J. Birtle, « PROVN, Westmoreland, and the Historians : A Reappraisal », *Journal of Military History*, octobre 2008, vol. 72, nº 4, p. 1213-1247.

107. DTIC, ADA 377743, *PROVN* (vol. I), *op. cit.*, p. 66.

108. CMH, OH nº 2012-01, « Interview of Brig. Gen. John Johns and Col. Carl Bernard », Andrew Birtle, 28 janvier 2003, p. 33-34.

109. *Ibid.*, p. 40 ; TTU/VVA, William Colby Collection, item nº 0440620051, « Lettre de Carl F. Bernard à William E. Colby », 5 août 1991 ; les passages concernés sont vraisemblablement *in* DTIC, ADA 377743, *PROVN* (vol. I), *op. cit.*, p. 8, 25, 5-52.

110. LBJL, NSF, Komer Papers, vol. 27, « Roles and missions », 1er septembre 1966.

111. LBJL, NSF, NSAM 362, « Responsibility for US Role in Pacification/Revolutionary Development », 9 mai 1967.

112. R. Komer, *Organization and Management of the New Model Pacification*, *op. cit.*, p. 58-59 ; R. A. Hunt, *Pacification*, *op. cit.*, p. 85-89 ; G. A. Cosmas, *MACV : The Joint Command in the Years of Escalation, 1962-1967*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 357-370.

113. R. A. Hunt, *Pacification*, *op. cit.*, p. 109-120.

114. D. Galula, *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, traduit par P. de Montenon, Paris, Economica, 2008, p. 182.

115. MMC, Interview Bob Wall, Rockville, MA, 23 juin 1992 ; M. Moyar, *Phoenix and the Birds of Prey. Counterinsurgency and Counterterrorism in Vietnam*, Lincoln, NE, Bison Books, 2007, p. 51.

116. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 286.

117. DVC, « Intelligence Coordination and Exploitation for the Attack on VCI », USMACV Directive nº 381-41, 9 juillet 1967, p. 4 ; D. Valentine, *The Phoenix Program*, *op. cit.*, p. 125 ; T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 286-287.

118. DVC, « A Concept for Organization for Attack on VC Infrastructure », 22 mai 1967 ; TTU/VVA, D. Pike Collection, item nº 2234306064, Mission and Functions of the ICEX Staff, 11 août 1967.

119. R. A. Hunt, *Pacification*, *op. cit.*, p. 116.

120. R. Nixon, « Acceptance of the Republican Nomination for President », 8 août 1968.

121. FRUS, *1969-1974*, vol. VI : *Vietnam*, document 49, « Minutes of National Security Council Meeting », 28 mars 1969, p. 170.

122. J. M. Gates, « People's War in Vietnam », *Journal of Military History*, 1990, vol. 54, nº 3, p. 338 ; G. A. Daddis, « Out of Balance : Evaluating American Strategy in Vietnam, 1968-72 », *War & Society*, 2013, vol. 32, nº 3, p. 261.

123. NARA, RG 286, MLR A132, box 47, « Lettre de Robert Thompson à Charles A. Mann », 11 mars 1966 ; R.G. K. Thompson, *Defeating communist insurgency*, *op. cit.*

124. NARA, RG 286, MLR A132, box 47, The National Police, RAND Report 141611-AID, 7 mars 1966.

125. R.G. K. Thompson, « Will We Win ? », *Newsweek*, 1 janvier 1968, p. 28-32.

126. R. Komer, *Organization and Management of the New Model Pacification*, *op. cit.*, p. 90-91.

127. TNA, FCO 15/603, « Lettre de Sir C. Murray MacLehose (Saigon) à Donald F. Murray (Londres) », 18 mars 1968.

128. FCO 15/740, « Lettre de Donald F. Murray (Londres) », 11 avril 1968.

129. FCO 15/740, « Télégramme nº 446 addressé à Kuala Lumpur et à l'attention de Sir Claude Fenner », 28 mars 1968.

130. FCO 15/740, « Comments on some of the Counter-Insurgency Situation in South Vietnam », Kuala Lumpur, 15 mai 1968.

131. NARA, RG 286, MLR A132, box 45, « Lettre de Claude Fenner à R. W. Komer », Kuala Lumpur, 15 mai 1968.

132. D. Fitzgerald, « Sir Robert Thompson, Strategic Patience and Nixon's War in Vietnam », *Journal of Strategic Studies*, 2014, vol. 37, nº 6-7, p. 998-1026.

133. R.G. K. Thompson, *No Exit from Vietnam*, D. McKay Co., 1969, p. 192-200.

134. W. L. Lunch et p. W. Sperlich, « American Public Opinion and the War in Vietnam », *Political Research Quarterly*, 1979, vol. 32, nº 1, p. 21-44.

135. FRUS, *1969-1976,* vol. VI : *Vietnam*, document 137, « The President's Remarks to Sir Robert Thompson Concerning the Vietnam Situation », 17 octobre 1969, p. 460.

136. W. E. Colby, *Lost Victory*, *op. cit.*, p. 258.

137. FRUS, *1969-1976,* vol. VI : *Vietnam*, document 153, « Sir Robert Thompson's Report on Conditions in Vietnam, Memorandum of Conversation », 1er décembre 1969, p. 499.

138. L.-H. T. Nguyen, *Hanoi's War*, *op. cit.*, p. 129-149.

139. FRUS, *1969-1976,* vol. VI : *Vietnam*, document 153, « Sir Robert Thompson's Report », *op. cit.*, p. 501.

140. G. A. Daddis, « "A Better War ?" – The View from the Nixon White House », *Journal of Strategic Studies*, juin 2013, vol. 36, nº 3, p. 357-384.

141. « Summary of Debrief Conference with Sir Robert Thompson », 14 octobre 1970 cité *in* H. R. Haldeman, *The Haldeman Diaries : Inside the Nixon White House*, Complete multimedia ed., Santa Monica, CA, Sony Imagesoft, 1994.

142. T. L. Ahern, *CIA and Rural Pacification*, *op. cit.*, p. 299.

143. M. Moyar, *Phoenix and the Birds of Prey*, *op. cit.*, p. 236. L'ouvrage plus ancien de Richard Hunt donne le chiffre moins précis de « plus de 74 000 pertes », cité *in* R. A. Hunt, *Pacification*, *op. cit.*, p. 249.

144. Lester R.E. (dir.), *Classified Studies from the Combined Intelligence Center Vietnam, 1965-1973*, Records of the Military Assistance Command., Carlisle, PA, US Army Military History Institute.

145. R. A. Hunt, *Pacification*, *op. cit.*, p. 237.

146. United States Senate, Committe on Foreign Relations, *Hearing on Civil operations and Rural Development Support Program*, Washington, DC, Government Printing Office, 1970, p. 25-26, 399-400.

147. R.G. K. Thompson, *Make for the Hills*, *op. cit.*, p. 171 et suiv.

148. L. Sorley, *A Better War*, *op. cit.*, p. 305-306.

149. D.W. P. Elliott, *The Vietnamese War. Revolution and Social Change in the Mekong Delta, 1930-1975*, Armonk, NY, M. E. Sharpe, 2007, p. 357 et suiv.

150. R. A. Hunt, *Pacification*, *op. cit.*, p. 257. W. E. Colby, *Lost Victory*, *op. cit.*, p. 319-321.

151. P. Asselin, *A bitter peace : Washington, Hanoi, and the making of the Paris agreement*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002 ; K. Hughes, *Fatal politics : the Nixon tapes, the Vietnam War, and the casualties of reelection*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2015, 273 p.

152. J. H. Willbanks, *Abandoning Vietnam : How America Left and South Vietnam Lost its War*, Lawrence, University Press of Kansas, 2004.

Chapitre 14. Une contre-subversion globale ? (1964-1975)

1. FRUS, *1961-1963*, vol. VIII : *National Security*, document 68, NSAM 124, 18 janvier 1962, p. 238.

2. J. H. Michaels, « Managing Global Counterinsurgency : The Special Group (CI) 1962-1966 », *Journal of Strategic Studies*, 2012, vol. 35, nº 1, p. 33-61.

3. JFKL, NSF, box 319, « Minutes of the Special Group Meeting », 2 mars 1962.

4. NARA, RG 59, MLR A15206, box 3, « Internal Defense Progress Report to the Special Group (CI) », 15 août 1963 ; W. Rosenau, « The Kennedy Administration, US Foreign Internal Security Assistance and the Challenge of "Subterranean War", 1961-63 », *Small Wars & Insurgencies*, 2003, vol. 14, nº 3, p. 65-99.

5. NARA, RG 59, MLR A1 5206, box 1, « Minutes for Meeting of Special Group (CI) », 16 août 1962.

6. B. Simpson, « The United States and the 1965-1966 Mass Murders in Indonesia », *Monthly Review*, décembre 2015, vol. 67, nº 7, p. 31-49.

7. FRUS, 1964-1968, vol. II : *Vietnam,* document 153, « Telegram to the Joint Chiefs », 22 février 1965 ; FRUS, 1964-1968, vol. XXXIII : *Organization and Management of Foreign Policy,* document 50, « Memorandum to President Johnson », 19 janvier 1966, p. 117.

8. Cité *in* J. H. Michaels, « Managing Global Counterinsurgency : The Special Group (CI) 1962-1966 », *op. cit.*, p. 56.

9. FRUS, 1964-1968, vol. XXXIII : *Organization and Management of Foreign Policy,* document 63, Memorandum, 7 mars 1966, p. 146-147.

10. FRUS, *1964-1968*, vol. X : *National Security Policy*, document 204, « US Policy On Internal Defense In Selected Foreign Countries », non daté, p. 686 ; FRUS, 1964-1968, vol. XXXIII : *Organization and Management of Foreign Policy,* document 56, NSAM No. 341, 2 mars 1966, p. 128-230.

11. FRUS, 1964-1968, vol. XXXIII : *Organization and Management of Foreign Policy*, document 50, *op. cit.*, p. 113-116.

12. F. Myers, « Harold Macmillan's "Winds of Change" Speech : A Case Study in the Rhetoric of Policy Change », *Rhetoric & Public Affairs*, 2000, vol. 3, nº 4, p. 555-575.

13. TNA, CAB 165/408, « Cabinet Committee on Counter-Subversion in Colonial Territories », 16 mars 1956.

14. TNA, CAB 165/408, « Lettre de J. Shattock (FO) à Sir Burke Trend (CAB) », 10 décembre 1964.

15. TNA, CAB 134/2544, SV(65)5, « Counter-Subversion Committee », 17 mars 1965.

16. R. J. Aldrich, *Espionage, security, and intelligence in Britain, 1945-1970*, Manchester University Press, 1998, p. 168.

17. TNA, CAB 165/408, « Counter Subversion Committee Working Groups and Ad Hoc Meetings », non daté.

18. TNA, CAB 134/2544, SV(65)10, « Soviet Bloc, Chinese Communist and Castro priorities for subversion », 13 mai 1965.

19. CAB 134/2544, SV(65), « Cabinet Counter Subversion Committee », 8 octobre 1965.

20. TNA, CAB 134/2544, SV(65)15, « Counter Subversion Fund Undertaken by the Fund in the FY 1964/65 », 13 septembre 1965.

21. TNA, CAB 134/2544, SV(65)13, « Counter Subversion role of Service Attachés and Defence Advisers », 6 septembre 1965.

22. G. Scott-Smith, « Confronting Peaceful Co-existence : Psychological Warfare and the Role of Interdoc », 1963-72 », *Cold War History*, 2007, vol. 7, nº 1, p. 19-43.

23. HILA, Albertini Papers, box 5, note sans titre, 29 juillet 1959.

24. D. Leroux, « Promouvoir une armée révolutionnaire pendant la guerre d'Algérie : le Centre d'instruction pacification et contre-guérilla d'Arzew (1957-1959) », *Vingtième Siècle*, 2013, vol. 120, nº 4, p. 106.

25. HILA, Albertini Papers, box 13, note sans titre, 20 février 1959.

26. G. Scott-Smith, « Confronting Peaceful Co-existence », *op. cit.* ; « Interdoc and West European Psychological Warfare : The American Connection », *Intelligence and National Security*, 2011, vol. 26, nº 2-3, p. 355-376.

27. G. Scott-Smith, « Confronting Peaceful Co-existence », *op. cit.*, p. 23.

28. *Ibid.*, p. 24 ; G. Scott-Smith, *Western anti-communism and the Interdoc Network : Cold War Internationale*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012, p. 83.

29. HILA, Albertini Papers, box 6, note sans titre, 12 décembre 1962.

30. G. Scott-Smith, « Confronting Peaceful Co-existence », *op. cit.*, p. 25.

31. B. Crozier, *Free Agent : the Unseen War 1941-1991*, New York, Harper Collins, 1993, p. 49.

32. G. Scott-Smith, *Western Anti-Communism and the Interdoc Network*, *op. cit.*, p. 83.

33. *Ibid.*, p. 174 ; S. Dorril, *MI6 : Fifty Years of Special Operations*, Londres, Fourth Estate, 2000, p. 50-51, 166-167, 189-191.

34. B. Crozier, *Free Agent*, *op. cit.*, p. 51.

35. B. Crozier, *The Struggle for the Third World*, Chester Springs, PA, Dufour Editions, 1966, p. 155.

36. B. Crozier, *Free Agent*, *op. cit.*, p. 79-80. Voir aussi R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 282-283.

37. HILA, Albertini Papers, box 13, « Note générale sur nos activités », 22 janvier 1963 ; B. Crozier, *Free Agent*, *op. cit.*, p. 102-104.

38. TNA, FO 1110/1632, PR10117/13, Albertini, 18 mars 1963.

39. HILA, Albertini Papers, box 12, « Rapport final sur le stage africain », 7 mars 1961 ; Voyage en Afrique, août 1963.

40. FO 1110/1632, PR10117/13, « Minute of the Foreign Office by D. A. Roberts », secret, 18 mars 1963.

41. HILA, Albertini Papers, box 13, « Activités de nos bureaux de Paris, Rome et Caracas », 11 janvier 1966.

42. TNA, FCO 95/502, « Lettre à C. F. MacLaren », 30 octobre 1968 ; B. Crozier, *Free Agent*, *op. cit.*, p. 104.

43. O. Dard, *Voyage au cœur de l'OAS*, *op. cit.*, p. 141-149, 214.

44. G. Pervillé, *La Guerre d'Algérie : 1954-1962*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 94 et suiv.

45. O. Dard, « Réalités et limites de l'internationalisation de l'anti-anticolonialisme de la guerre d'Algérie au début des années 70 », *in* Olivier Dard et Daniel Lefeuvre (dir.), *L'Europe face à son passé colonial*, Paris, Riveneuve, 2008, p. 254-261.

46. F. Laurent, *L'Orchestre noir. Enquête sur les réseaux néo-fascistes*, Paris, Stock, 1978, p. 122.

47. M.-M. Robin, *Escadrons de la mort. L'école française*, Paris, La Découverte, 2004, p. 170-172 ; M. Djallal, « À mi-chemin entre la France et le Brésil, l'exportation de la DGR vers le Portugal », Journée d'études. La « doctrine de la guerre révolutionnaire » (DGR) : théories, pratiques, continuités, Institut historique allemand, Paris, 2013.

48. O. Dard, « Réalités et limites de l'internationalisation... », *op. cit.*, p. 262.

49. F. Laurent, *L'Orchestre noir. Enquête sur les réseaux néo-fascistes*, *op. cit.*, p. 119.

50. *Ibid.*, p. 139-165.

51. AMAEN, Archives de postes, Manille, carton 29, « Conférence de la Ligue des Peuples anti-communistes d'Asie », 3 novembre 1956 ; lire également S. et J. L. Anderson, *Inside the League*, 1st ed., New York, Dodd, Mead, 1986, p. 46 et suiv.

52. AMAEN, Manille, carton 29, « A.s. de la session de la Ligue des pays anti-communistes d'Asie », 9 novembre 1966.

53. Entretien avec Pierre Abramovici, 2 mars 2009 ; S. et J. L. Anderson, *Inside the League*, *op. cit.*

54. M. D. Childs, « An Historical Critique of the Emergence and Evolution of Ernesto Che Guevara's Foco Theory », *Journal of Latin American Studies*, 1995, vol. 27, nº 3, p. 593-624.

55. E. « Che » Guevara, *Guerrilla Warfare*, Manchester, Manchester University Press, 1961, p. 7.

56. R. Debray, *Révolution dans la révolution ? Lutte armée et lutte politique en Amérique latine*, Paris, Maspero, 1967.

57. E. « Che » Guevara, *Guerrilla Warfare*, *op. cit*.

58. T. C. Wright, *Latin America in the Era of the Cuban Revolution*, Westport, CT, Praeger, 2001, p. 76-87 ; H. W. Brands, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2010, p. 48-52.

59. JFKL, NSF, box 325, « Proposed U. S. Army Programs of Instruction at Fort Bragg and Fort Gulick », 23 janvier 1961 ; L. Gill, *The School of the Americas : Military Training and Political Violence in the Americas*, Duke University Press, 2004, p. 73-75 ; A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 298.

60. JFKL, NSF, box 413, « Establishment of Inter-american Police Academy, Memorandum for McGeorge Bundy », 7 mai 1962 ; M. McClintock, *Instruments of Statecraft. U. S. Guerrilla Warfare, Counterinsurgency, and Counter-terrorism, 1940-1990*, New York, Pantheon Books, 1992, p. 188 et suiv.

61. J. Kuzmarov, « Modernizing Repression : Police Training, Political Violence, and Nation-Building in the "American Century" », *Diplomatic History*, avril 2009, vol. 33, nº 2, p. 191-221.

62. M. E. Latham, *Modernization as Ideology : American Social Science and « Nation Building » in the Kennedy Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 69-108.

63. P. Hammerschmidt, *Klaus Barbie : nom de code Adler*, Paris, Les Arènes, 2016.

64. L. Gill, *The School of the Americas*, *op. cit.* ; G. Grandin, *The Last Colonial Massacre : Latin America in the Cold War*, Chicago, University of Chicago Press, 2004.

65. H. W. Brands, *Latin America's Cold War*, *op. cit.*, p. 78.

66. AMAE, 80QO, dossier 74, « Lettre du colonel A. R. Bernard au ministre de la Défense nationale », 29 mars 1956.

67. AMAE, 80QO, dossier 74, « Stages d'officiers argentins à l'École supérieure de guerre », 16 mars 1956.

68. AMAE, 80QO, dossier 74, « Projet d'accord relatif aux assesseurs militaires français », 9 octobre 1959 ; M. Ranalletti, « Aux origines du terrorisme d'État en Argentine : Les influences françaises dans la formation des militaires argentins (1955-1976) », *Vingtième Siècle*, 2010, vol. 105, nº 1, p. 45.

69. SHD, 10T 76, dossier 2, « Situation des officiers de liaison à l'étranger », 29 juillet 1964.

70. AMAE, 80QO, dossier 74, « Note à l'attention de Monsieur l'Ambassadeur », Buenos Aires, 4 octobre 1961.

71. AMAE, 80QO, dossier 74, « Cours interaméricain de guerre contre-révolutionnaire », 6 octobre 1961.

72. J. B. Smith, *Portrait of a Cold Warrior*, New York, Putnam, 1976, p. 362-363.

73. L. A. Romero, *A History of Argentina in the Twentieth Century*, University Park, Pa, Pennsylvania State University Press, 2002, p. 146.

74. M. Ranalletti, *Du Mékong au Río de la Plata. La doctrine de la guerre révolutionnaire, "La Cité catholique" et leurs influences en Argentine, 1954-1976*, thèse de doctorat sous la dir. de Maurice Vaïsse, Institut d'études politiques de Paris, 2006, p. 424.

75. H. W. Brands, *Latin America's Cold War*, *op. cit.*, p. 79.

76. M. Ranalletti, *Du Mékong au Río de la Plata*, *op. cit.*, p. 429.

77. V. Bulmer-Thomas (dir.), *Britain and Latin America : A Changing Relationship*, Cambridge University Press, 1989, 240 p.

78. G. Horne, *Cold War in a Hot Zone : the United States Confronts Labor and Independence Struggles in the British West Indies*, Philadelphia, Temple University Press, 2007, 262 p.

79. TNA, FO 371/167822, A1642/24, « The Police Training Programme in Latin America », 13 août 1963.

80. Entretien avec Laragh Neelin, nièce d'Eric Lambert, Dublin, 24 mars 2014 ; M. E. Rodríguez, « Eric Lambert (1909-1996), historian and intelligence officer », *Irish Migration Studies in Latin America*, mars 2010, vol. 7, n° 3, p. 411-412.

81. TNA, FO 371/167822, A1642/24, « The Police Training Programme in Latin America (Mr. Lambert) ».

82. TNA, FO 371/167821, A1642/2, « Lettre à A. D. Parsons », 8 février 1963.

83. TNA, FO 371/167822, A1642/26, « Police Training in Latin America : Problems », 19 août 1963.

84. TNA, FO 371/167821, A1642/2, « Lettre à A. D. Parsons », 8 février 1963, p. 3 ; T. C. Field, *From Development to Dictatorship : Bolivia and the Alliance for Progress in the Kennedy Era*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2014, p. 134.

85. T. C. Field, *From Development to Dictatorship*, *op. cit.*, p. 189-194.

86. D. M. Rempe, « Guerrillas, Bandits, and Independent Republics : US Counter-Insurgency Efforts in Colombia 1959-1965 », *Small Wars & Insurgencies*, 1995, vol. 6, n° 3, p. 304-327 ; A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 299.

87. TNA, FO 371/167821, A1642/2, « Lettre à A. D. Parsons », Washington, 8 février 1963.

88. TNA, FO 371/184627, A16410/1, « Lettre de M. Stewart (Washington) à H. Hohler (Londres) », 22 septembre 1966.

89. TNA, FO 371/184627, A16410/1, « Guyana Police Force », non daté.

90. TNA, FO 371/184627, A16410/2, « Lettre de J. D. Murray (FO) à C. G. Costley-White (CO) », 4 octobre 1966.

91. T. Lacey, *Violence and Politics in Jamaica, 1960-70*, *op. cit.*, p. 153-155.

92. O. A. Westad, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 207-241 ; M. E. Latham, « The Cold War in the Third World, 1963-1975 », *in* M. P. Leffler et O. A. Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War*, vol. II : *Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 258-280.

93. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart : la politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012, p. 152-154.

94. SHD, 3K 60, « Témoignage oral du général Paul Aussaresses », 26 avril 2000, entretien n° 3, pl. 8, 10, 11 ; R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, *Histoire politique des services secrets français*, *op. cit.*, p. 117.

95. M. Robert, *« Ministre » de l'Afrique*, Paris, Seuil, 2004 ; J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*, p. 159-160.

96. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *ibid.*, p. 219-222.

97. DDF, *1963*, tome II, « La situation intérieure après les évènements de Brazzaville », 31 août 1963, p. 215.

98. DDF, *1963*, tome II, document 164, « Télégrammes nº 754-757 de M. Raguenet (Abidjan) à M. Couve de Murville (Paris) », réservé, très urgent, 28 octobre 1963, p. 441.

99. Sur le voyage de Guevara à Brazzaville en décembre 1964, lire E. George, *The Cuban Intervention in Angola, 1965-1991 : from Che Guevara to Cuito Cuanavale*, New York, Frank Cass, 2005, p. 21-22.

100. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*, p. 177-180, 202-204.

101. J.-L. Dufour, « Les troupes de marine dans les interventions africaines des années 1960 à nos jours », dans M. Vaïsse (dir.), *Les Troupes de marine dans l'armée de terre*, Lavauzelle, 2001, p. 263.

102. M. Debos et N. Powell, « L'autre pays des "guerres sans fin". Une histoire de la France militaire au Tchad », *Les Temps modernes*, nº 693, 2017, p. 221-266 ; S. Mantoux, *Les Guerres du Tchad*, Chamalières, Lemme, 2014, p. 18-61.

103. TNA, CO 936/664, « Lettre à T. C. Jerrom (Londres) », 24 avril 1962.

104. FRUS, *1961-1963*, vol. XXI : *Africa*, document 194, « De Gaulle, Africa, and Southeast Asia », 13 mai 1961, p. 291-292.

105. P.-M. Durand, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 229-263.

106. P.-M. Durand, « De Gaulle et les Américains en Afrique subsaharienne », *in* P. Oulmont et M. Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Éditions Karthala, 2014, p. 215-233.

107. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*, p. 157 ; J. Kuzmarov, *Modernizing Repression : Police Training and Nation Building in the American Century*, Amherst, University of Massachusetts Press, 2012, p. 172-173.

108. J. Kuzmarov, *Modernizing Repression*, *op. cit.*, p. 133.

109. NARA, RG 286, A123, box 10, Ivory Coast, 12 décembre 1966 ; J. Kuzmarov, *Modernizing Repression, op. cit.,* p. 173.

110. J. E. Hoover, *Masters of Deceit : the Story of Communism in America and how to Fight it*, Pocket Books, 1958.

111. NARA, RG 286, MLR A125, box 4, « End of Tour Report », 16 septembre 1969.

112. TNA, FO 1110/1632, PR10117/13, « Lettre de C.F. R. Barcley (Londres) à P. E. Ramsbotham (Paris) », 2 janvier 1963.

113. TNA, FO 1110/1632, PR10117/13, « Lettre de P. E. Ramsbotham (Paris) à C.F. R. Barcley (Londres) », 18 janvier 1963.

114. TNA, CAB 134/2544, SV(65) 1st Meeting, « Cabinet Counter Subversion Committee, minutes », 17 février 1965, p. 4

115. DDF, *1965*, tome I *(1er janvier-31 juillet)*, document nº XX, « Compte rendu de l'entretien du général de Gaulle avec le Premier Ministre britannique Harold Wilson », 2 avril 1965, p. 388.

116. TNA, CAB 134/2544, SV(65)3, « Summary of recent activities of Working Groups », *op. cit.*, p. 2-3.

117. TNA, FO 371/182026, Request for police training Mali, 1964.

118. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*, p. 320 ; W. Bruyère-Ostells, *Dans l'ombre de Bob Denard : les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau monde, 2014, p. 32-35.

119. C. Jones, *Britain and the Yemen Civil War, 1962-1965 : Ministers, Mercenaries and Mandarins : Foreign Policy and the Limits of Covert Action*, Brighton ; Portland, Or, Sussex Academic Press, 2004.

120. S. Dorril, *MI6*, *op. cit.*, p. 685. Ils ne se rendirent compte que trop tard des différences dialectales entre l'arabe des djebels algériens et celui parlé dans les déserts du Yémen.

121. D. Smiley, *Arabian Assignment*, Londres, Leo Cooper, 1975, p. 115.

122. C. Jones, « "Where the state feared to tread" : Britain, Britons, Covert Action and the Yemen Civil War, 1962-64 », *Intelligence and National Security*, octobre 2006, vol. 21, nº 5, p. 728.

123. M. R. DeVore, « A more Complex and Conventional Victory : Revisiting the Dhofar Counterinsurgency, 1963-1975 », *Small Wars & Insurgencies*, 2012, vol. 23, nº 1, p. 144-173.

124. DDRS, item nº CK3100389194, « Chinese Communist Involvement in Congolese Insurrections », 11 août 1964 ; O. A. Westad, *The Global Cold War*, *op. cit.*, p. 141-142.

125. L. A. Namikas, *Battleground Africa : Cold War in the Congo, 1961-1965*, PhD dissertation supervised by Roger Dingman, University of Southern California, Los Angeles, 2002, p. 404-405.

126. W. Bruyère-Ostells, *Dans l'ombre de Bob Denard*, *op. cit.*, p. 36.

127. T. P. Odom, « Dragon Operations : Hostage Rescues in the Congo, 1964-65 », *Leavenworth Papers*, juillet 1988, nº 14 ; J. H. Michaels, « Breaking the Rules : The CIA and Counterinsurgency in the Congo 1964-1965 », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence*, 2012, vol. 25, nº 1, p. 130-159.

128. T. P. Odom, « Dragon Operations : Hostage Rescues in the Congo, 1964-65 », *op. cit.*, p. 83-120.

129. W. Bruyère-Ostells, *Dans l'ombre de Bob Denard*, *op. cit.*, p. 66-70 ; L. Devlin, *Chief of Station, Congo. A Memoir of 1960-67*, New York, Public Affairs, 2007.

130. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*, p. 287 ; HGARC, Yarborough Papers, folder 5, Lettre du général William P. Yarborough au général Mobutu, Fort Bragg, NC, 23 mai 1961. Sur les liens de Mobutu avec le chef de poste de la CIA, lire L. Devlin, *Chief of Station, Congo. A Memoir of 1960-67*, *op. cit.*, p. 88-89.

131. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart*, *op. cit.*, p. 324-326 ; W. Bruyère-Ostells, « La révolte des mercenaires contre Mobutu en 1967 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2012, vol. 247, nº 3, p. 91.

132. Sur ces sujets, lire la récente thèse de J. Warson, *France in Rhodesia : French policy and perceptions throughout the era of decolonisation*, PhD dissertation, University of Portsmouth, 2013.

133. W. Bruyère-Ostells, *Dans l'ombre de Bob Denard*, *op. cit.*, p. 44-48 ; C. Griffin, « French military policy in the Nigerian Civil War, 1967-1970 », *Small Wars & Insurgencies*, 2015, vol. 26, nº 1, p. 114-135.

134. C. Uche, « Oil, British Interests and the Nigerian Civil War », *The Journal of African History*, 2008, vol. 49, nº 1, p. 111-135 ; J. Warson, *France, Britain, and the Nigerian Civil War, 1967-1970*, B.A. dissertation, London School of Economics, Londres, 2009.

135. J. Kuzmarov, *Modernizing Repression*, *op. cit.*, p. 174.

136. Personne n'a mieux que Jean Lartéguy décrit cette ligne de fuite dans sa trilogie *Les Centurions*, Paris, Presses de la Cité, 1960 ; *Les Prétoriens*, Paris, Presses de la Cité, 1961 ; *Les Mercenaires*, Paris, Nouvelle Bibliothèque, 1966.

Chapitre 15. Le crépuscule de la guerre irrégulière (1964-1975)

1. V. Hugo, *Quatre-vingt-treize*, Paris, Gallimard, 1874.

2. F. MacDonnell, *Insidious Foes : the Axis Fifth Column and the American Home Front*, New York, Oxford University Press, 1995, 244 p.

3. P. Mélandri, « Des périls de la guerre froide pour la démocratie : anticommunisme et “chasse aux sorcières” aux États-Unis », *Études anglaises*, octobre 1995, vol. 48, nº 4, p. 465.

4. W. Rosenau, « Our Ghettos, Too, Need a Lansdale” : American Counter-insurgency Abroad and at Home in the Vietnam Era », *in* C. W. Gventer, D.M. Jones et M.L.R Smith (dir.), *The New Counter-Insurgency Era in Critical Perspective*, New York, Palgrave Macmillan, 2014, p. 111-126.

5. D. Rossinow, « Domestic Insurgencies », *in* M. B. Lerner (dir.), *A Companion to Lyndon B. Johnson*, Malden, MA, Wiley-Blackwell, 2012, p. 278-294.

6. TTU/VVA, Douglas Pike Collection, item nº 2171512004, « United States Congress, House Committee on Un-American Activities », *Guerrilla Warfare Advocates in the United States*, Washington, DC, Government Printing Office, 1968.

7. « A Military Solution to Revolt in Our Cities ? », *The New Republic*, 27 janvier 1968 cité *in* W. Rosenau, « Our Ghettos, Too, Need a Lansdale », *op. cit.*, p. 114.

8. *Ibid.*, p. 115.

9. L. E. Hill, *The Deacons for Defense : Armed Resistance and the Civil Rights Movement*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004 ; W. Rosenau, « “Our Backs Are Against the Wall” : The Black Liberation Army and Domestic Terrorism in 1970s America », *Studies in Conflict & Terrorism*, février 2013, vol. 36, nº 2, p. 176-192.

10. E. J. Drea, *McNamara, Clifford, and the Burdens of Vietnam, 1965-1969*, Washington, DC, Historical Office, Office of the Secretary of Defense, 2011, p. 272-273.

11. R. B. Rigg, « A Military Appraisal of the Threat to US Cities », *U. S. News & World Report*, 15 janvier 1968, p. 68-71.

12. J. M. Jensen, *Army Surveillance in America, 1775-1980*, New Haven, Yale University Press, 1991, p. 241.

13. Cité *in* W. Rosenau, « Our Ghettos, Too, Need a Lansdale », *op. cit.*, p. 118.

14. D. F. Gates, *Chief : my Life in the LAPD*, Bantam pbk. ed., New York, Bantam Books, 1993, p. 125.

15. S. K. Herbert, *Policing Space : Territoriality and the Los Angeles Police Department*, Minneapolis, Minn, University of Minnesota Press, 1997, p. 81.

16. United States Senate, Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities, *Book III, Supplementary Detailed Staff Reports on Intelligence Activities and the Rights of Americans*, Washington, DC, Government Printing Office, 1976 ; lire également D. Cunningham, *There's Something Happening Here : the New Left, the Klan, and FBI Counterintelligence*, Berkeley, University of California Press, 2004, p. 26-27.

17. United States Senate, Select Committee, *op. cit., p.* 15-27.

18. C. M. Andrew, « Intelligence in the Cold War », *in* M. P. Leffler et O. A. Westad (dir.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 417-437.

19. M.L. R. Smith, *Fighting for Ireland ? the military strategy of the Irish Republican movement*, Londres ; New York, Routledge, 1995.

20. R. Faligot, *Guerre spéciale en Europe*, Paris, Flammarion, 1980 ; J. Newsinger, « From counter-insurgency to internal security : Northern Ireland 1969-1992 », *Small Wars & Insurgencies*, mars 1995, vol. 6, nº 1, p. 88-111 ; P. Neumann, *Britain's Long War : British Strategy in the Northern Ireland Conflict, 1969-98*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003 ; R. Thornton, « Getting it Wrong : The Crucial Mistakes Made in the Early Stages of the British Army's Deployment to Northern Ireland (August 1969 to March 1972) », *Journal of Strategic Studies*, février 2007, vol. 30, nº 1, p. 73-107.

21. F. Kitson, *Low Intensity Operations : Subversion, Insurgency, Peace-keeping*, Londres, Faber & Faber, 1971.

22. G. Sinclair et C. A. Williams, « “Home and Away” : The Cross-Fertilisation between “Colonial” and “British” Policing, 1921-85 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, juin 2007, vol. 35, nº 2, p. 221-238.

23. J. Newsinger, « From Counter-Insurgency to Internal Security », *op. cit.*, p. 93.

24. M. J. McCleery, *Operation Demetrius and its Aftermath : A New History of the Use of Internment without Trial in Northern Ireland 1971-75*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

25. A. Sanders, « Northern Ireland : The Intelligence War 1969-75 », *The British Journal of Politics & International Relations*, 2011, vol. 13, nº 2, p. 230-248.

26. A. Sanders, « Operation Motorman (1972) and the Search for a Coherent British Counterinsurgency Strategy in Northern Ireland », *Small Wars & Insurgencies*, juillet 2013, vol. 24, nº 3, p. 465-492.

27. M.L. R. Smith, *Fighting for Ireland ?*, *op. cit.*, p. 117 et suiv.

28. J. Newsinger, « From Counter-Insurgency to Internal Security », *op. cit.*, p. 97-99.

29. SHD, 9R 625, « Rapport d’ensemble sur les conditions actuelles de mise sur pied des UMS », avril 1948 ; « Rapport du contrôleur général de l’armée Libermann sur la “sécurité” », 31 octobre 1951 ; 9R 164, La défense horizontale contre l’attaque interne par surprise, 24 juillet 1953 ; 9R 626, La bataille de couverture intérieure, 24 septembre 1954 ; 1H 1943, *La guerre révolutionnaire va-t-elle nous embraser ?*, 24 octobre 1955. Nous tenons à remercier Olivier Büttner pour nous avoir fait parvenir ses notes sur le carton 9R 164.

30. O. Büttner et A. Martin, « Imaginaires de guerre : l’ennemi intérieur en guerre froide. France, années 1950 », *in* Philippe Buton, Olivier Büttner et Michel Hastings (dir.), *La Guerre froide vue d’en bas*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 21-40.

31. J. Planchais, « L’armée et le tournant de 1958 », *Pouvoirs*, 1986, nº 38, p. 5-12 ; M. Vaïsse, « De Gaulle face à l’armée », *in* M. Vaïsse (dir.), *De Gaulle et l’Algérie, 1943-1969 : Actes du colloque tenu aux Invalides, les vendredi 9 et samedi 10 mars 2012*, Paris, Armand Colin/Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, 2012, p. 166-180.

32. M. Rigouste, *L’Ennemi intérieur : la généalogie coloniale et militaire de l’ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris, La Découverte, 2009.

33. F. Audigier, « Le gaullisme d’ordre des années 68 », *Vingtième Siècle*, 2012, vol. 116, nº 4, p. 53-68 ; *Histoire du S.A.C. : la part d’ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.

34. F. Audigier, « Le gaullisme d’ordre des années 68 », *op. cit.*, p. 59.

35. R. Marcellin, *L’Ordre public et les Groupes révolutionnaires*, Paris, Plon, 1969.

36. F. Audigier, « Le gaullisme d’ordre des années 68 », *op. cit.*, p. 58.

37. A. Bruge, *Le Poison rouge : guerre sans frontières, Mao à la Sorbonne*, Nice, A. Bruge, 1969 ; R. Trinquier, *Guerre, subversion, révolution*, Paris, Robert Laffont, 1968 ; R. Mucchielli, *La Subversion*, Paris, Bordas, 1972.

38. P. Milza, *L’Europe en chemise noire. Les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd’hui*, Paris, Flammarion, 2004, p. 191-227.

39. M. Vaïsse, *Alger, le putsch*, Bruxelles, Complexe, 1983, p. 55 et suiv. ; P. Dabezies, « Subversion, antisubversion, autosubversion », *in* Olivier Forcade, Éric Duhamel et Philippe Vial (dir.), *Militaires en République, 1870-1962*, Paris, Publ. de la Sorbonne, 1999, p. 553-559.

40. J. Planchais, « L’armée et le tournant de 1958 », *op. cit.*, p. 7 ; M. Vaïsse, « De Gaulle face à l’armée », *op. cit.*

41. R. Girardet, *La Crise militaire française*, *op. cit.*, p. 214.

42. M. Raffray, *Jacques Hogard : stratège de la contre-insurrection*, Paris, Economica, 2014, p. 25.

43. SHD, 1KT 527, Fonds Merglen, Qui est responsable de la dissolution de la 11e DBOC ?, note du général (CR) Albert Merglen, 31 janvier 1998.

44. SHD, 7 U 767, « Rapport trimestriel concernant l'information et le moral », 21 novembre 1963.

45. SHD, 1KT 527, Fonds Merglen, « Lettre de Pierre Messmer à Alfred Merglen », Paris, 11 février 1992.

46. E. Bergot, *11e Choc*, Paris, Presses de la Cité, 1986 ; R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : de la Seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.

47. R. Martinot-Leroy, *La Contestation de la dissuasion dans l'armée de terre : l'atome et la guerre subversive dans les travaux des officiers de l'École supérieure de guerre (1962-1975)*, thèse de doctorat sous la dir. de Jean Klein, Lille, Lille III, 1999, p. 69-82.

48. J. Doise et M. Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire, 1871-1991*, Paris, Seuil, 1992, p. 618-619.

49. A. Bizard, « La Défense opérationnelle du territoire », *Pouvoirs*, 1986, no 38, p. 88-98 ; M.-C. Villatoux, *La Défense en surface (1945-1962). Le contrôle territorial dans la pensée stratégique française d'après-guerre*, Vincennes, Service historique de la défense, 2009, p. 77.

50. P. Messmer, « Notre politique militaire », *Revue Défense nationale*, mai 1963, vol. 17, no 213, p. 755-765.

51. SHD, 3K 17, « Témoignage oral de Pierre Messmer », 24 mai 1997, entretien no 2, pl. 7.

52. SHD, 1K 329, Fonds Boussarie, carton 4, « Organisation et conduite de la guérilla et contre-guérilla », 25 mai 1963.

53. *Ibid*.

54. P. Messmer, « Notre politique militaire », *op. cit.*, p. 763.

55. SHD, 3K 17, « Témoignage oral de Pierre Messmer », *op. cit.*, p. 7.

56. A. Bizard, « La défense opérationnelle du territoire », *op. cit.*, p. 88.

57. SHD, 10T 1077, « Projet de règlement de contre-guérilla », 2 novembre 1964.

58. A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency and Contingency Operations Doctrine, 1942-1976*, Washington, DC, Center for Military History, 2006, p. 420-421.

59. A. F. Krepinevich, *The Army and Vietnam*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986 ; A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 446-447.

60. A. J. Bacevich, *The New American Militarism : How Americans are Seduced by War*, New York, Oxford University Press, 2005, p. 18, 34-37.

61. L. Cesari, « Les anciens combattants américains de la guerre du Viêt-nam », *in* J. Frémeaux et M. Battesti (dir.), *Sorties de guerre*, Vincennes, Centre d'études d'histoire de la Défense, 2005, p. 89-98.

62. D. Fitzgerald, *Learning to Forget : US Army Counterinsurgency Doctrine and Practice from Vietnam to Iraq*, Stanford, California, Stanford University Press, 2013, p. 40.

63. W. E. DePuy, *Selected Papers of General William E. DePuy*, Fort Leavenworth, KS, CSI, 1994, p. 194.

64. D. A. Starry, « Welcome to the Counterinsurgency Century », *The Armor and Cavalry Journal*, septembre-octobre 2008, *in* Lewis Sorley (dir.), *Press On ! Selected Works of Donn A. Starry*, vol. 1, Fort Leavenworth, KS, Combat Studies Institute Press, 2009, p. 454.

65. É. de Durand, *Les Transformations de l'US Army*, Paris, Institut français des relations internationales, 2002, p. 17 ; A. J. Birtle, *United States Army Counterinsurgency*, *op. cit.*, p. 48 ; D. Fitzgerald, *Learning to Forget*, *op. cit.*, p. 43.

66. H. W. Brands, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 2010, p. 109.

67. F.A. O. Schwarz, « The Church Committee and a New Era of Intelligence Oversight », *Intelligence and National Security*, avril 2007, vol. 22, no 2, p. 270-297.

68. H. Strachan, « British Counter-Insurgency from Malaya to Iraq », *RUSI Journal*, 2007, vol. 152, n° 6, p. 8-11 ; A. Mumford, *The Counter-Insurgency Myth : the British Experience of Irregular Warfare*, New York, Routledge, 2012, p. 147-155.

69. *Public Papers of the President of the United States, Richard Nixon*, 1969, « Inaugural Address », 20 janvier 1969, p. 3.

70. R. D. Schulzinger, « Détente in the Nixon-Ford years, 1969-1976 », *in* M. P. Leffler et O. A. Westad (dir.), *The Cambridge history of the Cold War. Volume II, Crises and Détente*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 373-394.

71. FRUS, *1969-1976*, vol. I : *Foundations of Foreign Policy*, document 31, Memo of Conversation, 29 juillet 1969, p. 94-96.

72. D. Blaufarb, *The Counterinsurgency Era*, New York, Free Press, 1977, p. 293.

73. O. A. Westad, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 484 p.

74. FRUS, *1969-1976*, vol. II : *Organization and Management of US Foreign Policy*, document 3, NSC Procedures, 7 janvier 1969, p. 11-14 ; document 114, « Memorandum from the President's Assistant for National Security Affairs », 3 août 1970.

75. M. E. Latham, « The Cold War in the Third World, 1963-1975 », *in* Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War*, *op. cit.*, p. 258-280.

76. P. L. Pham, *Ending « East of Suez » : the British Decision to Withdraw from Malaysia and Singapore, 1964-1968*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 264 p.

77. C. Johnson, *Autopsy on People's War*, Berkeley, University of California Press, 1973, p. 67.

78. C. Johnson, *Autopsy on People's War*, *op. cit.*

79. T. C. Wright, *Latin America in the era of the Cuban Revolution*, Westport, CT, Praeger, 2001, p. 80-88.

80. M. Hecker, « De Marighella à Ben Laden. Passerelles stratégiques entre guérilleros et djihadistes », *Politique étrangère*, 2006, Été, n° 2, p. 385.

81. G. Chaliand, « Le phénomène terroriste », *in* Gérard Chaliand (dir.), *Les Guerres irrégulières*, Paris, Gallimard, 2008, p. 799-824.

82. C. Marighella, *Minimanual of the Urban Guerrilla*, Barnsley, Praetorian Press, 2011.

83. C. Johnson, *Autopsy on People's War*, *op. cit.*, p. 2.

84. T. Bausardo, *Les Coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIXe siècle-1989)*, thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 2015.

Chapitre 16. La guerre irrégulière introuvable (1975-2001)

1. M. Kaldor, *New and Old Wars : Organized Violence in a Global Era*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1999.

2. J. L. Gaddis, *Strategies of Containment. A Critical Appraisal of American National Security Policy During the Cold War*, Oxford University Press, 2005, p. 343 et suiv. ; G.-H. Soutou, *La Guerre froide. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, 2e éd., Paris, Fayard, 2011, p. 773-777.

3. O. A. Westad, *Restless Empire : China and the World since 1750*, New York, Basic Books, 2012.

4. On la doit initialement à R. Lacoste, *La Russie soviétique et la Question d'Orient*, Paris, Les Éditions internationales, 1946.

5. RRPL, « U. S. Relations with the USSR, National Security Decision Directive 75 », 17 janvier 1983.

6. J. M. Scott, *Deciding to Intervene : the Reagan Doctrine and American Foreign Policy*, Durham, NC, Duke University Press, 1996, p. 14-24 ; O. A. Westad, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of our Times*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 331-363.

7. J. M. Scott, *Deciding to Intervene*, *op. cit.*, p. 22.

8. J. Hamilton-Merritt, *Tragic Mountains : the Hmong, the Americans, and the Secret Wars for Laos, 1942-1992*, Bloomington, Indiana University Press, 1993. Gary Yia Lee, « The Hmong rebellion in Laos : victims or terrorists ? », *in* Andrew T. H. Tan (dir.), *A Handbook of tTerrorism and Insurgency in Southeast Asia*, Northampton, Mass., Edward Elgar, 2007, p. 362.

9. A. Mackenzie, *Special Force : the Untold Story of 22nd Special Air Service Regiment (SAS)*, Londres, I. B. Tauris, 2011.

10. J. M. Scott, *Deciding to Intervene*, *op. cit.*, p. 82-111.

11. M. Coronel Ferrer, « Communist insurgency in the Philippines », *in* A. T. H. Tan (dir.), *A Handbook of Terrorism and Insurgency in Southeast Asia*, Northampton, Mass., Edward Elgar, 2007, p. 418.

12. É. Tenenbaum, « L'Asie du Sud-Est, laboratoire stratégique de la guerre irrégulière depuis 1945 », *in* P. Journoud (dir.), *Le Débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945*, Paris, IRSEM, 2012, p. 147-203.

13. A. S. Hashim, *When Counterinsurgency Wins : Sri Lanka's Defeat of the Tamil Tigers*, 2013.

14. L. W. Grau, *The Bear Went Over the Mountain : Soviet Combat Tactics in Afghanistan*, Washington, DC, NDU Press, 1996.

15. J. M. Scott, *Deciding to Intervene*, *op. cit.*, p. 43-47 ; B. O. Riedel, *What we won : America's secret war in Afghanistan, 1979-89*, Washington, DC, Brookings Institution Press, 2014, p. 99-109.

16. L. W. Grau, *The Bear Went Over the Mountain : Soviet Combat Tactics in Afghanistan*, Washington, DC, NDU Press, 1996 ; B. O. Riedel, *What we Won*, *op. cit.*, p. 118.

17. G. Kepel, *Jihad : expansion et déclin de l'islamisme*, nouv. éd. refondue et mise à jour, Paris, Gallimard, 2003, p. 234-239 ; T. Hegghammer, *Jihad in Saudi Arabia : Violence and Pan-Islamism since 1979*, Cambridge, UK ; New York, Cambridge University Press, 2010.

18. A. Mackenzie, *Special Force : the Untold Story of 22nd Special Air Service Regiment (SAS)*, *op. cit.*, p. 155 ; J.-C. Notin, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan (1979-2011)*, Paris, Fayard, 2011 ; R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, *Histoire politique des services secrets français : de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 361-365.

19. E. George, *The Cuban Intervention in Angola, 1965-1991 : from Che Guevara to Cuito Cuanavale*, New York, Frank Cass, 2005 ; O. A. Westad, *The Global Cold War*, *op. cit.*

20. R. Faligot, J. Guisnel et R. Kauffer, *Histoire politique des services secrets français*, *op. cit.*, p. 337-341.

21. W. Bruyère-Ostells, *Dans l'ombre de Bob Denard : les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau monde, 2014, p. 252-255 en ce qui concerne l'Angola et 184-189 sur la Rhodésie.

22. J. K. Cilliers, *Counter-Insurgency in Rhodesia*, Londres, Croom Helm, 1985.

23. J. M. Scott, *Deciding to Intervene*, *op. cit.*, p. 193-210.

24. É. de Durand, « Francs-tireurs et centurions. Les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français », *Focus stratégique*, mars 2011, n° 29, p. 29.

25. J.-P. Bat, *Le Syndrome Foccart : la politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2012, p. 483-489 ; S. Mantoux, *Les Guerres du Tchad, 1969-1987*, Chamalières,

Lemme edit, 2014.

26. M. Chirio et M. Joffily, « Moderniser la répression politique : la stratégie de formation de l'homme du renseignement sous la dictature brésilienne », *Histoire@Politique*, à paraître ; N. de A. Rodrigo, *Conquête des esprits et commerce des armes. La diplomatie militaire française au Brésil (1945-1974)*, thèse sous la dir. de R. Marin, Université Toulouse 2, 2011.

27. P. H. Lewis, *Guerrillas and Generals : the « Dirty War » in Argentina*, Westport, CT, Praeger, 2002, p. 145-161.

28. J. Dinges, *The Condor Years. How Pinochet and his Allies Brought Terrorism to Three Continents*, New York ; York, New Press, 2005 ; J. P. McSherry, *Predatory States : Operation Condor and Covert War in Latin America*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield Publishers, 2005.

29. G. M. Leech, *The FARC : the Longest Insurgency*, Halifax : Fernwood, 2011, p. 27-67.

30. T. C. Wright, *Latin America in the Dra of the Cuban Revolution*, Westport, CT, Praeger, 2001, p. 88-90, 165-180.

31. O. A. Westad, *The Global Cold War*, *op. cit.*, p. 343.

32. T. C. Brown, *The Real Contra War : Highlander Peasant Resistance in Nicaragua*, Norman, University of Oklahoma Press, 2001.

33. G. Grandin, *A Century of Revolution : Insurgent and Counterinsurgent Violence during Latin America's Long Cold War*, Duke University Press, 2010 ; D. Wilkinson, *Silence on the mountain : stories of terror, betrayal, and forgetting in Guatemala*, Durham, Duke University Press, 2004, 375 p.

34. D. Fitzgerald, *Learning to Forget : US Army Counterinsurgency Doctrine and Practice from Vietnam to Iraq*, Stanford, California, Stanford University Press, 2013, p. 61-69.

35. G. Chaliand et A. Blin, *Histoire du terrorisme : de l'Antiquité à Daech*, Paris, Hachette, 2016, p. 291.

36. M. Lazar, « Les années de plomb : une guerre civile ? », *in* Marc Lazar (dir.), *L'Italie des années de plomb : le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010, p. 147-163.

37. G. Pacini, *Le altre Gladio*. *La lotta segreta anticomunista in Italia. 1943-1991*, Roma, Einaudi, 2014.

38. R. C. Meade, *Red Brigades : the Story of Italian Terrorism*, New York, St. Martin's Press, 1990, 301 p.

39. G. Chaliand et A. Blin, *Histoire du terrorisme*, *op. cit.*, p. 320-338.

40. M.L. R. Smith, *Fighting for Ireland ? The Military Strategy of the Irish Republican Movement*, Londres ; New York, Routledge, 1995, p. 143-195.

41. Sur tous ces points, lire J. Raflik-Grenouilleau, *Terrorisme et mondialisation : approches historiques*, 2016.

42. AMAEN, OTAN26, dossier 1, « Note confidentielle pour M. Mattei, chef du service des Pactes », 28 octobre 1968. Nous remercions Thomas Bausardo pour avoir bien voulu partager ses résultats avec nous.

43. T. Bausardo, *Les Coopérations internationales de la France dans la lutte contre le terrorisme (fin XIX^e siècle-1989)*, thèse de doctorat, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 2015, p. 418 et suiv. ; A. Guttmann, *The Origins of International Counterterrorism: Switzerland at the Forefront of Crisis Negotiations, Multilateral Diplomacy and Intelligence Cooperation (1969-1977)*, Brill, Leiden, 2018.

44. DNSA, item n° 1679146894, France-US Cooperation against Libya, 23 février 1986.

45. D. H. Ucko, *The New Counterinsurgency Era : Transforming the U. S. Military for Modern Wars*, Washington, D.C, Georgetown University Press, 2009, p. 37.

46. M. Urban, *Big Boys' Rules : the Secret Struggle against the IRA*, Londres ; Boston, Faber and Faber, 1992, 266 p.

47. Voir par exemple V. Nouzille, *Les Tueurs de la République*, Paris, Fayard, 2015.

48. R. Faligot, *Guerre spéciale en Europe : le laboratoire irlandais*, Paris, Flammarion, 1980, p. 84-87.

49. C. A. Beckwith, *Delta Force : the Army's Elite Counterterrorist Unit*, New York, Avon Books, 2000.

50. J.P. de B. Taillon, *The Evolution of Special Forces in Counter-Terrorism : the British and American Experiences*, Westport, Conn, Praeger, 2001.

51. V. Nouzille, *Les Tueurs de la République*, Paris, Fayard, 2015, p. 149.

52. E. J. Dionne Jr., « Kicking the "Vietnam Syndrome" », *The Washington Post*, 4 mars 1991.

53. Voir entre autres M. Kaldor, *New and Old Wars*, *op. cit.* Mais aussi M. Van Creveld, *The Transformation of War*, New York, Free Press, 1991, 254 p ; J. Keegan, *A History of Warfare*, New York, Vintage Books, 1993 ; H. Münkler, *Die neuen Kriege*, 2. Aufl., Reinbek bei Hamburg, Rowohlt, 2002, 284 p.

54. M. Berdal, « The "New Wars" Thesis Revisited », *in* H. Strachan et S. Scheipers (dir.), *The CHANGING Character of War*, Oxford University Press, 2011, p. 109-113.

55. P. L. Bergen, *Holy War, Inc. Inside the Secret World of Osama bin Laden*, Riverside, Free Press, 2001.

56. G. de Saint-Quentin, « Retour à la guerre révolutionnaire ? », *Revue Défense nationale*, octobre 1997, nº 591 ; G. Daho, *Une revanche des généraux : L'institutionnalisation de la coopération civilo-militaire en France*, thèse de doctorat sous la dir. de M. Dobry, Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 2013.

57. R. M. Cassidy, *Peacekeeping in the Abyss : British and American Peacekeeping Doctrine and Practice after the Cold War*, Westport, Conn, Praeger, 2004.

58. É. de Durand, « La mère de toutes nos batailles », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2011, vol. 244, nº 4, p. 9.

59. É. de Durand, *Les Transformations de l'US Army*, Paris, Institut français des relations internationales, 2002.

Épilogue. L'éternel retour de la guerre irrégulière

1. F. Heisbourg, *Hyperterrorisme, la nouvelle guerre*, Paris, Jacob, 2003.

2. D. J. Kilcullen, « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies*, 2005, vol. 28, nº 4, p. 597-617.

3. É. Tenenbaum, « Le piège de la guerre hybride », *Focus stratégique.*

4. J. A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife : Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, Paperback ed., Chicago, University of Chicago Press, 2005 ; W. Murray, *Military Adaptation in War : With Fear of Change*, New York, Cambridge University Press, 2011.

5. T. G. Mahnken, *Uncovering Ways of War : U. S. Intelligence and Foreign Military Innovation, 1918-1941*, Ithaca, N.Y, Cornell University Press, 2002.

6. F. Kitson, *Bunch of Five*, Londres, Faber & Faber, 1977, p. 200-201.

7. I. Brun, « "While You're Busy Making Other Plans" – The "Other RMA" », *Journal of Strategic Studies*, août 2010, vol. 33, nº 4, p. 535-565.

8. D. H. Ucko, *The New Counterinsurgency Era : Transforming the U. S. Military for Modern Wars*, Washington, DC, Georgetown University Press, 2009, p. 55. A. De Hoop Scheffer, *La Pratique*

américaine du « regime change *» en Irak : une analyse critique de l'intervention militaire comme vecteur de socialisation politique*, thèse de doctorat sous la dir. de B. Badie, Institut d'études politiques de Paris, 2011.

9. D. H. Ucko, *The New Counterinsurgency Era*, *op. cit.* ; S. Taillat, *« L'impuissance de la puissance ? » : l'action des militaires américains en Irak (2003-2008*), *op. cit*.

10. E. Sangar, « The Weight of the Past(s) : The Impact of the Bundeswehr's Use of Historical Experience on Strategy-Making in Afghanistan », *Journal of Strategic Studies*, 2013, p. 1-34 ; D. Porch, « David Galula and the Revival of COIN in the US Military », *in* C. W. Gventer, D. M. Jones et M.L.R Smith (dir.), *The New Counter-insurgency Era in Critical Perspective*, Palgrave Macmillan, 2014, p. 173-194.

11. H. R. McMaster, *Dereliction of Duty : Lyndon Johnson, Robert McNamara, the Joint Chiefs of Staff, and the Lies that Led to Vietnam*, New York, HarperCollins, 1997 ; D. H. Petraeus, *The American Military and the Lessons of Vietnam : A Study of Military Influence and the Use of Force in the Post-Vienam Era*, Ph.D., Princeton University, 1987 ; J. A. Nagl, *Learning to Eat Soup with a Knife*, *op. cit.*

12. R. S. Dudney, « The QDR has Landed, Sort of », *Airforcemagazine.com*, 16 février 2006.

13. Department of the Army, *FM 3-24, Counterinsurgency*, Washington, DC, 2006.

14. B. Heuser, « The Cultural Revolution in Counterinsurgency », *Journal of Strategic Studies*, 2007, vol. 30, n° 1, p. 153-171.

15. Là encore, lire S. Taillat, *« L'impuissance de la puissance ? »*, *op. cit.*, p. 162.

16. T. E. Ricks, *Fiasco the American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin Press, 2006.

17. A. Giustozzi, *Koran, Kalashnikov, and Laptop : the Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan*, New York, Columbia University Press, 2008.

18. H. Strachan, « British Counter-Insurgency from Malaya to Iraq », *RUSI Journal*, 2007, vol. 152, n° 6, p. 8-11 ; É. Tenenbaum, *De l'IRA à l'Irak. Transferts d'expérience contre-insurrectionnelle dans l'armée britannique*, Paris, Centre d'études en sciences sociales de la défense, 2008 ; E. Sangar, *Historical Experience : Burden or Bonus in Today's Wars ? The British Army and the Bundeswehr in Afghanistan*, Freiburg im Breisgau, Rombach Verlag, 2014, 280 p.

19. C. Lafaye, *L'Armée française en Afghanistan : le génie au combat (2001-2012)*, Paris, CNRS éditions, 2016 ; É. Tenenbaum, « French Exception or Western Variation ? A Historical Look at the French Irregular Way of War », *Journal of Strategic Studies*, 7 juin 2017, vol. 40, n° 4, p. 554-576.

20. Centre de doctrine et d'emploi des forces, *FT-13, Doctrine de contre rébellion*, Paris, Armée de terre, janvier 2009 ; Centre interarmées de doctrine et d'emploi des forces, DIA 3-4-4, *Contre-Insurrection*, Paris, avril 2013. É. de Durand, « Francs-tireurs et centurions. Les ambiguïtés de l'héritage contre-insurrectionnel français », *Focus stratégique*, mars 2011, n° 29 ; S. Taillat, « National Traditions and International Context : French Adaptation to Counterinsurgency in the 21st Century », *Security Challenges*, automne 2010, vol. 6, n° 1, p. 85-96.

21. G. P. Gentile, « A Strategy of Tactics : Population-centric COIN and the Army », *Parameters*, 2009, vol. 39, n° 3, p. 5-17.

22. É. Tenenbaum, « L'Amérique en guerre : grandeur et décadence de la contre-insurrection », *Politique étrangère*, 2011, vol. 76, n° 3, p. 617-629.

23. M. Galeotti, *Hybrid War or Gibridnaya Voina ? Getting Russia's Non-Linear Military Challenge Right*, Prague, Mayak Intelligence, 2016.

24. M. Hecker, « De Marighella à Ben Laden : passerelles stratégiques entre guérilleros et djihadistes », *Politique étrangère*, été 2006, n° 2, p. 385.

25. M. Hecker et É. Tenenbaum, « France vs. Jihadism : The Republic in a New Age of Terror », *Notes de l'Ifri*, janvier 2017.

26. Les autres sources primaires publiées ainsi que les très nombreuses sources secondaires sont présentées dans les notes de fin du présent ouvrage.

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur